LENINE

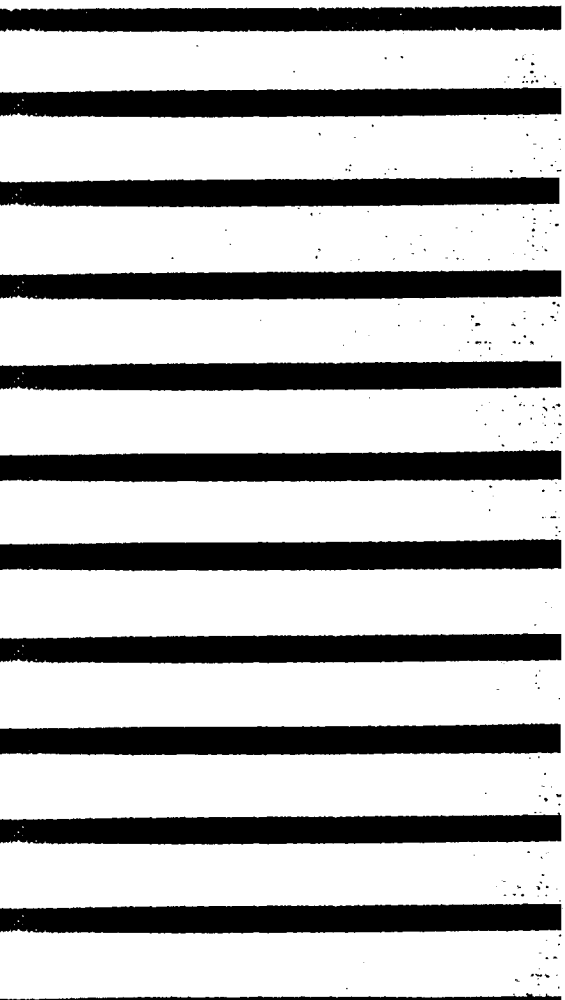
œuvres

tome
30

septembre
1919

avril
1920

LÉNINE



salut aux communistes italiens, français et allemands • au camarade loriot et à tous les amis français qui ont adhéré à la IIIe internationale • l'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat • rapport présenté au IIe congrès de russie des organisations communistes des peuples d'orient • IXe congrès du p.c. (b) r.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

30

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
30

Septembre 1919 - Avril 1920

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS DU PROGRES * MOSCOU
1964

PRÉFACE

Le tome trente contient les œuvres de V. Lénine écrites de septembre 1919 à avril 1920, période du renforcement de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, ainsi que pendant le court répit intervenu après la défaite de Koltchak et de Dénikine.

Ces œuvres reflètent l'activité multiple de Lénine à la direction du Parti bolchévik et de l'Etat soviétique.

La plus grande partie du tome est constituée par des articles, des rapports et des discours de Lénine, consacrés aux questions de la défense de la patrie socialiste, de l'édification de l'Etat soviétique, de la consolidation des rangs du Parti bolchévik.

Une place importante y est réservée aux discours prononcés par Lénine aux conférences sans-parti des ouvriers et des soldats de l'Armée Rouge, aux congrès des syndicats des ouvriers des transports par eau, des mineurs, des ouvriers du textile, au congrès des cosaques travailleurs. Dans ces discours, qui s'adressaient aux larges masses de travailleurs, Lénine appelle à fortifier l'unité du front et de l'arrière, à soutenir l'Armée Rouge, à participer activement à la restauration de l'économie nationale et à la gestion de l'Etat. Lénine éduque les masses dans un esprit de fermeté, d'héroïsme, d'abnégation, dans le sens d'une discipline de fer, en leur insufflant la foi en leur propre force et en leur victoire.

Dans une série d'articles de ce tome, Lénine développe sa doctrine sur la dictature du prolétariat en tant que moyen d'édification de la société socialiste. Il oppose la démocratie soviétique à la fausse démocratie, la démocratie bourgeoise ; il démasque, comme traîtres au socialisme et

comme valets de l'impérialisme, les socialistes d'Europe occidentale, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui, sous couleur de « démocratie pure », défendent la dictature de la bourgeoisie impérialiste. Ont trait à ces questions : « La dictature du prolétariat », « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat », « Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat », « Notes d'un publiciste », etc.

Dans les écrits « Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à propos des victoires sur Dénikine », « Aux camarades communistes du Turkestan », « Rapport présenté au IIe Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient » du 22 novembre 1919, « Projet de résolution du Comité central du P.C.(b)R. sur le pouvoir des Soviets en Ukraine », Lénine explique la nature de la politique nationale du pouvoir soviétique et souligne que la victoire sur les forces de l'intervention militaire étrangère et de la contre-révolution intérieure n'est possible qu'à la condition d'une union étroite, autour du peuple russe, des peuples naguère opprimés.

Dans le « Discours au Ier Congrès des communes agraires et des artels agricoles » du 4 décembre 1919, dans le « Rapport sur les samedis communistes présenté à la conférence de Moscou du P.C.(b)R. » le 20 décembre 1919, dans l'article « De la destruction d'un ordre séculaire à la création de l'ordre nouveau » sont traitées les questions relatives à la transformation socialiste du pays, à la création de formes nouvelles, socialistes, de travail dans l'industrie et dans l'agriculture. Dans le « Rapport sur le travail du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple à la première session du Comité exécutif central de Russie de la VIIe législature », le 2 février 1920, publié intégralement pour la première fois, Lénine démontre la nécessité d'élaborer un plan d'électrification de la Russie.

Les écrits de Lénine contenus dans ce tome font une large place aux questions concernant l'organisation de la gestion économique, la participation accrue des ouvriers à la gestion de l'Etat, la participation des syndicats à l'édification économique, ainsi que les problèmes de lutte contre la bureaucratie. Dans la « Lettre aux organisations du P.C.R.

sur la préparation du congrès du parti », dans les rapports et les discours prononcés au IXe Congrès du P.C.(b)R., au IIIe Congrès des syndicats de Russie et dans d'autres, Lénine affirme la nécessité d'une direction unique, du renforcement de la discipline du travail et de l'accroissement de la responsabilité personnelle dans la gestion des entreprises industrielles. Et il inflige une riposte décisive aux partisans du groupe antiparti du « centralisme démocratique », qui s'efforçaient de faire régner l'irresponsabilité dans la direction de l'industrie.

Dans le discours « Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets » et dans les articles « Le pouvoir des Soviets et la condition de la femme », « Aux ouvrières », « Pour la journée internationale des ouvrières », Lénine montre la pénible situation et la servitude des femmes en régime capitaliste, expose tout ce que le pouvoir soviétique a donné à la femme et appelle les femmes à participer activement à la vie économique, sociale et politique du pays.

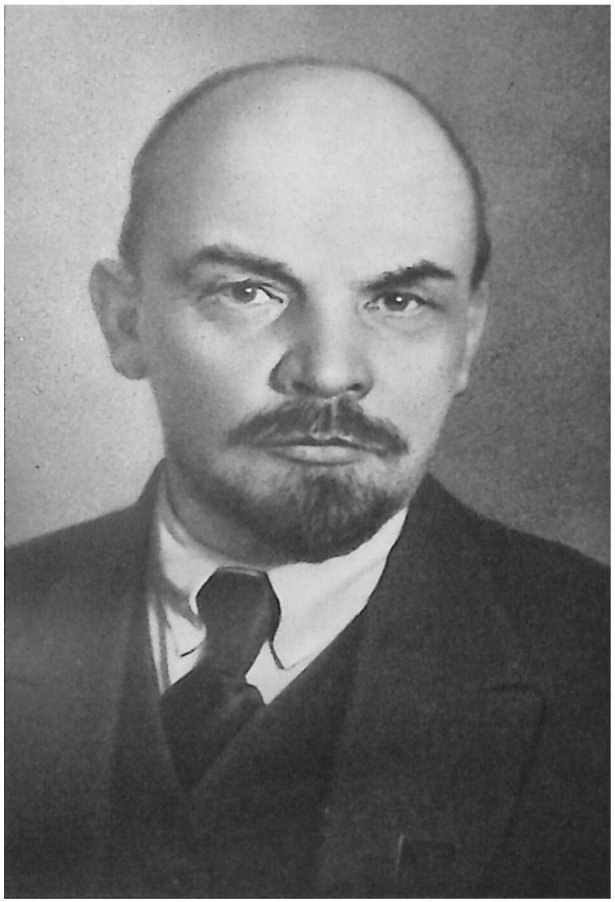
Dans les articles « Comment la bourgeoisie utilise les renégats », « Salut aux communistes italiens, francais et allemands », dans le document « Projet (ou thèses) de la réponse du Parti communiste russe à la lettre du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne », Lénine, en sa qualité de chef du mouvement ouvrier international, éduque les partis communistes dans un esprit de fidélité aux principes de la dictature du prolétariat et de l'internationalisme prolétarien ; il rallie les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire autour de l'Internationale communiste.

Ce tome reproduit 14 documents inclus pour la première fois dans les Œuvres de Lénine.

Un groupe de documents — les réponses à des questions de correspondants des journaux *The Chicago Daily News*, *New York Evening Journal*, *Daily Express* — est consacré essentiellement aux problèmes de politique extérieure du pouvoir soviétique. Dans ses réponses, Lénine souligne l'aspiration constante de la Russie soviétique à la paix et à l'établissement de relations commerciales avec tous les pays capitalistes ; il démasque les impérialistes en tant que fauteurs de guerre.

Pour la première fois sont publiés dans les Œuvres les deux textes : « Discours prononcé à un meeting commémoratif de l'insurrection de décembre 1905 dans le quartier de la Presnia », le 19 décembre 1919, et « Discours à la IIIe Conférence de Russie des dirigeants des sous-sections extra-scolaires des sections provinciales de l'Instruction publique », le 25 février 1920, la lettre de salutations « Au bureau du Congrès des femmes de la province de Pétrograd », ainsi que « Projets d'arrêtés et directives sur les coopératives ».

Dans la lettre « Aux camarades communistes qui, ayant adhéré au Parti communiste allemand commun, se sont constitués à présent en nouveau parti », ainsi que dans l'article inachevé « Les compromis », Lénine donne des indications sur les questions de tactique des partis communistes frères.



V. LÉNINE
1920

DISCOURS PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE DES OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES SANS-PARTI DES ARRONDISSEMENTS BASMANNY, LEFORTOVSKI, ALEXÉEVSKI ET SOKOLNITCHESKI 3 SEPTEMBRE 1919

Camarades,

Permettez-moi de saluer votre conférence d'ouvriers et de soldats rouges sans-parti, ainsi que la promotion des commandants rouges des cours d'artillerie. Cette réunion a pour objet d'étudier les questions relatives à l'affermissement de notre régime politique et de notre appareil d'Etat.

Dans tous les pays, les masses ouvrières sont opprimées. Elles ne jouissent pas des bienfaits de la culture capitaliste, et pourtant ce sont ces masses laborieuses qui devraient être la base de toute la vie de l'Etat. Camarades, chez nous elles forment l'assise et le fondement de la République des Soviets. Après la victoire des travailleurs en février 1917, des Soviets se sont aussitôt créés à travers la Russie. L'idée des Soviets ne date pas de 1917, elle était née dès 1905. Déjà à cette époque, il y avait eu des Soviets de députés ouvriers. Après la Révolution d'Octobre, les ouvriers de tous les pays accueillirent avec sympathie le pouvoir des Soviets. Cela tient à de profondes causes intérieures.

Permettez-moi, camarades, de m'arrêter sur les fondements de la vie politique de la Russie des Soviets. Je ne dispose pas d'une documentation précise pour faire la clarté sur la situation économique de notre république ; d'autres rapporteurs en traiteront très probablement, qui parleront

surtout de la politique de ravitaillement du gouvernement ouvrier et paysan ; je n'envisagerai donc, pour ma part, que l'aspect politique.

Afin de mieux saisir la situation générale du pouvoir des Soviets, il faut jeter un coup d'œil rétrospectif et examiner avec attention le cours de notre révolution à partir de 1917. Notre révolution a connu deux périodes : la première, celle de Kérenski et de Kornilov, qui précéda le pouvoir des Soviets, et l'autre, celle de Kalédine, de Koltchak et de Dénikine, où des efforts furent faits pour saper le pouvoir des Soviets. Aux ouvriers qui, sans-parti, n'en sont pas moins des travailleurs, la question doit se poser de savoir quelles causes ont déterminé ces deux périodes et ce qui les rattache l'une à l'autre.

Camarades, tout ouvrier, tout soldat rouge, tout travailleur doit s'efforcer de comprendre pourquoi notre pouvoir des Soviets est accusé de terrorisme, pourquoi l'on dit que les bolchéviks sont des dictateurs, qu'ils sont des massacreurs. D'autre part, tout travailleur doit se demander pourquoi le pouvoir de Kérenski, de Kalédine et de Koltchak s'est effondré si facilement. Vous savez tous que sous Kérenski toute la Russie était couverte d'un réseau de Soviets de députés ouvriers et soldats et que la bourgeoisie gardait, à côté d'eux, tout le pouvoir entre ses mains. Soutenue par les Alliés qui voulaient que la Russie continuât la guerre, la bourgeoisie elle-même voulait la poursuivre pour conquérir les Dardanelles. C'est la raison pour laquelle le gouvernement bourgeois de Kérenski, épaulé par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, ne voulait ni ne pouvait publier les traités secrets conclus par le gouvernement de Nicolas le Sanglant avec les Alliés. La bourgeoisie, aidée des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, maintenait ainsi, par la tromperie, les masses laborieuses sous son pouvoir.

Vous vous souvenez tous qu'au début de la révolution de 1917, il y avait peu de bolchéviks dans les Soviets. Je me souviens qu'en juin, lors du premier congrès des Soviets, les bolchéviks n'y formaient pas même le septième. Les bolchéviks, disaient alors de nous la bourgeoisie et les partis prétendument socialistes des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, peuvent exercer sur les travailleurs une

influence démoralisatrice. Mais que faisait donc pendant ce temps le gouvernement bourgeois de Kérenski ? Il ne nourrissait les masses laborieuses que de promesses qui cependant demeuraient sans suite. Le décret sur la terre ne fut pas promulgué. Et quand les comités agraires voulurent s'emparer des domaines des propriétaires fonciers pour les partager entre les paysans pauvres, ces comités furent décrétés d'arrestation. Il devint alors clair pour les travailleurs que ce pouvoir ne leur donnerait rien. Ils commencèrent à comprendre que seul leur propre pouvoir, le pouvoir des ouvriers et des paysans pauvres, pourrait leur apporter quelque chose.

C'est à ce moment que Kornilov marcha sur Pétrograd. Son coup de force n'était pas dû au hasard : il s'inscrivait dans la ligne de la politique de duperie du gouvernement Kérenski, soucieux de réconcilier à toute force les propriétaires fonciers et les paysans, les travailleurs et les exploiteurs, le travail et le capital. Dès lors les propriétaires fonciers, les officiers et les capitalistes décidèrent de se rendre définitivement maîtres de tout le pouvoir. D'où le coup de force Kornilov. Les Soviets comprirent le danger et firent front contre lui. Et quand, par la suite, le gouvernement bourgeois de Kérenski continua néanmoins sa politique de duperie, la conscience des masses ouvrières grandit rapidement et, dans le même temps, le nombre des bolchéviks se mit à croître dans les Soviets, dès avant la Révolution d'Octobre. Quand, en octobre, nous prîmes le pouvoir, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui déambulaient dans les couloirs de Smolny [1] nous menacèrent du retour des combattants du front qui devaient nous balayer. Nous leur riions au nez pour toute réponse, car nous savions que les masses laborieuses comprendraient nos explications, qu'elles étaient pour le pouvoir des travailleurs et, partant, pour le pouvoir des Soviets. Et, effectivement, quand arrivèrent à Pétrograd de nombreuses délégations du front et que nous leur eûmes expliqué la situation, elles se rangèrent toutes de notre côté. C'est pour vous, travailleurs sans-parti, une leçon frappante. Tout travailleur, tout ouvrier, tout soldat rouge doit tirer l'enseignement de l'histoire du gouvernement Kérenski qui, je le répète, voulait accorder les intérêts des propriétaires fonciers

et des paysans, des ouvriers et des patrons, du travail et du capital.

Il semblait que le gouvernement Kérenski dût être fort puisque les gouvernements bourgeois alliés lui promettaient leur appui ; il croula pourtant. Il croula parce qu'il reposait sur un mensonge et que le sol se dérobait sous ses pieds. Le gouvernement Kérenski promettait aux travailleurs le suffrage universel, mais ce n'était que pour jeter de la poudre aux yeux des masses laborieuses, pour détourner leur attention de la réalité des choses. Aussi, après la Révolution d'Octobre, quand le prolétariat eut lui-même pris le pouvoir, s'occupa-t-il d'organiser en premier lieu ses propres organes d'administration, les Soviets des députés ouvriers et soldats.

Le gouvernement ouvrier et paysan rejeta aussitôt la politique de mensonge du gouvernement bourgeois de Kérenski. Le premier acte du Conseil des Commissaires du Peuple fut la publication des traités secrets conclus par le gouvernement de Nicolas le Sanglant avec nos anciens alliés. Le gouvernement ouvrier et paysan déclara nettement ne pas vouloir continuer la guerre dans l'intérêt de la bourgeoisie et proposa, malgré toutes les calomnies des mercenaires de la bourgeoisie, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, d'entamer des pourparlers de paix avec tous les pays belligérants. Les ouvriers de tous les pays virent alors que le pouvoir des Soviets ne voulait plus poursuivre la guerre. La paix de Brest-Litovsk fut conclue, traité de spoliation imposé par les forbans allemands à la Russie désarmée. Dans les masses d'ouvriers conscients de tous les pays, les sympathies envers le pouvoir des Soviets gagnèrent en force et en étendue. Et quand les gouvernements bourgeois de l'Entente obligèrent les pirates allemands à signer une paix encore plus dure et plus spoliatrice, les ouvriers de tous les pays comprirent combien on les avait bernés. Des voix de plus en plus nombreuses s'élevèrent contre ceux qui les avaient trompés. Les ouvriers se mirent à exiger le pouvoir des masses laborieuses, des ouvriers et des paysans, le pouvoir des Soviets.

Voilà pourquoi devait s'écrouler si rapidement le pouvoir bourgeois de Kérenski et de Koltchak, soutenus par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. (Vous

savez tous que le menchévik Maïski faisait partie du gouvernement de Sibérie [2].) Menchéviks, socialistes-révolutionnaires, Tchécoslovaques, appuyés par la bourgeoisie étrangère, tous s'unirent d'abord pour combattre les bolchéviks, puis pour mettre sur pied un pouvoir démocratique national. Que voyons-nous pourtant ? Les officiers type Koltchak ont dissous l'Assemblée constituante de Sibérie et institué un régime de militaires, de capitalistes et de propriétaires fonciers. Les masses laborieuses de Sibérie se sont ainsi rendu compte, par expérience, qu'on les trompait, et voilà pourquoi l'Armée Rouge a réussi sans trop de peine à s'emparer de toute la Sibérie en un si court laps de temps, les ouvriers et les paysans sibériens étant venus alors d'eux-mêmes pour l'aider.

Il faut maintenant se demander, camarades, pourquoi on dit que les bolchéviks font usage de la violence, qu'ils sont des dictateurs. Pourquoi tous ceux qui suivaient les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les Tchécoslovaques et Koltchak, les ont-ils lâchés de sitôt ? Pourquoi les propriétaires fonciers, les capitalistes et les officiers du gouvernement de Sibérie ont-ils chassé, dès qu'ils furent au pouvoir, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires pour mettre à leur place Koltchak ? Pourquoi ce gouvernement, jouissant de tant d'appuis, s'est-il effondré si vite ? Parce que tout ce qu'ils disaient, tout ce qu'ils faisaient n'était que mensonge et tromperie. Parce qu'ils ne tenaient pas leurs engagements, ne donnaient au peuple ni Assemblée constituante, ni pouvoir populaire, ni pouvoir démocratique quel qu'il fût ; ils avaient institué chez eux la dictature des propriétaires fonciers et des officiers.

Camarades, la bourgeoisie devait, en raison de ses intérêts de classe, mentir et tromper les travailleurs. Tout cela, les ouvriers et les paysans l'ont compris. Ils ont compris que c'est seulement quand le pouvoir appartiendrait aux travailleurs qu'il n'y aurait plus de mensonge, ni de duperie, ni de ces horreurs qu'ont supportées dans le passé le prolétariat et les paysans pauvres, et qu'ils supportent encore aujourd'hui, après quatre ans de guerre, faite sous la domination de la bourgeoisie. Le prolétariat a compris qu'il n'y a qu'une issue : renverser le pouvoir des capitalistes, qu'il ne saurait y avoir conciliation entre travail et capi-

tal, ce dont les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ne cessent de parler. C'est qu'en effet, la crédulité des ouvriers et des paysans de Sibérie leur a valu des dizaines de milliers de fusillés et de morts sous le fouet. Nous avons connu la douloureuse expérience de la saignée des ouvriers et des paysans sibériens, mais nous savons que cette expérience leur servira de leçon. Cette expérience est le meilleur enseignement bolchévik pour les ouvriers et les paysans. Les masses laborieuses comprendront désormais qu'il n'y a pas de milieu. Pas de choix : ou le pouvoir des ouvriers et des paysans, le pouvoir des Soviets, ou le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers. La bourgeoisie tente d'obscurcir par la violence et la duperie la conscience des travailleurs, mais tous ses efforts s'écroulent comme châteaux de cartes devant la conscience grandissante du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

L'aventure de Dénikine, qui répète en Ukraine la leçon de Koltchak, fera comprendre aux ouvriers et aux paysans ukrainiens l'erreur qu'ils commettent en ne luttant pas aujourd'hui avec assez d'énergie contre lui. Nous savons que les ouvriers et les paysans d'Ukraine sortiront fortifiés de l'expérience du régime de Dénikine en Ukraine, et qu'ils défendront, non plus en paroles, mais par des actes, le pouvoir des ouvriers et des paysans comme le font maintenant nos frères de Sibérie. Le pouvoir ouvrier et paysan dit aux paysans et à tous les travailleurs : « Marchez avec nous, bâtissez votre Etat prolétarien. Regardez l'expérience de Kolchak et de Dénikine et vous verrez ce qu'est la vie en dehors du pouvoir des Soviets. » Cette expérience est pour nous la meilleure leçon de propagande.

Le ferme pouvoir des ouvriers et des paysans réprime tous les complots que les gardes blancs fomentent contre lui. Il chasse inexorablement les traîtres de ses rangs. Il a formé l'Armée Rouge, y a mis des spécialistes encadrés de commissaires communistes. Des dizaines de spécialistes, qui se sont révélés des traîtres, nous les avons chassés de l'Armée Rouge ouvrière et paysanne, mais des milliers, des dizaines de milliers de spécialistes de l'art militaire y demeurent qui remplissent honnêtement leur devoir. Telle est l'expérience principale, fondamentale, de l'émancipation et de la libération politique des masses laborieuses.

Tout ce dont je vous ai parlé aujourd'hui, camarades, devient déjà évident aux yeux des travailleurs des autres pays. Partout grandit et prend de l'extension le mouvement des masses ouvrières qui exigent le pouvoir des Soviets. Vous savez qu'en Allemagne les menchéviks actuellement au pouvoir ont le soutien des forces armées de l'Entente, mais cela n'empêche pas les ouvriers allemands d'exiger le pouvoir des Soviets. Et le gouvernement de l'Allemagne a dû ces temps derniers introduire dans sa constitution un article établissant dans toute l'Allemagne des Soviets des députés ouvriers. Ces Soviets cependant n'ont pas le droit d'étudier les questions politiques de la vie du pays. D'après la constitution des social-traîtres, ces Soviets allemands ne peuvent discuter que de la situation économique du pays. Nous ne recevons que très peu de nouvelles des autres États d'Europe occidentale, car nous sommes cernés par nos ennemis, mais les informations qui nous parviennent montrent que le mouvement en faveur des bolchéviks croît et se fortifie. Je vais vous conter un petit incident qui s'est produit en France : il montre avec plus d'éloquence que tout discours la justesse de mes arguments, et il vous édifiera sur bien des choses. Deux journaux bolchéviks paraissent en France. L'un d'eux voulait s'intituler *Le Bolchévik*, mais la censure (la France démocratique a une censure !) a interdit ce titre, alors le journal s'est intitulé *Titre interdit*. L'ouvrier qui l'achète et voit ce nom ajoute lui-même : « Le Bolchévik ». (Vifs applaudissements.)

Pour terminer, camarades, laissez-moi vous faire part de la nouvelle que j'ai reçue aujourd'hui du camarade Zinoviev, président du Soviet des députés ouvriers et soldats rouges de Pétrograd. Il m'informe de l'arrivée à Pétrograd d'une centaine de prisonniers estoniens qui lui ont appris ce qui suit : Une conférence de syndicats ouvriers sans-parti s'est tenue en Estonie blanche. 417 délégués y assistaient, dont 33 menchéviks seulement, tous les autres étant bolchéviks ! (Vifs applaudissements.) La conférence a exigé la conclusion de la paix avec la Russie. Quand les Anglais apprirent la chose, leur délégué se présenta à la réunion pour proposer de renverser le gouvernement blanc de l'Estonie [3], mais les ouvriers le chassèrent

pour toute réponse et réclamèrent la conclusion de la paix avec la Russie et le retour à la vie paisible. La conférence fut alors dissoute. 100 personnes furent expédiées en Russie « pour y chercher le bolchévisme » et 26 autres arrêtées ; on a l'intention de les fusiller. A cet acte de l'Estonie blanche, nous avons répondu par un appel aux ouvriers et à la population de ce pays, et nous avons déclaré à son gouvernement que nous fusillerions tous les otages qui sont entre nos mains. (Applaudissements.) Et le gouvernement de ce pays a été soutenu par des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires !

A la conférence des syndicats sans-parti, la petite Estonie a donné la réponse qu'elle méritait à la puissante Angleterre, à l'Angleterre qui nous menaçait de la coalition de 14 Etats.

Permettez-moi d'exprimer, pour finir, la conviction que la Russie des Soviets, qui a vaincu en deux années dans son propre pays, vaincra bientôt la bourgeoisie du monde entier. (Rafale d'applaudissements.)

La «Pravda» n° 201,
11 septembre 1919

Conforme au texte du journal

COMMENT LA BOURGEOISIE UTILISE LES RENÉGATS

Nos postes de radio interceptent les radiotélégrammes de Carnarvon (Angleterre), de Paris et d'autres centres européens. Paris est aujourd'hui le centre de l'union mondiale des impérialistes, ce qui fait que sa radio est souvent particulièrement intéressante. Ces jours derniers, le 13 septembre, la radio gouvernementale de ce centre de l'impérialisme mondial a informé tous les pays de la parution d'un nouveau livre du célèbre renégat, Karl Kautsky, chef de la IIe Internationale, contre le bolchévisme.

Ce n'est pas pour rien que les millionnaires et les milliardaires mettent en marche leur radio gouvernementale. Il leur a paru nécessaire de faire connaître à tous la nouvelle campagne de Kautsky. Force leur est de se raccrocher à tout pour lutter contre le bolchévisme imminent, à tout, même à un fétu de paille, même à un livre de Kautsky. Nous remercions de tout cœur messieurs les millionnaires français : ils aident si bien à faire de la propagande pour le bolchévisme ! Ils nous aident tellement, en exposant à la risée tous les coups de foudre du petit bourgeois et philistin Kautsky contre les bolchéviks !

Aujourd'hui, 18 septembre, on m'a remis un numéro du journal des social-chauvins allemands, assassins de K. Liebknecht et de R. Luxembourg, *Vorwärts* du 7 septembre, contenant un article de Friedrich Stampfer sur ce nouveau livre de Kautsky (*Terrorisme et communisme*) et une série de citations de ce livre. En comparant l'article de Stampfer et le télégramme de la radio de Paris, nous voyons que ce dernier a, selon toute vraisemblance, été établi d'après le premier. Messieurs Scheidemann et Noske, gardes du corps de la bourgeoisie allemande et bourreaux des communistes

allemands, portent aux nues le livre de Kautsky et s'associent aux impérialistes de l'Entente dans la lutte contre le communisme international. Spectacle infiniment instructif ! Quant à nos menchéviks, représentants les plus typiques de l'Internationale jaune de Berne [4], ils n'ont trouvé assez de mots pour exprimer leur indignation devant le fait que (dans mon livre : *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*) j'ai traité Kautsky de laquais de la bourgeoisie.

C'est un fait, messieurs, quelle que soit votre colère ! Ce n'est tout de même pas par suite d'un complot avec moi que les amis de Scheidemann du *Vorwärts* et les millionnaires de l'Entente se sont mis à vanter Kautsky et à se servir de lui comme d'une arme de combat contre le bolchévisme mondial. Kautsky, encore qu'il ne s'en montre conscient et qu'il ne le souhaite, est apparu en réalité exactement tel que je le disais, par rapport à la bourgeoisie.

Pour montrer jusqu'à quel point en est venue cette abjuration du socialisme et de la révolution, qui se couvre du nom de marxisme, citons quelques-unes des accusations les plus « redoutables » de Kautsky contre les bolchéviks.

... « Kautsky montre en détail, écrit Stampfer, que les bolchéviks en arrivent toujours en définitive à prendre le contre-pied de ce qui était leur but : ils étaient les adversaires de la peine de mort et ils y vont à coups d'exécutions massives »...

D'abord, c'est un mensonge pur et simple de dire que les bolchéviks étaient les adversaires de la peine de mort en période de révolution. Au IIe Congrès de notre parti, en 1903, alors que naissait le bolchévisme, un programme du parti fut établi et les procès-verbaux du congrès stipulent que la pensée d'introduire dans le programme l'abolition de la peine de mort n'a provoqué que des exclamations ironiques : « et aussi pour Nicolas II ? » Les menchéviks eux-mêmes n'ont pas osé en 1903 mettre aux voix la proposition de l'abolition de la peine de mort pour le tsar. Et en 1917, au temps du régime Kérenski, j'écrivais dans la *Pravda* qu'il n'est pas un seul gouvernement révolutionnaire qui puisse se passer de la peine de mort et que le tout est de savoir *contre quelle classe* un gouvernement donné dirige l'arme de la peine de mort. Kautsky a tellement

désappris à penser en révolutionnaire, il s'est à tel point embourbé dans l'opportunisme petit-bourgeois qu'il ne peut même pas imaginer que le parti prolétarien révolutionnaire ait pu, longtemps avant sa victoire, reconnaître ouvertement la nécessité de la peine de mort pour les contre-révolutionnaires ! Voilà pourquoi l'« honnête » Kautsky, étant un honnête homme et un honnête opportuniste, sans se gêner, écrit des mensonges sur ses adversaires.

En second lieu, si un homme avait ne fût-ce que la moindre notion de la révolution, il ne pourrait pas oublier qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de la révolution en général, mais d'une révolution née d'un grand massacre impérialiste des peuples. Une révolution prolétarienne, née d'une telle guerre, est-elle pensable sans complots et sans attentats contre-révolutionnaires de la part des dizaines et des centaines de milliers d'officiers appartenant à la classe des propriétaires fonciers et des capitalistes ? Un parti révolutionnaire de la classe ouvrière est-il pensable s'il ne châtie pas par la mort de telles actions, à l'époque de la guerre civile la plus acharnée et des complots de la bourgeoisie, pour favoriser l'invasion étrangère visant à renverser le gouvernement ouvrier ? Il n'existe pas, en dehors des cuistres invétérés et ridicules, un seul homme qui puisse répondre à ces questions autrement que par la négative. Mais, Kautsky, qui savait naguère poser les questions dans leur contexte historique concret, a désappris à le faire.

En troisième lieu, si Kautsky ne sait pas étudier son sujet et écrit des mensonges sur les bolchéviks, si Kautsky ne sait pas penser et n'est pas même capable de poser la question des traits caractéristiques d'une révolution née de quatre ans de guerre, il pourrait au moins observer ce qui se passe autour de lui. Que prouve l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg par des officiers dans la république démocratique allemande ? Que prouve l'évasion des officiers condamnés par la suite pour cet assassinat à des peines dérisoires ? Monsieur Kautsky et tout son parti « indépendant » (indépendant du prolétariat, mais très dépendant des préjugés petits-bourgeois) esquivent ces questions par des pleurnicheries, des désaveux, des lamentations hypocrites. Mais c'est précisément pour cette raison que tous les ouvriers révolutionnaires du monde entier se

détournent de plus en plus des Kautsky, des Longuet, MacDonald, Turati et passent du côté des communistes, car le prolétariat révolutionnaire a besoin de la *victoire* sur la contre-révolution, et non pas de son « désaveu » impuissant.

En quatrième lieu, la question du « terrorisme » est visiblement la question essentielle de l'ouvrage de Kautsky. Cela se voit par son titre. Cela se voit aussi par ce que dit Stampfer : ... « Kautsky a sans aucun doute raison quand il affirme que le principe fondamental de la Commune fut non pas le terrorisme, mais le suffrage universel. » Dans mon livre *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, j'ai apporté assez de matériaux pour prouver quelle dérision du marxisme constitua un pareil raisonnement sur le « principe fondamental ». A l'heure actuelle ma tâche est différente. Pour montrer quel prix ont les raisonnements de Kautsky sur le « terrorisme », à qui, *à quelle classe servent* ces raisonnements, je citerai en entier un petit article *libéral*. Ce petit article se présente sous forme d'une lettre adressée à la rédaction de la revue libérale américaine *La Nouvelle République* (*The New Republic*, June 25-th 1919). Cette revue, qui s'en tient dans l'ensemble à un point de vue petit-bourgeois, se distingue favorablement des écrits des sieurs Kautsky en ce qu'elle n'appelle ce point de vue ni socialisme révolutionnaire ni marxisme.

Voici en entier cette lettre à la rédaction :

« MANNERHEIM ET KOLTCHAK

Monsieur le Rédacteur,

Les gouvernements alliés ont refusé de reconnaître le gouvernement soviétique de Russie pour les raisons suivantes, ainsi qu'ils le disent :

1. Le gouvernement soviétique est — ou a été — germanophile (*pro-german*, du côté de l'Allemagne).

2. Le gouvernement soviétique prend appui sur le terrorisme.

3. Le gouvernement soviétique n'est pas démocratique et ne représente pas le peuple russe.

Cependant, les gouvernements alliés ont depuis longtemps reconnu le gouvernement actuel des gardes blancs de Finlande sous la dictature du général Mannerheim, bien qu'il soit évident que

1. Les armées allemandes avaient aidé les gardes blancs à écraser la république socialiste de Finlande, et le général Mannerheim a adressé maints télégrammes au Kaiser pour lui exprimer sa sympathie et

son estime. Or le gouvernement soviétique sapait gravement le gouvernement allemand par la propagande parmi les troupes sur le front russe. Le gouvernement finlandais a été infiniment plus germanophile que le gouvernement russe.

2. Le gouvernement actuel de Finlande, dès son accession au pouvoir, a exécuté de sang-froid en quelques jours 16 700 membres de l'ancienne république socialiste et en a interné dans les camps de concentration, les vouant à mourir de faim, 70 000 autres. Alors qu'en Russie, le total des exécutions pour l'année qui s'est terminée le 1er novembre 1918 a été, d'après les chiffres officiels, de 3 800, ce nombre comprenant beaucoup de fonctionnaires vendus aussi bien que des contre-révolutionnaires. Le gouvernement finlandais a été infiniment plus terroriste que le gouvernement russe.

3. Après avoir tué et arrêté près de 90 000 socialistes et après en avoir chassé près de 50 000 à l'étranger, en Russie — la Finlande est un petit pays, qui ne compte que 400 000 électeurs environ — le gouvernement blanc a estimé qu'il était relativement hors de danger de procéder à des élections. Malgré toutes les précautions, une majorité de socialistes a été élue, mais le général Mannerheim, tout comme les Alliés après les élections de Vladivostok, n'a pas confirmé le mandat d'un seul d'entre eux. Alors que le gouvernement soviétique privait du droit de vote tous ceux qui ne font pas un travail utile pour se procurer les moyens de subsistance. Le gouvernement finlandais a été sensiblement moins démocratique que le gouvernement russe.

Et il en va exactement de même en ce qui concerne le grand champion de la démocratie et de l'ordre nouveau, l'amiral Koltchak, à Omsk, et, cet amiral, les gouvernements alliés l'ont soutenu, ravitaillé, équipé et ils s'apprêtent aujourd'hui à le reconnaître officiellement.

Ainsi, tous les arguments que les Alliés ont avancés contre la reconnaissance des Soviets peuvent être appliqués avec plus de force et d'honnêteté contre Mannerheim et Koltchak. Cependant, ceux-ci sont reconnus et le blocus est de plus en plus rigoureux contre la Russie qui meurt de faim.

Washington. Stuart Chase»

Ce petit article d'un libéral bourgeois démasque parfaitement toute la lâcheté et toute la trahison du socialisme des Kautsky, des Martov, Tchernov, Branting et autres paladins de l'Internationale jaune de Berne.

Kautsky et tous ces personnages mentent, en premier lieu, sur la Russie soviétique en ce qui concerne le terrorisme et la démocratie. En second lieu, ils apprécient les événements non pas du point de vue de la lutte de classes, qui se déroule en fait à l'échelle mondiale et sous la forme la plus aiguë, mais du point de vue des petits-bourgeois et des philistins qui soupirent après ce qui pourrait être, s'il n'existait pas de lien entre la démocratie bourgeoise et le capita-

lisme, s'il n'y avait pas au monde de gardes blancs, si ces derniers n'étaient pas soutenus par la bourgeoisie mondiale, etc., etc. En troisième lieu, quand on compare l'article américain aux raisonnements de Kautsky et Cie, on voit clairement que le rôle *objectif* de cet homme est de se prosterner devant la bourgeoisie.

La bourgeoisie mondiale soutient les Mannerheim et les Koltchak, soucieuse qu'elle est d'étouffer le pouvoir des Soviets et de le représenter sous un faux jour comme terroriste et non démocratique. Tels sont les faits. Et Kautsky, Martov, Tchernov et Cie ne sont que les thuriféraires de la bourgeoisie, quand ils chantent leur petit air sur le terrorisme et la démocratie. C'est précisément à ses accents, c'est en l'employant à tromper les ouvriers, que la bourgeoisie mondiale étouffe la révolution ouvrière. L'honnêteté personnelle des « socialistes » qui chantent cette chanson « sincèrement », c'est-à-dire par manque total d'intelligence, n'en change pas le moins du monde le rôle objectif. Les « opportunistes honnêtes », les Kautsky, les Martov, les Longuet et Cie sont devenus d'« honnêtes » *contre-révolutionnaires* (par suite de leur incommensurable veulerie).

C'est ainsi.

Le libéral américain a compris — non point grâce à sa préparation théorique, mais simplement parce qu'il observait attentivement les événements à une échelle assez large, c'est-à-dire à l'échelle mondiale —, il a compris que la *bourgeoisie du monde entier organise et conduit la guerre civile contre le prolétariat révolutionnaire*, en soutenant à cet effet Koltchak et Dénikine en Russie, Mannerheim en Finlande, les valets de la bourgeoisie, les menchéviks géorgiens au Caucase, les impérialistes polonais et les Kérenski polonais en Pologne, les partisans allemands de Scheidemann en Allemagne, les contre-révolutionnaires (menchéviks et capitalistes) en Hongrie, et ainsi de suite.

Kautsky, lui, en tant que véritable petit bourgeois réactionnaire, continue à se lamenter sur les terreurs et les horreurs de la guerre civile ! Là, disparaît non seulement toute ombre de conscience révolutionnaire, toute ombre de réalisme historique (car il importe de comprendre enfin que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile est certaine) ; là apparaît nettement l'adulation en-

vers la bourgeoisie, *l'aide qui lui est apportée* ; là Kautsky passe *en fait dans le camp de la bourgeoisie* engagée dans cette guerre civile qui, ou bien se déroule déjà dans le monde entier, ou bien se prépare de toute évidence.

En tant que théoricien, Kautsky masque par le bruit, par les cris, les lamentations et les crises de nerfs à propos de la guerre civile, le fait qu'il a fait fiasco. Et ce sont les bolchéviks qui avaient raison quand, à l'automne 1914, ils déclaraient au monde entier *la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.* Les réactionnaires de toutes nuances s'indignaient ou riaient, mais les bolchéviks se trouvèrent *avoir raison.* Pour masquer sa totale défaite, son défaut de réflexion, sa myopie, il faut s'efforcer d'effrayer les petits bourgeois par les horreurs de la guerre civile. C'est ce que fait Kautsky en tant que politicien.

A quelles inepties ridicules il en arrive, c'est ce que montre ce qui suit. Il est vain d'espérer une révolution mondiale, affirme Kautsky, et, devinez un peu, quelle est son argumentation ? La révolution en Europe, sur le modèle russe, serait, dit-il, « *l'explosion* (Entfessellung, le déchaînement) *des guerres civiles dans le monde entier pour toute une génération* » et, de plus, non pas le déchaînement d'une véritable lutte de classes, mais d'une « *lutte fratricide parmi les prolétaires* ». Ces passages en italique, Stampfer les cite comme les propres mots de Kautsky et, cela va de soi, il s'en montre ravi.

Il ferait beau voir que ces mots ne ravissent pas les gredins et les bourreaux de Scheidemann ! Le « chef des socialistes » brandit devant le peuple la menace de la révolution et le détourne de la révolution ! Mais, fait amusant, Kautsky n'a pas remarqué une chose : c'est que voilà bientôt deux ans que l'Entente toute-puissante fait la guerre à la Russie et que, ce faisant, elle attise la révolution dans son sein. Si au moins la révolution ne faisait que commencer aujourd'hui, ne fût-ce qu'à son stade de conciliation, ne fût-ce que dans une ou deux des grandes puissances de l'Entente, cela mettrait fin *d'un seul coup* à la guerre civile en Russie, cela libérerait *d'un seul coup* des *centaines de millions* d'hommes dans les colonies, car l'indignation et la révolte y grondent, et seule la contrainte imposée par l'Europe les contient.

Ce qui manifestement apparaît aujourd'hui chez Kautsky, outre le fait qu'au cours de toute la guerre impérialiste il a révélé les charmes de son âme bassement servile, c'est le mobile suivant : il *redoute* le caractère persistant de la guerre civile en Russie. La peur lui a fait perdre de vue que la *bourgeoisie du monde entier* fait la guerre à la Russie. La révolution dans une ou deux grandes puissances d'Europe saperait *définitivement* les forces de la bourgeoisie en général, sa domination serait brisée *jusqu'à la racine*, il ne lui resterait de refuge *nulle part sur la terre.*

En réalité, la guerre que la bourgeoisie mondiale a faite pendant deux ans au prolétariat révolutionnaire de Russie *donne de l'espoir* aux révolutionnaires du monde entier, *prouve* la proximité extraordinaire et la facilité de la victoire *à l'échelle mondiale.*

En ce qui concerne la guerre civile « entre les prolétaires », ce sont là des arguments que nous avons déjà entendus de la part des Tchernov et des Martov. Pour en apprécier toute l'insondable bassesse, prenons un exemple concret. Au temps de la grande révolution française, une partie des paysans, les Vendéens, ont combattu pour le roi contre la république. En juin 1848 et en mai 1871, une partie des ouvriers se trouvait dans les armées de Cavaignac et de Galliffet qui écrasaient la révolution. Que diriez-vous d'un homme qui déclarerait : je déplore la « guerre civile *entre les paysans* français en 1792 », « entre les ouvriers en 1848 et en 1871 » ? Vous diriez que c'est un des plus hypocrites défenseurs de la réaction, de la monarchie, des Cavaignac.

Et vous auriez raison.

Il faudrait être un parfait idiot pour ne pas comprendre même aujourd'hui que ce qui se passe en Russie (et ce qui commence ou se prépare dans le monde entier), c'est la guerre civile du prolétariat *contre la bourgeoisie.* Jamais il n'a existé, jamais il ne peut exister de lutte de classes où une *partie* de la classe d'avant-garde ne se trouve du côté de la réaction. Et cela s'applique aussi à la guerre civile. Une partie des ouvriers arriérés aide inévitablement — pendant un temps plus ou moins court — la bourgeoisie. Seuls des gredins peuvent défendre *par cet argument leur propre* passage dans le camp de la bourgeoisie.

En théorie, nous voyons ici de la répugnance à comprendre ce contre quoi, depuis 1914, crient, hurlent tous les faits de toute l'histoire de tout le mouvement ouvrier dans le monde entier. La scission avec les *couches supérieures* de la classe ouvrière, corrompues par l'esprit petit-bourgeois, par l'opportunisme, *achetées* par « les bonnes petites places lucratives » et par toutes autres aumônes de la bourgeoisie, s'est ébauchée à l'automne 1914 à l'échelle mondiale et définitivement développée pendant les années 1915-1918. En ne voyant pas ce fait historique, en accusant les communistes de cette scission, Kautsky ne fait que prouver pour la millième fois son rôle de valet de la bourgeoisie.

Pendant quarante ans, de 1852 à 1892, Marx et Engels ont parlé de l'*embourgeoisement* d'une partie (à savoir les dirigeants, les chefs, l'« aristocratie ») des ouvriers en Angleterre, *par suite* de ses privilèges coloniaux, de ses monopoles. Il est clair comme le jour que les monopoles impérialistes devaient, pour toute une série de pays au XXe siècle, provoquer le même phénomène qu'en Angletterre. Dans tous les pays avancés nous voyons la corruption, la vénalité, le passage dans le camp de la bourgeoisie des *chefs de la classe ouvrière* et de ses *couches supérieures* achetées par les aumônes de la bourgeoisie qui distribue à ces chefs de « petites places lucratives », qui distribue à ces couches supérieures des miettes de leurs profits, reporte le poids du travail le plus pénible et le plus mal payé sur les ouvriers immigrés, attardés, étend les privilèges de l'« aristocratie de la classe ouvrière » par rapport à la masse.

La guerre de 1914-1918 a définitivement fait apparaître la trahison du socialisme, le passage dans le camp de la bourgeoisie des *chefs et* des *couches supérieures* du prolétariat, de tous les social-chauvins, des Gompers, des Branting, des Renaudel, des MacDonald, des Scheidemann, etc. Par routine, cela va de soi, une partie de la masse ouvrière suit un temps cette racaille bourgeoise.

L'Internationale de Berne des Huysmans, des Vandervelde, des Scheidemann s'est pleinement constituée aujourd'hui en tant qu'Internationale jaune de ces traîtres au socialisme. Sans lutte contre eux, sans scission avec eux, il ne peut être question d'un *véritable* socialisme, ni d'une action *sincère* au profit de la révolution sociale.

Que les indépendants allemands essaient de rester assis entre deux chaises, telle est bien leur destinée. Les partisans de Scheidemann embrassent et étreignent Kautsky comme un des « leurs ». Stampfer pousse des clameurs à ce sujet, et, effectivement, Kautsky est un véritable camarade pour les Scheidemann. Quant à Hilferding, lui aussi un indépendant et ami de Kautsky, il a proposé à Lucerne d'exclure de l'Internationale les Scheidemann. Naturellement, les vrais chefs de l'Internationale jaune n'ont fait que rire de lui. Sa proposition était soit la pire des sottises, soit la pire des hypocrisies : passer pour un « homme de gauche » parmi la masse ouvrière et en même temps conserver pour soi une petite place dans l'Internationale des valets de la bourgeoisie ! Mais, de quelque façon que l'on explique la conduite d'un des chefs, de Hilferding, une chose est certaine : parmi la masse du prolétariat, la veulerie des « indépendants » et la bassesse des Scheidemann, des Branting, des Vandervelde provoquera infailliblement une *séparation* de plus en plus marquée *d'avec les chefs traîtres*. L'impérialisme peut pendant assez longtemps créer dans certains pays une scission parmi les ouvriers, l'exemple de l'Angleterre l'a prouvé, mais l'*union* des révolutionnaires, l'union des masses autour d'eux, l'expulsion des jaunes marquent continuellement une avance à l'échelle mondiale. Les progrès considérables de l'Internationale communiste en sont la preuve : en Amérique s'est déjà formé un Parti communiste [5] ; à Paris, le Comité pour le rétablissement des relations internationales et le Comité de défense syndicaliste[6] se sont rangés aux côtés de la IIIe Internationale. A Paris, deux journaux sont passés du côté de la IIIe Internationale : *l'Internationale* [7] de Raymond Péricat et *Titre interdit* (« Bolchévik » ?) de Georges Anquetil. En Angleterre, nous sommes à la veille de la formation d'un Parti communiste avec lequel se solidarisent les meilleurs éléments du Parti socialiste de Grande-Bretagne [8], des « Comités de délégués de fabriques » (Shop Stewards Committees [9]), des industrialistes révolutionnaires, etc. Les gauches en Suède, les social-démocrates norvégiens, les communistes hollandais, les partis socialistes suisse [10] et italien sont déjà côte à côte avec les spartakistes allemands [11] et les bolchéviks russes.

En quelques mois de l'année 1919, l'Internationale communiste est devenue l'Internationale mondiale qui conduit les masses et s'oppose sans réserve aux traîtres du socialisme de l'Internationale « jaune » des compères de Berne et de Lucerne.

Pour conclure, arrêtons-nous sur une information particulièrement instructive, qui met en lumière le rôle des chefs opportunistes. A Lucerne, pendant qu'y siégeait la conférence des socialistes jaunes, en août de cette année, paraissait une édition spéciale du journal de Genève *La Feuille* [12], publiant comptes rendus et communications en plusieurs langues. L'édition anglaise (n° 4, Wednesday, August 6-th) reproduit une interview de Troelstra, chef bien connu du parti opportuniste de Hollande.

Voici ce qu'a raconté Troelstra :

« La révolution du 9 novembre en Allemagne a beaucoup excité une partie de nos travailleurs socialistes et syndicalistes, surtout à Rotterdam. Les cercles dirigeants furent en proie pendant plusieurs jours à une vraie panique, d'autant qu'une émeute presque générale éclata en même temps dans l'armée.

Les maires de Rotterdam et de La Haye essayèrent de rassembler autour d'eux, comme troupes auxiliaires de la contre-révolution, nos propres organisations. Un comité d'anciens généraux parmi lesquels un vieil officier, qui se vante d'avoir réussi en Chine à dompter les Boxers en révolte, entreprit de séduire certains de nos amis et de les armer contre la révolution. Leurs démarches eurent naturellement un résultat tout opposé, et à Rotterdam on put croire un instant qu'un conseil d'ouvriers allait être institué. Mais les chefs des organisations politiques et syndicales furent d'avis que le temps n'était pas encore venu pour l'instauration de telles méthodes, et ils se contentèrent d'élaborer un programme minimum d'exigences ouvrières et publièrent un vigoureux appel aux masses. »

Voilà comment a parlé Troelstra. Il a ajouté encore beaucoup de choses, se vantant d'avoir fait des discours révolutionnaires, d'avoir même été partisan de la prise du pouvoir, de comprendre l'insuffisance des parlements et de la démocratie purement politique, d'estimer valables pour une période de transition les « moyens illégaux » de lutte et la « dictature du prolétariat », et ainsi de suite.

Troelstra est le modèle du chef vénal, opportuniste, qui sert la bourgeoisie et trompe les ouvriers. En paroles,

comme vous le voyez, il vous reconnaît *tout*, et les Soviets, et la dictature du prolétariat, et tout ce que vous voudrez. En fait, Troelstra est le traître le plus vil à la cause ouvrière, un agent de la bourgeoisie. En fait, il est le *chef* de ces mêmes « chefs des organisations politiques et syndicales ouvrières » de Hollande, *qui ont sauvé la bourgeoisie en Hollande*, en passant aux côtés de la bourgeoisie à l'heure décisive.

Car les faits communiqués par Troelstra sont absolument clairs et précis. En Hollande, la troupe était mobilisée. Le prolétariat était armé et uni dans l'armée aux couches les plus pauvres du peuple. La révolution allemande avait provoqué l'enthousiasme des ouvriers et « une émeute presque générale dans l'armée ». Il est évident que le devoir des chefs révolutionnaires était de conduire les masses à la révolution, *de ne pas laisser échapper* l'instant où l'armement des ouvriers et l'influence de la révolution allemande pouvaient tout trancher d'un seul coup.

Les chefs traîtres, Troelstra en tête, sont passés dans le camp de la bourgeoisie. Ils ont gavé les ouvriers de réformes et encore davantage de promesses de réformes, ils les ont endormis par de «vigoureux appels » et des phrases révolutionnaires, et il les ont dupés. Ce sont précisément ces messieurs Troelstra et les autres « chefs » de même acabit, qui forment la IIe Internationale de Berne et de Lucerne, qui ont aidé la bourgeoisie à démobiliser l'armée, qui ont sauvé les capitalistes.

Le mouvement ouvrier ira de l'avant, rejetant de son sein les traîtres et les félons, les Troelstra et les Kautsky, se débarrassant de ce personnel dirigeant embourgeoisé qui trompe les masses et mène en fait la politique des capitalistes.

20 septembre 1919.

N. Lénine

P.-S. A en juger par l'exposé de Stampfer, Kautsky a gardé le silence sur le système d'Etat soviétique. N'a-t-il pas répudié sa position sur ce point essentiel ? N'a-t-il

pas renoncé à défendre les platitudes qu'il écrivait à ce sujet dans sa brochure *contre* « la Dictature du prolétariat »? N'a-t-il pas préféré passer de *l'essentiel* au secondaire ? Nous verrons la réponse à donner à ces questions quand nous pourrons prendre connaissance de la brochure même de Kautsky.

Publié en septembre 1919 *Conforme au manuscrit*

AUX OUVRIERS AMÉRICAINS

Camarades,

Il y a environ un an, dans ma « Lettre aux ouvriers américains » (du 20 août 1918), je vous ai exposé la situation de la Russie soviétique, ainsi que les tâches qui sont les siennes. C'était avant la révolution allemande. Depuis lors, les événements mondiaux ont donné raison au jugement porté par les bolchéviks sur la guerre impérialiste de 1914-1918 en général et sur l'impérialisme de l'Entente en particulier. Quant au pouvoir des Soviets, il est devenu depuis lors compréhensible, proche à l'esprit et au cœur des masses ouvrières du monde entier. Partout les masses ouvrières, en dépit de l'influence des vieux chefs gorgés de chauvinisme et d'opportunisme, en arrivent à la conviction que les parlements bourgeois sont pourris et que le pouvoir des Soviets, le pouvoir des travailleurs, la dictature du prolétariat sont nécessaires pour affranchir l'humanité du joug du capital. Et le pouvoir des Soviets vaincra dans le monde entier, quelles que soient la rage, la fureur de la bourgeoisie de tous les pays. Cette dernière ensanglante la Russie en nous faisant la guerre, en dressant contre nous les contre-révolutionnaires, les partisans du rétablissement du joug du capital. La bourgeoisie fait subir des tourments sans nom aux masses laborieuses de Russie par le blocus et par le soutien qu'elle prête à la contre-révolution ; mais nous avons battu Koltchak, et c'est avec une pleine confiance dans la victoire que nous menons la guerre contre Dénikine.

23.IX.1919. *N. Lénine*

* * *

On me demande souvent si les Américains — pas seulement les ouvriers, mais principalement les bourgeois qui sont hostiles à la guerre avec la Russie — ont raison qui attendent de nous, au cas où la paix serait conclue, non seulement la reprise des relations commerciales avec nous, mais encore la possibilité d'obtenir certaines concessions en Russie. Je répète qu'ils ont raison. Une paix solide constituerait un tel allègement de la situation des masses laborieuses de Russie que celles-ci seraient sans aucun doute favorables à l'octroi de certaines concessions. A des conditions raisonnables, les concessions offertes sont aussi souhaitables pour nous, en ce sens que cela nous permettrait d'attirer en Russie l'aide technique de pays plus avancés à cet égard, au cours de la période où coexisteront des Etats socialistes et des Etats capitalistes.

23.IX.1919. *N. Lénine*

Publié en anglais le 27 décembre 1919 dans le n° 30 de la revue « Soviet Russia ».
Publié pour la première fois en russe le 7 novembre 1930 dans le n° 308 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

LES TÂCHES DU MOUVEMENT OUVRIER FÉMININ DANS LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS

DISCOURS PRONONCÉ À LA IVe CONFÉRENCE DES OUVRIÈRES SANS-PARTI DE MOSCOU 23 SEPTEMBRE 1919

Camarades,

Je suis très heureux de saluer la conférence des ouvrières. Je me permettrai de ne pas aborder les sujets et les problèmes qui, bien sûr, inquiètent avant tout, à l'heure actuelle, toute ouvrière et toute personne consciente appartenant aux masses laborieuses. Les problèmes les plus brûlants ce sont ceux du blé et de notre situation militaire. Mais, comme me l'ont appris les comptes rendus de presse relatifs à vos réunions, ces problèmes ont été exposés à fond ici par le camarade Trotski pour les affaires militaires et les camarades Iakovléva et Sviderski pour le blé ; aussi, me permettrez-vous de ne pas en parler.

Je voudrais dire quelques mots sur les tâches générales du mouvement ouvrier féminin dans la République soviétique, tant sur celles qui concernent le passage au socialisme en général que celles qui se posent aujourd'hui au premier plan de façon particulièrement instante. Camarades, le problème de la condition de la femme a été posé dès le début par le pouvoir des Soviets. La tâche de tout Etat ouvrier passant au socialisme offrira, me semble-t-il, un double aspect. La première partie de cette tâche est relativement simple et aisée. Elle touche les vieilles lois qui ont placé la femme dans une situation d'infériorité par rapport à l'homme.

Il y a bien longtemps que les représentants de tous les mouvements de libération d'Europe occidentale, et ceci

non pendant des dizaines d'années, mais pendant des siècles, ont revendiqué l'abrogation de ces lois surannées et l'égalisation de la condition féminine avec celle de l'homme ; mais aucun des Etats démocratiques européens, aucune des républiques les plus avancées n'a pu le réaliser parce que là où règne le capitalisme, là où subsiste la propriété privée de la terre, la propriété privée des fabriques et des usines, là où se maintient le pouvoir du capital, ce sont les hommes qui gardent les privilèges. En Russie, cela n'a pu se faire que parce que, le 25 octobre 1917, le pouvoir des ouvriers y a été instauré. Dès le début, le pouvoir des Soviets s'est fixé la tâche d'être le pouvoir des travailleurs hostile à toute exploitation. Il s'est fixé pour objectif d'abolir toute possibilité d'exploitation des travailleurs par les propriétaires fonciers et les capitalistes, de mettre fin à la domination du capital. Le pouvoir soviétique s'est efforcé de faire en sorte que les travailleurs organisent leur vie sans la propriété privée de la terre, sans la propriété privée des fabriques et des usines, sans cette propriété privée qui, partout dans le monde, même quand la liberté politique est totale, même dans les républiques les plus démocratiques, a réduit pratiquement les travailleurs à la misère et à l'esclavage salarié et la femme à un double esclavage.

Le pouvoir soviétique, en tant que pouvoir des travailleurs, a dès les premiers mois de son existence opéré un tournant des plus décisifs dans la législation touchant la femme. Des lois qui vouaient la femme à la sujétion il ne resta plus la moindre trace dans la République soviétique. Je parle notamment des lois qui tout spécialement exploitaient l'état d'assujettissement de la femme, la plaçant dans une situation d'inégalité et souvent même humiliante, c'est-à-dire des lois sur le divorce et les enfants naturels, sur le droit de la femme d'attaquer en justice le père pour qu'il subvienne aux besoins de l'enfant.

C'est dans ce domaine précisément que la législation bourgeoise, il faut le dire, même dans les pays les plus avancés, profite de la situation incertaine de la femme pour la mettre en état d'infériorité légale et l'humilier. Et c'est précisément dans ce domaine que le pouvoir des Soviets a aboli, sans en laisser la moindre trace, les lois antiques,

injustes et intolérables pour les représentants des masses ouvrières. Et nous pouvons dire aujourd'hui avec fierté, sans nulle exagération, qu'il n'y a pas un seul pays dans le monde, excepté la Russie soviétique, où existe la pleine égalité des droits pour la femme et où la femme ne soit pas placée dans une position humiliante, particulièrement sensible dans sa vie de tous les jours, dans sa vie familiale. Telle a été l'une de nos premières et de nos plus importantes tâches.

S'il vous arrive d'avoir des contacts avec les partis hostiles aux bolchéviks, si vous avez l'occasion de lire des journaux publiés en russe dans les régions occupées par Koltchak ou Dénikine, ou de parler avec des gens qui partagent le point de vue de ces journaux, vous pouvez souvent les entendre accuser le pouvoir soviétique d'avoir violé la démocratie.

On nous reproche constamment à nous, les représentants du pouvoir des Soviets, à nous les communistes bolchéviks, partisans de ce pouvoir, d'avoir violé la démocratie, et on cite pour preuve le fait que le pouvoir soviétique a dissous la Constituante. Nous répondons habituellement ainsi à ces accusations : la démocratie et la Constituante qui ont vu le jour alors qu'existait la propriété privée de la terre, à une époque où les hommes n'étaient pas égaux entre eux, où celui qui possédait un capital à lui était le patron et où les autres, qui travaillaient chez lui, étaient ses esclaves salariés, cette démocratie-là n'a pour nous aucune valeur. Cette démocratie servait de voile à l'esclavage, même dans les Etats les plus avancés. Nous, socialistes, nous ne sommes partisans de la démocratie que dans la mesure où elle adoucit le sort des travailleurs et des opprimés. Le socialisme se donne pour tâche de lutter dans le monde entier contre toute exploitation de l'homme par l'homme. Seule est valable pour nous la démocratie au service des exploités, au service de ceux qui ne jouissent pas de l'égalité des droits. Que celui qui ne travaille pas soit privé des droits électoraux, voilà la véritable égalité parmi les hommes. Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger.

Nous répondons à ces accusations qu'il faut se demander comment la démocratie est appliquée dans tel ou tel Etat. Nous constatons que l'égalité est proclamée dans toutes les

républiques démocratiques, mais dans leur droit civil, dans leurs lois fixant les droits de la femme en ce qui concerne sa position au sein de la famille, en ce qui concerne le divorce, nous voyons à chaque instant que la femme n'est pas l'égale de l'homme et qu'elle y est humiliée, et nous disons que cela constitue une violation de la démocratie au détriment des opprimés. Le pouvoir soviétique a appliqué la démocratie plus que tous les autres pays, même les plus avancés, car il n'a pas laissé subsister dans ses lois la moindre allusion à l'inégalité de la femme. Je répète : pas un seul Etat, pas une seule législation démocratique n'a fait pour la femme la moitié de ce qu'a fait le pouvoir soviétique dès les premiers mois de son existence.

Evidemment, les lois seules ne suffisent pas, et nous ne nous contentons pas le moins du monde de simples décrets. Mais en matière de législation, nous avons fait tout ce que nous devions pour rendre la condition de la femme égale à celle de l'homme, et nous pouvons nous en enorgueillir à juste titre. La position de la femme en Russie soviétique est aujourd'hui idéale du point de vue des Etats les plus avancés. Mais, selon nous, ce n'est encore qu'un commencement.

Chargée des soins de son ménage, la femme se trouve encore dans une situation gênée. Pour la libérer tout à fait et la rendre réellement l'égale de l'homme, il faut que l'économie soit collective et que la femme participe au travail productif commun. Alors la situation de la femme sera égale à celle de l'homme.

Naturellement, il n'est pas question de la rendre égale quant à la productivité du travail, quant à l'effort fourni, à la durée et aux conditions du travail ; il importe que la femme ne soit pas accablée par sa situation économique à la différence de l'homme. Vous savez tous que l'égalité fût-elle complète, la femme n'en reste pas moins déprimée, du fait qu'elle supporte tout le poids du ménage. Ces soins domestiques pour la femme sont la plupart du temps un travail tout ce qu'il y a de plus improductif, de plus rude et de plus pénible. Labeur extrêmement mesquin qui n'a rien qui puisse contribuer à l'évolution intellectuelle de la femme.

Nous qui poursuivons un idéal socialiste, nous voulons lutter pour la réalisation totale du socialisme ; ici, un vaste champ d'action s'offre aux femmes. Nous nous préparons sérieusement à l'heure actuelle à déblayer le terrain pour l'édification socialiste ; or l'édification elle-même de la société socialiste ne commencera qu'au moment où nous aurons obtenu l'égalité totale de la femme ; alors, nous nous attaquerons à ce nouveau travail en commun avec la femme affranchie de ses besognes mesquines, abrutissantes, improductives. Ce travail nous suffira pour de longues, longues années.

Il ne peut donner de résultats rapides et ne produira pas un effet fulgurant.

Nous fondons des institutions modèles, des cantines, des crèches pour affranchir la femme de ses besognes domestiques. Et c'est précisément aux femmes qu'incombe principalement ce travail de mise sur pied de ces institutions. Il faut reconnaître qu'il y a actuellement en Russie fort peu de ces institutions qui aideraient la femme à se dégager de la condition d'esclave domestique. Leur nombre est insignifiant, et les conditions dans lesquelles se trouve placée actuellement la République soviétique : conditions militaires, état du ravitaillement dont les camarades vous ont parlé ici de façon détaillée, nous entravent dans ce travail. Il faut dire cependant que ces institutions qui délivrent la femme de la situation d'esclave domestique apparaissent partout dès que s'offre la moindre possibilité.

Nous disons que la libération des ouvriers doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes ; et, exactement de la même façon, l'émancipation des ouvrières doit être l'œuvre des ouvrières. Ce sont elles qui doivent se préoccuper de développer ces institutions, et cette activité des femmes entraînera le changement total de la condition qui leur était faite dans la société capitaliste.

Pour faire de la politique dans l'ancienne société capitaliste, il fallait une préparation spéciale ; aussi, la participation des femmes à la vie politique était-elle insignifiante, même dans les pays capitalistes les plus libres et les plus avancés. Notre tâche consiste à rendre la politique accessible à chaque travailleuse. Dès le moment où la propriété privée de la terre et des fabriques a été abolie, où le pou-

voir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes a été renversé, les tâches politiques deviennent simples, nettes pour les masses laborieuses et les femmes travailleuses, absolument accessibles à tous. Dans la société capitaliste, la femme est dans un état d'infériorité légale tel que sa participation à la vie politique est infiniment moindre que celle de l'homme. Pour que cette situation change, il faut le pouvoir des travailleurs ; alors, les tâches politiques capitales porteront sur tout ce qui a trait directement au sort des travailleurs eux-mêmes.

Et ici, s'impose la participation de l'ouvrière, non seulement de la femme membre du parti et consciente, mais aussi de la femme sans-parti, la moins consciente. Ici, le pouvoir soviétique offre à l'ouvrière un large champ d'action.

La lutte a été extrêmement dure pour nous contre les forces hostiles à la Russie soviétique qui font campagne contre elle. Il nous a été difficile de lutter dans le domaine militaire contre les forces qui font la guerre au pouvoir des travailleurs, et dans le domaine du ravitaillement contre les spéculateurs, parce que le nombre de personnes, le nombre de travailleurs qui se consacrent tout entiers à nous seconder est insuffisant. Et sur ce plan, le pouvoir des Soviets ne peut rien mieux apprécier que l'aide des larges masses d'ouvrières sans-parti. Qu'elles sachent que peut-être dans l'ancienne société bourgeoise il fallait une préparation spéciale pour participer à la vie politique, ce qui n'était pas accessible aux femmes. Mais l'activité politique de la République soviétique se fixe pour tâche capitale de lutter contre les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, de lutter pour abolir l'exploitation ; aussi, une vaste activité politique s'offre aux ouvrières dans la République soviétique ; et cette activité, c'est l'aide que la femme apportera à l'homme, grâce à ses capacités d'organisatrice.

Nous n'avons pas seulement besoin du travail d'organisation à une échelle prodigieuse. Nous avons aussi besoin du travail d'organisation à l'échelle la plus réduite, qui permette également aux femmes de travailler. La femme peut aussi travailler en temps de guerre, quand il s'agit d'aider l'armée, de faire un travail d'agitation dans ses

rangs. Dans tout cela la femme doit jouer un rôle actif afin que l'Armée Rouge puisse voir qu'on s'occupe d'elle, qu'on prend soin d'elle. La femme peut aussi travailler dans le domaine du ravitaillement, dans la distribution des vivres et l'amélioration de l'alimentation publique, dans la multiplication des cantines qui sont à présent si largement organisées à Pétrograd.

Voilà les domaines dans lesquels l'activité de l'ouvrière prend une valeur véritable sur le plan de l'organisation. La participation de la femme est également indispensable dans la mise sur pied de grosses entreprises d'essai et leur surveillance, afin que ceci ne soit pas l'œuvre d'un seul individu. Elle est irréalisable sans la participation d'un grand nombre de travailleuses. Et l'ouvrière peut fort bien convenir pour cette besogne : surveiller la répartition des vivres et se préoccuper d'un ravitaillement mieux réglé. Cette tâche est à la mesure de l'ouvrière sans-parti ; en même temps, la réalisation de cette tâche contribuera plus que tout à affermir la société socialiste.

Le pouvoir des Soviets qui a aboli la propriété privée de la terre et qui l'a presque entièrement supprimée pour les fabriques et les usines, vise à ce que tous les travailleurs, non seulement membres du parti, mais aussi sans-parti, non seulement les hommes, mais aussi les femmes, prennent part à l'œuvre d'édification économique. Cette œuvre mise en route par le pouvoir des Soviets ne saurait faire des progrès que si, au lieu de centaines de femmes, y participent des millions et des millions de femmes dans toute la Russie. Alors, nous en sommes certains, l'œuvre d'édification socialiste sera affermie. Alors les travailleurs auront prouvé qu'ils peuvent vivre et gérer l'économie sans les propriétaires fonciers et sans les capitalistes. Alors l'édification socialiste sera si fortement engagée en Russie que la République soviétique n'aura plus à craindre aucun ennemi à l'extérieur comme à l'intérieur de notre pays.

La « Pravda » n° 213, 26 septembre 1919

Conforme au texte de la brochure Lénine, « Discours au Congrès des ouvrières », Moscou 1919, collationné sur le texte du journal

L'EXEMPLE DES OUVRIERS DE PÉTROGRAD

Les journaux ont déjà annoncé que les ouvriers de Pétrograd intensifient la mobilisation et l'envoi des meilleurs militants au front Sud.

La prise de Koursk par Dénikine et son avance sur Orel expliquent parfaitement cet élan d'énergie du prolétariat de Pétrograd. Son exemple doit être suivi par les ouvriers des autres centres industriels.

Les hommes de Dénikine comptent provoquer la panique dans nos rangs et nous obliger à ne penser qu'à la défense, qu'à ce secteur. Les radios de l'étranger montrent avec quel zèle les impérialistes de France et d'Angleterre aident là aussi Dénikine, comment ils l'assistent en lui fournissant des armements et des centaines de millions de roubles. Les radios étrangères clament à la face du monde que la route de Moscou est ouverte. Si grand est le désir des capitalistes de nous faire peur.

Mais ils n'y réussiront pas. Nos troupes sont réparties conformément à un plan bien étudié et fermement appliqué. Notre offensive contre la source principale des forces adverses se poursuit sans relâche. Les victoires remportées ces jours-ci — la prise de 20 pièces d'artillerie dans la région de Bogoutchar, la prise de la stanitsa Véchenskaïa — montrent l'avance victorieuse de nos troupes vers le centre du territoire des cosaques qui seuls offraient et offrent à Dénikine la possibilité de mettre sur pied des forces importantes. Dénikine sera brisé comme l'a été Koltchak. Ils ne nous font pas peur et nous mènerons notre tâche jusqu'à la victoire finale.

La prise de Koursk et l'avance de l'ennemi sur Orel nous imposent la tâche de fournir un supplément de forces pour

repousser ici l'ennemi. Et, par leur exemple, les ouvriers de Pétrograd ont montré qu'ils ont bien compris cette tâche. Sans nous dissimuler le danger, sans en diminuer le moins du monde la gravité, nous disons : l'exemple de Pétrograd a fait la preuve que nous disposons de ce supplément de forces. Pour repousser l'attaque contre Orel, pour passer à l'offensive sur Koursk et Kharkov, il faut, en sus des forces dont nous disposons, mobiliser les meilleurs militants du prolétariat. Le danger causé par la chute de Koursk est grave. Jamais encore l'ennemi n'a été aussi près de Moscou. Mais pour parer à ce péril, nous acheminons, comme appoint aux forces existantes, de nouveaux détachements d'ouvriers d'avant-garde, capables d'opérer un revirement du moral des unités en retraite.

Dans les troupes du Sud, les déserteurs qui avaient rejoint les rangs de l'armée ont joué un rôle important. Ils étaient revenus surtout de leur propre gré, influencés par la propagande qui leur avait expliqué leur devoir, toute la gravité de la menace de restauration du pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes. Mais ces déserteurs n'ont pas tenu bon, ils ont manqué de fermeté, ils se sont mis à reculer assez souvent, à refuser le combat.

Voilà pourquoi il importe au premier chef de soutenir l'armée par un nouvel afflux de forces prolétariennes. Les éléments instables seront consolidés, le moral relevé, un tournant réalisé. Le prolétariat, comme cela s'est toujours produit dans notre révolution, soutiendra et orientera les couches hésitantes de la population laborieuse.

Les ouvriers de Pétrograd ont depuis longtemps à supporter bien plus de charges que ceux des autres centres industriels. Et la faim, et le danger militaire, et les ponctions faites parmi les ouvriers d'élite appelés à un emploi dans les Soviets dans toute la Russie, de tout cela le prolétariat de Pétrograd a souffert plus que le prolétariat d'ailleurs.

Pourtant, nous ne constatons pas le moindre abattement, ni le moindre relâchement des forces chez les ouvriers de Pétrograd. Au contraire. Ils se sont aguerris. Ils ont trouvé des forces nouvelles. Ils mettent en avant des combattants frais. Ils remplissent à la perfection la tâche de détachement d'avant-garde en envoyant leur aide et leur soutien là où l'on en a le plus besoin.

Quand ces forces fraîches vont étayer les unités chancelantes de notre armée, les masses laborieuses, les soldats issus de la paysannerie reçoivent de nouveaux guides sortis de leur milieu, du milieu même des travailleurs plus évolués, plus conscients, d'une plus grande fermeté d'âme. Voilà pourquoi cette aide dans notre armée paysanne nous donne une supériorité décisive sur l'ennemi, car, chez ce dernier, seuls des fils de hobereaux sont mis en avant pour « soutenir » son armée paysanne, et nous savons que ce « soutien »-là a perdu Koltchak et perdra Dénikine.

Camarades ouvriers ! Attaquons-nous tous à une tâche nouvelle à l'exemple des camarades de Pétrograd ! Davantage de forces pour le travail dans l'armée, davantage d'initiative et de hardiesse, davantage d'émulation pour égaler ceux de Pétrograd, et les travailleurs remporteront la victoire, le coup de grâce sera porté à la contre-révolution des propriétaires fonciers et des capitalistes.

N. Lénine

P.-S. J'apprends à l'instant que de Moscou aussi quelques dizaines de camarades très dévoués sont partis au front. Moscou s'est ébranlé après Pétrograd. Les autres vont suivre.

3 octobre 1919. *N. L.*

La « Pravda » n° 221, 4 octobre 1919

Conforme au texte de la « Pravda »

RÉPONSE AUX QUESTIONS DU CORRESPONDANT DU JOURNAL AMÉRICAIN *THE CHICAGO DAILY NEWS*

5/X. 1919.

Je vous prie d'excuser mon mauvais anglais. Je suis heureux de répondre à vos questions.

1. Quelle est la politique actuelle du gouvernement soviétique dans la question de la paix ?
2. Quelles sont, dans leurs traits généraux, les conditions de paix proposées par la Russie soviétique ?

Notre politique de paix est la même qu'avant, c'est-à-dire que nous avons accepté la proposition de paix de Monsieur Bullitt [13]. Nous n'avons jamais modifié nos conditions de paix (question 2) formulées conjointement avec Monsieur Bullitt.

Nous avons maintes fois proposé officiellement la paix à l'Entente avant la venue de Monsieur Bullitt.

3. Le gouvernement soviétique est-il prêt à garantir sa non-ingérence totale dans les affaires intérieures des Etats étrangers ?

Nous sommes prêts à la garantir.

4. Le gouvernement soviétique est-il disposé à faire la preuve qu'il représente la majorité du peuple russe ?

Oui, le gouvernement soviétique est le plus démocratique des gouvernements du monde. Nous sommes disposés à en faire la preuve.

5. Quelle est la position du gouvernement soviétique en ce qui concerne une entente économique avec l'Amérique?

Nous sommes les partisans résolus d'une entente économique avec l'Amérique ; avec tous les pays, mais *en particulier* avec l'Amérique.

En cas de nécessité, nous pouvons vous soumettre le texte intégral de nos conditions de paix, formulées par notre gouvernement conjointement avec Monsieur Bullitt.

V. Oulianov (N. Lénine)

Publié le 27 octobre 1919 dans «The Chicago Daily News» n° 257. Publié en russe en 1942

Conforme au texte du manuscrit

SALUT AUX COMMUNISTES ITALIENS, FRANÇAIS ET ALLEMANDS

Bien maigres sont les informations qui nous parviennent de l'étranger. Le blocus des rapaces impérialistes joue à plein, les plus grandes puissances du monde s'abattent sur nous avec violence, afin de rétablir le pouvoir des exploiteurs. Et toute cette haine bestiale des capitalistes de Russie et du monde entier est, bien entendu, masquée par de belles phrases sur la haute valeur de la « démocratie » ! Le camp des exploiteurs reste fidèle à lui-même : il fait passer la démocratie bourgeoise pour la « démocratie » en général, et tous les philistins, tous les petits bourgeois de faire chorus avec ce camp, tous, jusques et y compris les sieurs Friedrich Adler, Karl Kautsky et la plupart des chefs du Parti social-démocrate « indépendant » d'Allemagne (c'est-à-dire qui ne dépend pas du prolétariat révolutionnaire, mais dépend des préjugés petits-bourgeois).

Mais plus les nouvelles que nous recevons en Russie de l'étranger se font rares, et plus grande est notre joie de constater les progrès gigantesques, généralisés, du communisme parmi les ouvriers de tous les pays du monde, les progrès de la rupture de ces masses avec les chefs pourris et traîtres qui, de Scheidemann à Kautsky, sont passés aux côtés de la bourgeoisie.

Au sujet du parti italien, nous avons seulement appris que son Congrès a voté à une immense majorité l'adhésion à la IIIe Internationale et le programme de dictature du prolétariat [14]. Ainsi, le Parti socialiste italien s'est rallié de fait au communisme, bien que, malheureusement, il ait encore conservé son ancienne appellation. Salut chaleureux aux ouvriers italiens et à leur parti !

A propos de la France, nous savons seulement que rien qu'à Paris, il existe déjà deux journaux communistes : *l'Internationale*, sous la direction de Raymond Péricat, et le *Titre interdit* sous la direction de Georges Anquetil. Une série d'organisations prolétariennes ont déjà adhéré à la IIIe Internationale. Les sympathies des masses ouvrières sont incontestablement du côté du communisme et du pouvoir des Soviets.

Au sujet des communistes allemands, nous avons seulement appris que dans plusieurs villes il existe une presse communiste. Ces journaux portent souvent le titre de *Drapeau Rouge*. Le *Drapeau Rouge* [15] de Berlin paraît illégalement ; il mène une lutte héroïque contre les bourreaux Scheidemann-Noske qui, dans leurs actes, se prosternent devant la bourgeoisie, comme se prosternent devant elle les « indépendants » dans leurs paroles et dans leur propagande « idéologique » (petite-bourgeoise).

La lutte héroïque du journal communiste berlinois, le *Drapeau Rouge*, force l'admiration sans réserve. Voici enfin en Allemagne des socialistes honnêtes et sincères, demeurés fermes et inflexibles malgré toutes les persécutions, malgré les lâches assassinats des meilleurs chefs ! Voici enfin des ouvriers communistes en Allemagne qui mènent une lutte héroïque digne en fait d'être qualifiée de « révolutionnaire » ! Enfin, des profondeurs de la masse prolétarienne a surgi en Allemagne une force pour laquelle les mots « révolution prolétarienne » sont devenus une *vérité* !

Salut aux communistes allemands !

Les Scheidemann et les Kautsky, les Renner et les Friedrich Adler, si grande que soit peut-être la différence entre ces messieurs en ce qui concerne leur honnêteté personnelle, se sont révélés dans une mesure égale des petits bourgeois, les plus vifs félons et traîtres au socialisme, des partisans de la bourgeoisie, car, en 1912, ils ont tous rédigé et signé le Manifeste de Bâle sur la guerre impérialiste imminente, tous parlaient alors de la « révolution *prolétarienne* » et tous se sont révélés en fait des démocrates petits-bourgeois, les paladins des illusions petites-bourgeoises républicaines et démocratiques bourgeoises, les auxiliaires de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Les persécutions forcenées qui se sont abattues sur les communistes allemands les ont aguerris. S'ils sont aujourd'hui jusqu'à un certain point dissociés, cela atteste l'envergure et le caractère de masse de leur mouvement, la puissance de l'élan du communisme jailli des profondeurs des masses ouvrières. La dissociation est inévitable pour un mouvement aussi furieusement persécuté par les bourgeois contre-révolutionnaires et leurs valets, les Scheidemann-Noske, et qui est contraint de s'organiser illégalement.

Il est naturel d'autre part qu'un mouvement qui grandit aussi vite et qui est persécuté avec cet acharnement suscite des divergences assez aiguës. Il n'y a là rien de terrible. C'est une maladie de croissance.

Que les Scheidemann et les Kautsky exultent dans leurs journaux *Vorwärts* et *Freiheit* [16] à propos des divergences entre communistes. A ces paladins du philistinisme pourri, il ne reste rien d'autre à faire qu'à masquer leur pourriture par des insinuations à l'adresse des communistes. Mais, si l'on envisage le fond de la question, il faut être aveugle pour ne pas voir maintenant la vérité. Et cette vérité, c'est que les scheidemaniens et les kautskistes ont le plus bassement *trahi* la révolution prolétarienne en Allemagne, *ils l'ont trahie*, ils sont passés *en fait* dans le camp de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Dans son excellente brochure *Entre la première et la deuxième révolution*, Heinrich Laufenberg l'a montré et démontré avec une vigueur, une précision, une clarté, une force de persuasion remarquables. Les divergences entre scheidemaniens et kautskistes sont des divergences de partis en décomposition, agonisants, où les chefs restent sans masse, les généraux sans armée. La masse abandonne les scheidemaniens et passe aux kautskistes, à cause de leur aile gauche (on peut s'en convaincre en consultant n'importe quel compte rendu de réunion de masse) ; or, cette aile gauche allie sans égard aux principes, peureusement, les vieux préjugés de la petite bourgeoisie sur la démocratie parlementaire à la reconnaissance communiste de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat, du pouvoir des Soviets.

Sous la pression des masses, les chefs pourris des « indépendants » reconnaissent tout cela *en paroles*, mais ils restent en fait des démocrates petits-bourgeois, des « socia-

listes » du type Louis Blanc et autres nigauds de 1848, que Marx a si impitoyablement raillés et stigmatisés.

Ces divergences-là sont en effet inconciliables. Entre les petits bourgeois qui, comme ceux de 1848, vouent un culte à la « démocratie » bourgeoise dont ils ne saisissent pas le caractère bourgeois, et les révolutionnaires prolétariens, la paix ne saurait s'instaurer. Ils ne peuvent travailler en commun. Haase et Kautsky, Friedrich Adler et Otto Bauer peuvent tourner et virer autant qu'il leur plaira, noircir des montagnes de papier, prononcer d'interminables discours, ils ne sauraient escamoter le fait qu'ils se montrent *pratiquement* absolument incapables de comprendre la dictature du prolétariat et le pouvoir soviétique, qu'ils sont *pratiquement* des démocrates petits-bourgeois, des « socialistes » à la manière de Louis Blanc et de Ledru-Rollin, que, dans le meilleur des cas, ils sont *en fait* un jouet entre les mains de la bourgeoisie et, dans le pire, ses serviteurs directs.

Les « indépendants », les kautskistes, les social-démocrates autrichiens sont *en apparence* un parti unique ; en fait, la masse des membres de leur parti *n'est pas* solidaire des chefs quant au fond, dans les questions principales, essentielles. La masse *engagera* la lutte révolutionnaire prolétarienne pour le pouvoir des Soviets, dès que viendra le moment d'une nouvelle crise, tandis que les « chefs » demeureront, alors comme aujourd'hui, des contre-révolutionnaires. Rester assis entre deux chaises n'est pas difficile en paroles, et Hilferding en Allemagne, Friedrich Adler en Autriche, offrent de magnifiques exemples de la noblesse de cet art.

Mais, dans le feu de la lutte révolutionnaire, les hommes occupés à concilier l'inconciliable seront comme des bulles de savon. Ç'a été le cas de tous les héros « socialistes » de 1848, ç'a été le cas de leurs propres frères, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de Russie, en 1917-1919, c'est le cas de tous les paladins de la IIe Internationale, Internationale de Berne ou Internationale jaune.

Les divergences entre communistes sont d'un autre ordre. Ceux-là seuls qui s'y refusent ne peuvent pas voir de différence essentielle. Ce sont des divergences entre les représentants d'un mouvement de masse rapidement accru. Ce sont des divergences sur une seule base essentielle, commu-

ne, solide comme le roc : celle de la reconnaissance de la révolution prolétarienne, de la lutte contre les illusions démocratiques bourgeoises et le parlementarisme démocratique bourgeois, de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets.

Sur une *telle* base les divergences ne sont pas à redouter : c'est une maladie de croissance et non pas une décrépitude sénile. Le bolchévisme lui-même a maintes fois connu des divergences de ce genre, il a connu aussi de faibles divisions sur des divergences analogues, mais au moment décisif, au moment de la conquête du pouvoir et de la fondation de la République des Soviets, le bolchévisme s'est montré uni, il a gagné à lui tous les meilleurs éléments qui lui étaient proches dans les courants de la pensée socialiste ; il a rallié autour de lui *toute* l'avant-garde du prolétariat et *l'immense majorité* des travailleurs.

Il en sera de même pour les communistes allemands.

Les scheidemaniens et les kautskistes continuent à discourir sur la « démocratie » en général, ils vivent encore dans les idées de 1848, ils sont des marxistes en paroles, des Louis Blanc dans les faits. Ils dissertent sur la « majorité », croyant que l'égalité des bulletins de vote signifie l'égalité de l'exploité et de l'exploiteur, de l'ouvrier et du capitaliste, du pauvre et du riche, de l'affamé et du rassasié.

D'après les scheidemaniens et les kautskistes, il apparaît que les débonnaires, honnêtes, nobles et paisibles capitalistes n'ont jamais employé la force de la richesse, la force de l'argent, le pouvoir du capital, le joug de la bureaucratie et de la dictature militaire, mais qu'ils ont réglé les affaires véritablement « selon la majorité » !

Les scheidemaniens et les kautskistes (en partie par hypocrisie, en partie par une extrême stupidité, acquise durant des dizaines d'années d'action réformiste) *maquillent* la démocratie bourgeoise, le parlementarisme bourgeois, la république bourgeoise, en présentant les choses de façon à faire croire que les capitalistes règlent les affaires de l'État selon la volonté de la majorité, et non selon celle du capital, par les moyens de la duperie, de l'oppression, de la violence exercée par les riches sur les pauvres.

Les scheidemaniens et les kautskistes sont prêts à « reconnaître » la révolution prolétarienne, mais seulement

ainsi : il faut d'abord, *tout en maintenant* la force, le pouvoir, le joug, les privilèges du capital et de la richesse, obtenir un vote de la majorité (l'appareil du pouvoir d'Etat qui organise les élections étant bourgeois) « *en faveur de la révolution* » ! ! Il est difficile d'imaginer l'insondable stupidité petite-bourgeoise que révèle cette manière de voir, l'insondable crédulité petite-bourgeoise (Vertrauensduselei) à l'égard des capitalistes, de la bourgeoisie, des généraux, de l'appareil bourgeois du pouvoir d'Etat.

En réalité, c'est la bourgeoisie précisément qui a toujours fait preuve d'hypocrisie en appelant « démocratie » l'égalité purement formelle, alors qu'en réalité, elle exerçait la violence sur les pauvres, les travailleurs, les petits paysans et les ouvriers, par d'innombrables moyens de duperie, d'oppression, etc. La guerre impérialiste (que les Scheidemann et les Kautsky ont maquillée honteusement), a dévoilé tout cela aux yeux de millions d'hommes. La dictature du prolétariat est *l'unique* moyen de défense des travailleurs contre le joug du capital, contre la violence de la dictature militaire de la bourgeoisie, contre les guerres impérialistes. La dictature du prolétariat est l'unique étape menant à l'égalité et à la démocratie *en fait*, non pas sur le papier, mais dans la vie, non pas dans de belles phrases politiques, mais dans la réalité économique.

Les Scheidemann et les Kautsky ne l'ont pas compris et se sont révélés de méprisables traîtres au socialisme et des défenseurs des idées bourgeoises.

* * *

Le parti kautskiste (ou « indépendant ») périclite et périra bientôt inéluctablement ; il se décomposera par suite des désaccords entre ses membres, révolutionnaires dans leur masse, et ses « chefs » contre-révolutionnaires.

Le Parti communiste se renforcera et se trempera, en surmontant précisément des divergences pareilles (quant au fond) à celles que connut le bolchévisme.

Les divergences entre communistes allemands se ramènent, autant que je puisse en juger, à « l'utilisation des possibilités légales » (comme s'exprimaient les bolchéviks en 1910-1913), à l'utilisation du parlement bourgeois, des syn-

dicats réactionnaires, de la « loi sur les Conseils » (Betriebsratgesetz), dénaturés par les scheidemaniens et les kautskistes, à la participation à ces institutions ou à leur boycottage.

Nous, les bolchéviks russes, avons connu précisément ce genre de divergences en 1906 et en 1910-1912. Et nous voyons bien que beaucoup de jeunes communistes allemands manquent simplement d'expérience révolutionnaire. S'ils avaient vécu deux révolutions bourgeoises (1905 et 1917), ils ne prêcheraient pas aussi catégoriquement le boycottage, ils ne tomberaient pas par moments dans les erreurs du syndicalisme.

C'est une maladie de croissance. Elle passera à mesure que grandira le mouvement, et il grandit à merveille. Contre ces erreurs évidentes il faut lutter ouvertement, en s'efforçant de ne pas exagérer les divergences, car chacun doit se rendre compte que dans un proche avenir la lutte pour la dictature du prolétariat, pour le pouvoir des Soviets, éliminera la plupart de ces désaccords.

Du point de vue de la théorie marxiste comme du point de vue de l'expérience de trois révolutions (1905, février 1917, octobre 1917), je tiens pour absolument erroné le refus de participer au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires (de Legien, de Gompers, etc.), aux « Conseils » ouvriers ultra-réactionnaires, dénaturés par les scheidemaniens, etc.

Parfois, dans un cas isolé, dans un pays pris à part, le boycottage est juste, comme était juste, par exemple, le boycottage de la Douma tsariste par les bolchéviks, en 1905. Mais ces mêmes bolchéviks ont pris part à la Douma de 1907, beaucoup plus réactionnaire, voire nettement contre-révolutionnaire. Les bolchéviks ont pris part aux élections à l'Assemblée constituante bourgeoise en 1917 ; et, en 1918, nous l'avons dissoute, au grand effroi des démocrates petits-bourgeois, des Kautsky et autres renégats du socialisme. Nous avons participé aux syndicats ultra-réactionnaires, nettement menchéviks, qui ne le cédaient en rien (quant à leur nature contre-révolutionnaire) aux syndicats de Legien, les plus infâmes et les plus réactionnaires d'Allemagne. Même aujourd'hui, deux ans après la conquête du pouvoir d'Etat, nous n'avons pas encore fini de lutter contre les

vestiges des syndicats menchéviks (c'est-à-dire scheidemaniens, kautskistes, gompersiens, etc.) : à tel point ce processus est long ! A tel point est grande, dans telles localités ou dans telles professions, l'influence des idées petites-bourgeoises !

Autrefois, nous étions en minorité dans les Soviets, dans les syndicats, dans les coopératives. Au prix d'un travail, d'une lutte de longue haleine — *avant* comme *après* la conquête du pouvoir politique — nous avons gagné la majorité dans *toutes* les organisations ouvrières, puis dans les organisations non ouvrières également, et enfin dans les organisations de petits paysans.

Seuls des misérables ou des benêts peuvent croire que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité en participant aux élections organisées *sous le joug de la bourgeoisie*, sous le *joug de l'esclavage salarié*, et après seulement conquérir le pouvoir. C'est le comble de la stupidité ou de l'hypocrisie, c'est substituer à la lutte de classes et à la révolution des votes sous l'ancien régime, sous l'ancien pouvoir.

Le prolétariat mène sa lutte de classe sans attendre un vote pour déclencher une grève, encore que pour le succès complet de la grève la sympathie de la majorité des travailleurs (et donc de la majorité de la population) soit nécessaire. Le prolétariat mène sa lutte de classe et renverse la bourgeoisie, sans attendre aucun vote préalable (organisé par la bourgeoisie et réalisé sous son joug) ; ce faisant, le prolétariat sait parfaitement que pour gagner sa révolution, pour arriver à renverser la bourgeoisie, la sympathie de la majorité des travailleurs (et donc de la majorité de la population) *est absolument nécessaire.*

Les crétins parlementaires et les Louis Blanc modernes « exigent » à tout prix un vote, un vote organisé à tout prix par la bourgeoisie, pour déterminer la sympathie de la majorité des travailleurs. Mais c'est là un point de vue de pédants, de cadavres ou d'habiles trompeurs.

La vie réelle, l'histoire des véritables révolutions montrent que très souvent la « sympathie de la majorité des travailleurs » ne peut être démontrée par aucun vote (à plus forte raison quand il s'agit de votes organisés par les exploiteurs, avec « égalité » de l'exploiteur et de l'exploité !). Très souvent « la sympathie de la majorité des travailleurs »

est démontrée, de façon générale, *non* par des votes, mais par la croissance d'un des partis, ou par l'accroissement du nombre de ses membres dans les Soviets, ou par le succès d'une grève qui, pour une raison quelconque, a revêtu une très grande importance, ou par un succès de guerre civile, etc., etc.

L'histoire de notre révolution a montré, par exemple, que la sympathie de la majorité des travailleurs pour la dictature du prolétariat, sur les espaces infinis de l'Oural et de la Sibérie, avait été révélée non par des votes, mais par l'expérience du pouvoir exercé pendant un an par le général tsariste Koltchak sur l'Oural et la Sibérie. Ajoutons que le pouvoir de Koltchak avait également commencé par le règne d'une « coalition » des scheidemaniens et des kautskistes (en russe : des « menchéviks » et des « socialistes-révolutionnaires », partisans de l'Assemblée constituante), de même qu'aujourd'hui, en Allemagne, messieurs Haase et Scheidemann, avec leur « coalition », frayent la voie au pouvoir de von Goltz ou de Ludendorff et couvrent, maquillent ce pouvoir. Entre parenthèses : la coalition gouvernementale Haase-Scheidemann a pris fin, mais la coalition politique de ces traîtres au socialisme demeure. La preuve en est : les livres de Kautsky, les articles de Stampfer dans le *Vorwärts*, les articles des kautskistes et des scheidemaniens sur leur « union », etc.

La révolution prolétarienne est impossible sans la sympathie et le soutien de l'immense majorité des travailleurs pour leur avant-garde : le prolétariat. Mais cette sympathie, ce soutien ne se gagnent pas d'emblée, ne se décident pas par des votes ; on les *conquiert* au prix d'une lutte de classe difficile, dure, de longue haleine. La lutte de classe que mène le prolétariat *pour gagner* la sympathie, *pour gagner* le soutien de la majorité des travailleurs ne cesse pas quand le prolétariat a conquis le pouvoir politique. *Après* la conquête du pouvoir, cette lutte *se poursuit*, mais sous d'*autres* formes. Dans la révolution russe est intervenu un concours de circonstances exceptionnellement favorables pour le prolétariat (dans sa lutte pour sa dictature), car la révolution prolétarienne s'est faite alors que le peuple entier était armé et que toute la paysannerie voulait que le pouvoir des grands propriétaires fût renversé, alors que toute la paysan-

nerie était indignée par la politique « kautskiste » des social-traîtres, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Mais même en Russie, où, au moment de la révolution prolétarienne, la situation était exceptionnellement favorable, où une remarquable union de tout le prolétariat, de toute l'armée, de toute la paysannerie, s'était faite d'emblée; même en Russie, la lutte du prolétariat réalisant sa dictature, la lutte du prolétariat pour gagner la sympathie, le soutien de la majorité des travailleurs, s'est poursuivie pendant des mois et des années. Au bout de deux ans, cette lutte est presque terminée, mais elle ne l'est pas encore tout à fait à l'avantage du prolétariat. En deux ans, nous n'avons fait que conquérir définitivement la sympathie et le soutien de l'immense majorité des ouvriers et des paysans travailleurs de Grande-Russie, y compris l'Oural et la Sibérie ; mais nous n'avons pas encore achevé de gagner la sympathie et le soutien de la majorité des paysans travailleurs (à la différence des paysans exploiteurs) d'Ukraine. La puissance militaire de l'Entente *pourrait* nous écraser (et pourtant elle ne nous écrasera pas) ; mais, *à l'intérieur* de la Russie, nos jouissons *maintenant* d'une si solide sympathie d'une si forte majorité des travailleurs, que le monde n'a encore jamais vu d'Etat plus démocratique.

Si l'on réfléchit à l'histoire de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, lutte complexe, difficile, de longue haleine, aux formes extrêmement variées, lutte extraordinairement abondante en brusques changements, revirements, passages d'une forme à l'autre, l'erreur de ceux qui veulent « interdire » la participation au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux comités tsaristes ou scheidemaniens de délégués ouvriers, ou aux Conseils d'usine, etc., etc., apparaîtra nettement. Cette erreur est due au manque d'expérience de révolutionnaires héroïques, profondément sincères, profondément convaincus, issus de la classe ouvrière. Voilà pourquoi Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ont eu mille fois raison lorsqu'en janvier 1919, ils ont vu et signalé cette erreur, mais ont préféré rester avec les révolutionnaires prolétariens qui se trompaient dans une question de peu d'importance, plutôt qu'avec les traîtres au socialisme, les scheidemaniens et les kautskistes qui,

eux, ne se trompaient pas dans la question de la participation au parlement bourgeois, mais avaient cessé d'être des socialistes pour devenir des démocrates philistins, des auxiliaires de la bourgeoisie.

Mais une erreur est une erreur, et il faut la critiquer, il faut lutter pour la corriger.

Il faut que la lutte contre les traîtres au socialisme, scheidemaniens et kautskistes, soit implacable, mais il ne faut pas la mener pour ou contre la participation aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, etc. Ce serait une faute évidente et ce serait une faute encore plus grave d'abandonner les idées du marxisme et sa ligne pratique (parti politique ferme, centralisé) pour les idées et la pratique du syndicalisme. Il faut faire en sorte que le parti prenne part aussi aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux « conseils d'usine » mutilés, châtrés par les Scheidemann partout où il y a des ouvriers, où l'on peut parler à des ouvriers, influer sur la masse ouvrière. Il faut coûte que coûte allier le travail illégal à l'action légale ; il importe que le parti illégal, ses organisations *ouvrières* exercent sur l'activité légale, méthodiquement et sans défaillance, le contrôle le plus rigoureux. Ce n'est pas facile, mais dans la révolution prolétarienne il n'y a pas, il ne peut y avoir de tâches « faciles », de moyens « faciles » de lutte.

Cette tâche ardue doit être accomplie coûte que coûte. Ce qui nous différencie des scheidemaniens et des kautskistes, c'est non seulement (et ce n'est pas tant) qu'ils n'admettent pas l'insurrection armée, tandis que nous l'admettons, mais la différence essentielle, capitale, c'est que sur *tous* les terrains d'activité (dans les parlements bourgeois, dans les syndicats, dans les coopératives, dans la presse, etc.) ils font une politique inconséquente, opportuniste ou même nettement une politique de félonie et de trahison.

Contre les social-traîtres, contre le réformisme et l'opportunisme ! Cette ligne politique peut et doit être menée sur *tous* les terrains de lutte, sans exception. C'est alors que nous gagnerons à nous la masse ouvrière. Et avec la masse ouvrière, l'avant-garde du prolétariat, le parti politique marxiste centralisé, conduira le peuple par la bonne voie vers la dictature victorieuse du prolétariat, vers la démo-

cratie prolétarienne qui remplacera la démocratie bourgeoise, vers la République des Soviets, vers le régime socialiste.

La IIIe Internationale a remporté en quelques mois des victoires brillantes, sans précédent. Elle grandit à une allure surprenante. Les erreurs particulières et les maladies de croissance ne doivent pas nous faire peur. Tout en les critiquant ouvertement et sans réticence, nous ferons en sorte que, bientôt, dans tous les pays civilisés, la masse ouvrière, formée à l'école marxiste, chassera loin d'elle les traîtres au socialisme, les scheidemaniens et les kautskistes de *toutes* les nations (car ces types existent dans toutes les nations).

La victoire du communisme est inéluctable. Il triomphera.

10 octobre 1919. *N. Lénine*

Publié en octobre 1919 *Conforme au manuscrit*

L'ÉTAT OUVRIER ET LA SEMAINE DU PARTI

La semaine du parti [17] à Moscou a coïncidé avec une période difficile pour le pouvoir des Soviets. Les succès de Dénikine ont suscité une furieuse intensification des complots fomentés par les grands propriétaires fonciers, les capitalistes et leurs amis, la multiplication des efforts de la bourgeoisie pour semer la panique, saper par tous les moyens la fermeté du pouvoir soviétique. Les petits bourgeois hésitants, vacillants, non conscients, et à leur suite les intellectuels, les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks sont devenus, comme à l'accoutumée, encore plus vacillants, et les premiers se sont laissé intimider par les capitalistes.

Mais j'estime que la tenue à Moscou de la semaine du parti en cette période difficile est plutôt avantageuse pour nous, car plus utile pour la cause. Nous n'avons pas besoin d'une semaine du parti pour faire parade. Nous n'avons nul besoin de membres du parti pour la frime. Le seul parti gouvernemental au monde qui se préoccupe non pas d'augmenter le nombre de ses adhérents, mais d'élever leurs qualités, d'épurer le parti des « infiltrations », c'est notre parti, le parti de la classe ouvrière révolutionnaire. Nous avons procédé plus d'une fois à des enregistrements pour chasser du parti les « éléments frauduleusement accointés », pour ne laisser au parti que les gens conscients et sincèrement dévoués au communisme [18]. Nous avons utilisé les mobilisations au front et les samedis communistes afin de débarrasser le parti de ceux qui ne veulent que « profiter » des avantages que confère la situation de membre du parti gouvernemental, qui ne veulent pas se donner la peine de travailler avec abnégation pour le communisme.

Et maintenant que la mobilisation au front est intensifiée, la semaine du parti offre l'avantage de ne pas tenter ceux qui désirent se faufiler dans nos rangs. Nous n'appelons au parti, en grand nombre, que les simples ouvriers et les paysans pauvres, les paysans travailleurs, *et non* les paysans spéculateurs. Nous ne promettons ni ne donnons à ces simples adhérents aucun avantage en les admettant au parti. Au contraire, un travail plus dur que d'ordinaire et plus dangereux incombe aujourd'hui aux membres du parti.

Et c'est tant mieux. Seuls les adeptes sincères du communisme, ceux qui sont scrupuleusement dévoués à l'Etat ouvrier, seuls les travailleurs honnêtes, seuls les vrais représentants des masses opprimées par le capitalisme viendront au parti.

Nous n'avons besoin que des membres du parti de ce genre.

Ce n'est pas pour la publicité, mais pour un travail sérieux que nous avons besoin de nouveaux membres. Nous les appelons dans nos rangs. Nous ouvrons largement l'accès du parti aux travailleurs.

Le pouvoir des Soviets est celui des travailleurs, qui lutte pour secouer définitivement le joug du capital. La classe ouvrière des villes et des centres industriels s'est dressée la première pour cette lutte. Elle a remporté la première victoire et conquis le pouvoir politique.

Elle gagne à elle la plupart des paysans. Car seul le paysan mercantile, le paysan spéculateur, et non le paysan travailleur, est attiré du côté du capital, du côté de la bourgeoisie.

Les ouvriers les plus évolués, les plus conscients, ceux de Pétrograd, ont consacré le plus de forces à gouverner la Russie. Mais nous savons que les hommes dévoués aux intérêts des masses laborieuses et capables d'assumer un travail de direction sont très, très nombreux parmi les simples ouvriers et paysans. Il y a parmi eux un très grand nombre d'hommes doués pour l'organisation et l'administration, à qui le capitalisme ne permettait pas de se manifester, et que nous aidons et devons aider par tous les moyens à percer et à se mettre à bâtir le socialisme. Ces nouveaux talents, modestes, peu apparents, ne sont pas

faciles à découvrir. Il n'est pas facile de faire participer à l'administration de l'Etat les simples ouvriers et paysans, opprimés et terrorisés durant des siècles par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Or, c'est ce travail difficile que nous devons, que nous devons absolument réaliser pour puiser plus profond de nouvelles forces dans la classe ouvrière et parmi les paysans travailleurs.

Venez au parti, camarades ouvriers et paysans travailleurs sans-parti ! Nous ne vous promettons pas des avantages, nous vous convions à un travail difficile, au travail d'édification de l'Etat. Si vous êtes partisans sincères du communisme, attaquez-vous hardiment à ce travail, ne redoutez pas ce qu'il a de nouveau et de difficile, ne vous laissez pas troubler par le vieux préjugé qui veut que ce travail soit uniquement à la portée de ceux qui ont reçu une instruction officielle. Ce n'est pas vrai. Les simples ouvriers et les paysans travailleurs en nombre toujours croissant peuvent et doivent diriger le travail d'édification du socialisme.

La masse des travailleurs nous est acquise. C'est ce qui fait notre force. C'est là que réside l'invincibilité du communisme mondial. Toujours plus de nouveaux travailleurs issus de la masse dans les rangs du parti où ils prendront part eux-mêmes à l'édification de la vie nouvelle : telle est notre méthode de lutte contre toutes les difficultés, tel est notre chemin de la victoire.

11.X.1919.

La « Pravda » n° 228, 12 octobre 1919. *Conforme au manuscrit*
Signé : N. Lénine

DISCOURS PRONONCÉ DEVANT LES OUVRIERS COMMUNISTES MOBILISÉS, AU BALCON DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES DE MOSCOU 16 OCTOBRE 1919

NOTES DE PRESSE

(L'apparition de Lénine est saluée par un tonnerre d'applaudissements.)

Camarades,

Permettez-moi de saluer les ouvriers des provinces de Iaroslavl et de Vladimir qui, une fois encore, ont répondu à notre appel et ont donné leurs meilleurs éléments pour la défense de la république ouvrière et paysanne. Vous savez par les journaux dans lesquels nous publions toute la vérité, sans rien cacher, quel nouveau et redoutable danger offrent la prise d'Orel par le général tsariste Dénikine et la menace de Ioudénitch contre Pétrograd-la-Rouge. Mais, comme toujours, nous regardons le péril en face et nous le combattons : nous appelons le prolétariat conscient et la paysannerie laborieuse à se dresser pour la défense de leurs conquêtes.

La situation est extrêmement pénible. Mais nous ne désespérons pas, car nous savons que chaque fois qu'une situation difficile se présente à la République des Soviets, les ouvriers font des prodiges de vaillance, encouragent et et galvanisent l'armée par leur exemple et la mènent à de nouvelles victoires.

Nous savons que dans le monde entier, dans tous les pays sans exception, le mouvement révolutionnaire grandit,

plus lentement peut-être que nous ne le voudrions, mais de façon constante. Et nous savons aussi que la victoire de la classe ouvrière dans le monde entier est assurée.

Quelque douloureux que soient les sacrifices supportés par la Russie, si harassée et si martyrisée soit-elle, elle lutte obstinément pour la cause de tous les ouvriers. Les impérialistes peuvent encore écraser une ou deux républiques, mais ils ne peuvent pas sauver l'impérialisme mondial, car il est condamné par l'histoire, car il sera balayé par le socialisme en marche.

Voilà pourquoi je vous salue, ouvriers des provinces de Vladimir et de Iaroslavl, étant fermement convaincu que par votre exemple personnel vous soutiendrez le moral de l'Armée Rouge et la conduirez à la victoire.

Vivent les ouvriers et les paysans !

Vive la république ouvrière mondiale !

La « Pravda » n° 232, 17 octobre 1919

Conforme au texte du journal

AUX OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES DE PÉTROGRAD

Camarades,

Voici le moment décisif. Les généraux tsaristes ont une fois de plus reçu des capitalistes d'Angleterre, de France et d'Amérique, des équipements, des fournitures militaires ; une fois de plus, avec les bandes des rejetons de hobereaux, ils essayent de prendre Pétrograd-la-Rouge. L'ennemi a attaqué au milieu des pourparlers de paix avec l'Estonie, il a attaqué nos soldats de l'Armée Rouge qui croyaient à ces pourparlers. La perfidie de cette offensive explique en partie les succès rapides de l'ennemi. Krasnoïé Sélo, Gatchina, Vyritsa sont pris. Deux voies ferrées vers Pétrograd sont coupées. L'ennemi s'efforce de couper la troisième, le chemin de fer Nicolas, et la quatrième, celle de Vologda, pour prendre Pétrograd par la famine.

Camarades, vous savez tous et vous voyez quelle terrible menace pèse sur Pétrograd. En quelques jours, va se décider le sort de Pétrograd, c'est-à-dire à moitié le sort du pouvoir des Soviets en Russie.

Je n'ai pas besoin de parler aux ouvriers et aux soldats rouges de Pétrograd de leur devoir. Dans toute l'histoire des deux ans de lutte des Soviets, sans précédent par ses difficultés et sans précédent par ses victoires, contre la bourgeoisie du monde entier, les ouvriers de Pétrograd ont fourni non seulement un exemple d'accomplissement du devoir, mais encore un exemple d'héroïsme sublime, d'enthousiasme révolutionnaire et d'abnégation, jamais vus dans le monde.

Camarades, le sort de Pétrograd se décide ! L'ennemi veut nous prendre de court. Ses forces sont faibles, voire insignifiantes ; il est fort par la rapidité, par l'impudence

des officiers, la technique du ravitaillement et de l'armement. Les secours pour Pétrograd sont proches, ils sont déjà en route. Nous sommes beaucoup plus forts que l'ennemi. Battez-vous jusqu'à la dernière goutte de sang, camarades, accrochez-vous à chaque pouce de terrain, soyez fermes jusqu'au bout, la victoire n'est pas loin ! Nous vaincrons!

17.X.

V. Oulianov (Lénine)

« *Pétrogradskaïa Pravda* » n° 237, *19 octobre 1919*

Conforme au manuscrit

AUX CAMARADES SOLDATS ROUGES

Camarades soldats rouges,

Les généraux tsaristes, Ioudénitch au nord, Dénikine au sud, tendent encore une fois leurs forces pour vaincre le pouvoir des Soviets, pour rétablir le pouvoir du tsar, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Nous savons comment s'est soldée une tentative analogue de Koltchak. Il n'a pas trompé longtemps les ouvriers de l'Oural et les paysans de Sibérie. Ayant pris conscience de la mystification et connu les violences sans fin, le fouet, les rapines des officiers, des rejetons des hobereaux et des capitalistes, les ouvriers de l'Oural et les paysans de Sibérie ont aidé notre Armée Rouge à battre Koltchak. Les cosaques d'Orenbourg sont passés délibérément du côté du pouvoir des Soviets.

Voilà pourquoi nous avons la ferme certitude de vaincre Ioudénitch et Dénikine. Ils ne réussiront pas à rétablir le pouvoir du tsar et des grands propriétaires fonciers. Cela ne sera pas ! Déjà les paysans se soulèvent à l'arrière de Dénikine. Au Caucase flambe le feu de l'insurrection contre Dénikine. Les cosaques du Kouban murmurent et s'agitent, mécontents des violences et des rapineries de Dénikine au profit des grands propriétaires fonciers et des Anglais.

Soyons donc fermes, camarades soldats rouges ! Les ouvriers et les paysans se rangent toujours plus unis, toujours plus conscients, toujours plus résolus, du côté du pouvoir des Soviets.

En avant, camarades soldats rouges ! Au combat pour le pouvoir des ouvriers et des paysans, contre les grands propriétaires fonciers, contre les généraux tsaristes ! Nous vaincrons !

19.X.1919.

N. Lénine

Publié en 1919

Conforme au manuscrit

LE BILAN DE LA SEMAINE DU PARTI A MOSCOU ET NOS TÂCHES

Au cours de la semaine du parti, 13 600 personnes se sont inscrites au parti, à Moscou.

C'est un succès énorme, absolument inattendu. Toute la bourgeoisie et en particulier la petite bourgeoisie urbaine, y compris les spécialistes, les fonctionnaires, les employés qui se lamentent d'avoir perdu leur situation privilégiée, « souveraine » ; tout ce monde-là, justement ces derniers temps, justement au cours de la semaine du parti à Moscou, a fait des pieds et des mains pour semer la panique, pour prédire au pouvoir soviétique sa perte prochaine, et à Dénikine sa proche victoire.

Et avec quel art admirable ce monde d'« intellectuels » sait manier l'arme de la panique ! Car cela est devenu une arme véritable dans la lutte de classe de la bourgeoisie contre le prolétariat. Dans des moments tels que ceux que nous traversons, la petite bourgeoisie se fond en « une seule masse réactionnaire » avec la bourgeoisie et se saisit « avec passion » de cette arme.

Précisément à Moscou où l'élément commerçant était particulièrement fort, où plus qu'ailleurs se trouvaient concentrés les exploiteurs, les propriétaires fonciers, les capitalistes, les rentiers, où le développement capitaliste avait rassemblé les masses d'intellectuels bourgeois, où la gestion centralisée de l'Etat avait créé une concentration particulière de fonctionnaires, précisément à Moscou le terrain était exceptionnellement favorable pour les commérages de la bourgeoisie, les médisances de la bourgeoisie, la panique semée par la bourgeoisie. La « phase » de l'offensive réussie de Dénikine et Ioudénitch favorisa à un point extraordinaire les « succès » de cette arme de la bourgeoisie.

Toutefois, du sein de la masse prolétarienne, qui a vu les « succès » de Dénikine et connaissait toutes les difficultés, toutes les peines, tous les dangers qui s'attachent aujourd'hui justement au titre et aux fonctions des communistes, des milliers et des milliers d'hommes se sont levés pour renforcer le Parti communiste, pour assumer le fardeau si pesant de la direction de l'Etat.

Le succès du pouvoir soviétique, le succès de notre parti, est vraiment remarquable !

Ce succès a prouvé et montré concrètement à la population de la capitale, et puis à la république tout entière et au monde entier, que justement dans les tréfonds du prolétariat, parmi les véritables représentants des masses laborieuses, réside la source la plus sûre de la force et de la solidité du pouvoir soviétique. Dans ce succès des inscriptions volontaires au parti, au moment des plus grandes difficultés et des plus grands périls, la dictature du prolétariat s'est révélée en fait *sous un aspect* que les ennemis refusent délibérément de voir et qu'apprécient par-dessus tout les vrais amis de la libération du travail du joug capitaliste, sous l'aspect de la force particulière de l'influence *morale* (au meilleur sens du terme) du prolétariat (détenteur du pouvoir d'Etat) sur les masses, sous l'aspect des *moyens* qui assurent cette influence.

Les couches avancées du prolétariat qui détiennent le pouvoir d'Etat ont donné à la masse des travailleurs par leur exemple, au cours de deux années entières (délai considérable pour notre rythme exceptionnellement rapide de développement politique), un *modèle* de dévouement aux intérêts des travailleurs, d'énergie dans la lutte contre les ennemis des travailleurs (contre les exploiteurs en général et, en particulier, contre les « possédants » et les trafiquants), de fermeté dans les instants difficiles, de résistance sans réserve aux forbans de l'impérialisme mondial, tel que la force de la *sympathie* des ouvriers et des paysans pour leur avant-garde a été à *elle seule* capable de *faire des miracles.*

En effet, c'est un miracle : les ouvriers qui ont connu les affres de la faim, du froid, de la désorganisation économique, de la ruine ont non seulement gardé toute leur fermeté d'âme, tout leur dévouement au pouvoir des Soviets,

tout leur esprit de sacrifice et leur héroïsme, mais encore ils assument, bien que manquant totalement de préparation et d'expérience, le fardeau de la direction du navire de l'Etat ! Et cela, au moment où la tempête atteint son paroxysme...

Voilà les miracles qui remplissent l'histoire de notre révolution prolétarienne. Ces miracles mèneront immanquablement et à coup sûr — quelle que puisse être la dureté des diverses épreuves — à la victoire totale de la République soviétique mondiale.

Il faut maintenant nous préoccuper d'utiliser *à bon escient* les nouveaux membres du parti. Il faut consacrer à cette tâche une grande attention, car elle n'est pas facile, elle est nouvelle, et on n'en viendra pas à bout avec les vieilles recettes.

Le capitalisme étouffait, écrasait, brisait une foule d'hommes doués parmi les ouvriers et les paysans travailleurs. Ils succombaient sous le poids du dénuement, de la misère, des outrages infligés à la personne humaine. Notre devoir aujourd'hui est de savoir trouver ces hommes doués et de les mettre au travail. Les nouveaux membres qui ont adhéré pendant la semaine du parti sont, sans nul doute, dans leur majorité, inexpérimentés et peu habiles à l'administration de l'Etat. Mais ce sont, sans nul doute aussi, les hommes les plus dévoués, les plus sincères, les plus capables de ces couches sociales que le capitalisme maintenait artificiellement *en bas*, dont il faisait les couches « inférieures », sans leur permettre de s'élever. Cependant, ils sont *plus* forts, frais, spontanés, aguerris, sincères que les autres.

Il suit de là que toutes les organisations du parti doivent particulièrement réfléchir aux moyens d'utiliser ces nouveaux membres du parti. Il faut leur confier *plus hardiment* les tâches publiques les plus variées, les mettre plus rapidement à l'épreuve d'un travail pratique.

Naturellement, il ne faut pas s'imaginer que la hardiesse consiste à confier *du premier coup* à de nouveaux membres des postes importants, qui exigent des connaissances qu'ils ne possèdent pas. La hardiesse est indispensable afin de lutter contre la bureaucratie : ce n'est pas sans raison que le programme de notre parti a posé, avec toute la précision voulue, la question de savoir à quoi il faut attribuer une

certaine renaissance de la bureaucratie et comment la combattre. La hardiesse est indispensable afin d'établir, en premier lieu, un *contrôle* qu'exerceraient sur les employés, les fonctionnaires et les spécialistes les nouveaux membres du parti bien au courant de la situation des masses populaires, de leurs besoins, de leurs exigences. La hardiesse est indispensable afin d'offrir, *sans tarder*, à ces nouveaux membres la possibilité de prendre leur élan et de se faire valoir dans un travail *d'envergure*. La hardiesse est indispensable afin de rompre avec les méthodes routinières (chez nous aussi on perçoit — hélas souvent — une crainte démesurée de porter atteinte à des standards soviétiques préétablis, encore qu'ils soient parfois « établis » non par des communistes conscients, mais par d'anciens fonctionnaires ou employés) ; la hardiesse est indispensable afin de modifier, avec une célérité révolutionnaire, la forme du travail pour les nouveaux membres du parti, en vue de les mettre plus vite à l'épreuve et leur trouver sans retard la place qui leur convient.

En maintes occasions les nouveaux membres du parti peuvent être placés à des postes où, tout en contrôlant l'honnêteté des anciens fonctionnaires dans l'exécution de leurs tâches, ils apprendront rapidement le travail et pourront s'y mettre d'eux-mêmes. Dans d'autres cas, ils peuvent être placés à un poste où ils renouvelleront, rajeuniront les liens directs entre la masse ouvrière et la masse paysanne d'un côté, et l'appareil d'Etat de l'autre. Dans nos « Directions générales et Directions centrales » industrielles, dans nos « exploitations soviétiques » agricoles, il reste encore beaucoup, beaucoup trop de saboteurs, de propriétaires fonciers et de capitalistes embusqués, qui nuisent de toutes les manières au pouvoir soviétique. L'art des militants expérimentés du parti, au centre et dans les localités, doit se manifester dans l'utilisation poussée des forces neuves et fraîches du parti pour lutter résolument contre ce fléau.

La République soviétique doit devenir un camp militaire unique qui tendra ses forces au maximum, qui les économisera au maximum, qui réduira au maximum les lenteurs administratives sous toutes leurs formes, tout formalisme inutile, qui simplifiera au maximum l'appareil, qui le rapprochera au maximum non seulement des besoins

des masses, mais de leur entendement, pour leur participation personnelle à cet appareil.

La mobilisation des vieux membres du parti pour le travail militaire s'intensifie. Il ne faut pas le moins du monde relâcher ce travail, mais le renforcer, le renforcer toujours. En même temps, afin de réaliser des succès dans la guerre, il faut améliorer, simplifier, rajeunir notre appareil civil de gestion.

Celui-là gagne la guerre qui possède dans la masse du peuple plus de réserves, plus de sources de force, plus de fermeté.

Tout cela, nous en possédons plus que les blancs, plus que ce colosse aux pieds d'argile qu'est l'impérialisme anglo-français « avec sa puissance universelle ». Tout cela, nous en possédons davantage, car nous pouvons puiser et puiserons encore longtemps de plus en plus profondément parmi les ouvriers et paysans travailleurs, parmi les classes qui ont été opprimées par le capitalisme et qui forment partout l'immense majorité de la population. Nous pouvons puiser dans ce très vaste réservoir, puisqu'il nous fournit les dirigeants les plus sincères, les plus aguerris par les difficultés de l'existence, les plus proches des ouvriers et des paysans dans le domaine de l'édification du socialisme.

Nos ennemis, que ce soit la bourgeoisie russe ou la bourgeoisie mondiale, n'ont rien qui ressemble même de loin à ce réservoir ; le sol tremble de plus en plus sous leurs pieds, leurs ex-partisans ouvriers et paysans les abandonnent de plus en plus.

Voilà pourquoi, en fin de compte, la victoire du pouvoir soviétique mondial est assurée et inéluctable.

21 octobre 1919.

« Izvestia du C.C. du P.C.(b)R. » n°7, 22 octobre 1919.
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du bulletin des « Izvestia du C.C. du P.C.(b)R. »

DISCOURS AUX ÉLÈVES DE L'UNIVERSITÉ SVERDLOV EN PARTANCE POUR LE FRONT 24 OCTOBRE 1919

Camarades,

Ce qui nous réunit aujourd'hui, vous le savez, ce n'est pas seulement le désir de fêter la sortie de l'école soviétique de la majorité d'entre vous, c'est aussi le fait que près de la moitié de votre promotion a décidé de partir au front pour prêter une aide nouvelle, extraordinaire et substantielle aux unités combattantes.

Camarades, nous connaissons parfaitement les immenses difficultés que cause à tous nos services d'administration, dans les villes et surtout dans les campagnes, l'insuffisance des camarades expérimentés et compétents. Nous savons parfaitement que les ouvriers d'avant-garde de Pétrograd, Moscou, Ivanovo-Voznessensk et d'autres villes, les camarades d'avant-garde qui jusqu'à présent ont supporté sur leurs épaules, pourrait-on dire, le poids principal de l'administration du pays en des circonstances extrêmement difficiles, le poids principal de l'union des ouvriers et des paysans, et de leur direction ; nous savons parfaitement qu'ils sont fort épuisés par les exigences parfois surhumaines que la défense de la République des Soviets leur impose. Aussi, la possibilité de réunir ici quelques centaines d'ouvriers et de paysans, de leur permettre de s'instruire régulièrement pendant plusieurs mois, de suivre un cours d'instruction soviétique pour partir ensuite ensemble en rangs serrés, de manière unie et consciente, afin d'administrer et de corriger les immenses défauts qui subsistent encore, cette

possibilité a pour nous une immense valeur ; c'est ce qui fait que nous n'avons consenti qu'à grand-peine, à notre corps défendant, après de longues hésitations, à envoyer près de la moitié de cette promotion au front. Mais les conditions qui s'y sont créées sont telles que nous n'avions plus le choix. Nous pensions donc que le parti que vous avez pris de votre propre gré d'envoyer au front encore un groupe de vos meilleurs représentants qui auraient été si utiles dans tout le travail d'administration et d'édification, ce parti était dicté par un concours de circonstances d'une nécessité impérieuse.

Camarades, vous me permettrez de m'arrêter brièvement sur la situation qui s'est faite à présent sur les divers fronts, afin que vous puissiez juger à quel point cette nécessité s'impose.

Sur de très nombreux fronts qui étaient précédemment d'une importance majeure et sur lesquels l'ennemi plaçait d'immenses espoirs, nous sommes à la veille justement de remporter une victoire complète et, à en juger par tous les indices, définitive. Au front Nord, où l'offensive sur Mourmansk promettait à l'ennemi des avantages particulièrement sensibles, où les Anglais avaient depuis longtemps réuni des forces considérables admirablement armées, où il nous était extrêmement difficile de nous battre, faute de vivres et de munitions, les impérialistes anglo-français devaient, semble-t-il, avoir là de brillantes perspectives. Or, c'est là précisément que toute l'offensive adverse s'est définitivement effondrée. Les Anglais ont dû évacuer leurs troupes, et nous avons maintenant la confirmation éclatante de ce que les ouvriers anglais ne veulent pas de guerre avec la Russie et sont capables, même en ce moment où il n'y a pas encore de lutte révolutionnaire en Angleterre, d'exercer sur leur gouvernement de forbans et de pirates une pression suffisante pour l'obliger à retirer ses troupes de Russie. Ce front, qui était particulièrement dangereux parce que l'ennemi y bénéficiait du maximum d'avantages, puisqu'il disposait d'une route maritime, ils ont dû l'abandonner. Seules des forces minimes de gardes blancs russes y demeurent, mais elles ne comptent presque pas.

Considérez un autre front, celui de Koltchak. Vous savez que lorsque les troupes de Koltchak avançaient vers la

Volga, la presse capitaliste européenne s'empressa de proclamer à la face du monde la chute du pouvoir des Soviets et la reconnaissance de Koltchak à titre de régent suprême de la Russie. Mais le message solennel faisant état de cette reconnaissance n'était pas encore parvenu à Koltchak lui-même que nos troupes le refoulaient en Sibérie, et vous savez que nous approchions de Pétropavlovsk et de l'Irtych et que Koltchak a dû répartir ses forces autrement qu'il n'en avait l'intention. Il fut un temps où nous devions reculer parce que les ouvriers et les paysans de la région avaient du retard en fait de mobilisation. Les informations reçues des arrières de Koltchak nous disent que la débâcle y est certaine et que toute la population, paysans aisés compris, se soulève contre lui. Nous approchons du moment où l'ultime barrage des forces de Koltchak sera rompu ; nous achèverons ainsi l'année de la révolution au cours de laquelle toute la Sibérie a été au pouvoir de Koltchak, où les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks l'aidaient, nous resservant une fois de plus l'histoire d'une entente avec un gouvernement bourgeois. Vous savez que Koltchak a été soutenu par toute la bourgeoisie européenne. Vous savez que le Transsibérien a été gardé par des Polonais et des Tchèques, qu'il y a eu aussi des Italiens et des officiers volontaires américains. Tout ce qui pouvait paralyser la révolution est venu aider Koltchak. Et tout cela s'est effondré parce que les paysans, les paysans de Sibérie, qui se laissent le moins influencer par le communisme parce qu'ils sont le moins à même de l'observer, ont reçu une telle leçon de Koltchak, ont pu faire une telle comparaison *pratique* (les paysans aiment les comparaisons pratiques) que nous pouvons dire : Koltchak a donné au pouvoir soviétique des millions de partisans dans les régions les plus éloignées des centres industriels, où nous aurions eu le plus de mal à les gagner. Voilà comment a pris fin le pouvoir de Koltchak, et pourquoi sur ce front nous nous sentons les plus forts.

Sur le front Ouest, nous voyons que l'offensive des Polonais touche à sa fin. Ils ont été aidés par l'Angleterre, la France et l'Amérique qui s'efforçaient d'attiser la vieille haine de la Pologne pour les oppresseurs grands-russes et tentaient de reporter la haine cent fois légitime des ouvriers

polonais pour les grands propriétaires fonciers et les tsars sur les ouvriers et paysans russes, s'attachant à leur faire croire que les bolchéviks rêvaient, comme les chauvins russes, de conquérir la Pologne. Cette duperie a réussi pendant un certain temps. Mais nous possédons des indices précis attestant que ce temps s'achève et que les troupes polonaises sont en voie de désagrégation. Même les informations américaines, que l'on ne saurait aucunement soupçonner de sympathie pour le communisme, confirment que la revendication de paix à tout prix pour le 1er octobre s'intensifie de plus en plus parmi les paysans polonais et qu'elle est même soutenue par les social-chauvins polonais les plus patriotes (P.P.S. [19]), qui occupent la place de nos menchéviks et de nos socialistes-révolutionnaires, en résistant de plus en plus à leur gouvernement. Depuis lors l'état d'esprit des Polonais s'est sensiblement modifié.

Restent deux fronts, celui de Pétrograd et celui du Sud, théâtres des événements les plus graves. Mais ici encore tout porte à croire que l'ennemi réunit ses dernières forces. Nous avons des informations précises selon lesquelles en Angleterre le ministre de la Guerre Churchill et le parti des capitalistes ont lancé cette aventure militaire contre Pétrograd pour montrer qu'il est possible d'en finir rapidement avec la Russie soviétique, et que la presse anglaise considère cette aventure comme la dernière carte jouée par les chauvins et le ministre Churchill à l'encontre de la volonté indéniable de la majorité de la population.

Nous pouvons envisager l'agression contre Pétrograd comme une opération de secours à Dénikine. La situation du front de Pétrograd autorise cette déduction.

Vous savez que les gouvernements de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie ont répondu par l'affirmative à notre proposition d'entamer des pourparlers de paix. Il est tout naturel que cette nouvelle ait fait naître dans nos troupes des hésitations et l'espoir d'une fin prochaine de la guerre. Les négociations ont déjà commencé. Entre-temps, l'Angleterre a rassemblé les débris de sa flotte et débarqué quelques milliers de gardes blancs dotés d'un superbe équipement technique. Mais ils ne pouvaient les amener chez nous sans avoir endormi le peuple par des mensonges, parce qu'en Angle-

terre et en France les tentatives d'embarquement de matériel de guerre ont plusieurs fois échoué, vu que les dockers se sont mis en grève, disant qu'ils empêcheraient les bâtiments transportant des engins de destruction de partir pour la Russie soviétique. Les impérialistes anglais ont dû embarquer du matériel dans d'autres pays en cherchant à duper leur propre peuple. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient lâché sur la Russie soviétique quelques centaines ou quelques milliers d'officiers blancs russes. Il existe des camps en Angleterre où ils sont entretenus, nourris, instruits pour être lancés ensuite contre la Russie ; et l'on viendra dire ensuite que c'est une guerre intestine provoquée par la terreur bolchévique. Les camps occupés autrefois par nos prisonniers le sont maintenant par des officiers blancs russes. C'est la raison pour laquelle, au moment où nous attendions un armistice avec la Lituanie et la Lettonie, l'ennemi a remporté les premiers jours des victoires aussi considérables en jetant ces forces sur le front de Pétrograd. Vous savez maintenant qu'un tournant s'est opéré depuis sur ce front. Les informations de Zinoviev et de Trotski vous ont appris que les pertes sont déjà réparées, que les hésitations antérieures ont pris fin, que nos troupes attaquent et attaquent victorieusement, brisant une résistance des plus forcenées. Ces combats se distinguent par leur extraordinaire acharnement. Le camarade Trotski m'a téléphoné de Pétrograd qu'à Dietskoïé Sélo, que nous avons pris récemment, les gardes blancs et la bourgeoisie restés sur place ont tiré de l'intérieur de différentes maisons, opposant une résistance plus âpre que dans tous les combats précédents. L'ennemi se rend compte qu'un revirement se produit dans toute la guerre et que Dénikine est dans une situation telle qu'il faut l'aider et faire dévier nos forces dirigées contre lui. Il a échoué, nous pouvons le dire nettement. Tout ce que nous avons envoyé au secours de Pétrograd a été pris sans affaiblir le moins du monde le front Sud. Pas une seule unité pour Pétrograd n'a été soustraite au front Sud, et la victoire que nous avons commencé à obtenir et que nous mènerons à bon terme s'accomplira sans affaiblir le moins du monde le front Sud, où se décidera l'issue de la lutte contre les grands propriétaires fonciers et les impérialistes. La lutte prendra fin bientôt là-bas, sur le front Sud.

Camarades, vous savez que sur le front Sud l'ennemi s'appuyait surtout, d'une part, sur les cosaques en lutte pour leurs privilèges, et d'autre part, c'est là qu'ont été formés le plus de régiments de l'armée des volontaires qui, pleins d'indignation et de fureur, se battaient pour défendre leurs intérêts de classe, pour rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. C'est donc ici que nous aurons à livrer le combat décisif, c'est ici que nous voyons ce que nous avions observé avec Koltchak ; lui aussi avait commencé par remporter d'éclatantes victoires, mais au fur et à mesure que les combats se prolongeaient, les rangs des officiers et des koulaks conscients qui faisaient le gros de ses forces s'éclaircissaient, et plus il devait prendre d'ouvriers et de paysans. L'ennemi sait se battre avec les mains des autres, il n'aime pas payer de sa personne et préfère que les ouvriers risquent leur vie dans son intérêt. Et quand Koltchak a dû augmenter ses effectifs, le résultat a été que des centaines de milliers d'hommes sont passés de notre côté. Des dizaines d'officiers blancs et de cosaques, transfuges de l'armée de Koltchak, ont affirmé s'être convaincus que Koltchak vend la Russie en gros et en détail ; ils sont passés à l'Armée Rouge même s'ils ne partageaient pas les convictions des bolchéviks. Koltchak a fini ainsi, Dénikine finira de même. Vous avez pu lire aujourd'hui dans les journaux du soir qu'il y a des soulèvements sur les arrières de Dénikine : l'Ukraine s'embrase. Nous sommes informés sur les événements du Caucase où les montagnards, poussés au désespoir, ont pris l'offensive et dépouillé les régiments de Chkouro, leur enlevant armes et équipement. Nous avons reçu hier un message radio étranger qui a dû reconnaître que la situation de Dénikine est difficile : force lui est d'engager ses meilleures troupes, car l'Ukraine est en feu et le Caucase se soulève. Le moment est venu où Dénikine sera obligé de jouer son va-tout. Jamais encore il n'y eut de batailles aussi sanglantes, aussi acharnées que devant Orel où l'ennemi jette ses meilleurs régiments, dits « régiments Kornilov », dont le tiers des effectifs est formé d'officiers les plus contre-révolutionnaires, les mieux instruits, qui, animés de la haine la plus forcenée pour les ouvriers et les paysans, défendent la restauration directe de leur propre pouvoir d'agrariens. C'est

pourquoi nous avons toutes raisons de croire que le moment décisif n'est plus loin sur le front Sud. Les victoires remportées devant Orel et Voronèje, où l'on continue à poursuivre l'ennemi, montrent qu'ici, comme sous Pétrograd, le tournant s'est produit. Mais il faut que notre offensive se transforme, d'offensive réduite et partielle, en une vaste offensive de masse qui mène la victoire à son terme.

Voilà pourquoi nous avons accédé à votre désir, quelque pénible que soit pour nous le sacrifice d'envoyer au front les centaines d'élèves réunis ici et nécessaires de toute évidence pour le travail en Russie. Au front Sud et au front de Pétrograd, le sort de la guerre va se décider dans les mois prochains, sinon dans les semaines à venir. En un tel moment, tout communiste conscient doit se dire : ma place est là-bas, devant les autres, au front, où tout communiste conscient qui a fait ses études est précieux.

Si un fléchissement s'est produit dans les troupes, c'est que le peuple est fatigué de la guerre. Vous savez bien quelle famine, quelle ruine, quelles souffrances l'ouvrier et le paysan ont endurées en ces deux années de lutte contre les impérialistes du monde entier. Vous savez que les plus accablés de fatigue ne résistent pas longtemps à un tel effort, et c'est le moment que choisit l'ennemi qui dispose de meilleures liaisons, de meilleurs chefs — et point de traîtres — pour frapper de toutes ses forces. C'est la cause de nos revers sur le front Sud. Et c'est pourquoi les représentants les plus conscients des ouvriers et des paysans, instruits dans les écoles militaires et dans des cours tels que les vôtres, doivent se porter au front dans la plus grande discipline, en se serrant les coudes, partagés en groupes petits ou grands selon les ordres des autorités militaires, en se répartissant les fonctions, afin d'épauler les troupes parmi lesquelles se manifeste quelque incertitude, là où la pression de l'ennemi est la plus forte. Chaque fois qu'on a observé, au cours des deux années du pouvoir soviétique, un certain fléchissement dans la masse paysanne, qui n'a vu ni ne sait ce qu'est l'œuvre soviétique, nous en avons appelé à la fraction la plus organisée du prolétariat des villes, qui nous a prêté le soutien le plus héroïque.

J'ai vu aujourd'hui des camarades ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk, où l'on a mobilisé pour le front la moitié des

militants responsables du parti. Aujourd'hui, l'un d'eux m'a dit l'enthousiasme avec lequel des dizaines de milliers d'ouvriers sans-parti les avaient accompagnés ; un vieil ouvrier sans-parti s'était approché d'eux pour leur dire : « Partez sans inquiétude, votre place est là-bas ; nous vous remplacerons ici, nous autres ». Quand un tel état d'esprit se manifeste parmi les ouvriers sans-parti, quand les masses sans-parti, qui ne comprennent pas encore entièrement les questions politiques, voient que nous envoyons au front les meilleurs représentants du prolétariat et de la paysannerie, où ils assument les fonctions les plus difficiles, les plus importantes et les plus dures, où, placés aux premiers rangs, ils subiront le plus de pertes et succomberont dans des batailles acharnées, le nombre de nos partisans décuple parmi les ouvriers et les paysans sans-parti illettrés, et les troupes hésitantes, affaiblies, à bout de force, accomplissent véritablement des prodiges.

Telle est, camarades, la grande tâche, dure et difficile, qui vous incombe. Pour ceux qui partent au front en qualité de représentants des ouvriers et des paysans, il ne peut y avoir de choix. Leur mot d'ordre doit être : la victoire ou la mort ! Chacun de vous doit savoir aborder les soldats rouges les plus arriérés, les moins développés, afin de leur expliquer la situation dans les termes les plus intelligibles, du point de vue du travailleur, afin de les assister dans les instants difficiles, afin d'écarter toute hésitation, de leur apprendre à combattre les nombreux faits de sabotage, d'incurie, de duperie ou de trahison, encore si nombreux dans nos rangs et dans le commandement. Ceux qui ont un certain degré d'instruction, ceux qui comprennent la situation politique et savent venir en aide aux larges masses ouvrières et paysannes dans la lutte contre la trahison et le sabotage sont ici nécessaires. En plus du courage personnel, le pouvoir soviétique attend de vous que vous aidiez ces masses par tous les moyens, que vous mettiez un terme à toutes leurs hésitations, que vous leur montriez que le pouvoir soviétique dispose de forces auxquelles il a recours à tous les instants difficiles. Ces forces, nous en avons en quantité suffisante.

A présent, je le répète, si nous acceptons ce grand sacrifice, c'est parce qu'il s'agit du front le plus important et

du dernier où, selon toutes les apparences, l'issue de la guerre civile va se décider dans les semaines ou les mois à venir. Nous pouvons ici porter une fois pour toute à l'ennemi un coup dont il ne se relèvera plus. Après la lutte sanglante contre les gardes blancs, imposée par eux, nous aborderons enfin, plus libres, avec une énergie décuplée, notre œuvre, l'œuvre véritable de l'édification. C'est pourquoi, camarades, je salue ceux d'entre vous qui assument maintenant cette tâche ardue et grandiose entre toutes de combattre jusqu'au bout, au premier rang sur le front, et je leur dis au revoir avec la conviction absolue qu'ils nous donneront une victoire totale et définitive.

La « Pravda » n°s 240 et 241, 26 et 28 octobre 1919

Conforme au texte du journal

AU CAMARADE LORIOT ET A TOUS LES AMIS FRANÇAIS QUI ONT ADHÉRÉ A LA IIIe INTERNATIONALE

28.X.1919.

Cher ami,

Je vous remercie du fond du cœur de votre lettre, qui nous est d'autant plus précieuse que nous avons fort rarement de vos nouvelles.

En France comme en Angleterre, l'impérialisme victorieux a offert non seulement à un certain nombre de petits bourgeois la possibilité de s'enrichir, mais il pourra aussi accorder à la couche supérieure des ouvriers, à cette aristocratie de la classe ouvrière ; il pourra lui accorder des « aumônes », la soudoyer, l'intéresser en la faisant participer à la distribution de miettes des profits impérialistes, du pillage des colonies, etc.

Mais la crise provoquée par la guerre est si grande que, même dans les pays victorieux, la masse des travailleurs est irrévocablement vouée à d'affreuses calamités. C'est ce qui explique la croissance rapide du communisme, la sympathie accrue pour le pouvoir des Soviets, pour la IIIe Internationale.

Bien sûr, vous aurez à lutter longtemps encore contre l'opportunisme français, particulièrement raffiné à la Longuet. Les parlementaires et politiciens « expérimentés » essaieront bien des fois encore de s'en tirer en reconnaissant verbalement la tactique révolutionnaire et la dictature du prolétariat, mais en cherchant en réalité à duper le prolétariat par des stratagèmes et des faux-fuyants nouveaux,

comme l'ont dupé Longuet, Merrheim et Cie, le 21 juillet[20], à poursuivre la vieille politique opportuniste, à nuire à la révolution et à l'entraver au lieu de l'aider. En France, aussi bien qu'en Angleterre, les vieux chefs ouvriers pourris feront des milliers de tentatives de cette espèce.

Mais nous sommes tous convaincus que les communistes qui militent en liaison intime avec la masse du prolétariat réussiront à briser ces tentatives et à les surmonter. Plus les communistes agiront avec fermeté et résolution, plus vite ils remporteront une victoire totale.

Salutations communistes.

N. Lénine

Publié en anglais le 3 janvier 1920 dans le n° 41 du « Workers' Dreadnought ».
Publié pour la première fois en russe en 1932

Conforme au manuscrit

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE AU SUJET DE LA SCISSION[21]

AUX CAMARADES PAUL LÉVI, CLARA ZETKIN, EBERLEIN ET À TOUS LES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE

28.X.1919.

Chers amis,

Je vous ai envoyé pour la presse la lettre datée du 10.X. 1919 : « Salut aux communistes français, italiens et allemands » ; j'y ai évoqué entre autres vos divergences avec les partisans du boycott, avec les quasi-syndicalistes, etc. Aujourd'hui, j'ai appris par la radio gouvernementale allemande (de Nauen) la scission dans votre parti : bien que la source soit impure, elle dit vrai sans doute en cette occurrence, car les lettres de nos amis d'Allemagne évoquent la possibilité d'une scission.

Toutefois, je ne crois pas cette radio quand elle affirme que vous avez *exclu* du parti à 25 voix contre 18 une minorité qui aurait plus tard créé son propre parti. Je ne sais que peu de choses sur ce groupe oppositionnel qui s'est séparé de vous, je n'ai vu que quelques numéros de la *Rote Fahne* * de Berlin. Mon impression est que ce sont des agitateurs de talent, inexpérimentés, jeunes, dans le genre de nos « communistes de gauche » (en ce qui concerne leur inexpérience et leur jeunesse) de 1918. Puisque vous êtes d'accord *sur l'essentiel* (pour le pouvoir des Soviets contre le parlementarisme bourgeois), je pense que l'union est possible

* Le Drapeau Rouge. (*N.R.*)

et nécessaire, de même qu'est nécessaire la scission avec les kautskistes. Si la scission s'est avérée inévitable, tâchez de ne pas l'attiser, il faut faire appel à l'arbitrage du Comité exécutif de la IIIe Internationale, forcer les « gauches » à formuler leurs divergences dans des thèses et dans une brochure. Du point de vue international, la restauration de l'unité du Parti communiste d'Allemagne est à la fois possible et nécessaire. Je serais extrêmement heureux de recevoir de vous un mot à ce sujet. Je joins aussi une lettre aux dissidents ; j'espère que vous la leur remettrez en même temps que vous publierez mon article qui reconnaît pleinement la justesse de votre position, article écrit *avant* d'avoir appris la scission.

Je vous serre chaleureusement la main et vous souhaite ardemment de réussir dans votre difficile besogne. Dans le monde entier, le mouvement communiste grandit de façon remarquable — plus lentement toutefois qu'on ne le voudrait —, mais il est large, puissant, profond et invincible. Comme en Russie, le stade de la domination des « menchéviks et socialistes-révolutionnaires » (« IIe Internationale ») se dessine. Après cette domination viendra celle des communistes et la victoire de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets.

Salutations communistes.

N. Lénine

Publié pour la première fois en 1932

Conforme au manuscrit

AUX CAMARADES COMMUNISTES QUI, AYANT ADHÉRÉ AU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND COMMUN, SE SONT CONSTITUÉS A PRÉSENT EN UN NOUVEAU PARTI

28.X.1919.

Chers camarades,

C'est aujourd'hui seulement qu'un bref radiotélégramme du gouvernement allemand (de Nauen) m'a appris la scission. Mon article : « Salut aux communistes français, italiens et allemands » avait été écrit avant la nouvelle de la scission.

Je m'étais efforcé, dans cet article, d'apprécier du point de vue du communisme international votre position, dans la mesure où les numéros isolés de la *Rote Fahne* de Berlin m'ont permis de la connaître. Ma conviction est que les communistes, d'accord sur l'essentiel — la lutte pour la dictature du prolétariat et pour le pouvoir des Soviets, irréductiblement hostiles aux scheidemaniens et aux kautskistes de toutes les nations —, pourraient et devraient agir dans l'unité. Les divergences sur les questions de second plan peuvent à mon avis disparaître et disparaîtront inévitablement : la logique de la lutte commune contre l'ennemi vraiment redoutable, contre la bourgeoisie, contre ses valets avoués (scheidemaniens) et cachés (kautskistes) amènera ce résultat.

Je ne fais pas partie du Comité exécutif de la IIIe Internationale, mais je pense qu'il offrira ses services aux communistes allemands pour rétablir l'unité du communisme allemand. Il n'est pas étonnant que les persécutions

féroces qui ont mis le parti dans l'illégalité aient rendu difficile son travail, le juste échange d'idées et la mise au point d'une tactique commune. Un examen attentif des désaccords, l'échange d'opinions à l'échelle internationale pourraient aider la cause du communisme allemand, favoriser l'union de ses forces.

Je serais très heureux que nous réussissions à confronter nos opinions à ce sujet.

Salutations communistes.

N. Lénine

Document inédit, conforme au manuscrit

AU CAMARADE SERRATI ET AUX COMMUNISTES ITALIENS EN GÉNÉRAL

28.X.1919.

Cher ami,

Les nouvelles qui nous parviennent d'Italie sont extrêmement rares. C'est seulement dans les journaux étrangers (non communistes) que nous avons appris la tenue du congrès de votre parti à Bologne et l'éclatante victoire du communisme. Du fond du cœur, je vous salue, ainsi que tous les communistes italiens, et je vous souhaite les plus grands succès. L'exemple du parti italien aura une énorme importance pour le monde entier. En particulier, la résolution de votre congrès sur la participation aux élections du parlement bourgeois est, à mon avis, tout à fait juste et, je l'espère, elle aidera à réaliser l'unité du Parti communiste allemand qui vient d'opérer une scission pour cette raison.

Il est certain que les opportunistes avoués ou cachés, si nombreux dans le parti italien parmi les parlementaires, s'efforceront de tourner les décisions du congrès de Bologne, de les réduire à néant. La lutte contre ces tendances est loin d'être finie. Mais la victoire de Bologne facilitera les victoires futures.

De lourdes tâches incombent au prolétariat italien en raison de la situation internationale de l'Italie. Il se peut que l'Angleterre et la France, avec la participation de la bourgeoisie italienne, s'efforcent de provoquer un soulèvement prématuré du prolétariat italien afin de l'écraser plus facilement. Mais cette provocation ne leur réussira pas. Le brillant travail des communistes italiens est le

gage qu'ils réussiront avec le même succès à conquérir tout le prolétariat industriel et *tout* le prolétariat *rural*, plus la petite paysannerie ; dès lors, la conjoncture internationale étant bien choisie, la victoire de la dictature du prolétariat en Italie sera bien solide. C'est ce que garantissent aussi les succès des communistes en France, en Angleterre et dans le monde entier.

Salutations communistes.

N. Lénine

Conforme au manuscrit

Publié en italien le 6 décembre 1919 dans « Avanti ! » (Rome) n° 332.
Publié pour la première fois en russe en 1932

DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Rédigé en septembre-octobre 1919.
Publié pour la première fois en 1925

Conforme au manuscrit

Pour être traitée en brochure la question est divisée en 4 grandes sections :

A)) La dictature du prolétariat en tant que formes nouvelles de la lutte de classe du prolétariat (en d'autres termes, phase nouvelle de cette lutte comportant des tâches nouvelles).

B)) La dictature du prolétariat en tant que destruction de la démocratie bourgeoise et création de la démocratie prolétarienne.

C)) La dictature du prolétariat et les traits particuliers de l'impérialisme (ou de la phase impérialiste du capitalisme).

D)) La dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets.

Plan de l'exposé de ces 4 sections :

I. (A) LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EN TANT QUE FORMES NOUVELLES DE LA LUTTE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT

1. La raison fondamentale pour laquelle les « socialistes » n'ont pas compris la dictature du prolétariat, c'est qu'ils ne poussent pas jusqu'au bout l'idée de la lutte de classes (cf. Marx 1852) [22].

La dictature du prolétariat est la *continuation* de la lutte de classe du prolétariat sous des formes *nouvelles*. C'est là l'essentiel, et c'est ce qu'ils ne comprennent pas.

Le prolétariat, en tant que classe *distincte, continue* seul sa lutte de classe.

2. L'Etat n'est que *l'instrument* du prolétariat dans sa lutte de classe. Une sorte de *trique, rien de plus* * !

Vieux préjugés relatifs à l'Etat (cf. *l'Etat et la Révolution*). Les nouvelles formes de l'Etat=sujet de la section *B* ; ici, rien qu'un *aperçu préalable.*

3. Les formes de la lutte de classe du prolétariat, sous sa dictature, ne peuvent être les mêmes qu'auparavant. *Cinq* nouvelles (principales) tâches et *respective* ** cinq nouvelles formes :

4. ((1)) *Briser la résistance des exploiteurs.* Les opportunistes et les « socialistes » oublient complètement cette tâche (et ce contenu) de *l'époque.*

De là :

(α α) L'acharnement particulier (poussé au plus haut point) de la lutte de classes

(β β) Les formes nouvelles de la résistance, correspondant au capitalisme et à

La résistance des exploiteurs commence *avant* qu'ils aient été renversés et *s'exacerbe* après, de *deux* côtés. Lutter *jusqu'au bout* ou « s'en

* En français dans le texte. (*N.R.*)
** Respectivement. (*N.R.*)

son stade suprême (conspirations + sabotage + action exercée sur la petite bourgeoisie, etc., etc.,) et en particulier

5. ((2)) (γ γ) *La guerre civile.*

Révolution en général et guerre civile (1649, 1793). Cf. *K. Kautsky* 1902 dans la *Révolution sociale.*

La guerre civile à l'époque des relations internationales du capitalisme.

Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. (Ignorance et vile lâcheté des « socialistes ».)

Cf. Marx 1870 [23] : apprendra au prolétariat à se servir des armes. *L'époque* de 1871-1914 et *l'époque* des guerres civiles.

La guerre civile et « l'anéantissement » du parti (K. Kautsky).

Terreur et guerre civile

{ α) Russie, *Hongrie, Finlande, Allemagne.*
β) Suisse et Amérique.

+Conjonction inévitable de la guerre civile avec les guerres révolutionnaires (cf. programme du P.C.R.).

6. ((3)) « *Neutralisation* » *de la petite bourgeoisie, surtout de la paysannerie.*

Le *Manifeste communiste* (elle est réactionnaire et révolutionnaire « dans la mesure où » [24].

K. Kautsky dans *Agrarfrage* *, neutralisation — même idée *verballhornt* **.

« Classe dominante ». Domination exclut « liberté et égalité ».

« Mener », « guider », « entraîner », contenu de classe de ces notions.

tirer par des bavardages » (Kautsky, la petite bourgeoisie, les « socialistes »).

* La question agraire (*N.R.*)
** Aggravée par une correction. (*N.R.*)

« Neutraliser », c'est dans la
pratique réprimer par la force (Engels 1895)
exemple la persuasion, etc., etc.,
entraîner+faire cesser « dans la mesure où ».

NB Le paysan et l'ouvrier. Le paysan en tant que travailleur et le paysan en tant qu'exploiteur (spéculateur, propriétaire). « Dans la mesure où ». Hésitation en cours de lutte. *Expérience* de la lutte.

« Une seule masse réactionnaire » : Engels 1875 le rapporte à la *Commune* [25].

7. ((4)) « *Utilisation* » *de la bourgeoisie.*

Les « spécialistes ». Ne pas se borner à briser la résistance, à « neutraliser », mais les mettre au travail, les contraindre à servir le prolétariat.

Cf. Le programme du P.C.R. Les « spécialistes militaires ».

8. ((5)) *Formation d'une discipline nouvelle.*

(α) La dictature du prolétariat et les syndicats.

(β) Primes et salaire aux pièces.

(γ) L'épuration du parti et son rôle.

(δ) Les « samedis communistes ».

II. (B) LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EN TANT QUE DESTRUCTION DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE ET CRÉATION DE LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE

9. Dictature et démocratie, notions « générales » (« pures » selon K. Kautsky).

La dictature, négation de la démocratie. Pour qui ?

Le point de vue démocratique abstrait (petit-bourgeois) et le marxisme (lutte de classes).

Définition. Violence (Engels).

Etat et « liberté » (cf. Engels 1875) [26].

10. « Liberté »=liberté du possesseur de marchandises.

Liberté réelle des ouvriers salariés ; des paysans.

Liberté des exploiteurs.

Liberté pour qui ?
» par rapport à qui ?
» à quoi ?
» en quoi ?

11. « Egalité ». Engels dans l'Anti-Dühring (préjugé, si en dehors de l'abolition des classes) [27].

Egalité de l'exploité et de l'exploiteur.
» de l'affamé et du repu.
» de l'ouvrier et du paysan.

Egalité de qui avec qui ? en quoi ?

Egalité des *possesseurs de marchandises.*

12. Décision de la majorité.
Ses conditions : égalité effective (culture)
liberté effective
Cf. presse, réunions, etc.
Tous égaux, *sans tenir compte* de l'argent, du capital, des terres...

13. Décision de la majorité. Son autre condition : « loyauté » dans la soumission.
Utopie du réformisme.
Maquillage du capitalisme.

Secouer d'abord le joug de l'argent, le pouvoir du capital, la propriété privée, ensuite, *longue croissance* de la « loyauté » sur *cette* base nouvelle.

14. Réalité de la République démocratique *bourgeoise*.
Engels et la liaison du gouvernement avec la Bourse et le *capital* [28].
Corruption
duperie
presse
réunions
parlement
habitude
pression exercée par le capital (opinion publique, etc.)

Egalité de pure forme, l'oppression bourgeoise, le joug du capital, l'esclavage salarié étant maintenus.

15. La guerre impérialiste de 1914-1918, « dernier mot » de la démocratie bourgeoise.
La « paix » de 1918-1919.
La politique extérieure.
L'armée et la marine.

16. Bureaucratie. Tribunaux. Militarisme.
Dictature de la bourgeoisie, dissimulée sous des formes parlementaires.

17. Décision de la majorité et *f o r c e* de la majorité. 51 % du « prolétariat ».

{influence impérialiste, situation de la petite bourgeoisie, etc., « semi-prolétariat ».} versus 20 %+40 1/2 % ?

18. Scrutin paisible et lutte de classes aggravée.
Conditions économiques et politiques de l'aggravation de la lutte des classes.

19. Réalité de la démocratie sous la démocratie *prolétarienne*.
Succès de la démocratie : congrès, réunions, presse, religion, situation des femmes, nations opprimées.

20. Tournant historique de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne.
« Transformation », « intégration » ou démolition de la première et naissance de la seconde ? = Révolution ou sans révolution ? Conquête du pouvoir politique

Décision « *de tous* » ? *en dépit* des hésitants et *en dehors* des exploiteurs.

Motivation du suffrage (ambiance bourgeoise).

[« Décider » d'abord, voter paisiblement ensuite ?
D'abord le développement de la lutte des classes.

Destruction de l'ambiance bourgeoise, de ses conditions réelles de motivation du suffrage.

par la classe nouvelle, renversement de la bourgeoisie ou compromis, accord des classes ?

III. (C) LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET LES TRAITS PARTICULIERS DE L'IMPÉRIALISME

21. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Résumé de mon livre.

Définition.

22. Colonies et pays dépendants.

Soulèvement du *prolétariat* contre la bourgeoisie de son propre pays+soulèvement des *peuples* des colonies et pays dépendants.

Guerres prolétariennes révolutionnaires et guerres nationales (cf. Programme du P.C.R.).

23. Mainmise de la « Société des Nations » sur le globe.

L'oppresseur « unique ». Concentration de la lutte.

Diversité des étapes.

24. Les couches embourgeoisées du prolétariat.

1852-1892, Engels et Marx [29].

1872, Marx et les chefs du trade-unionisme anglais [30].

Labor lieutenants of the capitalist class *.

Le social-chauvinisme.

Deux « courants » principaux : les vendus et les philistins.

* Auxiliaires ouvriers de la classe capitaliste. (*N.R.*)

La scission 1915-1917 le « centre »
1917-1919 (cf. Programme du P.C.R.)

Vorwärts (« Radikalisierung der englischen Arbeiter»)... « eine gewisse Grösse »* des bolchéviks.
*Wiener «Arbeiter Zeitung*** n°180 (2.VII.1919). Friedrich Adler dans son rapport. ΣΣΣ*** Sophismes d'un traître.

25. Deux *Internationales*. Dictature des éléments révolutinnaires de la classe.
Un pays et le monde entier.

IV. (D) LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET LE POUVOIR DES SOVIETS

26. Origine des Soviets. 1905 et 1917.
27. Traits particuliers de la Russie.
Kautsky : « Les Slaves et la révolution ».

28. Les Soviets et «la politique d'entente».
III-X-1917.
Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires.

29. Ignorance et stupidité des *chefs* de la IIe Internationale. *Nil***** sur

{ 1894 (Strouvé et 1899 (Bernstein) Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires (1917) — 1918 — 1919 — 1920 ——— (en Europe). }

---

* (« Radicalisation des ouvriers anglais »)... une certaine grandeur. (*N.R.*)
** Journal Ouvrier de Vienne. (*N. R.*)
*** Summa summarum — Bilan général. (*N.R.*)
**** Rien. (*N.R.*)

les Soviets. Kautsky dans la brochure *August 1918*.

Des Soviets pour la lutte, *mais non* pour le pouvoir d'Etat ! !

30. En d'autres termes, la *masse prolétarienne* : l'instinct de classe !

31. Marche triomphale de l'idée des Soviets à travers le monde.

La forme de la dictature du prolétariat est découverte (par le mouvement de masse du prolétariat) ! !

La IIIe Internationale.

Victoire directe et indirecte (inclusion dans la Constitution allemande) de l'idée des Soviets.

L'idée s'est emparée des masses.

32. La Constitution soviétique de la R.S.F.S.R.

Son § 23 [31] *N. B.*

1793-1794 versus 1917-1919.

Première page du manuscrit de Lénine: « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat ». 30 octobre 1919.
Réduction

L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE A L'ÉPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

A l'occasion du deuxième anniversaire du pouvoir soviétique je me proposais d'écrire une petite brochure sur le sujet indiqué dans le titre. Mais la bousculade du travail quotidien m'a jusqu'à présent empêché d'aller au-delà d'une préparation préliminaire des différentes parties. Aussi, ai-je résolu d'essayer de donner un bref et sommaire exposé des idées, les plus substantielles à mon sens, sur cette question. Evidemment, le caractère succinct de mon exposé comporte bien des inconvénients et des désavantages. Mais pour un petit article de revue, le modeste but que je me propose sera peut-être réalisable, à savoir : poser le problème et fournir le canevas afin que les communistes des différents pays puissent en discuter.

1

En théorie, il est hors de doute qu'une certaine période de transition se situe entre le capitalisme et le communisme. Elle doit forcément réunir les traits ou particularités propres à ces deux structures économiques de la société. Cette période transitoire ne peut manquer d'être une phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme ou, en d'autres termes : entre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore très faible.

Non seulement pour un marxiste, mais pour tout homme cultivé connaissant de façon ou d'autre la théorie du développement, la nécessité de toute une phase historique qui

se distingue par les traits propres à la période de transition doit être évidente d'elle-même. Néanmoins, tous les raisonnements sur le passage au socialisme, que nous entendons énoncer par les représentants actuels de la démocratie petite-bourgeoise (tels sont, en dépit de leur étiquette pseudo-socialiste, tous les représentants de la IIe Internationale, y compris des hommes comme MacDonald et Jean Longuet, Kautsky et Friedrich Adler), se distinguent par un oubli total de cette vérité évidente. Le propre des démocrates petits-bourgeois, c'est leur répugnance pour la lutte de classes, leur rêve de pouvoir s'en passer, leur tendance à aplanir et à réconcilier, à arrondir les angles aigus. Voilà pourquoi ces démocrates ou bien refusent net de reconnaître l'existence de toute une phase historique de transition du capitalisme au communisme, ou bien ils considèrent que leur tâche est d'imaginer des plans de réconciliation des deux forces combattantes, au lieu de diriger la lutte de l'une d'entre elles.

2

En Russie, la dictature du prolétariat doit inévitablement comporter certaines particularités par rapport aux pays avancés, en raison du retard très sensible et de la prédominance petite-bourgeoise dans notre pays. Mais les forces essentielles — et les formes essentielles de l'économie sociale — en Russie sont les mêmes que dans n'importe quel pays capitaliste, de sorte que ces particularités ne peuvent se rapporter qu'à ce qui n'est pas le principal.

Ces formes essentielles de l'économie sociale sont : le capitalisme, la petite production marchande, le communisme. Ces forces essentielles sont : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (en particulier la paysannerie), le prolétariat.

Le système économique de la Russie, à l'époque de la dictature du prolétariat, c'est la lutte que mène à ses premiers pas le travail uni selon le principe communiste, dans le cadre d'un immense Etat, contre la petite production marchande et contre le capitalisme qui se maintient et qui renaît sur la base de cette production.

Le travail est uni en Russie selon le principe communiste dans la mesure où, premièrement, la propriété privée des

moyens de production est abolie, et deuxièmement, dans la mesure où le pouvoir de l'Etat prolétarien organise à l'échelle nationale la grande production sur les terres et dans les entreprises appartenant à l'Etat, répartit la main-d'œuvre entre les diverses branches de l'économie et les entreprises, répartit entre les travailleurs la masse des produits de consommation appartenant à l'Etat.

Nous parlons des « premiers pas » du communisme en Russie (comme le dit aussi le programme de notre parti adopté en mars 1919), car toutes ces conditions n'ont été réalisées chez nous que partiellement, ou autrement dit : la réalisation de ces conditions n'en est encore qu'à son premier stade. D'emblée, d'un seul coup révolutionnaire a été fait ce qui'il était possible de faire en général d'un seul coup : par exemple, dès le premier jour de la dictature du prolétariat, le 26 octobre 1917 (8 novembre 1917), la propriété privée du sol a été abolie, sans indemnisation des gros possédants ; les grands propriétaires fonciers ont été expropriés. En quelques mois ont été expropriés, également sans indemnisation, presque tous les gros capitalistes, les propriétaires de fabriques, d'usines, de sociétés anonymes, de banques, de chemins de fer, etc. L'organisation de la grande production industrielle par l'Etat, le passage du « contrôle ouvrier » à la « gestion ouvrière » des fabriques, usines, chemins de fer, tout cela a déjà été réalisé dans ses grandes et principales lignes. Mais pour l'agriculture, cela ne fait que commencer (« exploitations soviétiques », grosses exploitations organisées par l'Etat ouvrier sur la terre appartenant à l'Etat). De même, on vient à peine de procéder à la mise en place des différentes formes d'associations de petits cultivateurs, pour permettre la transition de la petite agriculture marchande à l'agriculture communiste *. Il faut en dire autant de l'organisation par l'Etat de la répartition des produits visant à remplacer le commerce privé, c'est-à-dire du stockage et de la livraison par l'Etat

* Le nombre des « exploitations soviétiques » et des « communes agricoles » en Russie soviétique s'établit à peu près, respectivement, à 3 536 et 1 961 ; le nombre des artels agricoles, à 3 696. Notre Direction centrale de la statistique procède actuellement à un recensement rigoureux de toutes les exploitations soviétiques et communes. Les premiers résultats seront connus en novembre 1919.

du blé dans les villes, des produits industriels dans les campagnes. Nous reproduisons plus loin les statistiques s'y rapportant.

L'économie paysanne reste une petite production marchande. Il y a là une base extrêmement large, aux racines très profondes et très solides pour le capitalisme. Sur cette base le capitalisme se maintient et renaît, dans une lutte des plus acharnées contre le communisme. Les formes de cette lutte sont : l'activité des petits trafiquants et la spéculation contre le stockage du blé par l'Etat (de même que des autres produits) ; en général, contre la répartition des produits par l'Etat.

3

Pour illustrer ces thèses théoriques abstraites, nous citerons des chiffres concrets.

Le stockage du blé par l'Etat en Russie, selon le Commissariat du Peuple au Ravitaillement, a donné, du 1er août 1917 au 1er août 1918, près de 30 millions de pouds. L'année d'après, 110 millions de pouds environ. Durant les trois premiers mois de la campagne suivante (1919-1920), le chiffre atteindra environ 45 millions de pouds contre 37 millions pour les mêmes mois (août-octobre) en 1918.

Ces chiffres témoignent nettement d'une amélioration lente mais continue, dans le sens de la victoire du communisme sur le capitalisme. Progrès réalisés en dépit des difficultés inouïes, causées par la guerre civile que fomentent les capitalistes russes et étrangers et que les plus grandes puissances du monde mènent en tendant toutes leurs forces.

Aussi, en dépit des mensonges et calomnies des bourgeois de tous les pays et de leurs auxiliaires avoués ou cachés (les « socialistes » de la IIe Internationale), une chose reste indubitable : au point de vue du problème économique fondamental de la dictature du prolétariat, la victoire du communisme sur le capitalisme est assurée dans notre pays. Si la bourgeoisie du monde entier se déchaîne, écume de rage contre le bolchévisme, si elle fomente invasions militaires, complots, etc., contre les bolchéviks, c'est qu'elle comprend à merveille que notre victoire est inévitable dans la refonte de l'économie sociale, à moins que nous ne

soyons écrasés par la force militaire. Mais elle ne parvient pas à nous écraser ainsi.

Dans quelle mesure exactement avons-nous déjà vaincu le capitalisme dans le bref délai qui nous était imparti, et malgré les difficultés sans nom dans lesquelles nous avons dû agir, c'est ce que montrent les chiffres récapitulatifs ci-après. La Direction centrale de la statistique vient de préparer, aux fins de publication, des données sur la production et la consommation du blé, non pour toute la Russie soviétique, mais pour vingt-six de ses provinces.

Voici ces chiffres:

26 provinces de la Russie soviétique	Population (en millions d'hommes)	Production de blé (sans semences et fourrages) (en millions de pouds)	Blé livré (en millions de pouds)		Quantité totale du blé dont disposait la population (en millions de pouds)	Consommation du blé par habitant (en pouds)
			par le Commissariat au Ravitaillement	par les petits trafiquants		
Provinces productrices	Villes 4,4	—	20,9	20,6	41,5	9,5
	Villages 28,6	625,4	—	—	481,8	16,9
Provinces consommatrices	Villes 5,9	—	20,0	20,0	40,0	6,8
	Villages 13,8	114,0	12,1	27,8	151,4	11,0
TOTAL (26 provinces)	52,7	739,4	53,0	68,4	714,7	13,6

Ainsi, le Commissariat au Ravitaillement fournit à peu près la moitié du blé aux villes ; l'autre moitié est livrée par les petits trafiquants. Une enquête scrupuleuse sur l'alimentation des ouvriers des villes, en 1918, a donné cette même proportion. Ajoutons que l'ouvrier paye *neuf fois moins* cher le blé fourni par l'Etat que celui des petits trafiquants. Le prix spéculatif du blé est de *dix fois* supérieur à celui pratiqué par l'Etat. Tel est le résultat fourni par l'étude exacte des budgets ouvriers.

4

Les chiffres ci-dessus, à les examiner de près, illustrent exactement tous les traits principaux de l'économie actuelle de la Russie.

Les travailleurs sont délivrés de leurs oppresseurs et de leurs exploiteurs séculaires, les propriétaires fonciers et les capitalistes. Ce pas en avant de la liberté véritable et de la véritable égalité, sans précédent dans le monde par sa grandeur, son envergure et sa rapidité, n'est pas pris en considération par les partisans de la bourgeoisie (y compris les démocrates petits-bourgeois), qui parlent de la liberté et de l'égalité dans le sens de la démocratie bourgeoise parlementaire, en la taxant faussement de « démocratie » en général ou de « démocratie pure » (Kautsky).

Les travailleurs, eux, font état justement de l'égalité véritable, de la véritable liberté (affranchissement du joug des propriétaires fonciers et des capitalistes) ; et c'est pourquoi ils s'affirment si résolument pour le pouvoir des Soviets.

En ce pays de petite agriculture, ce sont les paysans en général qui ont gagné les premiers, gagné le plus, du premier coup, grâce à la dictature du prolétariat. En Russie le paysan souffrait de la faim sous le règne des propriétaires fonciers et des capitalistes. Au cours des longs siècles de notre histoire, le paysan n'avait jamais pu travailler pour son compte : il souffrait de la faim, tout en livrant des centaines de millions de pouds de blé aux capitalistes, dans les villes et à l'étranger. *Pour la première fois*, sous la dictature du prolétariat, le paysan travaille pour son compte et *se nourrit mieux que le citadin*. Pour la première fois le paysan a vu la liberté dans les faits : libre de manger son pain, libéré de la faim. L'égalité, on le sait, a été la plus grande possible dans la répartition de la terre : dans l'immense majorité des cas les paysans partagent la terre « selon le nombre des bouches à nourrir ».

Le socialisme, c'est l'abolition des classes.

Pour supprimer les classes il faut, premièrement, renverser les propriétaires fonciers et les capitalistes. Cette partie de la tâche, nous l'avons accomplie, mais ce n'est qu'une partie, et *non* la plus difficile. Pour supprimer les classes il faut, deuxièmement, supprimer la différence entre l'ou-

vrier et le paysan, faire de *tous des travailleurs*. Cela ne peut se faire d'un seul coup. C'est une tâche infiniment plus difficile et, forcément, une tâche de longue haleine. On ne peut la réaliser en renversant une classe. On ne peut la réaliser qu'en réorganisant toute l'économie sociale, qu'en passant de la petite économie marchande, individuelle, isolée, à la grosse économie collective. Cette transition est nécessairement très longue. On ne peut que la retarder et la compliquer avec des mesures législatives ou administratives précipitées et imprudentes. On ne peut l'accélérer qu'en fournissant au paysan une aide succeptible d'améliorer dans de vastes proportions toute la technique agricole et de la réformer de fond en comble.

Pour réaliser la seconde partie de la tâche, la plus difficile, le prolétariat, victorieux de la bourgeoisie, doit suivre sans dévier la ligne fondamentale suivante dans sa politique à l'égard de la paysannerie : le prolétariat doit distinguer, délimiter le paysan travailleur du paysan propriétaire, le paysan travailleur du paysan mercantile, le paysan laborieux du paysan spéculateur.

C'est dans cette délimitation que réside *tout l'essentiel* du socialisme.

Et il n'est pas étonnant que les socialistes en paroles mais démocrates petits-bourgeois en fait (les Martov et Tchernov, Kautsky et consorts) ne comprennent pas ce caractère essentiel du socialisme.

La délimitation indiquée ici est très malaisée à établir car, dans la réalité vivante, toutes les particularités du « paysan », si variées, si contradictoires soient-elles, se fondent en un tout. La délimitation est toutefois possible ; elle est non seulement possible, mais elle découle nécessairement des conditions de l'économie et de la vie paysannes. Le paysan travailleur a été opprimé au long des siècles par les propriétaires fonciers, les capitalistes, les mercantis, les spéculateurs et *leur* Etat, y compris les républiques bourgeoises les plus démocratiques. Le paysan travailleur a voué au long des siècles sa haine et son hostilité à ces oppresseurs et ces exploiteurs ; et cette « tradition » cultivée par la vie *oblige* le paysan à rechercher l'alliance avec l'ouvrier contre le capitaliste, contre le spéculateur, contre le mercanti. Mais en même temps, la situation économique, la situation

de l'économie marchande, fait nécessairement du paysan (pas toujours, mais dans l'immense majorité des cas) un mercanti et un spéculateur.

Les statistiques ci-dessus montrent nettement la différence entre le paysan travailleur et le paysan spéculateur. Le paysan qui, en 1918-1919, a livré aux ouvriers affamés des villes 40 millions de pouds de blé à des prix fermes, aux prix de l'Etat, qui les a livrés aux organismes de l'Etat malgré toutes les insuffisances de ces organismes, dont le gouvernement ouvrier se rend parfaitement compte, mais qu'on ne peut éliminer dans la première période de transition au socialisme, ce paysan-là est un paysan travailleur, un camarade, l'égal de l'ouvrier socialiste, son plus sûr allié, son frère dans la lutte contre le joug du capital. Mais le paysan qui a vendu en cachette 40 millions de pouds de blé dix fois plus cher que le prix de l'Etat, en exploitant la misère et la famine de l'ouvrier des villes, en trompant l'Etat, en accentuant et engendrant partout la duperie, le pillage, les fraudes, ce paysan-là est un spéculateur, l'allié du capitaliste, l'ennemi de classe de l'ouvrier, c'est un exploiteur. Car posséder des excédents de blé récoltés sur la terre appartenant à l'Etat, au moyen d'instruments dont la fabrication a absorbé de toute façon le labeur non seulement du paysan, mais aussi de l'ouvrier, etc., posséder des excédents de blé et spéculer, c'est être l'exploiteur de l'ouvrier affamé.

Vous violez la liberté, l'égalité, la démocratie, nous crie-t-on de toutes parts, en évoquant l'inégalité de l'ouvrier et du paysan dans notre Constitution, la dissolution de la Constituante, la réquisition des excédents de blé, etc. Nous répondons : il n'y a jamais eu d'Etat au monde qui se soit tant attaché à supprimer l'inégalité de fait, la non-liberté de fait, dont le paysan laborieux a souffert durant des siècles. Mais nous ne reconnaîtrons jamais l'égalité avec le paysan spéculateur, comme nous ne reconnaîtrons pas l'« égalité » de l'exploiteur avec l'exploité, du rassasié avec l'affamé, la « liberté » du premier de piller de second. Et nous traiterons les gens cultivés qui ne veulent pas comprendre cette différence comme nous avons traité les gardes blancs, même si ces gens se prétendent démocrates, socialistes, internationalistes, Kautsky, Tchernov, Martov.

5

Le socialisme, c'est la suppression des classes. La dictature du prolétariat a fait pour cela tout ce qu'elle pouvait. Mais il est impossible de supprimer les classes d'un seul coup.

Les classes *demeurent* et *demeureront* à l'époque de la dictature du prolétariat. La dictature deviendra inutile lorsque les classes auront disparu. Elles ne disparaîtront pas sans la dictature du prolétariat.

Les classes demeurent, mais *chacune* d'elles s'est modifiée à l'époque de la dictature du prolétariat ; leurs rapports se sont également modifiés. La lutte de classes ne disparaît pas sous la dictature du prolétariat, elle revêt simplement d'autres formes.

En régime capitaliste, le prolétariat était une classe opprimée, privée de toute propriété des moyens de production, la seule classe qui fût directement et entièrement opposée à la bourgeoisie et, par conséquent, la seule capable d'être révolutionnaire jusqu'au bout. Après avoir renversé la bourgeoisie et conquis le pouvoir politique, le prolétariat est devenu la classe *dominante* : il détient le pouvoir d'Etat, il dispose des moyens de production déjà socialisés, il dirige les classes et les éléments hésitants, intermédiaires, il réprime la force de résistance accrue des exploiteurs. Telles sont les tâches *particulières* de la lutte de classes, tâches que le prolétariat ne posait pas et ne pouvait poser auparavant.

La classe des exploiteurs, des propriétaires fonciers et des capitalistes n'a pas disparu et ne peut disparaître d'emblée sous la dictature du prolétariat. Les exploiteurs ont été battus, mais non anéantis. Il leur reste une base internationale, le capital international, dont ils sont une succursale. Il leur reste en partie certains moyens de production ; il leur reste l'argent, il leur reste des relations très étendues dans la société. Leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite. L'« art » de gouverner l'Etat, l'armée, l'économie leur donne un grand, un très grand avantage, de sorte que leur rôle est infiniment plus important que leur part dans l'ensemble de la population. La lutte de classe des exploi-

teurs déchus contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat, est devenue incomparablement plus acharnée. Et il ne saurait en être autrement si l'on parle de révolution, si l'on ne substitue pas à cette notion les illusions réformistes (comme le font tous les hérauts de la IIe Internationale).

Enfin, la paysannerie, comme toute petite bourgeoisie en général, occupe aussi sous la dictature du prolétariat une position moyenne, intermédiaire : d'un côté, elle représente une masse assez considérable (immense dans la Russie arriérée) de travailleurs unis par l'intérêt commun qu'ont les travailleurs à s'affranchir des propriétaires fonciers et des capitalistes ; d'un autre côté, ce sont de petits exploitants isolés, propriétaires et commerçants. Cette situation économique provoque nécessairement des oscillations entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans la lutte exacerbée que se livrent ces derniers au moment où tous les rapports sociaux sont si brutalement bouleversés, compte tenu de l'attachement si profond parmi les paysans et les petits bourgeois en général à ce qui est ancien, routinier, immuable, il est tout naturel que nous observions fatalement parmi eux des migrations d'un camp à l'autre, des flottements, des revirements, de l'incertitude, etc.

La tâche du prolétariat à l'égard de cette classe, ou de ces éléments sociaux, est de les diriger, de lutter pour exercer son influence sur eux. Entraîner les hésitants, les instables, voilà ce que doit faire le prolétariat.

Si nous confrontons toutes les forces ou classes essentielles et leurs rapports modifiés par la dictature du prolétariat, nous verrons quelle absurdité théorique sans bornes, quelle stupidité est l'opinion petite-bourgeoise courante, selon laquelle on peut arriver au socialisme en passant « par la démocratie » en général, opinion que professent tous les représentants de la IIe Internationale. Le préjugé hérité de la bourgeoisie à propos du caractère absolu, en dehors des classes, de la « démocratie », telle est l'origine de cette erreur. En réalité, la démocratie elle aussi entre dans une phase absolument nouvelle sous la dictature du prolétariat ; et la lutte de classes gravit un échelon supérieur, en se soumettant toutes les formes possibles et imaginables.

Les lieux communs sur la liberté, l'égalité, la démocratie équivalent en fait à une aveugle réédition d'idées qui calquent les rapports de la production marchande. Vouloir résoudre au moyen de ces lieux communs les problèmes concrets de la dictature du prolétariat, c'est adopter sur toute la ligne la position théorique, de principe, de la bourgeoisie. Du point de vue du prolétariat, la question ne se pose qu'ainsi : la liberté de n'être pas opprimé par quelle classe ? L'égalité de quelle classe avec quelle autre ? La démocratie sur la base de la propriété privée ou sur la base de la lutte pour l'abolition de la propriété privée ? etc.

Dans son *Anti-Dühring*, Engels a depuis longtemps montré que la notion d'égalité calque des rapports de la production marchande, se transforme en préjugé, si l'on ne comprend pas l'égalité au sens de *suppression des classes* [32]. Cette vérité première sur la distinction entre la conception démocratique bourgeoise et la conception socialiste de l'égalité est constamment oubliée. Si on ne l'oublie pas, il devient évident que le prolétariat accomplit, en renversant la bourgeoisie, un pas décisif vers la suppression des classes et que, pour le parfaire, le prolétariat doit poursuivre sa lutte de classe en utilisant l'appareil du pouvoir d'Etat et en mettant en œuvre les divers procédés de lutte, d'influence, d'action vis-à-vis de la bourgeoisie renversée et de la petite bourgeoisie hésitante.

(A suivre) [33]

30.X.1919.

La « Pravda » n° 250,
7 novembre 1919.
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

SALUT AUX OUVRIERS DE PÉTROGRAD

En ce jour du deuxième anniversaire de la République soviétique, les ouvriers de Pétrograd méritent les premiers d'être salués. Au titre d'avant-garde des ouvriers et des soldats révolutionnaires, d'avant-garde des masses laborieuses de Russie et du monde entier, les ouvriers de Pétrograd ont les premiers renversé le pouvoir de la bourgeoisie et levé l'étendard de la révolution prolétarienne contre le capitalisme et l'impérialisme,

Depuis deux ans, les ouvriers et la paysannerie laborieuse de la République soviétique tiennent victorieusement cet étendard en dépit de toutes les difficultés, en dépit des affres de la faim, du froid, de la désorganisation économique, de la ruine. Deux années d'édification socialiste, malgré la haine féroce et la résistance de la bourgeoisie, malgré l'invasion militaire de l'impérialisme mondial, nous ont donné une riche expérience, nous ont permis de renforcer le pouvoir des Soviets.

La sympathie des ouvriers du monde entier nous est acquise. Lentement et difficilement, mais sans défaillance, la révolution prolétarienne mûrit dans tous les pays ; et la répression féroce lancée par la bourgeoisie ne fait qu'aggraver la lutte, que hâter la victoire du prolétariat.

Justement ces derniers jours, les réactionnaires impérialistes anglais avaient joué leur dernière carte sur la prise de Pétrograd. La bourgeoisie du monde entier, et en particulier de Russie, avait déjà un avant-goût de la victoire. Mais, en fait de victoire, ils ont essuyé une défaite devant Pétrograd.

Les armées de Ioudénitch sont vaincues et battent en retraite.

Camarades ouvriers, camarades soldats de l'Armée Rouge ! Tendez toutes vos forces ! Poursuivez à tout prix les armées en retraite, battez-les, ne leur laissez pas une heure, pas une minute de répit. Nous pouvons et nous devons aujourd'hui plus que jamais porter un grand coup pour achever l'ennemi.

Vive l'Armée Rouge qui triomphe des généraux tsaristes, des gardes blancs, des capitalistes ! Vive la République internationale des Soviets !

N. Lénine

5.XI.1919.

« Pétrogradskaïa Pravda » n° 255, 7 novembre 1919

Conforme au manuscrit

LE POUVOIR DES SOVIETS ET LA CONDITION DE LA FEMME

Le IIe deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets nous amène à jeter un coup d'œil d'ensemble sur ce qui a été réalisé au cours de ces deux années et à méditer sur l'importance et les buts de la révolution accomplie.

La bourgeoisie et ses partisans nous accusent de violer la démocratie. Nous affirmons que la révolution soviétique a donné une impulsion sans précédent au progrès de la démocratie en profondeur et en largeur ; la démocratie pour les travailleurs et les masses opprimées par le capitalisme, donc la démocratie pour l'immense majorité du peuple, donc la démocratie socialiste (pour les travailleurs), à la différence de la démocratie bourgeoise (pour les exploiteurs, les capitalistes, les riches).

Qui a raison ?

Réfléchir sérieusement à cette question et l'approfondir, c'est faire état de l'expérience de deux années et mieux se préparer à la faire progresser.

La condition de la femme montre de façon particulièrement concrète la différence entre la démocratie bourgeoise et la démocratie socialiste ; elle répond de façon particulièrement concrète à la question posée.

Dans une république bourgeoise (c'est-à-dire là où existe la propriété privée du sol, des fabriques, des usines, des actions, etc.), fût-elle la république la plus démocratique, la femme ne jouit de l'égalité complète *nulle part au monde, dans nul pays, même dans le plus avancé*. Et ceci bien que plus d'un siècle un quart se soit écoulé depuis la Grande révolution française (démocratique bourgeoise).

La démocratie bourgeoise promet en paroles l'égalité et la liberté. En fait, les femmes, la moitié du genre humain,

n'ont reçu nulle part, dans aucune république bourgeoise même la plus avancée, l'égalité juridique avec les hommes, nulle part elles n'ont été affranchies de la tutelle et du joug des hommes.

La démocratie bourgeoise est la démocratie des phrases pompeuses, des mots solennels, des promesses grandiloquentes, des belles devises *de liberté et d'égalité*. Toutes ces phrases dissimulent l'asservissement et l'inégalité de la femme, l'asservissement et l'inégalité des travailleurs et des exploités.

La démocratie soviétique ou socialiste fait litière des phrases pompeuses mais mensongères ; elle déclare une guerre implacable à l'hypocrisie des « démocrates », des grands propriétaires fonciers, des capitalistes, des paysans repus qui s'engraissent en vendant aux prix du marché noir leurs excédents de blé aux ouvriers affamés.

A bas cet ignoble mensonge ! Il ne peut y avoir, il n'y a et il n'y aura pas d'« égalité » entre les opprimés et les oppresseurs, les exploités et les exploiteurs. Il ne peut y avoir, il n'y a et il n'y aura pas de véritable « liberté » tant que la femme ne se sera pas libérée des privilèges que la loi accorde à l'homme, tant que l'ouvrier ne se sera pas libéré du joug du capital, tant que les paysans travailleurs ne se seront pas libérés du joug du capitaliste, du propriétaire foncier et du gros marchand.

Laissons les menteurs et les hypocrites, les imbéciles et les aveugles, les bourgeois et leurs partisans berner le peuple, en lui parlant de liberté en général, d'égalité en général, de démocratie en général.

Nous disons aux ouvriers et aux paysans : arrachez le masque à ces menteurs, ouvrez les yeux à ces aveugles. Demandez-leur :

— L'égalité de quel sexe avec quel autre sexe ?

— De quelle nation avec quelle autre nation ?

— *De quelle classe avec quelle autre classe ?*

— La liberté par rapport à quel joug ou au joug de quelle classe ? La liberté pour quelle classe ?

Qui parle de politique, de démocratie, de liberté, d'égalité, de socialisme, *sans soulever* ces questions, sans les mettre au premier plan, sans lutter contre les tentatives de les cacher, les dissimuler, les estomper, est le pire en-

nemi des travailleurs, un loup déguisé en mouton, le plus féroce adversaire des ouvriers et des paysans, le valet des grands propriétaires fonciers, des tsars, des capitalistes.

En deux ans, dans un des pays les plus arriérés de l'Europe, le pouvoir des Soviets a fait pour l'émancipation des femmes, pour leur égalité avec le sexe « fort », bien plus que n'ont pu faire en 130 ans toutes les républiques « démocratiques » évoluées et éclairées du monde.

L'instruction, la culture, la civilisation, la liberté, tous ces mots grandiloquents s'allient dans toutes les républiques bourgeoises, capitalistes, à des lois d'une bassesse sans nom, d'une saleté répugnante, d'une brutalité bestiale, qui consacrent l'inégalité de la femme, les lois sur le mariage et le divorce, l'inégalité des enfants naturels avec les « légitimes », les privilèges pour les hommes, l'humiliation et les offenses pour la femme.

Le joug du capital, l'oppression de la « sacro-sainte propriété privée », le despotisme de la stupidité petite-bourgeoise, de la cupidité du petit patron, voilà ce qui a empêché les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques, de toucher à ces viles et sordides lois.

La République soviétique, république des ouvriers et des paysans, a balayé ces lois d'une seule volée, en détruisant de fond en comble l'édifice des mensonges et de l'hypocrisie bourgeoise.

A bas ce mensonge ! A bas les menteurs qui parlent de liberté et d'égalité *pour tous*, alors qu'il y a encore un sexe opprimé, des classes qui oppriment, alors qu'existe encore la propriété privée du capital et des actions, alors qu'il y a encore des repus qui, par leurs excédents de blé, asservissent les pauvres. Non pas la liberté pour tous, ni l'égalité pour tous, mais la *lutte* contre les oppresseurs et les exploiteurs, la *suppression de toute possibilité* d'opprimer et d'exploiter. Tel est notre mot d'ordre !

Liberté et égalité pour le sexe opprimé !

Liberté et égalité pour l'ouvrier, pour le paysan laborieux !

Lutte contre les oppresseurs, lutte contre les capitalistes, lutte contre les koulaks-spéculateurs !

Tel est notre cri de guerre, telle est notre vérité prolétarienne, la vérité de la lutte contre le capital, vérité que

nous jetons à la face du monde capitaliste avec ses phrases doucereuses, hypocrites, ronflantes sur la liberté et l'égalité *en général*, sur la liberté et l'égalité *pour tous*.

C'est parce que nous avons arraché ce masque d'hypocrisie, c'est parce que nous instituons avec une énergie révolutionnaire la liberté et l'égalité pour les opprimés et les travailleurs contre les oppresseurs, contre les capitalistes, contre les koulaks, c'est précisément pour cela que le pouvoir des Soviets est devenu si cher aux ouvriers du monde entier.

Voilà pourquoi, en ce deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets, la sympathie des masses ouvrières, la sympathie des opprimés et des exploités nous est acquise dans tous les pays du monde.

Voilà pourquoi, en ce deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets, malgré la faim et le froid, malgré tous les maux que nous cause l'offensive des impérialistes contre la République soviétique de Russie, nous restons fermement convaincus de la justesse de notre cause, fermement convaincus de la victoire certaine du pouvoir soviétique mondial.

La « Pravda » n° 249, 6 novembre 1919.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

DEUX ANNÉES DE POUVOIR SOVIÉTIQUE

La majorité des lecteurs de *Bednota* [34] sont des paysans. Et en ce deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets, où j'adresse mon salut aux dizaines de millions de paysans travailleurs libérés du joug des propriétaires fonciers et des capitalistes, je voudrais dire quelques mots à propos de cette libération.

Le pouvoir soviétique, le pouvoir des travailleurs, qui a renversé le joug du capital, est aux prises en Russie avec des difficultés incroyables et sans précédent.

Les propriétaires fonciers et les capitalistes de Russie, puis ceux du monde entier, combattent avec une haine féroce le pouvoir soviétique dont ils redoutent l'exemple, craignant qu'il ne gagne à sa cause la sympathie et l'appui des ouvriers du monde entier.

Complots à l'intérieur du pays, subornation des Tchécoslovaques, débarquement de troupes étrangères en Sibérie, à Arkhangelsk, au Caucase, dans le Sud, devant Pétrograd, des centaines de millions de roubles gaspillés pour soutenir Koltchak, Dénikine, Ioudénitch et tant d'autres généraux du tsar: les capitalistes de tous les pays, qui ont gagné des millions et des milliards avec les fournitures de guerre, mettent tout en œuvre pour renverser le pouvoir des Soviets.

En pure perte. Le pouvoir soviétique tient bon, il vient à bout de ces difficultés incroyables et sans précédent, il surmonte les souffrances les plus atroces causées par la guerre, le blocus, la famine, la pénurie de marchandises, la détérioration des transports, la ruine de tout le pays.

Le pouvoir soviétique en Russie a déjà gagné à ses côtés les ouvriers du monde entier. Il n'est pas un seul pays

où l'on ne parle du bolchévisme et du pouvoir des Soviets.

Les capitalistes en parlent avec haine, en écumant de rage ; ils calomnient et mentent sans fin. Mais leur haine justement les trahit, et les ouvriers du monde entier dans leur grande masse tournent le dos à leurs anciens chefs et se rangent aux côtés du pouvoir des Soviets.

Accablé et martyrisé par la pression ennemie, le pouvoir soviétique n'en a pas moins vaincu le monde entier ; il l'a vaincu en ce sens qu'il a déjà gagné partout la sympathie des masses laborieuses.

La victoire du pouvoir des Soviets dans le monde entier est assurée. Ce n'est plus qu'une question de temps.

A quoi tient la fermeté du pouvoir des Soviets, malgré les plus dures épreuves, les affres de la faim et les difficultés causées par la guerre et la ruine ?

Au fait qu'il est le pouvoir des travailleurs eux-mêmes, le pouvoir de millions d'ouvriers et de paysans.

Les ouvriers sont au pouvoir. Les ouvriers aident les millions de paysans travailleurs.

Le pouvoir des Soviets a renversé les propriétaires fonciers et les capitalistes et il défend fermement le peuple contre leurs tentatives de restauration.

Le pouvoir des Soviets met tout en œuvre pour venir en aide aux paysans travailleurs, aux paysans pauvres et aux paysans moyens qui constituent la grande majorité du pays.

Le pouvoir des Soviets ne lâche pas la bride au koulak, au richard, au propriétaire, au spéculateur, à ceux qui veulent s'enrichir sans travailler, à ceux qui veulent faire fortune en exploitant la misère et la famine du peuple.

Le pouvoir des Soviets est *pour* les travailleurs, *contre* les spéculateurs, les propriétaires, les capitalistes, les gros agrariens.

C'est là que résident la force, la fermeté et l'invincibilité du pouvoir des Soviets dans le monde entier.

Des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans du monde entier ont subi le joug, les outrages et les pillages des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Le vieil État, les monarchies comme les républiques « démocratiques » (prétendument démocratiques) secondaient les exploiteurs, opprimaient les travailleurs.

Cela, des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans de tous les pays le savent, ils l'ont vu, l'ont éprouvé, l'ont connu et le connaissent encore.

La guerre impérialiste a duré plus de quatre ans, des dizaines de millions d'hommes ont été tués ou mutilés, et pour quoi ? Pour le partage du butin entre les capitalistes, pour les débouchés, pour le profit, pour les colonies, pour le pouvoir des banques.

Les forbans de l'impérialisme allemand ont été vaincus par les forbans de l'impérialisme anglo-français qui, maintenant, se démasquent chaque jour comme des brigands et des pillards, comme les oppresseurs des masses laborieuses ; ils s'enrichissent sur la misère du peuple, ils écrasent les peuples faibles.

Voilà pourquoi la sympathie des ouvriers et des paysans pour le pouvoir des Soviets grandit dans le monde entier.

Le dur et âpre combat contre le capital s'est engagé victorieusement en Russie. Il s'étend dans tous les pays.

Ce combat aboutira à la victoire de la République soviétique mondiale.

« Bednota » n° 478, 7 novembre 1919.
Signé : Lénine

Conforme au texte du journal

DEUX ANNÉES DE POUVOIR SOVIÉTIQUE

DISCOURS À L'ASSEMBLÉE COMMUNE
DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE,
DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES DE MOSCOU,
DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE
ET DES COMITÉS D'USINE, CONSACRÉE AU DEUXIÈME ANNIVERSAIRE
DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE
7 NOVEMBRE 1919

Camarades,

Il y a deux ans, tandis que la guerre impérialiste battait encore son plein, l'insurrection du prolétariat russe et la conquête par lui du pouvoir d'Etat apparaissaient à tous les partisans de la bourgeoisie en Russie, aux masses populaires et peut-être aussi à la majorité des ouvriers des autres pays, comme une entreprise audacieuse, mais sans lendemain. L'impérialisme mondial apparaissait alors une force si grande, si invincible, que les ouvriers d'un pays arriéré qui tentaient de s'insurger contre lui pouvaient être taxés de folie. Mais aujourd'hui, en jetant un coup d'œil rétrospectif sur les deux années écoulées, nous voyons que nos adversaires, eux aussi, commencent de plus en plus à nous donner raison. Nous voyons que l'impérialisme, que l'on considérait comme un colosse invincible, s'est révélé aux yeux de tous un colosse aux pieds d'argile, et que ces deux années de vie et de lutte marquent de plus en plus nettement la victoire du prolétariat russe, mais aussi celle du prolétariat international.

Camarades, dans notre première année de pouvoir, nous avons été témoins de la puissance de l'impérialisme allemand et victimes de la paix de brigandage et de spoliation qui nous a été imposée ; l'appel à la révolution que nous avons été seuls à lancer est resté sans écho, sans soutien. Et si notre première année de pouvoir fut notre première année

de lutte contre l'impérialisme, nous avons pu rapidement nous convaincre que la lutte des diverses fractions de ce gigantesque impérialisme mondial n'était pas autre chose que les soubresauts de l'agonie, et que l'impérialisme de l'Allemagne, comme l'impérialisme de la bourgeoisie anglo-française, y avait intérêt. Nous avons pu constater durant cette année que la lutte en question ne faisait qu'affermir, multiplier, renouveler nos forces et les diriger contre l'impérialisme tout entier. Et si nous avons créé cette situation au cours de la première année, nous nous sommes trouvés, au cours de la deuxième, face à face avec notre ennemi. L'an dernier déjà, les pessimistes se sont vivement attaqués à nous, disant que l'Angleterre, la France et l'Amérique étaient une force immense, gigantesque, qui terrasserait notre pays. Un an s'est écoulé, et vous voyez que si l'on peut appeler cette première année celle de la puissance de l'impérialisme international, la deuxième année sera celle de l'invasion de l'impérialisme anglo-américain et de notre victoire sur cette invasion, sur Koltchak et Ioudénitch, du début de notre victoire sur Dénikine.

Et nous savons parfaitement que toutes les forces armées lancées contre nous arrivaient d'une source bien déterminée. Nous savons que les impérialistes leur fournissaient tout leur équipement, toutes leurs armes ; nous savons qu'ils ont remis une partie de la flotte de guerre mondiale à nos ennemis, et que maintenant ils aident par tous les moyens à préparer aussi les forces dans le Sud de la Russie et à Arkhangelsk. Nous savons fort bien d'autre part que toutes ces forces en apparence invincibles et imposantes de l'impérialisme international sont peu sûres, elles ne sont pas redoutables pour nous ; elles sont pourries à l'intérieur, elles nous renforcent de jour en jour et ce renforcement nous permettra de vaincre l'ennemi extérieur et de pousser notre victoire jusqu'au bout. Je ne m'arrêterai pas là-dessus, ce sera au camarade Trotski de traiter ce sujet.

Il faut, me semble-t-il, essayer de tirer les enseignements d'ensemble de nos deux années d'héroïque édification.

Ce qui, à mon avis, est la leçon la plus importante à tirer des deux années d'édification de la république soviétique et qui, à mes yeux, prime tout le reste, c'est la construction du pouvoir ouvrier. Il me semble que nous

ne devons pas en l'occurrence nous borner aux faits isolés et concrets touchant le travail de tel ou tel commissariat, et que la plupart d'entre vous connaissent par leur propre expérience. Il me semble qu'il nous faut maintenant jeter un coup d'œil rétrospectif pour dégager de cette édification l'enseignement général que nous allons assimiler et porter plus avant dans les masses laborieuses. Cet enseignement, c'est que seule la participation des ouvriers à la gestion générale de l'Etat nous a permis de faire face à des difficultés aussi énormes et que nous n'arriverons à la victoire complète qu'en persévérant dans cette voie. Autre enseignement à tirer : il importe d'avoir une juste attitude envers la paysannerie, envers les millions de paysans, attitude qui nous a permis de surmonter toutes les difficultés et qui seule nous montre la voie à suivre pour aller de succès en succès.

Si vous songez au passé, aux premiers pas du pouvoir des Soviets, si vous songez à l'œuvre de construction de la république dans tous les domaines de l'administration, sans en excepter le domaine militaire, vous verrez qu'il y a deux ans, en octobre, le pouvoir de la classe ouvrière n'était qu'à ses débuts ; en réalité, l'appareil d'Etat n'était pas encore entre nos mains ; et vous conviendrez, en vous remémorant les deux années écoulées, que nous avons dû conquérir, pied à pied, dans chaque domaine — militaire, politique et économique — les positions indispensables à la création d'un véritable appareil d'Etat, en écartant de notre chemin ceux qui avant nous étaient encore à la tête des ouvriers et des masses laborieuses.

Il nous faut tout particulièrement comprendre l'évolution qui s'est produite pendant cette période, parce qu'elle suit les mêmes voies dans tous les pays du monde. Les ouvriers et les masses laborieuses ne font pas leurs premiers pas avec leurs vrais dirigeants ; maintenant, c'est le prolétariat lui-même qui prend en main la direction de l'Etat, le pouvoir politique ; nous voyons partout à sa tête des chefs qui s'attachent à anéantir les vieux préjugés de la démocratie petite-bourgeoise, préjugés dont les interprètes sont chez nous les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires et dans toute l'Europe, les représentants des gouvernements bourgeois. L'exception d'autre-

fois est désormais une règle générale. Et si en octobre, il y a deux ans, le gouvernement bourgeois de Russie — son alliance, sa coalition avec les représentants des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires — a été anéanti, nous savons qu'en organisant notre travail, nous avons dû ensuite remanier chaque branche de l'administration de manière que de véritables représentants, les ouvriers révolutionnaires, la véritable avant-garde du prolétariat, prennent en main l'organisation du pouvoir. C'était en octobre, il y a deux ans, à un moment où notre travail demandait une extrême tension ; nous savons cependant, et nous devons le dire, que ce travail n'est pas encore achevé. Nous n'avons pas oublié la résistance que nous a opposée l'ancien appareil d'Etat, les fonctionnaires qui ont essayé au début de refuser leur concours. Ce sabotage grossier a été vaincu en quelques semaines par le pouvoir prolétarien. Celui-ci a montré que ce refus n'était point fait pour l'impressionner ; et après que nous avons vaincu le sabotage, l'ennemi a eu recours à d'autres expédients.

Bien souvent on rencontrait des partisans de la bourgeoisie même à la tête des administrations ouvrières ; nous avons dû veiller à les confier entièrement à des ouvriers. Prenons, par exemple, l'époque où l'administration ferroviaire, où le prolétariat des chemins de fer était dirigé par des hommes qui le conduisaient dans la voie bourgeoise [35] et non prolétarienne. On sait que dans toutes les branches où il nous a été possible d'en finir avec la bourgeoisie nous l'avons fait ; mais à quel prix ! Dans chaque domaine nous avons conquis chaque pouce de terrain, nous avons promu des ouvriers, mis en avant nos hommes d'avant-garde qui avaient été à la dure école de l'organisation du pouvoir d'Etat. Il se peut que, vue du dehors, cette entreprise n'offre pas de grandes difficultés, mais en réalité, si on y réfléchit bien, on se rend compte au prix de quel effort les ouvriers, après avoir franchi toutes les étapes de la lutte, ont conquis leurs droits, comment ils ont organisé le travail, depuis le contrôle ouvrier jusqu'à la gestion ouvrière de l'industrie, ou bien, dans les chemins de fer, à partir du fameux Vikjel *, ils ont mis en place un appa-

* Comité exécutif du syndicat des cheminots de Russie. (*N. R.*)

reil apte au travail ; vous verrez les représentants de la classe ouvrière entrer peu à peu dans toutes nos organisations, dont ils améliorent le fonctionnement. Prenons, par exemple, les coopératives où nous comptons un nombre considérable de représentants ouvriers. Nous savons qu'autrefois elles étaient presque entièrement composées de représentants de la classe non ouvrière. Là encore, on trouvait des gens dont les opinions et les intérêts étaient ceux de la vieille société bourgeoise. A cet égard, les ouvriers ont dû beaucoup lutter pour s'emparer de la direction et soumettre les coopératives à leurs intérêts pour réaliser un travail plus fructueux.

Mais notre plus gros effort a été de refondre l'ancien appareil d'Etat ; bien que la tâche ait été difficile, nous voyons, depuis deux ans, les résultats du travail de la classe ouvrière, et nous pouvons dire que nous avons dans ce domaine des milliers de représentants ouvriers qui, dans le feu de la lutte, ont pu éliminer pas à pas les représentants du pouvoir bourgeois. Nous ne voyons pas seulement des ouvriers dans l'appareil d'Etat, nous en voyons dans les services du ravitaillement où il n'y avait naguère que des représentants de l'ancien gouvernement bourgeois, de l'ancien Etat bourgeois. Les ouvriers ont constitué les services du ravitaillement et si, il y a un an, nous ne pouvions pas encore tout à fait en assurer le fonctionnement, si, il y a un an, seuls 30% d'ouvriers y figuraient, à présent, à l'intérieur des services du ravitaillement nous pouvons compter jusqu'à 80% de représentants ouvriers. Ces chiffres simples et fort nets nous permettent d'exprimer le progrès accompli par le pays ; l'important pour nous, c'est d'avoir obtenu, après la révolution politique, de grands succès dans l'organisation du pouvoir prolétarien.

En outre, les ouvriers ont accompli et continuent d'accomplir une tâche importante : la formation de chefs prolétariens. Des dizaines et des centaines de milliers de courageux ouvriers, issus de notre milieu, sont lancés contre les généraux blancs. Pas à pas, nous arrachons le pouvoir à l'ennemi, et si auparavant les ouvriers ne connaissaient pas tout à fait cet art, nous conquérons maintenant peu à peu un domaine après l'autre sur l'ennemi. Le prolétariat

ne reculera devant aucune difficulté. Le prolétariat se rend progressivement maître de chaque domaine l'un après l'autre, en dépit de toutes les difficultés ; il attire les représentants des masses prolétariennes pour leur permettre dans toutes les branches, dans les moindres cellules, de la base au sommet, de se mettre à l'école de l'édification soviétique, de former eux-mêmes des dizaines et des centaines de milliers d'hommes capables de diriger à bon escient toutes les affaires publiques, toute l'édification de l'Etat.

Camarades, ces derniers temps offrent un brillant exemple des succès remportés dans notre travail. Nous savons quelle extension ont pris les samedis communistes parmi les ouvriers conscients. Nous connaissons les militants communistes les plus éprouvés par la faim et le froid, qui ne se rendent pas moins utiles à l'arrière que l'Armée Rouge au front; nous savons qu'au moment critique où l'ennemi marchait sur Pétrograd, tandis que Dénikine s'emparait d'Orel et que la bourgeoisie exaltée recourait à son ultime arme favorite : semer la panique, nous avons ouvert la semaine du parti. A un moment pareil les ouvriers communistes allaient aux ouvriers et aux travailleurs, à ceux qui ont le plus souffert des charges de la guerre impérialiste, de la faim et du froid, à ceux sur qui les fauteurs de panique bourgeois comptaient le plus, à ceux qui avaient connu les plus lourdes épreuves ; c'est à eux que nous sommes allés dire pendant la semaine du parti : « Vous redoutez les charges imposées par le pouvoir ouvrier, les menaces des impérialistes et des capitalistes ; vous voyez notre travail et nos difficultés ; nous vous appelons, et c'est à vous seuls, les représentants des travailleurs, que nous ouvrons toutes grandes les portes de notre parti. Aux moments difficiles, nous comptons sur vous et vous convions à rejoindre nos rangs pour assumer toutes les charges de l'édification de l'Etat. » Vous savez que ce moment a été terriblement dur, au point de vue matériel comme au point de vue de la politique extérieure et des victoires militaires de l'ennemi. Et vous savez par quels succès sans précédent, inattendus, invraisemblables s'est achevée cette semaine du parti dans la seule ville de Moscou, où nous avons enregistré plus de 14 000 adhésions. Tel est le bilan de cette

semaine du parti qui modifie et transforme totalement la classe ouvrière ; d'instrument inactif et apathique du pouvoir bourgeois, des exploiteurs et de l'Etat bourgeois, elle en fait, grâce à l'expérience du travail, de véritables artisans de la future société communiste. Nous savons qu'il existe des réserves dans la jeunesse ouvrière et paysanne, des dizaines et des centaines de milliers de jeunes qui ont vu et savent ce qu'était l'oppression de la société des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, qui ont vu les difficultés inouïes de notre œuvre constructive, observé l'héroïsme des premières promotions ouvrières de 1917 et 1918 et qui viennent à nous d'autant plus nombreux, avec d'autant plus d'abnégation que nos difficultés sont grandes. Ces réserves nous donnent la pleine assurance que nous sommes parvenus en deux ans à prendre solidement, profondément racine, et que nous disposons d'une source où nous pouvons longtemps encore puiser, dans de plus vastes proportions, afin que les représentants des travailleurs s'attellent eux-mêmes à l'édification de l'Etat. A cet égard, nous avons acquis en ces deux années une telle expérience en matière d'administration ouvrière dans tous les domaines, que nous pouvons dire ici hardiment et sans la moindre exagération qu'il ne reste plus qu'à continuer l'œuvre entreprise et notre cause progressera comme elle l'a fait en ces deux années, à une cadence de plus en plus accélérée.

Dans un autre domaine, celui des rapports entre la classe ouvrière et les paysans, nos difficultés ont été bien plus nombreuses. Il y a deux ans, en 1917, lorsque le pouvoir est passé aux Soviets, ces rapports étaient encore tout à fait confus. Les paysans s'étaient déjà, dans leur ensemble, tournés contre les propriétaires fonciers, avaient soutenu la classe ouvrière, en laquelle ils voyaient l'exécutrice de la volonté des masses rurales, les véritables combattants ouvriers et non ceux qui, alliés aux propriétaires fonciers, trahissaient la paysannerie. Mais nous savons fort bien que la lutte n'avait pas encore pris d'ampleur au sein de la paysannerie. La première année était celle où la position du prolétariat des villes n'était pas encore bien ferme dans les campagnes. Nous le constatons surtout à la périphérie où le pouvoir des blancs s'est temporairement ins-

tallé. Nous l'avons vu l'été dernier, en 1918, lorsqu'ils ont remporté de faciles succès dans l'Oural. Nous avons constaté que le pouvoir prolétarien ne s'est pas encore constitué dans les campagnes mêmes, qu'il ne suffisait pas de l'amener du dehors et de le donner aux campagnes. Il fallait que les paysans arrivent par leur propre expérience, par leur effort créateur, aux mêmes conclusions, et bien que ce travail soit infiniment plus difficile, plus lent, plus ardu, il est aussi le plus fécond en résultats. Telle a été notre principale conquête dans la deuxième année du pouvoir des Soviets.

Je ne parlerai pas de la portée militaire de la victoire remportée sur Koltchak. Je dirai cependant que sans l'expérience des paysans qui ont pu comparer le pouvoir des dictateurs de la bourgeoisie à celui des bolchéviks, cette victoire n'eût pas été remportée. Et pourtant les dictateurs ont commencé par une coalition, par l'Assemblée constituante, avec la participation à ce pouvoir de ces mêmes socialistes-révolutionnaires et menchéviks que nous retrouvons à chaque instant dans notre travail, comme des hommes d'hier, qui ont mis sur pied les coopératives, les syndicats, les organisations d'instituteurs et bien d'autres qu'il nous faut remanier. Koltchak a débuté en s'alliant à eux, c'est-à-dire à des gens auxquels l'expérience Kérenski ne suffisait pas ; et ils ont fait une deuxième expérience. On en avait besoin pour dresser contre les bolchéviks les confins les plus éloignés du centre. Nous ne pouvions donner aux paysans de Sibérie ce que la révolution a donné à ceux de Russie. En Sibérie, les paysans n'ont pas reçu les terres seigneuriales, parce qu'il n'y en avait pas là-bas ; il leur a donc été plus aisé de faire confiance aux gardes blancs. Toutes les forces de l'Entente et de l'armée impérialiste la moins éprouvée par la guerre, l'armée japonaise, se sont trouvées engagées dans la lutte. Nous savons que des centaines de millions de roubles ont été dépensés pour aider Koltchak ; que tout a été mis en œuvre pour le soutenir. Que n'a-t-on pas fait pour l'aider ! Rien ne manquait. Toutes les ressources des grandes puissances mondiales, la paysannerie, un immense territoire où il n'y avait presque pas de prolétariat industriel. Pourquoi donc tout s'est-il effondré ? Parce que l'expérience

des ouvriers, des soldats et des paysans a montré une fois de plus que les bolchéviks ont eu raison dans leurs prévisions, dans leur appréciation du rapport des forces sociales, en disant que l'alliance des ouvriers et des paysans, si difficile à réaliser, est néanmoins la seule alliance invincible contre les capitalistes.

C'est une science, camarades, s'il est permis de parler ici de science. C'est l'expérience du communisme, l'expérience la plus difficile qui tient compte de tout et sanctionne toutes choses. Nous ne pouvons bâtir le communisme que si les paysans aboutissent consciemment à une conclusion bien nette. Nous ne pouvons venir à bout de cette tâche que si nous nous allions aux paysans. L'expérience Koltchak nous a édifiés à cet égard. L'épopée de Koltchak a été une expérience sanglante, mais ce n'était pas notre faute à nous.

Vous connaissez fort bien à présent l'autre aspect du joug qui s'est abattu sur nous, vous savez que la faim et le froid accablent plus que tout notre pays. Vous savez qu'on en rejette la faute sur le communisme, mais vous savez tout aussi bien que le communisme n'y est pour rien. Nous voyons dans tous les pays la famine et le froid gagner en profondeur et en étendue, et l'on se persuadera bientôt que cette situation de la Russie n'est pas le fait du communisme, mais celui des quatre années de guerre mondiale. C'est la guerre qui est cause des horreurs au milieu desquelles nous vivons, qui est cause de la famine et du froid. Mais nous avons la conviction que bientôt nous romprons ce cercle. Il importe seulement que les ouvriers travaillent, mais travaillent pour eux-mêmes, pas pour ceux qui pendant quatre années les ont égorgés. Déjà, la lutte contre la faim et le froid se déroule partout. Ce joug accable même les plus grandes puissances.

Nous avons dû, au moyen d'un prélèvement d'Etat, prendre du blé à des millions de paysans, et nous avons procédé autrement que les capitalistes qui agissaient de concert avec les spéculateurs. Nous avons réglé ce problème en accord avec les ouvriers, contre les spéculateurs. Nous avons procédé par la persuasion ; nous sommes allés trouver le paysan pour lui dire que tout ce que nous faisons est dans son intérêt et celui des ouvriers. Le paysan qui possède

des excédents de blé et les livre au prix ferme est notre compagnon d'armes. Quinconque ne le fait pas est notre ennemi, un criminel, un exploiteur, un spéculateur, et nous ne pouvons rien avoir de commun avec lui. Nous avons fait entendre au paysan notre propagande qui nous a de plus en plus acquis ses sympathies. Nous avons obtenu en ce sens des résultats bien précis. Si l'an dernier, en août-octobre, nous avions stocké 37 millions de pouds de blé, nous avons atteint cette année 45 millions, ceci sans contrôle particulier et minutieux. L'amélioration, vous le voyez, est incontestable, quoique lente. Même en tenant compte des lacunes dues au fait que Dénikine occupe une région fertile, nous allons cependant vers l'exécution de notre plan de stockage et de répartition aux prix d'Etat. A cet égard encore, notre appareil s'est dans un certain sens déjà constitué ; et nous nous engageons dès maintenant dans la voie du socialisme.

Maintenant, il s'agit de résoudre la crise du combustible. La question du blé n'est plus aussi critique ; la situation est que nous avons du blé, mais que nous manquons de combustible. Dénikine nous a enlevé la région houillère. D'où des difficultés sans nom. Nous procédons en l'occurrence comme pour le blé. Nous faisons appel aux ouvriers tout comme auparavant. De même que nous avons remanié nos services du ravitaillement qui, une fois renforcés et réglés, ont fourni un travail bien net et donnant de brillants résultats, de même nous perfectionnons à présent de jour en jour nos services d'approvisionnement en combustible. Nous disons aux ouvriers d'où nous vient tel ou tel danger, où et de quelle région il faut amener des forces nouvelles, et nous sommes convaincus que, ainsi que nous avons pu vaincre la disette de blé l'an dernier, nous vaincrons aujourd'hui la disette de combustible.

Permettez-moi de me borner pour l'instant à ce bilan de notre travail. Pour terminer, je dirai en quelques mots comment notre situation internationale va en s'améliorant. Après avoir vérifié notre voie, les résultats ont montré qu'elle a été droite et juste. Quand nous avons pris le pouvoir en 1917, nous étions seuls. On disait alors dans tous les pays qu'on ne saurait inoculer le bolchévisme. Il existe aujourd'hui dans ces pays un puissant mouvement com-

muniste. Un an après la prise du pouvoir et six mois après la fondation de la IIIe Internationale, l'Internationale des communistes, celle-ci est pratiquement devenue la force principale dans le mouvement ouvrier de tous les pays. A cet égard, l'expérience à laquelle nous nous sommes livrés a donné les résultats les plus prompts, les plus brillants, les plus inédits. Il est vrai que le mouvement libérateur n'évolue pas en Europe comme chez nous. Mais si vous songez aux deux années de lutte, vous verrez qu'en Ukraine, et même dans certaines zones de la Grande-Russie, où la composition de la population revêtait un caractère particulier, par exemple dans les régions cosaques ou sibériennes, ou dans l'Oural, la victoire n'a pas suivi le même chemin et a été moins rapide qu'à Pétersbourg et à Moscou, au cœur de la Russie. Nous ne pouvons donc pas nous étonner que le mouvement soit moins rapide en Europe, où il faut vaincre une pression plus forte du chauvinisme et de l'impérialisme ; il suit cependant sans dévier la voie tracée par les bolchéviks. Nous le voyons partout gagner du terrain. Les porte-parole des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires cèdent le pas aux représentants de la IIIe Internationale. Ces chefs tombent, tandis que se lève partout le mouvement communiste ; aussi, après deux années de pouvoir soviétique, pouvons-nous dire, les faits nous l'autorisent pleinement, que non seulement à l'échelle de l'Etat russe, mais aussi à l'échelle internationale, nous sommes suivis par tout ce qu'il y a de conscient, tout ce qu'il y a de révolutionnaire dans les masses, dans le monde de la révolution. Nous pouvons dire qu'après les épreuves que nous avons connues, il n'est plus de difficultés capables de nous effrayer ; que nous résisterons à toutes ces difficultés et, ensuite, nous en triompherons. (Vifs applaudissements.)

La « Pravda » n° 251,
9 novembre 1919

Conforme au sténogramme
collationné sur le texte du journal

AUX CAMARADES COMMUNISTES DU TURKESTAN[36]

Camarades,

Permettez-moi de m'adresser à vous non pas en qualité de Président du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil de la Défense[37], mais en qualité de membre du parti.

L'établissement de bons rapports avec les peuples du Turkestan revêt aujourd'hui pour la République Soviétique Fédérative Socialiste de Russie une valeur qu'on peut sans exagération qualifier de gigantesque, de portée historique mondiale.

Pour toute l'Asie et pour toutes les colonies du monde, pour des milliers et des millions d'hommes, les relations de la République soviétique ouvrière et paysanne avec les peuples faibles, opprimés jusqu'à ce jour, auront une importance pratique.

Je vous prie instamment de considérer cette question avec une attention redoublée, de faire tous vos efforts pour établir, par l'exemple et l'action, des relations de camaraderie avec les peuples du Turkestan, de leur prouver dans les faits la sincérité de notre désir d'extirper tous les vestiges de l'impérialisme grand-russe en vue de lutter sans réserve contre l'impérialisme mondial, notamment l'impérialisme britannique, de traiter avec la plus grande confiance notre commission du Turkestan et de vous conformer strictement à ses directives qui, à leur tour, lui ont été données par le Comité exécutif central de Russie, précisément dans cet esprit.

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien répondre à cette lettre et de m'informer de vos positions à ce sujet.

Salutations communistes.

V. Oulianov (Lénine)

« Tourkestanski Kommounist », « Izvestia du Comité exécutif central des Soviets de la République du Turkestan » et « Krasny Front » (édition spéciale d'anniversaire), 7-10 novembre 1919

Conforme au texte du journal

EN AVANT POUR COMBATTRE LA CRISE DU COMBUSTIBLE!

CIRCULAIRE AUX ORGANISATIONS DU PARTI

Camarades, notre parti, avant-garde organisée du prolétariat, a pour mission d'unifier la lutte de la classe ouvrière et de diriger sa lutte pour la victoire du pouvoir soviétique ouvrier et paysan. Nous avons mené victorieusement cette lutte pendant deux ans et nous connaissons bien aujourd'hui les moyens qui nous ont permis de surmonter les difficultés inouïes dressées sur notre chemin en raison de la ruine du pays à la suite de quatre années de guerre impérialiste et de la résistance de tous les exploiteurs, tant russes qu'internationaux.

Camarades, la source principale de notre force réside dans la conscience et l'héroïsme des ouvriers, auxquels allaient et vont forcément les sympathies et l'appui des paysans travailleurs. La cause de nos victoires, c'est que notre parti et le pouvoir soviétique se sont adressés directement aux masses laborieuses, leur ont signalé chaque difficulté, chaque tâche à l'ordre du jour ; ils ont su expliquer aux masses pourquoi il fallait, à tel ou tel moment, porter tous les efforts tantôt sur un aspect de l'activité soviétique, tantôt sur un autre ; ils ont su exalter l'énergie, l'héroïsme, l'enthousiasme des masses en concentrant des efforts intensément révolutionnaires sur la tâche du jour, la tâche capitale.

Camarades, le moment est venu où la lutte contre la crise du combustible est devenue la tâche du jour capitale. Nous achevons de battre Koltchak, nous avons vaincu Ioudénitch et nous avons déclenché une offensive victo-

rieuse contre Dénikine. Nous avons sensiblement amélioré le stockage et l'emmagasinement du blé. Mais la crise du combustible menace de détruire tout le travail des Soviets : le froid et la faim dispersent les ouvriers et les employés ; les convois de blé s'arrêtent ; une véritable catastrophe est imminente en raison même de la pénurie de combustible.

La question du combustible tient maintenant la première place parmi tous les autres problèmes. La crise du combustible doit être surmontée à tout prix, sans quoi on ne pourra résoudre ni le problème du ravitaillement, ni le problème militaire, ni le problème économique général.

La crise du combustible peut être surmontée. Bien que privés de la houille du Donetz, et vu l'impossibilité d'intensifier rapidement l'extraction du charbon dans l'Oural et en Sibérie, nous avons encore beaucoup de forêts et nous pouvons abattre et transporter suffisamment de bois.

La crise du combustible peut être surmontée. Il faut savoir maintenant concentrer les forces principales contre notre ennemi principal (à l'heure présente) : la pénurie de combustible ; il faut savoir susciter l'enthousiasme des masses laborieuses ; il faut obtenir une tension révolutionnaire des énergies pour extraire et transporter dans le plus bref délai le maximum de combustibles de tous genres : charbon, schistes, tourbe, etc., mais, en premier lieu, du bois, du bois, et encore du bois.

Le Comité central du P.C.R. est certain que toutes les organisations du parti, tous ses membres qui ont prouvé, durant deux ans, leur capacité et leur art de résoudre par la voie révolutionnaire des problèmes non pas moins, mais plus difficiles, résoudront aussi celui-ci.

Le Comité central du P.C.R. propose à toutes les organisations du parti notamment les mesures suivantes :

1. Toutes les organisations du parti doivent, dorénavant, inscrire constamment à l'ordre du jour des réunions du parti et, en premier lieu, de celles des comités du parti, la question du combustible et de la lutte contre la crise du combustible. Que pouvons-nous faire encore, que devons-nous faire pour combattre la crise du combustible ? Comment

intensifier ce travail ? Comment le rendre plus productif ? Que ces questions occupent maintenant toutes les organisations du parti.

2. Il doit en être de même pour tous les comités exécutifs de province, de ville, de district, de canton, bref, pour tous les organismes directeurs soviétiques. Les membres du parti doivent prendre l'initiative de renforcer, d'unifier, d'intensifier ce travail à l'échelle de tout le pays.

3. Il faut lancer partout la plus large propagande, principalement dans les campagnes, afin d'expliquer ce qu'est la question du combustible pour le pouvoir soviétique. Il faut surtout combattre l'emprise des intérêts locaux et des intérêts particularistes étroitement égoïstes en matière de combustible. Il faut expliquer que, sans un travail d'abnégation pour les besoins de tout le pays, on ne peut sauver la république des Soviets, on ne peut sauvegarder le pouvoir des paysans et des ouvriers.

4. Il faut contrôler le plus soigneusement possible la réalisation pratique des objectifs assignés par le parti, des missions, des prescriptions, des tâches formulées par le pouvoir soviétique. Les membres qui ont adhéré pendant la dernière semaine du parti doivent tous prendre part au contrôle de l'exécution du devoir de chacun.

5. Le travail obligatoire pour toute la population ou la mobilisation de certaines classes pour les travaux d'extraction et de transport du charbon et des schistes, pour l'abattage et le charroi du bois jusqu'aux gares de chemin de fer, doit être réalisé avec le maximum de célérité et de rigueur. On établira des normes de travail qu'on fera exécuter à tout prix. On sanctionnera avec une extrême rigueur ceux qui, malgré les instances, les prescriptions et les ordres réitérés, se seront dérobés au travail. Tout passe-droit, toute faiblesse seront un crime envers la révolution.

Nous avons relevé la discipline dans l'armée. Il nous faut relever la discipline du travail.

6. Les samedis communistes doivent être plus fréquents, être menés avec plus d'énergie, de méthode et d'esprit d'organisation, en premier lieu dans les travaux d'approvisionnement en combustible. Les membres du parti doivent marcher en tête pour la discipline et l'énergie au travail. Les décisions du Conseil des Commissaires du Peuple, du

Conseil de la Défense et des autres organismes soviétiques centraux ou locaux, relatives au combustible, doivent être exécutées en conscience.

7. Il faut renforcer les services locaux d'approvisionnement en combustible en y affectant les meilleurs militants du parti. Il faut réviser la répartition des forces et la modifier en conséquence.

8. Il faut aider de toutes les façons les camarades envoyés du centre ; on s'efforcera d'apprendre pratiquement au plus grand nombre possible de jeunes à organiser, à mettre en train et à mener ce travail. La presse locale devra faire une plus large part à ce travail, en ayant soin de signaler les exemples d'excellent travail et en luttant sans merci contre la routine, l'incurie ou l'impéritie dont telle ou telle région ou administration font preuve. Notre presse doit devenir un instrument destiné à stimuler les retardataires, à inculquer l'habitude du travail, la discipline du travail, le sens de l'organisation.

9. Fournir vivres et fourrages à ceux qui sont affectés à l'approvisionnement en combustible, constituera désormais une des tâches essentielles des services du ravitaillement. Il faut les aider à tous égards, intensifier leur travail, en contrôler l'exécution.

10. Dans tous les services d'approvisionnement en combustible (ainsi que dans toutes les administrations soviétiques), il faut tendre tous les efforts pour instituer dans les faits la responsabilité *personnelle* de *chacun* pour un travail ou secteur de travail rigoureusement spécifié. La discussion collective doit être réduite au strict minimum et ne jamais faire obstacle à la prise d'une décision rapide et ferme, ne pas amortir la responsabilité de chacun des travailleurs.

11. L'expédition de toutes les affaires ayant trait au combustible doit être réalisée avec une exactitude et une célérité exceptionnelles. La moindre lenteur bureaucratique sera impitoyablement punie. Le centre doit être tenu au courant d'une façon impeccable.

12. D'une façon générale, tout le travail d'approvisionnement en combustible doit être organisé sur un pied militaire, avec l'énergie, la rapidité, la discipline rigoureuse exigées à la guerre. Sans cela, nous ne vaincrons pas la

pénurie de combustible. Sans cela, impossible de sortir de la crise.

Le Comité central du P.C.R. est certain que tous les camarades feront tous leurs efforts pour exécuter ces instructions avec le maximum d'énergie et de précision.

En avant pour vaincre la pénurie de combustible !

Le C.C. du P.C.R.

La « Pravda » n° 254, 13 novembre 1919

Conforme au texte du journal collationné sur le manuscrit

DISCOURS A LA Ire CONFÉRENCE DE RUSSIE SUR LE TRAVAIL DU PARTI A LA CAMPAGNE[38] 18 NOVEMBRE 1919

Camarades, je n'ai malheureusement pu prendre part à la conférence que vous avez organisée, c'est-à-dire à la conférence sur le travail à la campagne. Je me bornerai donc aux principales considérations d'ordre général ; j'ai la conviction que peu à peu vous arriverez à appliquer ces considérations d'ordre général et nos principes politiques essentiels aux tâches particulières et aux questions pratiques qui se présenteront à vous.

Le travail à la campagne est, à l'heure actuelle, la question fondamentale de toute l'édification socialiste, car, nous pouvons le dire avec certitude, en ce qui concerne le travail au sein du prolétariat et le problème de l'unification du prolétariat, la politique des communistes a été non seulement définie en deux ans de pouvoir soviétique, mais elle est arrivée sans conteste à de sérieux résultats. Au début, nous avons dû lutter dans les milieux ouvriers contre le manque de compréhension de la communauté d'intérêts, contre certaines manifestations de syndicalisme ; les ouvriers de certaines fabriques ou certaines branches d'industrie avaient tendance à faire passer leurs intérêts particuliers, ceux de leur fabrique, de leur industrie, avant les intérêts de la société. Nous avons dû et nous devons aujourd'hui encore lutter contre le manque de discipline dans le domaine de l'organisation nouvelle du travail. Vous vous rappelez bien, je pense, les grandes phases de notre politique, où, en appelant sans cesse de

nouveaux ouvriers à des postes nouveaux, nous les initiions aux tâches qui s'imposaient à nous, au mécanisme général de la gestion de l'Etat. Maintenant, l'organisation de l'activité communiste du prolétariat et toute la politique des communistes ont pris une forme véritablement définitive, stable, et je suis persuadé que nous sommes dans la bonne voie, où notre avance est parfaitement assurée.

En ce qui concerne le travail à la campagne, la difficulté est sans nul doute très grande, et au VIIIe Congrès du Parti nous avions posé cette question dans toute son ampleur, comme une des plus importantes. Seuls les représentants des travailleurs et des masses exploitées peuvent être notre appui, à la campagne comme à la ville, ceux qui ont supporté en régime capitaliste tout le poids du joug des propriétaires fonciers et des capitalistes. Certes, depuis que la conquête du pouvoir par les ouvriers a permis aux paysans de balayer d'un seul coup le pouvoir des hobereaux en abolissant la propriété privée, ils ont, en partageant la terre, réalisé le maximum d'égalité, améliorant ainsi sensiblement l'exploitation de la terre, l'amenant à un niveau supérieur à la moyenne. Naturellement, nous n'avons pu y parvenir tout à fait, parce que, sous le régime de l'économie individuelle, il faut des ressources matérielles immenses pour fournir en quantité suffisante les semences, le bétail et les instruments à chaque paysan. Mais ce n'est pas tout. Même si notre industrie avait fait des progrès extraordinaires dans la production des machines agricoles, même si nous imaginions tous nos désirs réalisés, même dans ce cas nous comprenons sans peine que fournir à chaque petit paysan des moyens de production suffisants est une chose impossible et irrationnelle au plus haut degré, car cela équivaudrait à un morcellement extrême ; seul le travail en commun, le travail par artel, par association, peut nous tirer de l'impasse où nous a acculés la guerre impérialiste.

La masse paysanne qui, sous le capitalisme, était la plus opprimée en raison de sa situation économique, est celle qui se montre le plus sceptique à l'égard des brusques tournants et transitions. Les expériences faites par Koltchak, Ioudénitch et Dénikine sur le dos des paysans les obligent à bien veiller à leurs conquêtes. Chaque paysan

sait que la stabilité de ses conquêtes n'est pas encore définitive, que son ennemi, le propriétaire foncier, n'est pas encore anéanti, mais que, tapi, il attend d'être secouru par ses amis, les forbans du capital international. Et bien que ce dernier s'affaiblisse de jour en jour, tandis que notre situation dans le monde s'est notablement améliorée depuis quelque temps, si l'on considère avec lucidité tous les faits, force nous est de reconnaître que le capital international est sans conteste encore plus fort que nous. Il ne peut plus nous faire une guerre ouverte, car il a déjà les ailes rognées. Depuis quelques jours, tous ces messieurs commencent à dire dans la presse bourgeoise européenne : « On finirait par s'enliser en Russie, ne vaudrait-il pas mieux faire la paix. » C'est toujours la même chose: quand l'ennemi se sent battu, il revient à de meilleurs sentiments. Nous avons dit plus d'une fois à messieurs les impérialistes d'Europe que nous voulions bien faire la paix ; mais eux rêvaient d'asservir la Russie. Maintenant, ils ont compris que leurs rêves ne se réaliseraient jamais.

A l'heure actuelle, les millionnaires et les milliardaires internationaux sont encore plus forts que nous. Et les paysans voient très bien que les tentatives d'insurrection de Ioudénitch, Koltchak et Dénikine sont organisées avec l'argent des impérialistes d'Europe et d'Amérique. Et la masse paysanne sait fort bien ce que lui réserve la moindre faiblesse. Le souvenir net de ce qui les attend sous le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes fait des paysans les partisans les plus fidèles du pouvoir des Soviets. La solidité du pouvoir soviétique augmente de mois en mois, ainsi que le discernement de ces paysans qui hier encore peinaient, étaient exploités, accablés par le dur joug des hobereaux et des capitalistes.

Mais, bien entendu, il en va tout autrement pour les koulaks, pour ceux qui employaient les ouvriers, prêtaient à des taux usuraires, s'engraissaient en faisant travailler les autres. Dans leur majorité, ils se déclarent pour les capitalistes et sont mécontents de la révolution accomplie. Et nous devons voir clairement que nous aurons à soutenir une longue et âpre lutte contre ce groupe de paysans. Entre les paysans qui ont subi le joug des hobereaux et des capitalistes et ceux qui ont eux-mêmes exploité autrui, se situe

la masse des paysans moyens. C'est là que la tâche est la plus difficile. Les socialistes ont toujours souligné que le passage au socialisme faisait surgir un problème délicat: l'attitude de la classe ouvrière à l'égard du paysan moyen. Dans ce domaine nous attendons surtout des camarades communistes une attitude attentive, consciente, l'aptitude à aborder cette tâche difficile et complexe, sans trancher la question d'un seul coup.

Les paysans moyens sont sans nul doute habitués à leur exploitation individuelle. Ce sont des paysans propriétaires, et bien qu'ils n'aient pas de terre pour l'instant, bien que la propriété privée de la terre soit abolie, ces paysans restent cependant propriétaires, surtout parce qu'ils disposent de produits alimentaires. Le paysan moyen en produit plus qu'il n'en a besoin ; et puisqu'il a des excédents de blé, il devient l'exploiteur de l'ouvrier affamé. Là est la tâche principale et la principale contradiction. Le paysan, le travailleur, l'homme qui vit de son labeur, qui a connu le joug du capitalisme, ce paysan-là se range du côté de l'ouvrier. Mais le paysan propriétaire, qui a des excédents de blé, a l'habitude de les considérer comme sa propriété qu'il est maître de vendre librement. Vendre des excédents de blé dans un pays frappé par la famine, c'est devenir un spéculateur, un exploiteur, parce que l'affamé donnera tout ce qu'il a pour avoir du pain. C'est ici que se déroule la lutte la plus vaste, la plus difficile, qui réclame de nous tous, représentants du pouvoir des Soviets et surtout des communistes militant à la campagne, l'attention la plus soutenue, l'attitude la plus réfléchie vis-à-vis de la question et dans la façon de l'aborder.

Nous avons toujours dit que nous n'entendons pas imposer au paysan moyen le socialisme par la contrainte, et le VIIIe Congrès du Parti l'a confirmé sans réserve. En choisissant le camarade Kalinine comme président du Comité exécutif central de Russie, nous nous proposions d'établir un contact direct entre le pouvoir des Soviets et la paysannerie. Et grâce au camarade Kalinine, le travail à la campagne a reçu une vigoureuse impulsion. La possibilité s'offre sans aucun doute au paysan d'entrer en rapports plus directs avec le pouvoir des Soviets en s'adressant au camarade Kalinine qui incarne le pouvoir suprême de

la République soviétique. Ainsi, nous avons dit au paysan moyen : « Il ne saurait être aucunement question d'imposer le passage au socialisme par la violence. » Mais il faut le lui faire comprendre ; il faut savoir le dire dans la langue la plus accessible au paysan. On ne peut ici que prêcher l'exemple, en organisant convenablement l'exploitation collective. Pour donner un exemple de travail par artel, par association, il faut d'abord que nous sachions nous-mêmes organiser convenablement une exploitation de ce genre. Au cours de ces deux années, il y a eu un immense mouvement en faveur de la création de communes et d'artels agricoles. Mais à juger sainement des choses, il faut dire que les nombreux camarades, qui se sont précipités pour organiser des communes, se sont engagés dans l'agriculture sans connaître suffisamment les conditions économiques de la vie paysanne. Il fallait donc éliminer ici une foule d'erreurs, les conséquences d'initiatives précipitées, de maladresses dans la façon d'aborder la tâche. Très souvent, d'anciens exploiteurs, d'anciens hobereaux s'insinuaient dans les exploitations soviétiques. Leur pouvoir y a été aboli, mais eux-mêmes n'ont pas été supprimés. Il faut les en chasser ou les placer sous le contrôle du prolétariat.

Cette tâche se pose à nous dans tous les domaines de la vie. Vous avez entendu parler des nombreuses et brillantes victoires remportées par l'Armée Rouge. Celle-ci comprend des dizaines de milliers d'anciens officiers, d'anciens colonels. Si nous ne les avions pas pris à notre service, si nous ne les avions pas obligés à nous servir, nous n'aurions pas pu créer l'armée. Et malgré la trahison de quelques spécialistes militaires, nous avons battu Koltchak et Ioudénitch, nous remportons des victoires sur tous les fronts. Cela tient au fait que, grâce aux cellules communistes de l'Armée Rouge qui ont une énorme importance quant à la propagande et à l'agitation, le petit nombre d'officiers est placé dans une telle ambiance, sous une pression si forte des communistes, que la plupart d'entre eux sont incapables de s'échapper du réseau d'organisation et de propagande communiste dont nous les entourons.

On ne peut construire le communisme sans le bagage de connaissances, de technique et de culture que détiennent

les spécialistes bourgeois. La majorité d'entre eux ne sympathisent pas avec le pouvoir des Soviets, mais nous ne pouvons pas édifier le communisme sans eux. Il faut les entourer d'une atmosphère de camaraderie, d'une ambiance de travail conforme à l'esprit communiste, et parvenir à les faire avancer aux côtés du pouvoir ouvrier et paysan.

Très souvent la paysannerie fait preuve d'une méfiance et d'une indignation extrêmes, allant jusqu'à refuser complètement les exploitations soviétiques : il n'en faut pas, les anciens exploiteurs y sont. Nous leur disions : Non, si vous ne savez pas organiser vous-mêmes votre exploitation d'une manière nouvelle, il faut prendre à votre service les anciens spécialistes, sinon vous ne sortirez pas de la misère. Ceux d'entre eux qui contreviendront aux décrets du pouvoir des Soviets, nous les débusquerons impitoyablement, comme dans l'Armée Rouge ; la lutte se poursuit, implacable. Mais nous forcerons la majorité d'entre eux à travailler à notre guise.

C'est un problème difficile, complexe, qu'il est impossible de résoudre du premier coup. Il y faut une discipline ouvrière consciente, il faut se rapprocher des paysans ; il est indispensable de leur montrer que nous apercevons tous les abus commis dans les exploitations soviétiques, mais nous soutenons que les scientifiques et les techniciens doivent être employés dans les exploitations collectives, car on ne saurait se tirer de la misère avec la petite exploitation. Et nous agirons comme dans l'Armée Rouge : nous serons battus cent fois, mais, à la cent-et-unième, c'est nous qui battrons tous les autres. Il faut pour cela que le travail à la campagne soit mené avec entrain, avec cohésion, avec la même rigueur que dans l'Armée Rouge et dans les autres domaines économiques. Lentement mais inflexiblement, nous démontrons aux paysans les avantages de l'économie collective.

Voilà la lutte que nous devons soutenir dans les exploitations soviétiques ; voilà la difficulté du passage au socialisme et voilà, pour le pouvoir des Soviets, le moyen véritable de s'affermir définitivement. Quand la majorité des paysans moyens verront qu'à moins d'une alliance avec les ouvriers ils font le jeu de Koltchak et de Ioudénitch, qu'ils n'ont plus dans le monde entier d'autres alliés

que les capitalistes qui haïssent la Russie soviétique et qui, pendant des années encore, essaieront sans cesse de rétablir leur pouvoir, même le plus arriéré de ces paysans comprendra qu'il faut ou bien s'allier avec les ouvriers révolutionnaires pour la libération complète, ou bien, s'il manifeste la moindre hésitation, l'ennemi, l'ancien exploiteur capitaliste, prendra le dessus. La victoire sur Dénikine n'anéantira pas encore définitivement les capitalistes. C'est ce que nous devons tous comprendre. Nous savons fort bien qu'ils essaieront plus d'une fois encore de passer la corde au cou de la Russie soviétique. C'est pourquoi le paysan n'a pas le choix ; il doit aider les ouvriers, car la moindre hésitation donnera la victoire aux propriétaires fonciers et aux capitalistes. Notre première tâche, notre tâche essentielle, est de faire pénétrer cette idée dans la conscience des paysans. Le paysan qui vit de son travail est l'allié fidèle du pouvoir soviétique ; l'ouvrier le traite en égal ; pour lui, le pouvoir ouvrier fait tout ce qu'il peut faire, et il n'est pas de sacrifice que ne consente le pouvoir ouvrier et paysan pour subvenir aux besoins de ce paysan.

Mais le paysan qui exploite autrui parce qu'il a des excédents de blé est notre ennemi. Satisfaire les besoins principaux d'un pays affamé est un devoir d'Etat. Cependant, tous les paysans ne comprennent pas que le libre commerce du blé est un crime d'Etat. « J'ai produit du blé, il est à moi, et j'ai le droit de le vendre », c'est ainsi que raisonne le paysan par habitude, par routine. Mais nous, nous disons *que c'est un crime d'État.* Le libre commerce du blé, c'est s'enrichir grâce à ce blé, c'est revenir à l'ancien capitalisme. Cela, nous ne le tolérerons pas, là nous nous battrons à tout prix.

En cette période de transition, notre Etat procède au stockage et au prélèvement des excédents de blé. Nous savons que seul ce moyen nous permettra d'échapper à la misère et à la famine. L'immense majorité des ouvriers sont dans la misère parce que le pain est mal réparti ; pour bien le répartir, il faut que les paysans exécutent strictement, consciencieusement et sans réserve la livraison des excédents de blé à l'Etat. Le pouvoir soviétique ne fera là aucune concession. Il ne s'agit pas d'une lutte entre le

pouvoir ouvrier et les paysans ; il s'agit de l'existence même du socialisme, de l'existence du pouvoir des Soviets. A l'heure présente, nous ne pouvons pas fournir des marchandises aux paysans, puisque le combustible manque, les chemins de fer sont immobilisés. Il faut d'abord que le paysan prête du blé à l'ouvrier non pas au prix fort, mais au prix ferme, pour que les ouvriers puissent rétablir la production. Chaque paysan est d'accord quand il s'agit d'un ouvrier qui meurt de faim à côté de lui. Mais quand il s'agit de millions d'ouvriers, il ne comprend plus, et les vieilles habitudes de spéculation reprennent le dessus.

Une lutte longue et acharnée avec ces habitudes, un travail d'agitation et de propagande, d'explication, le contrôle de ce qui a été fait, telle doit être notre politique à l'égard de la paysannerie.

Aider le paysan travailleur de toutes les manières, le traiter en égal, pas la moindre tentative de lui imposer quoi que ce soit par la violence, telle est notre première tâche. La seconde est de lutter constamment contre la spéculation, le mercantilisme et la ruine.

Quand nous avons commencé à fonder l'Armée Rouge, nous n'avions que des groupes disséminés de partisans. Il y a eu beaucoup trop de victimes de l'indiscipline et du manque de cohésion, mais nous sommes venus à bout de ces obstacles et avons créé une Armée Rouge forte d'un million d'hommes à la place des détachements de partisans. Si nous avons pu y parvenir en deux ans seulement, dans un domaine aussi difficile, dur et dangereux que le domaine militaire, nous sommes d'autant plus persuadés que nous en ferons autant dans tous les autres domaines de la vie économique.

Je suis certain que nous atteindrons également cet objectif, l'un des plus difficiles : observer une attitude juste à l'égard du paysan, pratiquer une politique correcte en matière de ravitaillement. Ici encore notre victore ne sera pas moins significative que celle que nous avons remportée au front.

La « Pravda » n° 259, 19 novembre 1919

Conforme au texte du journal

RAPPORT PRÉSENTÉ AU IIe CONGRÈS DE RUSSIE DES ORGANISATIONS COMMUNISTES DES PEUPLES D'ORIENT[39] 22 NOVEMBRE 1919

Camarades,

Je suis très heureux de pouvoir saluer le congrès de nos camarades communistes, représentants des organisations musulmanes d'Orient, et de dire quelques mots sur la situation qui est aujourd'hui celle de la Russie et du monde entier. Mon rapport traite de l'état actuel des choses, et il me semble que ce qui prime dans cette question à l'heure présente, c'est l'attitude des peuples d'Orient face à l'impérialisme et le mouvement révolutionnaire parmi ces peuples. Il va de soi que ce mouvement révolutionnaire des peuples d'Orient ne peut aujourd'hui se développer avec succès, ne peut aboutir qu'en relation directe avec la lutte révolutionnaire de notre République des Soviets contre l'impérialisme international. Pour de multiples raisons — entre autres parce que la Russie est un pays arriéré et immense, parce qu'elle est à la charnière de l'Europe et de l'Asie, de l'Occident et de l'Orient — nous avons dû assumer toute la charge — et c'est pour nous un grand honneur — d'être les promoteurs de la lutte mondiale contre l'impérialisme. Aussi, tous les événements qui s'annoncent présagent-ils une lutte encore plus vaste et opiniâtre contre l'impérialisme international ; ils seront immanquablement liés à la lutte de la République des Soviets contre les forces de l'impérialisme coalisé : Allemagne, France, Angleterre et Amérique.

Vous savez que, sur le plan militaire, la situation nous est aujourd'hui favorable sur tous les fronts. Je ne vais pas m'arrêter longuement sur cette question ; je dirai seulement que la guerre civile, que l'impérialisme international nous a imposée, a pendant deux ans causé des maux sans nombre à la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie ; elle a accablé les paysans et les ouvriers d'un fardeau si pesant qu'on a pu croire souvent qu'ils y succomberaient. Mais d'autre part cette guerre, par suite des violences sans nom, de l'implacable brutalité de nos prétendus « alliés », transformés en bêtes féroces, qui nous pillaient dès avant la révolution socialiste, cette guerre a fait un miracle ; elle a changé des hommes las de la guerre et incapables, semblait-il, d'en supporter une autre en combattants qui non seulement ont tenu pendant deux ans, mais sont en train de la mener à une fin victorieuse. Les victoires que nous remportons aujourd'hui sur Koltchak, Ioudénitch et Dénikine marquent le début d'une étape nouvelle dans l'histoire de la lutte de l'impérialisme mondial contre les pays et les nations engagés dans un combat émancipateur. Sous ce rapport, nos deux années de guerre civile n'ont pas seulement donné entièrement raison à cette constatation que l'histoire a faite de longue date : le caractère d'une guerre et son triomphe dépendent par-dessus tout du régime intérieur du pays qui entre en guerre ; la guerre est le reflet de la politique intérieure que ce pays menait avant les hostilités. Tous ces facteurs ne peuvent manquer d'influer sur la conduite de la guerre.

La question de savoir quelle classe menait la guerre et la poursuit est fort importante. C'est uniquement parce que notre guerre civile est faite par des ouvriers et des paysans libérés et parce qu'elle continue la lutte politique menée pour affranchir les travailleurs du joug des capitalistes de leur pays et du monde entier, que dans un pays aussi arriéré que la Russie, épuisé par quatre années de guerre impérialiste, il s'est trouvé des hommes d'une volonté telle qu'ils ont pu faire encore deux ans de guerre sans reculer devant les difficultés et les souffrances inouïes, sans exemple.

L'histoire de la guerre civile l'a montré de façon particulièrement frappante par l'exemple de Koltchak. Un

ennemi comme lui était assisté par tous les Etats les plus puissants du monde ; il avait à sa disposition une ligne de chemin de fer gardée par une centaine de milliers de soldats étrangers, parmi lesquels les troupes d'élite des impérialistes internationaux, comme les troupes japonaises qui s'étaient préparées à la guerre impérialiste, mais n'y avaient presque pas participé et, par conséquent, en avaient peu souffert ; il s'appuyait sur les paysans de Sibérie, les plus aisés, qui n'avaient pas connu le servage et qui, par suite, étaient tout naturellement les plus éloignés du communisme. Koltchak semblait donc invincible, ses troupes formant l'avant-garde de l'impérialisme international. Les troupes japonaises, tchécoslovaques et les armées d'autres nations impérialistes opèrent aujourd'hui encore en Sibérie. Néanmoins, l'expérience de Koltchak au pouvoir depuis plus d'un an dans une Sibérie dotée de prodigieuses richesses naturelles, expérience appuyée au début par les partis socialistes de la IIe Internationale, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, groupés dans le front du Comité de l'Assemblée constituante, et qui, dans ces conditions, du point de vue du sens commun et du cours habituel de l'histoire, paraissait concluante et imbattable, cette expérience a montré que plus Koltchak pénétrait vers l'intérieur de la Russie, plus il s'épuisait, et nous assistons en fin de compte à la victoire complète de la Russie des Soviets sur Koltchak. C'est sans nul doute la preuve évidente que les forces conjuguées des ouvriers et des paysans affranchis du joug capitaliste accomplissent vraiment des prodiges. C'est la preuve évidente que la guerre révolutionnaire, quand elle entraîne réellement et intéresse les masses laborieuses opprimées, quand elle les rend conscientes de lutter contre les exploiteurs, qu'une telle guerre révolutionnaire suscite l'énergie et la capacité de réaliser des miracles.

Ce que l'Armée Rouge a fait, sa lutte et l'histoire de sa victoire auront, à mon avis, une portée prodigieuse, universelle pour tous les peuples d'Orient. Elle leur montrera que, malgré leur faiblesse, malgré l'invincibilité apparente des oppresseurs européens qui mettent en œuvre toutes les merveilles de la technique et de l'art militaire, la guerre révolutionnaire des peuples opprimés, pour peu

qu'elle soit vraiment à même de tirer de leur torpeur les millions de travailleurs et d'exploités, recèle tant de possibilités, tant de prodiges que la libération des peuples d'Orient est aujourd'hui parfaitement réalisable non seulement du point de vue des perspectives de la révolution internationale, mais aussi de celui de l'expérience acquise directement, dans la guerre d'Asie, de Sibérie, par la République des Soviets, face à l'invasion militaire de toutes les grandes puissances impérialistes.

Au surplus, cette expérience de la guerre civile en Russie nous a montré, comme aux communistes de tous les pays, que dans le feu de la guerre civile les progrès de l'enthousiasme révolutionnaire s'accompagnent d'un renforcement vigoureux à l'intérieur du pays. La guerre met à l'épreuve toutes les forces économiques, toute la capacité d'organisation de chaque nation. Malgré l'extrême dureté de la guerre pour les ouvriers et les paysans qui souffrent de la faim et du froid, on peut dire en définitive, après deux années d'expérience, que nous triomphons et triompherons, car nos arrières sont des arrières bien fermes ; malgré la faim et le froid, les paysans et les ouvriers, animés d'une même volonté, se sont aguerris et ripostent à chaque coup en renforçant leur cohésion et leur puissance économique ; et c'est uniquement ce qui a permis de battre Koltchak, Ioudénitch et leurs alliés, les plus puissants Etats du monde. Les deux dernières années nous montrent, d'une part, la possibilité d'une extension de la guerre révolutionnaire, et, d'autre part, le renforcement du pouvoir soviétique, malgré les coups très durs portés par l'invasion étrangère visant à abattre rapidement le foyer révolutionnaire, la République des ouvriers et des paysans qui ont osé déclarer la guerre à l'impérialisme international. Mais loin d'abattre les ouvriers et les paysans de Russie, ils n'ont fait que les aguerrir.

C'est là le bilan principal, la principale signification de la phase que nous traversons. Nous sommes à la veille de victoires décisives sur Dénikine, le dernier ennemi resté sur notre territoire. Nous nous sentons forts et nous pouvons répéter mille fois que nous ne nous trompons pas quand nous disons qu'à l'intérieur la République s'est affermie, et que nous sortirons de la guerre contre Dénikine

beaucoup plus forts et mieux préparés à réaliser la construction de l'édifice socialiste, construction à laquelle nous ne pouvions, pendant la guerre civile, consacrer que trop peu de temps et de forces et à laquelle, maintenant que nous entrons dans la voie libre, nous pourrons sans aucun doute nous adonner entièrement.

Nous assistons à la désagrégation de l'impérialisme en Europe occidentale. Vous savez qu'il y a un an, même les socialistes allemands, tout comme l'immense majorité des socialistes qui ne comprenaient pas la situation, croyaient que la lutte se déroulait entre les deux blocs de l'impérialisme mondial ; ils pensaient que cette lutte emplissait l'histoire, qu'il n'existait point de force capable de donner autre chose ; il leur semblait que même les socialistes n'avaient d'autre ressource que de se rallier à l'un des blocs de puissants rapaces mondiaux. Telles apparaissaient les choses fin octobre 1918. Nous voyons cependant des événements d'une envergure et d'une profondeur sans précédent se produire depuis un an dans l'histoire mondiale ; ils ont ouvert les yeux à bien des socialistes qui, pendant la guerre impérialiste, étaient patriotes et cherchaient à justifier leur comportement par le fait qu'ils se trouvaient en face de l'ennemi ; ils cherchaient à justifier leur alliance avec les impérialistes anglo-français qui, disaient-ils, allaient mettre fin au joug de l'impérialisme allemand. Voyez combien d'illusions cette guerre a dissipées ! Nous assistons à la décomposition de l'impérialisme allemand, décomposition qui a entraîné une révolution non seulement républicaine, mais socialiste. Vous savez qu'à l'heure actuelle la lutte des classes s'est exacerbée en Allemagne, qu'elle se rapproche de plus en plus de la guerre civile, de la lutte du prolétariat allemand contre les impérialistes allemands qui, camouflés en républicains, n'en sont pas moins restés des impérialistes.

Chacun sait que la révolution sociale mûrit de jour en jour, d'heure en heure, en Europe occidentale, de même qu'en Amérique et en Angleterre, chez ces prétendus représentants de la culture et de la civilisation et ces vainqueurs des Huns, les impérialistes allemands ; et quand on en est arrivé à la paix de Versailles, chacun a pu constater qu'elle est cent fois plus spoliatrice que celle de Brest-Litovsk

qui nous avait été imposée par les pillards allemands ; et que cette paix de Versailles est le coup le plus sensible que pouvaient se porter les capitalistes et les impérialistes de ces malencontreux pays vainqueurs. La paix de Versailles a ouvert les yeux précisément aux nations victorieuses ; elle a prouvé que nous n'avions pas devant nous des représentants de la culture et de la civilisation, que l'Angleterre et la France, tout en étant des Etats démocratiques, sont dirigées par des rapaces impérialistes. La lutte qui se déroule à l'intérieur de ces pays impérialistes évolue si rapidement que nous pouvons exulter à l'idée que la paix de Versailles n'est qu'une victoire apparente des impérialistes triomphants, qu'elle marque en réalité la faillite du monde impérialiste tout entier et l'abandon résolu par les masses laborieuses des socialistes qui, pendant la guerre, se sont alliés aux représentants de l'impérialisme pourri et ont défendu l'un des blocs de rapaces belligérants. Les yeux des travailleurs se sont ouverts parce que la paix de Versailles a été une paix de rapine ; elle a montré qu'en réalité la France et l'Angleterre se sont battues contre l'Allemagne pour renforcer leur pouvoir sur les colonies et accroître leur puissance impérialiste. Cette lutte intestine ne cesse de s'étendre. J'ai lu aujourd'hui un radiotélégramme de Londres du 21 novembre, où des journalistes américains — qu'on ne saurait suspecter de sympathie pour les révolutionnaires — annoncent qu'on assiste en France à une explosion de haine sans précédent contre les Américains qui refusent de ratifier le traité de Versailles.

L'Angleterre et la France ont vaincu, mais elles sont endettées jusqu'au cou vis-à-vis de l'Amérique qui estime que Français et Anglais ont beau se considérer comme vainqueurs, c'est elle cependant qui va ramasser le dessus du panier, se faire rembourser, avec de beaux intérêts, l'aide qu'elle a fournie pendant la guerre. La flotte que les Américains sont en train de construire et qui surpasse la flotte anglaise, doit en être la caution. Une preuve de la brutalité de l'impérialisme rapace des Américains, c'est que les agents de l'Amérique achètent de la marchandise humaine, femmes et jeunes filles, et les emmènent en Amérique, développant ainsi la prostitution. L'Amérique,

libre et civilisée, est la pourvoyeuse des maisons de tolérance ! En Pologne et en Belgique, des conflits éclatent avec les agents américains. C'est là une petite illustration de ce qui se passe en grand dans chacun des petits pays qui ont bénéficié de l'aide de l'Entente. Prenons la Pologne, par exemple. Vous y voyez les agents et spéculateurs américains qui viennent accaparer toutes les richesses de ce pays lequel se vante d'être à présent une puissance indépendante. Les agents de l'Amérique mettent la main sur la Pologne : pas une fabrique, pas une usine, pas une branche d'industrie qui ne soit mise en poche par les Américains. L'impudence de l'Amérique va si loin qu'elle commence à asservir la « grande, libre et victorieuse » France, autrefois pays d'usuriers, aujourd'hui chargée de dettes envers l'Amérique. Privée de forces économiques, incapable de se suffire avec son blé ou avec son charbon, la France ne peut développer largement ses possibilités matérielles, tandis que l'Amérique exige que son dû lui soit payé rubis sur l'ongle. Ainsi donc la faillite économique de la France, de l'Angleterre et des autres grandes puissances s'affirme chaque jour davantage. En France, les élections ont donné l'avantage aux cléricaux. Le peuple français dupé, à qui on a dit qu'il devait lutter de toutes ses forces contre l'Allemagne pour la liberté et la démocratie, a vu, en guise de récompense, ses dettes croître à l'infini, les rapaces impérialistes américains le narguer, et puis a eu une majorité cléricale de tenants de la pire réaction.

Dans le monde entier, la situation est plus embrouillée que jamais. Nous avons remporté une grande victoire sur Koltchak et Ioudénitch, ces domestiques du capital international ; mais la victoire que nous remportons à l'échelle mondiale est beaucoup plus grande, bien que moins nette. Cette victoire, c'est la désagrégation intérieure de l'impérialisme qui ne peut lancer ses troupes contre nous. L'Entente l'a essayé, mais sans le moindre résultat, parce que ses armées se désagrègent au contact des nôtres, quand elles lisent la Constitution de notre Russie soviétique, traduite dans leur langue. Malgré l'influence des chefs du socialisme pourri, notre Constitution gagne toujours les sympathies des masses laborieuses. Aujourd'hui, chacun comprend le mot de « Soviet » ; la Constitution soviétique

est traduite dans toutes les langues, et il n'est pas un ouvrier qui ne la connaisse, qui ne sache que c'est la Constitution des travailleurs, que c'est le régime politique des travailleurs appelant à triompher du capital international ; qui ne sache que c'est une conquête que nous avons remportée sur les impérialistes internationaux. Notre victoire a eu ses répercussions dans tous les pays impérialistes, puisque nous leur avons enlevé, ravi leurs propres troupes, nous leur avons ôté la possibilité de les acheminer contre la Russie soviétique.

Ils ont tenté de faire la guerre avec des troupes étrangères, celles de la Finlande, de la Pologne, de la Lettonie, mais cela non plus n'a rien donné. Il y a quelques semaines, le ministre anglais Churchill s'est vanté dans un discours aux Communes — et des dépêches l'ont annoncé au monde entier — qu'une croisade de quatorze nations était organisée contre la Russie des Soviets, et qu'avant le Nouvel An la Russie serait battue. Il est exact que de nombreuses nations y ont participé : la Finlande, l'Ukraine, la Pologne, la Géorgie, les Tchécoslovaques, les Japonais, les Français, les Anglais, les Allemands. Mais nous savons ce qu'il en est advenu ! Nous savons que les Estoniens ont lâché les troupes de Ioudénitch et qu'une polémique furieuse se poursuit à l'heure actuelle dans la presse parce que les Estoniens ne veulent pas l'assister ; que la Finlande, malgré le grand désir de sa bourgeoisie, n'a pas non plus aidé Ioudénitch. Ainsi donc, la deuxième tentative d'agression contre nous a elle aussi échoué. La première étape a été l'envoi des propres troupes de l'Entente, équipées dans toutes les règles de la technique militaire, et qui, pour cette raison, semblaient devoir vaincre la République des Soviets. Elles ont déjà évacué le Caucase, Arkhangelsk, la Crimée, mais restent encore dans la région de Mourmansk, comme les Tchécoslovaques en Sibérie ; elles n'y forment plus que des îlots. La première tentative pour nous vaincre avec ses propres troupes s'est terminée par notre victoire. La seconde a consisté à faire marcher contre nous les nations voisines entièrement soumises à l'Entente du point de vue financier, pour les obliger à nous étouffer, comme foyer du socialisme. Mais cette tentative encore s'est soldée par un échec : il s'est avéré que pas un seul de ces petits Etats

n'est capable de mener une telle guerre. Mieux : la haine de l'Entente s'est intensifiée dans chaque petit Etat. Si la Finlande n'a pas marché contre Pétrograd quand Ioudénitch avait déjà pris Krasnoïé Sélo, c'est parce qu'elle hésitait et se rendait compte qu'elle pouvait vivre dans l'indépendance à côté de la Russie soviétique, mais ne pourrait vivre en paix avec l'Entente. C'est le cas de tous les petits Etats, Finlande, Lituanie, Estonie, Pologne, où le chauvinisme règne sans partage, mais où l'on déteste l'Entente qui accroît son exploitation dans ces pays. Et aujourd'hui, en évaluant exactement le cours des événements, nous pouvons dire sans la moindre exagération qu'après la première étape, la deuxième étape de la guerre internationale contre la République soviétique a fait fiasco. Il ne nous reste plus aujourd'hui qu'à vaincre les troupes déjà à moitié battues de Dénikine.

Telle est aujourd'hui, en Russie et dans le monde, la situation que j'ai brièvement analysée dans mon exposé. Permettez-moi, pour terminer, de dire quelques mots de la situation telle qu'elle se présente pour les nationalités d'Orient. Vous représentez ici les organisations communistes et les partis communistes des différents peuples d'Orient. Je dois dire que si les bolchéviks russes ont pu ouvrir une brèche dans le vieil impérialisme, assumer la tâche extrêmement difficile, mais éminemment noble, de frayer les voies nouvelles de la révolution, une tâche plus grande et plus neuve encore vous attend, vous qui représentez les masses laborieuses d'Orient. Il apparaît de toute évidence que la révolution socialiste, imminente dans le monde entier, ne sera pas seulement la victoire du prolétariat de chaque pays sur sa bourgeoisie. Ce serait possible si les révolutions se faisaient vite, sans peine. Nous savons que les impérialistes ne se laisseront pas faire, que tous les pays sont armés contre leur bolchévisme intérieur et qu'ils ne pensent qu'aux moyens de vaincre le bolchévisme de chez eux. C'est pourquoi la guerre civile prend naissance dans chaque pays ; les vieux socialistes-conciliateurs y sont entraînés aux côtés de la bourgeoisie. Ainsi, la révolution socialiste ne sera pas seulement, ni principalement, une lutte du prolétariat révolutionnaire de chaque pays contre sa bourgeoisie ; non, ce sera la lutte

de toutes les colonies et de tous les pays opprimés par l'impérialisme, de tous les pays dépendants contre l'impérialisme international. Caractérisant, dans le programme de notre parti adopté en mars dernier, l'approche de la révolution sociale universelle, nous avons dit que, dans tous les pays avancés, la guerre civile des travailleurs contre les impérialistes et les exploiteurs commence à se fondre avec la guerre nationale contre l'impérialisme international. C'est ce que confirme et confirmera de plus en plus la marche de la révolution. Il en sera de même en Orient.

Nous savons que les masses populaires d'Orient interviendront ici comme les participants indépendants, comme les créateurs d'une vie nouvelle, parce que ces centaines de millions d'hommes appartiennent à des nations dépendantes, frustrées de leurs droits ; elles ont fait jusqu'ici l'objet de la politique internationale de l'impérialisme, n'étant qu'un engrais pour la culture et la civilisation capitalistes. Et lorsqu'on parle de la répartition des mandats pour les colonies, nous savons parfaitement qu'il s'agit de répartir les mandats pour la spoliation et le pillage ; de répartir entre une infime partie de la population du globe le droit d'exploiter la majorité. Cette majorité qui, jusqu'à présent, était restée entièrement en dehors du progrès historique parce qu'elle ne pouvait constituer une force révolutionnaire indépendante a, nous le savons, cessé au début du XXe siècle de jouer un rôle passif. Nous savons qu'après 1905, des révolutions ont éclaté en Turquie, en Perse et en Chine, qu'un mouvement révolutionnaire s'est développé dans l'Inde. La guerre impérialiste a aussi contribué à la montée du mouvement révolutionnaire, car il a fallu faire participer des régiments coloniaux tout entiers à la lutte des impérialistes d'Europe. La guerre impérialiste a aussi tiré de sa torpeur l'Orient, dont elle a entraîné les peuples dans la politique internationale. L'Angleterre et la France ont armé les peuples coloniaux, les ont aidés à se familiariser avec le matériel de guerre et les machines perfectionnées. Ils se serviront de ces connaissances contre messieurs les impérialistes. A la phase où l'Orient s'éveille succède, dans la révolution actuelle, la phase où tous les peuples d'Orient contribuent à régler les destinées du monde, afin de n'être plus qu'une source d'enrichissement.

Les peuples d'Orient s'éveillent pour l'action pratique, pour que chaque peuple décide du sort de toute l'humanité.

C'est pourquoi je pense que vous aurez, dans le cours de la révolution mondiale, qui, à en juger par ses débuts, durera des années et demandera beaucoup d'efforts, vous aurez dans la lutte révolutionnaire, dans le mouvement révolutionnaire, à jouer un rôle important et à vous associer à notre lutte contre l'impérialisme international. Votre participation à la révolution internationale vous imposera une tâche complexe et difficile dont la réalisation servira de base au succès commun, car c'est la première fois que la majorité de la population se met en mouvement pour son propre compte et sera un facteur actif dans la lutte pour le renversement de l'impérialisme international.

La plupart des peuples d'Orient sont dans une situation pire que la Russie, le pays le plus arriéré d'Europe ; mais nous avons réussi à grouper les paysans et les ouvriers russes dans la lutte contre les vestiges du féodalisme et le capitalisme, et si notre lutte a été aussi facile, c'est parce que paysans et ouvriers se sont unis contre le capital et le féodalisme. La liaison avec les peuples d'Orient est ici particulièrement importante, car la plupart de ces peuples sont les représentants typiques des masses laborieuses, non pas des ouvriers qui ont été à l'école des fabriques et usines capitalistes, mais les représentants typiques d'une masse travailleuse et exploitée de paysans accablés par un joug moyenâgeux. La révolution russe a montré qu'après avoir vaincu le capitalisme, les prolétaires unis aux millions de paysans travailleurs disséminés se sont insurgés contre cette oppression moyenâgeuse et ont vaincu. Notre république des Soviets doit à présent grouper autour d'elle tous les peuples d'Orient en train de s'éveiller, afin de mener avec eux la lutte contre l'impérialisme international.

Une tâche ici se pose pour vous qui ne s'était pas encore posée aux communistes du monde entier : sur la base de la théorie et de la pratique générales du communisme, il vous faut, en vous adaptant aux conditions spécifiques inexistantes dans les pays d'Europe, apprendre à appliquer cette théorie et cette pratique là où la paysannerie forme la masse principale, où il s'agit de lutter non contre le

capital, mais contre les vestiges du moyen âge. C'est une tâche difficile et originale, mais particulièrement féconde, car une masse qui n'a pas encore participé à la lutte s'y trouve entraînée ; d'autre part, grâce à l'organisation de cellules communistes en Orient, vous avez la possibilité d'établir des contacts très étroits avec la IIIe Internationale. Vous devez trouver les formes propres à cette alliance des prolétaires avancés du monde entier avec les masses travailleuses et exploitées d'Orient qui vivent souvent dans des conditions moyenâgeuses. Nous avons réalisé dans notre pays, à une petite échelle, ce que vous ferez en grand, dans de grands pays. Et j'espère que vous vous acquitterez avec succès de cette seconde tâche. Grâce aux organisations communistes d'Orient que vous représentez ici, vous êtes en contact avec le prolétariat révolutionnaire d'avant-garde. La tâche qui vous incombe est de veiller, sans désemparer, à ce que la propagande communiste soit menée dans chaque pays, dans une langue accessible au peuple.

Il va de soi que seul le prolétariat de tous les pays avancés peut remporter la victoire définitive ; et nous, les Russes, nous entreprenons une œuvre que parachèvera le prolétariat anglais, français ou allemand ; mais nous voyons qu'ils ne pourront triompher sans l'aide des masses travailleuses de tous les peuples coloniaux opprimés, des peuples d'Orient en premier lieu. Nous devons nous rendre compte qu'à elle seule l'avant-garde ne peut effectuer le passage au communisme. Il s'agit d'éveiller l'activité révolutionnaire des masses laborieuses, quel que soit leur niveau, pour les amener à faire preuve d'initiative et à s'organiser ; de traduire dans la langue de chaque peuple la véritable doctrine communiste, destinée aux communistes des pays plus avancés ; de réaliser les tâches pratiques qui doivent être accomplies sans retard et de s'allier, dans la lutte commune, aux prolétaires des autres pays.

Tels sont les problèmes dont vous ne trouverez la solution dans aucun livre communiste, mais seulement dans la lutte commune que la Russie a commencée. Il vous faudra poser ces problèmes et les résoudre à l'aide de votre expérience propre. Vous serez secondés, d'une part, par votre alliance étroite avec l'avant-garde de tous les travail-

leurs des autres pays et, de l'autre, par votre aptitude à aborder les peuples d'Orient que vous représentez ici. Vous aurez à vous appuyer sur le nationalisme bourgeois qui s'éveille chez eux, et ne peut manquer de s'éveiller, nationalisme qui est historiquement justifié. Vous devez parallèlement trouver le chemin des masses travailleuses et exploitées de chaque pays, et leur dire dans une langue accessible que leur seul espoir de se libérer est la victoire de la révolution mondiale ; que le prolétariat international est le seul allié des centaines de millions de travailleurs et d'exploités d'Orient.

Telle est la tâche d'une ampleur exceptionnelle qui se pose à vous ; grâce à cette époque de révolution et à l'essor du mouvement révolutionnaire, dont on ne saurait douter, les efforts conjugués des organisations communistes d'Orient la mèneront à bien et aboutiront à la victoire complète sur l'impérialisme international.

« Izvestia du C.C. du P.C.(b)R. » n° 9, 20 décembre 1919

Conforme au texte du bulletin des « Izvestia du C.C. du P.C.(b)R. »

PROJET DE RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.(b)R. SUR LE POUVOIR DES SOVIETS EN UKRAINE[40]

1° Après discussion sur l'attitude à observer envers le peuple travailleur d'Ukraine, qui se libère de l'invasion momentanée des bandes de Dénikine, le Comité central du P. C. R., appliquant rigoureusement le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, juge nécessaire de confirmer une fois de plus que le P. C. R. persiste à reconnaître l'indépendance de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

2° Le P. C. R. s'efforcera d'établir des relations fédératives entre la R. S. F. S. R. et la R. S. S. d'Ukraine, sur la base des décisions du Comité exécutif central de Russie en date du 1er juin 1919 et du Comité exécutif central d'Ukraine en date du 18 mai 1919[41] (ci-joint la résolution).

3° La culture ukrainienne (langue, école, etc.) ayant été opprimée durant des siècles par le tsarisme russe et les classes exploiteuses, le Comité central du P. C. R. fait un devoir à tous les membres du parti de contribuer par tous les moyens à lever tous les obstacles qui s'opposent au libre développement de la langue et de la culture ukrainiennes. Etant donné que des tendances nationalistes engendrées par des siècles d'oppression se manifestent dans les couches arriérées des masses ukrainiennes, les membres du P. C. R. sont tenus de faire preuve de la plus grande prudence à leur égard ; ils leur opposeront, dans des explications fraternelles, l'identité des intérêts des travailleurs d'Ukraine et de Russie. En territoire ukrainien, les membres du P. C. R.

s'appliqueront à mettre en pratique le droit des masses travailleuses à utiliser leur langue maternelle à l'école et dans toutes les institutions soviétiques ; à contrecarrer par tous les moyens les tentatives de russification qui consistent à refouler au second plan la langue ukrainienne, dont ils feront l'instrument de l'éducation communiste des masses travailleuses. Des mesures immédiates seront prises pour que toutes les institutions soviétiques soient dotées, en nombre suffisant, d'un personnel parlant ukrainien, et pour qu'à l'avenir tous les employés sachent s'exprimer dans cette langue.

4° Il importe d'assurer un contact très étroit entre les institutions soviétiques et la population paysanne autochtone. A cet effet, on prendra pour règle, même au début, lors de l'institution des comités révolutionnaires et des Soviets, d'y assurer la majorité à la paysannerie laborieuse, en donnant une influence décisive aux paysans pauvres.

5° Etant donné qu'en Ukraine, plus encore qu'en Russie, la majeure partie de la population est constituée par la paysannerie, la tâche du pouvoir soviétique en Ukraine est de gagner la confiance non seulement des paysans pauvres, mais aussi des larges couches de la paysannerie moyenne qui, par ses véritables intérêts, est intimement liée au pouvoir des Soviets. En particulier, tout en maintenant le principe de la politique du ravitaillement (stockage du blé par l'État aux prix fermes), il est indispensable de modifier ses modalités d'application.

La tâche la plus urgente de la politique du ravitaillement en Ukraine doit être le prélèvement des excédents de blé dans une proportion strictement limitée, de façon à couvrir les besoins des paysans ukrainiens pauvres, des ouvriers et de l'Armée Rouge. En opérant ces prélèvements, on veillera tout particulièrement aux intérêts de la paysannerie moyenne, qu'on devra rigoureusement distinguer des koulaks. Il faut démasquer en fait, aux yeux des paysans ukrainiens, la démagogie contre-révolutionnaire qui veut leur faire croire que la Russie soviétique a pour objectif de drainer le blé et les autres produits alimentaires ukrainiens pour les envoyer en Russie.

Il faut imposer aux agents du pouvoir central, à tous les militants du parti, instructeurs politiques, etc., la tâche

de faire participer le plus largement possible les paysans pauvres et moyens à l'administration.

Dans le même but d'instaurer un véritable pouvoir des travailleurs, des mesures immédiates seront prises visant à empêcher l'envahissement des institutions soviétiques par les éléments de la petite bourgeoisie ukrainienne urbaine, qui ignorent les conditions d'existence des larges masses paysannes et se dissimulent souvent sous l'appellation de communistes.

La condition nécessaire à l'admission de ces éléments dans les rangs du parti, comme dans les institutions soviétiques, doit être le contrôle préalable de leurs aptitudes au travail et de leur dévouement effectif aux intérêts des travailleurs, en premier lieu au front, dans l'armée. Partout et en toutes circonstances, ces éléments seront soumis au contrôle de classe rigoureux du prolétariat.

Par le manque d'organisation des paysans pauvres, le nombre important d'armes détenues par la population rurale d'Ukraine est inévitablement, comme l'a montré l'expérience, concentré entre les mains des éléments koulaks et contre-révolutionnaires, ce qui conduit en fait non à la dictature du prolétariat, mais à la domination des bandits koulaks; la tâche primordiale de l'édification soviétique en Ukraine est donc de confisquer toutes les armes et de les concentrer entre les mains de l'Armée Rouge ouvrière et paysanne.

6° De même, la politique agraire doit sauvegarder tout particulièrement les intérêts des exploitations des paysans pauvres et moyens.

La tâche qui se pose à la politique agraire en Ukraine est de :

1) Supprimer complètement la propriété foncière des hobereaux, que Dénikine rétablit, et remettre leurs biens-fonds aux paysans sans terre ou qui n'en sont qu'insuffisamment pourvus.

2) Fonder des exploitations soviétiques en nombre et aux dimensions strictement limités, en se conformant rigoureusement dans chaque cas aux intérêts de la paysannerie d'alentour.

3) En ce qui concerne le groupement des paysans en communes, artels, etc., on pratiquera strictement la politi-

que du parti, qui n'admet à cet égard aucune contrainte, laissant exclusivement aux paysans la liberté de décider par eux-mêmes et en punissant avec sévérité toutes tentatives de contrainte dans ce domaine.

* * *

2. Considérant que la nécessité d'une étroite union de toutes les républiques soviétiques dans leur lutte contre les forces menaçantes de l'impérialisme mondial est incontestable pour tout communiste et pour tout ouvrier conscient, le P. C. R. estime que les ouvriers et les paysans travailleurs ukrainiens décideront eux-mêmes définitivement des formes que revêtira cette union.

Rédigé en novembre 1919

Conforme à une copie dactylographiée ; le point 2 complémentaire est conforme au manuscrit

VIIIe CONFÉRENCE DU P. C. (b) R.[42]

2-4 DÉCEMBRE 1919

1

DISCOURS D'OUVERTURE
2 DÉCEMBRE

Camarades,

Permettez-moi au nom du Comité central du P. C. (b) R. de déclarer ouverte notre conférence.

Camarades,

D'après les statuts du parti, une conférence comme celle d'aujourd'hui doit se réunir tous les trois mois ; mais la situation difficile que nous avons connue il y a quelques mois en raison de la conjoncture militaire, nous a contraints à tendre nos forces et à comprimer tous les appareils du travail non seulement soviétique, mais aussi du parti, à un point tel que nous n'avons malheureusement pas réussi à respecter à la lettre cette disposition des statuts, et la conférence a été ajournée.

Camarades,

Nous réunissons aujourd'hui la conférence à l'occasion du congrès des Soviets, à un moment où nous avons pu obtenir une énorme amélioration sur les fronts et où nous sommes convaincus d'être à la veille d'un immense tournant vers le mieux, tant dans la situation internationale que sur le plan militaire, ainsi qu'à propos de toute notre édification intérieure. Les réunions du parti, la presse ont déjà évoqué maintes fois les tâches qui s'offrent à nous, et nous en parlerons lors de l'examen des différents points concrets de l'ordre du jour. C'est pourquoi je me permets de passer directement au côté pratique et de vous proposer d'élire le bureau de la conférence.

Je vous prie de faire connaître vos propositions à ce sujet.

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 271. 3 décembre 1919

Conforme au compte rendu sténographique collationné sur le texte du journal

2

RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL 2 DÉCEMBRE

(Applaudissements.)

Camarades,

En principe, le rapport du Comité central devait, surtout à l'heure actuelle, faire le point de l'expérience réalisée dans cette dernière période. Mais je dois dire que la tâche qui consiste à se limiter à l'histoire ou du moins ne donner qu'un compte rendu qui se préoccupe essentiellement de l'histoire, ne correspond vraiment pas à l'esprit des temps que nous vivons et aux tâches qui s'imposent à nous. C'est pourquoi je me permettrai, dans le présent rapport, que je désirerais présenter aussi au congrès des Soviets, de mettre l'accent moins sur l'exposé des événements que nous avons connus que sur les leçons de l'expérience que nous acquérons et que nous devons acquérir pour notre activité pratique immédiate.

Bien qu'on puisse affirmer sans la moindre exagération que nous avons remporté des succès considérables pendant cette dernière période, bien que la difficulté principale soit déjà franchie, nous avons cependant à faire face à des difficultés encore très, très grandes, sans nul doute. Naturellement, le parti doit porter toute son attention sur la réalisation de ces tâches ; pour ce qui est de l'histoire, on ne peut se permettre d'y plonger nos regards que dans la mesure où il le faut absolument pour résoudre les problèmes qui se posent à nous.

Naturellement, depuis l'avènement du pouvoir des Soviets, le problème essentiel qui nous a le plus préoccupés est à coup sûr le problème militaire. La guerre civile, cela se conçoit, a tout envahi ; et il est bien naturel que dans cette lutte pour l'existence nous devions arracher à tous

les autres secteurs de notre travail et de notre activité les meilleurs militants du parti et les envoyer pour faire un travail militaire. Il ne pouvait en être autrement en temps de guerre. Par contre, malgré tout le préjudice causé par cette soustraction au travail créateur dans les nombreuses branches de l'activité des Soviets et du parti, nous sommes véritablement parvenus dans le domaine militaire à une concentration des forces et à des succès que non seulement nos adversaires, non seulement les hésitants, mais même la majorité des nôtres auraient probablement jugé impossibles auparavant. Car tenir deux ans, alors que tous nos ennemis bénéficient du soutien direct et indirect de l'impérialisme allemand d'abord, puis de l'impérialisme de l'Entente, plus fort encore, englobant sans partage le monde entier, tenir deux ans dans un pays aussi dévasté et arriéré est un problème dont la solution a sans nul doute constitué un «miracle». C'est pourquoi, me semble-t-il, nous devons examiner de près la façon dont ce «miracle» a pu se produire et les conclusions pratiques qui en découlent à partir desquelles nous pourrions dire en toute certitude — il me semble que nous pouvons vraiment l'affirmer avec certitude — que, malgré les immenses difficultés de notre édification intérieure, nous surmonterons ces difficultés à très brève échéance avec autant de succès que dans le domaine de la défense militaire.

L'impérialisme mondial qui, à proprement parler, a provoqué chez nous la guerre civile et s'est rendu coupable de sa prolongation, a subi des défaites au cours de ces deux années, et nous devons avant tout nous demander comment il a pu se faire que, dans la lutte contre l'impérialisme mondial, qui est, sans aucun doute, aujourd'hui encore plusieurs fois plus fort que nous, nous ayons remporté un aussi prodigieux succès? Pour répondre à cette question, il faut jeter un regard d'ensemble sur l'histoire de la guerre civile en Russie, sur l'histoire de l'intervention de l'Entente. Nous devons avant tout établir dans cette guerre l'existence de deux phases radicalement distinctes quant au mode d'action de l'Entente, ou de deux méthodes essentielles d'opérations militaires contre la Russie.

Tout d'abord, après avoir battu l'Allemagne, l'Entente s'est appuyée, chose bien naturelle, sur ses propres armées

dans son plan visant à écraser la République soviétique de Russie. Et, bien entendu, si l'Entente avait pu lancer véritablement contre la République soviétique de Russie ne fût-ce qu'une faible fraction de ses gigantesques armées libérées après la défaite de l'Allemagne, ne fût-ce que le dixième de ces troupes, il va de soi que nous n'aurions pu tenir. Et la première phase de la guerre civile en Russie est caractérisée par l'échec de l'Entente dans sa tentative de briser la République des Soviets avec ses propres forces. Les troupes anglaises qui opéraient sur le front d'Arkhangelsk ont dû être évacuées par l'Entente. Le débarquement des troupes françaises dans le Sud de la Russie s'est soldé par une série de mutineries des marins français ; à l'heure actuelle, malgré les sévices de la censure militaire — bien qu'il n'y ait pas de guerre, l'ex-censure militaire, aujourd'hui non militaire, subsiste toujours en Angleterre et en France, pays soi-disant libres —, et si rares que soient les numéros des journaux qui nous parviennent, nous disposons néanmoins de documents tout à fait précis en provenance d'Angleterre et de France ; ils montrent que, par exemple, les informations relatant la mutinerie des marins de l'escadre française de la mer Noire sont parues dans la presse française ; que la condamnation au bagne de quelques marins français a été connue en France ; que toute la presse communiste, toute la presse ouvrière révolutionnaire de France et d'Angleterre se réfère à ces faits ; que, par exemple, le nom de la camarade Jeanne Labourbe, que les Français ont fusillée à Odessa pour sa propagande bolchévique, est devenu un mot d'ordre pour la presse ouvrière socialiste de France, et ceci pas seulement pour l'aile communiste : même un journal comme *l'Humanité*[43] qui, au fond, défend des principes fondamentaux très proches de ceux de nos menchéviks et de nos socialistes-révolutionnaires, même ce journal a fait du nom de Jeanne Labourbe un mot d'ordre de lutte contre l'impérialisme français, pour la non-intervention dans les affaires russes. Exactement de même, les lettres des soldats anglais, qui ont été sur le front d'Arkhangelsk, ont fait l'objet de commentaires dans la presse ouvrière d'Angleterre. Nous possédons des documents tout à fait précis à ce sujet. Il est donc évident qu'il s'agit là d'un immense pas en avant que nous avions toujours si-

gnalé, que nous espérions vivement et qui s'est incontestablement imposé ces derniers temps, quoique avec une extrême lenteur.

Ce pas en avant a été inévitablement suscité par le cours même des événements. Ce sont les pays qui étaient considérés et continuent d'être considérés comme les plus démocratiques, civilisés et cultivés, ce sont eux qui ont fait la guerre à la Russie par les moyens les plus féroces, sans le moindre droit légal. On accuse les bolchéviks de violer la démocratie, c'est là un argument courant chez les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et dans toute la presse bourgeoise d'Europe. Mais aucun de ces Etats démocratiques n'a pris le parti de déclarer la guerre à la Russie soviétique ; il ne l'osera dans le cadre de ses propres lois. A côté de cela, une protestation peu perceptible en apparence, mais très profonde se fait jour dans la presse ouvrière ; elle déclare : où y a-t-il dans notre constitution, dans la constitution de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique, des lois qui permettent de faire la guerre sans la déclarer et sans consulter le Parlement ? La presse d'Angleterre, de France et d'Amérique a publié des propositions tendant à déférer en justice les chefs de ces pays pour crimes d'Etat, pour avoir déclaré la guerre sans l'autorisation du Parlement. De telles propositions ont été émises. Il est vrai qu'elles ont été faites dans des publications ne paraissant pas plus d'une fois par semaine, vraisemblablement confisquées au moins une fois par mois et diffusées à quelques centaines ou quelques milliers d'exemplaires. Les chefs des partis au pouvoir ont même pu les négliger. Mais il faut ici noter deux courants principaux : les classes dirigeantes sortent tous les jours dans le monde entier des millions d'exemplaires de journaux capitalistes connus qui fourmillent de mensonges et de calomnies inouïs contre les bolchéviks. Mais, à la base, dans les masses ouvrières, les soldats rentrés de Russie ont fait connaître la fausseté de toute cette campagne. C'est ainsi que l'Entente est mise dans l'obligation de retirer ses troupes de Russie.

Quand nous disions, depuis le début, que nous misions sur la révolution mondiale, on riait, on déclarait des centaines de fois que c'était une chimère et on le déclare en-

core aujourd'hui. Mais en deux ans, nous avons reçu des éléments précis permettant de vérifier les faits. Nous savons que si nous entendions par là l'espoir d'un soulèvement rapide, immédiat en Europe, il ne s'est pas réalisé. Mais, que cette mise se soit avérée essentiellement juste et qu'elle ait dès le début dérobé à l'Entente le terrain pour une intervention armée, après deux ans et en particulier après la défaite de Koltchak, après le retrait des troupes anglaises d'Arkhangelsk et de tout le front Nord, c'est là un fait historique absolument incontestable. Il suffisait pour nous écraser d'une toute petite fraction des troupes dont disposait l'Entente. Mais nous avons pu battre l'ennemi parce qu'au moment le plus critique les ouvriers du monde entier ont manifesté leur sympathie. Et c'est ainsi que nous avons pu nous tirer avec honneur de cette première phase d'invasion de l'Entente. Il me souvient qu'un article — de Radek, je crois — disait que le contact des armées de l'Entente avec le sol brûlant de la Russie, qui avait allumé l'incendie de la révolution socialiste, embraserait aussi ces troupes. La réalité a montré que c'est bien ce qui s'est produit. Est-il besoin de dire que les mouvements qui se sont produits parmi les soldats et les marins anglais et français connaissant les noms de ceux qui ont été fusillés pour leur propagande bolchévique, est-il besoin de dire que, malgré la faiblesse de ces mouvements, des organisations communistes, ils font un travail prodigieux. Les résultats sont là : ils ont forcé l'Entente à retirer ses troupes. Cela a suffi à nous donner une première victoire de taille.

La deuxième méthode de l'Entente, son deuxième système de lutte, a consisté à utiliser les petits Etats contre nous. Cette année, fin août, un journal suédois a publié une information selon laquelle Churchill, ministre de la Guerre anglais, aurait déclaré que 14 Etats allaient attaquer la Russie et que, par conséquent, sous peu, à la fin de l'année en tout cas, la chute de Pétrograd et de Moscou était chose sûre. Il semble que par suite Churchill ait démenti cette déclaration, affirmant qu'elle avait été inventée par les bolchéviks. Mais nous avons des informations précises indiquant le journal suédois qui a publié cette nouvelle. Nous affirmons donc que cette nouvelle provient de sources européennes. En outre, elle est confirmée par les faits.

L'exemple de la Finlande et de l'Estonie nous a permis d'établir avec une précision absolue que l'Entente a employé tous ses efforts pour obliger ces pays à attaquer la Russie soviétique. J'ai eu moi-même l'occasion de lire un éditorial du journal anglais *Times*, consacré à la question finlandaise, au moment où les troupes de Ioudénitch étaient à quelques kilomètres de Pétrograd et où le danger qui pesait sur la ville était énorme. Cet article bouillonnait littéralement de colère, d'indignation ; il était écrit avec une passion inouïe, insolite pour ce journal (les journaux de ce genre sont habituellement rédigés dans un style diplomatique, comme chez nous la *Retch* de Milioukov). C'était une proclamation des plus frénétiques, adressée à la Finlande ; elle posait explicitement la question : le sort du monde dépend de la Finlande, sur laquelle tous les pays capitalistes civilisés ont les yeux fixés. Nous savons que le moment où les troupes de Ioudénitch étaient à quelques kilomètres de Pétrograd était décisif. Peu importe que Churchill ait prononcé ou non les paroles citées ci-dessus, cette politique cependant était celle qu'il menait. On sait la pression que l'impérialisme de l'Entente exerçait sur ces petits pays créés en toute hâte, impuissants, totalement assujettis à l'Entente même dans les questions vitales, comme celle du ravitaillement, et sous tous les autres rapports. Ils ne peuvent s'arracher à cette sujétion. Tous les modes de pression : finances, ravitaillement, armée ont été mis en œuvre pour forcer l'Estonie, la Finlande et, sans aucun doute aussi, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne, pour forcer tout ce groupe d'Etats à marcher contre nous. L'histoire de la dernière campagne de Ioudénitch contre Pétrograd a définitivement montré que cette deuxième méthode de guerre pratiquée par l'Entente a fait fiasco. Il est certain que l'aide la plus minime de la Finlande où l'aide un peu plus substantielle de l'Estonie aurait suffi pour régler le sort de Pétrograd. Il est certain que, consciente de la gravité de la situation, l'Entente a fait tous ses efforts pour obtenir cette aide et, néanmoins, elle a subi un échec.

C'est la deuxième immense victoire internationale que nous ayons remportée, victoire plus complexe que la première. La première a été remportée parce qu'il a été vrai-

ment impossible de maintenir les troupes françaises et anglaises en territoire russe ; elles ne combattent pas, mais fournissent à l'Angleterre et à la France des rebelles qui dressent les ouvriers anglais et français contre leur propre gouvernement. Mais, bien qu'on ait entouré et qu'on entoure à dessein la Russie d'un cordon de petits Etats créés et soutenus, de toute évidence, pour lutter contre le bolchévisme, cette arme elle aussi se retourne contre l'Entente. Il existe dans tous ces Etats des gouvernements bourgeois qui comprennent presque toujours des conciliateurs bourgeois, des hommes qui marchent contre les bolchéviks en raison de leur position de classe. Chacune de ces nations est à coup sûr résolument hostile aux bolchéviks ; néanmoins, nous avons réussi à faire tourner ces bourgeois et ces conciliateurs de notre côté. Cela paraît incroyable, mais c'est pourtant la vérité, parce que chacun de ces Etats, après la guerre impérialiste qu'il a traversée, ne peut manquer d'hésiter dans la question de savoir s'il a intérêt aujourd'hui à lutter contre les bolchéviks, alors que l'autre prétendant au pouvoir en Russie, celui qui a toute raison d'être considéré comme sérieux, n'est que Koltchak ou Dénikine, représentants de l'ancienne Russie impérialiste ; et que Koltchak ou Dénikine soient en l'occurrence des représentants de l'ancienne Russie, on n'en saurait douter. Par conséquent, nous avons pu tirer parti d'une nouvelle fissure dans le camp de l'impérialisme. Si, pendant les premiers mois qui ont suivi notre révolution, nous avons tenu parce que les impérialismes allemand et anglais étaient engagés dans un combat à mort, si, après ces six mois, nous avons tenu plus de six autres mois parce que les troupes de l'Entente se sont montrées incapables de lutter contre nous, l'année suivante, dont il faut plus particulièrement rendre compte aujourd'hui, nous avons pu tenir avec succès parce que la tentative des grandes puissances qui exercent sans réserve et sans condition leur influence sur tous les petits pays, leur tentative de mobiliser les petits pays contre nous, a fait échec du fait que les intérêts de l'impérialisme international sont contraires à ceux de ces pays. Chacun d'eux a déjà senti sur lui la griffe de l'Entente. Ils savent que lorsque les capitalistes français, américains et anglais disent : « Nous vous garantissons l'indépendance », cela signifie

dans la pratique : « Nous accaparons toutes les sources de vos richesses et vous maintenons dans la servitude. En outre, nous vous traitons avec le cynisme de l'officier qui arrive en pays étranger pour diriger et spéculer, sans vouloir tenir compte de personne. » Ils savent que dans un tel pays, l'ambassadeur anglais a bien souvent plus d'importance que n'importe quel souverain ou parlement national. Et si les démocrates petits-bourgeois n'ont pas pu jusqu'à présent comprendre ces vérités, maintenant la réalité les oblige à s'en rendre compte. Il apparaît que, par rapport aux éléments bourgeois et petits-bourgeois des petits pays mis au pillage par les impérialistes, nous représentons sinon des alliés, du moins des voisins plus sûrs et plus précieux que les impérialistes.

C'est la deuxième victoire que nous ayons remportée sur l'impérialisme international.

Voilà pourquoi nous sommes en droit de dire aujourd'hui que les principales difficultés sont déjà franchies. Il est absolument certain que l'Entente multipliera les tentatives d'intervenir par les armes dans nos affaires. Si les dernières victoires sur Koltchak et Ioudénitch ont forcé les représentants de toutes ces puissances à dire aujourd'hui que la campagne contre la Russie est sans espoir et à proposer la paix, nous devons nous rendre clairement compte de l'importance de telles déclarations. Je vous prierai ici de ne pas sténographier...

Si nous avons arraché un tel aveu aux représentants des intellectuels bourgeois, à nos ennemis impitoyables, nous sommes en droit de dire une fois encore que la sympathie non seulement de la classe ouvrière, mais aussi celle de larges cercles intellectuels bourgeois, est acquise au pouvoir soviétique. Les représentants des philistins, des petits bourgeois, de ceux qui hésitaient dans la bataille acharnée du travail contre le capital, sont passés résolument de notre côté et nous pouvons aujourd'hui compter en partie sur leur soutien.

Nous devons tenir compte de cette victoire et si nous la rattachons à la façon dont nous avons en définitive battu Koltchak, la conclusion en devient encore plus probante... et ici vous pouvez reprendre vos notes, parce que la diplomatie s'arrête là.

Si nous cherchons à savoir quelles forces ont favorisé notre victoire sur Koltchak, nous devrons reconnaître que la victoire sur Koltchak, bien que celui-ci ait opéré sur le territoire où il y a le moins de prolétariat et où nous ne pouvions fournir au paysan une aide directe et efficace pour renverser le pouvoir des grands propriétaires fonciers, analogue à celle que nous lui avions fournie en Russie, bien que Koltchak soit parti d'un front soutenu par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui formaient le front de l'Assemblée constituante ; bien que les meilleures conditions aient été réunies là-bas pour créer un pouvoir gouvernemental fondé sur l'aide de l'impérialisme mondial, cette expérience s'est néanmoins achevée par la défaite totale de Koltchak. Ces faits nous permettent de tirer cette conclusion capitale pour nous et qui doit nous guider dans toute notre activité : *historiquement, la classe qui triomphe est celle qui peut entraîner avec elle la masse de la population.* Si les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires parlent aujourd'hui encore d'une Assemblée constituante, de la volonté de la nation, etc., nous avons pendant ce temps acquis par expérience la conviction qu'en période révolutionnaire la lutte de classes revêt les formes les plus terribles, mais ne peut conduire à la victoire que lorsque la classe qui la mène est capable d'entraîner avec elle la majorité de la population. A cet égard, la comparaison qui a été faite non pas en votant avec des petits bulletins, mais par l'expérience de plus d'un an de la lutte la plus dure, la plus sanglante, qui a demandé cent fois plus de sacrifices que telle ou telle autre lutte politique, cette expérience relative à Koltchak a montré que nous exerçons la domination de la classe dont nous savons mieux que n'importe quel autre parti entraîner la majorité, en nous adjoignant la paysannerie comme amie et alliée. C'est ce qu'a prouvé l'exemple de Koltchak. Sur ce plan social, cet exemple constitue pour nous la toute dernière leçon. Il montre sur qui nous pouvons compter et qui marche contre nous.

La classe ouvrière, si affaiblie soit-elle par la guerre impérialiste et la désorganisation économique, assume la domination politique, mais elle n'aurait pu y parvenir si elle n'avait pas attiré à ses côtés, comme alliés et comme amis, la majorité de la population laborieuse, la paysanne-

rie, dans les conditions propres à la Russie. C'est ce qui s'est produit dans l'Armée Rouge, où nous avons pu utiliser des spécialistes, en majorité hostiles à nous, et créer cette armée qui, de l'aveu même de nos ennemis socialistes-révolutionnaires dans la résolution du dernier conseil de leur parti, n'est pas une armée de mercenaires, mais une armée populaire. La classe ouvrière a pu mettre sur pied cette armée, dont la majorité n'appartient pas à sa classe, elle a pu utiliser des spécialistes qui lui sont hostiles, uniquement parce qu'elle a pu entraîner, se faire des amis et des alliés de la masse de travailleurs, liée à la petite exploitation, liée à la propriété et qui, pour cette raison, aspire constamment à la liberté du commerce, c'est-à-dire au capitalisme, au retour du pouvoir de l'argent. Tel est le fondement de tout ce que nous avons obtenu en deux ans. Dans tout notre travail à venir, dans toute notre activité à venir, dans l'activité qu'il faut entreprendre dans l'Ukraine en voie de libération, dans cette édification, dont toute la difficulté et l'importance des tâches se révéleront après la victoire sur Dénikine, nous devons par-dessus tout nous ancrer dans la tête cette leçon essentielle, l'avoir plus que tout présente à l'esprit. Le bilan politique de notre activité, ce me semble, se ramène et se résume avant tout à cela.

Camarades,

On a déjà dit que la guerre est la continuation de la politique. Nous en avons fait l'expérience au cours de notre propre guerre. La guerre impérialiste qui a été la continuation de la politique des impérialistes, des classes dominantes, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, a provoqué l'hostilité dans les masses populaires et a été le meilleur moyen pour provoquer la poussée révolutionnaire de ces masses. Chez nous, en Russie, elle a facilité à la fois le renversement de la monarchie, celui de la grande propriété foncière et de la bourgeoisie ; ce renversement ne s'est effectué avec la plus grande facilité que parce que la guerre impérialiste était la continuation, l'aggravation, le comble du cynisme de la politique impérialiste. Notre guerre à nous a été la continuation de notre politique communiste, de la politique du prolétariat. Jusqu'à présent, nous lisons dans les publications menchévi-

ques et socialistes-révolutionnaires, nous entendons dans la bouche des sans-parti et des hésitants : « Vous avez promis la paix et vous avez donné la guerre, vous avez trompé les masses laborieuses. » Nous disons, nous, que les masses laborieuses, bien qu'elles n'aient pas étudié le marxisme, ont néanmoins, grâce à leur instinct de classe d'opprimés, d'hommes qui pendant des dizaines d'années ont subi le joug des propriétaires fonciers, des capitalistes, assimilé à merveille la différence entre la guerre impérialiste et la guerre civile. Pour tous ceux qui ont subi des dizaines d'années d'oppression, pour ceux-là, la différence entre les deux guerres est bien claire. La guerre impérialiste a été la continuation de la politique impérialiste. Elle a dressé les masses contre leurs maîtres. Dirigée contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, la guerre civile, elle, a été la continuation de la politique de renversement de ces propriétaires fonciers et de ces capitalistes ; de mois en mois, l'évolution de cette guerre a renforcé le lien unissant les masses laborieuses au prolétariat qui dirige cette guerre. Si nombreuses qu'aient été les épreuves, si fréquentes les grosses défaites et si douloureuses, si fréquents qu'aient été les moments où l'ennemi remportait d'immenses victoires et où l'existence du pouvoir soviétique ne tenait qu'à un fil — il y a eu de ces moments, il est certain que l'Entente essaiera encore de nous combattre —, nous devons pourtant dire que l'expérience que nous avons vécue est une expérience très sérieuse. Cette expérience a montré que la guerre raffermit la conscience des masses laborieuses et leur montre les avantages du pouvoir des Soviets. Les naïfs ou ceux qui sont entièrement imbus des préjugés de l'ancienne petite bourgeoisie et de l'ancien parlementarisme démocratique bourgeois attendent que le paysan décide par un bulletin de vote s'il se rallie aux communistes-bolchéviks ou aux socialistes-révolutionnaires ; ils n'admettent pas d'autre solution, parce qu'ils sont partisans de la souveraineté du peuple, de la liberté, de l'Assemblée constituante, etc. Or, la vie en a décidé de telle sorte que les paysans ont dû vérifier la chose dans les faits. Ils ont d'abord donné la majorité aux socialistes-révolutionnaires dans l'Assemblée constituante, mais la politique des socialistes-révolutionnaires a fait fiasco ; dès lors

les paysans ont eu pratiquement affaire aux bolchéviks et acquis la conviction que c'est un pouvoir solide, un pouvoir qui exige pas mal de choses, que c'est un pouvoir qui est capable d'obtenir coûte que coûte l'exécution de ce qu'il réclame, que c'est un pouvoir qui reconnaît que le prêt de blé à l'affamé constitue pour les paysans un devoir incontestable, même s'il s'effectue sans contrepartie, que c'est un pouvoir qui s'efforce de faire remettre à tout prix ce blé aux affamés. Cela, les paysans l'ont vu ; ils ont comparé ce pouvoir à celui de Koltchak et Dénikine, et ils ont fait leur choix non par un vote, mais en tranchant la question dans la pratique, lorsqu'ils ont eu à expérimenter l'un et l'autre pouvoir. Les paysans tranchent et trancheront ce problème à notre avantage.

Voilà ce que nous a prouvé l'histoire de la défaite de Koltchak et ce que nous prouvent nos victoires dans le Sud. Voilà pourquoi nous disons que réellement les masses, les millions d'hommes peuplant les campagnes, les millions de paysans se rangent définitivement de notre côté. C'est là, me semble-t-il, la principale leçon politique que nous avons tirée ces derniers temps et que nous devons appliquer aux tâches d'édification intérieure qui, maintenant, après notre victoire sur Dénikine, se trouveront posées à l'ordre du jour, puisque nous avons la possibilité de concentrer nos efforts sur l'édification intérieure.

Jusqu'à présent, la petite bourgeoisie d'Europe nous a surtout accusés de pratiquer le terrorisme, de réprimer brutalement les intellectuels et les petits bourgeois. A cela nous répondrons : « Tout cela, c'est vous qui nous l'avez imposé, ce sont vos gouvernements. » Quand on crie à la terreur, nous répondons : « Et quand les puissances qui détiennent la flotte mondiale, qui détiennent des forces militaires, cent fois supérieures aux nôtres, foncent sur nous et obligent tous les petits Etats à se battre contre nous, ce n'était pas la terreur peut-être ? » C'était véritablement de la terreur, quand toutes les puissances se sont liguées contre un pays, l'un des plus arriérés et des plus affaiblis par la guerre. Même l'Allemagne a constamment aidé l'Entente, depuis l'époque où, avant d'être vaincue, elle sustentait Krasnov, et jusqu'à ces temps derniers où cette même Allemagne nous bloque et prête directement son concours

à nos adversaires. Cette croisade de l'impérialisme mondial, cette croisade militaire lancéee contre nous, cette subornation des conspirateurs à l'intérieur du pays, n'était-ce pas la terreur ? La terreur, nous l'avons pratiquée parce que de telles forces militaires ont fondu sur nous qu'il était nécessaire de bander comme jamais tous nos ressorts. Il fallait agir à l'intérieur du pays avec le maximum de rigueur, il fallait rassembler toutes nos forces. Ici nous ne voulions pas nous trouver — et nous avons décidé que nous ne nous trouverions pas — dans la situation où étaient les conciliateurs avec Koltchak en Sibérie, dans laquelle se trouveront demain les conciliateurs allemands qui s'imaginent représenter le gouvernement et s'appuyer sur l'Assemblée constituante, alors qu'en réalité une centaine ou un millier d'officiers peuvent à tout moment envoyer promener un tel gouvernement. Et cela se conçoit, parce que ces officiers-là constituent une masse entraînée, organisée, qui connaît parfaitement l'art militaire, qui tient en main tous les fils, une masse remarquablement informée sur la bourgeoisie et les propriétaires fonciers et dont la sympathie leur est acquise.

C'est ce qu'a montré l'histoire de tous les pays après la guerre impérialiste, et maintenant, face à la terreur que faisait régner l'Entente, nous étions en droit de recourir à cette même terreur.

Il suit de là que l'accusation de terrorisme, dans la mesure où elle est justifiée, retombe non pas sur nous, mais sur la bourgeoisie. C'est elle qui nous a imposé la terreur. Et c'est nous qui ferons les premiers pas pour la limiter au strict minimum, dès que nous en aurons fini avec la source principale du terrorisme, avec l'assaut de l'impérialisme mondial, les complots militaires et la pression militaire que l'impérialisme mondiale exerce sur notre pays.

Et ici, puisque nous parlons du terrorisme, il faut parler aussi de l'attitude à l'égard de cette couche moyenne, de ces intellectuels, qui se plaignent par-dessus tout de la brutalité du pouvoir des Soviets, qui se plaignent que le pouvoir soviétique les met dans une situation pire qu'avant.

Ce que nous pouvons faire avec nos maigres moyens en faveur des intellectuels, nous le faisons pour leur bien.

Nous savons naturellement combien le rouble-papier a peu de valeur, mais nous savons aussi ce que représente la spéculation qui fournit une certaine aide à ceux à qui nos services du ravitaillement ne permettent guère de subsister. Sous ce rapport, nous accordons des avantages aux intellectuels bourgeois. Nous savons qu'au moment où l'impérialisme mondial s'est abattu sur nous, nous avons dû appliquer la discipline militaire la plus rigoureuse et riposter de toutes nos forces. Et, naturellement, dans la guerre révolutionnaire que nous menions nous ne pouvions agir comme l'ont fait toutes les puissances bourgeoises qui rejetaient tout le fardeau de la guerre sur les masses laborieuses. Non, le fardeau de la guerre civile doit être et sera réparti aussi sur tous les intellectuels, toute la petite bourgeoisie et toutes les couches moyennes ; ils en supporteront tous le poids. Naturellement, il leur sera beaucoup plus dur de le supporter, parce qu'ils ont été privilégiés pendant des dizaines d'années, mais, dans l'intérêt de la révolution sociale, nous devons leur imposer cette charge, à eux de même. C'est ainsi que nous jugeons et que nous agissons ; nous ne pouvons pas faire autrement.

Avec la fin de la guerre civile un pas sera accompli vers l'amélioration de la situation de ces catégories. Dès maintenant, par notre politique des tarifs, nous faisons la preuve, et nous l'avons déclaré dans notre programme, que nous reconnaissons la nécessité de placer ces catégories dans une situation meilleure, parce que le passage du capitalisme au communisme n'est possible qu'en utilisant les spécialistes bourgeois, et toutes nos victoires, toutes les victoires de notre Armée Rouge guidée par le prolétariat qui a entraîné la paysannerie mi-laborieuse, mi-propriétaire, nous les avons remportées en partie grâce à notre aptitude à utiliser les spécialistes bourgeois. Cette politique qui s'est exprimée dans les questions militaires doit devenir notre politique d'édification intérieure.

L'expérience que nous avons acquise durant ce temps nous dit que bien souvent, tout en jetant les fondations de l'édifice, nous nous sommes mis à construire la coupole, à ajouter toutes sortes d'ornements, etc. Peut-être était-ce nécessaire dans une certaine mesure pour une république socialiste. Peut-être devions-nous construire dans tous les

domaines de la vie nationale. Cet engouement pour la construction dans tous les domaines est parfaitement naturel. Si l'on étudiait l'expérience acquise en matière d'édification de notre Etat, nous verrions bien souvent maintes constructions amorcées et abandonnées, si bien qu'à les considérer, on peut se demander : peut-être aurait-il fallu attendre avant de mettre en train cette construction et s'attaquer d'abord à l'essentiel ? L'on conçoit parfaitement que tous les militants se soient tout naturellement passionnés pour des tâches qui ne peuvent être accomplies qu'une fois les fondations posées. Mais, après cette expérience, nous pouvons dire aujourd'hui qu'à l'avenir nous concentrerons davantage nos efforts sur l'essentiel, sur les fondations, sur les tâches les plus élémentaires qui sont les plus difficiles à réaliser, mais que pourtant nous réaliserons. Ce sont le problème du blé, le problème du combustible, le problème de la lutte contre les poux. Ce sont là les trois tâches les plus élémentaires qui nous permettront de construire la république socialiste ; et alors, nous l'emporterons sur le monde entier cent fois plus victorieusement, de façon plus éclatante et triomphale que nous avons repoussé les assauts de l'Entente.

En ce qui concerne le blé, nous avons beaucoup avancé dans la pratique des réquisitions. Notre politique du ravitaillement a donné, en cette deuxième année, la possibilité de collecter trois fois plus de blé qu'au cours de la première. Pendant les trois mois de la dernière campagne, nous avons stocké plus de blé que pendant les trois mois de l'an dernier, bien que, comme vous l'apprendra le rapport du Commissaire du Peuple au Ravitaillement, cette collecte se soit effectuée sans contredit au milieu des plus grandes difficultés. A elle seule, l'incursion de Mamontov, qui s'est emparé du sud de la zone agricole du Centre, nous a coûté très cher. Mais nous avons appris à appliquer les réquisitions, c'est-à-dire à forcer les gens à livrer le blé à l'Etat aux prix fermes, sans contrepartie. Nous savons fort bien, naturellement, qu'un billet de banque n'est pas un équivalent du blé. Nous savons que le paysan donne son blé à crédit ; nous lui disons : dois-tu garder ton blé en attendant la contrepartie, alors que l'ouvrier meurt de faim ? Veux-tu vendre ton blé au marché libre et nous ramener

ainsi au capitalisme ? Beaucoup d'intellectuels qui ont lu Marx ne comprennent pas que la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme ; le paysan, lui, le comprend bien plus vite. Il comprend que vendre le blé à des prix libres, alors que l'affamé est prêt à payer n'importe quel prix, à donner tout ce qu'il possède pour ne pas mourir de faim, c'est le retour à l'exploitation, il comprend que c'est la liberté du lucre pour les riches et la ruine pour les pauvres. Nous disons donc que c'est un crime d'Etat, et dans cette lutte nous ne céderons pas d'un pouce.

Dans cette lutte pour les réquisitions du blé, le paysan doit consentir un prêt à l'ouvrier affamé, c'est l'unique moyen de commencer au mieux l'édification, de relever l'industrie, etc. Si le paysan ne le fait pas, c'est le retour au capitalisme. Si le paysan sent le lien qui le rattache aux ouvriers, il est prêt à leur remettre ses excédents de blé aux prix fermes, c'est-à-dire contre un simple papier de couleur ; c'est une chose indispensable, sans laquelle il est impossible d'arracher à la mort l'ouvrier affamé, sans laquelle on ne peut relever l'industrie. C'est là une tâche extrêmement difficile. Il n'est pas possible de la mener à bien par la seule violence. On a beau crier que le Parti bolchévik est le parti de la violence à l'encontre des paysans, nous disons : Messieurs, c'est un mensonge ! Si nous étions le parti de la violence à l'encontre des paysans, aurions-nous pu tenir contre Koltchak, aurions-nous pu mettre sur pied une armée à service militaire obligatoire et où les huit dixièmes des hommes sont des paysans, où tous sont armés, où l'exemple de la guerre impérialiste a montré à tous qu'il est facile de diriger un même fusil de différents côtés ? Comment pouvons-nous être le parti de la violence à l'encontre des paysans, nous, le parti qui réalise l'alliance des ouvriers et des paysans, qui dit aux paysans que passer à la liberté du commerce, c'est faire retour au capitalisme, et que notre prélèvement par la force des excédents de blé s'applique aux spéculateurs et non aux travailleurs ?

Les réquisitions du blé doivent être à la base de notre activité. Le problème du ravitaillement est à la base de tous les problèmes. Nous devons consacrer des forces nombreuses pour lutter contre Dénikine. Tant que nous n'avons pas la victoire complète, des revirements sont toujours

possibles et il ne saurait y avoir le moindre doute, ni la moindre légèreté d'esprit. Cependant, nous devons profiter de la moindre amélioration de la situation militaire pour consacrer le plus de force possible au ravitaillement, qui est à la base de toutes choses. Les réquisitions doivent être menées jusqu'au bout. Et c'est seulement lorsque nous aurons accompli cette tâche et que nous aurons des fondations socialistes, que nous pourrons sur ces fondations élever tout ce somptueux édifice du socialisme, dont nous avons plus d'une fois commencé la construction par en haut et qui plus d'une fois s'est effondré.

Un autre problème essentiel est celui du combustible, fondement primordial de notre édification. C'est à ce problème que nous nous heurtons aujourd'hui ; nous ne pouvons pas profiter de nos succès dans le domaine du ravitaillement, car nous ne pouvons pas acheminer le blé, nous ne pouvons pas profiter totalement de notre victoire, parce que le combustible manque. Nous ne possédons pas encore de véritable organisme capable de venir à bout du problème du combustible, mais la possibilité d'en venir à bout existe.

Toute l'Europe souffre aujourd'hui d'une pénurie de charbon. Dans les pays vainqueurs les plus riches, tels que, par exemple, l'Amérique, qui n'a connu ni les campagnes militaires ni l'invasion, si dans ces pays la question du combustible est aussi critique, il est naturel qu'elle se répercute aussi chez nous. Nous ne pouvons relever l'industrie houillère avant plusieurs années, même dans les conditions les plus favorables.

Le bois doit nous sauver. Pour cela, nous lançons sans cesse dans ce travail de nouveaux militants du parti. Au cours de la dernière semaine, le Conseil des Commissaires du Peuple et le Conseil de la Défense se sont particulièrement préoccupés de ce problème et ont adopté une série de mesures qui doivent opérer dans ce domaine un revirement analogue à celui que nous avons obtenu pour nos armées du front Sud. Il faut dire que nous ne devons pas relâcher nos efforts sur ce plan, que chacun de nos pas doit mener à la victoire dans la lutte contre la pénurie de combustible. Nous avons les moyens matériels. Tant que nous n'aurons pas organisé comme il convient l'industrie houillère, nous pourrons nous tirer d'affaire grâce au bois et fournir du

combustible à l'industrie. Nous devons, camarades, consacrer toutes les forces du parti à cette tâche fondamentale.

Notre troisième tâche est la lutte contre les poux qui transmettent le typhus exanthématique. Ce typhus, dans une population minée par la famine, malade, privée de pain, de savon, de combustible, peut dégénérer en une calamité qui nous empêchera de venir à bout de toute édification socialiste.

C'est là un premier pas dans notre lutte pour la culture et c'est une lutte pour l'existence.

Voilà les tâches essentielles. Je voulais surtout les signaler aux camarades membres du parti. Nous n'avons jusqu'ici accordé qu'une attention infime à ces tâches essentielles. Il faut réserver à cette tâche de premier plan les neuf dixièmes de nos forces non absorbées par le travail militaire, qu'il est impossible de relâcher pour une seconde. Nous nous représentons clairement aujourd'hui l'acuité de cette question. Chacun doit s'atteler à cette tâche dans la mesure de ses moyens. C'est sur ce plan que nous devons axer toute notre énergie.

Je termine ici la partie politique du rapport. En ce qui concerne la partie internationale, le camarade Tchitchérine la traitera en détail et donnera lecture de la proposition que nous voulons faire au nom du congrès des Soviets aux puissances belligérantes.

Je vais évoquer très rapidement les tâches du parti. Dans le cours de la révolution, notre parti a affronté une tâche capitale. D'une part, il est naturel que les pires éléments adhèrent au parti dirigeant du fait même qu'il est au pouvoir. D'autre part, la classe ouvrière est épuisée et tout naturellement affaiblie dans un pays dévasté. Or, seule la fraction avancée de la classe ouvrière, seule son avant-garde, est capable de guider son pays. Pour résoudre ce problème du point de vue de l'édification de l'Etat, les samedis communistes ont été un des moyens auquel nous avons eu recours. Nous avons lancé ce mot d'ordre : ceux qui sont mobilisés au front entrent au premier chef dans notre parti ; ceux qui ne peuvent combattre sont tenus de prouver sur place qu'ils comprennent ce qu'est un parti ouvrier ; ils doivent montrer qu'ils appliquent dans les faits les principes du communisme. Le communisme, au

sens strict du terme, c'est un travail non rémunéré, effectué dans l'intérêt commun, qui ne tient pas compte des différences individuelles, qui efface tout souvenir des préjugés de la vie quotidienne, qui efface la routine, les habitudes, la différence entre les diverses branches du travail, la différence dans les taux de rétribution du travail, etc. C'est un des garants les plus importants du fait que nous incorporons la classe ouvrière et les travailleurs non seulement dans le domaine de l'édification militaire, mais aussi dans celui de l'édification pacifique. Le développement continu des samedis communistes doit être une école. A chaque pas, nous devons attirer dans notre parti des éléments ouvriers et les éléments les plus sûrs des autres classes. Nous atteignons ce but au moyen de la réinscription au parti. Nous ne craignons pas de procéder à l'exclusion de ceux qui ne sont pas entièrement sûrs. Nous atteignons aussi ce but en faisant confiance aux membres du parti qui sont venus à nous à un moment difficile. Comme le montre le compte rendu d'activité de ce jour, présenté par le Comité central, les milliers de membres du parti et les centaines de milliers d'hommes qui sont venus à nous alors que Ioudénitch était à quelques kilomètres de Pétrograd et Dénikine au nord d'Orel, alors que toute la bourgeoisie exultait déjà, ces membres du parti méritent notre confiance. Nous attachons du prix à un pareil élargissement du parti.

Après avoir procédé ainsi à l'accroissement des effectifs du parti, nous devons fermer ses portes, être particulièrement prudents. Nous devons dire : aujourd'hui que le parti triomphe, nous n'avons pas besoin de nouveaux membres. Nous savons parfaitement que dans une société capitaliste en désagrégation une foule d'éléments nuisibles se faufile dans le parti. Nous devons créer un parti qui sera celui des ouvriers, où il n'y a pas de place pour les « infiltrations », mais nous devons aussi faire participer au travail les masses qui se trouvent hors du parti. Comment le faire ? Le moyen à utiliser, ce sont les conférences des ouvriers et des paysans sans-parti. Un article a été récemment publié dans la *Pravda*, consacré aux conférences des sans-parti. Cet article du camarade Rostoptchine mérite une attention particulière. Je ne connais pas d'autre moyen pour réaliser cette tâche d'une importance historique considé-

rable. Le parti ne peut ouvrir largement ses portes, car à l'époque de la désagrégation du capitalisme il est absolument inévitable qu'il absorbe les pires éléments. Le parti doit être assez étroit pour n'absorber, en dehors de la classe ouvrière, que les éléments des autres classes qu'il peut mettre à l'épreuve avec la plus grande prudence.

Mais nous avons quelques centaines de milliers de membres du parti dans un pays qui compte des centaines de millions d'habitants. Comment un tel parti peut-il gouverner ? En premier lieu, il a et doit avoir un auxiliaire dans les syndicats qui groupent des millions de membres ; le deuxième auxiliaire, ce sont les conférences des sans-parti. Dans ces conférences, nous devons savoir aborder un milieu non prolétarien, nous devons surmonter les préjugés et les hésitations petites-bourgeoises, c'est une des tâches les plus essentielles, les plus fondamentales.

Nous devons mesurer les succès de nos organisations du parti non seulement d'après le chiffre de membres du parti attachés à tel ou tel travail, non seulement d'après l'heureux effet de la réinscription au parti, mais encore d'après la façon assez correcte et assez fréquente dont nous organisons des conférences d'ouvriers et de paysans sans-parti, c'est-à-dire d'après notre aptitude à savoir aborder la masse qui ne peut entrer tout de suite au parti, mais que nous devons faire participer au travail.

Si nous avons vaincu l'Entente, c'est peut-être parce que nous avons gagné la sympathie de la classe ouvrière, de cette même masse sans-parti. Si nous avons en fin de compte vaincu Koltchak, c'est peut-être parce que Koltchak a perdu la possibilité de puiser de nouvelles forces dans le réservoir des masses laborieuses. Mais ce réservoir nous l'avons, un réservoir qu'aucun gouvernement du monde n'a ni ne peut avoir en dehors du gouvernement de la classe ouvrière, parce que seul le gouvernement de la classe ouvrière peut puiser hardiment, avec une certitude absolue de succès, parmi les travailleurs les plus opprimés, les plus arriérés. Nous pouvons et devons puiser parmi les ouvriers et les paysans sans-parti, parce que ce sont nos amis les plus sûrs. Pour résoudre les problèmes de l'approvisionnement en blé et en combustible, pour triompher du typhus, nous pouvons puiser des forces justement dans les masses

les plus opprimées par les capitalistes et les propiétaires fonciers. Et le soutien de ces masses nous est acquis. Nous continuerons à puiser de plus en plus profond dans ce milieu, et nous pouvons dire que nous vaincrons en fin de compte tous nos adversaires. Et dans le domaine de l'édification pacifique que nous développerons véritablement après la victoire sur Dénikine, nous accomplirons encore beaucoup plus de miracles que nous n'en avons accompli au cours de ces deux années dans le domaine militaire.

« Izvestia du Comité central du P.C.(b)R. » n°9, 20 décembre 1919

Conforme au texte du bulletin des « Izvestia du C.C. du P.C.(b)R.», collationné sur le compte rendu sténographique

3

CONCLUSIONS APRÈS LE RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL 2 DÉCEMBRE

J'aurais refusé de faire les conclusions si le camarade Sapronov ne m'y avait poussé ; j'ai donc envie de me livrer à une petite polémique avec lui. Il est certain que nous devons prêter l'oreille aux militants locaux qui ont l'expérience de l'organisation. Tous leurs conseils nous sont précieux. Mais je demande ce qu'il y a de mauvais dans ce qui est écrit ici. Je n'avais pas connaissance de ce point. Sapronov me l'a fourni. Voici ce texte : « Projet d'instructions aux comités de province, de district et de canton pour le travail à la campagne. »[44] C'est dire que les instructions s'adressent aux militants locaux qui réalisent tout le travail local. Si l'on parle d'envoyer des propagandistes, des commissaires, des agents ou des délégués du Comité central, tous reçoivent toujours et de façon certaine des instructions. Le point 9 dit ici: « S'efforcer d'obtenir des exploitations soviétiques et des communes une aide pour les paysans des environs, une aide immédiate efficace. » Je supposais malgré tout que même un agent du Comité central a la tête sur ses épaules. Si l'arrêté est réellement ratifié, comment peut-il exiger qu'on livre un chariot, un cheval, etc. ? Nous avons sur ce chapitre assez d'instructions, certains disent même qu'il y en a de trop. Un agent du C.C. ne peut s'efforcer d'obtenir quelque chose que dans les limites des instructions, et il n'est pas un directeur de commune qui puisse tolérer qu'on livre un chariot, un cheval ou une vache. C'est là une question grave, car sur ce terrain nos rapports avec les paysans se gâtent souvent et

ils peuvent se gâter une deuxième fois en Ukraine, si nous ne savons pas appliquer pratiquement notre ligne politique. Or, il n'est pas difficile de l'appliquer et les paysans seront contents d'une aide si minime soit-elle. Adopter les instructions ne suffit pas, il faut encore savoir les appliquer. Si le camarade Sapronov craint qu'on ne retire aux exploitations soviétiques une vache, un cheval, un chariot, qu'il nous fasse part de sa magnifique expérience sur ce point et qu'il dise: « Donnons aux paysans des outils gratuitement ou à bon marché » ; cela, je le comprends. En tout cas, le point 9 ne sera pas pour autant supprimé, mais confirmé. Les rapports des communes et des exploitations soviétiques avec la paysannerie locale sont une des questions les plus épineuses de toute notre politique. Elle le sera davantage encore en Ukraine, demain elle le sera aussi en Sibérie. A l'heure actuelle, nous avons fait la conquête idéologique du paysan sibérien en le libérant de Koltchak. Mais rien ne sera solide, si nous ne savons pas nous arranger pour fournir une aide réelle à ce paysan, et, naturellement, tout agent qui travaille à la campagne doit recevoir des instructions dans ce sens. Et il faut demander à chaque agent qui rend compte : où et comment les exploitations soviétiques ont-elles aidé le paysan ? Sur ce point, les indications du camarade Sapronov n'étaient pas correctes. Utiliser l'expérience des militants locaux est notre devoir fondamental, absolu. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

« Izvestia du Comité central du P.C.(b)R. » n° 9, 20 décembre 1919

Conforme au texte du bulletin des « Izvestia du C.C. du P.C.(b)R. », collationné sur le compte rendu sténographique

4

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE[45]

La République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie désire vivre en paix avec tous les peuples et consacrer toutes ses forces à l'édification intérieure afin d'organiniser la production, les transports et une administration publique fondée sur le régime soviétique, ce qu'ont entravé jusqu'à ce jour l'intervention de l'Entente et le blocus de la faim.

Le gouvernement ouvrier et paysan a proposé à maintes reprises la paix aux puissances de l'Entente, à savoir : le 5 août 1918, message du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères, adressé au représentant américain, Monsieur Pool ; le 24 octobre 1918, au président Wilson ; le 3 novembre 1918, à tous les gouvernements de l'Entente par l'intermédiaire des représentants des pays neutres ; le 7 novembre 1918, au nom du VIe Congrès des Soviets de Russie ; le 23 décembre 1918, note de Litvinov à Stockholm, adressée à tous les représentants de l'Entente ; puis, messages des 12 janvier, 17 janvier, 4 février 1919 et projet de traité avec Bullitt, le 12 mars 1919 ; le 7 mai 1919, par l'intermédiaire de Nansen.

Approuvant sans réserve toutes ces nombreuses démarches du Conseil des Commissaires du Peuple et du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères, le VIIe Congrès des Soviets confirme une fois encore son désir constant de paix, propose une fois encore à toutes les puissances de l'Entente, à l'Angleterre, à la France, aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Italie, au Japon, à tous ensemble et séparément, d'entamer immédiatement des pourparlers de paix et confie au

Comité exécutif central de Russie, au Conseil des Commissaires du Peuple et au Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères le soin de poursuivre systématiquement cette politique de paix (ou bien : de poursuivre systématiquement cette politique de paix, en prenant toutes les mesures propres à en assurer le succès).

Rédigé le 2 décembre 1919.
Publié pour la première fois en 1932

Conforme au manuscrit

5

CONCLUSIONS SUR LA QUESTION DU POUVOIR DES SOVIETS EN UKRAINE 3 DÉCEMBRE

Camarades,

J'aurai peu de choses à dire dans ces conclusions, bien que, malheureusement, il me faille présenter des objections moins au camarade Iakovlev, qui m'a précédé ici, qu'aux camarades Boubnov et Drobnis qui ont parlé après moi. Malgré cela, il faut que je fasse seulement une remarque particulière.

Au sujet du discours du camarade Rakovski, il faut dire que lorsqu'il a déclaré que les exploitations soviétiques doivent être le fondement de notre édification communiste, il a dit une chose inexacte. Nous ne pouvons en aucune façon poser ainsi la question. Nous devons reconnaître qu'il ne nous faut convertir en exploitations soviétiques qu'une partie extrêmement réduite des grandes exploitations agricoles ; sinon, nous n'obtiendrons pas l'alliance avec la petite paysannerie ; or cette alliance nous est indispensable. Quand certains camarades disaient que je recommande l'alliance avec les borotbistes [46], c'était un malentendu. Je comparais alors la politique qu'il faut mener à l'égard des borotbistes à celle que nous avons menée à l'égard des socialistes-révolutionnaires de droite. On nous accusait alors, pendant la semaine qui a suivi Octobre, dans les congrès paysans entre autres, de ne pas vouloir, après la prise du pouvoir, utiliser les forces paysannes. Je disais : nous avons pris votre programme d'un bout à l'autre pour utiliser les forces paysannes, c'est bien ce que nous voulons, mais nous ne voulons pas d'une union avec les socialistes-révolutionnaires. C'est pourquoi le camarade Manouilski commet une erreur fort étrange, ainsi

que les camarades Drobnis et Boubnov, lorsqu'ils déclarent que je recommanderais l'alliance avec les borotbistes. Mon avis est justement de montrer que nous avons besoin d'une alliance avec les paysans d'Ukraine et que, afin qu'elle se réalise, nous devons poursuivre avec les borotbistes une polémique différente de celle que l'on mène. Tous ceux qui ont parlé de la question nationale — comme l'ont fait les camarades Drobnis et Boubnov, et de nombreux autres — ont montré dans leur critique de notre résolution du Comité central qu'ils faisaient preuve d'un particularisme pareil à celui que nous avons reproché aux gens de Kiev. Le camarade Manouilski commet une erreur extrême quand il pense que nous avons fait grief de ce particularisme dans le sens de l'indépendance nationale, dans le sens de l'indépendance de l'Ukraine. Nous avons fait grief de ce particularisme pour leur refus de tenir compte des conceptions de Moscou, des conceptions du Comité central qui se trouve à Moscou. Ce terme qui a été employé en guise de plaisanterie avait un sens tout à fait différent.

Aujourd'hui, voici comment se présente la question : avons-nous besoin d'une alliance avec les paysans ukrainiens, avons-nous besoin de la même politique que celle qui était nécessaire fin 1917 et au cours de nombreux mois en 1918 ? Je soutiens que oui ; et c'est pourquoi nous devons faire partager effectivement une grande partie des exploitations soviétiques. Nous devons lutter contre les grandes exploitations, nous devons lutter contre les préjugés petits-bourgeois, nous devons lutter contre l'esprit partisan. Les borotbistes parlent beaucoup de la question nationale, mais ils ne parlent pas de l'esprit partisan. Nous devons exiger que les borotbistes dissolvent la spilka * des instituteurs, fût-ce même en langue ukrainienne, fût-ce même avec le sceau de l'Etat ukrainien, mais au nom des mêmes principes de la politique prolétarienne communiste au nom desquels nous avons dissous notre propre Union des Instituteurs de Russie, qui n'appliquait pas les principes de la dictature du prolétariat, mais défendait les intérêts de la petite bourgeoisie et faisait sa politique.

Publié pour la première fois en 1932 *Conforme au compte rendu sténographique*

* Union. (*N.R.*)

DISCOURS AU Ier CONGRÈS DES COMMUNES AGRAIRES ET DES ARTELS AGRICOLES[47] 4 DÉCEMBRE 1919

Camarades,

Je suis très heureux de saluer, au nom du gouvernement, votre premier congrès des communes agraires et des artels agricoles. Vous savez sans doute — toute l'activité du pouvoir soviétique vous l'a appris — quelle importance considérable nous attachons aux communes, aux artels et, en général, à toutes les organisations qui visent à transformer, à contribuer progressivement à la transformation des petites exploitations paysannes individuelles en exploitations collectives, en associations ou en artels. Vous savez que le pouvoir des Soviets a depuis longtemps institué un fonds d'un milliard de roubles pour encourager les initiatives de cette nature [48]. Le « Règlement sur le régime socialiste des terres » [49] souligne particulièrement l'importance des communes, des artels et de toutes les entreprises de culture de la terre en commun. Et le pouvoir soviétique fait tous ses efforts pour que cette loi ne reste pas seulement sur le papier, mais qu'elle produise les effets qu'on attend d'elle.

L'importance de toutes ces entreprises est énorme : si l'ancienne économie paysanne, pauvre, indigente, restait la même qu'autrefois, il ne saurait en aucune façon être question de construction solide de la société socialiste. Ce n'est que dans le cas où nous réussirions à montrer dans la pratique aux paysans les avantages de la culture en commun, collective, par associations et par artels ; ce n'est que si nous parvenons à aider le paysan à exploiter la terre

par associations et par artels, que la classe ouvrière, qui détient le pouvoir d'Etat, prouvera réellement au paysan qu'elle a raison, attirera réellement à ses côtés, de façon durable et effective, les millions et millions de paysans. C'est pourquoi l'on ne saurait surestimer la valeur des entreprises de toute sorte destinées à favoriser le travail de la terre par associations et par artels. Nous avons des millions d'exploitations éparpillées, disséminées au fond de campagnes perdues. Il serait absolument inepte de vouloir transformer ces exploitations par quelque procédé rapide, par quelque décret, par une action exercée du dehors. Nous nous rendons parfaitement compte qu'on ne peut agir sur les millions de petites exploitations paysannes que progressivement, avec prudence, uniquement par des exemples pratiques bien venus, car les paysans sont trop pratiques, trop solidement attachés à la vieille économie agricole, pour accepter des changements importants sur la simple foi de conseils et d'indications dans des livres. Cela ne peut se faire ; d'ailleurs, ce serait absurde. Lorsque nous aurons prouvé dans la pratique, par une expérience accessible au paysan, que le passage à l'agriculture par associations, par artels, est nécessaire et possible, alors seulement nous serons en droit de dire que, dans un pays agraire aussi vaste que la Russie, un pas sérieux a été franchi sur la voie de l'agriculture socialiste. C'est pourquoi l'importance considérable des communes, artels et associations, qui vous impose à tous d'immenses devoirs envers l'Etat et le socialisme, oblige tout naturellement le pouvoir soviétique et ses représentants à envisager ce problème avec une attention et une prudence particulières.

Notre loi relative au régime socialiste des terres stipule que nous considérons comme un devoir absolu de toutes les entreprises de culture par associations, par artels, de ne pas s'isoler, de ne pas se couper de la population paysanne des environs, mais de l'aider à tout prix. C'est ce que dit la loi, c'est ce que répète les statuts régulièrement établis des communes, artels, associations, c'est ce que développent constamment les instructions et arrêtés de notre Commissariat à l'Agriculture et de tous les organismes du pouvoir soviétique. Mais le tout est de trouver le moyen vraiment pratique de mettre cela en œuvre. Ici, je n'ai

pas encore la certitude que nous avons résolu cette difficulté capitale. Et j'aurais voulu que votre congrès, où vous avez la possibilité de confronter les expériences des travailleurs des exploitations collectives, venus de tous les points de la Russie, mette un terme à tous les doutes et fasse la preuve que nous apprenons, que nous commençons à apprendre dans la pratique, à consolider les artels, associations, communes et, en général, les entreprises agricoles collectives de toute sorte. Mais pour le prouver, il faut en effet des résultats *concrets*.

Lorsque nous lisons les statuts des communes agricoles ou des livres consacrés à cette question, nous avons l'impression d'y donner trop de place à la propagande, à la justification théorique de la nécessité d'organiser des communes. Certes, c'est une chose nécessaire : sans une propagande approfondie, sans expliquer les avantages de la culture par association, sans répéter cette idée des milliers et des milliers de fois, nous ne pouvons espérer que l'intérêt pour l'association s'accroisse dans les larges masses paysannes, et que celles-ci procèdent dans les faits à sa mise à l'épreuve. Certes, la propagande est indispensable et nous n'avons pas à craindre les répétitions, car ce qui nous paraît être une répétition ne le sera peut-être pas pour des centaines et des milliers de paysans, ce sera pour eux une révélation. Et si l'idée nous venait que nous accordons trop d'attention à la propagande, il faudrait répéter que nous devons en faire cent fois plus. Mais quand je parle de cela, je veux dire que si nous allons à la paysannerie pour lui expliquer en général l'utilité d'organiser les communes agricoles, sans savoir du même coup lui montrer l'utilité pratique que représente pour elle l'association, l'artel, la paysannerie ne fera pas confiance à notre propagande.

La loi stipule que les communes, les artels, les associations doivent aider la population paysanne des environs. Mais l'Etat, le pouvoir ouvrier, dispense un fonds d'un milliard de roubles pour venir en aide aux communes et artels agricoles. Et, naturellement, si telle ou telle commune accorde aux paysans des secours prélevés sur ce fonds, je crains fort que cela ne suscite leurs railleries. Et ce sera parfaitement normal. N'importe quel paysan dira : « Evidemment, puisqu'on vous donne un fonds d'un milliard,

ce n'est vraiment pas difficile de nous en jeter à nous aussi quelques miettes. » Le paysan ne fera que rire, je le crains ; car il se montre très attentif et très méfiant à cet égard. Il est habitué depuis des siècles à ne subir que l'oppression de la part du pouvoir ; c'est pourquoi il est accoutumé à se méfier de tout ce qui vient de l'Etat. Et si l'aide que les communes agricoles fournissent aux paysans ne sert qu'à se conformer strictement à la loi, cette aide, loin d'être utile, peut même simplement causer du tort. Car le titre de communes agricoles est une très grande chose: il est rattaché à la notion de communisme. C'est bien si les communes montrent dans les faits qu'elles accomplissent un travail vraiment sérieux pour améliorer l'économie paysanne ; alors le prestige des communistes et du Parti communiste grandira à coup sûr. Mais il est arrivé assez souvent que les communes ne suscitaient chez la paysannerie qu'une attitude négative à leur égard, et le mot de « commune » était même devenu parfois un mot d'ordre de lutte contre le communisme. Et cela ne s'est pas produit seulement lorsque des tentatives absurdes ont été faites pour rabattre de force les paysans dans les communes. L'absurdité d'une telle pratique éclatait aux yeux de tous au point que le pouvoir soviétique s'est depuis longtemps dressé contre ces tentatives. Et je veux espérer que si même des exemples de contrainte se produisent actuellement, ils ne sont pas nombreux, et vous profiterez de ce congrès pour effacer entièrement de la surface de la République soviétique les derniers vestiges de ce scandale ; il ne faut pas que la population paysanne d'alentour puisse invoquer un seul exemple pour étayer cette vieille opinion selon laquelle, soi-disant, on n'entre dans la commune que par contrainte.

Mais même si nous nous débarrassions de ce vieux défaut, et que nous triomphions entièrement de ce scandale, ce ne serait encore qu'une infime partie de ce que nous avons à faire. Car la nécessité reste, pour l'Etat, d'aider les communes ; nous ne serions pas des communistes et des partisans de l'instauration de l'économie socialiste, si l'Etat n'aidait pas à tous égards les entreprises agricoles collectives. Nous sommes aussi forcés de le faire parce que cela est conforme à tous nos objectifs, et que ces associations, artels et organisations collectives, nous le savons

fort bien, sont une innovation qui ne s'acclimatera pas si la classe ouvrière au pouvoir ne lui prête son appui. Pour que cette innovation prenne racine, nous devons justement, puisque l'Etat lui donne son appui financier et autre, faire en sorte que les paysans ne puissent l'accueillir par des railleries. Nous devons toujours craindre que le paysan ne dise, en parlant des membres de la commune, de l'artel ou de l'association, que ce sont des parasites sur le corps de l'Etat, et qu'ils ne se distinguent des paysans que parce qu'ils bénéficient de facilités. Avec de la terre et une subvention prélevée sur le fonds d'un milliard, pour bâtir, il n'est pas un imbécile qui ne vive un peu mieux qu'un simple paysan. Qu'y a-t-il là de communiste et où est donc l'amélioration, dira le paysan, pourquoi devons-nous leur montrer des égards ? Naturellement, si l'on choisit quelques dizaines ou centaines d'hommes, et qu'on leur donne des milliards, ils travailleront.

C'est cette attitude des paysans qui inspire le plus d'appréhensions, et je voudrais attirer l'attention des camarades, venus à ce congrès, sur ce point. Il importe de lui donner une solution pratique pour pouvoir nous dire : non seulement nous avons évité ce danger, mais encore nous avons trouvé le moyen de lutter pour que le paysan ne puisse penser ainsi ; pour qu'il voie, au contraire, dans chaque commune, dans chaque artel, une entreprise qui jouit du soutien du pouvoir ; pour qu'il y trouve de nouveaux procédés de culture, des procédés qui témoignent de leur supériorité sur les anciens non dans les livres ni dans les discours (cela ne vaut pas bien cher), mais dans la vie même. Là est la difficulté du problème et voilà pourquoi, n'ayant sous les yeux que des chiffres arides, il nous est également difficile de juger si nous avons pu prouver, dans les faits, que chaque commune, chaque artel, est vraiment supérieur à toutes les entreprises de l'ancien régime ; que le pouvoir ouvrier vient ici en aide au paysan.

Je pense que pour résoudre efficacement ce problème, il serait fort souhaitable que vous, qui êtes au courant de ce qui se passe dans plusieurs communes, artels et associations d'alentour, mettiez au point les moyens propres à assurer un contrôle véritable permettant de savoir comment est appliquée la loi enjoignant aux communes agricoles de

venir en aide à la population du voisinage ; comment s'effectue le passage à l'agriculture socialiste, comment il se traduit concrètement dans chaque commune, artel et association ; comment cela se fait exactement ; combien d'associations, de communes le réalisent vraiment, et combien s'y apprêtent seulement ; dans combien de cas a-t-on pu constater que les communes fournissent une aide, et de quelle nature: philanthropique ou socialiste.

Si les communes et les artels prélèvent pour les paysans une part des fonds accordés par l'Etat, cela permettra simplement à chaque paysan de penser qu'il y a des bonnes gens qui veulent bien l'aider, sans que la preuve soit nullement faite que l'on passe au régime socialiste. Or, les paysans sont accoutumés, depuis un temps immémorial, à se méfier de ces « bonnes gens ». Il faut savoir vérifier comment s'est manifesté effectivement ce nouvel ordre social, comment on fait comprendre aux paysans que le travail de la terre par association, par artel, vaut mieux que le travail individuel, et ceci *non pas* grâce au secours versé par l'Etat ; il faut savoir démontrer aux paysans que même *sans* l'aide de l'Etat, il est possible de réaliser pratiquement ce nouvel ordre de choses.

Je ne pourrai malheureusement pas assister à votre congrès jusqu'au bout, il me sera donc impossible de participer à l'élaboration de ces modes de vérification. Mais je suis certain que vous les trouverez avec les camarades qui dirigent notre Commissariat à l'Agriculture. J'ai lu avec plaisir l'article du camarade Séréda, Commissaire du Peuple à l'Agriculture, où il souligne que les communes et les associations ne doivent pas se couper de la population paysanne circonvoisine, mais qu'ils doivent s'efforcer d'améliorer son économie. Il faut organiser la commune de façon à la rendre exemplaire, pour que les paysans du voisinage s'y sentent attirés : il faut savoir leur montrer de façon concrète comment on doit aider ceux qui exploitent leur terre dans ces dures conditions de pénurie de marchandises et de désorganisation économique générale. Afin d'établir ces modalités pratiques, il faut rédiger des instructions très détaillées, qui passent en revue toutes les formes d'aide à la population paysanne d'alentour, qui demandent à chaque commune ce qu'elle a fait pour aider les paysans, qui in-

diquent comment arriver à ce que chacune des deux mille communes et des quatre mille artels environ devienne une cellule vraiment capable d'affermir parmi les paysans la conviction que l'agriculture collective, en tant que passage au socialisme, est une chose utile et non pas une lubie ou une simple extravagance.

J'ai déjà dit que la loi exige des communes qu'elles assistent la population paysanne circonvoisine. Nous ne pouvions dans une loi nous exprimer autrement, ni fournir des indications concrètes. Il nous fallait établir des règles d'ordre général, comptant sur son application scrupuleuse à l'échelon local par des camarades compréhensifs, qui sauraient trouver mille moyens de l'appliquer dans les conditions économiques concrètes de chaque localité. Mais, bien entendu, on peut tourner n'importe quelle loi, même en faisant semblant de l'exécuter. Et la loi d'aide aux paysans, appliquée de façon peu consciencieuse, peut se convertir en un jeu parfaitement futile et amener des résultats diamétralement opposés.

Les communes doivent se développer de telle sorte qu'à leur contact les exploitations paysannes, bénéficiaires d'une assistance économique, voient se modifier leurs conditions, et que chaque commune, artel ou association sache amorcer une amélioration de ces conditions et la réaliser dans les faits. C'est ainsi qu'elles montreront aux paysans que ce changement ne peut leur être que profitable.

Vous pouvez naturellement penser qu'on nous dira : pour améliorer l'économie, il faut que les conditions soient différentes de celles de la désorganisation actuelle consécutive à quatre années de guerre impérialiste et deux années de guerre civile imposée par les impérialistes. Dans les conditions qui sont les nôtres, ce n'est guère le moment de songer à diffuser largement les perfectionnements des exploitations agricoles, trop heureux si nous pouvons tenir et ne pas mourir de faim.

Il est tout à fait naturel que des doutes de ce genre puissent être formulés. Mais si je devais répondre à de pareilles objections, voici ce que je dirais. Admettons qu'en effet, il soit impossible d'améliorer largement l'agriculture en raison de la désorganisation économique, de la ruine, de la pénurie de marchandises, de la faiblesse des transports,

de la destruction du cheptel et du matériel agricole. Il est cependant hors de doute que dans de nombreux cas d'espèce, il est possible d'améliorer en partie l'économie. Mais admettons même que cette possibilité soit exclue. Est-ce à dire que les communes ne puissent apporter aucun changement à la vie des paysans d'alentour, ni leur prouver que les entreprises agricoles collectives ne sont pas une plante artificiellement cultivée en serre, mais une aide nouvelle du pouvoir ouvrier à la paysannerie laborieuse, un concours qui lui est prêté dans sa lutte contre les koulaks ? Je suis persuadé que même si nous posions ainsi la question, que nous admettions l'impossibilité d'améliorations dans les conditions actuelles de ruine, nous pouvons avec l'aide des communistes consciencieux, existant dans les communes et les artels, réaliser beaucoup, beaucoup de choses.

Pour ne pas faire d'affirmations gratuites, je vous citerai l'exemple de ce qu'on a appelé dans nos villes les samedis communistes. C'est le nom que l'on a donné à l'effort fourni gratuitement par les ouvriers des villes, en plus de ce qui est exigé de chacun d'eux, pendant quelques heures consacrées à un travail d'utilité sociale. Cette innovation est due aux cheminots de Moscou de la ligne Moscou-Kazan. Le pouvoir soviétique a lancé un appel déclarant que les soldats rouges du front consentaient des sacrifices sans nom, qu'en dépit de tous les maux auquels ils ont à faire face, ils remportaient sur les ennemis des victoires sans précédent, et aussi que nous ne pourrions mener ces victoires à bon terme que si cet héroïsme, cette abnégation se produisaient non seulement au front, mais aussi à l'arrière ; les ouvriers de Moscou ont répondu à cet appel en organisant des samedis communistes. Il est hors de doute que les ouvriers de Moscou connaissent des maux et des privations bien supérieurs à ceux des paysans ; si vous vous mettez au courant de leurs conditions d'existence, si vous pensez au fait que, malgré des conditions extrêmement dures, ils ont pu amorcer les samedis communistes, vous conviendrez qu'il n'est point de conditions difficiles que l'on puisse invoquer pour refuser de faire ce qui est possible en toutes circonstances, de la même manière que l'ont fait les ouvriers de Moscou. Rien ne pouvait accroître le prestige du Parti communiste à la ville, élever la considéra-

tion des ouvriers sans-parti pour les communistes, autant que les samedis communistes, quand ils ont cessé d'être un fait isolé, quand les ouvriers sans-parti ont pu constater concrètement que les membres du Parti communiste au pouvoir contractent des obligations et que les communistes reçoivent de nouveaux membres au parti non pour qu'ils bénéficient des avantages dus à la situation de parti gouvernemental, mais pour qu'ils fournissent des exemples d'un travail véritablement communiste, c'est-à-dire d'un travail non rétribué. Le communisme est le stade suprême du socialisme, où les hommes travaillent parce que conscients de la nécessité de travailler pour le bien commun. Nous savons que nous ne pouvons instituer immédiatement l'ordre socialiste, dieu veuille que nos enfants, et peut-être même nos petits-enfants, le voient s'établir chez nous. Nous disons cependant que les membres du Parti communiste au pouvoir endossent la majeure partie des difficultés dans la lutte contre le capitalisme, en mobilisant les meilleurs communistes pour le front et en exigeant de ceux qui ne peuvent partir qu'ils travaillent aux samedis communistes.

En pratiquant les samedis communistes, généralisés désormais dans toutes les grandes villes industrielles et que le parti impose maintenant à chacun de ses membres, la non-exécution de cette directive entraînant jusqu'à l'exclusion, en appliquant ce procédé dans les communes, les artels et les associations, vous pourrez et devez, dans les pires conditions, faire en sorte que le paysan voie dans chaque commune, artel et association une alliance qui diffère des autres, non parce qu'elle reçoit des subsides de l'Etat, mais parce qu'elle groupe les meilleurs représentants de la classe ouvrière, qui non seulement prêchent le socialisme aux autres, mais savent eux-mêmes le réaliser et montrer que, même dans les pires conditions, ils savent gérer leur exploitation en communistes et aider, dans la mesure de leurs moyens, la population paysanne des environs. Sur ce point, il n'est pas de dérobade possible ; on ne saurait invoquer ici la pénurie de marchandises, l'absence de graines ou les épizooties. Il s'agit ici, pour nous, d'une vérification qui, en tout cas, nous permettra de dire exactement dans quelle mesure nous sommes venus à bout de la tâche difficile que nous nous sommes assignée.

Je suis certain que l'assemblée générale des représentants des communes, associations et artels examinera cette question ; elle comprendra que ce moyen servira en fait à consolider puissamment les communes et les associations, et elle parviendra à des résultats pratiques : c'est-à-dire qu'il n'y ait pas en Russie d'exemple d'hostilité de la part des paysans à l'égard des communes, des artels et des associations. Mais cela n'est pas assez ; il faut que la paysannerie éprouve de la sympathie pour elles. Et nous, les représentants du pouvoir soviétique, nous ne négligerons rien pour y contribuer, pour que l'aide prélevée sur le fonds d'un milliard ou sur d'autres ressources ne soit accordée par l'Etat que lorsqu'un rapprochement se fera effectivement entre les communes et artels de travail et la vie des paysans d'alentour. Hors de ces conditions, nous considérons que toute aide aux artels ou aux associations est non seulement inutile, mais absolument nuisible. L'aide des communes aux paysans d'alentour ne saurait être considérée comme une aide accordée simplement parce qu'il y a abondance de biens ; il faut que cette aide soit socialiste, c'est-à-dire qu'elle permette aux paysans de passer de l'économie isolée, individuelle, à l'association. Cela, on ne saurait le réaliser autrement qu'au moyen des samedis communistes dont j'ai parlé ici.

Si vous tenez compte de cette expérience des ouvriers des villes, qui ont engagé le mouvement en faveur des samedis communistes malgré leurs conditions de vie infiniment plus précaires que celles des paysans, je suis certain qu'avec votre appui commun, unanime, nous arriverons à ce que chaque commune ou artel, parmi les quelques milliers qui existent déjà, devienne une véritable pépinière des idées et conceptions communistes au sein de la paysannerie, un exemple valable qui lui montrerait que, bien qu'à l'état de petite pousse à peine éclose, elle n'est pourtant pas une pousse artificielle ou cultivée en serre, mais une pousse véritable de l'ordre nouveau, socialiste. Alors seulement nous aurons remporté une victoire solide sur l'ignorance, la ruine et la misère des temps passés ; alors seulement nous n'aurons plus à craindre aucune difficulté sur le chemin que nous suivons.

La « Pravda » n° 273 et 274, 5 et 6 décembre 1919

Conforme au texte du journal

VIIe CONGRÈS DES SOVIETS DE RUSSIE[50]

5-9 DÉCEMBRE 1919

Publié les 7, 9 et 10 décembre 1919 dans les n°s 275, 276 et 277 de la «Pravda»

Conforme au texte du livre: «VIIe Congrès des Soviets de députés ouvriers, paysans, soldats rouges et cosaques de Russie. Compte rendu sténographique» Moscou 1920, collationné sur le compte rendu sténographique

1

RAPPORT DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE ET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 5 DÉCEMBRE

(Applaudissements, les délégués se lèvent et acclament Lénine.)

Camarades,

Il m'appartient de vous présenter, conformément à la décision du présidium, un rapport politique qui résulte de la fusion du rapport du Comité exécutif central de Russie et de celui du Conseil des Commissaires du Peuple. Vous n'attendez pas, je pense, que j'énumère les lois et mesures administratives que nous avons adoptées au cours de l'année. Il est certain que vous en avez pris connaissance dans les journaux. En outre, presque tous nos commissariats ont publié de petites brochures qui sont distribuées à tous les délégués du congrès et qui mentionnent l'essentiel des réalisations de chaque commissariat au cours de l'année écoulée. Je voudrais attirer votre attention sur quelques résultats généraux qui, à mon avis, peuvent être tirés de notre expérience vécue et constituer une indication et des matériaux utiles pour le travail que tous les camarades délégués auront maintenant à faire à l'échelon local.

Avant tout, quand on parle des résultats politiques de notre activité et des leçons politiques à en tirer, c'est la situation internationale de la République soviétique qui, il va de soi, s'inscrit au premier plan. Nous avons toujours dit, aussi bien avant Octobre que pendant la Révolution d'Octobre, que nous ne nous considérons et ne pouvons nous considérer que comme un détachement de l'armée internationale du prolétariat, détachement qui a pris les devants non point en raison de son développement et de sa prépa-

ration, mais en raison des conditions exceptionnelles de la Russie, et que, par conséquent, on ne peut considérer la victoire de la révolution socialiste comme définitive que lorsqu'elle sera la victoire du prolétariat au moins dans plusieurs pays avancés. Et c'est à cet égard que nous avons connu le plus de difficultés.

Nous misions, si l'on peut s'exprimer ainsi, sur la révolution internationale, et cela s'est confirmé totalement, si l'on considère les choses dans leur ensemble. Mais, quant à la rapidité de son développement, nous avons connu une période particulièrement difficile, nous avons nous-mêmes appris par expérience que le développement de la révolution dans les pays plus avancés a été beaucoup plus lent, beaucoup plus difficile, beaucoup plus complexe. Cela ne saurait nous étonner, parce que — chose naturelle — il était beaucoup plus facile de commencer la révolution socialiste pour un pays comme la Russie que pour les pays avancés. Mais, quoi qu'il en soit, ce développement plus lent, plus complexe, plus sinueux de la révolution socialiste en Europe occidentale nous a imposé des difficultés absolument incroyables. Et on se demande en premier lieu, comment a pu s'accomplir ce miracle : pendant deux ans, le pouvoir des Soviets a su tenir dans un pays arriéré, ruiné, épuisé par la guerre, malgré la lutte opiniâtre de l'impérialisme allemand, considéré alors comme tout-puissant, et puis de l'impérialisme de l'Entente qui, il y a un an, a eu raison de l'Allemagne et ne connaissait plus de rivaux, exerçait sa domination sur tous les pays de la terre, sans la moindre exception. Du point de vue du simple rapport des forces, du point de vue de la corrélation des forces militaires, c'est véritablement un miracle, car l'Entente était et demeure incomparablement plus puissante que nous. Néanmoins, l'année écoulée est avant tout remarquable par le fait que nous avons remporté une victoire prodigieuse, une victoire si grande qu'on peut vraiment dire sans exagération que *l'essentiel des difficultés est déjà passé.* Malgré l'ampleur des dangers et des difficultés qui nous attendent, l'essentiel est apparemment passé. Nous devons en élucider la cause et, surtout, fixer correctement notre politique future, car l'avenir nous réserve, presque à coup sûr, des tentatives renouvelées d'intervention de l'Entente et,

peut-être, verrons-nous reparaître l'ancienne alliance de brigandage des capitalistes internationaux et russes pour restaurer le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes, pour renverser le pouvoir des Soviets en Russie, alliance qui, en un mot, poursuit le même but : éteindre le foyer d'incendie socialiste mondial que constitue la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie.

En examinant de ce point de vue l'histoire de l'intervention de l'Entente et la leçon politique qu'elle nous a donnée, je dirai que cette histoire se divise en trois principales étapes ; chacune d'elles nous apporte l'une après l'autre une victoire profonde et solide.

La première étape, celle qui, naturellement, était plus accessible à l'Entente et plus facile pour elle, a été l'essai de venir à bout de la Russie soviétique à l'aide de ses propres troupes. Naturellement, après avoir battu l'Allemagne, l'Entente disposait d'armées fortes de millions d'hommes qui n'avaient pas encore manifesté nettement leur volonté de paix et qui n'étaient pas encore revenus de la peur que leur inspirait l'épouvantail de l'impérialisme allemand qu'on agitait devant eux dans tous les pays d'Occident. Naturellement, à ce moment-là, du point de vue militaire, du point de vue de la politique extérieure, il ne lui coûtait rien, à l'Entente, de prélever le dixième de ses armées et de les envoyer en Russie. Notez qu'elle avait la maîtrise totale des mers, la maîtrise totale de la marine. Le transport et le ravitaillement des troupes étaient toujours entièrement entre ses mains. Si, à ce moment-là, l'Entente qui nous hait autant que la bourgeoisie peut haïr la révolution socialiste, si elle avait pu lancer contre nous avec la moindre chance de succès ne fût-ce que le dixième de ses armées, il ne subsiste pas le moindre doute que le destin de la Russie soviétique eût été tranché et qu'elle eût connu le sort de la Hongrie.

Pourquoi l'Entente n'y a-t-elle pas réussi ? Elle a débarqué des troupes à Mourmansk. La campagne de Sibérie a été entreprise avec l'aide des troupes de l'Entente, et les troupes japonaises détiennent encore un lointain lambeau de la Sibérie orientale, tandis que dans toute la Sibérie occidentale il y a eu des détachements, bien que numériquement peu importants, venus de tous les pays de l'Entente. Puis,

les troupes françaises ont débarqué dans le sud de la Russie. C'était la première étape de l'intervention internationale dans nos affaires, la première tentative, pour ainsi dire, d'étouffer le pouvoir des Soviets avec les troupes que l'Entente prenait chez elle, c'est-à-dire avec les ouvriers et les paysans des pays les plus avancés, des troupes qui étaient par ailleurs supérieurement équipées ; et, en général, sur le plan des conditions techniques et matérielles de la campagne, il n'y en avait aucune que l'Entente ne fût en état de satisfaire. Nul obstacle ne s'offrait à elle. Comment donc expliquer que cette tentative ait échoué ? Elle s'est terminée par la nécessité pour l'Entente de retirer ses troupes de Russie, parce que ces troupes ont été hors d'état de mener la lutte contre la Russie soviétique révolutionnaire. Ce fait, camarades, a toujours été pour nous l'argument principal, fondamental. Dès le début de la révolution, nous disions que nous étions le parti du prolétariat international et que, malgré les difficultés extrêmes de la révolution, le temps viendrait où, au moment le plus décisif, s'exprimerait la sympathie, la solidarité des ouvriers opprimés par l'impérialisme international. Cela nous valut d'être traités d'utopistes. Mais l'expérience nous a montré que si l'on ne peut pas toujours compter sur toutes les actions du prolétariat, on peut dire que dans ces deux années d'histoire mondiale nous avons eu mille fois raison. La tentative des Anglais et des Français pour étouffer la Russie soviétique avec leurs troupes, cette tentative qui leur promettait à coup sûr le succès le plus facile dans les délais les plus courts, s'est soldée par un fiasco : les troupes anglaises ont quitté Arkhangelsk, les troupes françaises débarquées au Sud ont toutes été rapatriées. Malgré le blocus, malgré le cercle qui nous enserre, des nouvelles d'Europe occidentale nous parviennent tout de même, nous recevons au moins des numéros dépareillés des journaux anglais et français, et nous savons maintenant que les lettres des soldats anglais de la région d'Arkhangelsk sont tout de même parvenues en Angleterre et y ont été publiées. Nous savons que le nom de la camarade française, Jeanne Labourbe, qui était allée militer dans l'esprit du communisme parmi les ouvriers et les soldats français et qui a été fusillée à Odessa, est connu désormais de

tout le prolétariat français ; il est devenu un mot d'ordre de combat ; autour de ce nom tous les ouvriers français sans distinction des tendances fractionnelles syndicalistes, qui semblaient si difficiles à surmonter, se sont unis pour agir contre l'impérialisme international. Ce qu'écrivait un jour le camarade Radek — qui, heureusement, comme on nous l'annonce aujourd'hui, a été libéré par l'Allemagne et que nous verrons peut-être prochainement —, à savoir que le sol de la Russie brûlant de l'incendie révolutionnaire sera inaccessible aux troupes de l'Entente, ce qui semblait être un simple emballement de publiciste est maintenant un fait réellement acquis. En effet, sur notre sol, malgré tout notre retard, malgré toute l'âpreté de notre lutte, les troupes d'Angleterre et de France se sont trouvées hors d'état de nous combattre. Le résultat a été à notre avantage. La première fois où l'on a essayé de lancer contre nous d'importantes forces armées — sans lesquelles il n'est pas possible de vaincre — le seul résultat a été que les soldats français et anglais, guidés par un juste instinct de classe, ont emporté de Russie cette même plaie du bolchévisme contre laquelle les impérialistes allemands avaient réagi en expulsant nos ambassadeurs de Berlin [51]. Ils pensaient par ce moyen se barricader contre la plaie du bolchévisme qui aujourd'hui gagne toute l'Allemagne par une recrudescence du mouvement ouvrier. La victoire remportée, en obligeant les troupes anglaises et françaises à se retirer, a été notre principale victoire sur l'Entente. Nous lui avons enlevé ses soldats. Nous avons répondu à son immense supériorité militaire et technique en lui ôtant cette supériorité grâce à la solidarité des travailleurs contre les gouvernements impérialistes.

C'est alors que s'est révélé à quel point était superficiel et confus le jugement que l'on a coutume de porter selon certains signes sur ces pays prétendument démocratiques. Ils ont une ferme majorité bourgeoise dans leurs parlements qu'ils appellent la « démocratie ». Que le capital règne et étouffe tout, qu'il ait recours aujourd'hui encore à la censure militaire, c'est ce qu'ils nomment la « démocratie ». Parmi les millions d'exemplaires de journaux et de revues à eux, on trouverait à peine une infime partie qui dise quoi que ce soit, même en style rébarbatif, à l'avanta-

ge des bolchéviks. Aussi disent-ils : « Nous sommes protégés contre les bolchéviks, l'ordre règne chez nous » ; l'ordre qu'ils appellent « démocratie ». Comment a-t-il pu se faire qu'un petit nombre de soldats anglais et de marins français ait pu imposer le retrait des troupes de l'Entente de Russie ? Il y a là quelque chose qui ne tourne pas rond. C'est donc que les masses populaires sont de notre côté, même en Angleterre, en France et en Amérique ; c'est donc que tous ces dirigeants ne sont que duperie, comme l'ont toujours répété les socialistes qui ne voulaient pas trahir le socialisme ; c'est donc que le parlementarisme bourgeois, la démocratie bourgeoise, la liberté bourgeoise de la presse ne sont que liberté pour les capitalistes, liberté de soudoyer l'opinion publique, de faire pression sur elle avec toute la force de l'argent. Voilà ce qu'ont toujours dit les socialistes, tant que la guerre impérialiste ne les a pas divisés en camps nationaux et n'a pas transformé chaque groupe national de socialistes en laquais de leur propre bourgeoisie. C'est ce qu'ont dit les socialistes avant la guerre, c'est ce qu'ont toujours dit les internationalistes et les bolchéviks pendant la guerre, et tout cela s'est parfaitement vérifié. Tous ces dirigeants, tout ce côté façade, c'est un mensonge de plus en plus évident pour les masses. Ils proclament tous la démocratie, mais il n'est pas un parlement au monde où ils aient osé dire qu'ils déclarent la guerre à la Russie des Soviets. C'est pourquoi, dans de nombreuses publications françaises, anglaises, américaines qui nous sont parvenues, nous lisons cette proposition : « Traduire en jugement les chefs d'Etat pour avoir porté atteinte à la constitution, pour avoir fait la guerre à la Russie sans déclaration de guerre. » Quand, où, quel paragraphe de la constitution, quel parlement l'a-t-il autorisée ? Où ont-ils réuni les représentants, ne fût-ce qu'après avoir préalablement mis en prison tous les bolchéviks et les bolchévisants, selon l'expression de la presse française ? Même dans de telles conditions, ils n'ont pas pu dire dans leurs parlements qu'ils font la guerre à la Russie. Telle est la raison pour laquelle les armées d'Angleterre et de France, superbement armées, qui n'ont jamais connu la défaite, n'ont pas pu nous battre et ont quitté Arkhangelsk dans le Nord et la zone du Sud.

C'est là notre première victoire, victoire capitale, car ce n'est pas seulement une victoire militaire, et même pas du tout militaire, mais en fait la victoire de la solidarité internationale des travailleurs, au nom de laquelle nous avons commencé toute la révolution et dont nous avons dit que, malgré toutes les souffrances que nous devions endurer, tous ces sacrifices seraient compensés au centuple par le développement de la révolution internationale, révolution inévitable. Cela s'est manifesté sur le plan où les facteurs les plus grossiers, les plus matériels jouent le rôle maximum, sur le plan militaire où nous avons triomphé de l'Entente en lui retirant les ouvriers et les paysans sous l'uniforme.

Après cette première victoire, il y a eu la deuxième phase de l'intervention de l'Entente dans nos affaires. Chaque nation est dirigée par un groupe de politiciens dotés d'une belle expérience et qui, pour cette raison, après avoir perdu une fois, ont misé ailleurs en usant de leur suprématie sur le monde entier. Il n'est pas un seul pays, il ne reste plus aujourd'hui un seul morceau du globe où le capital financier anglais, français et américain ne domine en fait, totalement. C'est là-dessus qu'ils ont fondé leur nouvelle tentative visant à obliger les petits Etats qui entourent la Russie et dont beaucoup s'étaient libérés et n'avaient obtenu la possibilité de se déclarer indépendants que pendant la guerre — la Pologne, l'Estonie, la Finlande, la Géorgie, l'Ukraine, etc. —, visant à essayer d'obliger ces petits Etats à combattre la Russie avec l'argent anglais, français et américain.

Vous vous rappelez peut-être, camarades, que nos journaux ont rapporté la nouvelle du discours prononcé par le ministre anglais bien connu, Churchill, qui disait que 14 Etats attaqueraient la Russie, que Pétrograd tomberait en septembre et Moscou en décembre. J'ai entendu dire que Churchill a par la suite démenti cette nouvelle, mais elle était tirée du journal suédois *Folkets Dagblad Politiken* * du 25 août. Mais, même si cette source se trouvait être inexacte, nous savons fort bien que le comportement de Churchill et des impérialistes anglais était bien tel. Nous savons

* Quotidien politique du peuple. *(N.R.)*

parfaitement que toutes les mesures de pression sur la Finlande, l'Estonie et autres petits pays visaient à les engager dans une guerre contre la Russie des Soviets. J'ai eu l'occasion de lire un éditorial du *Times* — le journal bourgeois le plus influent d'Angleterre —, éditorial écrit au moment où les troupes de Ioudénitch, notoirement approvisionnées et équipées par l'Entente et transportées sur ses bateaux, se trouvaient à quelques kilomètres de Pétrograd et où Detskoïé Sélo était pris. L'article lançait une véritable campagne, où tous les moyens de pression étaient mis en œuvre : pression militaire, diplomatique, historique. Le capital anglais se ruait sur la Finlande et lui imposait cet ultimatum : « Le monde entier a les yeux fixés sur la Finlande, disaient les capitalistes anglais, le sort de la Finlande dépend tout entier de son aptitude à comprendre sa destination, du concours qu'elle prêterait pour rompre le flot malpropre, trouble et sanglant du bolchévisme et libérer la Russie. » Et en échange de cette tâche « grandiose et morale », en échange de cette tâche « noble, civilisatrice », on promettait à la Finlande tant de millions de livres, tel ou tel morceau de terre et tels ou tels biens. Et quel a été le résultat ? C'était le temps où les troupes de Ioudénitch se trouvaient à quelques kilomètres de Pétrograd, où Dénikine se trouvait au nord d'Orel, où il suffisait de leur porter une aide, si minime fût-elle, pour régler le sort de Pétrograd au profit de nos ennemis, dans les plus brefs délais et au prix de sacrifices infimes.

L'Entente s'abattit de tout son poids sur la Finlande ; or la Finlande était endettée jusqu'au cou vis-à-vis d'elle. Pas seulement endettée : sans l'aide de ces pays, elle ne pouvait pas tenir un mois. Comment s'est donc produit ce « miracle » que nous ayons obtenu gain de cause contre un tel adversaire ? Car nous l'avons obtenu. La Finlande n'est pas entrée en guerre, Ioudénitch a été défait et Dénikine, aussi, à un moment où leur lutte commune aurait conduit de la façon la plus sûre, la plus rapide, à l'issue de toute la lutte au profit du capitalisme international. Nous avons obtenu gain de cause contre l'impérialisme international, dans cette épreuve la plus sérieuse, la plus désespérée. Comment avons-nous donc gagné ? Comment un tel « miracle » a-t-il pu se produire ? Il a pu se produire parce que l'En-

tente a joué la mise que jouent tous les Etats capitalistes en agissant exclusivement et à fond par le mensonge, la pression ; aussi chacun de ses actes a-t-il provoqué contre elle-même une réaction qui nous a donné l'avantage. Nous étions mal armés, épuisés, et nous disions aux ouvriers finlandais qu'écrasait la bourgeoisie finlandaise : « Il ne faut pas vous battre contre nous. » L'Entente était armée de pied en cap, dotée de sa puissance extérieure, de toutes ses ressources alimentaires qu'elle pouvait donner à ces pays et elle exigeait qu'ils luttent contre nous. Nous avons obtenu gain de cause. Nous l'avons obtenu parce que l'Entente n'avait plus de troupes qu'elle pût lancer contre nous, elle devait manœuvrer avec les forces des petits peuples ; mais ces petits peuples, non seulement les ouvriers et les paysans, mais même une fraction importante de la bourgeoisie, qui écrasait la classe ouvrière, ont refusé en fin de compte de marcher contre nous.

Lorsque les impérialistes de l'Entente parlaient de démocratie et d'indépendance, ces peuples ont eu, du point de vue de l'Entente, l'insolence et, du nôtre, la sottise de prendre ces promesses au sérieux et de comprendre l'indépendance comme une indépendance effective et non comme un moyen d'enrichissement pour les capitalistes anglais et français. Ils pensaient que la démocratie, cela signifiait vivre libres, et non point que tous les milliardaires américains puissent piller leur pays, que n'importe quel nobliau-officier puisse se conduire en goujat et devenir un spéculateur impudent qui, pour quelques centaines de pour cent de bénéfices, accepte les affaires les plus malpropres. Voilà ce qui nous a donné la victoire ! C'est en faisant pression sur ces petits pays, sur chacun de ces 14 pays, que l'Entente s'est heurtée à une résistance. La bourgeoisie finlandaise qui avait écrasé par la terreur blanche des dizaines de milliers d'ouvriers et qui sait qu'on lui en tiendra compte, que la baïonnette allemande qui lui donnait la possibilité d'agir n'est plus là, cette bourgeoisie finlandaise hait les bolchéviks aussi fort qu'un rapace peut haïr les ouvriers qui l'ont renversé. Néanmoins, cette bourgeoisie finlandaise s'est dit : « Suivre les instructions de l'Entente équivaut à perdre irrémédiablement tout espoir d'indépendance. » Et cette indépendance, les bolchéviks la leur ont

donnée en novembre 1917, alors qu'il y avait un gouvernement bourgeois en Finlande. C'est ainsi que l'opinion des larges milieux de la bourgeoisie finlandaise s'est montrée hésitante. Nous avons gagné la cause contre l'Entente, parce qu'elle comptait sur les petites nations et qu'en même temps elle les a repoussées loin d'elle.

Nous voyons se confirmer d'après cette expérience, à une vaste échelle de portée mondiale, ce que nous avons toujours affirmé. Il existe deux forces au monde capables de fixer le sort de l'humanité. L'une d'elles, c'est le capitalisme international. S'il vient à triompher, il manifestera sa force par des cruautés sans nombre ; c'est ce que montre l'histoire du développement de chaque petite nation. L'autre force, c'est le prolétariat international qui lutte pour la révolution socialiste au moyen de la dictature du prolétariat qu'il nomme la démocratie des ouvriers. Nous n'étions crus ni par les éléments hésitants de chez nous en Russie, ni par la bourgeoisie des petits pays, qui nous traitaient d'utopistes ou de bandits, et pis encore, car il n'est pas d'accusation stupide et monstrueuse qu'on n'ait élevée contre nous. Mais quand la question s'est posée de front : marcher avec l'Entente et l'aider à écraser les bolchéviks, ou aider les bolchéviks en restant neutre, le résultat a été le triomphe de notre cause, nous avons obtenu la neutralité. Bien que nous n'ayons eu aucun pacte et que l'Angleterre, la France et l'Amérique aient eu toutes sortes de traités, toutes sortes de pactes, les petits pays se sont malgré tout conduits comme nous le voulions non pas parce que cela faisait plaisir à la bourgeoisie polonaise, finlandaise, lituanienne, lettone de faire leur politique pour les beaux yeux des bolchéviks — c'est une absurdité naturellement —, mais parce que nous avions eu raison en déterminant les forces historiques mondiales : ou bien le féroce capital vaincra, et, de quelque république démocratique qu'il s'agisse, il écrasera tous les petits peuples du monde ; ou bien, la dictature du prolétariat vaincra, et c'est là seulement que réside l'espoir de tous les travailleurs et de tous les petits peuples faibles et opprimés. Nous avions donc eu raison non seulement en théorie, mais aussi dans la pratique de la politique mondiale. Lorsque ce litige a surgi à propos des troupes de Finlande et d'Estonie, nous avons

obtenu gain de cause encore qu'il leur eût été facile de nous écraser avec des forces insignifiantes. Bien que l'Entente ait jeté la puissance énorme de sa pression financière, de ses forces armées et de ses livraisons de vivres, bien qu'elle ait tout jeté dans la balance pour obliger la Finlande à intervenir, c'est nous qui l'avons cependant emporté.

Telle est, camarades, la seconde étape de l'intervention internationale, telle est notre seconde victoire de portée mondiale. Premièrement, nous avons conquis leurs ouvriers et leurs paysans sur l'Angleterre, la France et l'Amérique. Ces armées ne pouvaient pas lutter contre nous. Deuxièmement, nous avons conquis sur elles tous ces petits pays qui étaient tous contre nous, où règne partout non le pouvoir des Soviets, mais celui de la bourgeoisie. Ils ont fait preuve à notre égard d'une neutralité amicale, et ils se sont mis contre l'Entente avec sa puissance universelle, parce que l'Entente était un rapace qui voulait les écraser.

Il s'est alors produit à l'échelle internationale la même chose que pour les paysans sibériens qui croyaient à l'Assemblée constituante, aidaient les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks à se joindre à Koltchak et à nous battre. Quand l'expérience leur a prouvé que Koltchak était le représentant de la pire dictature des exploiteurs, de la dictature rapace des propriétaires fonciers et des capitalistes, pire que la dictature tsariste, ils ont organisé cette immense série de soulèvements en Sibérie au sujet desquels nos camarades nous envoyaient des rapports bien précis et qui nous assurent aujourd'hui le retour total de la Sibérie, un retour conscient cette fois. Ce qui s'est produit avec les paysans sibériens, malgré leur manque de culture et leur ignorance politique, s'est produit maintenant à une échelle plus large, à une échelle de portée mondiale, pour toutes les petites nations. Elles haïssaient les bolchéviks, certaines les ont écrasés d'une main sanglante, par une furieuse terreur blanche ; mais quand elles ont vu les « libérateurs », les officiers anglais, elles ont compris ce qu'était la « démocratie » anglaise et américaine. Lorsque les représentants de la bourgeoisie anglaise et américaine sont venus en Finlande, en Estonie, ils ont commencé par étouffer ces pays avec encore plus d'impudence que les impé-

rialistes russes, cela parce que les impérialistes russes, représentants de la vieille époque, ne savaient pas écraser comme il faut, tandis que ces gens-là savent s'y prendre pour étouffer à fond.

Voilà pourquoi cette victoire à la deuxième étape est beaucoup plus solide qu'il ne le paraît aujourd'hui. Je n'exagère pas le moins du monde et j'estime que les exagérations sont extrêmement dangereuses. Je ne doute nullement que l'Entente ne renouvelle ses tentatives pour dresser contre nous tantôt un petit Etat, tantôt un autre de nos voisins. Ces tentatives se renouvelleront parce que ces petits Etats sont totalement sous la coupe de l'Entente, parce que tous ces discours sur la liberté, l'indépendance et la démocratie ne sont qu'hypocrisie et que l'Entente peut les obliger une fois encore à lever la main sur nous. Mais si cette tentative a échoué dans un moment si favorable, où il était tellement facile de lutter contre nous, il me semble qu'on peut dire tout net que, à cet égard, sans aucun doute, l'essentiel des difficultés est passé. Nous avons le droit de le dire sans la moindre exagération, pleinement conscients du fait que l'Entente dispose d'une supériorité numérique considérable. Nous avons vaincu à fond. Il y aura des tentatives, mais nous en triompherons plus aisément, parce que les petits Etats, malgré leur régime bourgeois, ont acquis, grâce à leur propre expérience, non pas en théorie — la théorie ne sert de rien à ces messieurs —, la conviction que l'Entente est une bête sauvage plus arrogante et plus rapace que ne leur paraissent les bolchéviks dont on fait un épouvantail pour terroriser les enfants et les petits bourgeois cultivés de toute l'Europe.

Mais nos victoires ne s'arrêtent pas là. Premièrement, nous avons conquis sur l'Entente ses ouvriers et ses paysans ; en second lieu, nous avons obtenu la neutralité des petits peuples qui sont ses esclaves ; enfin, nous avons commencé à conquérir sur l'Entente, dans ses propres pays, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie cultivée qui étaient entièrement contre nous. Pour le prouver, je me permettrai de me référer au journal *l'Humanité* du 26 octobre que j'ai en mains. Ce journal, qui a toujours appartenu à la IIe Internationale, était farouchement chauvin pendan la guerre, professait le point de vue des socialistes tel

que nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires de droite ; maintenant encore, il joue le rôle de conciliateur ; il déclare qu'il s'est convaincu du changement d'humeur des ouvriers. C'est ce qu'il a vu non pas à Odessa, mais dans les rues et dans les réunions de Paris, où les ouvriers ne laissaient pas la parole à ceux qui osaient dire un mot contre la Russie bolchévique. Et, en tant que politiciens qui ont appris des choses au cours de plusieurs révolutions, en tant qu'hommes qui savent ce que sont les masses populaires, ils n'osent souffler mot en faveur de l'intervention et se prononcent tous contre. Mais ce n'est pas tout. Ce n'est pas tout que les socialistes (ils se disent socialistes, bien que nous sachions depuis longtemps de quelle sorte de socialistes il s'agit) déclarent cela ; ce même numéro de *l'Humanité* du 26 octobre, que j'ai cité, contient une déclaration de bon nombre d'intellectuels français, de représentants de l'opinion publique française. Dans cette déclaration dont le premier signataire est Anatole France, et où l'on trouve la signature de Ferdinand Buisson, j'ai compté 71 noms d'intellectuels bourgeois, connus dans toute la France ; ils se prononcent contre l'intervention dans les affaires russes, parce que le blocus, l'arme de la famine qui fait périr enfants et vieillards, est inadmissible du point de vue de la culture et de la civilisation, et qu'ils ne peuvent pas le supporter. Aulard, l'historien français renommé, qui s'aligne sans réserve sur les positions bourgeoises, dit dans sa lettre : « En tant que Français, je suis l'ennemi des bolchéviks, en tant que Français, je suis partisan de la démocratie, il serait ridicule de me soupçonner du contraire ; mais quand je lis que la France invite l'Allemagne à participer au blocus de la Russie, quand je lis que la France fait cette proposition à l'Allemagne, je sens le rouge de la honte me monter au visage. » Ce n'est peut-être qu'expression purement verbale de sentiments de la part d'un intellectuel, mais on peut dire que c'est la troisième victoire que nous ayons remportée sur la France impérialiste à l'intérieur même de ce pays. Voilà ce qu'atteste cette déclaration vacillante, pitoyable en soi, cette déclaration des intellectuels qui, comme nous l'ont montré des dizaines et des centaines d'exemples, peuvent faire des millions de fois plus de bruit qu'ils ne représentent de

force, mais qui peuvent servir d'excellent baromètre pour indiquer de quel côté penche la petite bourgeoisie, de quel côté penche l'opinion publique de bout en bout bourgeoise. Si nous avons obtenu un pareil résultat à l'intérieur de la France où tous les journaux bourgeois ne parlent de nous que dans les termes les plus mensongers, nous nous disons : cela a bien l'air d'une seconde affaire Dreyfus qui s'amorce en France, mais de taille plus importante. Les intellectuels bourgeois luttaient alors contre la réaction cléricale et militaire, la classe ouvrière ne pouvait pas alors considérer cela comme une affaire à elle, il n'y avait pas alors de conditions objectives, l'état d'esprit n'était pas aussi profondément révolutionnaire qu'aujourd'hui. Et maintenant ? Si les intellectuels bourgeois français, après la récente victoire de la réaction la plus effrénée aux élections, étant donné le régime dont font l'objet aujourd'hui les bolchéviks, s'ils déclarent avoir honte de l'union de la France la plus réactionnaire avec la plus réactionnaire Allemagne pour faire mourir de faim les ouvriers et les paysans de Russie, nous nous disons : voilà, camarades, la troisième et immense victoire. Et je voudrais voir comment, avec une telle situation à l'intérieur de l'Etat, messieurs Clemenceau, Lloyd George et Wilson réaliseront leur plan de nouveaux attentats dont ils rêvent contre la Russie. Essayez donc, messieurs ! (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Je le répète, camarades, ce serait une grave erreur que d'en tirer des conclusions trop imprudentes. Il est bien certain qu'ils renouvelleront leurs tentatives. Mais nous sommes parfaitement convaincus que, si imposantes que soient les forces qui s'y livreront, ces tentatives seront vouées à l'échec. Nous pouvons dire que la guerre civile que nous avons menée au prix de sacrifices sans nombre a été victorieuse. Non seulement à l'échelle russe, mais aussi dans l'histoire du monde. Chacune des conclusions que je vous ai présentées a été faite à partir des résultats de la campagne militaire. Voilà pourquoi, je le répète, les nouvelles tentatives seront vouées à l'échec: parce que nos ennemis sont devenus beaucoup plus faibles qu'ils n'étaient et que nous sommes devenus beaucoup plus forts depuis que nous avons battu Koltchak, Ioudénitch et avec la défaite de Dénikine qui commence et sera sans doute totale.

Koltchak ne recevait-il pas l'aide de cette toute-puissante Entente ? Les paysans de l'Oural et de Sibérie qui, aux élections à l'Assemblée constituante, n'ont donné qu'un pourcentage minime de bolchéviks, n'ont-ils pas presque totalement soutenu le front de l'Assemblée constituante, lequel était à l'époque le front des menchéviks et socialistes-révolutionnaires, ces paysans n'étaient-ils pas le meilleur matériel humain contre les communistes ? La Sibérie n'était-elle pas un pays où la grande propriété foncière n'existait pas et où nous ne pouvions pas immédiatement aider les masses paysannes comme nous avions aidé tous les paysans russes ? Que manquait-il donc à Koltchak pour nous battre ? Il lui manquait ce qui manque à tous les impérialistes. Il était resté un exploiteur, il devait agir dans les circonstances léguées par la guerre mondiale, dans des circonstances qui n'autorisaient que des bavardages sur la démocratie et la liberté, qui offraient la possibilité d'avoir soit une dictature, soit l'autre : soit la dictature des exploiteurs qui défend sauvagement ses privilèges et déclare qu'elle doit toucher un tribut en vertu des traités qui lui servent à extorquer des milliards à tous les peuples ; soit la dictature des ouvriers qui lutte contre le pouvoir des capitalistes et désire assurer fermement le pouvoir des travailleurs. C'est la seule raison pour laquelle Koltchak est tombé. Voilà par quel moyen, non pas par la remise d'un bulletin de vote — moyen qui n'est pas mauvais, naturellement, en certaines circonstances —, mais en fait, le paysan de Sibérie et de l'Oural a fixé son destin. Il était mécontent des bolchéviks pendant l'été 1918. Il avait vu que les bolchéviks obligeaient à livrer les excédents de blé à des prix non spéculatifs, et il s'était tourné vers Koltchak. Maintenant, il a regardé, comparé et il est arrivé à une nouvelle conclusion. Il l'a compris malgré toute la science qu'on cherchait à lui inculquer, parce qu'il a appris par sa propre expérience ce que beaucoup de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks ne veulent pas comprendre, eu égard à la science (a p p l a u d i s s e m e n t s), à savoir qu'il ne peut y avoir que deux dictatures, qu'il faut choisir soit la dictature des ouvriers — c'est-à-dire aider les travailleurs à secouer le joug des exploiteurs —, soit la dictature des exploiteurs. Nous avons gagné le paysan

à notre cause, nous lui avons prouvé par l'expérience la plus pénible, au milieu de difficultés inouïes, que nous, en tant que représentants de la classe ouvrière, nous savions entraîner la paysannerie beaucoup mieux, avec plus de succès que n'importe quel autre parti. Les autres partis nous accusent volontiers de combattre la paysannerie et de ne pas savoir conclure un juste traité, et tous nous proposent leurs loyaux, leurs nobles services pour nous réconcilier avec les paysans. Nous vous remercions humblement, messieurs, mais nous ne vous en estimons pas capables. Quant à nous, du moins, nous avons prouvé depuis longtemps que nous le sommes. Nous n'avons pas brossé aux paysans de suaves tableaux pour leur montrer qu'ils peuvent sortir de la société capitaliste sans une discipline de fer et sans le ferme pouvoir de la classe ouvrière, que le simple ramassage de bulletins de vote résoudra le grand problème de la lutte universelle contre le capital. Nous avons dit tout net : la dictature est unmot cruel, douloureux et même sanglant, mais nous avons dit que la dictature des ouvriers permettra de secouer le joug des exploiteurs, et nous avons eu raison. Le paysan qui a fait l'expérience d'une dictature comme de l'autre a choisi celle de la classe ouvrière et il poursuivra ce chemin avec elle jusqu'à la victoire totale. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Camarades,

Il résulte de ce que j'ai dit de nos victoires internationales — et il me semble que je n'aurai pas à m'arrêter longtemps sur ce point — que nous devons renouveler, avec le maximum de sens pratique et de calme, notre proposition de paix. Nous le devons, parce que nous avons déjà fait maintes fois cette proposition. Et, à chaque fois, nous avons gagné la partie aux yeux de n'importe quel homme instruit, même de notre ennemi, et cet homme instruit a eu le rouge de la honte au visage. C'est ce qui s'est produit lorsque Bullitt vint ici, lorsqu'il fut reçu par le camarade Tchitchérine, qu'il eut des entretiens avec lui et avec moi et lorsque nous conclûmes en quelques heures un traité de paix préalable. Et il a cherché à nous convaincre (ces messieurs aiment à se vanter) que l'Amérique est tout, et qui donc tient compte de la France, devant les forces de l'Amérique ? Et lorsque nous eûmes signé le

traité, le ministre français comme le ministre anglais firent un geste de ce genre. (Lénine fait un geste éloquent du pied. Rires.) Bullitt s'est trouvé avec un papier sans aucune valeur, et on lui a dit : « Qui donc pouvait s'attendre à ce que tu sois si naïf, si sot et à ce que tu croies à la démocratie de l'Angleterre et de la France ! » (Applaudissements.) Le résultat, c'est que je lis dans ce même numéro le texte intégral du traité avec Bullitt en français, et il est publié dans tous les journaux anglais et américains. Le résultat, c'est qu'ils se sont montrés eux-mêmes aux yeux du monde ou comme des filous ou comme des gosses, à eux de choisir ! (Applaudissements.) Et toute la sympathie même de la petite bourgeoisie, même d'une bourgeoisie tant soit peu cultivée, qui s'est souvenue qu'elle avait aussi un jour lutté contre ses empereurs et ses rois, nous est acquise, parce que nous avons souscrit en hommes pratiques aux conditions de paix les plus pénibles et que nous avons dit : « Le prix du sang de nos ouvriers et de nos soldats nous est trop cher ; pour avoir la paix nous vous paierons un lourd tribut comme à des marchands ; nous accepterons ce dur tribut, afin d'épargner la vie des ouvriers et des paysans. » C'est pourquoi je pense qu'il ne sert à rien de parler beaucoup, et je vous lirai à la fin un projet de résolution qui exprimera, au nom du congrès des Soviets, notre ardent désir de mener une politique de paix. (Applaudissements.)

Maintenant. je voudrais passer de la partie internationale et militaire du rapport à la partie politique.

Nous avons remporté sur l'Entente trois immenses victoires qui sont loin d'avoir été d'ordre purement militaire. Ce sont des victoires remportées par la dictature de la classe ouvrière et dont chacune a raffermi notre situation non seulement parce que notre adversaire faiblissait et perdait ses troupes ; notre situation internationale se renforçait, parce que nous gagnions aux yeux de toute l'humanité laborieuse et même aux yeux de nombreux éléments de la bourgeoisie. Et sous ce rapport, les victoires que nous avons remportées sur Koltchak, sur Ioudénitch et que nous remportons aujourd'hui sur Dénikine, nous permettront de continuer à gagner les sympathies par voie pacifique, dans une mesure sans cesse plus grande que jusqu'ici.

On nous a toujours accusés de terrorisme. Accusation courante que reprend volontiers la presse. On nous impute d'avoir érigé le terrorisme en principe. A cela nous répondons : « Vous ne croyez pas vous-mêmes à cette calomnie. » Ce même historien Aulard qui a adressé une lettre à *l'Humanité* écrit : « J'ai appris l'histoire et je l'ai enseignée. Quand je lis que parmi les bolchéviks il n'y a que des monstres, des croque-mitaines, des épouvantails, je dis : on a dit la même chose de Robespierre et de Danton. Ce faisant, dit-il, je ne compare nullement avec ces grands hommes les Russes d'aujourd'hui, absolument pas ; ils n'offrent pas la moindre ressemblance avec eux. Mais, en tant qu'historien, je dis : il n'est pas possible de croire tous les bruits. » Lorsqu'un historien bourgeois se met à parler de la sorte, nous voyons que les mensonges qu'on répand sur notre compte commencent à se dissiper. Nous disons : la terreur nous a été imposée. On oublie que le terrorisme a été provoqué par l'invasion de l'Entente toute-puissante. Ne s'agit-il pas de terreur lorsque la flotte du monde entier fait le blocus d'un pays affamé ? Ne s'agit-il pas de terreur lorsque des représentants étrangers, couverts par la prétendue immunité diplomatique, organisent des soulèvements de gardes blancs ? Il faut pourtant voir les choses au moins avec un peu de lucidité. Il faut bien se rappeler que l'impérialisme international, pour étouffer la révolution, a tout mis en jeu, qu'il ne recule devant rien et dit : « Pour chaque officier, un communiste, et nous gagnerons ! » Et ils ont raison. Si nous avions essayé d'agir sur ces troupes mises sur pied par la flibuste internationale, rendues féroces par la guerre, au moyen de paroles, de la persuasion, si nous avions essayé d'agir autrement que par la terreur, nous n'aurions pas tenu deux mois, nous aurions été des imbéciles. La terreur nous a été imposée par le terrorisme de l'Entente, par la terreur que pratique le capitalisme international tout-puissant qui a écrasé, écrase et condamne à mourir de faim les ouvriers et les paysans, en lutte pour la liberté de leur pays. Et tout pas en avant dans nos victoires sur cette cause première, sur cette cause de la terreur, aura inévitablement et forcément pour effet de nous dispenser de ce moyen de persuasion et d'influence dans notre gestion.

Ce que nous avons dit du terrorisme, nous le dirons aussi de nos rapports avec tous les éléments hésitants. On nous accuse d'avoir créé des conditions incroyablement dures aux classes moyennes, aux intellectuels bourgeois. Nous disons : la guerre impérialiste a été la continuation de la politique impérialiste, c'est pourquoi elle a provoqué la révolution. Tous sentaient pendant la guerre impérialiste qu'elle était faite par la bourgeoisie au nom de ses intérêts de rapine, que dans cette guerre le peuple mourait, ce pendant que la bourgeoisie s'engraissait. C'est le motif majeur qui pénètre toute sa politique dans tous les pays, et c'est ce qui la perd et la perdra irrémédiablement. Tandis que notre guerre à nous est la continuation de la politique de la révolution, et tout ouvrier, tout paysan sait, et s'il ne le sait pas il le sent d'instinct, il voit que cette guerre est menée pour la défense contre les exploiteurs, qu'elle impose avant tout des sacrifices aux ouvriers et aux paysans, mais ne recule devant rien pour faire partager ces sacrifices aussi par les autres classes. Nous savons qu'ils les supportent plus difficilement que les ouvriers et les paysans, parce qu'ils appartenaient à la classe privilégiée. Mais nous disons que lorsqu'il s'agit de libérer de l'exploitation des millions de travailleurs, le gouvernement qui hésiterait à imposer des sacrifices à d'autres classes ne serait pas un gouvernement socialiste, mais un gouvernement de traîtres. Si nous avons fait peser des charges sur les classes moyennes, c'est parce que les gouvernements de l'Entente nous avaient placés dans des conditions incroyablement dures. Et tout pas franchi dans nos victoires — l'expérience de notre révolution nous le montre, je ne peux pas m'y arrêter en détail — est accompagné du fait qu'à travers toutes les hésitations et les tentatives multiples faites pour rétrograder, un nombre sans cesse croissant d'éléments hésitants se persuadent qu'il n'y a vraiment pas d'autre choix qu'entre la dictature des travailleurs et le pouvoir des exploiteurs. Si ces éléments ont connu des temps pénibles, ce n'est pas le pouvoir bolchévik qui en est responsable, mais les gardes blancs, l'Entente ; et leur défaite sera la condition effective et solidement assise pour améliorer la situation de toutes ces classes. Sous ce rapport, camarades, je voudrais, en passant aux leçons de l'expérience politi-

que à l'intérieur du pays, dire quelques mots sur le sens de la guerre.

Notre guerre est la continuation de la politique de la révolution, politique de renversement des exploiteurs, des capitalistes et des propriétaires fonciers. C'est pourquoi notre guerre, bien qu'infiniment pénible, nous attire la sympathie des ouvriers et des paysans. La guerre n'est pas seulement la continuation de la politique, elle est la somme de la politique, l'enseignement de la politique dans cette guerre incroyablement dure que nous ont imposée les propriétaires fonciers et les capitalistes avec l'aide de l'Entente toute-puissante. Dans ce combat, les ouvriers et les paysans ont beaucoup appris. Les ouvriers ont appris à utiliser le pouvoir de l'État et à faire de chaque pas en avant une source de propagande et d'éducation, à faire de cette Armée Rouge à majorité paysanne un instrument d'éducation de la paysannerie, à faire de l'Armée Rouge un instrument d'utilisation des spécialistes bourgeois. Nous savons que, dans leur immense majorité, ces spécialistes bourgeois sont contre nous — et ils doivent être contre nous dans leur immense majorité — car c'est leur nature de classe qui se manifeste ici, et sur ce point nous ne pouvons pas avoir le moindre doute. Nous avons été trahis par des centaines et des milliers de ces spécialistes, mais des dizaines et des dizaines de milliers d'entre eux nous ont servis de plus en plus loyalement, parce que dans le cours même de la lutte ils ont été attirés de notre côté, parce que cet enthousiasme révolutionnaire qui a accompli des miracles dans l'Armée Rouge était dû au fait que nous servions et satisfaisions les intérêts des ouvriers et des paysans. Cette situation de la masse des ouvriers et des paysans qui agissent de concert et savent pourquoi ils luttent a donné ses fruits, et une partie de plus en plus importante des transfuges de l'autre camp qui venaient à nous, inconsciemment parfois, se sont transformés et se transforment en partisans conscients de notre cause.

Camarades, une tâche s'impose à présent à nous : l'expérience que nous avons acquise au cours de notre activité militaire doit être reportée dans le domaine de l'édification pacifique. Rien ne nous remplit autant de joie ni ne nous permet de saluer dans le VIIe Congrès des Soviets de Russie

un tournant de l'histoire de la Russie soviétique, comme de savoir que la phase principale des guerres civiles est déjà passée et que s'offre à nous la phase principale de l'édification pacifique qui nous attire tous, que nous voulons, que nous devons entreprendre et à laquelle nous vouerons tous nos efforts et toute notre vie. Aujourd'hui, nous pouvons dire, après les dures épreuves de la guerre, que pour l'essentiel nous sommes sortis vainqueurs sur les plans militaire et international. La voie de l'édification pacifique s'offre à nous. Il ne faut pas oublier, bien sûr, que l'ennemi nous guette à chaque pas et fera encore maintes tentatives pour nous abattre par tous les moyens qui pourront se présenter à lui : la violence, le mensonge, la corruption, les complots, etc. Notre tâche est d'orienter aujourd'hui toute l'expérience acquise dans le domaine militaire vers la solution des problèmes majeurs de l'édification pacifique. Les voici, ces problèmes essentiels. C'est avant tout *celui du ravitaillement*, *celui du blé*.

Nous avons soutenu la lutte la plus dure contre les préjugés et les habitudes. Le paysan est, d'une part, un travailleur qui durant des dizaines d'années a subi le joug du propriétaire foncier et du capitaliste et à qui son instinct d'opprimé a appris que ce sont des bêtes féroces qui n'hésiteront pas à verser des fleuves de sang pour reprendre le pouvoir. Mais, d'autre part, le paysan est un propriétaire. Il veut vendre son blé librement, il veut la « liberté du commerce », il ne comprend pas que la vente libre du blé dans un pays affamé, c'est la liberté de la spéculation, la liberté pour les riches de s'engraisser. Et nous disons : cela, nous ne l'accepterons jamais, nous y laisserons notre peau plutôt que de faire des concessions sur ce point.

Nous savons que nous réalisons une politique qui consiste, pour les ouvriers, à convaincre les paysans de livrer leur blé à crédit, un papier ne pouvant servir d'équivalent, de contrepartie au blé. Le paysan nous livre son blé à un prix ferme et ne reçoit pas de marchandises, puisque nous n'en avons pas, mais reçoit des papiers de couleur. Il nous donne son blé à crédit, et nous disons : « Si tu es un travailleur, peux-tu t'opposer à ce qui est juste ? Comment peux-tu ne pas être d'accord sur la nécessité pour celui qui a des excédents de blé de les céder à crédit à un prix ferme,

au lieu de les écouler par la spéculation ; car la spéculation, c'est le retour au capitalisme, c'est le retour à l'exploitation, à ce contre quoi nous avons lutté . » Cela présente d'énormes difficultés, cela nous a valu de grandes hésitations. Nous avons souvent marché et continuons d'avancer à tâtons, mais nous avons acquis une expérience capitale. Quand vous entendrez le rapport du camarade Tsiouroupa ou d'autres responsables du ravitaillement, vous verrez que les paysans s'habituent à ces réquisitions, lorsque l'Etat dit aux paysans qu'ils doivent donner leur blé à crédit, vous verrez que nous avons des nouvelles en provenance de nombreux districts indiquant que les réquisitions ont été réalisées à 100%, que les progrès, bien qu'infimes, existent cependant, et que notre politique du ravitaillement fait comprendre de plus en plus clairement au paysan que, s'il veut le libre commerce du blé dans un pays ruiné, il n'a qu'à retourner en arrière, à téter du Koltchak, du Dénikine. Contre cela, nous lutterons jusqu'à notre dernière goutte de sang. Ici, pas de concession possible. Dans ce problème capital, le problème du blé, nous agirons de toutes nos forces pour qu'il n'y ait pas de spéculation, pour que la vente du blé n'engraisse pas les riches, pour que tous les excédents du blé récolté sur les terres de l'Etat grâce aux efforts de générations entières de travailleurs, pour que tous ces excédents de blé soient le bien de l'Etat, pour que, maintenant que l'Etat est ruiné, ces excédents de blé soient livrés à crédit par les paysans à l'Etat ouvrier. Si le paysan s'y prête, nous nous tirerons de toutes les difficultés, nous rétablirons l'industrie et l'ouvrier paiera au centuple sa dette au paysan. Il lui offrira, à lui et à ses enfants, la possibilité d'exister sans travailler pour les propriétaires fonciers et les capitalistes. Voilà ce que nous disons au paysan, et il se persuade qu'il n'a pas le choix. Voilà ce que nous essayons de faire croire au paysan, moins nous, d'ailleurs, que messieurs nos adversaires, Koltchak et Dénikine. C'est eux avant tout qui donnent au paysan les leçons pratiques de la vie, qui le dirigent de notre côté.

Mais, camarades, le problème qui suit celui du blé, le deuxième *problème, est celui du combustible.* Des quantités de blé amplement suffisantes pour nourrir les ouvriers

affamés de Pétrograd et de Moscou ont été rassemblées dans les points de stockage. Mais, si vous parcourez les quartiers ouvriers de Moscou, vous verrez un froid terrible, des maux affreux, accrus aujourd'hui en raison du problème du combustible. Nous traversons ici une crise désespérée, ici les besoins nous ont devancés. Ces derniers temps, de nombreuses séances du Conseil de la Défense et du Conseil des Commissaires du Peuple ont été entièrement consacrées à la mise au point de mesures destinées à sortir de la crise du combustible. Pour mon discours, le camarade Ksandrov a fourni des matériaux qui montrent que nous commençons à nous sortir de cette crise désespérée. Au début d'octobre, en une semaine, 16 000 wagons ont été chargés ; fin octobre, ce chiffre a été de 10 000 wagons par semaine. C'était la crise, c'était la catastrophe, c'était la famine pour les ouvriers de toute une série d'usines et de fabriques de Moscou, de Pétrograd et de maints autres endroits. Les effets de cette catastrophe se font encore sentir aujourd'hui. Ensuite, nous nous sommes attelés à cette tâche, nous avons bandé toutes nos forces, nous avons fait ce que nous avions réalisé pour le travail militaire, nous avons dit : tous les éléments conscients, tous doivent concourir à résoudre le problème du combustible, non pas par les vieilles méthodes du capitalisme, où l'on donnait une prime aux spéculateurs et où ils s'enrichissaient en recevant telle ou telle commande, non, nous avons dit : tranchez cette question par des méthodes socialistes, par l'abnégation, tranchez-la par les méthodes avec lesquelles nous avons sauvé Pétrograd-la-Rouge, libéré la Sibérie, avec lesquelles nous avons triomphé dans tous les cas difficiles, face à toutes les tâches ardues de la révolution, et avec lesquelles nous vaincrons toujours. Et de 12 000 wagons, pendant la dernière semaine d'octobre, les chargements se sont élevés à 20 000 wagons. Nous commençons à nous sortir de cette catastrophe, mais nous sommes encore loin du compte. Il faut que tous les ouvriers sachent et se rappellent que sans blé pour les gens, sans blé pour l'industrie, c'est-à-dire sans combustible, le pays est voué au désastre. Pas seulement notre pays. Les journaux d'aujourd'hui annoncent qu'en France, pays vainqueur, les chemins de fer s'arrêtent. Que dire de la Russie ? La France sortira

de cette crise par des méthodes capitalistes: profit pour les capitalistes et encore des privations pour les masses. La Russie soviétique sortira de la crise par la discipline et l'abnégation des ouvriers, par la fermeté à l'égard des paysans, fermeté qu'en définitive le paysan comprend toujours. L'expérience apprend au paysan que si douloureuse que soit la transition, si ferme que soit la main du pouvoir de l'Etat ouvrier, c'est la main d'un travailleur qui lutte au nom de l'union des masses laborieuses, au nom de l'anéantissement total de toute exploitation.

Mais un troisième fléau s'abat encore sur nous : *les poux*, *le typhus exanthématique* qui décime nos troupes. Et ici, camarades, il est impossible de se figurer les horreurs qui se produisent dans les régions frappées par le typhus ; alors que la population est affaiblie, à bout de forces, privée de ressources matérielles, toute existence, toute vie sociale, disparaît. Et nous disons : « Camarades, portez là toute votre attention. *Ou bien les poux triompheront du socialisme, ou bien le socialisme triomphera des poux !* » Et, sur ce plan, camarades, en employant les mêmes méthodes, nous commençons à obtenir de bons résultats. Il existe encore, naturellement, des médecins qui n'ont pas renoncé à leurs préventions et à la méfiance à l'égard du pouvoir ouvrier et préfèrent recevoir des honoraires de la main des riches plutôt que d'aller soutenir un dur combat contre le typhus. Mais ils sont en minorité, de moins en moins nombreux, et la majorité, ce sont ceux qui voient que le peuple lutte pour son existence, qu'il veut résoudre en luttant le problème capital, celui du salut de toute culture, et ces médecins apportent à cette tâche douloureuse et pénible autant d'abnégation que n'importe quel spécialiste militaire. Ils sont d'accord pour donner leurs forces aux travailleurs. Je dois dire que nous commençons aussi à nous sortir de cette crise. Le camarade Sémachko m'a donné des informations à ce sujet. Au premier octobre, d'après les renseignements venus du front, environ 122 médecins, 467 officiers de santé y étaient arrivés. 150 médecins ont été envoyés de Moscou. Nous avons lieu d'espérer que, d'ici le 15 décembre, il y aura au front 800 médecins de plus qui aideront à combattre le typhus. Nous devons accorder une grande attention à ce fléau.

Nous devons veiller principalement à consolider cette base que sont le blé, le combustible, la lutte contre le typhus. Camarades, je voulais d'autant plus parler sur ces points qu'une certaine incohérence s'est manifestée dans notre édification socialiste. Cela se comprend. Quand des hommes ont décidé de transformer le monde entier, il est tout à fait naturel que les ouvriers et les paysans appelés à faire ce travail soient dépourvus d'expérience. Il est certain qu'il s'écoulera beaucoup de temps avant que nous sachions exactement sur quels points il faut porter le plus d'attention. Il n'est pas étonnant que d'aussi grandes tâches historiques aient souvent donné naissance à de grandes fantaisies, que de grandes fantaisies naissent à côté de nombreuses petites fantaisies mal venues. Dans de nombreux cas, nous nous sommes mis à construire à partir du haut, à partir d'une aile ou d'une corniche, sans trop faire attention aux fondations. Je voudrais vous faire part du résultat de mon expérience, de mes observations sur le travail, vous dire mon opinion, à savoir que la tâche capitale de notre politique est de jeter ces fondations. Il faut que chaque ouvrier, chaque organisation, chaque institution se le dise à chaque réunion. Si nous réussissons l'approvisionnement en blé, si nous arrivons à augmenter la quantité de combustible, si nous tendons toutes nos forces pour faire disparaître de la terre russe le typhus, résultat du manque de civilisation, de la misère, de l'obscurantisme et de l'ignorance, si toutes ces forces, toute cette expérience que nous avons acquise dans une guerre sanglante, nous les appliquons à cette lutte sans effusions de sang, nous pouvons être certains que dans cette tâche qui est pourtant beaucoup plus facile, beaucoup plus humaine que la guerre, nous obtiendrons de plus en plus de succès.

Nous avons effectué la mobilisation de l'armée. Les partis qui étaient nos adversaires les plus irréconciliables, qui ont le plus longtemps plaidé et plaident encore la cause du capitalisme, comme les socialistes-révolutionnaires, ont dû reconnaître, en dépit de toutes les accusations que répandaient sur notre compte les impérialistes bourgeois, que l'Armée Rouge est désormais l'armée du peuple. Cela signifie que nous avons réalisé dans cette tâche si difficile l'unité de la classe ouvrière avec l'énorme masse de la paysanne-

rie qui se range à ses côtés et qu'ainsi nous lui avons montré ce qu'est la direction de la classe ouvrière.

L'expression « la dictature du prolétariat » effarouche les paysans. En Russie, c'est un épouvantail pour les paysans. Elle se tourne contre ceux qui agitent cet épouvantail. Mais les paysans savent aujourd'hui que la dictature du prolétariat est peut-être un mot latin trop savant, mais que c'est en fait ce pouvoir soviétique qui remet l'appareil d'Etat entre les mains des ouvriers. Ainsi, c'est l'ami et l'allié le plus sûr des travailleurs et l'ennemi le plus implacable de toute exploitation. Voilà pourquoi nous finirons par battre tous les impérialistes. Car nous avons une source si riche de forces, un réservoir si large et si profond de matériel humain, comme aucun gouvernement bourgeois n'en a eu et n'en aura jamais. Nous possédons ce matériel, dans lequel nous pouvons puiser de plus en plus loin et de plus en plus profond, en passant non seulement des ouvriers d'avant-garde aux ouvriers moyens, mais encore aux paysans laborieux, aux paysans pauvres et même les plus indigents. Ces derniers temps, les camarades de Pétrograd disaient que Pétrograd avait fourni tous ses militants et ne pouvait plus rien donner. Mais lorsque l'heure critique a sonné, Pétrograd s'est montré étonnant, comme l'a justement dit Zinoviev, une ville qui a pour ainsi dire mis au monde des nouvelles forces. Ceux des ouvriers que l'on considérait comme au-dessous des ouvriers moyens, qui n'avaient aucune expérience étatique ni politique, se sont dressés de toute leur taille, ont donné des forces nombreuses pour la propagande, l'agitation, l'organisation ; ils ont accompli des prodiges toujours nouveaux. Chez nous, cette source de prodiges sans cesse nouveaux est encore très, très riche. Chaque nouvelle couche d'ouvriers et de paysans qui n'ont pas encore été entraînés au travail sont nos amis et nos alliés les plus sûrs. Très souvent il nous faut aujourd'hui prendre appui sur une couche très mince d'ouvriers d'avant-garde pour diriger l'Etat. Nous devons encore et encore faire appel aux sans-parti, dans le travail du parti comme dans la pratique soviétique, nous adresser de plus en plus résolument aux ouvriers et aux paysans sans-parti non pour les attirer d'un seul coup dans nos rangs, les amener à notre parti — peu nous importe —, mais pour les éveiller

à la conscience que nous avons besoin de leur aide pour le salut du pays. Et lorsque nous aurons rendu conscients ceux que les propriétaires fonciers et les capitalistes laissaient le moins approcher du gouvernement de l'Etat, que nous les appelons à construire en commun avec nous les fondations solides de la république socialiste, notre cause sera définitivement invincible.

Voilà pourquoi, forts de deux années d'expérience, nous pouvons vous dire en toute certitude que chaque pas en avant dans nos victoires militaires rapprochera avec une extrême rapidité le moment déjà tout proche aujourd'hui, où nous donnerons absolument toutes nos forces à l'édification pacifique. Forts de l'expérience que nous avons acquise, nous pouvons nous porter garants qu'en matière d'édification pacifique, nous accomplirons dans les prochaines années infiniment plus de miracles que nous n'en avons accomplis au cours de ces deux années d'une guerre victorieuse contre la toute-puissante Entente. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Camarades, permettez-moi pour terminer de donner lecture du projet de résolution que je vous propose :

« La République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie désire vivre en paix avec tous les peuples et consacrer toutes ses forces à l'édification intérieure, afin d'organiser la production, les transports et une administration publique fondée sur le régime soviétique, ce qu'ont entravé jusqu'à ce jour l'intervention de l'Entente et le blocus de la faim.

Le gouvernement ouvrier et paysan a proposé la paix aux puissances de l'Entente à maintes reprises, à savoir : le 5 août 1918, message du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères adressé au représentant américain Monsieur Pool ; le 24 octobre 1918, au président Wilson ; le 3 novembre 1918, à tous les gouvernements de l'Entente par l'intermédiaire des représentants des pays neutres ; le 7 novembre 1918, au nom du VIe Congrès des Soviets de Russie ; le 23 décembre 1918, note de Litvinov à Stockholm à tous les représentants de l'Entente ; puis, messages des 12 janvier, 17 janvier, 4 février 1919 et projet de traité avec Bullitt le 12 mars 1919 ; le 7 mai 1919, par l'intermédiaire de Nansen.

Approuvant sans réserve toutes ces démarches répétées du Conseil des Commissaires du Peuple et du Commissariat

du Peuple aux Affaires étrangères, le VIIe Congrès des Soviets réaffirme son aspiration constante à la paix, propose une nouvelle fois à toutes les puissances de l'Entente, l'Angleterre, la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie, le Japon, à toutes ensemble et séparément, d'entamer sans délai les pourparlers de paix et confie au Comité exécutif central de Russie, au Conseil des Commissaires du Peuple et au Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères le soin de poursuivre méthodiquement une politique de paix, en prenant toutes les mesures propres à en assurer le succès. »

2

CONCLUSIONS À LA SUITE DU RAPPORT DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE ET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 6 DÉCEMBRE

(Des voix : « Vive le camarade Lénine ! Hourrah ! » Applaudissements.)

Camarades,

Il me semble que Martov a réussi à nous donner dans son discours et sa déclaration un échantillon extrêmement frappant de l'attitude que manifestent pour le pouvoir des Soviets les groupes et partis qui ont appartenu autrefois et qui appartiennent encore à la IIe Internationale, contre laquelle nous avons maintenant fondé l'Internationale Communiste. La différence entre le discours de Martov et sa déclaration a frappé les yeux de chacun de vous. Sosnovski l'a soulignée dans cette remarque qu'il a jetée, du présidium, à Martov : « Votre déclaration ne serait-elle pas de l'année dernière ? » En effet, le discours de Martov se rapporte incontestablement à l'année 1919, à la fin de cette année, tandis que la déclaration est rédigée en des termes tels que nous y trouvons la répétition complète de ce qu'ils disaient en 1918. (Applaudissements.) Et quand Martov a répondu à la remarque de Sosnovski que cette déclaration valait « pour l'éternité », je me serai tout de même permis de protéger les menchéviks contre Martov. (Applaudissements, rires.) Car j'ai observé, camarades, l'évolution et le cours de l'activité des menchéviks sûrement davantage et plus attentivement que quiconque, chose qui d'ailleurs n'était pas particulièrement plaisante. Et, fort de mes quinze années d'observation,

j'affirme que cette déclaration, loin d'être valable « pour l'éternité », ne durera même pas un an (applaudissements), parce que toute l'évolution des menchéviks, surtout à l'heure grave qui a sonné dans l'histoire de la révolution russe, est révélatrice des hésitations les plus profondes ; elles se réduisent en définitive à ceci que les menchéviks se détournent, avec grand-peine et contre leur gré, de la bourgeoisie et de ses préjugés. Ils se sont butés maintes fois, mais commencent à se rapprocher, quoique très lentement, de la dictature du prolétariat ; dans un an, ils feront encore quelques pas, j'en suis absolument certain. Et cette déclaration ne pourra plus être reprise, car si vous en retirez l'enveloppe des phrases démocratiques et des expressions parlementaires générales qui feraient honneur à n'importe quel leader de l'opposition parlementaire, si vous en rejetez les discours qui peuvent plaire à beaucoup, mais qui nous paraissent ennuyeux, et si vous considérez le fond des choses, toute cette déclaration dit d'un bout à l'autre : « rétrogradons vers la démocratie bourgeoise et rien de plus. » (Applaudissements.) Quand nous entendons des gens, qui ont affirmé leurs sympathies pour nous, faire de telles déclarations, nous nous disons : Non, la terreur et la Tchéka sont absolument indispensables ! (Applaudissements.)

Camarades, pour que vous ne me reprochiez pas à présent ou que nul autre ne puisse me reprocher de chercher noise au sujet de cette déclaration, j'affirme, en m'appuyant sur des faits politiques, qu'un menchévik de droite et un socialiste-révolutionnaire de droite la signeraient sur l'heure des deux mains. J'en ai la preuve. Le Conseil du parti des socialistes-révolutionnaires de droite dont Volski et son groupe ont dû se séparer — Volski, président du Comité de l'Assemblée constituante que vous avez entendu à la tribune —, le Conseil du parti socialiste-révolutionnaire de droite qui s'est tenu cette année a déclaré désirer la fusion avec le parti menchévik que les socialistes-révolutionnaires considèrent comme proche d'eux. Pourquoi ? Parce que les socialistes-révolutionnaires de droite sont pour la publication des choses qui figurent dans la déclaration et les éditions menchéviques (qui ne seraient, prétendent-ils, que purement théoriques et dont nous avons tort

de ne pas autoriser la publication, comme l'a dit la représentante du Bund qui se plaignait que la liberté totale de la presse n'existe pas chez nous) ; les socialistes-révolutionnaires de droite, qui se solidarisent avec les menchéviks dont la déclaration est de bout en bout bâtie sur les mêmes principes que ceux des socialistes-révolutionnaires de droite, sont pour la publication de telles choses. En même temps, après une longue lutte, le groupe de Volski a dû se séparer. La voilà cette confusion dont le groupe de la minorité socialiste-révolutionnaire nous donne l'exemple ; elle montre de façon flagrante que nous ne cherchons pas noise aux menchéviks, mais que tel est l'état véritable des choses. On a d'ailleurs évoqué ici le menchévik Rozanov dont Martov et le parti auraient sûrement prononcé l'exclusion ; eh bien, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks signeraient cette déclaration.

C'est dire qu'il existe encore parmi eux deux tendances différentes, dont l'une regrette, pleure, compatit et désire théoriquement revenir à la démocratie, tandis que l'autre agit. Et Martov a tort de dire que j'ai cherché à me disculper dans la question du terrorisme. Cette expression montre à elle seule combien les conceptions de la démocratie petite-bourgeoise sont infiniment éloignées des nôtres et proches de celles de la IIe Internationale. Elles n'ont en fait absolument rien de socialiste, bien au contraire. Voici qu'on nous prêche une nouvelle fois les vieilles opinions bourgeoises au moment où le socialisme est tout proche. Je n'ai pas cherché à me disculper, j'ai parlé d'un parti spécial, créé par la guerre, du parti des officiers qui ont commandé pendant la guerre impérialiste, qui y ont fait carrière, qui savent ce qu'est la politique pratique. Quand on nous dit : « Vos Tchékas, il faut ou les supprimer, ou les mieux organiser», alors nous répondons, camarades : nous ne prétendons pas que tout ce que nous faisons soit fait au mieux et nous sommes toujours désireux et contents de nous instruire sans la moindre prévention. Mais lorsque ce sont des gens, qui ont fait partie de l'Assemblée constituante, qui veulent nous apprendre à organiser notre défense contre les officiers et les rejetons des propriétaires fonciers et des gardes blancs, nous leur disons : vous avez été au pouvoir et vous avez combattu avec Kérenski contre Kornilov, vous

avez été aussi avec Koltchak, et ces mêmes gardes blancs vous en ont chassés, délogés sans coup férir, comme des enfants. Et après cela vous venez nous dire que nos Tchékas sont mal organisées ! (Applaudissement.) Non, nos Tchékas sont merveilleusement organisées. (Applaudissements.) Et maintenant que messieurs les conspirateurs bafouent les ouvriers en Allemagne et que les officiers, feldmaréchaux en tête, crient « à bas le gouvernement de Berlin » et qu'on assassine impunément les chefs communistes ; que les gardes blancs traitent les leaders de la IIe Internationale comme de mauvais garnements, nous voyons nettement que ce gouvernement conciliateur n'est rien de plus qu'un jouet entre les mains d'un groupe de conjurés. Et lorsque nous avons un tel exemple sous nos yeux, à un moment où nous nous engageons à peine sur la route, ces gens viennent nous dire : « La terreur est exagérée chez vous. » Et depuis combien de semaines avons-nous découvert le complot de Pétrograd[52] ? Combien de semaines y a-t-il que Ioudénitch était à quelques kilomètres de Pétrograd et Dénikine à quelques kilomètres d'Orel ? Les représentants de ces partis fluctuants et de cette démocratie fluctuante nous disent : « Nous sommes heureux que Ioudénitch et Koltchak aient été battus. » Je veux bien croire qu'ils sont heureux, car ils savent ce dont Koltchak et Ioudénitch les auraient à leur tour menacés. (Applaudissements.) Je ne soupçonne pas ces gens de manquer de sincérité. Mais je leur demande, moi : quand le pouvoir des Soviets connaît des instants difficiles, quand des complots sont tramés parmi les éléments bourgeois et qu'on réussit à dévoiler ces complots dans un moment critique, est-ce qu'on les évente de façon absolument fortuite ? Non. On les évente parce que les conjurés sont obligés de vivre parmi les masses, parce qu'ils ne peuvent se passer pour leurs complots des ouvriers et des paysans, et là, ils finissent toujours par tomber sur des gens qui vont trouver ces Tchékas mal organisées, comme on l'a affirmé ici, pour y dire : « Il y a des exploiteurs qui se sont réunis à tel endroit. » (Applaudissements.) C'est pourquoi j'affirme que, quand, quelque temps après avoir couru un danger mortel, face à un complot qui saute aux yeux de chacun, on vient nous dire qu'on ne respecte pas la Cons-

titution chez nous, que les Tchékas sont détestablement organisées, on peut avancer que ces gens n'ont pas appris la politique dans la lutte contre les gardes blancs, qu'ils n'ont pas réfléchi à l'expérience qu'ils ont faite avec Kérenski, Ioudénitch et Koltchak et sont incapables d'en tirer le moindre résultat pratique. Et dans la mesure où vous commencez à comprendre, messieurs, que Koltchak et Dénikine constituent un grave danger, qu'il faut faire votre choix en faveur du pouvoir des Soviets, il est temps de laisser la déclaration de Martov « pour l'éternité ». (R i r e s.) La Constitution fait état de toute l'expérience de nos deux années de pouvoir, sans quoi, comme je l'ai déclaré dans mon discours, et ce qu'on n'a même pas essayé de réfuter ici, sans quoi nous n'aurions pas tenu non pas deux ans, mais même deux mois. Que tous ceux qui désirent garder une attitude quelque peu objective à l'égard du pouvoir soviétique essayent de le réfuter, ne serait-ce que du point de vue de l'historien et non de l'homme politique désireux de parler et d'agir avec les masses ouvrières et d'exercer une influence sur elles.

On nous dit : les Soviets se réunissent rarement et ne se renouvellent pas assez souvent. Il faudrait, me semble-t-il, répondre à ces reproches par des actes et non par des discours ou des résolutions. A mon avis, la meilleure réponse à faire serait de terminer le calcul entrepris par le pouvoir soviétique du nombre des élections nouvelles aux Soviets de districts et de villes, de la totalité des congrès des Soviets, etc. Le camarade Vladimirski, vice-commissaire du peuple à l'Intérieur, a publié des documents sur l'histoire de ces congrès. Je me suis dit quand je les ai vus : voilà des documents historiques qui montrent entre autres qu'il n'y a pas eu dans l'histoire des peuples civilisés un seul pays où la démocratie prolétarienne ait été aussi largement appliquée que chez nous, en Russie. Si l'on prétend que nous renouvelons peu les Soviets, que nous réunissons rarement les congrès, j'invite chaque délégué à demander à l'organisme compétent qu'un questionnaire supplémentaire soit diffusé à ce congrès afin que chaque délégué y inscrive quel mois, jour et année, dans quel district, ville ou village se sont tenus des congrès des Soviets. Si vous faites ce petit travail et que chacun de vous remplisse un

questionnaire de ce genre, vous aurez une documentation qui compléterait nos données fragmentaires et démontrerait qu'à une époque aussi dure que celle de la guerre, quand les garanties des constitutions européennes, instituées depuis des siècles et entrées dans les mœurs des Occidentaux, sont presque entièrement suspendues, à ce moment, la Constitution soviétique, sous l'aspect de la participation des masses populaires à l'administration et au règlement autonome des problèmes d'administration dans les congrès, les Soviets et aux élections, a revêtu chez nous à l'échelon local une ampleur sans précédent au monde. Et si l'on dit que c'est peu de chose, si l'on critique et affirme que « si votre Comité exécutif central ne se réunissait pas, c'était vraiment un crime affreux », j'estime que le camarade Trotski a fort bien répondu à cet argument de la représentante du Bund en disant que le Comité exécutif central a été au front. A ces mots, la représentante du Bund, de ce Bund qui a adopté la plate-forme des Soviets et dont on peut supposer pour cette raison qu'il a enfin vraiment compris ce qu'est la base du pouvoir des Soviets, la représentante du Bund, j'ai noté sa réponse, a dit : « Il est singulier que le Comité exécutif central ait été au front, il aurait pu envoyer quelqu'un d'autre. »

Nous nous battons avec Koltchak, avec Dénikine et d'autres encore ; on en compte plus d'un ! Le résultat a été que les troupes russes les ont dispersés comme de la marmaille. Nous soutenons une guerre pénible, mais victorieuse. Vous savez qu'à chaque invasion de l'ennemi nous avons dû faire partir au front tous les membres du Comité exécutif central. Et l'on vient nous dire : « C'est singulier, il fallait en trouver d'autres. » Voyons, est-ce que nous vivons en dehors du temps et de l'espace ? Ou pouvons-nous enfanter plusieurs communistes (applaudissements) par semaine ? Nous ne le pouvons pas : des ouvriers aguerris par plusieurs années de lutte, pourvus d'expérience, capables de diriger, nous en avons moins, camarades, qu'il n'en existe dans tout autre pays. Nous devrons prendre toutes les mesures propres à former la jeunesse ouvrière, à en faire des élèves-officiers, il nous faudra pour cela des mois, voire des années. Et alors que ce travail se fait au milieu d'immenses difficultés, on nous lance des

railleries, lesquelles ne font qu'attester une incompréhension totale de ces conditions. C'est vraiment une incompréhension ridicule d'intellectuels, lorsqu'on voudrait nous obliger, dans ces conditions de guerre, à agir autrement que nous l'avons fait jusqu'ici. Nous devons tendre toutes nos forces au maximum, et c'est pourquoi nous devons envoyer au front tous nos meilleurs militants, les membres du Comité exécutif central et ceux des comités exécutifs. Et je suis convaincu que toute personne ayant quelque peu d'expérience administrative, loin de nous en blâmer, nous approuvera d'avoir fait le maximum pour réduire au minimum les organismes collégiaux des comités exécutifs, parce qu'ils ont été réduits au seul Comité exécutif sous la pression de la guerre, parce que les militants se sont précipités au front, comme ils se jettent à présent par centaines et par milliers dans le travail d'approvisionnement en combustible. C'est là le fondement sans lequel la République soviétique ne peut vivre. Si c'est au prix de la nécessité pour les Soviets de se réunir moins souvent pendant quelques mois, il ne se trouvera aucun ouvrier ou paysan de bon sens qui n'en comprenne la nécessité et qui ne l'approuve.

J'affirme qu'on continue à nous servir, au sujet de la démocratie et du démocratisme, les préjugés intacts de la démocratie bourgeoise. Les orateurs des partis de l'opposition ont soutenu ici qu'on doit cesser de réprimer la bourgeoisie. Il faut tout de même réfléchir à ce qu'on dit. Qu'est-ce que réprimer la bourgeoisie ? On peut réprimer et anéantir les propriétaires fonciers en abolissant la propriété foncière et en remettant leurs terres aux paysans. Mais peut-on réprimer et anéantir la bourgeoisie en supprimant le gros capital ? Tous ceux qui ont appris l' *a b c* du marxisme savent qu'on ne peut pas réprimer ainsi la bourgeoisie, que celle-ci naît de la production marchande ; dans les conditions de la production marchande, le paysan qui dispose de centaines de pouds de blé en excédent, dont il n'a pas besoin pour nourrir les siens et qu'il ne livre pas à crédit à l'Etat pour secourir l'ouvrier affamé, mais en fait trafic, comment appeler cela ? N'est-ce pas la bourgeoisie ? N'est-ce pas ici qu'elle naît ? Dans ce problème, le problème du blé, des affres de la faim que connait toute

la Russie industrielle, bénéficions-nous de l'aide de ceux qui nous reprochent de ne pas observer la Constitution, de réprimer la bourgeoisie ? Non ! Nous viennent-ils en aide à cet égard ? Ils se retranchent derrière les mots « l'accord des ouvriers et des paysans ». Oui, bien sûr, cet accord s'impose. Nous avons montré comment nous procédons quand nous avons pris, le 26 octobre 1917, le programme des socialistes-révolutionnaires dans la partie qui concerne le soutien à la paysannerie et l'avons appliqué intégralement. Par là, nous avons montré alors que le paysan, exploité par le propriétaire foncier, le paysan qui vit de son travail, qui ne spécule pas, avait pour défenseur fidèle l'ouvrier délégué par le pouvoir central de l'Etat. Nous avons réalisé ici l'accord avec le paysan. Quand nous appliquons la politique du ravitaillement qui exige que les excédents de blé dont la famille paysanne n'a pas besoin soient livrés à crédit à l'Etat pour les ouvriers, toute objection contre cette politique équivaut à soutenir la spéculation. Cela existe encore dans les masses petites-bourgeoises accoutumées à vivre bourgeoisement. Voilà ce qui est terrible, là est le danger pour la révolution sociale ! Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires même les plus à gauche nous ont-ils jamais aidés sous ce rapport ? Jamais ! Leur presse que nous devrions soi-disant autoriser au nom des « principes de la liberté » et dont nous avons des échantillons ne nous aide pas d'un seul mot, je ne parle pas des actes. Tant que nous n'aurons pas vaincu à fond la vieille habitude, le vieux précepte maudit : « chacun pour soi et Dieu pour tous », la seule solution sera pour nous de prendre à crédit les excédents de blé pour nourrir l'ouvrier affamé. C'est terriblement difficile à faire, nous le savons. En ce cas, on ne peut rien faire par la violence. Mais il est ridicule de dire que nous représentons la minorité de la classe ouvrière, voilà qui prête à rire. On peut l'affirmer à Paris, mais même là-bas on ne permet pas de le dire dans les réunions ouvrières. Dans un pays où le gouvernement bourgeois a été renversé avec une aussi déconcertante facilité, où les ouvriers et les paysans défendent leurs intérêts le fusil au poing, où ils se servent de ce fusil comme de l'instrument de leur volonté, dire dans un tel pays que nous représentons la minorité de la classe ouvrière, ne peut être

que ridicule. Je comprends que de tels propos sortent de la bouche de Clemenceau, Lloyd George, Wilson. Voici à qui appartiennent ces mots, à qui appartiennent ces idées. Mais quand ces propos de Wilson, de Clemenceau et de Lloyd George, les pires des bêtes de proie de l'impérialisme, sont repris ici par Martov au nom du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (r i r e s), je me dis alors qu'il faut être sur nos gardes, que la Tchéka en ce cas est indispensable. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Tous les orateurs de l'opposition, y compris les délégués du Bund, nous reprochent de ne pas respecter la Constitution. Je soutiens que nous la respectons de la façon la plus rigoureuse. (U n e v o i x d a n s u n e l o g e : « Tiens, tiens ! ».) Bien que j'entende, venu de la loge qui fut autrefois celle du tsar et qui est maintenant celle de l'opposition (r i r e s), ce « Tiens, tiens ! » ironique, je veux néanmoins le prouver tout de suite. (A p p l a u d i s s e m e n t s.) Je vais vous lire l'article de la Constitution que nous respectons à la lettre et qui montre que nous nous y conformons dans toute notre activité. J'ai souvent été embarrassé, quand il m'a fallu parler de la Constitution devant des assemblées où se trouvaient des partisans des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, de n'avoir pas sous la main le texte de la Constitution pour le citer. La plupart du temps, les réunions se tiennent dans des salles où la Constitution est affichée sur les murs. Il n'y en a pas dans la présente assemblée, mais le camarade Pétrovski m'a tiré d'affaire en me donnant un exemplaire de la brochure intitulée : *La Constitution de la R.S.F.S.R.* Je lis l'article 23 : « S'inspirant des intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, la R.S.F.S.R. prive certaines personnes et certains groupes des droits dont ils usent à l'encontre des intérêts de la révolution socialiste. »

Je répète une nouvelle fois, camarades, que nous n'avons jamais considéré notre activité en général et notre Constitution en particulier comme un modèle de perfection. Des modifications à apporter à la Constitution sont à l'ordre du jour de ce congrès. Nous sommes d'accord pour la modifier, examinons donc ces modifications, mais nous ne les arrêterons pas « pour l'éternité ». Si cependant vous voulez vous battre, battons-nous donc une fois pour toutes.

Si vous voulez que nous respections la Constitution, voulez-vous que nous respections aussi l'article 23 ? (Applaudissements.) Si vous ne le voulez pas, discutons pour décider s'il y a lieu d'abroger le paragraphe qui stipule que nous n'allions pas au peuple avec des phrases sur la liberté générale et l'égalité générale des travailleurs. Vous avez fort bien étudié le droit constitutionnel, mais dans les vieux manuels bourgeois. Vous vous souvenez des mots sur la « liberté et la démocratie », vous vous référez à la Constitution, vous vous souvenez des vieux mots et vous promettez tout au peuple pour n'en rien réaliser. Nous ne lui promettons rien de pareil, nous ne proposons pas l'égalité des ouvriers et des paysans. Vous le proposez, discutons donc. Aux paysans exploités par les propriétaires fonciers et les capitalistes, aux paysans qui peinent pour nourrir les leurs sur les terres prises aux propriétaires fonciers, à ces paysans-là égalité complète, amitié et alliance fraternelle. Aux paysans qui, attachés aux anciennes habitudes, aspirent par ignorance et cupidité à retourner en arrière, vers la bourgeoisie, nous n'accordons pas l'égalité. Vous prononcez des généralités sur la liberté et l'égalité des travailleurs, la démocratie, l'égalité des ouvriers et des paysans. Nous ne promettons pas que la Constitution assure la liberté et l'égalité en général. La liberté, mais pour quelle classe et à quelles fins ? L'égalité, mais de qui avec qui ? De ceux qui travaillent, ceux que la bourgeoisie a exploités pendant des dizaines et des centaines d'années et qui luttent à présent contre elle ? C'est bien ce que dit la Constitution : dictature des ouvriers et des paysans pauvres pour abattre la bourgeoisie. Pourquoi ne citez-vous pas ces mots quand vous parlez de la Constitution : pour abattre la bourgeoisie, pour abattre les spéculateurs ? Donnez-nous un exemple de pays, un exemple de votre admirable constitution menchévique. Vous en trouverez peut-être un dans l'histoire de Samara où il y a eu un pouvoir menchévik ? Peut-être en Géorgie où il y en a un maintenant et où l'écrasement de la bourgeoisie, c'est-à-dire des spéculateurs, se poursuit sur les bases de la liberté et de l'égalité complète, sur les bases de la démocratie conséquente, sans la Tchéka ? Donnez-nous cet exemple et nous nous instruirons. Mais vous ne pouvez pas nous le donner, car vous

savez que partout où se maintient le pouvoir des conciliateurs, le pouvoir des menchéviks ou des semi-menchéviks, règne une spéculation forcenée, débridée. Et même Vienne, dont le camarade Trotski a très justement parlé dans son discours, Vienne où des hommes comme Friedrich Adler sont au gouvernement, Vienne qui ne connaît pas les « horreurs du bolchévisme », est en proie aux affres de la famine comme Pétrograd et Moscou, mais sans avoir la conscience que les ouvriers viennois se fraient un chemin vers la victoire sur la bourgeoisie au prix de la famine. Vienne souffre plus de la faim que Pétrograd et Moscou, mais la bourgeoisie autrichienne et viennoise se livre à des actes scandaleux ; elle spécule et pille dans les rues même de la ville, sur la Perspective Nevski et le Kouznetski Most de Vienne. Vous ne respectez pas la Constitution, mais nous la respectons quand nous ne reconnaissons la liberté et l'égalité qu'à ceux qui aident le prolétariat à vaincre la bourgeoisie. Nous disons dans le paragraphe 23 que nous ne promettons pas pour la période de transition un pays de cocagne où les montagnes sont en caramel et les rivières en limonade. Nous disons que nous devons nous maintenir non pas des mois, mais des années, pour terminer cette période de transition. Après deux ans, nous pouvons dire, et on nous fera sûrement confiance, que nous sommes capables de nous maintenir plusieurs années justement parce que nous avons inscrit dans la Constitution la privation des droits pour certains individus et groupes. Et qui privons-nous des droits ? Nous ne le dissimulons pas, nous déclarons ouvertement qu'il s'agit du groupe des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite. Les hommes de la IIe Internationale nous en ont blâmés, mais nous disons explicitement au groupe des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires que nous sommes prêts à tout, mais qu'ils doivent nous aider à faire la politique des travailleurs contre les spéculateurs, contre ceux qui aident les spéculateurs du marché noir, qui aident la bourgeoisie. Au fur et à mesure que vous le prouverez dans les faits, nous vous dégagerons des entraves prévues par la Constitution ; mais d'ici là vos paroles vides de sens ne sont que des subterfuges. Notre Constitution ne se distingue pas par les belles paroles, elle dit aux paysans : du moment que tu es un paysan

travailleur, tu as tous les droits ; mais il ne peut y avoir des droits égaux pour tous dans une société où les ouvriers souffrent de la faim, où la lutte se poursuit contre la bourgeoisie. Elle dit à l'ouvrier : l'égalité avec le paysan qui aide à lutter contre la bourgeoisie, et pas de généralisations ! La lutte ici est dure. Nous accueillons avec la plus grande joie ceux qui veulent nous aider, quel qu'ait été leur passé, sans considération d'aucune étiquette. Et nous savons que de telles personnes venues d'autres partis ou sans-parti se rallient à nous de plus en plus nombreuses, et c'est ce qui garantit notre victoire. (Vifs applaudissements, cris : «bravo ».)

3

DISCOURS À LA SECTION D'ORGANISATION[83]
8 DÉCEMBRE

Camarades,

Plusieurs délégués m'ont fait remettre des billets m'invitant à donner mon opinion sur cette question. Je ne croyais pas que ce fût nécessaire et je m'en suis abstenu jusqu'au moment où ces invitations me sont parvenues, parce que je n'ai pas eu, à mon regret, la possibilité de prendre connaissance pratiquement du travail à l'échelon local ; la connaissance qu'en donne l'activité au Conseil des Commissaires du Peuple est tout naturellement insuffisante. En outre, je suis parfaitement d'accord avec les paroles du camarade Trotski ; aussi me bornerai-je à de brèves remarques.

Quand la question des exploitations soviétiques qui doivent être remises aux sections agraires de province s'est posée à nous, au Conseil des Commissaires du Peuple, quand la question des directions générales et des directions centrales s'est posée, je n'ai jamais douté que ces deux institutions comptent pas mal d'éléments contre-révolutionnaires. Mais quand on prétend accuser les exploitations soviétiques d'être des institutions particulièrement contre-révolutionnaires, il m'a toujours semblé, et je le crois encore aujourd'hui, que cela équivaut à viser à côté parce que ni ces exploitations soviétiques, ni les directions générales et les directions centrales, ni aucune grande entreprise industrielle quelle qu'elle soit, ni en général aucune organisation centrale ou locale administrant une branche un peu importante de l'économie nationale ne se dispensera, ne se dispense ni ne peut se dispenser de résoudre le problème de la participation des spécialistes bourgeois. Il

me semble que toutes les attaques contre les directions générales et les directions centrales, attaques parfaitement légitimes, si l'on tient compte du fait qu'une épuration soigneuse s'y impose, sont toutefois erronées, parce que les institutions de ce genre se trouvent détachées en l'espèce des autres institutions analogues. L'activité du Conseil de l'Economie Nationale montre de toute évidence qu'on ne doit en aucune façon détacher sur ce point les directions générales et les directions centrales et les exploitations soviétiques, parce que tout notre effort dans le domaine militaire comme dans celui de la santé publique et celui de l'enseignement s'est toujours et partout heurté et se heurtera à des problèmes de ce genre. Nous ne pouvons pas refondre l'appareil d'Etat et former un nombre suffisant d'ouvriers et de paysans bien au courant du travail d'administration de l'Etat sans le concours des anciens spécialistes. C'est la leçon capitale que nous tirons de toute notre œuvre d'édification, et cette expérience nous apprend que dans tous les domaines, y compris le domaine militaire, les anciens spécialistes — et c'est bien pourquoi ils sont anciens — ne peuvent être pris nulle part ailleurs que dans la société capitaliste. Cette dernière n'a permis de devenir spécialistes qu'à des éléments trop peu nombreux, issus de familles de propriétaires fonciers et de capitalistes, et à une infime quantité de fils de paysans, et seulement de paysans aisés. C'est pourquoi, si l'on considère l'ambiance dans laquelle ces hommes ont grandi et évoluent maintenant, le fait apparaîtra absolument inévitable que ces spécialistes, c'est-à-dire des hommes accoutumés à l'administration sur le vaste plan de l'Etat, sont pour les neuf dixièmes imprégnés des vieux préjugés et conceptions de la bourgeoisie, et que même dans les cas où ce ne sont pas de véritables traîtres (le fait n'est pas accidentel, mais constant), même dans ce cas ils sont hors d'état de comprendre les nouvelles conditions, les nouvelles tâches, les nouveaux impératifs. Aussi observe-t-on en cette matière des frottements, des insuccès et des désordres partout, dans tous les commissariats.

C'est pourquoi il me semblait qu'on vise à côté quand on clame que justement les exploitations soviétiques, les directions générales et les directions centrales sont réaction-

naires, et qu'on essaie de détacher ce problème de notre problème d'ensemble qui est d'initier un grand nombre d'ouvriers et de paysans à l'administration, sur le vaste plan de l'Etat. Nous le faisons à une vitesse qui, si l'on tient compte du retard du pays et des conditions difficiles, est indéniablement sans précédent dans l'histoire du monde. Mais si grande que soit cette vitesse, elle ne nous satisfait point, parce que nos besoins en ouvriers et paysans capables d'administrer et connaissant bien les branches spéciales de l'administration sont immenses et ne sont pas encore satisfaits ni au dixième ni au centième. Aussi, quand on venait nous dire ou quand on a cherché à démontrer dans des réunions du Conseil des Commissaires du Peuple que les exploitations soviétiques sont bien souvent des lieux où se retranchent les anciens propriétaires fonciers à peine camouflés et parfois même pas du tout camouflés, qu'on en fait des nids de bureaucrates, que l'on observe des choses pareilles à tout bout de champ dans les directions générales et directions centrales, je n'ai jamais douté que ce soit la vérité. Mais je répondais que si vous pensez pouvoir éliminer le mal en subordonnant les exploitations soviétiques aux sections agraires de province, vous vous trompez. .

Pourquoi reste-t-il davantage d'éléments contre-révolutionnaires, de bureaucrates dans les directions générales et les directions centrales, ainsi que dans les exploitations soviétiques, que dans le domaine militaire ? Pourquoi ces éléments sont moins nombreux dans le domaine militaire ? Mais parce que dans l'ensemble nous avons consacré à l'armée plus d'attention, parce que nous lui avons donné plus de communistes, plus d'ouvriers et de paysans, les sections politiques y ont fait un effort sur un plan plus large, en un mot parce que l'action des ouvriers et des paysans d'avant-garde sur tout l'appareil militaire a été plus étendue, plus profonde et plus méthodique. Grâce à ce fait, nous sommes arrivés, sinon à extirper le mal, du moins à nous rapprocher du moment où il sera extirpé. Je dis bien : c'est à cela qu'il faut consacrer le plus d'attention.

Nous ne faisons que les premiers pas pour lier étroitement les exploitations soviétiques à la population paysanne des environs et aux groupes communistes, pour qu'il y ait partout des commissaires, pas seulement dans le domaine

militaire, et pas seulement sur le papier. Qu'ils soient membres de directions collectives, vice-directeurs ou commissaires, ce qu'ils nous faut, c'est la responsabilité individuelle : de même que la direction collective est indispensable dans l'examen des questions principales, de même la responsabilité et la direction individuelles sont indispensables pour éviter les lenteurs administratives, empêcher qu'on ne décline les responsabilités. Il nous faut des gens qui apprendraient, en tout état de cause, à administrer eux-mêmes. Si nous en avons, nous aurons éliminé le mal de la meilleure façon.

J'ajouterai, pour terminer, que je suis parfaitement d'accord avec le camarade Trotski quand il dit que l'on a fait des tentatives extrêmement erronées de présenter nos discussions comme une discussion entre ouvriers et paysans, et de mêler la question de la dictature du prolétariat à celles des directions générales et des directions centrales. C'est, à mon avis, radicalement faux. La question de la dictature du prolétariat peut se poser lorsqu'il s'agit de réprimer la bourgeoisie. C'est alors que la question peut se poser, alors cette dictature nous est nécessaire, car elle seule nous permet de réduire la bourgeoisie et de remettre le pouvoir à ceux des travailleurs qui sont capables d'agir avec fermeté et de gagner à soi de plus en plus d'hésitants. En l'occurrence, nous n'avons rien de pareil. La discussion porte sur la question de savoir s'il faut une centralisation plus ou moins grande dans un domaine donné et à un moment donné. Si les camarades à l'échelon local disent, et Trotski le confirme ainsi que de nombreux commissaires du peuple, que ces derniers temps le niveau des travailleurs des provinces et, dans une forte mesure, des districts, s'est sensiblement élevé (le camarade Kalinine qui voyage beaucoup en province me le confirme constamment, ainsi que d'autres camarades arrivant des localités), il faut tenir compte de ce fait et demander si la question de la centralisation est bien comprise en l'occurrence. Je suis convaincu que nous aurons encore bien des fois à corriger de la sorte le travail des institutions soviétiques. Sur ce plan, nous ne faisons que commencer à acquérir l'expérience en matière d'édification. Et puisqu'on observe cette expérience de l'intérieur du Conseil de la Défense et du

Conseil des Commissaires du Peuple, on voit d'autant plus nettement qu'on ne saurait exprimer la chose au moyen de chiffres, qu'il est impossible de l'exposer en un bref discours. Mais nous sommes convaincus que l'on travaille localement suivant les directives principales du pouvoir central. Ce fait n'existe que depuis ces derniers temps.

Il ne s'agit nullement ici d'un conflit entre la dictature du prolétariat et d'autres éléments sociaux. Il s'agit de l'expérience de notre édification soviétique, d'une expérience qui n'est même pas d'ordre constitutionnel à mon avis. On a beaucoup parlé ici de modifier la Constitution. Il me semble que là n'est pas la question. La Constitution expose les principes fondamentaux de la centralisation. Ce principe fondamental est pour nous tellement incontestable (nous l'avons tous appris avec l'enseignement concret, édifiant et même cruel de Koltchak, Ioudénitch, Dénikine et du mouvement des partisans) qu'il ne peut être question d'une pareille chose. Même le camarade Sapronov ne récuse pas ce principe centraliste fondamental quand il s'agit d'offrir à un Commissaire du Peuple et au Conseil des Commissaires du Peuple le droit de révocation. Ce n'est pas un problème constitutionnel, mais un problème de commodité pratique. Pour obtenir des résultats positifs, il nous faut faire pression tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. Quand nous parlons des directions de province des sovkhozes et des sections agraires de province, le point essentiel est de les placer sous le contrôle des ouvriers et des paysans des environs. Ceci tout à fait indépendamment des autorités auxquelles elles sont subordonnées. Il me semble que ce n'est pas en modifiant la Constitution que vous pourrez jamais expulser les propriétaires fonciers camouflés ni les capitalistes et les bourgeois qui ont repeint façade. Nous devons faire entrer dans les institutions, en qualité de membres de collèges restreints, de directeurs adjoints ou de commissaires, un nombre suffisant d'ouvriers et de paysans assez expérimentés et entièrement dévoués. Toute la question est là ! Vous formerez par ce moyen un nombre sans cesse croissant d'ouvriers et de paysans qui s'initient à l'administration et, après avoir passé par tous les degrés de leur formation à côté des anciens spécialistes, ils les remplaceront, exécuteront les mêmes tâches et pré-

pareront dans notre œuvre civile, dans notre œuvre de gestion industrielle, dans la direction de la vie économique des changements de cadres dirigeants analogues à ceux qui s'opèrent dans l'armée. Aussi, je pense qu'il n'y a aucune raison de s'inspirer de considérations de principe qui ont quelquefois été présentées ici et qu'il faut considérer la chose comme un problème d'expérience pratique et non constitutionnel. Si la majorité des militants de la base estiment, après une étude approfondie, qu'il faut subordonner les directions de province des sovkhozes aux sections agraires de province, c'est bon, nous tenterons l'expérience, nous résoudrons le problème du point de vue de l'expérience pratique. Mais il faut nous demander avant tout si nous éliminerons ainsi les propriétaires fonciers camouflés, si nous utiliserons mieux les spécialistes. Si nous préparerons ainsi un plus grand nombre d'ouvriers et de paysans capables d'administrer. Si nous amènerons les paysans des environs à contrôler réellement les sovkhozes. Si nous mettrons au point les formes pratiques de ce contrôle. Toute la question est là ! Si nous tranchons ces problèmes, je pourrai estimer que nous n'avons pas perdu notre temps et notre peine. Nous essaierons même divers systèmes dans divers commissariats : nous en établirons un pour les sovkhozes, les directions générales et les directions centrales et un autre pour les affaires militaires ou le Commissariat à la Santé Publique. Notre tâche est de recruter largement les spécialistes au moyen de l'expérience, de les remplacer, en formant un personnel de direction nouveau, un contingent nouveau de spécialistes, qui doivent s'initier à la tâche exceptionnellement difficile, nouvelle et complexe de l'administration. Ceci ne doit pas forcément revêtir des formes identiques. Le camarade Trotski avait parfaitement raison de dire que cela ne figure dans aucun livre qui pourrait nous servir de guide, que cela ne découle d'aucune conception socialiste, n'est défini par nulle expérience, mais doit être défini par notre expérience propre. Il me semble à cet égard que nous devons recueillir les résultats de cette expérience et contrôler, en l'appliquant dans les faits, l'édification communiste, afin de déterminer définitivement notre ligne de conduite à l'égard des problèmes qui se posent à nous.

4

DISCOURS DE CLÔTURE
9 DÉCEMBRE

(Applaudissements prolongés. Les délégués du congrès et les invités se lèvent et applaudissent vivement pendant plusieurs minutes.)

Camarades,

Je voudrais souligner en quelques mots les faits les plus importants qui se sont déroulés devant nous, à ce congrès.

Nous avons eu, camarades, une courte discussion sur la démocratie et le pouvoir des Soviets. Bien que cette discussion ait paru à première vue éloignée des tâches urgentes et d'actualité de la République soviétique, il me semble toutefois qu'elle est loin d'avoir été inutile. Camarades, une même discussion essentielle autour de la démocratie, de la vieille démocratie bourgeoise, ce que beaucoup ne comprennent pas, et du nouveau pouvoir des Soviets se déroule actuellement à travers le monde, à l'intérieur de toutes les organisations ouvrières et, très souvent, même à l'intérieur des parlements bourgeois, en tout cas pendant les élections aux parlements bourgeois. La vieille démocratie, ou démocratie bourgeoise, proclame la liberté et l'égalité, l'égalité indépendamment du fait que l'homme soit ou non propriétaire, qu'il possède ou non un capital ; elle proclame la liberté pour les propriétaires de disposer de la terre, du capital, et pour celui qui n'en a pas, la liberté de vendre sa force de travail au capitaliste.

Camarades, notre pouvoir soviétique a résolument rompu avec cette liberté et cette égalité, comme avec un mensonge (applaudissements), en disant à

tous les travailleurs que les socialistes qui conçoivent ainsi la liberté et l'égalité ont oublié les rudiments, l'*a b c* et tout le contenu du socialisme. Car nous avons, nous, et les socialistes qui n'ont pas encore trahi le socialisme, sans cesse dénoncé le mensonge, la tromperie et l'hypocrisie de la société bourgeoise qui parle de liberté et d'égalité, ne serait-ce que de liberté et d'égalité aux élections, alors qu'en réalité le pouvoir des capitalistes, la propriété privée du sol, des fabriques et des usines donnent non la liberté, mais le joug aux travailleurs dupés dans tous les régimes « démocratiques et républicains », quels qu'ils soient.

Nous disons : notre but, en tant que but du socialisme universel, est d'abolir les classes ; or les classes sont des groupes dont l'un peut vivre du travail de l'autre, s'approprier le labeur de l'autre. Si donc nous parlons de cette liberté et de cette égalité, force nous sera de reconnaître, comme le fait l'immense majorité des travailleurs de Russie, qu'aucun pays n'a encore donné autant, en un délai aussi bref, pour la liberté véritable et l'égalité véritable ; qu'aucun pays n'a donné aux travailleurs en un délai aussi bref l'affranchissement du joug de leur principal exploiteur, la classe des propriétaires fonciers et des capitalistes, qu'aucun pays n'a donné l'égalité dans une telle mesure vis-à-vis de la terre, source principale des moyens d'existence. Et sur cette voie, sur la voie de l'affranchissement du joug de l'exploitation des classes bourgeoises jusqu'à abolition totale des classes, nous avons engagé une lutte résolue et nous poursuivrons notre combat pour l'abolition totale des classes. Nous savons fort bien que ces classes ont été battues, mais non anéanties. Nous savons fort bien que les propriétaires fonciers et les capitalistes ont été battus, mais non anéantis. La lutte de classes continue, et le prolétariat aux côtés des paysans pauvres doit poursuivre la lutte pour l'anéantissement complet des classes, en attirant à lui tous ceux qui ont tenu le milieu, en employant toute son expérience, payant d'exemple dans la lutte pour gagner à soi tous ceux qui se trouvaient jusqu'alors parmi les hésitants.

J'en viens, camarades, aux travaux de notre congrès, et je dois constater que le VIIe Congrès a pu, le premier,

accorder une si large place aux problèmes pratiques de l'édification. Nous avons pu, pour la première fois, jeter les bases d'une discussion pratique, empruntée directement à l'expérience, des problèmes ayant trait à une meilleure organisation de l'économie soviétique, à une meilleure organisation de l'administration publique.

Nous disposions certes de trop peu de temps pour nous arrêter plus longuement sur cette question ; toutefois, nous avons fait un grand travail, et tout le travail ultérieur du Comité exécutif central et des camarades à l'échelon local se poursuivra sur les fondements que nous avons posés ici.

Enfin, camarades, je voudrais souligner tout particulièrement les faits que le présent congrès consacre sur le plan de notre situation internationale.

Nous avons renouvelé ici nos offres de paix à toutes les puissances et à tous les pays de l'Entente. Nous avons exprimé la conviction, fondée sur notre expérience déjà très riche et très sérieuse, la conviction que les plus grandes difficultés sont déjà passées et que nous sortons indéniablement victorieux de la guerre que nous a imposée l'Entente, de la guerre que nous menons depuis deux ans contre un adversaire de beaucoup plus puissant que nous.

Mais je pense, camarades, que le message que nous a fait entendre le délégué de l'Armée Rouge n'en est pas moins très opportun. Camarades, si les principales difficultés sont déjà passées, il faut dire que les tâches de l'édification se déploient, sous nos yeux, avec une ampleur sans précédent. Il est hors de doute qu'il existe dans maints pays des groupes capitalistes dirigeants, influents et très puissants, résolus à poursuivre à tout prix et jusqu'au bout la guerre contre la Russie soviétique. Il est hors de doute à présent que nous avons remporté une certaine victoire décisive, que des efforts sont encore nécessaires, qu'il faut encore tendre nos forces pour tirer parti de cette victoire et la mener à son terme. (Applaudissements.)

N'oubliez pas deux choses, camarades, d'abord notre faiblesse générale qui tient peut-être au caractère slave : nous ne sommes pas assez fermes et persévérants dans la poursuite des buts que nous nous assignons ; deuxièmement, l'expérience a montré une fois à l'Est, une autre fois au

Sud, que nous n'avons pas su, au moment décisif, exercer une pression suffisante sur l'ennemi en déroute et que nous lui avons permis de se relever. Il ne subsiste pas l'ombre d'un doute que les gouvernements et les classes militaires de l'Europe occidentale préparent actuellement de nouveaux projets pour sauver Dénikine. Il ne subsiste pas le moindre doute qu'ils tenteront maintenant de décupler l'aide qu'ils lui ont fournie, car ils comprennent combien grand est le danger que la Russie soviétique lui fait courir. C'est pourquoi, à présent, nous devons nous dire en ces débuts des victoires ce que nous nous disions dans les moments difficiles : « Souvenez-vous, camarades, qu'à l'heure actuelle, peut-être quelques semaines, deux ou trois mois peut-être, décideront si nous achèverons la guerre non seulement par une victoire absolue, mais aussi par l'anéantissement total de l'adversaire, ou si nous devrons à nouveau condamner des dizaines et des centaines de milliers d'hommes à poursuivre une guerre longue et terrible. A présent, forts de notre expérience, nous pouvons dire avec une entière conviction que quelques semaines ou deux-trois mois, si nous savons tripler nos efforts, nous donneront la possibilité de remporter la victoire jusqu'au bout, mais aussi d'anéantir l'ennemi et de gagner une paix stable et de longue durée. »

C'est pourquoi, camarades, je voudrais par-dessus tout demander à chacun de vous, une fois de retour chez lui, dans toutes les organisations du parti, dans toutes les institutions soviétiques, dans toutes les réunions ouvrières et paysannes, de poser la question suivante : cette campagne d'hiver, camarades, peut à coup sûr nous assurer l'anéantissement total de l'ennemi si, encouragés par le succès et par les perspectives d'édification socialiste qui s'offrent à nous avec clarté, nous considérons les semaines et mois prochains comme une époque de pointe au cours de laquelle nous devons tripler les forces consacrées à la guerre et au travail qui s'y rattache ; alors, nous arriverons dans les plus brefs délais à anéantir l'ennemi, à finir la guerre civile, de façon telle que nous disposerons d'une longue période pour nous consacrer à l'édification pacifique du socialisme. (Applaudissements.)

LES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le recueil publié par les socialistes-révolutionnaires *Un an de révolution russe. 1917-1918* (Editions « Zemlia i Volia ». Moscou 1918) renferme un article fort intéressant de N. Sviatitski : « Les résultats des élections à l'Assemblée constituante de Russie (préface) ». L'auteur cite les chiffres relatifs à 54 circonscriptions électorales sur un total de 79.

L'auteur étend son analyse à la presque totalité des provinces de la Russie d'Europe et de la Sibérie, à l'exception des provinces d'Olonetz, d'Estonie, Kalouga, Bessarabie, Podolsk, Orenbourg, Iakoutie et de la province du Don.

Nous reproduirons d'abord les principaux résultats publiés par N. Sviatitski, et nous examinerons ensuite les conclusions politiques qui en découlent.

I

Pour 54 circonscriptions, le nombre des suffrages exprimés en novembre 1917 était de 36 262 560. L'auteur indique le chiffre de 36 257 960 qui se répartit entre 7 régions (plus l'armée et la marine), mais l'addition des chiffres qu'il cite pour les différents partis donne le total que je mentionne.

Voici comment les suffrages se répartissent entre les partis : les socialistes-révolutionnaires russes ont obtenu

16,5 millions de voix, et si l'on y ajoute les socialistes-révolutionnaires des autres nations (ukrainiens, musulmans et autres), on obtient 20,9 millions de voix, soit 58%.

Les menchéviks ont obtenu 668 064 voix, et si l'on y ajoute les groupements analogues tels que « socialistes populaires » (312 000), « Edinstvo » (25 000), coopérateurs (51 000), social-démocrates ukrainiens (95 000), socialistes ukrainiens (507 000), socialistes allemands (44 000) et socialistes finlandais (14 000), on obtient un total de 1,7 million.

Les bolchéviks ont réuni 9 023 963 suffrages.

Les cadets ont recueilli 1 856 639 voix. En y ajoutant l'« union des terriens et propriétaires fonciers » (215 000), les « groupements de droite » (292 000), les vieux-croyants (73 000), les nationalistes : juifs (550 000), musulmans (576 000), bachkirs (195 000), lettons (67 000), polonais (155 000), cosaques (79 000), allemands (130 000), biélorusses (12 000) et les « listes des divers groupements et organisations » (418 000), on obtient pour les partis des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie un total de 4,6 millions.

On sait que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont fait bloc pendant toute la période de la révolution, de février à octobre 1917. En outre, tout le cours des événements, pendant et après cette période, a montré nettement que ces deux partis pris ensemble représentent la démocratie petite-bourgeoise qui, comme tous les partis de la IIe Internationale, se croit et s'intitule à tort socialiste.

Si l'on réunit les trois groupes principaux de partis ayant pris part aux élections à l'Assemblée constituante, voici ce qu'on obtient :

Parti du prolétariat (bolchévik)	9,02	millions	=25%
Partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires, menchéviks, etc.)	22,62	»	=62%
Partis des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie (cadets et autres) . . .	4,62	»	=13%
Total	36,26	millions	=100%

Citons maintenant les chiffres de N. Sviatitski par régions :

Suffrages exprimés
(en milliers)

Régions* (et l'armée, prise à part)	socialistes-révolutionnaires (russes)	%	bolchéviks	%	cadets	%	TOTAL
Nord	1 140,0	38	1 177,2	40	393,0	13	2 975,1
Centre industriel	1 987,9	38	2 305,6	44	550,2	10	5 242,5
Bassin de la Volga-Terres noires . .	4 733,9	70	1 115,6	16	267,0	4	6 764,3
Ouest	1 242,1	43	1 282,2	44	48,1	2	2 961,0
Est-Oural	1 547,7	43 (62%**)	443,9	12	181,3	5	3 583,5
Sibérie	2 094,8	75	273,9	10	87,5	3	2 786,7
Ukraine	1 878,1	25 (77%***)	754,0	10	277,5	4	7 581,3
Armée et marine .	1 885,1	43	1 672,3	38	51,9	1	4 363,6

Ces chiffres montrent qu'au moment des élections à l'Assemblée constituante les bolchéviks étaient le parti du prolétariat, les socialistes-révolutionnaires celui de la paysannerie. Dans les régions purement paysannes de la Grande Russie (Bassin de la Volga-Terres noires, Sibérie, Est-Oural) et en Ukraine, les socialistes-révolutionnaires ont réuni 62-77% des voix. Dans les centres industriels, les bolchéviks l'ont emporté sur les socialistes-révolution-

* La façon dont l'auteur a réparti la Russie en régions n'est pas tout à fait habituelle : *Nord* : provinces d'Arkhangelsk, Vologda, Pétrograd, Novgorod, Pskov, Livonie. *Centre industriel* : provinces de Vladimir, Kostroma, Moscou, Nijni-Novgorod, Riazan, Toula, Tver, Iaroslavl. *Bassin de la Volga = Terres noires* : provinces d'Astrakhan, Voronèje, Koursk, Orel, Penza, Samara, Saratov, Simbrisk, Tambov. *Ouest* : province de Vitebsk, Minsk, Moguilev, Smolensk. *Est-Oural* : provinces de Viatka Kazan, Perm, Oufa. *Sibérie* : provinces de Tobolsk, Tomsk, Altaï, Iénisséi, Irkoutsk, Transbaïkalie, région de l'Amour. *Ukraine* : provinces de Volhynie, Ekatérinoslav, Kiev, Poltava, Tauride, Kharkov, Kherson, Tchernigov.

** Le chiffre de 62% entre parenthèses, Sviatitski l'a obtenu en ajoutant les socialistes-révolutionnaires musulmans et tchouvaches.

*** Le chiffre de 77 % entre parenthèses, c'est moi qui le donne en ajoutant les socialistes-révolutionnaires ukrainiens.

naires. Cet avantage est amenuisé dans les chiffres par régions que fournit Sviatitski, car il a groupé les régions les plus industrielles et les régions peu ou pas du tout industrialisées. Les chiffres par provinces, cités par Sviatitski pour les partis socialiste-révolutionnaire, bolchévik, cadet, les « groupes nationaux et autres » montrent, par exemple, ce qui suit :

Dans la région Nord, l'avantage des bolchéviks paraît insignifiant : 40% contre 38%. Mais cette région groupe des circonscriptions non industrielles (provinces d'Arkhangelsk, Vologda, Novgorod, Pskov), à prédominance socialiste-révolutionnaire, et des circonscriptions industrielles : Pétrograd-capitale, bolchéviks 45% (pour le nombre des voix) ; socialistes-révolutionnaires 16% ; province de Pétrograd, bolchéviks 50% ; socialistes-révolutionnaires 26% ; Livonie, bolchéviks 72% ; socialistes-révolutionnaires 0.

Parmi les provinces de la région Centre industriel, celle de Moscou a donné 56% des voix aux bolchéviks, 25% aux socialistes-révolutionnaires ; la circonscription de Moscou-capitale accuse les chiffres suivants : bolchéviks 50% ; socialistes-révolutionnaires 8% ; la province de Tver, bolchéviks 54%, socialistes-révolutionnaires 39% ; la province de Vladimir, bolchéviks 56% ; socialistes-révolutionnaires 32%.

Notons au passage combien il est ridicule devant ces faits de prétendre que les bolchéviks ralliaient et rallient la « minorité » du prolétariat ! Ces propos, nous les entendons dans la bouche des menchéviks (668 000 voix, et en y ajoutant la Transcaucasie, encore 700-800 000 voix contre les 9 millions de suffrages aux bolchéviks) et dans celle des social-traîtres de la IIe Internationale.

II

Comment donc a pu se produire ce miracle : la victoire des bolchéviks, qui n'avaient que le 1/4 des suffrages, sur les démocrates petits-bourgeois, alliés (coalisés) avec la bourgeoisie et totalisant ensemble les 3/4 des voix ?

Car nier cette victoire aujourd'hui, après deux années d'aide de l'Entente, Entente d'une puissance universelle,

à tous les adversaires du bolchévisme, serait simplement ridicule.

La vérité, c'est que la haine politique farouche des vaincus, y compris tous les partisans de la IIe Internationale, les empêche même de poser sérieusement la question éminemment intéressante du point de vue historique et politique des causes de la victoire bolchévique. La vérité, c'est que le « miracle » n'en est un que du point de vue de la démocratie petite-bourgeoise vulgaire, dont l'ignorance crasse et les préjugés sont démasqués par cette question et la réponse qu'on y fait.

Du point de vue de la lutte de classes et du socialisme, de ce point de vue abandonné par la IIe Internationale, le problème est indiscutablement résolu.

Les bolchéviks ont triomphé avant tout parce que l'immense majorité du prolétariat, qui comprenait les éléments les plus conscients, les plus énergiques, les plus révolutionnaires, la véritable avant-garde de cette classe avancée, était pour eux.

Considérons les deux capitales, Pétrograd et Moscou. Aux élections à l'Assemblée constituante, ces deux villes ont exprimé 1 765 100 suffrages qui se répartissent ainsi :

socialistes-révolutionnaires	218 000
bolchéviks	837 000
cadets	515 400

Les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates (les Tchernov, Martov, Kautsky, Longuet, MacDonald et consorts) ont beau se prosterner devant les déesses de l'« égalité », du « suffrage universel », de la « démocratie », de la « démocratie pure », ou de la « démocratie conséquente », *l'inégalité* économique et politique de la ville et de la campagne ne disparaît pas pour autant.

C'est un fait inévitable sous le capitalisme en général et au cours de la transition du capitalisme au communisme, en particulier.

La ville ne peut être l'égale de la campagne. La campagne ne peut être l'égale de la ville dans les conditions historiques de cette époque. La ville *entraîne* nécessairement la campagne. La campagne nécessairement *suit la ville*. La question est simplement de savoir *quelle classe* parmi

les classes « de la ville » saura entraîner la campagne, mener à bien cette tâche et sous quelles formes la *ville* exercera cette *direction*.

En novembre 1917, les bolchéviks avaient pour eux l'immense majorité du prolétariat. A cette époque, le parti concurrent au sein du prolétariat, le parti menchévik, était battu à plate couture (9 millions de suffrages contre 1 400 000, en ajoutant aux 668 000 voix les 700-800 000 voix de la Transcaucasie). De plus, ce parti avait été battu à l'issue d'une lutte de quinze années (1903-1917), qui avait *aguerri*, instruit, organisé l'avant-garde du prolétariat et *forgé* de lui une véritable avant-garde révolutionnaire. De plus, la première révolution de 1905 avait préparé le développement ultérieur, déterminé *pratiquement* les rapports entre les deux partis, assumé le rôle de répétition générale des grands événements de 1917-1919.

Les démocrates petits-bourgeois, qui s'intitulent « socialistes » de la IIe Internationale, aiment à éluder ce problème historique de première importance par des phrases mielleuses sur ce qu'il y a d'utile dans l'« unité » du prolétariat. Mais, cette mielleuse phraséologie leur fait oublier la question historique de l'*accumulation de l'opportunisme* dans le mouvement ouvrier de 1871 à 1914 ; ils oublient (ou ils refusent) de *réfléchir* aux causes de la faillite de l'opportunisme en août 1914, aux causes de la scission du socialisme international en 1914-1917.

Sans préparer de la manière la plus sérieuse et approfondie la partie *révolutionnaire* du prolétariat à expulser et anéantir l'opportunisme, il serait absurde de songer même à la dictature du prolétariat. Les chefs de la social-démocratie allemande « indépendante », du socialisme français, etc., devraient se mettre bien dans la tête cet enseignement de la révolution russe, eux qui veulent maintenant se tirer d'affaire en reconnaissant verbalement la dictature du prolétariat.

Poursuivons. Les bolchéviks avaient pour eux non seulement la majorité du prolétariat, non seulement l'avant-garde *révolutionnaire* du prolétariat, aguerrie au cours d'une longue et opiniâtre lutte contre l'opportunisme. Ils avaient, s'il est permis d'employer un terme militaire, un puissant « groupe de choc » dans les capitales,

Avoir une supériorité numérique écrasante au moment décisif, à l'endroit décisif, est la « loi » du succès militaire ; elle est également vraie pour le succès politique, surtout dans cette guerre des classes acharnée, frénétique qui s'appelle la révolution.

Les capitales ou, d'une façon générale, les plus grands centres commerciaux et industriels (chez nous, en Russie, ces notions coïncidaient, mais ce n'est pas toujours le cas) décident dans une grande mesure des destinées politiques du peuple à condition, bien entendu, que ces centres soient soutenus par des forces locales et des forces paysannes suffisantes, même si ce soutien n'est pas immédiat.

Dans les deux capitales, ces deux principaux centres commerciaux et industriels de la Russie, les bolchéviks avaient une supériorité numérique écrasante, décisive. Nous y étions *presque quatre fois* plus forts que les socialistes-révolutionnaires ; *plus forts que les socialistes-révolutionnaires et cadets pris ensemble.* De plus, les forces adverses étaient morcelées, car la « coalition » des cadets avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks (les menchéviks n'avaient obtenu à Pétrograd et Moscou que 3% des suffrages) était au dernier degré compromise aux yeux des masses laborieuses. A ce moment, il ne pouvait être question d'aucune unité *réelle* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks avec les cadets contre nous*. On sait qu'en novembre 1917, même les chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks, cent fois plus proches de l'idée d'un bloc avec les cadets que les ouvriers et les paysans socialistes-révolutionnaires et menchéviks, même ces chefs pensaient à une coalition avec les bolchéviks *sans* les cadets (et la marchandaient avec nous) !

Nous avons conquis les capitales en octobre-novembre 1917 *à coup sûr* ; nous avions une supériorité numérique écrasante et une préparation politique extrêmement sérieuse tant pour le rassemblement, la concentration, l'instruction, la mise à l'épreuve et la trempe des « armées » bolchéviques, que pour la décomposition, l'affaiblissement, la

* Il est intéressant de noter que les chiffres ci-dessus mentionnés attestent, eux aussi, l'unité et la cohésion du parti du prolétariat d'une part, et d'autre part, l'émiettement considérable des partis de la petite et de la grande bourgeoisie.

dissociation, la démoralisation des « armées » de l'« adversaire ».

Et puisque nous avions la possibilité de conquérir à coup sûr par un choc rapide et décisif les deux capitales, les deux centres de toute la machine capitaliste de l'Etat (au double point de vue économique et politique), nous pouvions, malgré la résistance forcenée de la bureaucratie et des « intellectuels », le sabotage, etc., nous pouvions, au moyen de l'appareil central du pouvoir d'Etat, *prouver par nos actes* aux masses laborieuses *non* prolétariennes que le prolétariat est leur unique et sûr allié, ami et dirigeant.

III

Cependant, avant d'en venir à cette question capitale — à l'attitude du prolétariat envers les masses laborieuses non prolétariennes —, il faut encore parler de *l'armée*.

Pendant la guerre impérialiste, l'armée a absorbé la fleur des forces populaires ; et tandis que la racaille opportuniste de la IIe Internationale (non seulement les social-chauvins, c'est-à-dire les Scheidemann et les Renaudel passés directement dans le camp de la « défense de la patrie », mais aussi les « centristes ») affermissait par ses paroles et ses actes la sujétion de l'armée à la direction des brigands impérialistes du groupe allemand comme du groupe anglo-français, les authentiques révolutionnaires prolétariens, eux, n'ont jamais oublié ce que Marx disait en 1870 : « La bourgeoisie exercera le prolétariat au maniement des armes » [54] ! Parler de « défense de la patrie » quand il s'agit d'une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre de rapine de part et d'autre, seuls les traîtres au socialisme austro-allemands et anglo-franco-russes en étaient capables. Les révolutionnaires prolétariens, eux, portaient toute leur attention (dès août 1914) sur la pénétration révolutionnaire de l'armée, sur son utilisation *contre* les brigands impérialistes de la bourgeoisie, sur la transformation de cette guerre injuste et spoliatrice entre deux groupes de rapaces impérialistes en une guerre juste et légitime des prolétaires et des masses laborieuses opprimées de chaque pays contre « leur » bourgeoisie « nationale ».

Les traîtres au socialisme *n'ont pas préparé*, au cours des années 1914-1917, l'utilisation des armées *contre* les gouvernements impérialistes de *chaque* nation.

Cela, les bolchéviks l'ont préparé par toute leur propagande, leur agitation, par leur travail clandestin d'organisation, dès août 1914. Naturellement, les traîtres au socialisme, les Scheidemann et les Kautsky de toutes les nations, se tiraient d'affaire à cet égard par des phrases sur la *décomposition* de l'armée par l'agitation bolchévique. Nous sommes *fiers* cependant d'avoir fait notre devoir en désagrégeant les forces de notre ennemi de classe, en conquérant *sur lui* les masses armées d'ouvriers et de paysans *pour lutter* contre les exploiteurs.

Les résultats de notre travail se sont fait sentir, entre autres, aux élections à l'Assemblée constituante, en novembre 1917, auxquelles l'armée a pris également part en Russie.

Voici les principaux résultats de ce vote, tels que les reproduit N. Sviatitski :

Suffrages exprimés (en milliers) aux élections à l'Assemblée constituante en novembre 1917

Unités de l'armée et de la marine	socialistes-révolutionnaires	bolchéviks	cadets	groupes nationaux et autres	total
Front Nord . . .	240,0	480,0	?	60,0**	780,0
» Ouest . . .	180,6	653,4	16,7	125,2	976,0
» Sud-Ouest	402,9	300,1	13,7	290,6	1 007,4
» Roumain . .	679,4	167,0	21,4	260,7	1 128,7
» Caucasien	360,0	60,0	?	—	420,0
Flotte de la Baltique	—	(120,0)*	—	—	(120,0)*
Flotte de la mer Noire	22,2	10,8	—	19,5	52,5
Total . .	1 885,1	1 671,3 +(120,0)* 1 791,3	51,8 +?	756,0	4 364,0 +(120,0)* +?

* Chiffre approximatif : 2 bolchéviks ont été élus. N. Sviatitski compte en moyenne 60 000 voix pour un élu. C'est pourquoi j'indique le chiffre de 120 000.

** Rien n'indique quel parti a obtenu 19 500 voix dans la Flotte de la mer Noire. Quant aux autres chiffres de cette colonne, il est probable qu'ils se rapportent presque tous aux socialistes ukrainiens, car 10 socialistes ukrainiens et 1 social-démocrate (c'est-à-dire menchévik) ont été élus.

Au total : 1 885 100 voix pour les socialistes-révolutionnaires ; 1 671 300 voix pour les bolchéviks. Et si l'on ajoute à ce dernier chiffre les 120 000 voix (approximatives) de la Flotte de la Baltique, on obtient 1 791 300 voix pour les bolchéviks.

Par conséquent, les bolchéviks ont obtenu *un peu moins* que les socialistes-révolutionnaires.

L'armée était donc, déjà vers octobre-novembre 1917, *à moitié bolchévique.*

Autrement nous n'aurions pu vaincre.

Mais, avec près de la moitié des voix dans l'ensemble de l'armée, nous avions un avantage écrasant sur les fronts les *plus proches des capitales* et ceux qui, d'une façon générale, n'étaient pas trop éloignés. Si l'on fait abstraction du front caucasien, les bolchéviks l'emportaient, dans l'ensemble, sur les socialistes-révolutionnaires. Et si l'on considère les fronts Nord et Ouest, les bolchéviks ont obtenu *plus d'un million de suffrages* contre 420 000 aux socialistes-révolutionnaires.

Par conséquent, les bolchéviks possédaient aussi dans l'armée, vers novembre 1917, un *« groupe de choc » politique* qui leur garantissait une supériorité numérique écrasante sur le point décisif, au moment décisif. Il ne pouvait être question d'aucune résistance de l'armée contre la Révolution d'Octobre du prolétariat, contre la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, dès l'instant que les bolchéviks avaient un avantage énorme sur les fronts Nord et Ouest et que sur les autres fronts, éloignés du centre, les bolchéviks avaient le temps et la possibilité *de conquérir les paysans sur le parti socialiste-révolutionnaire,* comme nous le montrerons plus loin.

IV

Sur la base des données relatives aux élections à l'Assemblée constituante, nous avons étudié les trois conditions de la victoire du bolchévisme : 1) la majorité écrasante au sein du prolétariat ; 2) près de la moitié dans l'armée ; 3) la supériorité numérique écrasante au moment décisif sur les points décisifs, à savoir : dans les capitales et à l'armée, sur les fronts proches du centre.

Cependant, ces conditions réunies n'auraient pu donner qu'une victoire extrêment brève et précaire, si les bolchéviks n'avaient pu gagner à leurs côtés la majorité des masses laborieuses *non* prolétariennes, en les enlevant aux socialistes-révolutionnaires et aux autres partis petits-bourgeois.

C'est là l'essentiel.

Et si les « socialistes » (lisez : les démocrates petits-bourgeois) de la IIe Internationale ne comprennent pas la dictature du prolétariat, cela tient à ce qu'ils ne comprennent pas que :

> *le pouvoir d'Etat aux mains d'une seule classe, du prolétariat, peut et doit devenir un instrument pour attirer aux côtés du prolétariat les masses laborieuses non prolétariennes, un instrument pour conquérir ces masses sur la bourgeoisie et les partis petits-bourgeois.*

Imbus des préjugés petits-bourgeois, oublieux du contenu essentiel de la doctrine de Marx sur l'Etat, messieurs les « socialistes » de la IIe Internationale considèrent le *pouvoir d'Etat* comme quelque chose de sacré, comme une idole ou la résultante de votes officiels, comme l'absolu de la « démocratie conséquente » (ou autres sottises du même genre). Ils ne voient pas que le pouvoir d'Etat est simplement un *instrument* dont les *différentes* classes peuvent et doivent se servir (et savoir se servir) *dans leurs buts de classe.*

La bourgeoisie se servait du pouvoir d'Etat comme de l'instrument de la classe des capitalistes contre le prolétariat, contre tous les travailleurs. Il en a été ainsi dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques. Seuls les traîtres au marxisme l'ont « oublié ».

Le prolétariat doit (après avoir rassemblé des « groupes de choc » politiques et militaires suffisamment puissants) renverser la bourgeoisie, lui enlever le pouvoir d'Etat, pour user de cet *instrument* dans ses *propres* buts de classe.

Quels sont donc les objectifs de classe du prolétariat ?

Ecraser la résistance de la bourgeoisie.

« Neutraliser » la paysannerie et, autant que possible, attirer en tout cas la majorité de sa partie laborieuse, non exploiteuse, aux côtés du prolétariat.

Organiser la grande production mécanisée dans les fabriques et les entreprises de production en général dont la bourgeoisie a été expropriée.

Organiser le socialisme sur les ruines du capitalisme.

* * *

Messieurs les opportunistes, et les kautskistes de ce nombre, bafouent la doctrine de Marx en « enseignant » au peuple que le prolétariat doit d'abord gagner la majorité par le suffrage universel, recevoir ensuite le pouvoir d'Etat grâce au vote de cette majorité, et après seulement, sur cette base de la démocratie « conséquente » (d'aucuns disent : « pure »), organiser le socialisme.

Mais nous, nous disons, forts de la doctrine de Marx et de l'expérience de la révolution russe :

le prolétariat doit d'abord renverser la bourgeoisie et conquérir *pour lui-même* le pouvoir d'Etat et, ensuite, utiliser ce pouvoir d'Etat, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, comme l'instrument de sa classe, pour gagner les sympathies de la majorité des travailleurs.

* * *

De quelle façon le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat peut-il devenir l'instrument de sa lutte de classe pour exercer son influence sur les masses laborieuses non prolétariennes ? pour les attirer aux côtés du prolétariat ? pour les conquérir, pour les arracher à la bourgeoisie ?

Premièrement, le prolétariat y parvient de la façon suivante : *loin* d'utiliser le vieil appareil du pouvoir d'Etat, il *le met en pièces*, le détruit de fond en comble (malgré les clameurs des philistins apeurés et les menaces des saboteurs), et il crée un *nouvel* appareil d'Etat. Ce nouvel appareil d'Etat est adapté à la dictature du prolétariat et à sa lutte contre la bourgeoisie *pour* conquérir les masses laborieuses non prolétariennes. Ce nouvel appareil n'est pas inventé par qui que ce soit, il *surgit* de la lutte de classe du prolétariat, qui s'amplifie en largeur et en profondeur. Ce nouvel appareil de pouvoir d'Etat, ce nouveau *type* de pouvoir d'Etat est le *pouvoir des Soviets*.

Après la conquête du pouvoir d'Etat, le prolétariat de Russie a déclaré immédiatement, au bout de quelques heures, que l'ancien appareil d'Etat (adapté depuis des siècles, comme l'a montré Marx, à servir les intérêts de classe de la bourgeoisie, même dans les républiques les plus démocratiques) [55] était dissous et a remis *tout le pouvoir aux Soviets.* Or seuls les travailleurs et les exploités étaient admis aux Soviets, à l'exclusion des exploiteurs de toute espèce.

C'est ainsi que d'emblée, d'un seul coup, immédiatement *après* avoir conquis le pouvoir d'Etat, le prolétariat *conquiert* sur la bourgeoisie une *masse énorme* de ses partisans dans les partis petits-bourgeois et « socialistes », car cette masse est formée de travailleurs et d'exploités que la bourgeoisie (et ses adulateurs, les Tchernov, Kautsky, Martov et consorts) trompait, et qui, *en recevant le pouvoir des Soviets,* obtiennent *pour la première fois* un instrument de lutte de masse pour leurs intérêts propres, contre la bourgeoisie.

Deuxièmement, le prolétariat peut et doit aussitôt ou du moins très vite conquérir sur la bourgeoisie et la démocratie petite-bourgeoise « *leurs* » *masses,* c'est-à-dire les masses qui les suivaient, les conquérir *par la satisfaction révolutionnaire de leurs besoins économiques les plus pressants, au prix de l'expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.*

La bourgeoisie *ne peut pas* le faire, même si elle possédait le pouvoir d'Etat le plus « puissant ».

Le prolétariat, au lendemain même du jour où il a conquis le pouvoir d'Etat, *peut* le faire, car il dispose à cet effet de l'appareil nécessaire (les Soviets) et des moyens économiques (expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie).

C'est ainsi que le prolétariat de Russie a *conquis* sur les socialistes-révolutionnaires la *paysannerie,* et cela littéralement *quelques heures après* avoir pris le pouvoir d'Etat. Car, quelques heures après avoir vaincu la bourgeoisie à Pétrograd, le prolétariat vainqueur a promulgué le « décret sur la terre » et, avec ce décret, il a *satisfait* entièrement, d'un seul coup, avec une rapidité, une énergie et une abnégation révolutionnaires, tous les besoins économiques

les plus pressants de la *majorité* des paysans, il a exproprié totalement et sans indemnité les grands propriétaires fonciers.

Pour prouver aux paysans que les prolétaires ne veulent ni les infériorisér ni les commander, mais les aider et être leurs amis, les bolchéviks victorieux n'ont pas placé *un seul mot à eux* dans le « décret sur la terre » ; ils l'ont copié, mot pour mot, sur les mandats paysans (les plus révolutionnaires, bien entendu) publiés par les *socialistes-révolutionnaires* dans un journal *socialiste-révolutionnaire.*

Les socialistes-révolutionnaires se sont emportés, indignés, révoltés, clamant que « les bolchéviks leur ont volé leur programme ». Mais on ne faisait qu'en rire : un joli parti, en vérité, que celui qu'il avait fallu vaincre et chasser du gouvernement pour réaliser tout ce que son programme comportait de révolutionnaire, d'utile pour les travailleurs !

C'est cette dialectique que les traîtres, les esprits bouchés et les pédants de la IIe Internationale n'ont jamais pu comprendre : le prolétariat ne peut vaincre sans gagner à ses côtés la majorité de la population. Mais limiter ou subordonner cette conquête à l'obtention de la majorité des suffrages aux élections, *sous la domination de la bourgeoisie*, c'est faire preuve d'une incurable indigence d'esprit, ou c'est simplement tromper les ouvriers. Pour gagner la majorité de la population à ses côtés, le prolétariat doit premièrement renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir d'Etat ; il doit deuxièmement instaurer le pouvoir des Soviets, après avoir démoli à fond le vieil appareil d'Etat, sapant ainsi d'un seul coup la domination, le prestige, l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur les masses travailleuses non prolétariennes. Il doit troisièmement *achever de ruiner* l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la *majorité* des masses laborieuses non prolétariennes, en satisfaisant par des moyens *révolutionnaires leurs* besoins économiques *aux dépens des exploiteurs.*

Bien entendu, seul un niveau élevé de progrès capitaliste peut offrir cette possibilité. A défaut de cette condition essentielle, le prolétariat ne peut ni se constituer

en classe distincte, ni voir couronnés de succès ses constants efforts de préparation, d'éducation, d'instruction, d'épreuves au cours de longues années de grèves et de manifestations, de dénonciation et d'élimination des opportunistes. A défaut de cette condition essentielle, les centres ne pourraient assumer leur rôle politique et économique, ces centres dont la conquête permet au prolétariat de prendre possession de tout le pouvoir d'Etat ou, plus exactement, du nerf vital de ce pouvoir, de son noyau, de son cœur. Sans cette condition essentielle, cette parenté, ce rapprochement, cette liaison entre la situation du prolétariat et celle des masses laborieuses non prolétariennes ne sauraient exister ; lesquels (parenté, rapprochement, liaison) sont indispensables au prolétariat pour exercer son influence sur ces masses, agir sur elles avec succès.

V

Poursuivons.

Le prolétariat peut conquérir le pouvoir d'Etat, instaurer le régime soviétique, satisfaire sur le plan économique la majorité des travailleurs aux dépens des exploiteurs.

Est-ce suffisant pour assurer la victoire totale et définitive ?

Non.

Seuls les « socialistes » et « social-démocrates », les principaux représentants actuels des démocrates petits-bourgeois, sont capables de se faire des illusions et de s'imaginer que les masses laborieuses sont en mesure, sous le capitalisme, d'acquérir une conscience, une fermeté de caractère, une perspicacité assez grandes, un horizon politique assez vaste pour pouvoir *décider à l'avance, par un simple vote*, ou de tout autre manière, sans la longue expérience de la lutte, qu'elles suivront telle classe ou tel parti.

C'est une illusion. C'est une fable doucereuse des pédants et mielleux socialistes dans le genre des Kautsky, Longuet, MacDonald.

Le capitalisme ne serait pas ce qu'il est si, d'une part, il ne vouait pas les *masses* à un état d'abrutissement, d'ac-

cablement, de crainte, de dispersion (la campagne !), d'ignorance ; si, d'autre part, il (le capitalisme) ne remettait pas entre les mains de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, de mystification massive, d'abrutissement, etc., des ouvriers et des paysans.

C'est pourquoi seul le prolétariat est capable de *tirer les travailleurs* du régime capitaliste pour les conduire au communisme. On ne saurait même penser que la masse laborieuse petite-bourgeoise ou semi-petite-bourgeoise puisse résoudre à l'avance ce problème politique extrêmement compliqué : « Etre avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie. » Les *hésitations* des couches laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; de même qu'est inévitable leur propre *expérience des choses* qui leur permet de *comparer* la direction de la bourgeoisie à celle du prolétariat.

C'est cette circonstance qui échappe constamment aux admirateurs de la « démocratie conséquente » ; ils s'imaginent que les problèmes politiques les plus sérieux peuvent être résolus par le vote. En fait, ces problèmes, s'ils sont graves et aggravés par la lutte, sont résolus par la *guerre civile*, et dans cette guerre, *l'expérience* des masses travailleuses non prolétariennes (des paysans au premier chef) a une importance énorme ; c'est l'expérience de la comparaison, de la confrontation par ces masses du pouvoir du prolétariat avec celui de la bourgeoisie.

Sous ce rapport, les élections à l'Assemblée constituante de novembre 1917 en Russie, confrontées avec les deux années de guerre civile (1917-1919), sont très riches d'enseignements.

Voyez quelles étaient les régions les moins bolchéviques. Tout d'abord, l'Est-Oural et la Sibérie : 12% et 10% de suffrages aux bolchéviks. En second lieu, l'Ukraine : 10% de voix aux bolchéviks. Parmi les autres, c'est la région paysanne de la Volga-Terres Noires en Grande Russie qui donne le plus faible pourcentage aux bolchéviks ; ils y ont recueilli néanmoins 16% des voix.

Et c'est précisément dans les régions où, en novembre 1917, le pourcentage des voix bolchéviques était le moindre

que nous constatons le plus grand succès des mouvements et rébellions contre-révolutionnaires, de l'organisation des forces contre-révolutionnaires. C'est précisément dans ces régions que le pouvoir de Koltchak et de Dénikine a tenu des mois et des mois.

Les oscillations de la population petite-bourgeoise là où l'influence du prolétariat était la plus faible se sont révélées dans ces régions avec un relief particulier :

d'abord, pour les bolchéviks, quand ces derniers ont donné la terre et que les soldats démobilisés ont apporté la nouvelle de la paix. Ensuite contre les bolchéviks, lorsque, pour assurer le développement international de la révolution et sauvegarder le foyer révolutionnaire en Russie, ils ont signé la paix de Brest-Litovsk, « blessant » ainsi les plus vifs sentiments petits-bourgeois, les sentiments patriotiques. La dictature du prolétariat n'a pas été du goût des paysans surtout là où il y avait le plus d'excédents de blé, lorsque les bolchéviks ont montré qu'ils allaient exiger rigoureusement et impérieusement la remise des excédents à l'Etat aux prix fermes. La paysannerie de l'Oural, de la Sibérie, de l'Ukraine se tourne vers Koltchak et Dénikine.

Ensuite, l'expérience de la « démocratie » Koltchak et Dénikine, vantée à grands cris par tous les journalistes des zones occupées par Koltchak et Dénikine, dans chaque numéro des journaux des gardes blancs, a montré aux paysans que les discours sur la démocratie et la « Constituante » ne servaient en fait qu'à masquer la dictature du hobereau et du capitaliste.

Un nouveau revirement vers le bolchévisme se dessine : les soulèvements paysans s'étendent sur les arrières de Koltchak et de Dénikine. Les paysans accueillent en libérateurs les soldats de l'Armée Rouge.

En fin de compte, ce sont ces hésitations de la paysannerie, principal représentant des masses laborieuses petites-bourgeoises, qui ont décidé du sort du pouvoir soviétique et du pouvoir de Koltchak et Dénikine. Mais avant cette « fin de compte », se situe une phase assez prolongée d'âpres luttes et de douloureuses épreuves qui, au bout de deux ans, ne sont pas terminées en Russie, précisément en Sibérie et en Ukraine. Et on ne saurait garantir que ces épreuves

seront *définitivement* terminées, disons, dans un an, ou à peu près.

Les partisans de la démocratie « conséquente » n'ont pas réfléchi à la signification de ce fait historique. Ils se sont forgé et se forgent un conte puéril selon lequel le prolétariat, en régime capitaliste, pourrait « convaincre » la majorité des travailleurs et les gagner définitivement à ses côtés, par des votes. Or la réalité montre que seule la dure expérience de la petite bourgeoisie *hésitante* dans une longue et âpre lutte *l'amène*, après avoir comparé la dictature du prolétariat à celle des capitalistes, à conclure que la première est préférable à la seconde.

Tous les socialistes qui ont étudié le marxisme et désirent tirer parti de l'expérience de l'histoire politique des pays avancés, au cours du XIXe siècle, reconnaissent que les *oscillations* de la petite bourgeoisie entre le prolétariat et la classe des capitalistes sont inévitables. Les racines économiques de ces oscillations sont mises en évidence par la science économique, dont les vérités ont été mille fois reprises dans les journaux, tracts et brochures des socialistes de la IIe Internationale.

Mais on ne sait pas appliquer ces vérités à l'époque singulière de la dictature du prolétariat. Les préjugés et les illusions démocratiques petits-bourgeois (sur l'« égalité » des classes, la démocratie « conséquente » ou « pure », la solution des grands problèmes historiques par des votes, etc.) sont substitués à la *lutte de classes*. On ne veut pas comprendre que le prolétariat qui a conquis le pouvoir d'Etat ne cesse pas pour autant sa lutte de classe, qu'il la continue sous une autre forme, par d'autres moyens. La dictature du prolétariat est la lutte de classe du prolétariat menée à l'aide d'un instrument tel que le pouvoir d'Etat ; l'un des objectifs de cette lutte de classe est de montrer par une longue expérience, par une longue série d'exemples pratiques, aux couches laborieuses non prolétariennes qu'elles ont bien plus intérêt à se prononcer pour la dictature du prolétariat que pour celle de la bourgeoisie, et qu'il n'existe pas de troisième solution.

Les chiffres sur les élections de novembre 1917 à l'Assemblée constituante forment le fond du tableau qu'offre

le développement de la guerre civile, dans les deux années suivantes. Les principaux protagonistes de cette guerre apparaissent *déjà* nettement aux élections à l'Assemblée constituante : on voit le rôle de « groupe de choc » de l'armée prolétarienne, le rôle de la paysannerie hésitante, celui de la bourgeoisie. N. Sviatitski écrit dans son article : « Les cadets ont remporté le maximum de succès dans les mêmes régions que les bolchéviks : dans la région Nord et le Centre industriel » (p. 116). Il est naturel que les éléments intermédiaires situés entre le prolétariat et la bourgeoisie aient été les plus faibles dans les centres capitalistes les plus évolués. Il est naturel que la lutte de classes ait été la plus violente dans ces centres. C'était là précisément que résidait le gros des forces de la bourgeoisie ; c'était là, et là seulement, que le prolétariat pouvait battre la bourgeoisie. Et seul le prolétariat pouvait la battre à plate couture. Et ce n'est qu'après l'avoir battue à plate couture que le prolétariat, utilisant cet instrument qu'est le pouvoir d'Etat, pouvait gagner définitivement la sympathie et le soutien des couches petites-bourgeoises.

Les chiffres des élections à l'Assemblée constituante, si l'on sait s'en servir, si l'on sait les lire, nous montrent encore et toujours les vérités fondamentales de la doctrine marxiste de la lutte de classes.

Notons aussi que ces chiffres nous montrent également le rôle et l'importance de la question nationale. Voyez l'Ukraine. Au cours des dernières réunions consacrées à la question ukrainienne, certains camarades ont accusé l'auteur de ces lignes d'avoir exagérément « monté en épingle » la question nationale en Ukraine. Les chiffres des élections à l'Assemblée constituante attestent que, dès novembre 1917, les socialistes-révolutionnaires et socialistes *ukrainiens* avaient recueilli la majorité en Ukraine (3, 4 millions de voix+0,5=3,9 millions contre 1,9 millions aux socialistes-révolutionnaires russes, le nombre total des suffrages en Ukraine étant de 7,6 millions). Dans l'armée des fronts Sud-Ouest et Roumain, les socialistes ukrainiens ont obtenu 30% et 34% de la totalité des voix (les socialistes-révolutionnaires russes, 40% et 59%).

Devant une telle situation, méconnaître l'importance

de la question nationale en Ukraine, ce par quoi les Grands-Russes pèchent très souvent (et les Juifs peut-être un peu moins souvent que les Grands-Russes), c'est commettre une erreur grave et dangereuse. La séparation des socialistes-révolutionnaires russes et ukrainiens en Ukraine, dès 1917, ne peut être l'effet du hasard. Et, comme internationalistes, nous sommes tenus, premièrement, de combattre avec énergie ces vestiges (parfois inconscients) de l'impérialisme et du chauvinisme grand-russe chez les communistes « russes » ; deuxièmement, nous sommes tenus de faire des concessions dans la question nationale qui est relativement de peu d'importance (pour un internationaliste, la question des frontières est une question de second, sinon de dixième ordre). Ce sont les autres problèmes qui sont importants : les intérêts fondamentaux de la dictature du prolétariat, les intérêts de l'unité et de la discipline de l'Armée Rouge qui se bat contre Dénikine, le rôle dirigeant du prolétariat par rapport à la paysannerie ; la question de savoir si l'Ukraine sera un Etat séparé ou non est beaucoup moins importante. Nous ne devons nullement être surpris ou effrayés même par la perspective que les ouvriers et les paysans ukrainiens essaieront successivement différents systèmes et pendant, disons, plusieurs années essaieront dans la pratique la fusion avec la R.S.F.S.R., la séparation en une R.S.S.U. autonome et diverses formes d'étroite union, etc., etc.

Essayer d'avance, une fois pour toutes, de trancher cette question « définitivement » et « sans retour », serait faire preuve d'un discernement étroit ou de stupidité tout court, car les oscillations des masses laborieuses non prolétariennes dans *cette* question sont parfaitement naturelles, voire inévitables, mais ne sont nullement dangereuses pour le prolétariat. Le représentant du prolétariat qui sait être un vrai internationaliste est tenu de se montrer extrêmement prudent et tolérant à l'égard de *ces* oscillations, de laisser aux masses laborieuses non prolétariennes *elles-mêmes* le soin de s'en *débarrasser* grâce à leur propre expérience. Nous devons nous montrer intolérants et implacables, intransigeants et inflexibles pour les autres questions plus fondementales que j'ai en partie exposées plus haut.

VI

En comparant les élections à l'Assemblée constituante de novembre 1917 et le développement de la Révolution prolétarienne en Russie, depuis octobre 1917 jusqu'à décembre 1919, on peut tirer des conclusions sur le parlementarisme bourgeois et la révolution prolétarienne dans n'importe quel pays capitaliste. Nous essayerons d'exposer brièvement ou au moins d'ébaucher les conclusions principales.

1. Le suffrage universel atteste le degré de maturité des diverses classes dans la compréhension de leurs tâches respectives. Il montre comment les diverses classes sont *disposées* à s'acquitter de leurs tâches. La *solution* même de ces tâches est donnée non par le vote, mais par toutes les formes de la lutte de classes, jusques et y compris la guerre civile.

2. Les socialistes et les social-démocrates de la IIe Internationale s'en tiennent au point de vue de la démocratie petite-bourgeoise vulgaire, dont ils partagent le préjugé selon lequel le vote serait capable de résoudre les problèmes fondamentaux de la lutte des classes.

3. Le parti du prolétariat révolutionnaire doit participer au parlementarisme bourgeois pour instruire les masses, grâce aux élections et à la lutte parlementaire des partis. Mais limiter la lutte des classes à la lutte parlementaire ou bien considérer cette dernière comme la forme de lutte supérieure, décisive, à laquelle doivent être subordonnées toutes les autres, c'est passer en fait aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat.

4. C'est ainsi que tous les représentants et partisans de la IIe Internationale et tous les chefs de la social-démocratie allemande dite « indépendante » passent en fait aux côtés de la bourgeoisie quand, tout en reconnaissant en paroles la dictature du prolétariat, ils lui inculquent pratiquement, dans leur propagande, l'idée qu'il doit d'abord obtenir l'expression officielle de la volonté de la majorité de la population en régime capitaliste (c'est-à-dire la majorité des voix au parlement bourgeois) afin que le pouvoir politique passe ensuite au prolétariat.

Toutes les clameurs que lancent à ce propos les social-démocrates allemands « indépendants » et autres chefs analogues du socialisme pourri contre la « dictature de la minorité », etc., signifient simplement que ces chefs ne se rendent pas compte de la domination que la dictature de la bourgeoisie exerce en fait, même dans les républiques les plus démocratiques, ni des conditions dans lesquelles cette dictature est anéantie par la lutte de classe du prolétariat.

5. Cette incompréhension est, surtout, d'oublier que les partis bourgeois dominent, dans une notable mesure, grâce au fait qu'ils trompent les masses de la population, grâce au joug du capital, ce à quoi s'ajoutent les illusions sur l'essence du capitalisme, illusions propres surtout aux partis petits-bourgeois, qui veulent habituellement remplacer la lutte des classes par des formes plus ou moins camouflées de conciliation des classes.

« Que d'abord la majorité de la population, avec le maintien de la propriété privée, c'est-à-dire du pouvoir et du joug du capital, se prononce pour le parti du prolétariat, seulement alors ce dernier peut et doit prendre le pouvoir », disent les démocrates petits-bourgeois, serviteurs effectifs de la bourgeoisie, qui se prétendent « socialistes ».

Mais nous, nous disons : « Que d'abord le prolétariat révolutionnaire renverse la bourgeoisie, brise le joug du capital, démolisse l'appareil d'Etat bourgeois, alors le prolétariat, qui aura remporté la victoire, pourra rapidement gagner la sympathie et le soutien de la majorité des masses laborieuses non prolétariennes, en leur donnant satisfaction aux dépens des exploiteurs. » Le contraire serait une exception rare dans l'histoire (et, dans ce cas exceptionnel, la bourgeoisie peut recourir à la guerre civile, comme elle l'a fait en Finlande [56]).

6. Ou bien, en d'autres termes :

« D'abord, nous nous engagerons à reconnaître le principe de l'égalité ou de la démocratie conséquente, avec le maintien de la propriété privée et du joug du capital (c'est-à-dire une égalité de pure forme avec l'inégalité de fait), et nous nous attacherons à obtenir la décision de la majorité sur cette base », ainsi parlent la bourgeoisie et ses thurifé-

raires, les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates.

Mais nous, nous disons : « D'abord la lutte de classe du prolétariat anéantit dans sa conquête du pouvoir d'Etat les principes et les fondements de l'inégalité de fait ; ensuite le prolétariat, après avoir vaincu les exploiteurs, entraîne derrière lui toutes les masses laborieuses vers la *suppression des classes*, c'est-à-dire la seule *égalité* socialiste qui ne soit pas une duperie. »

7. Dans tous les pays capitalistes, il existe, à côté du prolétariat ou à côté de la partie du prolétariat qui a pris conscience de ses tâches révolutionnaires et est capable de lutter pour leur réalisation, de nombreuses couches de travailleurs inconscientes de leur condition prolétarienne, semi-prolétarienne, semi-petite-bourgeoise qui suivent la bourgeoisie et la démocratie bourgeoise (y compris les « socialistes » de la IIe Internationale) ; trompées par cette dernière, elles ne croient pas à leurs propres forces ou aux forces du prolétariat, elles n'ont pas conscience de pouvoir satisfaire leurs besoins les plus essentiels en exproprianl les exploiteurs.

Ces couches de travailleurs et d'exploités fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat, elles lui assurent une majorité stable dans la population ; mais le prolétariat ne peut gagner ces alliés qu'au moyen de l'instrument du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire seulement après avoir renversé la bourgeoisie et démoli son appareil d'Etat.

8. Dans n'importe quel pays capitaliste la force du prolétariat est incomparablement supérieure au pourcentage du prolétariat par rapport à l'ensemble de la population. Ceci parce que le prolétariat domine économiquement le centre et le nerf du système économique capitaliste tout entier, et aussi parce que le prolétariat traduit sur le plan économique et politique les véritables intérêts de l'immense majorité des travailleurs en régime capitaliste.

C'est pourquoi le prolétariat, même quand il constitue la minorité de la population (ou lorsque l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat constitue la minorité de la population), est capable

de renverser la bourgeoisie et de gagner ensuite à ses côtés de nombreux alliés dans la masse des semi-prolétaires et des petits bourgeois, laquelle ne se prononcera jamais d'avance pour la domination du prolétariat, ne comprendra les conditions et les objectifs de cette domination et ne se convaincra qu'ensuite, par sa propre expérience, que la dictature du prolétariat est inévitable, juste et nécessaire.

9. Enfin il existe toujours dans chaque pays capitaliste de très larges couches petites-bourgeoises qui hésitent inévitablement entre le capital et le travail. Pour vaincre, le prolétariat doit, premièrement, bien choisir le moment de l'attaque décisive contre la bourgeoisie, en tenant compte, entre autres, de la désunion de la bourgeoisie d'avec ses alliés petits-bourgeois, ou de la précarité de leur alliance, etc. Deuxièmement, le prolétariat doit, après sa victoire, profiter des hésitations de la petite bourgeoisie pour la neutraliser, l'empêcher de se ranger aux côtés des exploiteurs ; il doit savoir se maintenir pendant un certain temps *en dépit de ses flottements*, etc., etc.

10. Une des conditions indispensables pour préparer la victoire du prolétariat, c'est sa lutte longue, tenace et implacable contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et autres influences et courants bourgeois analogues qui sont inévitables puisque le prolétariat combat dans une ambiance capitaliste. Sans cette lutte, sans avoir d'abord remporté une victoire totale sur l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne saurait être question de dictature du prolétariat. Le bolchévisme n'aurait pas triomphé de la bourgeoisie en 1917-1919 s'il n'avait pas d'abord appris, de 1903 à 1917, à vaincre et à chasser sans pitié des rangs du parti de l'avant-garde prolétarienne les menchéviks, c'est-à-dire les opportunistes, les réformistes, les social-chauvins.

Et l'illusion la plus dangereuse — qui parfois sert simplement à duper les ouvriers —, c'est qu'aujourd'hui les chefs des « indépendants » allemands ou les longuettistes français, etc., reconnaissent en paroles la dictature du prolétariat, alors qu'*en réalité* ils continuent la vieille politique habituelle de concessions, grandes et

petites, à l'opportunisme, de conciliation à son égard, de servilité devant les préjugés de la démocratie bourgeoise (« démocratie conséquente » ou « démocratie pure » selon leur expression), du parlementarisme bourgeois, etc.

16.XII. 1919.

Publié en décembre 1919 *Conforme au manuscrit*

A NOTRE RELÈVE[87]

Je salue la jeunesse ouvrière et paysanne de la province de Pétrograd au moment où se déroule la semaine rouge.

Jeunes camarades, intensifiez votre travail dans ce sens, afin d'entreprendre avec vos forces jeunes et fraîches l'édification d'une vie nouvelle et radieuse.

V. Oulianov (Lénine)

« Smèna » n° 1, 18 décembre 1919 — *Conforme au texte du journal*

DISCOURS PRONONCÉ A UN MEETING COMMÉMORATIF DE L'INSURRECTION DE DÉCEMBRE 1905 DANS LE QUARTIER DE LA PRESNIA 19 DÉCEMBRE 1919

Camarades,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour célébrer l'anniversaire de l'insurrection de décembre à Moscou et de la bataille de la Presnia qui datent d'il y a 14 ans.

Camarades, l'insurrection de Moscou en 1905 fut l'un des plus grands mouvements des ouvriers révolutionnaires russes ; et bien qu'il ne pût encore triompher à l'époque, sa portée n'en a pas moins été considérable. C'est aujourd'hui seulement qu'en évoquant les longues années de préparation historique de la révolution russe, nous pouvons véritablement apprécier l'importance de l'insurrection de décembre 1905 et des combats que soutinrent à ce mouvement contre les forces du tsarisme les ouvriers rouges de la Presnia. Camarades, nous voyons aujourd'hui clairement combien les forces des ouvriers russes étaient encore insignifiantes à l'époque ; nous voyons que les sacrifices à ce moment-là ont été rachetés au centuple.

Mais je dois dire que, dès décembre 1905, le tsarisme fut contraint de tendre toutes ses forces pour écraser ce soulèvement ouvrier si faible, encore embryonnaire. Récemment, l'organisation de Moscou de notre parti a publié deux recueils de souvenirs sur les journées de décembre au quartier de la Presnia, sur la façon dont la faible organisation clandestine du parti prépara ce mouvement soutenu par l'immense sympathie non seulement des ouvriers,

mais de toute la population laborieuse de Moscou. Les nouveaux textes récemment publiés contiennent en particulier l'aveu très intéressant d'un agent de la gendarmerie, d'un policier qui dit que les révolutionnaires ne savaient pas encore en décembre 1905 combien eux, les partisans du tsarisme, étaient faibles. « Si, avoue ce valet du tsar, le coup porté par les révolutionnaires avait été un peu plus fort et de plus longue durée, nous n'aurions pas pu tenir devant la désorganisation qui à ce moment commençait à se faire jour parmi nous. » Voici un aveu d'un agent de l'Okhrana, particulièrement intéressant, qui indique que les ouvriers de la Presnia n'ont pas alors consenti en vain des sacrifices à la cause de la liberté et de la libération des ouvriers, que déjà alors, par leur exemple héroïque, ils ont révélé les forces de la classe ouvrière à tous ses ennemis et ont allumé, par leur exemple, ces millions d'étincelles qui par la suite, au cours de nombreuses années, par une voie longue et pénible, se sont embrasées et nous ont donné la révolution victorieuse.

Après 1905, le mouvement ouvrier connut en Russie les pages les plus douloureuses et les plus sanglantes de son histoire. Le tsarisme châtia avec une férocité sans nom les héros qui se soulevèrent à Moscou en 1905. Après l'écrasement de l'insurrection moscovite, la classe ouvrière de Russie renouvela plusieurs fois encore ses tentatives d'une lutte de masse. Au printemps de 1906, des grèves de masse éclatèrent et le mouvement paysan commença ; en 1907, une nouvelle tentative eut lieu, mais toutes ces tentatives ne firent que freiner la poussée de la réaction, sans pouvoir l'arrêter complètement. Et dans les longues années qui suivirent, le mouvement dut se réfugier dans la clandestinité, des centaines, des milliers de fils de la classe ouvrière périssaient sur les potences, dans les prisons, en exil et au bagne.

Ensuite, en 1910, 1911 et 1912, nous voyons la classe ouvrière qui, de nouveau, rassemble ses forces ; après le massacre de la Léna — avril 1912 — c'est une vague de puissantes grèves de masse qui déferle d'un bout à l'autre du pays et ébranle le tsarisme au point qu'en été 1914 on en arrive à dresser des barricades à Pétrograd et, peut-être, une des raisons qui hâta la décision désespérée du gouver-

nement tsariste d'entrer en guerre fut son espoir de briser ainsi le mouvement révolutionnaire. Mais, au lieu de le briser, la guerre fit en sorte que le mouvement révolutionnaire s'étendit à tous les pays avancés.

Cette guerre de quatre ans, nous le voyons clairement, a été menée par des rapaces — non seulement par l'impérialisme allemand, mais par les impérialismes anglais et français — à des fins de rapine. Lorsque les Allemands nous imposèrent en 1918 la paix spoliatrice de Brest-Litovsk, ce furent en Angleterre et en France des clameurs sans fin pour la condamner ; mais lorsque, toujours en 1918, l'Allemagne fut battue, lorsque l'Empire tomba en Allemagne, les capitalistes français et anglais imposèrent à l'Allemagne vaincue cette paix de Versailles qui apparaît aujourd'hui comme un modèle de mesures encore plus violentes, plus féroces que notre paix de Brest-Litovsk.

Et aujourd'hui déjà nous voyons chaque semaine s'ouvrir les yeux de centaines, de milliers et de millions d'ouvriers de France, d'Angleterre et d'Amérique qui avaient été trompés, qu'on avait persuadés qu'ils faisaient la guerre contre l'impérialisme allemand et qui ont vu périr dans cette guerre des dizaines de millions d'hommes, tués et mutilés. Au nom de quoi ? Pour enrichir une insignifiante poignée de millionnaires qui, après cette guerre, sont devenus milliardaires, qui ont mené tous les pays à la ruine.

Camarades, nous traversons aujourd'hui des heures douloureuses du fait des maux qui se sont abattus sur les ouvriers de l'industrie et, en particulier, sur ceux des villes. Vous savez combien ces temps sont durs, à quel point notre classe ouvrière a faim et froid. Et nous savons aussi que ce n'est pas seulement la Russie arriérée, déchirée par une guerre de quatre années, puis encore par deux autres années d'une guerre imposée par l'Angleterre et la France, ce n'est pas seulement la Russie qui s'est trouvée ruinée, les pays les plus avancés et les plus riches, les pays victorieux, comme la France et l'Amérique, eux aussi connaissent une ruine totale. Ils subissent la crise du charbon, ils doivent arrêter les trains, car après quatre ans de guerre l'industrie et les transports sont écrasés et détruits à un point incroyable. Des millions d'hommes — les meilleu-

res forces productives — ont péri dans cette guerre impérialiste et nous voyons comme résultat que la voie indiquée par la classe ouvrière aux ouvriers, au monde entier dès 1905, lorsqu'elle s'est soulevée contre le tsarisme, cette voie poursuivie par la classe ouvrière russe lorsqu'elle a renversé la bourgeoisie, cette voie est celle qui attire l'attention et la sympathie des ouvriers de tous les pays, même les plus évolués.

Je l'ai déjà dit, camarades, nous avons à subir cet hiver des maux et des difficultés inouïs. Mais nous nous disons : nous tiendrons jusqu'au bout parce que, malgré ces difficultés et ces maux, les meilleurs représentants des ouvriers, les ouvriers et les paysans les plus conscients nous ont aidés, nous ont aidés en fondant l'Armée Rouge grâce à laquelle nous arrivons à la victoire finale. Nous savons aujourd'hui que les troupes de Koltchak sont définitivement battues, que les récents soulèvements de Sibérie ont, selon toute apparence, privé les débris de l'armée de Koltchak de la possibilité de rejoindre Dénikine, aujourd'hui que d'énormes forces militaires ont été capturées devant Novonikolaïevsk, on voit bien que l'armée de Koltchak n'existe plus. A l'heure actuelle, dans le Sud, là où Dénikine avait la possibilité de se targuer de ses succès, nous voyons l'offensive de notre Armée Rouge gagner sans cesse en force. Vous savez que Kiev, Poltava et Kharkov sont pris et que notre avance en direction du bassin du Donetz, la source du charbon, se fait avec une rapidité accrue.

Ainsi, camarades, nous voyons que toutes ces dures et incroyables épreuves que la classe ouvrière a dû supporter pour vaincre totalement le capital, que tous ces sacrifices vont maintenant être rachetés pleinement. Nous voyons les capitalistes de l'étranger qui donnaient jusqu'à présent des millions de roubles et toutes sortes de munitions d'abord à Koltchak, puis à Ioudénitch et Dénikine, nous les voyons pris d'hésitation.

Vous savez qu'ils ont coupé la Russie des autres pays au moyen du cercle de fer du blocus ; vous savez qu'ils ont barré à nos représentants l'accès de l'étranger. Vous savez que le camarade Litvinov, un des révolutionnaires qui dès avant 1905 luttait aux côtés des bolchéviks contre le tsarisme, vous savez que lorsqu'il était ambassadeur en

Angleterre, il n'y avait pas une seule réunion ouvrière où il ne fût salué par des applaudissements et des explosions de colère contre le gouvernement britannique au point que les Anglais ont fini par expulser le camarade Litvinov. Et aujourd'hui, ces gens qui haïssent Litvinov de tout leur cœur lui ont donné l'autorisation de se rendre à Copenhague, et non seulement l'autorisation, mais encore la possibilité de faire le voyage (le camarade Litvinov s'y est rendu à bord d'un croiseur anglais). Et nous savons que chaque journée du séjour du camarade Litvinov à Copenhague marque une victoire de plus en plus importante de la Russie.

Les représentants ouvriers lui demandent sans cesse, ainsi que les correspondants de milliers de journaux bourgeois, de leur expliquer en quoi consiste ce tournant. Et nous savons que ce tournant, c'est que la bourgeoisie occidentale ne peut plus maintenir le blocus, continuer à donner des millions de roubles aux généraux contre-révolutionnaires russes, parce que les ouvriers de chacun de ces pays riches et évolués le lui interdisent.

L'expression la plus concrète du tournant intervenu dans la politique des pays européens est peut-être le vote des députés à la chambre italienne que nous a appris une nouvelle de France transmise par les ondes à l'Amérique et interceptée par notre radio. Cette nouvelle, c'est que la question russe a été discutée à la chambre italienne, et lorsque les socialistes ont proposé de reconnaître immédiatement la République soviétique, cette proposition a recueilli une centaine de voix contre deux cents ; donc, seuls les ouvriers étaient d'avis de reconnaître la République soviétique, tandis que tous les représentants de la bourgeoisie ont repoussé cette proposition. Mais ensuite, toute la chambre italienne unanime a décrété que le gouvernement italien devait réclamer des Alliés la levée totale du blocus et l'interruption totale de toute ingérence dans les affaires russes. Telle est la décision prise par une chambre des députés, dont les deux tiers, sinon les trois quarts sont des propriétaires terriens et des capitalistes, prise dans un des pays victorieux, prise simplement sous la pression du mouvement ouvrier.

Cette décision montre clairement qu'un tournant en politique internationale est tout proche effectivement, que

les immenses forces intérieures du mouvement ouvrier de chaque pays sont réellement parvenues au résultat que nous avons toujours espéré ; au résultat que nous avons toujours indiqué aux ouvriers de Russie, au résultat, leur disions-nous, qui méritait de lourds sacrifices dans le combat, qui compenserait les maux et les tourments causés par la famine et le froid. Car ce faisant non seulement nous sauvons la Russie, mais encore nous gagnons à chaque semaine de lutte la sympathie et le soutien de millions et de millions d'ouvriers des autres pays. Et voilà pourquoi, à l'heure actuelle, alors que nous évoquons le souvenir de nos camarades tombés et des héros de la Presnia Rouge, nous tirons tous de ces souvenirs un courage encore plus grand, la ferme assurance d'une victoire prochaine.

Malgré toutes les difficultés et tous les sacrifices, nous parviendrons nous-mêmes à vaincre totalement le Capital et nous mènerons à cette victoire les ouvriers de tous les pays. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Un bref compte rendu a été publié le 20 décembre 1919, dans le n° 286 des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie ». Texte intégral publié pour la première fois

Conforme au compte rendu sténographique

RAPPORT SUR LES SAMEDIS COMMUNISTES PRÉSENTÉ A LA CONFÉRENCE DE MOSCOU DU P.C.(b)R.[58] 20 DÉCEMBRE 1919

Camarades,

Comme me l'ont dit les organisateurs de la conférence, vous avez prévu un rapport sur les samedis communistes, divisé en deux parties, pour être à même d'examiner en détail l'aspect essentiel de la question : premièrement, l'organisation des samedis communistes à Moscou et leurs résultats et, deuxièmement, les conclusions pratiques à en tirer pour leur organisation ultérieure. Je voudrais me borner simplement aux thèses générales, aux idées que fait naître l'organisation des samedis communistes, à titre de phénomène nouveau dans l'édification du parti et des Soviets. C'est pourquoi je ne traiterai l'aspect pratique que de la façon la plus sommaire.

Lorsque les samedis communistes venaient tout juste d'être organisés pour la première fois, il était encore difficile de juger dans quelle mesure un tel phénomène méritait l'attention et s'il pouvait en naître quelque chose de grand. Je me rappelle que, lorsque les premières informations commencèrent à paraître dans la presse du parti, les appréciations des camarades qui touchaient de près à édification syndicale et au Commissariat au Travail se montrèrent d'abord extrêmement réservées, sinon pessimistes. Ces camarades pensaient qu'il n'y avait aucune raison d'accorder une grande attention à ces samedis communistes. Depuis, les samedis communistes se sont si largement éten-

dus que nul ne saurait contester leur importance dans notre édification.

En effet, nous employons très souvent le mot de « communisme », si souvent que nous l'avons même fait entrer dans le nom de notre parti. Mais, quand on y réfléchit attentivement, on en vient à penser qu'avec le bien qui en est résulté, il est né peut-être un certain danger pour nous. La raison principale qui nous a fait changer le nom du parti était le désir de nous démarquer le plus nettement possible du socialisme dominant de la IIe Internationale. Après que l'immense majorité des partis socialistes officiels se fut rangée pendant la guerre impérialiste, en la personne de leurs dirigeants, du côté de la bourgeoisie de leur pays ou du côté de leur gouvernement, la très grande crise, la faillite du vieux socialisme, s'est révélée à nos yeux de manière évidente. Et pour souligner de la façon la plus tranchante le fait que nous ne pouvons considérer comme socialistes ceux qui, pendant la guerre impérialiste, ont suivi leur gouvernement, pour montrer que l'ancien socialisme était pourri, mort, pour ces raisons surtout l'on a proposé de changer le nom de notre parti. D'autant plus que, du point de vue purement théorique, le nom de « social-démocratie » n'est plus juste depuis longtemps. Dès les années 40, quand en France ce nom fut pour la première fois largement employé en politique, il était attribué au parti du réformisme socialiste petit-bourgeois, et non pas au parti du prolétariat révolutionnaire. C'est ainsi que le mobile principal qui nous a le plus incité quand le parti a pris un autre nom, le nom qui devait devenir celui de la nouvelle Internationale, fut le désir de nous démarquer résolument de l'ancien socialisme.

Si nous nous demandons ce qu'est le communisme, ce qui le distingue du socialisme, nous devrons dire que le socialisme est la société qui naît immédiatement du capitalisme, la première forme de la nouvelle société. Quant au communisme, c'est une forme sociale plus élevée et il ne pourra se développer que lorsque le socialisme se sera totalement consolidé. Le socialisme suppose le travail sans l'aide des capitalistes, le travail social accompagné du plus rigoureux inventaire, contrôle et surveillance exercés par l'avant-garde organisée, par la partie avancée des travail-

leurs ; en même temps, la quantité de travail et sa rémunération doivent être définies. Cette définition est nécessaire parce que la société capitaliste nous a laissé des vestiges et des habitudes comme le travail inorganisé, la défiance pour l'économie sociale, les vieilles habitudes de petit propriétaire en vigueur dans tous les pays agraires. Tout cela va à l'encontre d'une économie véritablement communiste. Ce que nous appelons communisme, c'est le régime où les hommes s'habituent à remplir leurs devoirs sociaux sans appareils de contrainte spéciaux, où le travail sans rémunération pour le bien commun devient un phénomène général. Il va de soi que, du point de vue de ceux qui font les premiers pas pour vaincre entièrement le capitalisme, la notion de « communisme » est trop lointaine. C'est pourquoi, si juste qu'ait été le changement du nom de notre parti, si utile qu'il ait été, si grand qu'ait été la besogne réalisée qui a atteint une immense ampleur — car les partis communistes existent déjà aujourd'hui dans le monde entier, et bien qu'un an ne se soit pas encore écoulé depuis la fondation de l'Internationale Communiste, elle est incomparablement plus forte du point de vue du mouvement ouvrier que l'ancienne IIe Internationale agonisante —, cependant si l'on interprète le nom de « parti communiste » en disant que le régime communiste est réalisé en ce moment, il en résultera une immense déformation et un préjudice pratique qui équivaudraient à la plus vaine des vantardises.

Voilà pourquoi le mot de « communiste » doit être traité avec une grande circonspection, et voilà pourquoi les samedis communistes ont acquis une valeur particulière quand ils ont commencé à entrer dans la pratique, car ce n'est que dans ce phénomène extraordinairement minime que quelque chose de communiste a commencé à se manifester. Grâce à l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes, nous avons pu édifier les toutes premières formes du socialisme, mais elles n'ont rien encore de communiste. Si nous prenons notre économie actuelle, nous y verrons des embryons de socialisme très faibles encore et une énorme prépondérance des anciennes formes d'économie qui s'expriment soit dans la prédominance de la petite exploitation, soit dans la spéculation sans frein ni

retenue. Mais lorsque, dans les objections qu'ils formulent contre nous, nos adversaires, les démocrates petits-bourgeois, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires disent : vous avez défait le grand capitalisme, mais à sa place, le pire capitalisme des spéculateurs, des usuriers monte de toutes parts à la surface ; à cela, nous répondons : si vous vous imaginez que nous pouvons passer de plein-pied du gros capitalisme au communisme, c'est que vous n'êtes pas des révolutionnaires, mais des réformistes ou des utopistes.

Le gros capitalisme est partout sapé jusqu'à la racine, même dans les pays où aucun pas n'a encore été fait vers le socialisme. De ce point de vue, toute cette critique, toutes ces objections que nos adversaires nous opposent manquent totalement de sérieux. Naturellement, après la défaite du gros capitalisme les pousses d'un capitalisme nouveau, d'un petit capitalisme de spéculation apparaissent à sa place. Nous traversons une lutte à outrance contre les vestiges du grand capitalisme qui se jette dans toutes sortes de petites spéculations, là où il est le plus difficile de le saisir et là où il affecte la forme la plus mauvaise, la forme la moins organisée du commerce.

Cette lutte, beaucoup plus acharnée dans les circonstances de la guerre, a provoqué les manifestations les plus furieuses de spéculation, en particulier là où le capitalisme était organisé sur une plus grande échelle ; et il eût été tout à fait erroné de se représenter autrement la transition révolutionnaire. Il en est ainsi du point de vue de l'économie actuelle. Si nous nous demandons ce que représente le régime économique actuel de la Russie soviétique, nous devrons dire qu'il pose les fondements du socialisme dans la grande production, qu'il transforme l'ancienne économie capitaliste, cependant que le capitalisme oppose la résistance la plus obstinée sous des millions et des millions de formes. Les pays d'Europe occidentale, sortis de la guerre aussi endommagés que notre pays, comme par exemple l'Autriche, ne se distinguent de nous que par le fait que cette décomposition du capitalisme, cette spéculation se manifestent avec davantage de force chez eux, tandis qu'il n'y existe pas de germes de l'édification socialiste, de ce qui oppose une résistance au capitalisme. Mais il

n'existe encore rien de communiste dans notre régime économique. Les éléments « communistes » ne commencent que lorsque apparaissent les samedis communistes, c'est-à-dire le travail de certaines personnes au profit de la société à une large échelle, travail sans rémunération et dont les normes n'ont été instituées par aucun pouvoir, ni aucun Etat. Ce n'est pas l'aide au voisin qui a toujours existé à la campagne, mais un travail exécuté pour les besoins de la nation tout entière, organisé à une large échelle et sans rémunération. Il serait donc plus juste d'appliquer le mot de « communiste » non seulement au nom du parti, mais exclusivement aussi aux phénomènes économiques de notre vie qui réalisent véritablement le communisme. Si dans le régime actuel de la Russie il y a quelque chose de communiste, ce ne sont que les samedis communistes, le reste n'étant que la lutte contre le capitalisme pour consolider le socialisme, d'où devra naître après sa victoire totale ce communisme que nous observons dans les samedis communistes, non pas tiré des livres, mais dans la réalité vivante.

Telle est la signification de principe des samedis communistes qui montrent qu'ici, sous forme de travail gratuit, largement organisé pour le profit de l'Etat, quelque chose de véritablement nouveau se crée et commence à apparaître, qui va à l'encontre de toutes les anciennes règles capitalistes, quelque chose de plus élevé que la société socialiste triomphant du capitalisme. C'est pourquoi lorsque, cette année, après l'appel du Comité central du parti demandant de venir au secours du pays, les cheminots de la ligne Moscou-Kazan qui connaissent la pire famine et le pire dénuement ont répondu les premiers, et lorsque sont apparus des indices attestant que les samedis communistes cessaient d'être un fait unique, commençaient à se propager et suscitaient la sympathie des masses, on a pu dire que nous avions là un phénomène de principe d'une énorme importance et que nous devions lui apporter effectivement notre soutien sur tous les plans, si nous voulions être des communistes non seulement dans les principes, non seulement du point de vue de la lutte contre le capitalisme. Du point de vue de l'édification pratique de la société socialiste, c'est encore insuffisant. Il faut dire qu'on peut en

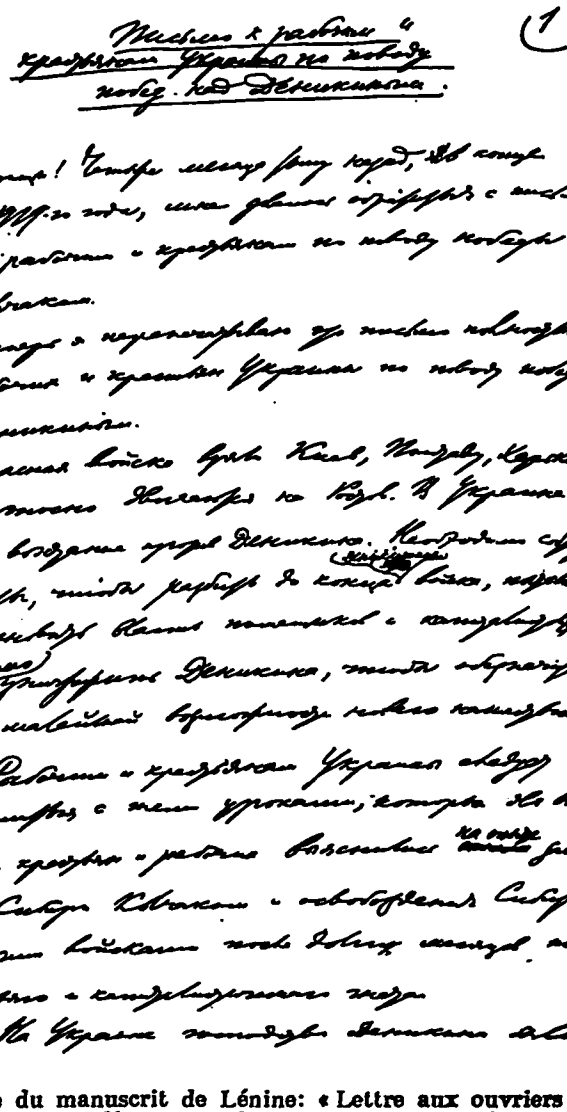
fait réaliser le mouvement à une très large échelle. L'avons-nous prouvé ? Je ne saurais y répondre, car il n'y a pas encore eu de bilans généraux de l'ampleur de ce mouvement que nous appelons les samedis communistes. Je ne possède que des informations fragmentaires et j'ai lu dans la presse du parti que ces samedis communistes se développent de plus en plus dans toute une série de villes. Les camarades de Pétrograd ont dit que chez eux ils sont infiniment plus répandus qu'à Moscou. Quant à la province, beaucoup de camarades — de ceux qui connaissent concrètement ce mouvement — m'ont dit qu'ils recueillent un nombre considérable de matériaux sur cette nouvelle forme du travail social. Mais, ce n'est qu'après un examen répété dans la presse et les conférences du parti des différentes villes que nous pourrons avoir des données générales sur la base desquelles nous pourrons dire si les samedis communistes sont vraiment devenus un phénomène de masse et si nous avons véritablement remporté de sérieux succès dans ce domaine.

De toute façon, que nous recevions rapidement ou non des données de ce genre, complètes et contrôlées, il nous faut considérer comme certain que du point de vue des principes il n'est pas d'autre phénomène que les samedis communistes qui puisse indiquer que nous ne nous contentons pas seulement de nous appeler des communistes et de vouloir être des communistes, mais que nous réalisons pratiquement quelque chose de communiste, non plus seulement socialiste. C'est pourquoi chaque communiste, quiconque veut demeurer fidèle aux principes du communisme, doit orienter tous ses efforts, toute son attention, pour aider à la compréhension de ce phénomène et à sa mise en pratique. Telle est la signification de principe des samedis communistes. C'est pourquoi il faut sans relâche poser cette question à chaque conférence du parti et la discuter à la fois du point de vue théorique et du point de vue pratique. Nous ne devons pas limiter ce phénomène au seul aspect théorique, de principe. Les samedis communistes n'ont pas seulement pour nous une valeur considérable que parce qu'ils réalisent le communisme dans la pratique. Ils ont en outre une double importance : c'est, du point de vue de l'Etat, une aide purement pratique ; et du point de vue du parti, ce

qui pour nous, membres du parti, ne doit pas rester dans l'ombre, ils ont leur importance pour épurer le parti des éléments qui s'y sont faufilés, pour lutter contre les influences auxquelles le parti est soumis à un moment où le capitalisme est en décomposition.

Un bref compte rendu a été publié le 21 décembre 1919, dans le n° 287 des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie ».
Texte intégral publié pour la première fois en 1927

Conforme au compte rendu sténographique



Première page du manuscrit de Lénine: « Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine ». 28 décembre 1919.
Réduction

LETTRE AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS D'UKRAINE A L'OCCASION DES VICTOIRES REMPORTÉES SUR DÉNIKINE

Camarades,

Il y a quatre mois, fin août 1919, j'ai eu l'occasion d'adresser une lettre aux ouvriers et aux paysans à propos de notre victoire sur Koltchak.

Aujourd'hui, je reproduis intégralement cette lettre pour les ouvriers et les paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine.

Les troupes rouges ont pris Kiev, Poltava, Kharkov, et marchent victorieusement sur Rostov. L'insurrection contre Dénikine déferle en Ukraine. Il importe de rassembler toutes nos forces pour achever de battre les troupes de Dénikine, qui ont tenté de rétablir le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes. Il importe d'anéantir Dénikine pour nous prémunir contre la moindre possibilité d'une nouvelle invasion.

Il faut que les ouvriers et les paysans d'Ukraine soient mis au courant des leçons que tous les paysans et ouvriers russes ont tirées de la conquête de la Sibérie par Koltchak et de la libération de ce pays par les troupes rouges, après de longs mois passés sous le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes.

La domination de Dénikine a été pour l'Ukraine une épreuve aussi dure que le règne de Koltchak en Sibérie. Il est certain que les leçons de cette dure épreuve amèneront les ouvriers et les paysans d'Ukraine, comme ceux de l'Oural et de la Sibérie, à mieux saisir les tâches du pouvoir soviétique et à le défendre avec plus de fermeté.

En Grande-Russie, la grosse propriété foncière a été entièrement supprimée. Il faut en faire autant en Ukraine ; et le pouvoir soviétique des ouvriers et des paysans ukrainiens doit consacrer la suppression complète de la grande propriété foncière, la libération totale des ouvriers et des paysans ukrainiens du joug des propriétaires fonciers et de ces propriétaires eux-mêmes.

Mais, en plus de cette tâche et de nombreuses autres qui, aujourd'hui comme hier, se posent aux masses laborieuses de Grande-Russie et d'Ukraine, le pouvoir soviétique en Ukraine a des tâches particulières. L'une d'elles mérite qu'on lui accorde en ce moment une attention exceptionnelle. C'est la question nationale ou la question de savoir si l'Ukraine sera une République socialiste soviétique distincte et indépendante, alliée (fédérée) à la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie, ou si l'Ukraine et la Russie vont fusionner en une seule République soviétique. Tous les bolchéviks, tous les ouvriers et paysans conscients doivent réfléchir sérieusement à cette question.

L'indépendance de l'Ukraine est reconnue par le Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. — République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie — et le Parti communiste bolchévik de Russie. Aussi est-il évident et admis de tout le monde que seuls les ouvriers et les paysans d'Ukraine peuvent décider et décideront, à leur congrès national des Soviets, si l'Ukraine doit fusionner avec la Russie ou constituer une République autonome, indépendante, et dans ce dernier cas, quel lien fédératif doit l'associer à la Russie.

Comment faut-il régler cette question dans l'intérêt des travailleurs, afin d'assurer le succès de leur lutte pour affranchir définitivement le travail du joug du capital ?

Premièrement, les intérêts du travail exigent que la confiance la plus entière et l'union la plus étroite existent entre les travailleurs des divers pays, des diverses nations. Les partisans des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la bourgeoisie, s'efforcent de diviser les ouvriers, d'attiser les dissentiments et la haine entre nations afin de réduire les ouvriers à l'impuissance et d'affermir le pouvoir du capital.

Le capital est une force internationale. Il faut, pour la vaincre, l'union internationale, la fraternité internationale des ouvriers.

Nous sommes ennemis des haines nationales, des dissensions nationales, du particularisme national. Nous sommes internationalistes. Nous aspirons à l'union étroite et à la fusion complète des ouvriers et des paysans de toutes les nations du monde en une seule République soviétique universelle.

Deuxièmement, les travailleurs ne doivent pas oublier que le capitalisme a divisé les pays en un petit nombre de nations opprimantes, impérialistes, jouissant de tous les droits et privilèges, et en une immense majorité de nations opprimées, dépendantes ou semi-dépendantes, en état d'infériorité légale. La guerre de 1914-1918, criminelle et réactionnaire entre toutes, a accentué cette division et, par suite, augmenté la colère et la haine. Au cours des siècles l'indignation et la méfiance des nations en état d'infériorité légale et dépendantes se sont accumulées contre les nations impérialistes qui les oppriment, des nations comme l'Ukraine contre des nations telles que la Grande-Russie.

Nous voulons une alliance *librement consentie* des nations, une alliance qui ne tolère aucune violence exercée par une nation sur une autre, une alliance fondée sur une confiance absolue, sur une claire conscience de l'union fraternelle, sur un consentement absolument libre. On ne saurait réaliser une telle alliance d'un seul coup ; il faut la gagner par un travail plein de patience et de circonspection, pour ne pas gâter les choses, ne pas éveiller la méfiance, pour faire disparaître cette méfiance qu'ont laissée les siècles d'oppression des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la propriété privée et des haines suscitées par ses continuels partages et repartages.

Aussi, tout en visant sans désemparer à l'unité des nations, en attaquant sans merci tout ce qui les dissocie, nous devons nous montrer très prudents, très patients, très conciliants à l'égard de ce qui reste de la méfiance entre nations. Nous devons être intransigeants, inconciliables sur tout ce qui touche les intérêts primordiaux du travail en lutte pour se libérer du joug du capital. Quant à savoir comment fixer les frontières entre Etats, aujourd'hui, de façon provisoire — puisque nous voulons leur suppression totale — la question n'est pas essentielle, c'est

une question secondaire, de peu d'importance. On peut et on doit temporiser, car la méfiance entre nations est souvent très tenace parmi les masses des paysans et des petits exploitants ; toute précipitation pourrait l'accentuer, c'est-à-dire nuire à la cause de l'unité totale et définitive.

L'expérience de la révolution ouvrière et paysanne en Russie, de la révolution d'octobre-novembre 1917, l'expérience de ses deux années de lutte victorieuse contre l'invasion des capitalistes internationaux et russes a montré, clair comme le jour, que les capitalistes ont su exploiter momentanément la méfiance nationale des paysans et des petits exploitants polonais, lettons, estoniens, finlandais, envers les Grands-Russes ; ils ont profité de cette méfiance pour semer momentanément la discorde entre eux et nous. L'expérience a montré que cette méfiance ne s'efface et ne disparaît qu'avec une extrême lenteur, et que plus les Grands-Russes, qui ont longtemps appartenu à la nation oppressive, font preuve de patience et de circonspection, et plus sûrement cette méfiance disparaît. C'est parce que nous reconnaissons l'indépendance des Etats polonais, letton, lituanien, estonien, finlandais, que nous gagnons, lentement mais sûrement, la confiance des masses laborieuses des petits Etats voisins, des masses les plus arriérées, les plus dupées et les plus asservies par les capitalistes. C'est par ce moyen que nous les arrachons plus sûrement à l'influence de « leurs » capitalistes nationaux, pour les amener le plus sûrement à une confiance entière, à la future République unique internationale des Soviets.

Tant que l'Ukraine n'aura pas été entièrement libérée de Dénikine, et jusqu'à ce qu'elle ait réuni le congrès national des Soviets, son gouvernement est le Comité révolutionnaire d'Ukraine. Ce Comité révolutionnaire comprend, à côté des communistes bolchéviks ukrainiens, au titre de membres du gouvernement, des communistes-borotbistes ukrainiens. Les borotbistes se distinguent entre autres des bolchéviks en ce qu'ils sont pour l'indépendance absolue de l'Ukraine. Les bolchéviks ne voient pas *là* une cause de division ou de désaccord ; ils ne voient *là* aucun obstacle à une collaboration prolétarienne bien comprise. Unis dans la lutte contre le joug du capital, pour la dictature du prolétariat, ce n'est pas sur des questions de frontières natio-

nales et de relations fédératives ou autres, entre Etats, que les communistes se diviseraient. Il y a parmi les bolchéviks des partisans de l'indépendance complète de l'Ukraine, des partisans d'un lien fédératif plus ou moins étroit et des partisans de la fusion complète de l'Ukraine avec la Russie.

Il est inadmissible que la division se fasse pour de telles questions. Elles seront réglées au congrès des Soviets d'Ukraine.

Si un communiste grand-russe insistait sur la fusion de l'Ukraine et de la Russie, les Ukrainiens le soupçonneraient aisément de se laisser guider, en défendant cette politique, moins par le souci de l'unité des prolétaires dans la lutte contre le capital, que par les préjugés du vieux nationalisme, de l'impérialisme grand-russe. Cette méfiance est naturelle et, jusqu'à un certain point, inévitable et légitime, car les Grands-Russes, sous le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes, ont été, durant des siècles, nourris des préjugés honteux et abjects du chauvinisme grand-russe.

Si un communiste ukrainien insistait sur l'indépendance absolue de l'Ukraine, on pourrait le soupçonner de défendre cette politique non du point de vue des intérêts momentanés des ouvriers et des paysans ukrainiens en lutte contre le joug du capital, mais sous l'empire de préjugés nationaux petits-bourgeois, petits-propriétaires. L'expérience nous a montré des centaines de fois comment les « socialistes » petits-bourgeois de divers pays — tous ces pseudo-socialistes polonais, lettons, lituaniens, les menchéviks géorgiens, les socialistes-révolutionnaires, etc. — se camouflaient en partisans du prolétariat, à seule fin de faire passer en fraude une politique d'entente avec « leur » bourgeoisie nationale contre les ouvriers révolutionnaires. Nous l'avons vu en Russie, de février à octobre 1917, par l'exemple de Kérenski ; nous l'avons vu et nous le voyons encore dans tous les pays sans exception.

Ainsi donc, la méfiance réciproque entre communistes grands-russes et communistes ukrainiens apparaît fort aisément. Comment la combattre ? Comment la vaincre et conquérir la confiance réciproque ?

Le mieux est de collaborer à la défense de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique dans la lutte contre

les propriétaires fonciers et les capitalistes de tous les pays, contre leurs tentatives de rétablir leur toute-puissance. Cette lutte commune montrera clairement dans la pratique que, quelle que soit la solution donnée au problème de l'indépendance ou des frontières, les ouvriers grands-russes et ukrainiens ont absolument besoin d'une étroite alliance militaire et économique, sans quoi les capitalistes de l'« Entente », c'est-à-dire de la coalition des pays capitalistes les plus opulents, Angleterre, France, Amérique, Japon, Italie, nous écraseront et nous étoufferont l'un après l'autre. Notre lutte contre Koltchak et Dénikine, tous deux subventionnés et armés par ces capitalistes, a montré clairement ce danger.

Quiconque porte atteinte à l'unité et à l'alliance la plus étroite des ouvriers et des paysans grands-russes et ukrainiens aide les Koltchak, les Dénikine, les capitalistes rapaces de tous les pays.

C'est pourquoi nous, les communistes grands-russes, nous devons combattre de la façon la plus rigoureuse, dans notre milieu, les moindres manifestations de nationalisme grand-russe, car ces manifestations, étant en général une véritable trahison du communisme, sont éminemment nuisibles, puisqu'elles nous séparent de nos camarades ukrainiens et font ainsi le jeu de Dénikine et consorts.

Aussi devons-nous, nous les communistes grands-russes, être conciliants quand nous avons des divergences avec les communistes-bolchéviks ukrainiens et les borotbistes, lorsque ces divergences portent sur l'indépendance de l'Ukraine, les formes de son alliance avec la Russie et, d'une façon générale, sur la question nationale. Mais que nous soyons communistes grands-russes, ukrainiens ou de toute autre nation, nous devons tous nous montrer intransigeants, inconciliables sur les questions essentielles, capitales, identiques pour toutes les nations, à savoir : la lutte prolétarienne, la dictature du prolétariat, l'inadmissibilité d'une entente avec la bourgeoisie, l'inadmissibilité de la division des forces qui nous défendent contre Dénikine.

Vaincre Dénikine, l'anéantir, rendre impossible le retour d'une semblable invasion, tel est l'intérêt vital des ouvriers et paysans grands-russes comme ukrainiens. Cette lutte est longue et difficile, car les capitalistes du monde

entier soutiennent Dénikine et soutiendront les Dénikine de tout acabit.

Dans cette lutte longue et difficile, nous, les ouvriers grands-russes et ukrainiens, nous devons demeurer étroitement unis, car, séparés, nous ne pourrions certainement pas nous tirer d'affaire. Quelles que soient les frontières de l'Ukraine et de la Russie, quelles que soient les formes de leurs rapports d'Etat à Etat, là n'est pas l'important ; on peut et l'on doit, en l'occurrence, faire des concessions, essayer une solution, une autre, puis encore une autre : la cause des ouvriers et des paysans, la victoire sur le capitalisme, ne sera pas pour autant perdue.

Tandis que si nous n'arrivons pas à maintenir entre nous l'étroite union contre Dénikine, contre les capitalistes et les koulaks de nos pays à nous et de tous les autres, la cause du travail sera certainement perdue pour de longues années, en ce sens que les capitalistes *pourront* alors écraser et étouffer autant l'Ukraine soviétique que la Russie soviétique.

La bourgeoisie de tous les pays, ainsi que tous les partis petits-bourgeois, les partis « conciliateurs » qui acceptent l'alliance avec la bourgeoisie contre les ouvriers, se sont surtout efforcés de diviser les ouvriers des différentes nationalités, d'attiser la méfiance, de détruire l'étroite union internationale et la fraternité internationale des ouvriers. Si la bourgeoisie y parvient, la cause des ouvriers est perdue. Que les communistes de Russie et d'Ukraine parviennent donc, au prix d'un travail commun, patient, opiniâtre et tenace, à vaincre les menées nationalistes de toutes les bourgeoisies, les préjugés nationalistes de toute espèce ; qu'ils donnent aux travailleurs du monde entier l'exemple d'une alliance vraiment solide des ouvriers et des paysans des différentes nations dans la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour l'abolition du joug des propriétaires fonciers et des capitalistes, pour une République soviétique fédérative du monde entier.

V. Lénine

28. XII. 1919.

La « Pravda » n° 3, 4 janvier 1920

Conforme au texte du journal, collationné sur le manuscrit

DE L'ÉPURATION DE LA LANGUE RUSSE

(MÉDITATIONS FAITES À DES MOMENTS DE LOISIRS, C'EST-À-DIRE EN ÉCOUTANT LES DISCOURS AUX RÉUNIONS)[*]

Nous abîmons la langue russe. Nous employons sans nécessité des mots étrangers. Nous ne les employons pas à bon escient. A quoi bon dire « *défecty* » [défauts] quand on peut dire *nédotchoty* ou *nédostatki* [insuffisances], ou *probély* [lacunes] ?

Naturellement, quand quelqu'un qui n'a appris à lire que tout récemment et, en particulier, les journaux, s'adonne à cette lecture assidûment, il en assimile malgré lui les tournures de style. Pourtant, c'est justement la langue de nos journaux qui commence aussi à se gâter. Si on peut excuser celui qui a appris depuis peu à lire d'employer des mots étrangers qui l'ont séduit par leur nouveauté, il est impossible de le pardonner aux hommes de lettres. N'est-il pas temps de déclarer la guerre à l'emploi injustifié de mots étrangers ?

J'avoue que si cet emploi injustifié de mots étrangers m'irrite (car il fait obstacle à notre influence sur les masses), certaines fautes des collaborateurs de presse peuvent vraiment vous mettre hors de soi. Par exemple, on emploie le mot « *boudirovat* » au sens de stimuler, de pousser en avant, de dégourdir. Mais le mot français « bouder » signifie « se fâcher », « se vexer ». *Boudirovat* signifie donc en réalité « se fâcher », « se vexer ». Les mots français, dont le sens est ainsi détourné, portent à faux ; c'est emprunter le pire aux pires représentants de la classe des propriétaires fonciers russes qui avaient étudié le français mais qui, primo, n'avaient pas les connaissances suffisantes et qui, secundo, écorchaient la langue russe.

N'est-il pas temps de déclarer la guerre à la déformation de la langue russe ?

Publié pour la première fois le 3 décembre 1924 dans le n° 275 de la « Pravda ».
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

AU BUREAU DU CONGRÈS DES FEMMES DE LA PROVINCE DE PÉTROGRAD

Camarades,

Comme il m'est impossible d'assister à votre Congrès, je voudrais vous adresser par écrit mon salut et mes meilleurs vœux de succès.

Maintenant, nous terminons avec succès la guerre civile. La République soviétique se renforce grâce à ses victoires sur les exploiteurs. La République soviétique peut et doit désormais consacrer ses forces à une tâche plus importante, plus proche, plus chère à nous tous, à tous les travailleurs : à une guerre sans effusion de sang, à une guerre pour la victoire sur la famine, le froid, la désorganisation économique. Et, dans cette guerre non sanglante, les ouvrières et les paysannes sont appelées à jouer un rôle particulièrement important.

Que le Congrès des femmes de la province de Pétrograd aide à fonder, à unir, à organiser l'armée féminine des travailleuses dans cette guerre sans effusion de sang qui doit apporter et apportera au pouvoir soviétique des victoires plus grandes encore.

Salutations communistes.

V. Oulianov (Lénine)

10. I. 1920.

« Pétrogradskaïa Pravda » n° 11, 16 janvier 1920

Conforme au manuscrit

REMARQUE ET ADDITION CONCERNANT LES PROJETS DE « RÈGLEMENT SUR L'INSPECTION OUVRIÈRE ET PAYSANNE »

AU CAM. STALINE. COPIES À AVANESSOV, TOMSKI ET KISSÉLEV, MEMBRE DU PRÉSIDIUM DU C.E.C. DE RUSSIE

Sur la base de la directive donnée par le Comité central[60] il convient, à mon avis, de refondre les trois projets en un seul.

A mon avis, il faut ajouter :

1) La « Section » de l'Inspection ouvrière et paysanne près le Contrôle d'Etat doit être provisoire et avoir pour tâche de faire pénétrer l'Inspection ouvrière et paysanne *dans toutes* les sections du Contrôle d'Etat, puis elle doit disparaître, en tant que section spéciale.

2) But : faire participer successivement *toute* la masse des travailleurs, hommes et *surtout femmes*, à l'Inspection ouvrière et paysanne.

3) Pour cela, dresser à l'échelon local des listes (conformément à la Constitution), exclure les employés, etc.,

— faire participer tous les autres à *tour de rôle* à l'Inspection ouvrière et paysanne.

4) Il faut différencier cette participation en tenant compte du niveau des participants : depuis le rôle d'« observateur » ou de témoin ou d'assistant, ou d'élève pour les illettrés et pour les ouvriers et les paysans tout à fait incultes, en terminant par tous les droits (ou presque tous) pour les gens sachant lire et écrire, instruits, pour les *gens éprouvés* de manière ou d'autre.

5) Veiller tout particulièrement (et entourer de règles extrêmement précises) à pratiquer *plus largement* le contrô-

le exercé par l'Inspection ouvrière et paysanne sur l'inventaire des produits alimentaires, des *marchandises*, des dépôts, des outils, des matériaux, du combustible, etc., etc. (en particulier dans les cantines, et ainsi de suite).

Faire *absolument* participer à tout ce travail les *femmes, toutes sans exception.*

6) Pour éviter la confusion pouvant résulter d'un afflux de participants, il faut instituer une participation graduelle, des tours de rôle, etc. Il est également indispensable de bien réfléchir aux formes de participation (2 ou 3 participants, rarement davantage et dans des cas particuliers, pour éviter de détourner sans raison les employés de leur travail).

7) Des instructions détaillées doivent être mises au point.

8) Les fonctionnaires du Contrôle d'Etat doivent être tenus (par des instructions spéciales) 1° de faire participer à toutes les opérations les représentants (ou groupes) de l'Inspection ouvrière et paysanne, 2° de faire des cours devant les conférences de *sans-parti*, ouvriers et paysans (cours établis d'après un programme spécialement approuvé, accessibles à tous, sur les principes du Contrôle d'Etat et de ses méthodes ; remplacer peut-être les cours par la lecture d'une brochure que nous éditerons (c'est-à-dire que le Contrôle d'Etat, Staline et Avanessov éditeront, avec la participation particulière du parti) et des commentaires à son sujet).

9) Faire venir *peu à peu* les paysans des localités (obligatoirement sans-parti), pour qu'ils participent au Contrôle d'Etat au centre, commencer (si on ne peut faire davantage) ne fût-ce qu'avec 1 ou 2 par province et ensuite *augmenter* ce nombre en fonction des transports et autres conditions. De même pour les ouvriers sans-parti.

10) Vérifier progressivement la participation des travailleurs au Contrôle d'Etat, par l'intermédiaire du parti et des syndicats, c'est-à-dire vérifier par leur intermédiaire si tous y participent et avec quels résultats, du point de vue de l'initiation des participants à la gestion de l'Etat.

24. I. 1920.

Lénine

Publié pour la première fois en 1928

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE DES OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES SANS-PARTI DU QUARTIER DE LA PRESNIA 24 JANVIER 1920

COMPTE RENDU DE PRESSE

Notre situation dans le monde s'étant sensiblement modifiée à la suite des dernières victoires de l'Armée Rouge, il faut chercher de nouvelles solutions à nos problèmes internationaux.

A peine le pouvoir des Soviets était-il instauré que toutes les forces du capital international l'assaillaient, et ces forces étaient beaucoup plus grandes que les siennes ; aussi, les hésitants purent-ils douter de sa victoire. Il a pourtant vaincu. Et il suffit de réfléchir à la façon dont il a vaincu pour comprendre ce qu'il faut faire pour continuer à vaincre.

Le camarade Lénine montre combien grande est la victoire remportée sur les forces du capital et combien grave la défaite infligée à Koltchak, défaite qui a obligé les Alliés à lever le blocus et à renoncer au dessein d'étouffer la Russie.

Notre victoire sur un ennemi beaucoup plus fort que nous montre que les bolchéviks avaient raison contre ceux qui affirmaient qu'en nous dressant contre la bourgeoisie mondiale, nous nous lancions dans une entreprise désespérée. Bien que la levée du blocus nous procure un certain soulagement, la bourgeoisie occidentale tentera sans doute de nous combattre encore. Dès maintenant, après avoir

levé le blocus, elle excite contre nous les gardes blancs de Pologne ; aussi devons-nous demeurer sur le qui-vive, nous attendre à de nouvelles attaques, mettre à profit les leçons de deux années de lutte et user des moyens qui nous ont jusqu'à présent assuré la victoire.

Les menchéviks l'ont souvent dit : les prolétaires d'Occident ne nous soutiennent pas, ils permettent qu'on nous étouffe, ils ont permis qu'on étouffe la Hongrie. Il semble que ce soit vrai. Mais pourquoi les armées de l'Entente ont-elles évacué le Nord et Odessa ? Parce que leurs soldats, des ouvriers eux-mêmes, se refusent d'autant plus énergiquement à nous combattre qu'ils s'enfoncent en Russie soviétique. Ainsi, l'une des causes de notre victoire, c'est que l'on ne peut nous faire la guerre qu'avec de grandes forces et qu'il n'est possible de former une grande armée qu'avec les ouvriers et les paysans qui, dans les pays d'Occident, ne veulent pas se battre contre nous. Nous avons donc vaincu non parce que nous étions les plus forts, mais parce que les travailleurs des pays de l'Entente se sont révélés plus près de nous que de leurs propres gouvernements.

La deuxième cause de notre victoire, c'est l'échec de la « campagne des 14 Etats ». C'est dire que les petits Etats ne peuvent pas se coaliser contre les bolchéviks, ils craignent que, s'ils étaient vainqueurs en même temps que Dénikine, la restauration de l'Empire russe empêche à nouveau les petites nations de vivre. Et nous faisons la paix avec l'Estonie, ce qui représente déjà en fait une brèche dans le blocus, même si la levée formelle du blocus n'est qu'un leurre.

Les grandes puissances de l'Entente ne peuvent se coaliser contre le pouvoir des Soviets parce que trop de choses les divisent. L'Allemagne nourrit le dessein secret de se venger de la France après la paix spoliatrice de Versailles ; la France dresse la Pologne contre nous ; l'Angleterre autorise l'Estonie à faire la paix, pour peu que cette dernière fasse du commerce avec elle. Le Japon, qui a en Sibérie une armée plus forte que la nôtre, ne peut nous combattre, craignant d'être attaqué par l'Amérique à laquelle l'opposent les intérêts coloniaux de l'impérialisme en Chine. Ainsi, la deuxième cause de notre victoire, c'est que les ouvriers sont solidaires, tandis que les bourgeois ne peu-

vent, tant qu'ils restent des bourgeois, que se quereller et se disputer les uns les autres à qui aura le plus de profits.

Nous sommes donc sortis victorieux des deux premières années de la guerre civile, qui ont été pour nous les années les plus difficiles, car nous étions ruinés par la guerre impérialiste, coupés du charbon et du blé. Nous avons maintenant du charbon et du blé plus qu'il n'en faut. La seule réquisition du blé en Sibérie a fourni 21 millions de pouds. Il est vrai que nous ne pouvons amener tout de suite ce blé, mais les transports sont délabrés dans toute l'Europe et les gardes blancs les ont sciemment démolis chez nous. Ils ont fait sauter tous les ponts du Dniepr, excepté celui de Kiev, ce qui explique à la fois le retard des opérations militaires et de l'envoi du blé. Nous avons le pétrole de Gouriev et nous l'acheminerons dès que les côtes de la Caspienne seront libres des glaces. Nous tenons compte de tous ces facteurs et nous nous préparons à amener le pétrole. Nous formons, pour rétablir les transports, les armées du travail, dont l'une est déjà en train de construire la voie ferrée Alexandrov-Gaï-Gouriev, pour le transport du pétrole. Nous ne pouvons démobiliser l'armée, car nous avons encore des ennemis tels que la Pologne. La débâcle des transports fait également obstacle à la démobilisation. Aussi, emploierons-nous l'armée à rétablir les transports.

Les blancs écrivent dans toutes leurs feuilles que les bolchéviks sont passés maîtres dans la propagande et n'y ménagent pas les fonds. Mais le peuple n'a-t-il pas connu toute espèce d'agitation, celle des blancs, celle de la Constituante ? Il serait ridicule de penser qu'il a suivi les bolchéviks parce que la leur était plus habile. Non, elle était simplement la plus véridique.

Les actes mêmes de Dénikine et de Koltchak étaient une propagande contre eux, pour le pouvoir soviétique. C'est pourquoi nous avons vaincu. Nous avons aisément renversé le tsar en quelques heures. Nous avons mis quelques semaines à renverser les propriétaires fonciers et les capitalistes. Mais ce n'est là que la moitié de la besogne. Il nous faut apprendre à travailler de façon nouvelle. Jadis le travail était organisé par l'exploiteur ; jadis la faim unissait le travail ; ce qui maintenant doit unir le travail, c'est la

conscience des ouvriers et des paysans qu'il faut besogner dur pour sortir d'une situation grave.

Ce sentiment n'est pas encore celui de tout le monde. Nous engageons un nouveau combat sans effusion de sang en faveur de cette prise de conscience. Jusqu'à présent, toutes les révolutions se sont terminées à l'avantage d'une poignée de capitalistes et d'exploiteurs. Cela parce que les travailleurs insurgés n'avaient pas conscience de leur solidarité. Chacun ne pensait qu'à soi, tous se battaient les uns contre les autres ; les aigrefins et les spéculateurs finissaient par surnager.

Voilà, à côté d'un affamé, un paysan qui a du blé ; et ce paysan préfère vendre son blé 1 000 roubles à l'affamé plutôt que de le livrer à crédit au pouvoir des ouvriers. Quelqu'un vient même de s'exclamer dans la salle : « Très juste ! » Dénikine et Koltchak ont fait l'expérience de la liberté du commerce ; les ouvriers et les paysans conscients, les meilleurs ont vu en réalité ce que cela signifiait et se sont détournés d'eux.

On disait autrefois : « Chacun pour soi et Dieu pour tous » ; que de malheurs cette devise a-t-elle entraînés !

Nous dirons : « Chacun pour tous et nous nous passerons bien de Dieu. » Nous lutterons pour l'alliance fraternelle des ouvriers et des paysans qui donnent à crédit leur blé à l'Etat ; nous disons « à crédit » parce que nous ne pouvons, pour le moment, rien leur donner en échange et parce que les papiers de couleur ne sont pas de l'argent. Nous avons dû jusqu'à présent combattre uniquement pour n'être pas étouffés par l'ennemi ; maintenant qu'un ennemi bien plus fort est défait, nous avons les mains libres ; nous devons nous mettre à bâtir la vie nouvelle et, tout d'abord, à rétablir les transports.

Nous avons dans le Sud des ateliers conquis par l'Armée Rouge, dans des lieux proches des stocks de blé ; mettons-les à travailler à plein rendement, en trois relèves, et non comme travaillent ceux qui ont faim.

Toutes les forces de notre propagande communiste, qui nous a aidé à vaincre l'ennemi extérieur, nous devons les consacrer au rétablissement des transports.

Nous faisions autrefois de « brillantes » affaires en matière de commerce extérieur, nous exportions 700 000 000

de pouds de blé. Les millionnaires russes et étrangers s'y enrichissaient, tandis que les ouvriers et les paysans russes avaient faim. Sachons maintenant convaincre chacun que le seul salut est « tous pour tous ! » Nous devons en finir à tout prix avec le libre commerce et la spéculation qui ne donnent du pain qu'à une infime minorité et la famine aux autres. Nous devons convaincre les paysans — et ils nous croiront, car Dénikine leur a révélé les « bienfaits » de la libre spéculation —, ils comprendront que la seule chance de salut est de donner du blé à crédit à l'ouvrier et à l'artisan qui paieront leurs dettes non en papiers de couleur, mais en produits manufacturés et en tissus.

Nous avons commencé une grande guerre que nous ne terminerons pas de sitôt : la lutte sans effusion de sang des armées du travail contre la famine, le froid et le typhus, pour une Russie instruite, radieuse, bien nourrie et saine. Cette guerre nous la terminerons par une victoire aussi décisive que celle que nous avons remportée sur les blancs.

A une question sur les conditions de la paix avec l'Estonie, Lénine répond que nous avons fait maintes concessions ; la principale entraîne la cession d'un territoire en litige, à population mixte, russe et estonienne. Mais nous ne voulons pas verser le sang des ouvriers et des soldats rouges pour un lambeau de terre, d'autant plus que cette concession n'est pas faite à perpétuité. L'Estonie en est en effet à sa période Kérenski ; les ouvriers commencent à connaître la bassesse des leaders de leur Constituante qui ont saccagé les syndicats et assassiné vingt communistes ; ils ne tarderont pas à renverser ce pouvoir et fonderont une Estonie soviétique qui conclura une autre paix avec nous.

« Pravda » n° 18, 28 janvier 1920

Conforme au texte du journal

PROJETS D'ARRETÉS ET DIRECTIVES SUR LES COOPÉRATIVES[61]

Soumettre demain au Conseil des Commissaires du Peuple le projet de décret prévoyant non pas la fusion des coopératives, mais l'achèvement de l'unification de toutes les formes de coopératives, après avoir remanié le projet proposé par O. I. Schmidt de façon que l'attitude à l'égard des coopératives de production locales non orientées vers la consommation soit aussi prudente que possible et que le Conseil des Congrès de coopératives soit supprimé dans les plus brefs délais.

Directives :

a) Veiller davantage aux intérêts des travailleurs, et pas seulement à ceux des éléments aisés et des koulaks. Modifier dans ce sens la formulation du préambule du décret.

b) Prêter un plus large concours aux coopératives de production, en développant tout particulièrement l'initiative à l'échelon local et en encourageant les formes plus évoluées de l'agriculture et des artisanats.

c) Appliquer les mesures concrètes du nouveau Centre de l'Union des coopératives visant à grouper les coopératives de production, après approbation du Conseil des Commissaires du Peuple.

1) Confier à Tsiouroupa et à Léjava le soin de présenter le projet de décret au Conseil des Commissaires du Peuple (sans statuer à l'avance sur sa publication), arrêté où seront mentionnées des règles plus précises, plus méthodiques et mieux définies relatives à la participation des coopératives au stockage de produits divers, aux aspects, formes, conditions et moyen de réaliser cette participation.

2) Confier à l'Office central de la Statistique le soin d'établir, dans un délai de..., après entente avec l'Union centrale des coopératives, le Commissariat du Peuple au Ravitaillement et le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, un programme de sondage des méthodes et résultats des stockages de produits alimentaires à l'échelon local avec la participation des coopératives et sans elles.

Soumettre le programme au Conseil des Commissaires du Peuple pour qu'il le ratifie et ordonne l'enquête.

Réfléchir s'il est possible d'établir aussi un questionnaire et, si oui, d'en présenter un bref projet au Conseil des Commissaires du Peuple.

But de l'enquête : étude détaillée de faits, même peu nombreux, mais caractéristiques et établis avec précision, portant sur la nature et la quantité des produits collectés, rassemblés, conservés et transportés, la distance à laquelle ils sont envoyés, etc. ; nombre de cas de coercition et leur nature exacte ; livraison de marchandises à titre d'échange, quantité et nature ; pourcentage des produits réquisitionnés et des excédents prélevés et en combien de temps ; participation à la fourniture de blé (et à la réception des marchandises si elles ont été reçues) des différents groupes de la paysannerie.

Rédigé le 26 janvier 1920.
Publié pour la première fois

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCÉ AU IIIe CONGRÈS DES CONSEILS DE L'ÉCONOMIE NATIONALE DE RUSSIE[63]
27 JANVIER 1920

COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine ne traitera, dit-il, que brièvement les problèmes qui se sont posés à lui le plus au cours de ces derniers temps. C'est en particulier le problème de la mise en place de l'appareil d'administration, de la direction collective ou personnelle. La question est posée dans les débats qui ont lieu sur le terrain de raisonnements abstraits, lesquels montrent que la direction collective prend le pas sur la direction personnelle. Mais cela nous mène loin des tâches pratiques de l'heure. Ces raisonnements nous ramènent à une étape déjà franchie des débuts de l'œuvre constructive du pouvoir soviétique. Il est temps de poser la question de manière plus pratique.

La direction collective, type essentiel de l'organisation d'une administration soviétique, a quelque chose d'embryonnaire, d'indispensable à la première phase, lorsqu'il s'agit de construire à nouveau. Mais lorsque des formes plus ou moins stables ont été fixées, le passage au travail pratique entraîne la direction personnelle, système assurant au maximum la meilleure utilisation des capacités humaines et un contrôle réel, et non verbal, du travail accompli.

L'expérience acquise par le pouvoir soviétique dans l'organisation militaire ne peut être considérée comme isolée. La guerre embrasse toutes les formes dans tous les domaines de l'activité constructive. La mise sur pied de notre armée n'a pu être menée à bien que parce qu'elle était conçue

dans l'esprit général de l'édification soviétique, sur les bases du rapport des classes qui s'affirme en matière de toute édification. Nous voyons ici la même couche ténue de la classe prolétarienne dirigeante en présence et les masses paysannes. Si dans d'autres domaines la nature de ce rapport de forces n'est pas apparue en toute clarté, l'épreuve a été vraiment faite dans l'armée qui affronte l'ennemi et paie chèrement chacune de ses fautes. Cette expérience mérite réflexion. Elle a suivi une évolution normale depuis une direction collective diffuse, fortuite, en passant par les collèges érigés en système d'organisation dans tous les services de l'armée, pour arriver au commandement unique, maintenant considéré, en règle générale, comme une méthode de travail la seule juste. Vous trouverez dans tous les domaines de l'activité soviétique un petit nombre de prolétaires conscients, une masse de prolétaires moins évolués et, au-dessous, à la base, une masse énorme de paysans accoutumés à l'exploitation individuelle et, par conséquent, attachés à la liberté du commerce et de la spéculation que les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les sans-parti appellent la liberté et que nous appelons, nous, l'héritage du capitalisme. Telle est la situation dans laquelle il nous faut agir ; elle exige des méthodes d'action appropriées. L'expérience de l'armée nous a montré le développement normal de l'organisation de la direction, depuis les formes primitives de la direction collective jusqu'au commandement unique, appliqué maintenant au moins dans cinq cas sur dix.

Dans le meilleur des cas, la direction collective entraîne une énorme dépense de forces et n'assure pas la célérité et la précision du travail qu'impose la grande industrie centralisée. Si vous considérez les partisans de la direction collective, vous trouverez dans leurs résolutions des formules exagérément abstraites affirmant que tout membre de collège doit porter la responsabilité personnelle de l'accomplissement des tâches. C'est devenu une vérité première pour nous. Mais ceux parmi vous qui ont une expérience des choses savent que ce principe n'est appliqué en réalité qu'une fois sur cent. Il reste lettre morte dans l'immense majorité des cas. Aucun des membres d'une direction collective ne se voit confier de tâches définies ; ces tâches

ne sont pas accomplies sous le régime de la responsabilité personnelle. De façon générale, on ne vérifie absolument pas le travail chez nous. Supposez que le Comité central du syndicat présente la candidature de Vassili Vassiliévitch Vassiliev et que vous demandiez la liste des tâches qu'il a accomplies et que des gens sérieux ont vérifiées. Vous n'obtiendrez rien de tel. Nous abordons à peine le vrai travail pratique.

Notre faute est de croire pouvoir tout accomplir avec nos propres moyens. Nous manquons par-dessus tout de collaborateurs et nous ne savons pas les prendre parmi les simples ouvriers et les simples paysans, qui recèlent pourtant des quantités d'administrateurs et d'organisateurs doués. Mieux vaudrait passer au plus vite des discussions générales, totalement stériles le plus souvent, aux solutions pratiques. Nous remplirions ainsi les obligations incombant aux organisateurs de la classe avancée et nous trouverions des centaines et des milliers de nouveaux organisateurs doués. Nous devons les promouvoir, les éprouver, leur distribuer des tâches de plus en plus compliquées. J'espère que nous arriverons, après le congrès des conseils de l'économie nationale, une fois le bilan du travail dressé, à nous engager dans cette voie, à élargir et à multiplier le nombre des organisateurs, afin que la couche très restreinte de travailleurs si exténués depuis deux ans soit renforcée et accrue, car nous avons besoin, pour atteindre les objectifs que nous nous assignons, pour tirer la Russie de la misère, du froid et de la faim, dix fois plus d'organisateurs responsables devant des dizaines de millions d'hommes.

La deuxième question qui nous intéresse le plus est celle des armées du travail.

Ici, la tâche qui se pose à nous concerne la succession de deux phases dans notre activité. La période où la guerre absorbait tout n'est pas encore achevée. Divers indices montrent que les capitalistes russes ne pourront pas poursuivre la guerre. Mais il est hors de doute qu'ils tenteront encore d'envahir la Russie. Tenons-nous sur le qui-vive. De façon générale, pourtant, la guerre qu'ils nous ont imposée il y a deux ans s'est terminée par la victoire, et nous passons aux tâches du temps de paix.

Il faut comprendre le caractère particulier de cette transition. Le pays est dévasté au dernier degré, en proie à la faim et au froid, le dénuement a atteint un degré épouvantable ; mais ce pays est celui d'un peuple qui s'est dressé dans la plénitude de sa force, qui a pris confiance en lui, quand il s'est convaincu qu'il pouvait venir à bout du monde entier — du monde entier sans exagération —, car l'univers capitaliste tout entier a été vaincu, et c'est dans cette situation si originale que nous instituons l'armée du travail pour résoudre les problèmes les plus pressants.

Nous devons concentrer nos efforts sur le point principal : stocker le blé et l'amener au centre. Tout écart dans ce sens, la moindre dispersion des efforts entraîneraient le plus grand danger, la perte de notre cause. Et, pour tirer parti de notre appareil avec toute la promptitude possible, nous devons former l'armée du travail. Vous êtes déjà en possession des thèses du Comité central et des rapports consacrés à ce sujet, aussi ne m'arrêterai-je pas à l'aspect concret de cette question. Je voudrais seulement vous indiquer qu'au moment où nous passons de la guerre civile aux nouvelles tâches, nous devons tout jeter sur le front du travail, y concentrer toutes nos forces, portées au maximum de tension, avec une énergie toute militaire, avec une énergie impitoyable. Nous ne tolérerons aucun écart en ce moment. Nous déclarons, en lançant ce mot d'ordre, que nous devons tendre au suprême degré toutes les forces vives des ouvriers et des paysans et exiger des uns et des autres qu'ils nous viennent en aide, sans réserve. Et alors, grâce à la création de l'armée du travail, à la tension de toutes les forces des ouvriers et des paysans, nous accomplirons notre tâche capitale. Nous réussirons à collecter des centaines de millions de pouds de blé. Ce blé, nous l'avons. Mais il faut des efforts prodigieux, il faut la tension de toutes les forces du pays, une résolution et une énergie toutes militaires pour ramasser ces centaines de millions de pouds de blé et les acheminer vers le centre. Ici, au centre, nous nous occuperons surtout d'établir le plan de cette action, nous la traiterons en premier lieu, et toutes les autres questions, celle du financement, de l'édification industrielle, toutes les questions relatives aux vastes programmes ne doivent pas nous en détourner. Une tâche essentielle s'offre mainte-

nant à nous, c'est de nous opposer à la tentative dangereuse de nous laisser entraîner par de vastes desseins et de grands projets. Il nous faut porter notre attention sur l'essentiel et le principal sans nous laisser détourner de la tâche capitale qui se pose à nous : collecter le blé et les vivres par le canal de l'État, à des prix fermes, par les moyens socialistes de l'Etat ouvrier et non par les moyens capitalistes de la spéculation ; il s'agit d'amener ces stocks au centre en surmontant la débâcle des transports. Il serait criminel d'oublier cette tâche.

Pour que notre tâche primordiale soit plus ou moins bien remplie, les dirigeants de tous les organes de l'Etat, des Conseils de l'économie en particulier, doivent encourager l'activité des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans. Un vaste plan de transformation de la Russie sera donné à cette fin. Nous possédons assez de ressources, de matériaux, de possibilités techniques, de matières premières, assez de tout pour entreprendre ce travail de transformation de tous les côtés, en faisant appel à tous les ouvriers et à tous les paysans. Camarades, nous développerons une lutte opiniâtre qui exigera de durs sacrifices sur le front du travail, mais que nous devons absolument réaliser, car nous sommes en proie à la faim, au froid, à la débâcle des transports, au typhus. Nous devons affronter tous ces fléaux et commencer partout à la fois à bâtir notre Etat sur la base de la grande industrie mécanisée, afin d'apporter la culture à notre pays et de nous dégager, grâce à une action socialiste bien conçue, du marais où s'enlisent en ce moment les pays du capitalisme et de l'impérialisme mondial.

« Pravda » n° 19,
29 janvier 1920

Conforme au texte du journal

AUX MEMBRES DU CONSEIL DE LA DÉFENSE

1.II.

La situation des transports ferroviaires est absolument catastrophique. *Les arrivages de blé ont cessé*. Pour nous en tirer, il faut réellement des mesures d'extrême urgence. Pendant deux mois (février-mars), il faut appliquer des mesures de ce genre (et trouver d'autres mesures appropriées de même nature) :

I. *Diminuer* la ration de pain présente pour les personnes non employées dans les transports ; *augmenter* celle du personnel des transports.

Que des milliers d'autres périssent, mais que le pays soit sauvé.

II. Prélever les trois-quarts des responsables de tous les services, sauf ceux du Commissariat au Ravitaillement et du Commissariat à la Guerre, pour les affecter pendant ces deux mois aux transports et réparations ferroviaires. En même temps, arrêter (ou réduire de dix fois) pendant deux mois l'activité des autres Commissariats.

III. Dans une zone de 30 à 50 verstes, de part et d'autre *des lignes de chemins de fer, décréter la loi martiale* en vue d'une mobilisation pour le travail de nettoyage des voies, et transférer *dans les cantons de cette zone* les trois-quarts des responsables des comités exécutifs de cantons et de districts de *toute* la province en question.

Publié pour la première fois en 1924

Conforme au manuscrit

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE ET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE A LA PREMIÈRE SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL[63] VIIe LÉGISLATURE 2 FÉVRIER 1920

Camarades,

Mon raport sur l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité exécutif central de Russie, dont les fonctions ont été assumées entre les sessions par le Présidium du Comité exécutif central, se subdivise tout naturellement en deux parties principales : premièrement, la politique internationale, la situation internationale de la République soviétique ; deuxièmement, l'édification intérieure et les principales tâches économiques. Permettez-moi donc d'exposer dans cet ordre les faits essentiels de notre travail pour la période envisagée, c'est-à-dire pour les deux derniers mois.

En ce qui concerne la situation internationale de la République soviétique, les succès de l'Armée Rouge en sont le fait marquant. Vous savez que les derniers débris de l'armée de Koltchak ont presque été anéantis en Extrême-Orient ; notons, du reste, que la rivalité, l'hostilité qui opposent le Japon et l'Amérique — deux puissances pourtant officiellement alliées — se révèlent de plus en plus nettement ; elles les empêchent de déployer toutes leurs forces contre la République soviétique. Après l'anéantissement des troupes de Ioudénitch, après la prise, début

janvier, de Novotcherkask et Rostov-sur-le-Don dans le sud, le coup porté au gros de leurs troupes a été décisif au point que la situation militaire de la République soviétique s'est modifiée de la manière la plus radicale. Bien que la guerre n'ait pas terminée, tous les Etats se sont nettement aperçus que leurs espoirs antérieurs d'écraser les forces armées soviétiques se sont effondrés.

La décision du Conseil suprême allié dont nous avons eu connaissance par la radio (à titre non officiel) a attesté la conscience de ce changement radical dans la situation internationale de la République soviétique. Cette décision en date du 16 janvier proclame la levée du blocus contre la République soviétique. Le Conseil suprême a pris une décision dont la partie essentielle proclame: (Lénine en donne lecture[64]).

Je n'ai pas besoin de me livrer à une critique de la diplomatie contenue dans cette formulation, elle crève vraiment les yeux pour qu'il vaille la peine d'insister sur le fait que l'attitude des Alliés à l'égard de la Russie n'a pas changé. Si les Alliés conçoivent leur politique en ce sens que la levée du blocus n'est pas un changement de politique antérieure, ils démontrent par là l'inconsistance de leur politique. Mais l'important pour nous, c'est l'aspect économique et non politique de cette décision. La levée du blocus est un fait marquant, de portée internationale; il montre que la révolution socialiste est entrée dans une phase nouvelle. Car le blocus était en fait une arme capitale, réellement ferme, aux mains des impérialistes du monde entier pour étouffer la Russie soviétique.

Au dernier Congrès des Soviets, j'ai déjà eu l'occasion d'indiquer et de développer l'idée que la lutte contre la Russie soviétique a non seulement abouti à ce que les ouvriers et les paysans de France, d'Angleterre et des autres pays évolués ont obligé leurs gouvernements à renoncer à la lutte, mais aussi que cette lutte a amené, à l'intérieur même de ces pays, les masses petites-bourgeoises à commencer à s'opposer au blocus. Et, bien entendu, dans des pays comme l'Angleterre et la France, l'opposition des couches moyennes ne pouvait manquer d'influer sur la politique des impérialistes internationaux. Nous qui connaissons leur sens de la diplomatie, nous ne pouvons nous attendre à les

voir agir ouvertement, sans la moindre réserve, sans désirer revenir au passé et introduire au moyen de quelque astuce leur politique ancienne, celle qu'ils ne peuvent actuellement mener au grand jour. Mais il faut dire que, pour l'essentiel, nous avons remporté des victoires prodigieuses et que l'arme que seuls les Alliés possédaient — la flotte —, même cette arme nous la leur avons ôtée malgré les menaces des éléments hésitants qui affirmaient que la flotte était invincible. Toutefois, l'évolution des rapports politiques a démontré que même cette flotte invincible était hors d'état de marcher contre nous. Bien que n'ayant pas la possibilité d'opposer une résistance militaire sur mer, nous avons obligé les puissances impérialistes à renoncer à cette arme.

Bien sûr, ce changement de politique ne se manifeste pas immédiatement à l'échelle internationale, mais le fait est que nous nous trouvons désormais dans la sphère des rapports mondiaux inter-Etats, ce qui nous permet de bénéficier du soutien des pays les plus évolués. Bien sûr, la situation économique et financière de ces pays est déplorable, ils sont tous en perte de vitesse, et nous ne pouvons compter sur une aide importante. Mais puisque nous avons la possibilité de développer l'industrie dans notre pays, nous pouvons compter recevoir des machines pour la production, des machines pour relever notre industrie. L'essentiel, ce qui nous coupait entièrement du monde, ce qui nous coupait des pays évolués au moyen du blocus, est brisé.

Après que le Conseil des Alliés a été contraint de renoncer à cette arme, nos victoires en matière de politique internationale se sont poursuivies, et la plus considérable d'entre elles a été la conclusion de la paix avec l'Estonie. Nous avons reçu aujourd'hui un message de Ioffé et Goukovski indiquant : « Aujourd'hui 2 février, à deux heures du matin, heure de Moscou, la paix a été signée entre la Russie et l'Estonie. Birk, ministre estonien des Affaires étrangères, est venu de Revel pour signer la paix. »

Camarades, le texte de ce document de paix, qui a fait l'objet de nombreux débats et qui constitue un document d'une importance capitale, a été envoyé par un courrier qui doit arriver demain matin ; mais nous venons de recevoir le texte exact par télégraphe, il sera distribué dès

demain. Examiné et ratifié. Ce document revêt pour nous une énorme importance. Le traité de paix russo-estonien marque une date ; aussi, maintenant que nous avons obtenu la conclusion d'un traité de paix avec un gouvernement qui, lui aussi, devient démocratique et qui, maintenant, entretiendra des rapports suivis avec nous, mais qui, jusqu'à présent, était soutenu par l'ensemble du monde impérialiste, nous devons considérer ce fait comme un acte d'une portée universelle.

Nous savons que les gens placés entre l'impérialisme et la démocratie passent habituellement d'un côté ou de l'autre. Comme vous le voyez, nous remportons ainsi la victoire, parce que la paix est signée et que maintenant cet Etat doit intervenir contre notre ennemi. Sur le plan des principes, la valeur de ce fait est qu'à l'époque impérialiste le monde entier est divisé en une immense quantité de grands et petits Etats ; les petits Etats sont totalement impuissants, ils ne sont qu'une poignée infime face aux puissances les plus riches qui se subordonnent entièrement nombre d'Etat petits et faibles. L'impérialisme a donné naissance à une époque au cours de laquelle s'opère le partage du monde entier, de toute la population du globe, en une minorité de pays exploiteurs, de pays oppresseurs, et une majorité de petits pays à population réduite et faible, ces derniers subissant l'assujettissement colonial des premiers.

En conquérant la paix avec l'Estonie, nous avons montré que nous savons aller de l'avant, en tant qu'Etat prolétarien et communiste. Comment cela ? Il a été démontré à toutes les puissances belligérantes de l'Entente, opposées à la paix, que les sympathies que nous savons inspirer à nos adversaires et aux gouvernements bourgeois, que les sympathies d'un petit pays sont plus fortes que tout le joug militaire, toute l'assistance financière et tous les liens économiques qui l'attachent aux grandes puissances mondiales. L'Entente a vu que nous ne sommes pas uniquement capables de vaincre quand nous employons la violence ; nous sommes à même de réfuter ce mensonge et cette calomnie que propagent contre nous les gouvernements bourgeois du monde entier, quand ils affirment que les bolchéviks ne se maintiennent que grâce à la violence. Comment avons-nous pris le dessus sur les forces unies de l'impéria-

lisme mondial à l'égard de l'Estonie qui a toujours été victime de la violence exercée par la Russie du tsar et des propriétaires fonciers ? En montrant que nous savons renoncer à la violence en temps voulu et de bon gré pour passer à une politique de paix, en gagnant les sympathies du gouvernement bourgeois de ce petit Etat, en dépit de toute l'assistance que le capital international lui prodigue. C'est un fait d'une portée historique. L'Estonie est un petit pays, une petite république, mais elle est tellement accablée de mille manières, économiques et militaires, par le capital impérialiste mondial que toute sa population est soumise à ce joug. Et cette paix montre qu'en dépit de notre fatigue, de notre faiblesse et de notre dissémination, nous savons remporter des victoires sur l'armée blanche, aidée par les impérialistes. La toute-puissante Entente sait répondre à la violence par une violence plus victorieuse encore ; mais cette paix démontre que nous savons, sans user de violence, nous gagner la sympathie et le soutien de la bourgeoisie.

Une tâche internationale des plus difficiles se posait là. Le développement du capitalisme suit un rythme différent dans les différents pays, dans des conditions différentes, avec des moyens et méthodes différents. La République socialiste instituée dans un seul pays se trouve placée à côté des pays capitalistes du monde entier et fait hésiter leur bourgeoisie. On en est venu à cette conclusion : « C'est donc que votre situation est désespérée ; si vous avez vaincu les gardes blancs par la violence, qu'allez-vous faire du reste du monde ? » Nous le vaincrons, lui aussi. La paix avec l'Estonie prouve que ce n'est pas un mot en l'air. Toute la pression du capital international a été vaincue sur l'espace où notre refus d'user de la violence a été reconnu sincère. Le capital international disait : « Ne faites pas la paix avec les bolchéviks, sinon nous vous aurons par la famine ; vous n'aurez ni argent ni assistance économique. » L'Estonie a été un des petits pays officiellement indépendants qui se soit dit : « Nous sommes plus certains que les bolchéviks sont capables de vivre en paix avec les autres peuples plus faibles, même gouvernés par la bourgeoisie, mieux que toute la démocratie alliée universellement puissante de l'Entente. »

C'est dans la question fondamentale de la guerre et de la paix que s'affirme avec le plus de vigueur la démocratie. Toutes les puissances sont en train de préparer une nouvelle guerre impérialiste. Les ouvriers du monde entier le constatent chaque jour. D'un jour à l'autre l'Amérique et le Japon ne vont pas tarder à se jeter l'un sur l'autre. L'Angleterre s'est emparée d'un tel nombre de colonies au lendemain de la défaite allemande que jamais les autres puissances impérialistes ne s'en accommoderont. Une nouvelle et furieuse guerre est en préparation, les masses en ont conscience. Et voilà qu'intervient une paix démocratique entre l'Estonie et la Russie qui dispose de forces aussi considérables et que l'on accuse de vouloir jeter ses troupes sur le petit Etat après qu'elle en aura terminé avec Ioudénitch, Koltchak et Dénikine. De plus, nous avons conclu la paix en faisant une série de concessions territoriales, concessions qui ne sont pas strictement conformes au respect du principe d'autodétermination ; nous avons démontré dans les faits que pour nous la question des frontières est de second ordre, tandis que celle des rapports pacifiques, de savoir attendre l'évolution des conditions de vie au sein de chaque peuple, est une question non seulement très importante du point de vue des principes, mais dans laquelle nous avons su nous gagner la confiance des nations qui nous étaient hostiles. Il n'y a rien de fortuit dans le fait que nous y sommes parvenus avec l'Estonie ; cela montre comment une république prolétarienne isolée, apparemment faible et sans force, a commencé à gagner à ses côtés les pays assujettis aux Etats impérialistes. Or ces pays-là forment l'immense majorité. Voilà pourquoi notre paix avec l'Estonie revêt une portée universelle. L'Entente a beau tendre toutes ses forces pour déclencher la guerre, même si elle parvient à substituer une nouvelle guerre à cette paix, le fait n'en demeurera pas moins immuable dans l'histoire qu'en dépit de toute la pression du capital mondial, nous avons su inspirer à un petit pays gouverné par la bourgeoisie davantage de confiance que la bourgeoisie impérialiste, soi-disant démocratique, mais en fait rapace.

Pour comparer notre politique à celle des puissances prétendument démocratiques, mais en fait rapaces, nous disposons fortuitement de documents particulièrement in-

téressants dont je me permettrai de vous donner lecture. Ils ont été fournis par un officier ou employé blanc du nom d'Oléinikov ; un gouvernement blanc l'avait chargé de remettre ces documents de la plus haute importance à un autre et il nous les a remis à nous[65]. (Applaudissements.) Ces documents ont pu passer la frontière russe et je vous les lirai, bien que cela prenne un temps assez long. Ils sont toutefois fort intéressants, parce qu'ils montrent très nettement les dessous de la politique. Le premier est un télégramme de Sazonov adressé au ministre Goulkévitch :

Paris, le 14 octobre 1919, n° 668.
S. Sazonov, tout en assurant Constantin Nikolaïévitch de son entière considération, a l'honneur d'expédier en annexe pour information copies des télégrammes de B. Bakhmétev n° 1 050 et I. Soukine n° 23, sur la situation dans les provinces baltes.

Vient ensuite un document plus intéressant, un télégramme de Washington, en date du 11 octobre :

Reçu le 12 octobre 1919. Enr. n° 3 346.
Bakhmétev au Ministre.
Washington, le 11 octobre 1919, n° 1 050.
Je me réfère à mon télégramme n° 1 045.
(code) Le Département d'Etat m'a fait part oralement des instructions fournies à Gued. Il s'intitule commissaire du gouvernement américain dans les provinces baltes de Russie. Il n'est accrédité auprès d'aucun des gouvernements russes. Il a pour mission d'observer et d'informer. Son comportement ne doit pas inspirer à la population locale l'espoir que le gouvernement américain puisse consentir à soutenir les courants séparatistes dépassant l'autonomie. Au contraire, le gouvernement américain espère que la population balte assistera ses frères russes dans leur œuvre d'Etat unique. Les instructions sont fondées sur l'interprétation de l'accord des gouvernements alliés avec le régent suprême, telle qu'elle est exposée dans mon mémorandum au gouvernement du 17 juin. On donne à Gued des extraits des derniers discours du président dans lesquels il s'en prend au bolchévisme.

Ainsi, le gouvernement américain a fait savoir que son représentant peut dicter les prescriptions qui lui plaisent, sans pour autant soutenir l'indépendance de ces Etats, c'est-à-dire la garantir. Voilà ce qui filtre directement ou indirectement et qui n'a pu être caché à l'Estonie : les grandes puissances la bernent. Il est sûr que chacun pouvait s'en douter, mais nous avons des documents et ils seront publiés.

Reçu le 12 octobre 1919. Enr. n° 3 347.
Soukine au Ministre.
Omsk, le 9 octobre 1919, n° 28.

(code) Knox a transmis au régent suprême le message du ministère britannique de la Guerre ; ce dernier prévient que les Etats baltes sont enclins à conclure la paix avec les bolchéviks qui leur garantissent une reconnaissance immédiate de l'indépendance. En même temps, le ministère britannique de la Guerre demande si le gouvernement ne devrait pas neutraliser ces promesses en accédant à son tour aux vœux des Etats en question. Nous avons répondu à Knox en invoquant les principes exposés dans la note adressée aux puissances par le régent suprême, en date du 4 juin, tout en indiquant que la conclusion d'une paix entre les Etats baltes et les bolchéviks présente un danger certain, car elle permettra de libérer une partie des troupes soviétiques et ouvrira la barrière qui s'oppose à la pénétration du bolchévisme en Occident. Le fait même qu'ils sont disposés à parler de la paix atteste, à notre avis, l'extrême démoralisation des partis de ces unités autonomes qui sont eux-mêmes incapables de se défendre contre la pénétration du bolchévisme agresseur.

Tout en exprimant la conviction que les puissances ne peuvent voir avec sympathie la propagation du bolchévisme, nous avons affirmé la nécessité d'arrêter à l'avenir l'aide aux Etats baltes, ce qui constitue un moyen efficace d'action aux mains des puissances, par ailleurs plus rationnel que de rivaliser en promesses avec les bolchéviks qui, eux, n'ont rien à perdre.

En transmettant ce qui vient d'être exposé, je vous prie d'en faire part à Paris et à Londres ; nous nous adressons tout spécialement à Bakhmétev.

Reçu le 9 octobre 1919. Enr. n° 3 286.
Sabline au Ministre.
Londres, le 7 octobre 1919, n° 677.

(code) Dans une lettre à Goutchkov, le chef du service des opérations du ministère de la Guerre auquel G. a adressé une proposition concernant notre fret, afin de faciliter aux Anglais la livraison de l'équipement à Ioudénitch, communique que, de l'avis du ministère de la Guerre, I. possède actuellement tout et que l'Angleterre est embarrassée pour lui envoyer d'autres fournitures. Il ajoute toutefois que, du moment que nous possédons des navires, nous pourrions organiser l'approvisionnement de I. sur des bases commerciales, à la condition de trouver des crédits. Le général Radcliff reconnaît en même temps que l'armée de I. doit être équipée de manière adéquate, puisqu'elle constitue parmi les Etats baltes « l'unique force capable d'entreprendre des opérations actives contre les bolchéviks ».

Le Ministre à Bakhmétev, Washington.
Paris, le 30 septembre 1919, n° 2 442.

(code) J'apprends de source suédoise très digne de foi que Morris, le ministre américain à Stockholm, signale la sympathie croissante en Amérique à l'égard des bolchéviks et sa volonté de cesser l'aide à Koltchak pour entrer en rapport avec Moscou, dans l'intérêt du com-

merce américain. De telles déclarations émanant d'un représentant officiel produisent une impression étrange.
Reçu le 5 octobre 1919. Enr. n° 3 244.
Bakhmétev au Ministre.
Washington, le 4 octobre 1919, n° 1 021.
Je me réfère à votre télégramme n° 2 442.

(code) J'ai été confidentiellement informé par le Département d'Etat qu'effectivement Morris, le ministre à Stockholm, et surtout Henggot, le ministre à Copenhague, sont connus pour leurs sympathies personnelles en faveur de la gauche, mais qu'ils ne jouissent ici d'aucune influence ni d'aucune autorité ; le gouvernement est contraint de leur renouveler périodiquement ses injonctions en leur indiquant de façon catégorique que la politique américaine vise immuablement à soutenir notre gouvernement dans sa lutte contre les bolchéviks.

Voici tous les documents que nous allons publier et qui montrent de toute évidence le déroulement de la lutte autour de l'Estonie, les pressions que l'Entente, la France et l'Angleterre, en même temps que Koltchak et l'Amérique, ont exercées sur l'Estonie afin d'empêcher la conclusion de la paix avec les bolchéviks, qui montrent aussi comment les bolchéviks, qui promettaient des concessions territoriales et garantissaient l'indépendance, ont remporté la victoire dans cette compétition. J'affirme que cette victoire revêt une immense portée historique, parce qu'elle a été remportée sans violence, et remportée sur l'impérialisme mondial ; c'est une victoire grâce à laquelle les bolchéviks gagnent la sympathie du monde entier. Cette victoire ne montre nullement qu'une paix générale va être conclue sur-le-champ, mais elle prouve en revanche que nous représentons les intérêts pacifiques par rapport à la majorité de la population du globe, contre les forbans militaristes impérialistes. Le résultat de cette appréciation a été que l'Estonie bourgeoise, adversaire du communisme, a conclu la paix avec nous. Si nous, organisation prolétarienne, République soviétique, concluons la paix, agissons dans un esprit pacifique à l'égard des gouvernements bourgeois, assujettis aux grands magnats de l'impérialisme, nous devons en tirer les conclusions qui s'imposent quant à la politique internationale à suivre.

Nous nous fixons actuellement comme tâche essentielle de vaincre les exploiteurs et de gagner à nous les hésitants ; c'est là une tâche universelle. L'on trouve parmi ces hésitants un grand nombre d'Etats bourgeois qui, en tant que

tels, nous détestent, mais préfèrent d'autre part conclure avec nous la paix, en tant qu'Etats assujettis. Telle est l'explication de la paix conclue avec l'Estonie. Ce n'est là assurément qu'un premier pas, il ne portera ses fruits que dans l'avenir, c'est pourtant un fait certain qu'il en sera ainsi. Nous n'avons eu jusqu'à ce jour de pourparlers avec la Lettonie que par l'intermédiaire de la Croix-Rouge [66], de même qu'avec le gouvernement polonais. Je le répète, la paix avec l'Estonie devra sans aucun doute porter ses fruits, parce que les motifs sont identiques ; on essaie d'inciter la Lettonie et la Pologne, comme l'Estonie, à se battre contre la Russie. C'est une chose qui peut se produire, nous devons être vigilants, car une guerre avec la Pologne est possible ; mais nous sommes persuadés, nos principales conquêtes l'ont prouvé, que nous pouvons conclure la paix et faire les concessions qui permettent les progrès de toute démocratie. A l'heure actuelle, cela revêt une importance particulière, parce que les rapports avec la Pologne sont particulièremet critiques. De nombreuses informations nous apprennent qu'outre la Pologne bourgeoise, conservatrice, la Pologne des hobereaux, outre l'action exercée par tous les partis capitalistes polonais, tous les Etats de l'Entente mettent tout en œuvre pour lancer la Pologne dans la guerre contre nous.

Vous savez que le Conseil des Commissaires du Peuple a adressé un appel à la population laborieuse polonaise [67]. Nous vous demanderons de le sanctionner afin de nous élever contre la campagne d'excitation menée par les milieux des propriétaires fonciers polonais. Nous proposerons un texte complémentaire aux masses laborieuses polonaises. Cet appel portera un coup aux puissances impérialistes qui s'efforcent de dresser la Pologne contre nous ; or, pour nous, les intérêts de la majorité laborieuse figurent au premier plan.

Je me permettrai à présent de donner lecture d'un télégramme que nous avons intercepté hier ; il nous montre comment le capital américain agit pour nous présenter sous un certain jour et nous lancer dans une guerre contre la Pologne. Voici ce que dit ce télégramme. (Lénine en donne lecture.) Je n'ai jamais rien dit et entendu de tel, mais ils sont capables de mentir parce qu'ils ont

leurs raisons pour dépenser de l'argent dans le but bien déterminé de répandre des rumeurs mensongères. C'est leur gouvernement bourgeois qui le leur garantit. (L é n i n e p o u r s u i t s a l e c t u r e.) Ce télégramme est expédié d'Europe en Amérique aux frais des capitalistes ; il a pour effet de pousser, de la manière la plus éhontée, à la guerre avec la Pologne. Le capital américain emploie tous ses efforts pour exercer sa pression sur la Pologne ; il s'y prend avec un manque total de pudeur en faisant croire que les bolchéviks veulent en finir avec Koltchak et Dénikine pour jeter toutes leurs « troupes de fer » sur la Pologne.

Il importe que nous sanctionnions sur-le-champ, ici même, l'arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple ; il nous faudra ensuite faire ce que nous avons fait auparavant vis-à-vis des autres Etats et également ce que nous avons entrepris à l'égard des troupes de Koltchak et Dénikine. Nous devons nous adresser immédiatement à la démocratie polonaise et lui expliquer la réalité des choses. Nous connaissons fort bien ce procédé ; son action dissolvante est des plus positives. Et au bout du compte, ce procédé conduit à la voie dont nous avons besoin, à celle où il a amené la population laborieuse de tous les pays. En dépit de toutes les difficultés, cette politique doit marquer un début certain ; une fois le départ donné, nous amènerons pleinement les choses à terme.

Je dois faire observer que nous avons pratiqué la même politique à l'égard des autres Etats. Nous avons proposé à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan de passer un accord contre Dénikine. Ils l'ont repoussé sous le prétexte qu'ils ne se mêlent pas des affaires des autres pays. Nous verrons ce qu'en penseront les ouvriers et les paysans géorgiens et azerbaïdjanais.

A l'égard des peuples d'Occident, cette politique a été plus prudente encore que lorsqu'il s'agissait des peuples de Russie. Elle touchait des Etats comme la Lettonie, l'Estonie, la Pologne et, d'autre part, de nombreux Etats orientaux dont le degré d'évolution est celui de l'immense majorité des pays coloniaux qui forment la majeure partie de la population du globe. Ils sont opprimés par l'Angleterre qui tient encore sous sa coupe des esclaves coloniaux. Si notre politique à l'égard des Etats d'Europe occidentale

fait preuve d'une telle prudence et nécessite un laps de temps pour leur permettre de surmonter leur phase Kérenski, par contre en Orient, où les pays sont beaucoup plus arriérés, soumis au joug du fanatisme religieux, imprégnés d'une méfiance plus grande pour le peuple russe, des pays qui ont subi pendant des dizaines et des centaines d'années l'oppression de la politique capitaliste tsariste et de l'impérialisme de la Grande-Russie, là notre politique doit user de plus de circonspection et de patience.

Nous avons accordé l'autonomie à la République bachkire [68]. Nous devons fonder une République tatare autonome [69] ; nous poursuivons la même politique à l'égard de tous les peuples d'Orient et nous nous disons : face à l'immense front des puissances impérialistes, nous qui combattons l'impérialisme constituons une union nécessitant une forte cohésion militaire ; nous considérons toutes les tentatives visant à troubler cette cohésion comme un fait absolument inadmissible, comme une trahison dans la lutte contre l'impérialisme international. Mais, tout en pratiquant cette politique, nous devons faire preuve de plus de prudence encore. Si les pays européens doivent traverser leur phase Kérenski, les pays qui en sont à un degré inférieur d'évolution offrent davantage encore d'éléments de méfiance. Il faut employer en ce cas une méthode de plus longue haleine. Nous soutenons l'indépendance et l'autonomie de ces Etats. Nous en appelons à leurs masses laborieuses. Nous disons : l'unité des forces militaires est indispensable : toute dérogation est inadmissible.

Nous sommes persuadés qu'en poursuivant méthodiquement notre politique d'union étroite, nous connaîtrons vis-à-vis des peuples orientaux des succès plus considérables que jusqu'à présent. Or ces succès sont considérables. La République soviétique jouit d'une large audience auprès de tous les peuples orientaux pour la même raison que celle qui nous a permis de conclure la paix avec un petit Etat occidental ; cette raison, c'est que l'on voit en nous un combattant jamais en défaut contre l'impérialisme ; parce que notre république est la seule à mener la guerre anti-impérialiste, à savoir exploiter toute situation sans recourir à la violence, à savoir même vaincre en refusant d'user de la violence.

Il va de soi que la politique à l'égard de la République ukrainienne est la même, sous une forme beaucoup plus précise. Ici, le problème est facilité par l'accord conclu à une époque antérieure entre le Comité exécutif central de Russie et celui de la République Soviétique d'Ukraine. Sur la base de cet accord qui sanctionne l'étroite fédération des deux républiques dans la lutte contre les pays impérialistes, nous édifions une alliance de plus en plus étroite. Les masses paysannes et ouvrières d'Ukraine, instruites par leur triste expérience du règne de Dénikine, acquièrent la conviction que seule l'union la plus étroite avec la République de Russie sera vraiment invincible contre l'impérialisme international ; que la séparation étatique ne peut être fructueuse dans une conjoncture de lutte contre l'impérialisme, car ce dernier profitera de toute division pour écraser le pouvoir des Soviets; une telle division équivaut à un crime. Notre politique plonge des racines profondes en Ukraine, et nous sommes persuadés que le congrès des Soviets des ouvriers et des paysans d'Ukraine qui va se tenir sous peu sanctionnera solennellement cette politique. Telles sont les brèves observations auxquelles j'ai dû me limiter quant à la situation internationale ; pour ce qui est des propositions pratiques que je dois exposer au nom du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité exécutif central de Russie, je les ai énumérées et je vous prierai de sanctionner tous ces projets au cours de la présente session.

J'en viens à l'édification intérieure et je dois commencer par exposer quelques mesures prises par notre gouvernement pour ensuite aborder le point essentiel : passer sur une voie nouvelle, passer des tâches militaires à celles de l'édification de l'Etat.

En ce qui concerne les mesures principales prises en matière de politique intérieure et qui se dégagent plus ou moins des nombreux travaux en cours de ces deux mois, l'arrêté suivant qui devra être ratifié par le Comité exécutif central de Russie est d'une importance toute particulière. C'est l'abolition de la peine de mort. Vous savez qu'immédiatement après la grande victoire sur Dénikine, après la prise de Rostov, le camarade Dzerjinski, qui préside la Tchéka de Russie et le Commissariat de l'Intérieur, a soumis au Conseil des Commissaires du Peuple une proposition

qu'il a fait adopter dans ses services et visant à annuler toute exécution capitale dépendant de la Tchéka. Si la démocratie bourgeoise européenne propage avec tant d'énergie des mensonges contre la Russie soviétique, assurant qu'elle est essentiellement terroriste, si la démocratie bourgeoise et les socialistes de la IIe Internationale les propagent également, si Kautsky a pu écrire un ouvrage spécial intitulé : « Terrorisme et communisme », où il déclare que le pouvoir communiste s'appuie sur le terrorisme, vous pouvez imaginer les mensonges qui se déversent à ce sujet ; aussi, afin de les réfuter, avons-nous résolu de prendre cette décision, le camarade Dzerjinski l'a fait pour sa part, le Conseil des Commissaires du Peuple l'a approuvée et elle va être ratifiée par le Comité exécutif central de Russie.

La terreur nous a été imposée par le terrorisme de l'Entente, au moment où les hordes des grandes puissances mondiales ont fondu sur nous, sans reculer devant rien. Nous n'aurions pas pu tenir deux jours, si nous n'avions répliqué de la manière la plus impitoyable aux tentatives des officiers et des gardes blancs ; cela signifiait la terreur, mais elle nous était imposée par les méthodes terroristes de l'Entente. Aussitôt après avoir remporté une victoire décisive, avant la fin même de la guerre, dès la prise de Rostov, nous avons renoncé aux exécutions capitales, démontrant de la sorte que nous suivons comme nous l'avions promis notre propre programme. Nous disons que l'usage de la violence est nécessaire pour écraser les exploiteurs, écraser les propriétaires fonciers et les capitalistes. Quand cela sera fait, nous renoncerons à toutes les mesures d'exception. Nous l'avons démontré dans les faits. Et je pense, je l'espère et j'en ai la conviction que le Comité exécutif central ratifiera à l'unanimité cette mesure du Conseil des Commissaires du Peuple et qu'il fera en sorte que les exécutions capitales deviennent impossibles en Russie. Il va de soi que toute tentative de l'Entente en vue de reprendre les procédés de guerre nous obligera à revenir à la terreur ; nous savons que nous vivons au temps des forbans, où les bonnes paroles ne paient pas ; voilà ce que nous avions en vue, et dès la fin de la lutte décisive, nous avons immédiatement aboli les mesures appliquées de façon permanente par toutes les autres puissances.

Je voudrais maintenant souligner la discussion du problème de l'Inspection ouvrière. Un rapport spécial y sera consacré, et j'aurais tort de m'y arrêter longuement. La tâche qui s'inscrit au premier plan est de faire participer les larges masses à l'administration ; cette tâche apparaît plus pressante que ne le sont celles de l'édification à grande échelle. Vous aurez des projets détaillés et, après les avoir examinés et corrigés, vous comprendrez que cette édification doit se poursuivre avec une participation plus large des vastes masses ouvrières. C'est là notre tâche capitale ; il est extrêmement difficile de l'aborder dans la désorganisation économique en cours, mais nous y allons d'un bon pas.

Une autre question encore, celle des coopératives. Nous nous sommes fixé comme objectif de grouper toute la population dans des coopératives différentes des anciennes qui, dans le meilleur des cas, ne comprenaient que les couches privilégiées.

Le socialisme serait impossible s'il n'apprenait à utiliser la technique, la culture, l'appareil fondés par la culture bourgeoise, par la culture capitaliste. Les coopératives sont un de ces appareils ; elles se développent d'autant plus que le pays se situe à un niveau supérieur de l'évolution capitaliste. Nous avons assigné à nos coopératives l'objectif d'embrasser le pays entier. Jusqu'à présent, les coopératives ne groupaient que les couches privilégiées, donnaient la préférence à ceux qui avaient les moyens de verser des parts sociales, ne permettaient pas aux masses laborieuses de bénéficier de leurs services. Nous avons définitivement rompu avec ce genre de coopératives, mais non pas de manière à réduire à néant toutes les coopératives en général ; en mars et avril 1918, nous avons fixé aux coopératives l'objectif d'embrasser toute la population. S'il y a des coopérateurs qui ont à cœur les préceptes des fondateurs du mouvement coopératif (ses anciens objectifs visent à assurer les intérêts des travailleurs), ils doivent considérer cette tâche avec sympathie. Nous avons la conviction que la sympathie de la majorité des membres des organisations coopératives nous est acquise, bien que nous ne nous fassions aucune illusion sur le fait que nous nous sommes acquis la sympathie de la majorité des chefs du mouvement coopératif qui professent des conceptions bourgeoises

et petites-bourgeoises et qui entendent par mouvement coopératif une nouvelle forme d'économie capitaliste ainsi que la fameuse liberté du commerce, celle qui pour une minorité signifie l'enrichissement et pour la majorité la ruine. La tâche étatique que nous avons fixée aux coopératives n'est pas de poursuivre ce but, mais se mettre réellement au service des masses laborieuses, afin que les coopératives embrassent toute la population. C'est une chose qu'on ne pouvait obtenir d'un seul coup. Cette tâche assignée, nous avons travaillé méthodiquement et continuerons à travailler pour la mener à bien, afin que toute la population soit groupée dans des coopératives. Nous pouvons affirmer avec certitude que d'ici quelques semaines peut-être, ou bien quelques mois à peine, toute la République soviétique se sera transformée en une seule grande coopérative des travailleurs. Après quoi, le développement des activités des travailleurs, leur participation à l'édification se poursuivront dans un cadre encore plus vaste.

Pour parachever cette tâche, nous avons décrété que toutes les formes des coopératives non seulement de consommation, mais aussi de crédit, de production, etc., seront groupées dans le Tsentrosoïouz progressivement et avec la prudence qui s'impose. Nous sommes certains qu'à cet égard nos initiatives auront l'appui du Comité exécutif central et des militants à l'échelon local qui, à la suite du groupement officiel des coopératives, grâce à leur travail d'édification économique et à la participation à ce travail de la majorité des ouvriers et des paysans, arriveront — ce que nous assignions comme une tâche capitale — à faire des coopératives notamment un facteur de première importance dans la lutte contre la bureaucratie que nous a léguée l'Etat capitaliste, dans cette lutte qui figure également dans notre programme en tant que tâche primordiale. Cette lutte, nous allons la mener dans toutes les administrations, par tous les moyens, notamment en groupant la population dans les coopératives et en faisant appel non aux cercles dirigeants bourgeois des coopératives, mais aux véritables masses laborieuses qui devront toutes réaliser, en toute indépendance, le travail d'édification des coopératives.

Je voudrais ensuite, sur le plan de l'édification intérieure, marquer les réalisations dans le domaine de l'agri-

culture. Afin de réglementer la jouissance des terres, le Commissaire du Peuple à l'Agriculture a publié, en juillet 1919, une circulaire concernant les moyens de lutte contre la fréquence des repartages des parcelles. Elle a paru le 1er julliet dans les *Izvestia du C.E.C.R.* et figure au *Recueil des lois et dispositions du Gouvernement ouvrier et paysan*. Cette circulaire est importante parce qu'elle répond aux multiples indications et déclarations des paysans qui ont signalé que les repartages fréquents faisaient obstacle, sous le régime de la petite économie, à l'élévation de la discipline du travail, de la productivité. C'est aussi l'opinion du Conseil des Commissaires du Peuple qui a chargé le Commissariat à l'Agriculture de soumettre un projet d'arrêté relatif aux modalités de repartage. Il sera examiné sous peu. De même, le Commissariat du Peuple à l'Agriculture s'assigne la tâche d'adopter une série de mesures urgentes visant à relever le cheptel vif et mort. Sur ce plan, le travail méthodique des militants locaux revêt une grande importance, et nous espérons que les membres du Comité exécutif central de Russie exerceront la pression voulue sur les autorités et les aideront à faire en sorte que les mesures du Commissariat à l'Agriculture soient appliquées dans les plus brefs délais.

J'en arrive maintenant au dernier point de notre travail d'édification, qui est au fond la question capitale : celle des armées du travail et de la mobilisation des travailleurs. Dans les brusques transitions et changements de la vie sociale, la tâche la plus dure est de saisir ce qu'il y a de particulier dans chacune de ces transitions. La façon dont les socialistes doivent lutter au sein de la société capitaliste est une chose aisée et résolue depuis longtemps. La façon de concevoir la société socialiste évoluée n'est guère difficile non plus. Ce problème aussi est résolu. Mais le moyen pratique de passer du vieux capitalisme, habituel et familier à tous, au socialisme qui n'est pas encore né, qui n'a pas de base stable, c'est là le problème le plus ardu. Au mieux, de nombreuses années seront nécessaires pour effectuer ce passage. A l'intérieur même de cette période, notre politique se fractionne en une série de transitions encore plus réduites. Toute la difficulté de la tâche qui nous est dévolue, toute la difficulté de la politique et

tout son art consistent à tenir compte des tâches particulières propres à chacune de ces transitions.

Nous venons de résoudre le problème de la guerre, dans ses lignes générales, quoique pas entièrement. Nous nous étions fixé la tâche de repousser coûte que coûte l'agression des blancs. Nous disions : tout pour la guerre. Cette politique était juste. Nous savons fort bien que cette politique se traduisait à l'arrière par des charges inouïes, le froid, la famine, la désorganisation économique ; mais le fait même que l'Armée Rouge qui, soit dit en passant, fait l'objet d'appréciations dont je vous ai donné un échantillon, a résolu ce problème dans le pays le plus arriéré, prouve qu'il existe des forces neuves dans ce pays, sinon la mise sur pied de cette armée exemplaire et la victoire remportée sur des armées plus puissantes matériellement eussent été impensables. Mais après avoir orienté tout l'appareil d'État dans cette direction et avoir su trancher ce problème particulier qui consistait à tout subordonner à la guerre, la situation exige une prompte et brusque transition. La guerre n'est pas encore terminée. Il faut rester tout aussi prêts sur le plan militaire, il faut anéantir les troupes de Dénikine, il faut montrer aux propriétaires fonciers et aux capitalistes de tous les pays qu'ils connaîtront le sort de Koltchak et Dénikine si jamais il leur prenait envie d'affronter la Russie. Aussi ne devons-nous faire aucune démarche tendant à affaiblir nos forces armées. Mais en même temps, il faut engager tout le pays sur une autre voie, refondre tout le mécanisme. On ne peut plus, il ne faut plus tout axer sur la guerre, parce que le problème de la guerre est résolu pour l'essentiel.

Une autre tâche surgit : passer de la guerre à l'édification pacifique, dans des conditions particulières au point que nous ne pouvons démobiliser l'armée, car nous devons envisager du moins l'éventualité d'une attaque de cette même Pologne ou de toute autre puissance que l'Entente continue à exciter contre nous. Cette tâche particulière qui fait que nous ne pouvons affaiblir nos forces armées, mais devons engager toute la machine du pouvoir soviétique, axée sur la guerre, dans la voie nouvelle de l'édification pacifique, cette tâche réclame une attention extrême ; c'est aussi un exemple montrant que nous ne pouvons mener

les choses à bien par des formules générales, des thèses de programme générales, des principes généraux du communisme, mais que nous devons faire état des conditions particulières dans lesquelles s'opère la transition du capitalisme au communisme, de la situation d'un pays qui avait toute son attention fixée sur la guerre, à celle d'un pays qui s'est acquis une victoire décisive sur le plan militaire et doit aborder la solution toute militaire des problèmes économiques : une solution toute militaire parce que, vous le savez tous, la situation est extrêmement grave. La fin de l'hiver apporte et a apporté aux masses laborieuses des maux infinis : la famine, le froid, le délabrement économique. Il nous faut coûte que coûte venir à bout de tout cela. Nous savons que c'est possible. L'énergie de l'Armée Rouge nous en a donné la preuve.

Puisque nous avons pu lutter jusqu'alors, cernés de toutes parts et coupés des zones les plus riches en blé et en houille, maintenant que nous sommes en possession de tout cela, que nous avons la possibilité de régler les problèmes de l'édification économique en commun avec l'Ukraine, nous pouvons nous acquitter de la tâche majeure qui consiste à collecter d'importantes quantités de blé et de vivres, les acheminer vers les centres d'industrie afin de commencer l'édification industrielle. Nous devons concentrer toutes nos forces sur cette tâche. Il est inadmissible de nous en écarter au profit de toute autre tâche pratique quelle qu'elle soit ; il faut résoudre le problème par des moyens militaires sans la moindre pitié, en négligeant totalement tous les autres intérêts. Nous savons que de nombreux intérêts et revendications des plus légitimes subiront un préjudice, mais si nous n'avions pas accepté ce préjudice, nous n'aurions pas gagné la guerre. Il faut maintenant effectuer un rapide, un brusque virage pour établir la base de notre édification économique pacifique. Cette base doit être la constitution d'importants stocks de vivres et leur transport dans la zone centrale ; la tâche des transports est d'acheminer les matières premières et les vivres. Si nous avons collecté 30 millions de pouds de blé d'août 1917 à août 1918, 110 millions pour la seconde année et maintenant 90 millions en 5 mois, grâce à notre Commissariat au Ravitaillement, par des moyens socialistes et non capitalistes, à des prix fermes, par

prélèvements parmi les paysans, et non par la vente au marché libre, c'est donc que nous avons trouvé notre voie. Nous sommes certains qu'elle est bonne et nous permettra d'atteindre des résultats qui nous assureront une prodigieuse édification économique.

Toutes les forces doivent être consacrées à cette tâche ; toutes les forces militaires qui ont fait leurs preuves dans l'édification militaire doivent être lancées dans cette nouvelle voie. Telle est la situation particulière, telle est la transition particulière qui ont donné naissance à l'idée des armées du travail, suscité la loi portant création de la première armée du travail de l'Oural et de celle de l'Ukraine ; puis la loi versant les forces de l'armée de réserve dans les armées du travail ; ensuite l'arrêté du pouvoir soviétique sur les comités pour le service du travail [70]. Toutes ces lois vous seront exposées par un membre du Comité exécutif central de Russie dans un rapport précis et détaillé. Je ne puis, bien entendu, m'engager dans ce domaine, parce que seul un rapport spécial pourra vous éclairer de façon suffisamment nette sur ce point. Je ne fais qu'en souligner l'importance dans notre politique générale, l'importance de cette transition qui nous impose ces tâches particulières : susciter une tension toute militaire des forces, les organiser pour collecter d'importants stocks de vivres et les acheminer dans les centres de l'édification industrielle. Il faut pour cela fonder coûte que coûte des armées du travail, s'organiser selon la forme militaire, comprimer maintes institutions, les limiter, voire même les fermer pour venir à bout, coûte que coûte, au cours des mois prochains, de la désorganisation des transports, se tirer de cette situation désespérée à un moment où la fin de l'hiver apporte tant de froid, de famine et de dénuement. Il faut se tirer de là. Nous le pouvons. Et lorsque le Comité exécutif central de Russie aura confirmé toutes les mesures relatives au service du travail et aux armées du travail, quand il aura fait pénétrer plus avant cette idée au sein des larges masses de la population et exigé de tous les militants locaux sa mise en pratique, nous avons la certitude absolue que nous viendrons à bout de cette dure tâche, sans affaiblir le moins du monde notre préparation militaire.

Sans affaiblir notre préparation militaire, nous devons

à tout prix engager la République soviétique sur la voie nouvelle de l'édification économique. Cette tâche doit être menée à bien au cours des prochaines semaines ou peut-être des prochains mois. Chaque organisation du parti ou des Soviets doit tendre toutes ses forces pour mettre fin à la désorganisation des transports, accroître les stocks de blé.

Alors et seulement alors, nous disposerons d'une base, d'un fondement solide pour une large édification industrielle, pour l'électrification de la Russie. Et pour montrer à la population, en particulier à la paysannerie, que nous avons en la matière de vastes plans non empruntés au domaine de la fantaisie, mais étayés par la technique, préparés par la science, nous devons à cette fin faire adopter (et j'espère que le Comité exécutif central l'approuvera) une résolution proposant au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale de Russie et au Commissariat à l'Agriculture de mettre au point d'un commun accord un projet d'électrification de la Russie.

Grâce au concours des Editions d'Etat et aux efforts des ouvriers de l'imprimerie ex-Kouchnérev, actuellement imprimerie d'Etat n° 17, j'ai pu obtenir en de très brefs délais la publication de la brochure de Krjijanovski intitulée : *Les tâches fondamentales de l'électrification de la Russie.* Demain elle sera distribuée à tous les membres du Comité exécutif central. Cette brochure du camarade Krjijanovski, qui collabore à la sous-section de l'électrotechnique du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale de Russie, fait le point des réalisations acquises et pose des problèmes dont la propagande — non point leur application pratique, mais bien la propagande — constituera une des tâches les plus importantes à l'heure actuelle.

J'espère que le Comité exécutif central adoptera la résolution qui, au nom du Comité exécutif central, charge le Conseil Supérieur de l'Economie et le Commissariat du Peuple à l'Agriculture de mettre au point au cours de quelques mois — nos tâches pratiques seront autres à ce moment —, de mettre au point, avec le concours des savants et des techniciens, un plan vaste et complet d'électrification de la Russie. L'auteur de la brochure a eu parfaitement raison de choisir pour épigraphe cette maxime : « Le siècle de la vapeur est celui de la bourgeoisie ; le siècle

de l'électricité est celui du socialisme. » Nous devons avoir une base technique nouvelle pour l'édification économique nouvelle. Cette base technique nouvelle, c'est l'électricité. Nous devrons tout construire sur cette base. Cela demandera de longues années. Nous ne craindrons pas d'y consacrer 10 ou 20 ans de travail, mais nous devons montrer à la paysannerie qu'à la place de l'ancienne division de l'industrie et de l'agriculture, cette contradiction la plus profonde qui nourrissait le capitalisme, semait la discorde entre les ouvriers de l'industrie et ceux de l'agriculture, nous nous fixons pour tâche de restituer à la paysannerie ce qu'elle nous a prêté sous forme de blé, car nous savons bien que le papier-monnaie n'est évidemment pas la contrepartie du blé. Nous devons rembourser cet emprunt en organisant l'industrie qui fournira ses produits aux paysans. Nous devons leur montrer que l'organisation de l'industrie sur la base supérieure moderne, sur la base de l'électrification qui liera villes et campagnes, mettra fin à la discorde entre la ville et la campagne, permettra d'élever le niveau culturel des campagnes, de vaincre même dans les coins les plus reculés le retard, l'ignorance, la misère, les maladies et la barbarie. Dès que nous nous serons acquittés de notre tâche immédiate, essentielle, nous aborderons cette autre tâche. Pour cela, nous ne nous écarterons pas un seul instant de notre tâche pratique essentielle.

Dans les mois prochains, nous consacrerons toutes nos forces au transport des vivres et à l'extension de la base alimentaire. Il ne faudra pas s'écarter le moins du monde de ce travail. Mais parallèlement, que les spécialistes de la science et de la technique dressent pour de nombreuses années un plan d'électrification de toute la Russie. Que le lien que nous avons réalisé avec le monde extérieur, avec l'Europe capitaliste, la fenêtre que nous avons ouverte en concluant la paix avec l'Estonie nous serve à recevoir sur-le-champ l'assistance technique indispensable. Une fois réglés les problèmes essentiels des transports et du ravitaillement dans les mois prochains, ceux du service du travail sur lesquels nous concentrerons toutes nos forces, sans nous en écarter dans un proche avenir, une fois ces problèmes réglés, nous montrerons que nous savons passer aux tâches d'édification pour de longues années, assigner

à toute la Russie une base technique supérieure qui abolira l'antagonisme entre villes et campagnes et permettra de combler entièrement et résolument le retard, le morcellement, la dispersion, l'ignorance de la campagne, cause majeure de toute la routine somnolente, de tout le retaid, de toute l'oppression existant jusqu'à ce jour. Et dans ce domaine, dans le domaine de cette victoire pacifique, sur le front non sanglant de la réorganisation industrielle, si nous mettons en jeu toutes nos habitudes militaires, toute l'énergie, toute la cohésion de nos forces, nous remporterons dans ce domaine des victoires encore plus décisives, encore plus grandes que celles remportées sur le terrain militaire. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Brefs comptes rendus publiés le 3 février 1920 dans les journaux la « Pravda » n° 23 et les « Izvestia du C.E.C.R. » n° 23. Publié in extenso pour la première fois

Conforme au compte rendu sténographique

PROJET (OU THÈSES) DE LA RÉPONSE DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE A LA LETTRE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE INDÉPENDANT D'ALLEMAGNE[71]

Les indépendants (allemands) nous ayant enfin proposé *officiellement* l'ouverture de pourparlers, nous devons maintenant leur répondre, en tant que parti, en toute franchise, sans la « diplomatie » obligatoire dans une certaine mesure pour l'Internationale Communiste.

Notre réponse doit être conçue de façon à faire comprendre la question aux masses ouvrières qui sympathisent avec la dictature du prolétariat et le système des Soviets, aux ouvriers que *trompent* (consciemment et inconsciemment, c'est-à-dire des gens qui se trompent eux-mêmes) non seulement en Allemagne, mais encore en France, en Angleterre et ailleurs, des chefs qui ne souscrivent que verbalement aux mots d'ordre populaires parmi les ouvriers (dictature du prolétariat et pouvoir des Soviets) et poursuivent comme par le passé le travail, la propagande, l'agitation, etc., non pas dans le sens de ces mots d'ordre, mais dans un sens opposé.

Voici, sous forme de thèses, un projet de réponse (du Parti communiste de Russie au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) :

(l'ordre des points devra *aussi* être revu)

1. La dictature du prolétariat, c'est l'aptitude, la disposition, la décision de rallier (à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat) par des mesures révolutionnaires, par l'expropriation des exploiteurs, la totalité des travailleurs et des exploités.

Ce qui n'existe pas dans la propagande quotidienne

des indépendants allemands (dans la *Freiheit* *, par exemple). Non plus chez les longuettistes.

2. Une propagande de cette nature s'impose particulièrement parmi les prolétaires et semi-prolétaires ruraux, et aussi parmi les petits paysans (n'employant pas de main-d'œuvre salariée même pendant la moisson, etc., paysans ne vendant pas ou vendant peu de blé). Il importe d'expliquer quotidiennement de la façon la plus simple, la plus accessible et la plus concrète à ces couches de la population que le prolétariat, une fois au pouvoir, *améliorera* immédiatement leur sort *aux dépens des grands propriétaires fonciers expropriés*. Il les affranchira du joug des grands agrariens, donnera à l'ensemble des paysans les grands domaines, les libérera des dettes, et ainsi de suite. Ceci s'applique également aux masses laborieuses non prolétariennes des villes ou incomplètement prolétariennes.

Les indépendants allemands (et les longuettistes) ne se livrent pas à cette propagande.

3. Le système des Soviets, c'est la destruction du mensonge bourgeois qui appelle « liberté de la presse », la liberté de soudoyer la presse, la liberté pour les riches, pour les capitalistes, d'acheter les journaux, la liberté pour les capitalistes de se rendre acquéreurs de centaines de journaux et de truquer ainsi la soi-disant « opinion publique ».

Les indépendants allemands (et ce que nous en disons s'applique *toujours* aux longuettistes, aux indépendants anglais et tutti quanti) n'ont pas conscience de cette vérité, ne s'en inspirent pas, ne préconisent pas dans leur propagande quotidienne la suppression révolutionnaire de cet asservissement de la presse par le capital que la démocratie bourgeoise appelle mensongèrement « liberté de la presse ».

Les indépendants qui ne font pas cette propagande ne reconnaissent le pouvoir soviétique que du bout des lèvres (Lippenbekenntniss) et restent en fait complètement sous l'emprise du préjugé de la démocratie bourgeoise.

Faute de la comprendre eux-mêmes, ils ne savent pas expliquer l'*essentiel* : la nécessité d'exproprier les patrons des imprimeries, des dépôts, des stocks de papier.

* La Liberté. (*N. R.*)

4. Ceci est aussi valable pour la liberté de réunion (qui est un mensonge, aussi longtemps que les riches disposent des meilleurs édifices ou achètent les édifices publics), l'« armement du *peuple* », la liberté de conscience (=la liberté pour le capital d'acheter et de soudoyer les organisations ecclésiastiques afin d'intoxiquer les masses avec l'opium de la religion) et toutes les autres libertés de la démocratie bourgeoise.

5. La dictature du prolétariat, c'est le renversement de la bourgeoisie par *une* classe, par le prolétariat, et plus précisément par son avant-garde révolutionnaire. Exiger de cette avant-garde la conquête *préalable de la majorité du peuple* au moyen d'élections aux Parlements bourgeois, aux Constituantes bourgeoises, etc., c'est-à-dire au moyen du vote *sous le régime de l'esclavage salarié*, en présence des exploiteurs et sous leur domination, sous le régime de la propriété privée des moyens de production, exiger ou supposer cette conquête, c'est, en réalité, abandonner complètement le point de vue de la dictature du prolétariat pour adopter en fait celui de la démocratie bourgeoise.

C'est ce que font précisément les indépendants allemands et les longuettistes français. En ressassant les phrases des démocrates petits-bourgeois sur la majorité du « peuple » (trompé par la bourgeoisie et opprimé par le capital), ces partis se rangent objectivement du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat.

6. La dictature du prolétariat suppose et signifie la claire conscience de cette vérité : le prolétariat, en vertu de sa situation objective, économique dans toute société capitaliste, exprime *avec justesse* les intérêts de la masse *entière* des travailleurs et des exploités, de tous les semi-prolétaires (c'est-à-dire ceux qui vivent partiellement de la vente de leur force de travail), de tous les petits paysans, etc.

Ces couches de la population suivent les partis bourgeois et petits-bourgeois (y compris les partis « socialistes » de la IIe Internationale), non pas en vertu de la libre manifestation de leur volonté (comme le pense la démocratie petite-bourgeoise), mais parce qu'elles sont franchement trompées par la bourgeoisie, parce que le capital les opprime, parce que les leaders petits-bourgeois se leurrent eux-mêmes.

Le prolétariat ne ralliera ces couches de la population (semi-prolétaires et petits paysans), ne pourra les rallier qu'*après* avoir vaincu, après avoir conquis le pouvoir d'Etat, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie, affranchi par là même *tous* les travailleurs du joug du capital et *montré* dans la pratique les bienfaits dispensés par le pouvoir prolétarien (les bienfaits de l'affranchissement du joug des exploiteurs).

Les indépendants allemands et les longuettistes français ne comprennent pas cette idée, base et essence même de l'idée de dictature du prolétariat ; ils ne s'appliquent pas à l'inculquer aux masses, ne l'exposent pas dans leur propagande de tous les jours.

7. La dictature du prolétariat implique la nécessité de réprimer par la force la résistance des exploiteurs ; c'est d'être disposé, apte, résolu à le faire. La bourgeoisie, si républicaine et démocratique soit-elle (exemple, en Allemagne, Suisse, Amérique), recourt systématiquement aux pogromes, aux lynchages, à l'assassinat, à la force des armes, à la terreur contre les communistes et d'ailleurs contre toute action révolutionnaire du prolétariat ; répudier dans ces conditions la violence, la terreur, c'est se transformer en petit bourgeois pleurnichard, répandre les illusions réactionnaires de la petite bourgeoisie sur la paix sociale, c'est, pour parler concrètement, trembler devant les officiers bretteurs.

La plus réactionnaire et la plus criminelle des guerres impérialistes, la guerre de 1914-1918, a, en effet, formé dans tous les pays et poussé sur l'avant-scène politique, dans toutes les républiques, même les plus démocratiques, des dizaines et des dizaines de milliers d'officiers réactionnaires qui préparent et pratiquent la terreur au profit de la bourgeoisie, au profit du capital contre le prolétariat.

C'est pourquoi l'attitude à l'égard de la terreur que les indépendants allemands et longuettistes français adoptent dans leurs discours parlementaires, leurs articles de presse, leur agitation et leur propagande, revient en fait à renier absolument l'essence de la dictature du prolétariat, à passer en fait à la démocratie petite-bourgeoise, à *pervertir* la conscience révolutionnaire des ouvriers.

8. Ceci vaut également pour la guerre civile. Après la guerre impérialiste, face aux généraux et officiers réactionnaires qui usent de la terreur contre le prolétariat, face au fait que de *nouvelles* guerres impérialistes *sont préparées dès à présent* par la politique actuelle de *t o u s* les Etats bourgeois — non seulement préparées à bon escient, mais découlent aussi inéluctablement, en toute objectivité, de toute la politique de ces Etats — déplorer, dans de telles circonstances, dans une telle conjoncture, la guerre civile contre les exploiteurs, la condamner, la redouter, c'est en réalité se faire réactionnaire.

C'est craindre la victoire des ouvriers, qui peut coûter des dizaines de milliers de victimes, et permettre à coup sûr un nouveau massacre impérialiste qui causera demain, comme il a causé hier, des millions de victimes.

C'est *encourager* en fait les velléités de réaction et de coercition, les desseins et les préparatifs des généraux et des officiers bourgeois.

L'attitude doucereuse, petite-bourgeoise et sentimentale des indépendants allemands et des longuettistes français a précisément, en fait, ce caractère réactionnaire dans la question de la guerre civile. Ils ferment les yeux sur les menées de la garde blanche, sur sa préparation et sa création par la bourgeoisie, et se détournent hypocritement (ou lâchement), en pharisiens, du travail de formation d'une garde rouge, d'une armée rouge des prolétaires, capable de réprimer la résistance des exploiteurs.

9. La dictature du prolétariat et le pouvoir soviétique, c'est la claire conscience qu'il faut *briser*, démolir de fond en comble l'appareil d'Etat bourgeois (fût-il démocratique et républicain), les tribunaux, la bureaucratie civile et militaire, etc.

Les indépendants allemands et les longuettistes français ne montrent pas qu'ils ont conscience de cette vérité, ni qu'ils se livrent à une propagande quotidienne en sa faveur. Pis encore : leur propagande *tout entière* est animée d'un esprit *opposé*.

10. Toute révolution (à la différence des réformes) signifie elle-même une crise et une crise très grave, à la fois politique et économique. Ceci indépendamment de la crise ouverte par la guerre.

Le parti révolutionnaire du prolétariat a pour tâche d'éclairer les ouvriers et les paysans sur la nécessité d'affronter courageusement cette crise et de trouver dans les mesures révolutionnaires la *source des forces* permettant de la surmonter. Ce n'est qu'en surmontant les plus grandes crises à l'aide de l'enthousiasme révolutionnaire, de l'énergie révolutionnaire, de la volonté révolutionnaire de faire face aux plus durs sacrifices que le prolétariat pourra vaincre les exploiteurs et débarrasser à jamais l'humanité des guerres, de l'oppression capitaliste, de l'esclavage salarié.

Il n'est point d'autre issue, car l'attitude réformiste à l'égard du capitalisme a engendré hier (et engendrera inévitablement demain) le massacre impérialiste de millions d'hommes et toute sorte de crises sans fin.

Cette idée fondamentale, sans laquelle la dictature du prolétariat n'est qu'une phrase vide de sens, n'est pas comprise des indépendants et des longuettistes, qui dans la propagande et l'agitation, ne l'énoncent pas ni ne la font comprendre aux masses.

11. Les indépendants et les longuettistes n'approfondissent ni ne développent dans les masses le sentiment de la pourriture et du caractère funeste du réformisme qui prévalut en réalité dans la IIe Internationale (1889-1914) et la conduisit à sa perte ; ils obscurcissent au contraire la conscience de ce fait et estompent le mal au lieu de le révéler et de le dénoncer.

12. En abandonnant la IIe Internationale et en la condamnant verbalement (comme dans la brochure de Crispien), les indépendants tendent en fait la main à Friedrich Adler, membre du parti autrichien des sieurs Noske et Scheidemann.

Les indépendants tolèrent parmi eux des hommes de lettres qui répudient complètement les conceptions fondamentales de la dictature du prolétariat.

Ce désaccord entre la parole et l'action caractérise toute la politique des *chefs* des partis des indépendants en Allemagne et des longuettistes en France. Malgré les sympathies révolutionnaires des *masses* ouvrières qui aspirent au système soviétique, ce sont les chefs qui partagent les préjugés de la démocratie petite-bourgeoise et de l'aristocratie prolétarienne corrompues par le réformisme.

13. Les indépendants et les longuettistes ne comprennent ni n'expliquent aux masses que les surprofits impérialistes des pays avancés ont permis à ces pays (et leur permettent encore) de *corrompre* l'aristocratie prolétarienne, de lui jeter les miettes du surprofit (tiré des colonies et de l'exploitation financière des pays faibles), de créer une couche privilégiée d'ouvriers spécialisés, etc.

Sans démasquer ce mal, sans lutter non seulement contre la bureaucratie trade-unioniste, mais encore contre toutes les manifestations du corporatisme petit-bourgeois, de l'aristocratie ouvrière, des privilèges de la couche supérieure de la classe ouvrière, sans chasser impitoyablement du parti révolutionnaire les tenants de cette mentalité, sans faire appel à la *base*, à des *masses* toujours plus larges, à la véritable *majorité* des exploités, il ne saurait être question de dictature du prolétariat.

14. Le refus ou l'incapacité de rompre avec l'aristocratie ouvrière contaminée par l'impérialisme se manifestent encore chez les indépendants et les longuettistes du fait qu'ils ne préconisent pas dans leur propagande le soutien direct et sans réserve de *tous* les soulèvements et mouvements révolutionnaires des peuples *coloniaux*.

La condamnation de la politique coloniale et de l'impérialisme n'est dès lors qu'hypocrisie ou vaine lamentation de petits bourgeois obtus.

15. Les indépendants et les longuettistes ne font pas de propagande dans l'armée (entrer dans l'armée *afin* de la préparer à rejoindre les ouvriers *contre* la bourgeoisie). Ils ne créent pas d'organisations à cette fin.

Ils ne réagissent pas contre les violences de la bourgeoisie, contre ses innombrables atteintes à la « légalité » (pendant et *depuis* la guerre impérialiste) par une propagande systématique en faveur des *organisations illégales* et par la *création* de telles organisations.

Ni en Allemagne, ni en Suisse, ni en Angleterre, ni en France, ni en Amérique, il ne saurait être question d'un parti révolutionnaire authentique du prolétariat sans lier l'activité légale à l'activité illégale, les organisations légales aux organisations illégales.

16. Toute la propagande, toute l'agitation, toute l'organisation des indépendants et des longuettistes ont plutôt

un caractère démocratique petit-bourgeois que prolétarien et révolutionnaire ; elles sont pacifistes et non social-révolutionnaires.

La « reconnaissance » de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique par ces partis reste dès lors purement verbale.

Conclusion : dans cette situation, le P.C.R. estime que la seule attitude juste est de ne pas s'unir aux indépendants et aux longuettistes au sein d'une même Internationale et *d'attendre* que les masses révolutionnaires des ouvriers français et allemands aient *corrigé* la faiblesse, les erreurs, les préjugés, l'esprit d'inconséquence de partis tels que ceux des indépendants et des longuettistes.

De l'avis du P.C.R., il n'y a pas place pour ces partis dans l'Internationale Communiste.

Le P.C.R. ne se refuse cependant pas à *conférer* avec tous les partis désireux de s'entretenir avec lui et de connaître son opinion.

Publié en mars 1920 *Conforme au manuscrit*

DISCOURS A LA CONFÉRENCE DES CHEMINOTS DU RÉSEAU FERROVIAIRE DE MOSCOU 5 FÉVRIER 1920

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Lénine accueilli par une tempête d'applaudissements a prononcé un grand discours.

Dans la situation internationale, a dit le camarade Lénine, le fait le plus marquant est la paix conclue avec l'Estonie. Cette paix est une fenêtre ouverte sur l'Europe. Elle nous ouvre la possibilité d'engager des échanges commerciaux avec les pays d'Occident. Nos adversaires affirmaient que la révolution en Occident était loin et que sans elle nous ne tiendrions pas. Non seulement nous avons tenu, mais encore nous avons vaincu.

Vaincu sans recevoir la moindre munition de nulle part, simplement parce que les ouvriers et les soldats rouges savaient pourquoi ils combattaient.

Si les petits peuples qui sont des jouets entre les mains de l'Entente commencent à pencher pour la paix avec la Russie soviétique, c'est parce que nous avons démontré dans les faits comment les impérialistes les ont trompés et avec quelle cordialité le prolétariat russe leur tend la main pour leur offrir la paix. La Pologne suit l'Estonie. Nous avons reçu la nouvelle que la Pologne va examiner l'offre de paix de la Russie soviétique. Cette victoire sans effusion de sang a une portée immense.

En abordant la situation intérieure, Lénine indique que cette situation se réduit à la lutte contre la débâcle des transports. Actuellement, les transports ferroviaires tiennent à un fil. L'arrêt des trains causera la perte des centres

prolétariens. Les masses ouvrières doivent faire des efforts héroïques pour maintenir les transports et faciliter la lutte contre la famine et le froid. Si, pendant la guerre civile qui a fait tant de victimes, les actes d'héroïsme inouïs qui ont assuré la victoire de notre cause ont été possibles, ces actes d'héroïsme et ces sacrifices sont encore indispensables maintenant que la guerre se déroule sur un autre front, celui de l'industrie. Maintenant des victoires sur ce front pacifique sont indispensables.

Il importe de comprendre qu'ici de même il faut des sacrifices. Il faut relever l'industrie au prix de ces sacrifices. « La mort ou la victoire » doit être le mot d'ordre du front industriel. Il importe que les ouvriers prennent conscience de la nécessité de mener la lutte la plus intense pour vaincre sur ce front. La lutte sera très dure et ce sont des ouvriers fatigués, affamés, qui devront la livrer ; mais s'ils se rendent compte que le sort de la classe ouvrière dépend de l'issue de cette lutte, ils s'en acquitteront à leur avantage.

Le Conseil de la Défense examine en ce moment le problème des transports. Mais les ouvriers doivent eux-mêmes s'unir pour combattre la désorganisation des transports et la spéculation qui favorise cette désorganisation. Ceux qui ne livrent pas les excédents de blé à l'Etat et font des chemins de fer un instrument de spéculation, ceux-là sont contre nous et les ouvriers conscients doivent faire bloc pour les combattre.

Nous avons conduit l'Armée Rouge à la victoire non seulement au moyen de la propagande, mais aussi par une discipline rigoureuse, une discipline de fer. Il est indispensable d'instituer sur tous les fronts du travail ce qui a été organisé dans l'Armée Rouge. Il faut reporter toute l'expérience acquise lors de la création de l'Armée Rouge dans la sphère de l'armée des travailleurs des chemins de fer pour la porter au même niveau que l'Armée Rouge. Sans sacrifices, sans une discipline de fer, sans l'utilisation des spécialistes, l'Armée Rouge n'aurait pas vaincu ; de même, sans cela, l'armée des chemins de fer ne vaincra pas. (Applaudissements.)

« Pétrogradskaïa Pravda » n° 28, 7 février 1920 — *Conforme au texte du journal*

A LA GUERRE COMME A LA GUERRE

Les propriétaires fonciers et les capitalistes renversés par les ouvriers et les paysans de Russie nous ont, avec l'aide des capitalistes du monde entier, imposé deux années de guerre civile.

Cette guerre nous l'achevons victorieusement.

Nous avons déjà conquis une première paix, qui a montré la supériorité de notre politique internationale sur la politique des capitalistes coalisés de tous les pays. Ces capitalistes se sont opposés de toutes leurs forces à la conclusion de la paix avec l'Estonie. Nous les avons vaincus. Nous avons fait la paix avec l'Estonie ; cette première paix sera suivie d'autres qui nous offriront la possibilité de procéder aux échanges commerciaux avec l'Europe et l'Amérique.

Nous terminons victorieusement la guerre sanglante que les exploiteurs nous ont imposée. En deux années, nous avons appris à vaincre et nous avons vaincu.

C'est à présent le tour d'une guerre sans effusion de sang.

En avant pour vaincre sur le front où le sang ne coule pas, vaincre la faim et le froid, le typhus et la ruine, l'ignorance et le délabrement !

Les dévastations provoquées par quatre années de guerre impérialiste et deux années de guerre civile nous imposent cette guerre sans effusion de sang. Pour triompher du besoin et de la misère, de la famine et des calamités provoqués par ces guerres, il faut bien se rappeler, assimiler de la façon la meilleure et appliquer à tout prix et partout le précepte :

« A la guerre comme à la guerre. »

Les ouvriers et les paysans ont su fonder l'Armée Rouge sans les propriétaires fonciers et les capitalistes, contre les propriétaires fonciers et les capitalistes ; ils ont su triompher des exploiteurs.

Les ouvriers et les paysans sauront fonder des armées rouges du travail pacifique, ils sauront conquérir un bonheur nouveau en relevant l'agriculture et l'industrie.

La première mesure fondamentale dans ce but, c'est le *rétablissement* immédiat, à tout prix des *transports*, à réaliser avec une énergie révolutionnaire, une cohésion, une promptitude, une abnégation et une décision toutes militaires.

Tous à l'ouvrage, camarades !

Montrons que, dans le domaine du travail pacifique, nous saurons accomplir des prodiges d'héroïsme et remporter des victoires plus grandes encore que dans la guerre contre les exploiteurs !

7 février 1920.

« Pravda » n° 28, 8 février 1920. *Conforme au texte du journal*
Signé : N. Lénine

DISCOURS PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE DES TRAVAILLEURS SANS-PARTI DU QUARTIER DE BLAGOUCHA-LEFORTOVO 9 FÉVRIER 1920

COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine aborde dans son discours deux questions brûlantes de l'actualité soviétique : la situation internationale et le front du travail.

— Les succès de notre Armée Rouge, dit le camarade Lénine, ont affermi la situation de la Russie soviétique et nous ont donné une première victoire sur les impérialistes de l'Entente. A quoi est due cette victoire ? Il est clair qu'elle n'est pas due aux seuls succès du front, mais aussi au fait que nous avons su gagner la sympathie des soldats des pays qui nous faisaient la guerre. En débarquant chez nous, les Alliés ont eux-mêmes démoralisé leur armée, et ils ont dû rembarquer promptement. Leurs soldats ont refusé de marcher contre nous. Les seuls mots de « pouvoir soviétique », c'est-à-dire le pouvoir des travailleurs, remplit d'aise les cœurs des prolétaires du monde entier.

Au moyen de l'agitation et de la propagande, nous avons ravi à l'Entente ses propres troupes. Ce n'est pas avec nos seuls soldats que nous avons vaincu les impérialistes, c'est aussi grâce à la sympathie de leurs propres soldats pour nous. D'autre part, nous avons démontré par des actes, et non par des paroles, que nous poursuivions une politique de paix à l'égard des petits Etats voisins. L'Angleterre nous menaçait, par la bouche de Churchill, d'une campagne de 14 Etats, mais cette campagne a échoué, parce

que tout en remportant des victoires nous ne cessions de renouveler nos propositions de paix. Nous avons proposé la paix à l'Estonie sans tenir compte d'aucune frontière, en considérant seulement que nous ne voulions pas verser le sang des ouvriers et des paysans pour des frontières quelles qu'elles fussent.

La levée du blocus s'explique exclusivement par la sympathie que le pouvoir des Soviets inspire aux ouvriers des pays ennemis. En Italie, les choses en sont venues à un point tel que le congrès des partis socialistes a adopté à l'unanimité une résolution exigeant la levée du blocus et la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique. Les gouvernements bourgeois des petits Etats, quoiqu'ils n'aiment pas les bolchéviks, se sont convaincus que ceux-ci désirent entretenir avec eux des relations de bon voisinage, tandis que ceux qui sont avec le général Dénikine ou avec tout autre général déchireraient dès le lendemain de leur victoire tous les chiffons de papier consacrant l'indépendance des petites nations. Nous avons fait la paix sans le moindre canon ou mitrailleuse, sans coup férir, et nous avons marqué le début d'une conclusion de la paix avec tous les pays qui nous font la guerre. Nous avons montré, dans les faits, que tous les gouvernements doivent mettre bas les armes devant la politique de paix du pouvoir des Soviets.

Nous avons déjà ouvert une fenêtre sur l'Europe, nous nous efforcerons de l'utiliser amplement. On cherche à lancer la Pologne contre nous, mais ces tentatives échoueront et le moment est proche où nous conclurons la paix avec tous les pays, bien qu'ils disent qu'ils ne nous reconnaissent pas. Ils craignent comme le feu que la contagion bolchévique se propage chez eux ; mais c'est en vain qu'ils se sont entourés d'une muraille de Chine, la contagion bolchévique existe déjà dans chacun de ces pays ; elle est déjà au-dedans d'eux-mêmes. Ce sont les soldats anglais et français qui ont rapporté la contagion chez eux, à leur retour de la Russie soviétique dont ils ont respiré l'air. Nous avons ainsi remporté deux victoires. Nous avons battu sur tous les fronts les bandes blanches, nous conquérons la paix à l'échelle internationale, pas à coups de canon, mais grâce aux sympathies que nous avons su in-

spirer non seulement aux ouvriers, mais même aux gouvernements bourgeois des petites nations.

Le camarade Lénine parle ensuite brièvement du front du travail.

— Camarades, dit-il, le printemps est proche après un hiver terriblement difficile, pendant lequel nous avons souffert de la faim, du froid, du typhus et du délabrement des chemins de fer. Nous devons vaincre sur ce front aussi. Puisque nous avons su, pendant la guerre, consentir tous les sacrifices, donner nos meilleures forces — les ouvriers d'avant-garde, les communistes, les élèves des écoles militaires se faisaient tuer au premier rang, et leur courage remontait le moral de toute l'armée —, nous disons à présent que nous devons tenir le front de la ruine économique ; comme à la guerre, les communistes, les ouvriers d'avant-garde les plus consciencieux, les plus honnêtes, les meilleurs, les plus fermes, en avant ! Il faut lutter, il faut mener la bataille pour chaque train, pour chaque locomotive. C'est à quoi je convie la conférence des travailleurs sans-parti.

Camarades, j'ai encore quelques mots à dire, avant de terminer mon rapport, au sujet des mesures adoptées par la dernière session du Comité exécutif central de Russie. Elle a adopté une série de mesures qui seront publiées sous peu dans les journaux, qu'il faut lire et commenter dans toutes les réunions ouvrières, les clubs, les fabriques, les usines, les unités de l'Armée Rouge. Un arrêté important du Comité exécutif, auquel il faut, à mon avis, porter l'attention la plus sérieuse, concerne la lutte contre la bureaucratie dans nos administrations. Une de ces mesures, c'est l'arrêté du Comite exécutif central portant transformation de notre service de Contrôle de l'Etat en un service de Contrôle ouvrier et paysan ou d'Inspection ouvrière [72]. Il faut, sans licencier les anciens fonctionnaires, de même que nous n'avons pas chassé de l'armée les anciens spécialistes, auxquels nous avons adjoint des commissaires ouvriers, adjoindre à ces spécialistes bourgeois des groupes d'ouvriers qui se mettront au courant du travail, feront leur apprentissage et prendront par la suite les affaires en main. Les ouvriers doivent entrer dans toutes les administrations de l'Etat, contrôler tout l'appareil étatique, et ce doit être là l'œuvre des ouvriers sans-parti. Ils éliront leurs

représentants dans les conférences ouvrières et paysannes sans-parti. Vous devez venir seconder les communistes exténués par des charges accablantes. Nous devons verser dans ce service le maximum d'ouvriers et de paysans. Nous nous y appliquerons, nous y parviendrons et nous finirons ainsi par chasser la bureaucratie de nos institutions. Il est indispensable que les grandes masses de sans-parti contrôlent toutes les affaires de l'Etat et apprennent à administrer elles-mêmes.

« Pravda » n° 32,
13 février 1920

Conforme au texte du journal

NOTES D'UN PUBLICISTE

I

Le citoyen Jean Longuet m'a fait parvenir une lettre qui contient essentiellement les mêmes griefs que ceux de son article : « Comment on trompe les Russes » (*Populaire* [73] du 10.I.1920). Ce numéro de son journal, Longuet me l'a adressé en même temps que le manifeste du « Comité pour la reconstruction de l'Internationale » [74]. Ce tract renferme deux projets de résolutions destinés au prochain congrès du Parti socialiste français qui aura lieu à Strasbourg. Il est signé, au nom du « Comité pour la reconstruction de l'Internationale », par 24 personnes : Amédée Dunois, la citoyenne Fanny Clar, Caussy, Delépine, Paul Faure, L.-O. Frossard, Eugène Frot, Gourdeaux, la citoyenne Leyciagna, Le Troquer, Paul Louis, Jean Longuet, Maurice Maurin, Mayéras, Mouret, Mauranges, Palicot, Pécher, la citoyenne Marianne Rauze, Daniel Renoult, Servantier, Sixte-Quenin, Tommasi, Verfeuil.

Il me paraît superflu de répondre aux griefs et aux attaques de Jean Longuet : l'article de F. Loriot, paru dans *la Vie Ouvrière* [75] du 16 janvier 1920 sous le titre : « *Tout doux, Longuet !* » * et celui de Trotski, dans le n° 7-8 de l'*Internationale communiste* [76], intitulé « Jean Longuet », constituent des réponses suffisantes. Il reste bien peu de choses à y ajouter ; il conviendrait peut-être de réunir toutes les pièces relatives à l'histoire de l'échec de la grève du 21 juillet 1919. Mais, de Moscou, je suis hors d'état de le faire. Il m'a seulement été donné de voir dans un journal communiste autrichien un extrait de l'*Avanti!* [77] où se trouve divulgué le misérable rôle joué dans cette affaire par un des plus ignobles social-traîtres (ou anarcho-traîtres ?), l'ex-braillard syndicaliste et antiparlementaire

* En français dans le texte. (*N. R.*)

Jouhaux. Pourquoi donc Longuet ne chargerait-il pas quelqu'un de ce travail, si facile à réaliser à Paris, et qui consisterait à réunir tous les documents, toutes les notes et tous les articles des journaux communistes européens, toutes les interviews avec tous les chefs et personnages intéressés se rapportant spécialement à l'échec de la grève du 21 juillet 1919 ? Nous serions enchantés de publier cet ouvrage. Par « éducation socialiste », terme que les « centristes » de tout l'univers (les indépendants en Allemagne, les longuettistes en France, l'I.L.P. * en Angleterre, etc.) emploient si fréquemment et si volontiers, il convient d'entendre non la pédante répétition doctrinaire des lieux communs du socialisme, dont tous sont lassés et qui n'inspirent plus confiance à personne depuis 1914-1918, mais la *divulgation constante des fautes* des leaders et des erreurs du mouvement.

Un exemple. Tous les chefs, tous les représentants en vue des partis socialistes, des syndicats, des coopératives ouvrières, qui dans la guerre de 1914-1918 ont été pour la « défense nationale », ont agi comme des traîtres au socialisme. Divulguer inlassablement leurs fautes, démontrer sans cesse que cette guerre a été, *de part et d'autre*, une guerre de brigands pour le partage d'un butin pillé et que le retour d'une telle guerre est *inévitable* sans le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie par le prolétariat, voilà ce qui s'appelle faire effectivement un travail d'« éducation socialiste ».

Et les résolutions que j'ai mentionnées parlent précisément de cette éducation, mais ne font en réalité qu'une besogne de corruption du socialisme, car elles couvrent et passent sous silence les perfidies, les trahisons, la routine, l'inertie, la lâcheté intéressée, l'esprit petit-bourgeois, les erreurs, alors que la véritable éducation consiste à les surmonter et à les éliminer à bon escient.

II

Les deux résolutions des longuettistes ne valent rien. Mais après tout, elles sont fort valables dans un but particulier : pour illustrer le mal peut-être le plus dangereux

* Independant Labour Party. (*N. R.*)

pour le mouvement ouvrier actuel de l'Occident. Ce mal, c'est que les vieux leaders, se rendant compte de l'irrésistible sympathie des masses pour le bolchévisme et pour le pouvoir des Soviets, cherchent (*et trouvent souvent !*) une issue dans la reconnaissance *verbale* de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets, tout en restant en fait ennemis de cette dictature ou des hommes incapables, ou nullement désireux, d'en comprendre la signification et de l'appliquer dans les faits.

La chute de la première République soviétique de Hongrie [78] (cette première République tombée sera suivie d'une deuxième, triomphante) a démontré de façon frappante l'étendue, l'immensité du péril qui résulte de ce mal. Une série d'articles publiés dans l'organe central du Parti communiste autrichien, *Die Rote Fahne*, Vienne [79], a révélé une des principales causes de cette chute : la trahison des « socialistes » qui s'étaient ralliés en paroles à Béla Kun et se déclaraient communistes, sans toutefois appliquer dans les faits une politique conforme à la dictature du prolétariat, qui hésitaient, se montraient pusillanimes, allaient trouver la bourgeoisie, parfois sabotaient délibérément la révolution et la trahissaient. Les tout-puissants forbans de l'impérialisme mondial qui entouraient la République soviétique de Hongrie (les gouvernements bourgeois de l'Angleterre, de la France et d'ailleurs) ont su naturellement tirer profit de ces hésitations *au sein* du gouvernement soviétique de Hongrie et l'ont fait sauvagement étrangler par les bourreaux roumains.

On ne peut douter que certains socialistes hongrois ne soient *sincèrement* passés du côté de Béla Kun et ne se soient *sincèrement* déclarés communistes. Mais le fond des choses ne varie pas pour autant. Celui qui se déclare « sincèrement » communiste et qui, au lieu de poursuivre une politique d'une fermeté impitoyable, d'une résolution inflexible, une politique de dévouement à toute épreuve, de hardiesse et d'héroïsme (car cette politique seule est conforme à la reconnaissance de la dictature du prolétariat), hésite en réalité et fait preuve de pusillanimité, accomplit par veulerie, par ses flottements et son indécision la même trahison que le traître authentique. Sur le plan personnel, la différence entre le traître par faiblesse et le traître par

préméditation et calcul est très grande ; sur le plan politique, il *n'y a pas* de différence entre eux, car la politique décide en réalité du sort de millions d'hommes, et ce sort ne varie pas du fait que des millions d'ouvriers et de paysans pauvres sont victimes de traîtres par faiblesse ou de traîtres par intérêt.

Quelle est la fraction des longuettistes signataires des résolutions examinées qui donnera des hommes de la première ou de la deuxième catégorie, ou de quelque troisième autre catégorie ? Nous ne pouvons le savoir en ce moment et il serait vain de tenter de répondre à cette question. L'important, c'est que ces longuettistes font précisément à cette heure, *en tant que tendance politique*, la politique des « socialistes » et des « social-démocrates » hongrois qui ont causé la perte du pouvoir soviétique de Hongrie. Les longuettistes font cette même politique, car, tout en se déclarant partisans de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique, ils persistent en réalité dans leurs anciennes attitudes, ils continuent à défendre dans leurs résolutions et à appliquer dans leur action la vieille politique des menues concessions au social-chauvinisme, à l'opportunisme, à la démocratie bourgeoise, politique d'hésitation, d'indécision, de manœuvres dilatoires, de faux-fuyants, de réticences, et ainsi de suite. Ces menues concessions, ces hésitations, ces indécisions, ces moyens dilatoires, ces faux-fuyants et ces réticences pris ensemble constituent inévitablement une *trahison* de la dictature du prolétariat.

La dictature, c'est un grand mot rude, sanglant, un mot qui exprime la lutte sans merci, la lutte à mort de deux classes, de deux mondes, de deux époques de l'histoire universelle.

On ne jette pas de tels mots en l'air.

Mettre à l'ordre du jour la réalisation de la dictature du prolétariat et « craindre » en même temps de « blesser » les Albert Thomas, messieurs Bracke et Sembat, les autres paladins du plus vil social-chauvinisme français, les héros des organes de trahison, *L'Humanité*, *La Bataille* [80] et autres, c'est trahir la classe ouvrière par légèreté, par manque de conscience, par veulerie ou pour d'autres raisons, c'est en tout cas trahir la classe ouvrière.

Le désaccord entre la parole et l'action a causé la perte de la Deuxième Internationale. La troisième qui n'a pas encore un an devient une mode et un appât pour les politiciens qui vont où va la masse. Le désaccord entre la parole et l'action commence à menacer la Troisième Internationale. Ce danger doit être partout démasqué, à tout prix ; à chacune de ses manifestations le mal doit être coupé à la racine.

Les résolutions des longuettistes (comme celles du dernier congrès des indépendants d'Allemagne, ces longuettistes allemands) font de la « dictature du prolétariat » la même icône que furent les résolutions de la Deuxième Internationale pour les chefs, pour les fonctionnaires des syndicats, pour les parlementaires, pour les dirigeants des coopératives : on doit adresser des prières à l'icône, on peut se signer devant elle, on doit la saluer, mais elle ne modifie en rien la vie pratique, la politique pratique.

Non, messieurs, nous ne laisserons pas transformer le mot d'ordre de « dictature du prolétariat » en icône ; nous n'admettrons pas que la IIIe Internationale tolère un désaccord entre la parole et l'action.

Si vous êtes pour la dictature du prolétariat, cessez la politique évasive, équivoque et conciliatrice à l'égard du social-chauvinisme, que vous menez et qui est exprimée dès les premières lignes de votre première résolution : la guerre, dites-vous, « a *déchiré* » * la IIe Internationale, elle l'a détournée de l'œuvre d'« *éducation socialiste* » * ; « *certaines de ses fractions* » * (de cette Internationale) « se sont affaiblies » en partageant le pouvoir avec la bourgeoisie, et ainsi de suite.

Ce n'est pas un langage d'hommes qui partagent consciemment et sincèrement l'idée de la dictature du prolétariat. C'est celui soit d'hommes qui font un pas en avant et deux en arrière, soit celui de politiciens. Si vous voulez tenir ce langage, ou, plutôt, aussi longtemps que vous le tenez, aussi longtemps que telle est votre politique, demeurez dans la IIe Internationale, là est votre place. Ou que les ouvriers, dont la pression de masse vous pousse vers la IIIe Internationale, vous laissent dans la IIe Inter-

* En français dans le texte. *(N.R.)*

nationale et viennent eux-mêmes, *sans vous*, à la IIIe. A ces ouvriers, comme au Parti socialiste français, comme au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, comme au Parti ouvrier indépendant d'Angleterre, nous dirons, aux mêmes conditions : Soyez les bienvenus !

Si l'on reconnaît la dictature du prolétariat, si l'on parle en même temps de la guerre de 1914-1918, il faut dire les choses autrement : cette guerre a mis aux prises les brigands de l'impérialisme anglo-franco-russe et ceux de l'impérialisme austro-allemand pour le partage du butin, des colonies, des « zones » d'influence financière. Prêcher la « défense nationale » dans cette guerre, ç'a été trahir le socialisme. Si cette vérité n'est pas expliquée à fond, si cette trahison n'est pas extirpée des têtes, des cœurs et de la politique des ouvriers, *il est impossible* d'échapper aux maux du capitalisme, *il est impossible* d'échapper aux nouvelles guerres, *inévitable* tant que subsiste le capitalisme.

Vous ne voulez pas, vous ne pouvez pas tenir ce langage, faire *cette* propagande ? Vous voulez vous « ménager » vous-mêmes ou « ménager » vos amis qui prêchaient hier la « défense nationale » en Allemagne, sous Guillaume ou Noske, en Angleterre et en France sous la domination de la bourgeoisie ? *Epargnez* alors la IIIe Internationale ! Réjouissez-la de votre absence !

III

J'ai parlé jusqu'ici de la première des deux résolutions. La seconde n'est pas meilleure. La condamnation « *solennelle* » * du « confusionnisme » et même de « toute compromission » (« *toute compromission* » * n'est qu'une formule révolutionnaire creuse, car on ne peut être opposé à *toute* compromission), avec à côté la répétition de lieux communs, répétition évasive, équivoque, qui obscurcit au lieu d'éclairer l'idée de la « dictature du prolétariat », avec les attaques contre « la politique de M. Clemenceau » (c'est, en France, le procédé classique des politiciens bourgeois qui représentent les changements de coteries comme

* En français dans le texte. (*N. R.*)

des changements de régime), avec l'exposé d'un programme *réformiste* quant au fond préconisant les impôts, la « nationalisation des monopoles capitalistes », etc.

Les longuettistes n'ont pas compris et *ne veulent pas* comprendre (quelques-uns *sont incapables* de comprendre) que, sous le couvert d'une phraséologie révolutionnaire, le réformisme a été le pire fléau de la IIe Internationale, la cause essentielle de sa honteuse faillite, du concours prêté par les « socialistes » à cette guerre où dix millions d'hommes ont été massacrés pour trancher ce grand problème : lequel, du groupe de forbans capitalistes anglo-franco-russes ou du groupe allemand doit piller l'univers ?

Les longuettistes sont restés en réalité aussi réformistes qu'avant, couvrant leur réformisme de phrases révolutionnaires et n'employant qu'en qualité de formule révolutionnaire le joli mot nouveau de « dictature du prolétariat ». Le prolétariat n'a pas besoin de chefs de ce genre, comme ceux du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne et du Parti ouvrier indépendant d'Angleterre. Avec des chefs de ce genre le prolétariat ne peut réaliser sa dictature.

Souscrire à la dictature du prolétariat, ce n'est pas donner l'assaut, aller à l'insurrection à *n'importe quel* moment, coûte que coûte. Absurdité. Le succès d'une insurrection nécessite une préparation de longue haleine, habile, opiniâtre, imposant de gros sacrifices.

Souscrire à la dictature du prolétariat, c'est réaliser la rupture décisive, implacable et surtout parfaitement consciente, traduite dans la vie successivement, avec l'opportunisme, le réformisme, la politique incertaine, évasive de la IIe Internationale ; rupture avec les chefs qui *ne peuvent manquer* de continuer les vieilles traditions, avec les vieux parlementaires, les vieux fonctionnaires des syndicats, des coopératives, etc. (vieux par leurs méthodes et non par leur âge).

Il faut rompre avec eux. Il est criminel de les ménager : c'est trahir pour les misérables intérêts d'une dizaine ou d'une centaine de milliers les intérêts vitaux de dizaines de millions d'ouvriers et de petits paysans.

Souscrire à la dictature du prolétariat, c'est transformer à fond l'action quotidienne du parti, descendre à ces

millions d'ouvriers, de *journaliers agricoles* et de petits paysans, qu'il est impossible de soustraire aux maux du capitalisme et des guerres sans les *Soviets*, sans renverser la bourgeoisie. Le démontrer concrètement, simplement, clairement pour la masse, pour des dizaines de millions d'hommes ; dire à ces hommes que *leurs* Soviets doivent s'emparer de *tout* le pouvoir, que leur avant-garde, le parti du prolétariat révolutionnaire, doit *diriger* la lutte, voilà ce qu'est la dictature du prolétariat.

On ne voit pas chez les longuettistes la moindre trace de compréhension de cette vérité, le moindre désir, la moindre capacité de s'en inspirer dans leur action quotidienne.

IV

Le communisme a connu en Autriche une période très difficile qui ne paraît pas encore complètement terminée : maladies de croissance, illusions qu'un groupe qui s'est proclamé communiste peut devenir une force sans soutenir une lutte acharnée pour imposer son influence aux masses, erreurs dans le choix des personnes (erreurs *inévitables* au début de chaque révolution ; il y en a eu *bon nombre* d'analogues chez nous).

La *Rote Fahne*, organe quotidien des communistes, publié sous la direction de Koritschoner et de Tomann, atteste que le mouvement s'engage dans la bonne voie.

Le degré de stupidité, de bassesse, de lâcheté qu'atteignent les social-démocrates autrichiens n'est que trop mis en relief par toute la politique de Renner et autres Scheidemann autrichiens, soutenus — en partie, en raison d'une sottise et d'une veulerie extrêmes — par les Otto Bauer et les Friedrich Adler, qui ne sont plus que de vulgaires traîtres.

Voici un exemple : la brochure d'Otto Bauer la *Voie du socialisme*. J'ai sous les yeux l'édition berlinoise de la *Freiheit*, appartenant sans doute au parti indépendant, qui remonte parfaitement au niveau d'indigence, de banalité et de lâcheté de cette brochure.

Il suffit d'un coup d'œil sur quelques passages du §9 (« L'expropriation des expropriateurs ») :

... « L'expropriation ne peut ni ne doit s'effectuer sous la forme brutale (*brutaler*) d'une confiscation de la propriété capitaliste et foncière, car elle ne pourrait s'accomplir sous cette forme qu'au prix d'une énorme destruction de forces productives qui ruinerait les masses populaires elles-mêmes et bloquerait les sources du revenu national. L'expropriation des expropriateurs doit au contraire s'effectuer de manière réglée et réglementée »... au moyen des impôts.

Et notre savant de démontrer, preuves à l'appui, que l'on pourrait, au titre d'impôts, prendre aux classes possédantes les « quatre neuvièmes » de leurs revenus...

C'est assez, semble-t-il ? Quant à moi, je n'ai plus rien lu après ces mots (d'ailleurs je n'avais commencé qu'au paragraphe 9) et ne lirai rien de la brochure de M. Otto Bauer, sauf nécessité particulière. Car il est clair que ce meilleur des social-traîtres est dans le meilleur des cas un savant imbécile dont on ne peut rien espérer.

Ce modèle de pédant est un petit bourgeois dans l'âme. Il écrivait avant la guerre des livres et des articles érudits, utiles, admettant « théoriquement » que la lutte de classes puisse aller jusqu'à la guerre civile. Il participa même (si je suis bien informé) en 1912 à la rédaction du Manifeste de Bâle, qui prévoyait nettement la *révolution prolétarienne* justement comme conséquence de la guerre qui éclata en 1914.

Mais dès qu'il s'est agi effectivement de cette révolution prolétarienne, la nature de pédant et de philistin d'Otto Bauer reprend le dessus ; pris de peur, il *s'est mis à verser sur la révolution déchaînée* l'huile de *sa phraséologie réformiste.*

Il a bien appris (les pédants ne savent pas penser, ils ne savent que retenir et apprendre par cœur) que l'expropriation des expropriateurs est théoriquement possible sans confiscation. Il l'a toujours rabâché. Il l'a retenu. Il le savait par cœur en 1912. Il l'a répété de mémoire en 1919.

Il ne sait pas penser. Après la guerre impérialiste, une guerre qui a conduit les vainqueurs eux-mêmes au bord de l'abîme, après que la guerre civile a commencé dans divers pays, après que les faits ont démontré, à l'échelle internationale, la transformation inévitable de la guerre impérialiste en guerre civile, il faut, pour prêcher, en l'an

de grâce 1919, dans la ville de Vienne, le prélèvement « réglementé » et « réglé » des « quatre neuvièmes » des revenus des capitalistes, il faut pour cela être fou ou être ce vieux héros de la vieille et grande poésie allemande qui passe avec allégresse « d'un livre à un autre » [81].

Ce cher brave homme, probablement le plus vertueux des pères de famille, le plus honnête des citoyens, le plus consciencieux lecteur et écrivain de savants ouvrages, a tout à fait oublié une bagatelle : il a oublié qu'une semblable transition au socialisme, « réglementée » et « réglée » (transition certainement la plus avantageuse pour le « peuple », pour parler en termes abstraits), suppose la stabilité absolue de la victoire du prolétariat et, du côté des capitalistes, une situation absolument désespérée, la nécessité absolue pour eux de se soumettre et le désir de se soumettre très scrupuleusement.

Un tel concours de circonstances est-il possible ?

Théoriquement, c'est-à-dire en l'occurrence de façon tout à fait abstraite, il faut répondre par l'affirmative : certes oui. Admettons, par exemple, que dans neuf pays, y compris tous les grands Etats, les Wilson, les Lloyd George, les Millerand et autres héros du capitalisme se trouvent déjà dans la même situation que Ioudénitch, Koltchak, Dénikine et leurs ministres chez nous. Admettons qu'après cela, dans le dixième petit pays, les capitalistes fassent aux ouvriers la proposition suivante : bon, nous allons vous aider en conscience, en nous soumettant à vos décisions, à mener à bien « l'expropriation réglementée » et pacifique (sans destructions !) « des expropriateurs »; nous nous ferons remettre la première année les $^5/_9$ de nos anciens revenus ; la deuxième année, les $^4/_9$.

On conçoit fort bien que, dans ces conditions, les capitalistes du dixième Etat, l'un des plus petits et des plus « paisibles », feront cette proposition et qu'il n'y aura aucun inconvénient pour les ouvriers à l'examiner pratiquement et à l'accepter (non sans marchander un peu : le commerçant ne peut manquer de surfaire les prix).

Peut-être même le docte Otto Bauer et le philosophe (tout aussi réussi que l'homme politique) Friedrich Adler comprendront-ils maintenant, après cette explication aisément accessible, de quoi il retourne ?

Pas encore ? Ce n'est pas assez clair ?

Réfléchissez-y, cher Otto Bauer, cher Friedrich Adler. La situation du capitalisme mondial et de ses leaders ressemble-t-elle en ce moment à celle de Ioudénitch, de Koltchak et de Dénikine en Russie ?

Non, pas du tout. En Russie, les capitalistes sont battus après avoir opposé une résistance acharnée. Ils sont encore au pouvoir dans le monde entier. Ils sont les maîtres.

Si, chers Otto Bauer et Friedrich Adler, vous ne comprenez pas encore de quoi il retourne, je tâcherai de m'exprimer en termes plus simples encore :

Figurez-vous qu'au moment où Ioudénitch était devant Pétrograd, où Koltchak tenait l'Oural et Dénikine toute l'Ukraine, quand ces trois paladins avaient les poches bourrées de télégrammes de Wilson, de Lloyd George, de Millerand et Cie, annonçant des envois d'argent, de canons, d'officiers, de soldats, figurez-vous, dis-je, à ce moment l'arrivée chez Ioudénitch, Koltchak ou Dénikine d'un représentant des ouvriers russes disant : « Nous vous offrons, nous les ouvriers, qui sommes la majorité, les 5/9 de vos revenus ; plus tard, nous prendrons également le reste « réglementairement » et « pacifiquement ». Topez-là, « sans destructions », ça va-t-il ? »

Si ce représentant des ouvriers était habillé simplement et s'il n'était reçu que par un général russe tel que Dénikine, celui-ci aurait probablement envoyé l'ouvrier à l'asile d'aliénés, ou il l'aurait simplement mis à la porte.

Mais si ce représentant des ouvriers était un intellectuel décemment vêtu, fils, en outre, d'un honorable papa (comme cet excellent et cher Friedrich Adler), si de plus Dénikine n'était pas seul et le recevait en compagnie d'un « conseiller » français ou anglais, ce dernier ne manquerait certainement pas de dire au général :

« Ecoutez, général : ce délégué ouvrier est si intelligent qu'il ferait chez nous un ministre, comme Henderson en Angleterre, Albert Thomas en France, Otto Bauer et Friedrich Adler en Autriche. »

14.II.1920.

Publié en 1920 *Conforme au manuscrit*

TÉLÉGRAMME A J. STALINE

Staline, Conseil militaire révolutionnaire du Sud-Ouest, Kharkov

Par fil direct, en priorité

16.II.1920.

Aujourd'hui, je vous ai entendus, vous et tous les autres, à la perfection, chaque mot. Menacez de fusiller le bon-à-rien qui, chargé de la communication, est incapable de vous donner un bon amplificateur et d'obtenir une liaison téléphonique impeccable avec moi. J'approuve la réduction des réquisitions et la livraison obligatoire d'une partie du blé collecté en premier lieu aux paysans pauvres. Il faut intéresser les paysans pauvres avant tout.

Lénine

Publié pour la première fois en 1933

Conforme au manuscrit

TÉLÉGRAMME A J. STALINE

Conseil de l'armée du travail d'Ukraine, Kharkov.
A Staline, copie au Comité révolutionnaire d'Ukraine

Je suis très content que vous ayez procédé à des réquisitions modérées : 158 (millions de pouds), que vous laissiez 10 pour cent aux paysans pauvres et que vous ayez déjà affecté trois régiments et 4 escadrons au Conseil de l'armée du travail d'Ukraine.

Je vous recommande : 1) de faire garder le charbon disponible et de faire passer d'urgence des renforts au front du Caucase. C'est là ce qu'il y a de plus essentiel ; 2) de faire garder le sel et, en occupant chaque canton autour du Donbass par des régiments et escadrons, d'effectuer intégralement les réquisitions, en offrant à titre de récompense aux paysans pauvres du pain et du sel ; 3) de mobiliser sur-le-champ une partie des ouvriers de Kharkov et du bassin du Donetz en tant qu'armée du ravitaillement pour travailler avec les régiments et les escadrons ; 4) d'évaluer tous les jours le travail du Conseil de l'armée du travail d'Ukraine en fonction du nombre des arrivages de blé, de charbon, de la réparation des locomotives.

Lénine

Rédigé le 18 février 1920.
Publié pour la première fois en 1942

Conforme au manuscrit

RÉPONSE AUX QUESTIONS DE KARL WIGAND, CORRESPONDANT A BERLIN DE L'AGENCE D'INFORMATION AMÉRICAINE « UNIVERSAL SERVICE »[82]

1. « Nous proposons-nous d'attaquer la Pologne et la Roumanie ? »

Non. Nous avons de la façon la plus solennelle et la plus officielle, au nom du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité exécutif central de Russie, proclamé nos intentions pacifiques. Malheureusement, le gouvernement capitaliste français pousse la Pologne (probablement aussi la Roumanie) à nous attaquer. C'est ce qu'annonce même une série de messages radio américains en provenance de Lyon.

2. « Nos plans en Asie ? »

Les mêmes qu'en Europe : coexistence pacifique avec les peuples, avec les ouvriers et les paysans de toutes les nations, qui s'éveillent à une vie nouvelle, une vie sans exploitation, sans grands propriétaires fonciers, sans capitalistes, sans marchands. La guerre impérialiste de 1914-1918, guerre des capitalistes du groupe anglo-français (et russe) contre les capitalistes du groupe germano-autrichien pour le partage du monde, a éveillé l'Asie et y a intensifié, comme partout ailleurs, l'aspiration à la liberté, au travail paisible, à l'interdiction des guerres à l'avenir.

3. « Les bases de la paix avec l'Amérique ? »

Que les capitalistes américains ne nous touchent pas. Nous ne les toucherons pas. Nous sommes même prêts à leur payer en or les machines, l'outillage, etc., utiles pour

les transports et la production. Pas seulement en or, mais aussi en matières premières.

4. « Les obstacles à une telle paix ? »

Aucun de notre part. L'impérialisme de la part des capitalistes américains (comme de tous les autres).

5. « Notre opinion sur l'expulsion des révolutionnaires russes d'Amérique ? »

Nous les avons accueillis. Nous ne craignons pas les révolutionnaires chez nous. En général, nous n'avons peur de personne, et si l'Amérique a encore peur de quelques centaines ou de quelques milliers de ses citoyens, nous sommes prêts à entamer des pourparlers en vue d'accueillir les citoyens de tout genre qui épouvantent l'Amérique (à l'exception des criminels de droit commun, bien entendu).

6. « La possibilité d'une alliance économique entre la Russie et l'Allemagne ? »

Cette possibilité, malheureusement, est réduite. Car les Scheidemann sont de mauvais alliés. Nous sommes pour l'alliance avec tous les pays, sans en excepter aucun.

7. « Notre opinion sur l'extradition des responsables de la guerre, demandée par les Alliés ? »

Pour parler sérieusement, les responsables de la guerre sont les capitalistes de tous les pays. Livrez-nous tous les grands propriétaires fonciers (possédant plus de 100 ha) et les capitalistes (possédant un capital supérieur à 100 000 francs), nous leur apprendrons à faire un travail utile, nous les déshabituerons du rôle honteux, vil et sanglant d'exploiteurs et de fauteurs de guerres pour le partage des colonies. Dès lors les guerres deviendront bien vite absolument impossibles.

8. « L'influence d'une paix avec nous sur la situation économique de l'Europe ? »

L'échange de machines contre du blé, du lin et d'autres matières premières peut-il ne pas être favorable pour l'Europe ? Il est évident qu'il ne peut être que favorable.

9. « Notre opinion sur le développement futur des Soviets, en tant que force mondiale ? »

L'avenir appartient au régime soviétique dans le monde entier. Les faits l'ont prouvé : il suffit de mesurer l'accroissement, disons par trimestre, dans n'importe quel pays, du nombre de brochures, livres, tracts, journaux en

faveur des Soviets et qui sympathisent avec eux. Il ne peut en être autrement : du moment que les ouvriers dans les villes, les ouvriers agricoles et les journaliers dans les villages, et puis les petits paysans, c'est-à-dire ceux qui n'exploitent pas d'ouvriers salariés, du moment que cette immense majorité de travailleurs ont compris que les Soviets leur remettent tout le pouvoir en main, en les libérant du joug des propriétaires fonciers et des capitalistes, comment peut-on empêcher la victoire du régime soviétique dans le monde entier ? Pour ma part, je n'en connais pas le moyen.

10. « La Russie doit-elle encore craindre une ingérence contre-révolutionnaire du dehors ? »

Oui, malheureusement. Car les capitalistes sont des gens absurdes et cupides. Ils ont déjà entrepris une série de tentatives d'ingérence tellement absurdes et cupides qu'il y a lieu de craindre des récidives, tant que les ouvriers et les paysans de chaque pays n'auront pas *rééduqué* leurs capitalistes.

11. « La Russie est-elle disposée à entrer en relation d'affaires avec l'Amérique ? »

Oui, naturellement, comme d'ailleurs avec tous les pays. La paix avec l'Estonie à qui nous avons fait d'énormes concessions a montré que nous sommes prêts à cet effet, sous certaines conditions, à accorder même des concessions.

18.II.1920. *V. Oulianov (N. Lénine)*

Publié en anglais le 21 février 1920 dans le n° 12671 du « New York Evening Journal ».
Publié pour la première fois en russe le 22 avril 1950 dans le n° 112 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

RÉPONSE AUX QUESTIONS DU CORRESPONDANT DU JOURNAL ANGLAIS « DAILY EXPRESS»[83]

1. « Ce que nous pensons de la levée du blocus. »

Nous la considérons comme un grand pas en avant. La possibilité s'offre à nous de passer de la guerre, qui nous a été imposée par les gouvernements capitalistes de l'Entente, à l'édification pacifique. Et c'est pour nous l'essentiel. En tendant toutes nos forces pour restaurer la vie économique du pays ruiné d'abord par la guerre entre les capitalistes pour les Dardanelles, pour les colonies, puis par la guerre des capitalistes de l'Entente et de la Russie contre les ouvriers de Russie, nous élaborons, entre autres, aujourd'hui, avec le concours de savants et de techniciens, un plan d'électrification de toute la Russie. Ce plan porte sur un grand nombre d'années. L'électrification régénérera la Russie. L'électrification réalisée sur la base du régime soviétique assurera dans notre pays la victoire définitive des fondements du communisme, d'une vie cultivée sans exploiteurs, sans capitalistes, sans propriétaires fonciers, sans marchands.

La levée du blocus doit contribuer à réaliser le plan d'électrification.

2. « Quelle influence aura, sur l'action offensive du pouvoir soviétique, la décision des Alliés de renoncer à l'offensive ? »

Nous avons été attaqués par l'Entente et par ses alliés et valets : Koltchak, Dénikine, les capitalistes des Etats qui nous entourent. Nous n'avons attaqué personne. Nous avons conclu la paix avec l'Estonie et même consenti des sacrifices matériels.

Nous attendons avec impatience que la « décision » des Alliés soit confirmée par leurs *actes*. Malheureusement, l'histoire de la paix de Versailles et de ses suites montre que la plupart du temps les paroles des Alliés ne sont pas conformes aux actes et que les décisions demeurent lettre morte.

3. « Considérons-nous le statu quo comme satisfaisant pour la politique soviétique ? »

Oui, car tout statu quo en politique équivaut à passer de l'ancien au nouveau. Le statu quo actuel est, sous de nombreux rapports, le passage de la guerre à la paix. Nous souhaitons un tel passage. Aussi, et dans cette mesure, considérons-nous le statu quo comme satisfaisant.

4. « Nos buts à la suite de la cessation des hostilités par les Alliés ? »

Nos buts sont, nous l'avons déjà dit, l'édification économique dans la paix. Son plan détaillé, basé sur l'électrification, est actuellement mis au point par une commission de savants et de techniciens (plus exactement par plusieurs commissions), en accord avec la résolution de la session de février (1920) du Comité exécutif central de Russie.

Rédigé le 18 février 1920.
Publié en anglais le 23 février 1920 dans le n° 6198 du « Daily Express ».
Publié pour la première fois en russe le 22 avril 1960 dans le n° 112 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

AU CAMARADE STALINE, MEMBRE DU COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE DU FRONT SUD-OUEST

Par fil direct

Moscou, le 20 février.

La situation sur le front du Caucase prend un caractère de plus en plus grave. A en juger par les conjonctures du moment, la possibilité n'est pas exclue de perdre Rostov et Novotcherkask, non plus que des tentatives seront faites par l'ennemi pour étendre ses succès au Nord, en menaçant la région du Donetz. Prenez des mesures exceptionnelles pour hâter le transfert de la 42e division et de la division lettone et accroître leur capacité de combat. Je compte sur vous pour apprécier la situation générale et déployer toute votre énergie pour obtenir des résultats tangibles.

Lénine

Publié pour la première fois le 21 janvier 1935, dans le n° 21 de la « Pravda »

Conforme au texte de l'imprimé télégraphique

AUX OUVRIÈRES

Camarades,

Les élections au Soviet de Moscou témoignent de l'affermissement du Parti communiste au sein de la classe ouvrière.

Les ouvrières doivent prendre une plus grande part aux élections. Le pouvoir soviétique a été le premier et le seul au monde à abolir complètement les vieilles lois bourgeoises, les lois infâmes qui consacraient l'infériorité légale de la femme et les privilèges de l'homme, notamment dans le domaine du mariage ou des rapports avec les enfants. Le pouvoir soviétique a été le premier et le seul au monde, en tant que pouvoir des travailleurs, à abolir tous les privilèges attachés à la propriété et maintenus au profit de l'homme, dans le droit familial, dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques.

Là où il y a des propriétaires fonciers, des capitalistes et des marchands, il ne peut y avoir d'égalité entre l'homme et la femme même devant la loi.

Là où il n'y a pas de propriétaires fonciers, de capitalistes et de marchands, là où le pouvoir des travailleurs édifie la vie nouvelle sans ces exploiteurs, il y a égalité de l'homme et de la femme devant la loi.

Mais ce n'est pas assez.

L'égalité devant la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie.

Il faut que l'ouvrière obtienne l'égalité avec l'ouvrier non seulement devant la loi, mais encore dans la vie. Il faut pour cela que les ouvrières prennent une part de plus en plus grande à la gestion des entreprises publiques et à l'administration de l'Etat.

Les femmes feront vite leur apprentissage en administrant et rattraperont les hommes.

Elisez donc davantage d'ouvrières au Soviet, tant communistes que sans-parti. Peu importe si une ouvrière honnête, sensée et consciencieuse dans son travail n'appartient pas au parti : élisez-la au Soviet de Moscou !

Qu'il y ait davantage d'ouvrières au Soviet de Moscou! Que le prolétariat de Moscou fasse la preuve qu'il est prêt à tout faire et qu'il fait tout pour lutter jusqu'à la victoire contre la vieille inégalité, contre le vieil avilissement bourgeois de la femme !

Le prolétariat ne saurait se libérer totalement sans avoir conquis la liberté totale pour les femmes.

21 février 1920.

N. Lénine

« Pravda » n° 40, 22 février 1920

Conforme au texte du journal

TÉLÉGRAMME A J. STALINE

Kharkov

Staline

22/II

Il importe de mettre en place sans tarder des interprètes dans tous les états-majors et services militaires, en obligeant absolument tous à recevoir les demandes et les documents rédigés en ukrainien. C'est de toute nécessité ; toutes les concessions et le maximum d'égalité des droits quant à la langue. Pour le traitement des cheminots, j'en parlerai incessamment. Je vous entends bien si vous détachez vos paroles ; aussi, répondez à mes deux télégrammes par téléphone.

Lénine

Publié pour la première fois en 1942

Conforme à une copie dactylographiée

DISCOURS A LA IIIe CONFÉRENCE DE RUSSIE DES DIRIGEANTS DES SOUS-SECTIONS EXTRA-SCOLAIRES DES SECTIONS PROVINCIALES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE 25 FÉVRIER 1920

Permettez-moi, au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, de saluer votre conférence et d'énoncer devant vous quelques idées à ce sujet.

En ce qui concerne notre situation internationale, je peux vous parler d'un message radio reçu aujourd'hui d'Angleterre et qui caractérise mieux que tout notre situation dans le monde. Ce message fait savoir qu'hier, 24 courant, le Conseil surpême des puissances alliées est arrivé à la conclusion que si les Etats limitrophes de la Russie demandent un conseil d'ordre politique, il leur dira qu'il ne peut conseiller une guerre qui nuirait peut-être à leurs intérêts et qu'il peut encore moins leur conseiller une guerre offensive contre la Russie ; mais que, si la République soviétique de Russie attaque leurs frontières légitimes, le Conseil des Alliés les assistera. Et puis, messieurs les Alliés désirent envoyer en Russie une commission dépendant de la commission du travail de Washington. Les organisateurs de la conférence, les social-traîtres avec Albert Thomas, se sont mis d'accord sur quelques réformes sociales et désirent envoyer en Russie ce beau monde qui représente une partie de la Société des Nations, pour y rechercher dans quelle mesure les conditions en Russie répondent aux impératifs courants des Etats « civilisés ».

Cette information relative à la décision prise hier par les Alliés montre clairement que ces messieurs se sont empêtrés et quel avantage nous pouvons tirer de ce gâchis. Ils ont jeté des centaines de millions pour aider à faire la guerre (par l'entremise de l'Etat anglais), et ils ont déclaré qu'ils ne peuvent plus aider à faire la guerre. C'est ainsi que leur fièvre d'agression a pris fin, bien que l'arrivage de fournitures militaires en Pologne se poursuive ; ils continuent à envoyer des armes ; nous avons des informations précises qui nous apprennent que la Pologne procède à des regroupements de troupes en vue de l'offensive, si bien que nous ne pouvons pas nous fier entièrement à leur déclaration. Bien qu'aujourd'hui la menace de danger extérieur venant des Alliés soit tombée aux neuf dixièmes, une certaine menace subsiste ; après la fin de la guerre contre Dénikine , il nous faudra rester sur le pied de guerre. Nous ne pouvons pas envisager la démobilisation totale.

Donc, pour les neuf dixièmes, le danger d'agression du capitalisme international contre la Russie a disparu ; ils se sont effondrés de la belle manière au point d'avoir formulé à maintes reprises la proposition d'envoyer une commission en Russie. Si cette commission comprend des messieurs dans le genre d'Albert Thomas qui a visité la Russie pendant la guerre, il n'en sortira pour eux qu'opprobre et pour nous un beau motif de propagande. Nous leur réserverons un tel accueil qu'ils décamperont au plus vite de Russie, et qu'il ne s'ensuivrait que de la propagande pour les ouvriers des autres pays. Ils veulent nous intimider, mais lorsque nous dirons que nous recevrons ces chers visiteurs, ils tairont leur tentative. Cela montre à quel point ils ont perdu la tête. Aujourd'hui, nous avons une ouverture sur l'Europe, grâce à la paix avec l'Estonie, et nous sommes en mesure d'en recevoir les principaux produits dont nous avons le plus besoin. Notre situation internationale offre véritablement un progrès et une amélioration considérables ; pour les neuf dixièmes, tout danger extérieur contre la République soviétique est écarté.

Plus il s'écarte, et plus nous pouvons nous consacrer à l'œuvre d'édification pacifique, et nous comptons sur votre activité, sur vous qui travaillez dans le domaine extra-scolaire. Pour organiser de manière plus sérieuse l'instruction sco-

laire, de nombreux changements matériels s'imposent : construction d'écoles, choix des maîtres, réformes intérieures d'organisation et de sélection du personnel enseignant. Ce sont là des choses qui exigent une longue préparation. Sur le plan de l'éducation extra-scolaire, vous n'êtes pas très gênés par cette longue préparation. Le besoin pour la population de recevoir l'instruction en dehors du système scolaire établi et les besoins en travailleurs dans ce domaine s'accroissent avec une extraordinaire intensité. Nous sommes convaincus qu'avec l'aide et les efforts de tous, nous ferons bien plus que jusqu'à présent.

Pour conclure, je parlerai du caractère de l'instruction extra-scolaire qui touche au domaine de la propagande et de l'agitation. Un des défauts majeurs de l'état de l'instruction et de l'éducation dans la société capitaliste était d'être coupé de la tâche fondamentale de l'organisation du travail, puisque le capitaliste avait besoin de façonner et de dresser des ouvriers soumis et stylés. Il n'existait pas dans la société capitaliste de lien entre les tâches réelles d'organisation du travail populaire et l'enseignement. Le résultat était que l'enseignement avait un caractère mort, scolastique, bureaucratique, vicié par l'influence des prêtres et qui devait partout, dans les républiques les plus démocratiques, aboutir à éliminer tout ce qu'il pouvait y avoir de frais, de sain. Le travail vivant immédiat était entravé parce que, sans l'appareil du pouvoir d'Etat, sans aide matérielle et financière, il n'est pas possible d'organiser en grand l'instruction. Dans la mesure où nous pouvons et devons nous apprêter à faire passer toute notre vie soviétique de la voie de la préparation militaire et de la résistance militaire à celle de l'édification pacifique, il faut, il est indispensable que dans la même mesure, vous, les travailleurs de l'enseignement extra-scolaire, vous teniez compte de ce changement et que, dans votre activité de propagandistes, dans ses tâches et son programme, vous vous régliez sur ce changement.

Pour montrer comment je conçois les tâches et le caractère général de l'instruction, de l'enseignement, de l'éducation et de la formation en fonction des nouvelles tâches de la République des Soviets, je vous rappellerai la résolution sur l'électrification, adoptée à la dernière session du Comité exécutif central de Russie, vous devez tous la connaître.

Ces jours-ci, la presse a publié une information disant que, dans un délai de deux mois (l'information publiée à titre officiel disait deux semaines, c'est une erreur), sera mis au point un plan d'électrification du pays, portant sur deux ou trois ans pour le programme minimum et dix ans pour le programme maximum. Le caractère de toute notre propagande, et la propagande strictement du parti, le caractère de l'enseignement scolaire et de l'éducation, ainsi que celui de l'enseignement extra-scolaire, doit changer non pas dans le sens de modifier les fondements mêmes et l'orientation de l'enseignement, mais en adaptant l'activité aux nécessités du passage à l'édification pacifique, avec son large plan de transformation industrielle et économique du pays, parce que la difficulté économique générale et la tâche générale consistent à relever les forces économiques du pays, de manière que, de front avec la petite exploitation paysanne, la révolution prolétarienne puisse créer les nouveaux fondements de la vie économique. Jusqu'ici, le paysan a dû donner du blé à crédit à l'Etat ouvrier : le papier-monnaie ne peut satisfaire le paysan qui a livré son blé. Le paysan n'étant pas satisfait exige ce à quoi il a légalement droit : en échange du blé qu'il donne, des produits industriels que nous ne pouvons pas lui donner tant que nous n'aurons pas restauré l'économie. Restaurer, voilà la tâche capitale ; or, nous ne pouvons le faire sur les vieilles bases économiques et techniques. C'est chose impossible sur le plan technique, ce serait insensé ; il faut trouver une nouvelle base. Cette nouvelle base, c'est le plan d'électrification.

Nous expliquons au paysan, à la masse la moins évoluée, qu'un nouveau passage à un échelon supérieur de culture et de formation technique s'impose pour assurer le succès de toute l'édification soviétique. Ainsi, il est indispensable de restaurer l'économie. Le paysan le plus ignorant comprend que l'économie est ruinée par la guerre, que si elle n'est pas restaurée il ne peut venir à bout de la misère, recevoir les produits nécessaires en échange du blé. C'est à ce besoin le plus immédiat, à ce besoin vital de la paysannerie que doit s'attacher, s'articuler tout l'effort de la propagande, de l'enseignement, de l'instruction et de l'enseignement extra-scolaire, afin que cet effort ne soit pas

coupé des besoins les plus vitaux de la vie quotidienne et afin que, pour le paysan, il parte justement de leur développement et leur compréhension, en soulignant que la seule issue à cette situation est de relever l'industrie. Mais l'industrie ne saurait être relevée sur l'ancienne base ; il faut la relever sur la base de la technique moderne. Soit l'électrification de l'industrie et l'essor de la culture. Les centrales électriques demandent jusqu'à dix années de travail, mais d'un travail à un niveau de culture supérieur et plus conscient.

Nous développerons un vaste plan de travail qui doit être lié, dans l'esprit des larges masses paysannes, à un but clair, posé de façon pratique. Cela ne peut se faire en quelques mois. On ne peut pas consacrer moins de trois ans au programme minimum. Mais, sans tomber dans l'utopie, on peut dire qu'en l'espace de dix ans nous sommes en état de couvrir toute la Russie d'un réseau de centrales électriques et de parvenir à un stade où l'industrie électrique sera à même de faire face aux besoins techniques modernes et d'en finir avec l'ancienne agriculture paysanne. Cela exige une culture et une instruction plus élevées.

Sans se dissimuler que la tâche pratique immédiate aujourd'hui est de relever les transports et d'acheminer le ravitaillement ; que, dans l'état actuel de la productivité, il n'est pas possible de s'atteler à de vastes tâches, vous devez, dans le domaine de la propagande et de l'éducation, ne pas perdre de vue cette tâche de reconstruction totale sur un terrain qui réponde aux besoins culturels et techniques, et vous devez pourtant en tenir compte et la remplir. Nous nous guérirons très rapidement des anciennes méthodes de propagande qui péchaient par leur vétusté, qui jusqu'ici faisaient aborder le paysan avec des phrases générales à propos de la lutte de classes, sur le terrain desquelles on inventait toutes sortes de sottises relatives à la culture prolétarienne [84], etc., nous nous guérirons de tout ce fatras qui ressemble beaucoup aux maladies infantiles du jeune âge. Dans la propagande, dans l'agitation, dans l'instruction et l'éducation, nous allons poser la question de façon plus lucide et pratique, digne des hommes du pays des Soviets, qui, depuis deux ans, ont fait leur apprentissage et qui présentent au paysan un plan pratique, concret et bien clair de refonte

de toute l'industrie, lui expliquant que dans l'état actuel de l'instruction le paysan et l'ouvrier ne s'acquitteront pas de cette tâche, qu'ils ne sortiront pas de la crasse, de la misère, du typhus et des maladies. Cette tâche pratique, nettement liée à l'essor de la culture et de l'instruction, doit être le noyau autour duquel va se concentrer tout le caractère de notre propagande et l'activité de notre parti, tout le caractère de notre enseignement et de notre instruction. Alors, ce noyau s'articulera si profondément aux intérêts les plus vitaux de la masse paysanne, il reliera si bien l'essor général de la culture et de la connaissance aux impératifs économiques pressants, que nous centuplerons encore le besoin des masses ouvrières en matière d'instruction. Nous sommes absolument persuadés que puisque nous avons en deux ans résolu le problème si difficile de la guerre, nous mènerons à bien en cinq à dix ans une tâche plus difficile encore : celle de l'instruction, de la culture et de l'éducation.

Tel est le souhait que je voulais vous exprimer. (Applaudissements.)

Bref compte rendu publié le 2 mars 1920 dans les « Vétchernié Izvestia du Soviet de Moscou des députés ouvriers et soldats rouges » n° 481. Publié intégralement pour la première fois en 1930

Conforme au compte rendu sténographique

RAPPORT AU Ier CONGRÈS DES TRAVAILLEURS COSAQUES DE RUSSIE 1er MARS 1920

Camarades,

Permettez-moi de saluer tout d'abord le congrès au nom du Conseil des Commissaires du Peuple. Je regrette vivement qu'il ne m'ait pas été possible d'assister à la séance d'ouverture et d'entendre le rapport du camarade Kalinine. Mais je conclus de ce qu'il m'en a dit qu'il a traité de bien des choses intéressant les tâches immédiates et imminentes de l'édification soviétique, et plus spécialement du rôle qu'elle assigne aux cosaques. Aussi me permettrez-vous de consacrer dans mon rapport le maximum d'attention à la situation internationale de la République soviétique et aux problèmes qu'elle entraîne pour toute la masse laborieuse, et notamment pour les cosaques.

Jamais la situation internationale de la République soviétique n'a été aussi favorable qu'aujourd'hui. Jamais la République n'a connu autant de victoires. Si l'on réfléchit aux conditions dans lesquelles notre situation internationale actuelle s'est créée, au cours de deux années de difficultés inouïes et d'incalculables sacrifices, si l'on réfléchit aux causes de cet état de fait, les facteurs et les ressorts essentiels, ainsi que le rapport primordial des forces dans toute la révolution mondiale commençante apparaîtront à tout homme de bon sens.

Quand nous parlions, il y a plus de deux ans, dès le début de la révolution russe, de l'imminence de la révolution universelle internationale, nous formulions une prévision

et, dans une certaine mesure, une prédiction ; l'immense majorité des masses laborieuses, celles qui n'habitent pas les grandes villes, celles qui n'ont pas été à l'école du parti, écoutait parler de la révolution internationale imminente soit avec méfiance, soit avec indifférence, en tout cas sans comprendre suffisamment. Et l'on ne pouvait d'ailleurs s'attendre — ç'eût été contre nature — à ce que les immenses masses de la population laborieuse, surtout paysannes, agricoles, dispersées sur de vastes étendues, pussent d'avance se faire une idée tant soit peu juste de la raison pour laquelle la révolution internationale approchait et qu'elle était réellement internationale. Ce que nous avons connu en ces deux années incroyablement difficiles, l'expérience que les masses laborieuses des régions éloignées sont en train d'acquérir mérite que l'on y réfléchisse, et non que l'on se contente d'éluder la question en disant que les temps ont été durs et qu'à présent de meilleurs sont venus. Non, il faut réfléchir à la raison pour laquelle les choses se sont passées ainsi, comment, ce que cela signifie, quelles leçons nous devons en dégager ; nous demander quels sont les partis dont les conceptions ont confirmé ce que notre histoire et l'histoire mondiale ont attesté en ces deux années. C'est ce dont je voudrais avant tout vous entretenir.

Cette question apparaît en toute clarté du point de vue de la situation internationale, car, à considérer les choses sur une vaste échelle, non sous l'angle d'un parti ou d'un pays, mais sous celui de tous les pays pris ensemble, les traits particuliers et les détails s'évanouissent, les forces motrices essentielles de l'histoire du monde s'affirment évidentes.

Quand nous commencions la Révolution d'Octobre, renversant la domination des propriétaires fonciers et des capitalistes, appelant à terminer la guerre et adressant cet appel à nos ennemis ; quand nous sommes tombés plus tard sous le joug des impérialistes allemands ; quand, ensuite, en octobre-novembre 1918, l'Allemagne a été écrasée et que l'Angleterre, la France, l'Amérique et d'autres pays de l'Entente sont devenus les maîtres de la planète, quelle a été notre situation ? N'est-il pas évident, disaient l'immense majorité de gens, que la cause des bolchéviks est désormais perdue ? Et beaucoup ajoutaient : pas seulement perdue,

mais les bolchéviks nous ont trompés ; ils avaient promis la paix ; au lieu de cela, après le joug allemand, quand l'Allemagne a été vaincue, ils se sont montrés les ennemis de toute l'Entente, c'est-à-dire de l'Angleterre, de la France, de l'Amérique et du Japon, des pays les plus puissants de l'univers ; et la Russie dévastée, affaiblie, épuisée par la guerre impérialiste suivie de la guerre civile doit encore affronter les pays les plus avancés du monde. Il était aisé de le croire ; rien d'étonnant que l'indifférence et très souvent l'hostilité la plus authentique à l'égard du pouvoir des Soviets se soient répandues de plus en plus largement par manque de confiance. Quoi d'étonnant ? Le plus étonnant, c'est que nous soyons sortis vainqueurs de la lutte contre Ioudénitch, Koltchak et Dénikine, aidés au maximum par toutes les plus riches puissances du monde, celles qui, dans le domaine militaire, ne se connaissent pas de rivales d'une force même approchant de la leur. Qu'il en soit ainsi, chacun le voit, jusqu'aux aveugles, le voient aussi ceux qui sont pires que des aveugles, parce qu'ils ne veulent voir à aucun prix, ceux-là aussi sont bien obligés de voir que nous sommes sortis victorieux de cette lutte.

Comment ce miracle s'est-il produit ? C'est sur cette question que je voudrais surtout vous inviter à porter votre attention, car c'est là que les forces motrices essentielles de toute la révolution internationale se révèlent avec le plus de clarté. En étudiant de près cette question, nous pouvons y répondre, car nous sommes devant une expérience vécue : nous pouvons parler rétrospectivement de ce qui s'est produit.

Nous avons vaincu parce que nous étions et pouvions être unis, parce que nous pouvions nous adjoindre des alliés parmi nos ennemis mêmes. Et nos ennemis, infiniment plus puissants que nous, ont été vaincus parce qu'ils n'étaient pas, ne pouvaient ni ne pourront être unis parce que chaque mois de lutte contre nous accentuait la désagrégation dans leur camp.

J'en viens à un fait qui confirme cet état de choses.

Vous savez que l'Angleterre, la France et l'Amérique, après leur victoire sur l'Allemagne, n'avaient plus d'adversaire sur la planète. Elles avaient dépouillé l'Allemagne de ses colonies, il n'y avait plus un lambeau de territoire,

pas un Etat où les armées de l'Entente ne dominent. Il semblait que dans leur situation d'ennemies de la Russie des Soviets, ces puissances devaient bien comprendre que le bolchévisme a pour fin la révolution internationale. De notre côté, nous n'avons jamais dissimulé que notre révolution n'est qu'un commencement, qu'elle ne vaincra définitivement que lorsque nous aurons embrasé tout l'univers du feu de la révolution, et nous comprenions parfaitement que les capitalistes étaient les ennemis enragés du pouvoir des Soviets. Il convient de noter qu'ils sont sortis de la guerre européenne avec une armée forte de millions d'hommes et une flotte puissante auxquelles nous ne pouvions rien opposer qui ressemblât à une flotte et à une armée de quelque puissance. Il eût suffi que quelques centaines de milliers d'hommes parmi ces millions de soldats fussent employés à nous combattre, comme ils l'avaient été à combattre l'Allemagne, pour que l'Entente nous écrasât militairement. C'est un fait absolument certain pour ceux qui ont examiné l'aspect théorique de cette question, et ceux surtout qui ont fait cette guerre, ceux que leurs observations et leur expérience personnelles ont instruits.

L'Angleterre et la France ont tenté de la sorte de s'emparer de la Russie. Elles ont passé un accord avec le Japon, qui n'avait presque pas participé à la guerre impérialiste et qui a donné une centaine de milliers d'hommes pour étrangler la République soviétique à partir de l'Extrême-Orient. Les Anglais ont débarqué alors dans la région de Mourmansk et à Arkhangelsk, sans parler de leur action au Caucase ; la France a débarqué des troupes et des marins dans le Sud. C'était la première phase historique de la lutte que nous avons soutenue.

L'Entente avait alors une armée de plusieurs millions d'hommes, mais ses troupes n'étaient bien entendu pas comparables aux troupes blanches qui se groupaient alors en Russie et qui n'avaient ni organisateurs ni armement. L'Entente a lancé ces soldats contre nous. Et il advint ce que les bolchéviks avaient prédit. Ils disaient que la révolution russe n'était pas seule en cause, qu'il s'agissait aussi de la révolution internationale, que les ouvriers de tout pays civilisé étaient nos alliés. Ces prédictions ne s'étaient pas directement vérifiées au moment où nous avions proposé

la paix à tous les pays [85]. Notre appel n'avait pas suscité de réponse unanime. Mais la grève de janvier 1918 en Allemagne nous a montré que nous n'avons pas dans ce pays que Liebknecht qui déjà à l'époque du tsarisme savait traiter de bandits, du haut de la tribune, le gouvernement et la bourgeoisie de l'Allemagne, mais que nous avions aussi, avec nous, des forces ouvrières assez importantes. La grève s'est achevée par des collisions sanglantes et par des mesures de répression ; dans les pays de l'Entente, la bourgeoisie a trompé naturellement les ouvriers ; elle a prodigué des mensonges au sujet de notre appel de novembre 1917 à tous les peuples, ou ne l'a pas du tout publié, et c'est pourquoi il n'a pas eu de succès immédiat ; ceux qui le croyaient suffisant pour susciter la révolution devaient, bien sûr, être profondément déçus. Mais nous ne comptions pas uniquement sur cet appel, nous comptions sur des forces motrices plus profondes, nous disions que la révolution suivrait d'autres voies dans les différents pays et qu'il ne s'agissait certes pas seulement d'écarter la créature Raspoutine ou quelque propriétaire foncier déchaîné, mais de combattre une bourgeoisie plus avancée, plus éclairée.

Et quand l'Angleterre a débarqué des troupes dans le Nord, et la France dans le Sud, l'épreuve décisive et le dénouement définitif sont intervenus. L'on a vu qui avait raison. Les bolchéviks avaient-ils raison de dire qu'il fallait compter sur les ouvriers pour sortir de cette lutte ? Ou les menchéviks qui disaient que la révolution tentée dans un seul pays n'était que folie et aventure, parce qu'il serait écrasé par les autres pays ? Ces propos, vous les avez non seulement entendus de la bouche des membres des partis, mais aussi de tous ceux qui commencent à parler politique. L'épreuve décisive est intervenue. Le résultat a été longtemps indécis. Longtemps nous n'avons pu l'apprécier, mais nous le connaissons maintenant après coup. En dépit des mensonges furieux répandus contre les bolchéviks dans tous les journaux bourgeois, les journaux anglais commencent à publier des lettres de soldats britanniques combattant devant Arkhangelsk ; ces soldats relatent avoir trouvé en territoire russe des tracts en anglais leur expliquant qu'ils sont trompés, qu'on les fait marcher contre des ouvriers et des paysans qui ont fondé leur propre Etat. Ces

soldats écrivaient qu'ils ne voulaient pas se battre. Nous savons, quant à la France, que ses marins se sont mutinés et que jusqu'à présent des dizaines, des centaines et, peut-être, des milliers sont gardés aux travaux forcés. Ces marins avaient signifié qu'ils ne porteraient pas les armes contre la République soviétique. Nous voyons ainsi pourquoi ni les troupes françaises ni les troupes anglaises ne marchent aujourd'hui contre nous, pourquoi on a rappelé les soldats anglais d'Arkhangelsk, pourquoi leur gouvernement n'ose pas les conduire sur notre territoire.

Un de nos écrivains politiques, le camarade Radek, a dit que le sol russe se révélera tel que les soldats d'un autre pays qui auront posé le pied sur lui ne pourront plus combattre. Promesse exagérée, eût-on dit, laissant entrevoir trop de choses. Et c'est pourtant ce qui s'est produit. Le sol sur lequel s'est accomplie la révolution soviétique s'est révélé très dangereux pour tous les pays. Ce sont les bolchéviks russes qui ont eu raison : ils ont pu réaliser l'unité ouvrière sous le tsarisme ; les ouvriers, eux, ont formé en temps voulu de petites cellules qui ont accueilli tous ceux qui leur faisaient confiance — ouvriers français et soldats anglais — par une propagande faite dans leur propre langue. Nous n'avions, il est vrai, que des feuilles insignifiantes, alors que les milliers de journaux de la presse anglaise et française, où chaque phrase était publiée sur des dizaines de milliers de colonnes, faisaient leur propagande ; nous ne pouvions publier que deux ou trois feuilles in-quarto par mois ; dans le meilleur des cas, il n'y avait qu'une feuille pour 10 000 soldats français [86]. Et je ne suis pas sûr qu'il y en avait autant. Pourquoi donc les soldats français et anglais faisaient-ils confiance à nos tracts ? Parce que nous disions la vérité ; parce que, quand ils débarquaient en Russie, ils voyaient bien qu'on les avait trompés. Ils devaient, leur disait-on, défendre leur patrie ; mais quand ils arrivaient en Russie, ils s'apercevaient qu'ils devaient défendre le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes, étouffer la révolution. Si nous avons pu gagner ces hommes en deux ans, c'est parce que, bien qu'ils aient oublié qu'ils exécutèrent autrefois leurs rois, dès qu'ils ont mis le pied en terre russe, la révolution russe et les victoires des ouvriers et des paysans russes ont rappelé aux

soldats de France et d'Angleterre leurs révolutions ; les événements de Russie ont réveillé en eux le souvenir de ce qui se passa autrefois chez eux.

Il a été confirmé sur ce point que les bolchéviks avaient raison, que nos espérances étaient plus fondées que celles des capitalistes, bien que nous n'eussions ni ressources, ni armes, tandis que l'Entente avait des armes et une armée invincible. Et voilà que nous les avons gagnées à nous, ces armées invincibles. Nous avons obtenu ce résultat qu'on n'ose plus amener chez nous ni soldats français ni soldats anglais, parce qu'on sait par expérience que ces tentatives se retournent contre leurs auteurs. C'est là un des miracles qui se sont accomplis en Russie soviétique.

Maintenant, après quatre années de guerre, alors que dix millions d'hommes ont été tués et vingt millions mutilés, maintenant que les impérialistes s'interrogent sur la raison de cette guerre, les questions de ce genre amènent des révélations du plus haut intérêt. On a récemment divulgué en France les négociations de 1916. Le monarque autrichien fit dès 1916 à la France des ouvertures de paix, que la France cacha. Albert Thomas, qui se prétendait socialiste et siégeait alors au gouvernement, se rendit en Russie pour promettre à Nicolas II Constantinople, les Dardanelles et la Galicie. Ces révélations ont maintenant émergé au grand jour. Un journal français les publie. Et les ouvriers français demandent maintenant à Albert Thomas : « Tu acceptais, disais-tu, un portefeuille pour défendre la patrie française et les intérêts des ouvriers français, mais en 1916, quand le monarque autrichien proposait la paix, tu as, Albert Thomas, gardé le silence ; des millions d'hommes sont morts à cause de ce silence, pour enrichir les capitalistes français. » Ces révélations ne sont pas terminées. Nous les avions commencées en publiant les traités secrets, et le monde entier a vu pour quoi des millions d'existences, des millions d'hommes ont péri. Pour que Nicolas II reçût les Dardanelles et la Galicie. Tous les impérialistes le savaient. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires aussi ; ou, s'ils ne le savaient pas, s'ils n'avaient pas assez étudié la politique et la diplomatie pour connaître ce que publient actuellement les journaux français, c'est qu'ils étaient de parfaits crétins. Ces révélations vont maintenant

plus à fond, et elles ne connaîtront pas de fin. Grâce à elles, les ouvriers et les paysans de chaque pays perçoivent de plus en plus la vérité et commencent à démêler les causes de la guerre impérialiste. C'est pourquoi ils commencent de plus en plus à nous croire, ils voient que nous disions la vérité et que les impérialistes mentaient quand ils les faisaient marcher pour la défense nationale.

Voilà pourquoi ce miracle s'est accompli ; voilà pourquoi, faibles et impuissants au point de vue militaire, nous avons conquis leurs soldats sur l'Angleterre et sur la France. Ce n'est déjà plus une prévision, c'est un fait. Cette victoire nous l'avons, il est vrai, méritée par des peines inouïes, au prix de sacrifices incroyables. Nous avons connu, ces deux dernières années, les affres de la faim. Elles nous ont surtout frappés au moment où nous avons été coupés des régions riches en blé de l'Est et du Sud. Nous avons pourtant remporté une victoire qui n'est pas seulement la conquête de notre pays, mais celle de tous les pays, de l'humanité entière. Il n'y a jamais eu encore dans l'histoire de situation semblable : les Etats militaires les plus puissants ne pouvant combattre un Etat sans force au point de vue militaire, tel que la République des Soviets. Pourquoi ce miracle s'est-il produit ? Parce que nous savions très bien, nous les bolchéviks, quand nous menions le peuple russe à la révolution, que cette révolution serait douloureuse, que des millions des nôtres tomberaient, mais que les masses laborieuses de tous les pays seraient avec nous et que notre vérité qui dévoilerait tout le mensonge triompherait de plus en plus.

Après l'échec de leur campagne contre la Russie, les puissances ont essayé une autre arme : leur bourgeoisie a des siècles d'expérience, elle pouvait changer une arme devenue inefficace. Ses soldats ont tenté précédemment d'étouffer, d'étrangler la Russie. Elle essaie maintenant de faire étrangler la Russie par le moyen des Etats limitrophes.

Le tsarisme, les propriétaires fonciers, les capitalistes opprimaient divers peuples limitrophes, Lettonie, Finlande, etc. Ils y ont fait naître la haine par une oppression séculaire. Le mot de « grand-russe » est devenu le plus exécré pour tous ces peuples ensanglantés. Et voici que l'Entente, qui a échoué en luttant avec ses propres troupes contre les

bolchéviks, mise sur les petits Etats : essayons de leur faire étrangler la Russie soviétique !

Churchill, dont la politique est analogue à celle de Nicolas Romanov, veut faire la guerre et la fait sans accorder la moindre attention au Parlement. Il se flattait de lancer 14 Etats contre la Russie — c'était en 1919 —, de prendre Pétrograd en septembre et Moscou en décembre. Il s'est vanté un peu trop. Il misait sur la haine que tous ces petits Etats vouaient à la Russie, mais il perdait de vue qu'ils se rendaient bien compte de ce qu'étaient Ioudénitch, Koltchak et Dénikine. A un moment donné, ces généraux étaient à quelques semaines d'une victoire complète. Pendant la campagne de Ioudénitch, alors qu'il se trouvait à proximité de Pétrograd, le plus riche journal anglais, le *Times* publia un article — j'ai lu de mes propres yeux cet éditorial — adjurant la Finlande, lui ordonnant, exigeant d'elle : soutenez Ioudénitch : l'univers entier a les yeux fixés sur vous, vous sauverez la liberté, la civilisation, la culture dans le monde entier, marchez contre les bolchéviks. L'Angleterre tenait ce langage à la Finlande, l'Angleterre qui a toute la Finlande dans sa poche, criblée de dettes, réduite au silence, puisque, sans l'Angleterre, elle n'aurait pas du blé pour la semaine.

Telles ont été les pressions exercées sur les petits Etats pour qu'ils combattent les bolchéviks. Et l'on a échoué par deux fois, parce que la politique de paix des bolchéviks a été sérieuse, jugée par ses ennemis comme de meilleure foi que la politique de paix de tous les autres pays, parce que de nombreux pays se disaient : quelle que soit notre haine pour la Grande-Russie qui nous a opprimés, nous savons que ce sont Ioudénitch, Koltchak, Dénikine et non les bolchéviks qui nous ont opprimés. L'ancien chef du gouvernement blanc de Finlande n'a pas oublié qu'il a reçu de mes mains, en novembre 1917, un document où nous affirmions sans la moindre hésitation reconnaître sans conditions l'indépendance de la Finlande [87].

A l'époque, cela ne semblait être qu'un geste. On pensait que le soulèvement des ouvriers finlandais ferait oublier cela. Non, ces choses-là ne s'oublient pas quand toute la politique d'un parti déterminé les confirme. Même le gouvernement bourgeois de Finlande disait : « Raisonnons

donc ; nous avons quand même appris quelque chose en 150 ans de joug des tsars russes. Si nous combattons les bolchéviks, nous contribuerions à l'avènement de Ioudénitch, Koltchak, Dénikine. Mais que sont-ils ? Ne le savons-nous pas ? Ne sont-ce pas les généraux du tsar qui écrasaient la Finlande, la Lettonie, la Pologne et bien d'autres peuples ? Et ce sont ces ennemis-là que nous aiderions contre les bolchéviks ? Non, nous attendrons. »

Ils n'ont pas osé refuser net, car ils sont assujettis à l'Entente. Ils ne nous sont pas venus directement en aide. Ils ont attendu, temporisé, rédigé des notes, envoyé des délégations, nommé des commissions, participé à des conférences et y ont siégé jusqu'à ce que Ioudénitch, Koltchak et Dénikine soient écrasés, et que l'Entente soit vaincue dans sa seconde campagne. Et nous, nous étions vainqueurs.

Si tous ces petits Etats avaient marché contre nous — et on leur avait donné des centaines de millions de dollars, les meilleurs canons, l'armement le meilleur ; ils avaient des instructeurs anglais qui avaient fait l'expérience de la guerre —, s'ils avaient marché contre nous, il est tout à fait hors de doute que nous aurions été battus. Chacun le comprend à merveille. Mais ils n'ont pas marché, parce qu'ils reconnaissaient que les bolchéviks étaient de meilleure foi. Quand les bolchéviks affirment reconnaître l'indépendance de tous les peuples, quand ils disent que la Russie des tsars était fondée sur l'oppression des autres peuples et que les bolchéviks n'ont jamais été, ne sont ni ne seront partisans de cette politique ; qu'ils ne se battront jamais pour opprimer, quand ils disent cela, on les croit. Ce ne sont pas les bolchéviks lettons et polonais qui nous l'apprennent, ce sont les bourgeois polonais, lettons, ukrainiens et autres.

C'est ainsi que la politique bolchévique a attesté sa portée internationale. Ç'a été une épreuve non à l'échelle russe, mais à l'échelle internationale. Une épreuve par le fer et par le feu, et non verbale. L'épreuve de la lutte finale et décisive. Les impérialistes ont compris qu'ils n'avaient plus leurs soldats, qu'on ne pouvait étouffer le bolchévisme qu'en rassemblant des forces internationales, et toutes ces forces internationales ont été battues.

Qu'est-ce que l'impérialisme ? C'est une poignée de puissances les plus riches qui étouffent le monde entier, elles savent qu'elles ont un milliard et demi d'hommes dans l'univers et les oppriment ; ce milliard et demi d'hommes sentent ce qu'est la culture anglaise, la culture française et la civilisation américaine. C'est piller à qui mieux mieux. Les milliardaires américains ont déjà acheté les trois quarts de la Finlande. Les officiers venus d'Angleterre et de France dans nos Etats limitrophes pour instruire leurs troupes s'y comportaient comme d'arrogants nobliaux russes en pays vaincu. Tous spéculaient de droite et de gauche. Et plus les ouvriers finlandais, polonais et lettons sont affamés, plus ils sont pressurés par une poignée de milliardaires anglais, américains et français et de leurs commis. Il en est ainsi dans tout l'univers.

La République socialiste de Russie est la seule à lever l'étendard de la lutte pour la libération véritable, et c'est vers elle que se tournent toutes les sympathies du monde entier. Nous avons conquis, par l'intermédiaire des petits pays, la sympathie de tous les peuples de la terre, c'est-à-dire de centaines et de centaines de millions d'hommes. Ils sont en ce moment opprimés et avilis ; ils constituent la partie la plus arriérée de la population, mais la guerre leur a ouvert les yeux. Des multitudes incalculables ont été entraînées dans la guerre impérialiste. L'Angleterre amenait des régiments d'Inde pour combattre les Allemands. La France a appelé sous les drapeaux des millions de Noirs, toujours pour combattre les Allemands. Ils formaient des bataillons de choc, que l'on envoyait aux endroits les plus dangereux, où les mitrailleuses les fauchaient comme de l'herbe. Et ils ont appris des choses. De même que sous le tsarisme les soldats russes disaient : tant qu'à mourir, battons-nous plutôt contre les propriétaires fonciers ; c'est ce qu'ils ont dit, eux aussi : tant qu'à mourir, que ce ne soit pas pour aider les bandits français à piller les bandits capitalistes allemands, mais pour nous libérer des capitalistes allemands et français. Dans tous les pays du monde, en Inde même, où trois cent millions de journaliers au service des Anglais sont opprimés, la conscience s'éveille et le mouvement révolutionnaire grandit de jour en jour. Tous regardent une étoile, celle de la République des Soviets,

car ils savent que cette dernière a consenti les plus grands sacrifices pour combattre les impérialistes et qu'elle a résisté à de terribles épreuves.

Voilà ce qu'est la seconde carte perdante de l'Entente. C'est une victoire à l'échelle internationale. C'est l'approbation de notre politique de paix par l'immense majorité des populations du globe. C'est la preuve que le nombre de nos alliés grandit dans tous les pays, beaucoup plus lentement, il est vrai, que nous ne le voudrions, mais qu'il grandit.

La défaite de l'offensive que Churchill a lancée contre nous montre que notre politique est juste. Nous avons remporté ensuite une troisième victoire, la victoire sur les intellectuels bourgeois, sur les socialistes-révolutionnaires et menchéviks qui dans tous les pays étaient furieusement montés contre nous. Mais eux aussi se sont tous opposés à la guerre contre la Russie soviétique. Dans tous les pays les intellectuels bourgeois, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks — cette engeance existe malheureusement dans tous les pays (a p p l a u d i s s e m e n t s) — ont condamné l'intervention en Russie. Dans tous les pays, ils ont déclaré que c'était une honte.

Quand l'Angleterre a proposé aux Allemands le blocus de la Russie soviétique et que l'Allemagne a refusé, l'indignation a fait bondir les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks anglais et autres. « Nous sommes, ont-ils déclaré, les adversaires des bolchéviks, nous les considérons comme des usurpateurs et des pillards, mais nous ne pouvons pas appuyer la proposition faite aux Allemands d'étouffer avec nous la Russie au moyen du blocus de la faim. » Ainsi, à l'intérieur du camp ennemi, dans leurs propres pays, à Paris, à Londres et ailleurs, où l'on traque les bolchéviks, où ils sont traités comme les révolutionnaires l'étaient en Russie sous le tsarisme, les intellectuels bourgeois ont lancé dans toutes les villes cet appel : « Bas les mains devant la Russie soviétique ! » En Angleterre, c'est le mot d'ordre sous lequel les intellectuels bourgeois font des meetings et rédigent des proclamations.

C'est pourquoi il a fallu lever le blocus. On n'a pas pu retenir l'Estonie, nous avons signé la paix avec elle et nos deux pays peuvent entrer en relations commerciales.

Nous avons ouvert une fenêtre sur le monde civilisé. La sympathie de la majorité des travailleurs nous est acquise, la bourgeoisie se demande comment nouer au plus vite des relations commerciales avec la Russie.

Maintenant les impérialistes nous craignent et ils ont de bonnes raisons de nous craindre, car la Russie soviétique est sortie de cette guerre plus forte que jamais. Des auteurs anglais ont écrit que l'armée se désagrège dans tous les pays et que s'il existe au monde un pays où elle se renforce, c'est la Russie. Ils ont voulu calomnier le camarade Trotski en disant que c'est parce que l'armée russe est maintenue dans une discipline de fer, obtenue par des mesures impitoyables, ainsi que par une propagande large et habile.

Nous ne l'avons jamais contesté. La guerre, c'est la guerre, elle exige une discipline de fer. N'avez-vous pas appliqué ces méthodes, messieurs les capitalistes ? N'avez-vous pas déployé une vaste propagande, messieurs les capitalistes ? N'avez-vous pas cent fois plus de papier et d'imprimeries ? et s'il faut comparer le nombre de nos publications au vôtre, ne verra-t-on pas une montagne de votre côté et un petit pois du nôtre ? Pourtant votre propagande s'est effondrée et la nôtre a vaincu.

Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont tenté l'expérience d'un comportement pacifique envers les capitalistes pour passer ensuite aux réformes sociales. Ils voulaient y passer à l'amiable en Russie, à condition de ne pas léser les capitalistes. Ils avaient oublié que messieurs les capitalistes sont des capitalistes et qu'on ne peut que les vaincre. Les bolchéviks, disent-ils, ont inondé le pays de sang pendant la guerre civile. N'avez-vous pas disposé, messieurs les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, de huit mois pour tenter votre expérience ? N'avez-vous pas été au pouvoir avec Kérenski de février à octobre 1917, soutenus par tous les cadets, par toute l'Entente, par tous les pays les plus riches du monde ? A ce moment, votre programme était la transformation sociale sans guerre civile. Y aurait-il eu au monde un seul imbécile pour faire la révolution si vous aviez vraiment commencé la réforme sociale ? Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? Parce que votre programme était vide, ce n'était qu'un songe creux. Parce qu'on ne peut pas s'entendre avec les capita-

listes et se les soumettre pacifiquement, surtout après quatre années de guerre impérialiste. Pensez-vous qu'il n'y ait pas en Angleterre, en France, en Allemagne d'hommes intelligents qui comprennent qu'ils se sont battus pour le partage des colonies ? Qu'on a massacré 10 millions d'hommes et mutilé 20 millions pour le partage du butin ? Voilà ce qu'est ce capitalisme. Comment peut-on le persuader, comment peut-on s'entendre avec le capitalisme qui a mutilé 20 millions d'hommes et en a tué 10 millions ? Nous disons aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires : « Vous aviez la possibilité de faire une expérience, pourquoi n'a-t-elle pas réussi ? Parce que votre programme n'était que pure utopie non seulement en Russie, mais même en Allemagne, dans cette Allemagne où sont maintenant au pouvoir les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires allemands, à qui nul n'obéit ; où un Kornilov allemand, armé de pied en cap, prépare la réaction [88], dans cette République allemande où l'on a massacré dans les rues 15 000 ouvriers. Et c'est ce qu'on appelle une république démocratique ! » Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires allemands peuvent encore dénoncer la malfaisance des bolchéviks, les accuser d'avoir amené le pays à la guerre civile, tandis que la paix sociale règne, paraît-il, chez eux, où l'on n'a tué dans les rues que 15 000 ouvriers !

Ils disent que la guerre civile et les effusions de sang se produisent chez nous parce que nous sommes un pays arriéré. Mais, voyons, pourquoi en est-il de même dans des pays aussi peu arriérés que la Finlande ? Pourquoi la Hongrie est-elle le théâtre d'une terreur blanche qui provoque l'indignation dans l'univers ? Pourquoi, dans cette République allemande où les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires sont au pouvoir depuis la chute du kaiser, a-t-on tué Luxembourg et Liebknecht ? Pourquoi les menchéviks n'y sont-ils pas forts, tandis que Kornilov l'est et que les bolchéviks, bien que vaincus, le sont aussi, forts de la conscience d'avoir raison, de l'influence qu'ils exercent sur les masses ?

Telle est la révolution internationale dont on a dit qu'elle servait aux bolchéviks à tromper le peuple ; or la réalité, c'est que toutes les espérances de conciliation se sont révélées absurdes et vides de sens.

De vives discordes mettent aux prises les pays bourgeois eux-mêmes. L'Amérique et le Japon sont à la veille de se prendre à la gorge, parce que le Japon s'est gazé pendant la guerre impérialiste et a pris presque toute la Chine, avec ses 400 millions d'habitants. Messieurs les impérialistes disent : « Nous sommes pour la république, nous sommes pour la démocratie, mais pourquoi les Japonais ont-ils volé à notre barbe plus que de raison ? » Le Japon et l'Amérique sont à la veille d'une guerre qu'il est absolument impossible d'empêcher et qui fera encore 10 millions de morts et 20 millions de mutilés. De son côté, la France demande : « A qui les colonies sont-elles échues ? A l'Angleterre. » La France a vaincu, mais elle est endettée jusqu'au cou, elle est dans une situation sans issue, tandis que l'Angleterre s'est enrichie. De nouvelles combinaisons et alliances se nouent, on veut de nouveau se battre pour le partage des colonies ; la guerre impérialiste va de nouveau se déclencher, et il n'est pas possible de l'empêcher non parce que les capitalistes pris individuellement sont des hommes mauvais — chacun d'entre eux, pris à part, est un homme comme les autres — mais parce qu'ils ne sont pas à même de se tirer autrement des entraves financières, parce que le monde entier est chargé de dettes, asservi, parce que la propriété privée a amené et amènera toujours la guerre.

Tout cela engendre de plus en plus profondément la révolution internationale. Grâce à ce fait, nous avons gagné à nous les soldats anglais et français, gagné la confiance des petits Etats, et notre position internationale est aujourd'hui plus favorable que jamais. Nous disons, en nous fondant sur un simple calcul, que bien des difficultés nous attendent encore, mais que nous en avons déjà surmonté les plus dures. L'Entente, d'une puissance universelle, ne nous fait plus peur : nous l'avons battue en des combats décisifs. (Applaudissements.)

Il est vrai que l'on peut encore jeter la Pologne contre nous. Les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais sont en effervescence, ils menacent, réclament les frontières de 1772, veulent assujettir l'Ukraine. Nous savons que la France excite la Pologne contre nous, y envoie des millions, parce qu'elle a fait faillite de toute façon et joue maintenant sa dernière carte sur la Pologne. Et nous disons à nos

camarades de Pologne que nous sauvegardons la liberté de leur nation, comme celle de toute autre nation, que l'ouvrier et le paysan russes savent bien, pour l'avoir subi, ce qu'a été le joug du tsarisme. Nous savons que le partage de la Pologne entre le capital allemand, autrichien et russe a été le plus grand des crimes, que ce partage a voué le peuple polonais à de longues années d'oppression pendant lesquelles l'usage de la langue nationale était considéré comme un crime, alors que le peuple polonais a été élevé dans la seule pensée de s'affranchir du triple joug. Aussi comprenons-nous la haine dont l'âme du Polonais est pétrie et lui disons-nous que jamais nous ne franchirons la frontière sur laquelle nos troupes sont aujourd'hui stationnées (et elles sont beaucoup plus loin que les lieux où vit la population polonaise). Nous proposons la paix sur cette base, sachant que ce sera pour la Pologne une immense acquisition. Nous ne voulons pas de guerre pour une frontière territoriale, parce que nous voulons extirper le passé maudit où tout Grand-Russe était considéré comme un oppresseur.

Mais si la Pologne répond par le silence à nos offres de paix, si elle continue à laisser toute liberté à l'impérialisme français qui l'incite à la guerre contre la Russie, si de nouveaux trains de munitions et d'équipement arrivent chaque jour en Pologne, si les impérialistes polonais nous menacent d'une agression, nous leur disons : « Essayez un peu ! Vous recevrez une leçon que vous n'oublierez jamais. » (Applaudissements.)

Quand les soldats mouraient pendant la guerre impérialiste pour enrichir le tsar et les propriétaires fonciers, nous disions haut et clair que la défense nationale dans la guerre impérialiste est une trahison, équivaut à défendre le tsar russe qui doit recevoir les Dardanelles, Constantinople, etc. Mais quand nous avons publié les traités secrets, quand nous avons fait la révolution contre la guerre impérialiste, quand nous avons enduré d'immenses souffrances pour cette révolution, quand nous avons démontré que les capitalistes sont écrasés en Russie et qu'il ne leur est même pas permis de penser à un retour de l'ancien régime, nous disons que nous ne défendons pas le droit de piller d'autres peuples, mais que nous défendons notre révolution prolétarienne et la défendrons jusqu'au bout. La Russie libérée

qui a, en deux années, enfanté dans la douleur sa révolution soviétique, cette Russie-là nous la défendrons jusqu'à la dernière goutte de sang ! (Applaudissements.)

Nous savons que les temps sont révolus où les armées impérialistes nous pressaient de toutes parts et où les travailleurs de Russie n'avaient pas encore pris conscience de nos tâches. Nous avons connu le règne des francs-tireurs, où chacun cherchait à s'emparer des armes pour son propre compte sans se soucier de l'ensemble, où les excès et les pillages étaient la règle dans les provinces. En ces deux années, nous avons formé une armée unique, bien disciplinée. La tâche a été très difficile. Vous savez qu'on n'apprend pas d'un seul coup le métier militaire. Vous savez aussi que la science militaire n'est connue que des officiers, colonels et généraux qui nous restent de l'armée du tsar. Vous avez naturellement entendu dire que ces ex-colonels et généraux nous ont valu quantité de trahisons qui nous ont coûté des dizaines de milliers de vies. Il a fallu écarter tous ces traîtres, mais il fallait en même temps recruter les cadres parmi les ci-devant officiers pour que les ouvriers et les paysans puissent apprendre à leur école, car on ne saurait créer d'armée moderne sans la science et il faut se fier pour la science aux spécialistes militaires. La tâche était difficile, mais là encore nous en sommes venus à bout.

Nous avons formé une armée unique, maintenant dirigée par l'avant-garde des communistes expérimentés, qui ont su organiser partout l'agitation et la propagande. Les impérialistes font aussi de la propagande, il est vrai ; mais maintenant les paysans commencent à comprendre qu'il y a propagande et propagande. Ils commencent à sentir d'instinct où est la vérité, où est le mensonge. En tout cas, la propagande que lancent les menchéviks, celle qui venait de Koltchak et de Dénikine n'ont plus le même succès. Voyez leurs affiches et leurs brochures. On y parle de l'Assemblée constituante, de la liberté et de la république, mais les ouvriers et les paysans qui ont conquis la liberté au prix du sang comprennent dès maintenant que le capitaliste se cache sous le mot de « constituante ». Et si quelque chose a décidé en notre faveur de l'issue de la lutte avec Koltchak et Dénikine, bien que Koltchak et Dénikine aient été sou-

tenus par les grandes puissances, c'est qu'en fin de compte les paysans et les travailleurs cosaques, qui ont été longtemps de l'autre côté du front, se sont ralliés aux ouvriers et aux paysans, c'est uniquement cela qui a décidé de l'issue de la guerre et nous a donné la victoire.

Forts de cette victoire, nous devons employer toutes nos forces pour l'affermir maintenant sur un autre front, où le sang ne coule pas, sur le front de la guerre contre la ruine à laquelle nous a conduits la guerre contre les propriétaires fonciers, les capitalistes, contre Koltchak et Dénikine. Vous savez ce que cette victoire nous a coûté, vous savez quelle lutte terrible nous avons dû soutenir quand nous étions coupés des régions riches en blé, coupés de l'Oural et de la Sibérie. Les ouvriers de Moscou et de Pétrograd ont connu à ce moment les affres de la faim. On agitait devant vous l'épouvantail de la « dictature du prolétariat ». Il servait à intimider les paysans et les travailleurs cosaques, à qui l'on s'efforçait d'inculquer que la dictature instituait le bon plaisir de l'ouvrier. Mais en réalité, tandis que l'Angleterre et l'Amérique s'employaient à soutenir Koltchak et Dénikine, les ouvriers des villes du centre, exerçant leur dictature, s'efforçaient de montrer à tous par leur exemple comment il faut rompre avec les capitalistes et les propriétaires fonciers et marcher avec les travailleurs, car le travail unit et la propriété divise. C'est la leçon que nous avons suivie pendant deux années et qui nous a menés à la victoire. Nous sommes précisément unis par le travail, tandis que l'Entente ne cesse de se désagréger, parce que la propriété a transformé les impérialistes en bêtes féroces qui se disputent leur proie en premier lieu et en dernier lieu. Le travail, lui, a fait de nous la force qui unit tous les travailleurs. Et le mot de « dictature » ne peut plus effrayer désormais que des gens tout à fait ignorants, s'il en reste en Russie.

J'ignore s'il reste encore un homme que Koltchak et Dénikine n'aient éclairé et qui ne comprenne que la dictature du prolétariat signifie que le prolétariat des capitales et des centres industriels n'a encore jamais été dans une situation aussi pénible qu'au cours des deux dernières années. A présent, les paysans des provinces productrices sont dans une situation telle que, possédant la terre, ils gardent

tous les produits pour eux. Au lendemain de la révolution bolchévique, pour la première fois depuis des millénaires, les paysans russes travaillent pour eux-mêmes et peuvent améliorer leur nourriture. En même temps, dans ces deux années de lutte, le prolétariat exerçant sa dictature connaît les affres de la faim. Vous comprenez maintenant que la dictature, c'est la direction, c'est l'union des masses laborieuses dispersées, éparpillées, c'est la formation d'un tout homogène contre les capitalistes, pour vaincre les capitalistes, pour que ne se renouvelle plus la sanglante tuerie qui a déjà fait 10 millions de morts et 20 millions de mutilés. Pour triompher d'une force soutenue par de puissantes armées et la culture moderne, il faut la cohésion de tous les travailleurs, il faut une volonté de fer unique. Et cette volonté de fer unique ne peut être que celle des masses laborieuses, celle du prolétariat de la ville, celle des ouvriers conscients formés au cours de dizaines d'années de luttes par les grèves et les manifestations ; ils ont su renverser le tsarisme et, en deux années de guerre civile effroyablement dure, ils ont supporté toutes les charges, combattu au premier rang, formé une Armée Rouge unique dans laquelle sont entrés par dizaines de milliers les meilleurs des ouvriers, des paysans, des élèves des écoles militaires, toujours tombés en premiers. A Moscou, à Pétrograd, à Ivanovo-Voznessensk, à Tver, à Iaroslavl et dans tous les centres industriels, ils ont enduré les affres de la faim. Et voici que ces tourments ont uni les ouvriers et obligé les paysans et les travailleurs cosaques des provinces productrices à croire à la vérité des bolchéviks, car c'est ainsi qu'ils leur ont permis de tenir dans la lutte contre les gardes blancs.

C'est pourquoi la classe ouvrière a le droit de dire que ces deux années de sacrifices et la guerre lui ont permis de prouver à tous les paysans travailleurs, à tous les travailleurs cosaques qu'il faut nous unir, qu'il faut nous grouper. Nous devons combattre ceux qui spéculent sur la famine, parce qu'ils ont avantage à vendre le blé mille roubles le poud, et non au prix ferme. On peut s'enrichir là-dessus, mais c'est marcher à reculons, c'est revenir au passé pour retomber dans la fosse maudite du tsarisme, à l'époque ou les capitalistes, pour assurer leurs bénéfices, jetaient l'humanité dans la tuerie impérialiste. Ce serait

rétrograder, ce qui est inadmissible. Après la lutte contre Koltchak et Dénikine, cette vérité que la cohésion est nécessaire est devenue évidente aux yeux des paysans et travailleurs cosaques ; ils se joignent aux ouvriers et voient leurs guides en la classe ouvrière. Les paysans travailleurs ne se sont pas sentis et ne pouvaient se sentir lésés par le pouvoir ouvrier ; seuls les propriétaires fonciers, les capitalistes, les koulaks l'ont été, et ce sont les pires ennemis des travailleurs, ce sont les alliés des impérialistes qui ont provoqué tous les maux de la population et une guerre sanglante. Il importe que tous les ouvriers, toutes les masses laborieuses s'unissent, et c'est alors seulement que nous vaincrons.

La guerre sanglante a pris fin, nous faisons maintenant une guerre sans effusion de sang contre la ruine, la dévastation, la misère et les maladies, auxquelles nous ont voués quatre années de guerre impérialiste et deux années de guerre civile. Vous savez que ces dévastations sont effroyables. Il y a à présent dans les régions périphériques de la Russie, en Sibérie, dans le Sud, des dizaines de millions de pouds de blé, des millions de pouds sont d'ores et déjà collectés et transportés, mais une affreuse famine sévit à Moscou. Les gens meurent de faim faute de pouvoir transporter le blé, et on ne peut le transporter parce que la guerre civile a dévasté le pays, détruit les transports, détruit des dizaines de ponts. Les locomotives sont hors d'usage, et nous n'avons pas la possibilité de les réparer vite. Nous nous donnons maintenant beaucoup de peine pour obtenir l'aide de l'étranger. Mais nous savons qu'à présent la possibilité existe de procéder au relèvement complet de l'industrie.

Que faire pour rétablir l'industrie, lorsque nous ne pouvons donner des marchandises en échange de blé, parce qu'il n'y en a pas ?

Nous savons que, lorsque le pouvoir soviétique prend aux paysans du blé au prix ferme, il ne le paie qu'en papier. Quelle est la valeur de ce papier ? Ce n'est pas le prix du blé, mais nous ne pouvons donner que du papier-monnaie. Et nous disons qu'il le faut, que les paysans doivent livrer leur blé à crédit. Y aura-t-il au moins un paysan bien nourri pour refuser du blé à l'ouvrier affamé, s'il sait que cet ouvrier, quand il aura mangé, le lui remboursera en produits?

Pas un paysan honnête et conscient ne refusera de donner du blé à crédit. Les paysans qui ont des excédents de blé doivent le livrer à l'Etat en échange de papier-monnaie, c'est cela le crédit. Seuls les partisans du capitalisme et de l'exploitation ne le comprennent pas, ceux qui veulent que l'homme repu s'enrichisse plus encore au détriment de l'affamé. Pour le pouvoir ouvrier, c'est chose inadmissible et, pour la combattre, nous ne reculerons devant aucun sacrifice. (Applaudissements.)

Nous axons maintenant toutes nos forces sur le rétablissement de l'industrie et nous poursuivons sans dévier cette nouvelle guerre dans laquelle nous vaincrons comme nous avons vaincu jusqu'à présent. Nous avons chargé une commission de savants et de techniciens de mettre au point un plan d'électrification de la Russie. Ce plan sera prêt dans deux mois ; il nous permettra de nous représenter nettement toute la Russie couverte en quelques années d'un réseau électrique et reconstruite, non à l'ancienne manière, mais de façon nouvelle, pour atteindre le degré de culture que nos prisonniers ont vu en Allemagne.

C'est ainsi que nous devons rétablir notre industrie, que nous rembourserons au centuple le blé que nous prenons à crédit aux paysans. Nous savons que ceci ne peut être réalisé en un an ou deux ; le programme minimum d'électrification portera sur trois ans au moins, et la victoire totale de cette industrie civilisée ne demandera pas moins d'une dizaine d'années. Mais si nous avons pu tenir deux ans dans une guerre aussi sanglante, nous saurons, en dépit de toutes les difficultés, tenir dix ans et plus. Nous avons acquis l'expérience de la direction des masses laborieuses par les ouvriers, et elle nous guidera à travers toutes les difficultés dans cette guerre non sanglante contre la désorganisation économique ; et elle nous conduira à des victoires plus grandes que celles que nous avons remportées sur les champs de bataille contre l'impérialisme international. (Applaudissements.)

« Pravda » nos 47, 48 et 49 des 2, 3 et 4 mars 1920

Conforme au texte du journal. Collationné sur le texte de la brochure : Lénine, « Discours au Ier Congrès des travailleurs cosaques de Russie », Moscou 1920

DISCOURS AU IIe CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DES SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES DE RUSSIE 1er MARS 1920

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

(Le camarade Lénine accueilli par de longs applaudissements et les accents de l'«Internationale» prononce une brève allocution.)

Camarades,

Permettez-moi de saluer votre congrès au nom du Conseil des Commissaires du Peuple. Point n'est besoin ici de parler longuement des tâches de ce congrès, ni des travaux que vous avez accomplis. Aucun travail peut-être n'a fait, après le front des armées, autant de sacrifices que le vôtre. Les quatre ans de guerre impérialiste ont pour conséquence que l'humanité compte aujourd'hui plusieurs millions de mutilés et est victime de diverses épidémies.

Une tâche immense, difficile et de haute responsabilité nous incombe. La lutte sur le front des armées a montré l'inanité des tentatives des impérialistes. Les plus grandes difficultés militaires ont été surmontées ; nous avons maintenant à faire face à l'édification pacifique. L'expérience acquise sur le front sanglant nous la reporterons sur un front sans effusion de sang, où nous trouverons beaucoup plus de sympathies.

Nous avons su prendre à notre service des milliers de spécialistes, un nombre considérable d'officiers et de généraux qui assument des responsabilités au même titre que

les ouvriers communistes. Il nous faut consacrer tout notre esprit de décision, toute l'expérience acquise dans la guerre civile à combattre les épidémies.

Il fut un temps où le corps médical se montrait plein de méfiance à l'égard de la classe ouvrière ; où il rêvait lui aussi au retour au régime bourgeois. Il s'est maintenant persuadé, lui aussi, qu'on ne peut amener la Russie à son épanouissement culturel qu'avec le prolétariat. La coopération des représentants de la science et des ouvriers est seule capable d'anéantir à jamais le joug de la misère, des maladies, de la crasse. Ce sera chose faite.

Aucune puissance des ténèbres ne résistera à la coalition des représentants de la science, du prolétariat et de la technique.

Bref compte rendu publié le 6 mars 1920 dans le n° 51 du journal « Izvestia du C.E.C.R. »

Conforme au texte de la brochure: « Le IIe Congrès des travailleurs des services médicaux et sanitaires de l'union « Vsémédikosanitroud ». Procès-verbaux et résolutions ». Moscou 1920

LETTRE AUX ORGANISATIONS DU P.C.R. SUR LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PARTI

Chers camarades,

Le congrès du parti est fixé au 27 mars. L'ordre du jour en a été publié [89] et toutes les organisations du parti ont déjà, bien sûr, commencé le travail de préparation. Le Comité central croit devoir vous faire part de quelques considérations à ce sujet.

Notre parti qui, en quinze années de luttes opiniâtres (1903-1917), a prouvé sa liaison avec la classe ouvrière de Russie et son aptitude à combattre les influences bourgeoises au sein de cette classe, à diriger la lutte révolutionnaire du prolétariat dans les conditions les plus diverses et les plus difficiles, devait naturellement assumer l'exécution directe des tâches de la dictature du prolétariat depuis la Révolution d'Octobre. Le congrès de notre parti revêt dès lors la plus haute importance non seulement pour tout le mouvement ouvrier, mais aussi pour toute l'édification du pouvoir des Soviets et la direction générale du mouvement communiste de Russie et, dans une certaine mesure, du mouvement communiste international.

Cette importance du congrès de notre parti est encore accrue en raison des particularités de la situation actuelle, le pouvoir soviétique devant réaliser la transition extrêmement difficile des tâches du temps de guerre, qui l'absorbaient entièrement, aux tâches de l'édification économique pacifique.

Les effectifs de notre parti se sont considérablement accrus, surtout grâce à l'énorme afflux des ouvriers et des paysans au cours des « semaines » de recrutement organisés

au moment le plus difficile de notre révolution, alors que Ioudénitch et Dénikine étaient le plus près de Pétrograd et de Moscou. Les ouvriers et les paysans venus au parti à un moment aussi difficile constituent les meilleurs et les plus sûrs cadres du prolétariat révolutionnaire et des couches paysannes non exploiteuses. Notre tâche est à présent d'achever aussi promptement, de façon aussi fructueuse et pratique que possible, l'éducation de ces jeunes membres du parti, d'aider à former parmi eux les constructeurs du communisme, les plus conscients, les plus capables d'assumer les fonctions les plus importantes tout en gardant la liaison la plus étroite avec les masses, c'est-à-dire avec la majorité des ouvriers et des paysans n'exploitant pas le travail d'autrui.

Le point central de l'ordre du jour du prochain congrès c'est, conformément aux particularités de la situation historique présente, la question de l'édification économique et notamment des mesures, procédés, moyens et résultats de l'ouvriérisation des directions générales, des centres et des organismes administratifs du pouvoir soviétique, en général.

Cette question doit se situer au centre des préoccupations du congrès, car le problème principal de toute l'édification soviétique en Russie (et, puisqu'elle est devenue le foyer de la révolution mondiale, c'est dans une mesure notable le problème du communisme international) est le passage des luttes sanglantes du front des armées aux luttes du front sans effusion de sang, au front du travail, à la guerre contre le délabrement économique, pour la reconstruction, l'amélioration, la réorganisation, le développement de toute l'économie nationale de la Russie.

La collecte et le transport d'importants stocks alimentaires de l'Etat, le relèvement des transports endommagés, l'accomplissement de ces mesures avec une promptitude, une énergie, une discipline toutes militaires ; en outre, et en étroite connexion avec tout cela, l'« ouvriérisation » de l'appareil administratif du pouvoir soviétique ; le bannissement du sabotage et de la bureaucratie ; l'obtention du maximum de la productivité du travail ; la tension maximum de toutes les forces du pays pour le redressement économique : telle est la tâche urgente, impérieusement dictée

par les circonstances, et qui demande à être accomplie par les procédés d'indéfectible énergie révolutionnaire de millions et de millions d'ouvriers et de paysans.

Le congrès du parti doit faire le point de l'expérience des armées du travail, cette nouvelle et jeune institution ; faire le point de l'expérience acquise en plus de deux années par tous les mécanismes du pouvoir soviétique et prendre une série de décisions qui permettraient à notre République socialiste de consacrer, avec un redoublement de fermeté, d'énergie, de volonté, d'esprit pratique, toutes les forces des masses laborieuses à la solution la meilleure du problème pressant qui consiste à triompher rapidement et de façon définitive du délabrement économique.

Nous invitons tous les membres du parti et toutes ses organisations à concentrer le maximum de forces sur cette tâche, dans le travail pratique de toutes les institutions soviétiques comme dans la préparation du congrès. Car ces tâches se confondent en un tout indissoluble.

Le temps des discussions d'ordre purement théorique, des débats sur les questions générales, des résolutions de principe est heureusement passé. C'est une étape franchie, un problème résolu hier et avant-hier. Il faut aller de l'avant, il faut savoir comprendre que maintenant une tâche *pratique* se pose pour nous, et qu'à cette tâche *concrète* — vaincre aussi promptement que possible le délabrement économique — il faut consacrer toutes nos forces, avec une énergie vraiment révolutionnaire, avec l'abnégation dont ont fait preuve nos meilleurs camarades, les ouvriers et paysans de l'Armée Rouge en battant Koltchak, Ioudénitch et Dénikine.

Il faut aller de l'avant, il faut regarder au-delà, il faut apporter au congrès l'expérience acquise en matière d'édification économique, méditée et soigneusement *décantée* grâce à l'effort, au travail commun de tous les membres du parti.

Nous avons tout de même appris quelque chose, et, pour aller de l'avant, pour venir à bout du délabrement économique, il n'est nul besoin de tout recommencer, de transformer à droite et à gauche ; il faut savoir *utiliser* au plus haut degré ce qui est déjà créé. Le moins possible de reconstructions générales, le plus possible de mesures, de procédés,

d'indications, de moyens concrets, pratiquement éprouvés, vérifiés par les résultats déjà obtenus, tendant vers notre but principal : « ouvriériser » encore plus avant, plus amplement, avec plus de célérité, mieux encore, nos administrations ; faire participer toujours plus d'ouvriers et de paysans travailleurs à la gestion de l'industrie et de l'économie nationale en général, y convier non seulement à titre individuel les paysans et les ouvriers qui se sont le mieux recommandés par leur travail, mais obligatoirement dans une plus grande mesure les *syndicats*, puis les conférences d'ouvriers et de paysans sans-parti, et, enfin, jusqu'au dernier (car nous en avons incroyablement peu) les spécialistes bourgeois, c'est-à-dire ceux qui sont formés en milieu bourgeois et qui ont assimilé les fruits de la culture bourgeoise ; faire en sorte que nos masses laborieuses se *mettent réellement à l'école de ces spécialistes* comme l'exige le programme de notre parti, et qu'elles réalisent en même temps « la collaboration fraternelle des spécialistes bourgeois avec la masse des simples ouvriers, dirigés par les communistes conscients » (ainsi s'exprime le programme de notre parti), telles sont nos principales tâches pratiques.

Camarades, nous avons su jusqu'à présent vaincre les difficultés sans précédent que l'histoire a dressées sur le chemin de la première République socialiste, parce que le prolétariat comprenait correctement ses devoirs de dictateur, c'est-à-dire de guide, d'organisateur, d'éducateur de tous les travailleurs. Nous avons su vaincre, parce que nous savions déterminer avec justesse la tâche la plus urgente, la plus immédiate, la plus actuelle, et concentrer effectivement sur elle toutes les forces de tous les travailleurs, du peuple entier.

Les victoires militaires sont plus faciles que la victoire économique. Il a été beaucoup plus aisé de battre Koltchak, Ioudénitch, Dénikine que de vaincre les vieilles habitudes petites-bourgeoises, rapports, routines, conditions économiques, défendus et reproduits par des millions et des millions de petits propriétaires à côté des ouvriers, avec eux et parmi eux.

Pour vaincre ici, il faut plus de fermeté, plus de patience, plus d'insistance, plus d'opiniâtreté, plus de méthode dans le travail, plus d'art dans l'organisation et l'admi-

nistration sur une vaste échelle. C'est ce qui nous manque le plus, à nous, nation arriérée.

Que tous les membres du parti appliquent donc leurs efforts pour apporter au congrès l'expérience *acquise*, vérifiée, décantée, totalisée. Si nous tendons toutes nos forces et si nous savons rassembler, contrôler, décanter avec attention et réflexion, dans un esprit utilitaire, précisément l'expérience *acquise*, précisément ce que chacun de nous a fait, achevé, vu faire et achever par d'autres à ses côtés, alors et seulement alors, notre congrès et toutes nos institutions soviétiques après lui arriveront à résoudre le problème *pratique* : vaincre le plus rapidement et le plus sûrement la désorganisation économique.

Passer des congrès et des réunions discutant des questions générales aux congrès et réunions faisant la somme de *l'expérience acquise*, tel est le mot d'ordre de notre époque. Dresser le bilan de l'expérience vécue afin de rejeter ce qu'il y a de nuisible, de réunir tout ce qu'il y a de précieux, de déterminer avec précision les mesures pratiques immédiates et de les appliquer à tout prix, sans reculer devant aucun sacrifice, voilà comment nous entendons les tâches actuelles et celles du congrès.

« Izvestia du C.C. du P.C.(b)R. » n° 13, 2 mars 1920

Conforme au manuscrit

POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES OUVRIÈRES

Le capitalisme coordonne l'égalité de pure forme et l'inégalité économique et, par conséquent, sociale. C'est un de ses traits fondamentaux mensongèrement dissimulé par les partisans de la bourgeoisie, par les libéraux, et incompris des démocrates petits-bourgeois. De ce trait découle, entre autres, la nécessité de reconnaître ouvertement l'inégalité capitaliste, tout en luttant avec énergie pour l'égalité économique, et même, dans certaines conditions, de placer cette reconnaissance directe de l'inégalité à la base de l'Etat prolétarien (Constitution soviétique).

Même dans l'égalité formelle (l'égalité devant la loi, l'« égalité » du repu et de l'affamé, du possédant et du non-possédant), le capitalisme *ne peut pas* être conséquent. Et l'une des manifestations les plus criantes de cette inconséquence est *l'inégalité* de la femme et de l'homme. Aucun Etat bourgeois, si progressiste, républicain, démocratique soit-il, n'a reconnu l'entière égalité des droits de l'homme et de la femme.

La République soviétique de Russie a, par contre, balayé d'un seul coup *toutes* les traces juridiques *sans exception* de l'infériorité de la femme et assuré aussitôt à la femme, au regard de la loi, l'égalité complète.

On dit que la situation juridique de la femme caractérise le mieux le niveau de culture. Il y a, dans cette formule, un grain de vérité profonde. De ce point de vue seule la dictature du prolétariat, seul l'Etat socialiste, pouvait atteindre et a atteint le degré suprême de la culture.

C'est pourquoi la nouvelle impulsion, d'une puissance sans précédent, du mouvement ouvrier féminin est inséparа-

ble de la fondation (et de l'affermissement) de la première République soviétique et, parallèlement, en connexion avec ce dernier fait, de l'Internationale communiste.

Dès qu'il s'agit de ceux que le capitalisme a opprimés directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, le régime soviétique, et ce régime seul, leur assure la démocratie. La condition de la classe ouvrière et des paysans pauvres l'atteste clairement. La condition de la femme aussi.

Mais le régime soviétique est le dernier combat décisif pour *l'abolition des classes*, pour l'égalité économique et sociale. La démocratie, même offerte aux opprimés du capitalisme, y compris le sexe opprimé, *ne nous suffit pas.*

Le mouvement ouvrier féminin ne se contente pas d'une égalité de pure forme, il se donne pour tâche principale la lutte pour l'égalité économique et sociale de la femme. Faire participer la femme au travail productif social, la soustraire à l'« esclavage domestique », la libérer du joug abrutissant et humiliant, éternel et exclusif, de la cuisine et de la chambre des enfants, telle est la tâche principale.

Cette lutte sera longue, elle nécessite une transformation radicale de la technique sociale et des mœurs. Mais elle s'achèvera par la victoire totale du communisme.

4 mars 1920.

La « Pravda », 8 mars 1920 (Edition spéciale).
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

DISCOURS PRONONCÉ AU SOVIET DE MOSCOU DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES 6 MARS 1920

Camarades,

Je regrette beaucoup de ne pouvoir très probablement remplir les obligations auxquelles le camarade président vient de faire allusion en rappelant ma qualité de membre du Soviet de Moscou [90] ; je suis en tout cas très heureux de l'occasion qui m'est offerte de saluer le nouveau Soviet de Moscou. Permettez-moi de dire quelques mots des tâches qui, dans la situation générale du pays, incombent plus particulièrement aux ouvriers de Moscou et, plus que tout et avant tout, à votre Soviet.

Camarades, nous avons, selon toute probabilité, le plus grand espoir de terminer très prochainement par une victoire complète la guerre que les propriétaires fonciers et les capitalistes, alliés aux capitalistes du monde entier, nous ont imposée. Je viens de recevoir un télégramme d'un des membres du Conseil militaire révolutionnaire du front du Caucase, le dernier front sérieux parmi ceux où la lutte continue. Ce télégramme nous informe que la résistance de l'adversaire est brisée dans toutes les directions (a p p l a u d i s s e m e n t s) de sorte que, après la liquidation des fronts de Koltchak et d'Arkhangelsk, nous voici, semble-t-il, proches du jour où le front de Dénikine sera lui aussi définitivement anéanti. Mais, camarades, si favorables que soient pour nous les résultats de la guerre civile et la situation internationale, bien que les puissances impérialistes soient de toute évidence à la veille d'être définitivement brisées, bien que toutes leurs tentatives de réunir des forces, quel-

les qu'elles soient, pour nous faire la guerre, aient échoué, si favorable que soit pour nous cette situation, il faut cependant reconnaître que le danger, même extérieur, n'a pas encore entièrement disparu. De nouvelles tentatives sont faites, notamment par la France impérialiste, pour jeter la Pologne dans une guerre contre la Russie. La presse, les décisions du Comité exécutif central, toutes les déclarations faites au congrès des cosaques et à de nombreux autres congrès vous ont sûrement appris que la République soviétique a fait pour sa part tout son possible pour empêcher cette guerre, que nous avons offert la paix au peuple polonais non seulement par la voie officielle, mais de la manière la plus amicale, que nous avons reconnu de la façon la plus solennelle l'indépendance de l'Etat polonais, faisant à cet égard les déclarations les plus nettes. Sur le plan militaire, nous avons fait tout ce que nous pouvions pour empêcher les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais de réaliser leurs desseins : peut-être moins les leurs que ceux de la France impérialiste qui est derrière eux et envers laquelle ils sont endettés jusqu'au cou. Nous avons tout fait pour empêcher ces capitalistes et ces propriétaires fonciers de réaliser leur dessein de pousser le peuple polonais à la guerre contre la Russie. Mais, quoique nous ayons fait tout notre possible, l'avenir ne dépend plus de nous. Les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils feront demain. La situation intérieure de la Pologne est si grave que c'est précisément à cause du danger évident qu'ils courent en tant que classe, que c'est seulement parce qu'ils se sentent perdus qu'ils peuvent se lancer dans une semblable aventure. C'est pourquoi, même du point de vue de la sécurité extérieure, bien que nous ayons remporté maintes victoires, nous n'avons aucune garantie et devons être sur nos gardes, nous devons maintenir, développer et renforcer notre préparation militaire, afin d'accomplir la tâche qui s'impose à la classe ouvrière. Si, malgré tous nos efforts, les impérialistes de Pologne, soutenus par la France, partent en guerre contre la Russie, se jettent dans leur aventure militaire, ils risquent de se voir et ils se verront en effet infliger une riposte telle que leur capitalisme et leur impérialisme précaires s'effriteront une fois pour toutes.

Nous ne nous dissimulons nullement ni ne dissimulons surtout aux ouvriers de Moscou et de la Russie entière que la situation nécessite une nouvelle tension des forces, de nouveaux et immenses sacrifices, d'autant plus lourds que nous touchons à la fin de l'hiver, février-mars, période où se sont aggravées la misère, la famine et les souffrances qu'entraînent le délabrement de nos transports. Et je dois vous dire que, si la guerre sur le front sanglant, la guerre civile contre les impérialistes, semble s'achever, si, en tout cas, l'ennemi ne peut plus nous menacer sérieusement puisque l'Entente a essuyé une défaite décisive dans ses tentatives de déclencher contre nous la guerre universelle, je dois dire que la guerre se poursuit et se poursuivra longtemps encore, sur un front sans effusion de sang ; car, plus le danger de guerre s'éloigne, plus les tâches de l'édification intérieure s'imposent à nous ; et elles ne peuvent manquer d'être accomplies par la classe ouvrière qui s'est donné pour mission de guider les masses laborieuses. Ces tâches : la reconstruction du pays dévasté, de l'économie dévastée, l'organisation de la société socialiste ne sauraient être accomplies sans une guerre sur le front où le sang ne coule pas. Voilà ce que les ouvriers d'avant-garde qui installent aujourd'hui le nouveau Soviet de Moscou doivent bien se graver dans l'esprit, parce que les ouvriers de Moscou ont toujours été et devront nécessairement rester pendant un certain temps un exemple pour les ouvriers des autres villes.

Souvenons-nous que nous accomplissons la révolution socialiste dans un pays dont la population est en majorité paysanne. Les masses rurales de Sibérie se sont maintenant jointes à nous ; ces paysans ont des excédents de blé, ils sont corrompus par le capitalisme, attachés à la vieille liberté du commerce ; ils considèrent comme un droit sacré — les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires leur montent la tête à ce sujet (car telle est la triste destinée de ces partis qui n'ont plus rien d'autre à faire) —, ils considèrent, dis-je, comme un droit sacré de vendre librement leurs excédents de céréales et s'imaginent qu'on peut leur laisser ce droit. Ils ne veulent pas admettre que cette prétendue égalité civile équivaut à l'exploitation de l'affamé par le repu, puisque les paysans qui possèdent des excédents de blé, et qui refusent de les donner aux affamés, établis-

sent la base des rapports capitalistes. Ce sont des gens qui, après avoir été exploités durant des siècles, travaillent pour la première fois pour leur propre compte et qui peuvent, grâce à leurs excédents de blé, réduire en esclavage les ouvriers incapables, par suite du délabrement de l'industrie, de leur fournir des marchandises en échange du blé. Aussi, notre tâche à l'égard de ces propriétaires petits-bourgeois, de ces petits spéculateurs qui se comptent par millions et qui, disposant d'excédents de blé, s'imaginent que plus nous avançons et plus ils s'enrichiront, plus la famine sévit et plus les détenteurs de blé tireront de profits, notre attitude à leur égard, c'est la guerre. Nous le déclarons hautement, c'est un principe fondamental de la dictature du prolétariat que de proclamer ouvertement devant les ouvriers et les masses paysannes : « Le paysan travailleur est notre allié, notre ami et notre frère ; mais lorsque nous avons affaire au paysan propriétaire d'excédents de blé non nécessaires pour son exploitation, qui se comporte avec nous comme un propriétaire, comme le repu face à l'affamé, ce paysan-là est notre ennemi, et nous le combattrons avec la dernière énergie, sans merci. » Il est difficile de vaincre les petits propriétaires, les petits spéculateurs. On ne peut les anéantir en un an ; il faudra de longues années, une ténacité organisée, un labeur obstiné, longuement poursuivi pas à pas, inflexiblement, une lutte quotidienne, incessante, particulièrement difficile et au cours de laquelle le paysan spéculateur l'emporte à tout moment sur l'ouvrier. Mais nous nous battrons sur le front où le sang ne coule pas, pour que l'affamé obtienne les excédents que possède le repu, envers et contre tout, en dépit du désir des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks de faire admettre la liberté du commerce et de laisser les excédents au repu.

Nous avons accompli, au cours de ces deux dernières années, un énorme travail. Nous y avons fait participer la masse des paysans et des ouvriers ; nous avons su trouver partout ce dont nous avions besoin. Pendant que les officiers blancs, les anciens officiers du tsar, se battaient contre nous sous les drapeaux de nos ennemis, nous avons fait participer et laissé s'assimiler à notre travail des dizaines et des centaines de spécialistes militaires. Avec nos commissaires, ils nous ont aidés à travailler. Ils ont eux-mêmes

appris à travailler chez nous et nous ont donné, en échange, leurs connaissances techniques. Et ce n'est qu'avec leur aide que l'Armée Rouge a pu remporter ses victoires. Nous devons transposer à présent tout ce travail dans un autre domaine. Il s'agit maintenant d'un travail pacifique, il nous faut tout transposer sur le front du travail. Nous devons diriger nos ex-propriétaires, nos ennemis d'hier, mobiliser toutes les personnes aptes au travail et les faire travailler avec nous. Il est nécessaire de supprimer à tout prix les traces de la politique menchévique et socialiste-révolutionnaire qui parle de la liberté individuelle, etc., puisque cette politique nous voue à la famine. Cette attitude doit être adoptée dans tout notre travail. L'avant-garde du prolétariat se charge de guider le reste de la population et lui dit : « De même que nous vous avons amenés à prendre de plus en plus notre parti, nous devons vous amener à comprendre, à appliquer intégralement nos idées. »

La première tâche qui s'impose ici à nous, c'est de sortir Moscou de la crasse et du lâcher-tout auxquels la ville a été livrée. Nous devons y arriver pour servir d'exemple au pays entier, de plus en plus envahi par cette crasse, qui apporte les épidémies et les maladies. Nous devons donner l'exemple ici, à Moscou, comme elle l'a déjà fait maintes fois.

Rappelons-nous qu'il nous faut rétablir les transports. Dès le printemps, nous devons instituer le contrôle des masses ouvrières. Nous devons l'appliquer notamment aux maraîchers des environs de Moscou, qui profitent du voisinage des affamés pour empocher des millions. Puisque tout riche maraîcher peut gagner des sommes exorbitantes au détriment de ses voisins pauvres, il en résulte une injustice scandaleuse que nous ne pouvons plus tolérer.

Que devons-nous faire ? Il faut que les spécialistes nous prêtent le concours de leurs connaissances afin de nous mettre à même d'appliquer nos idées. Il faut que la classe qui vient de renouveler le Soviet de Moscou s'attelle à ce travail qui devra se faire plus effectivement et plus en détail qu'auparavant.

Nous savons que la force numérique du prolétariat n'est pas très grande, mais nous savons aussi que les ouvriers de Pétrograd, qui ont lutté aux premiers rangs de l'Armée

Rouge, nous ont livré leurs meilleures forces aux moments où nous en avions besoin pour combattre l'ennemi, ils nous en ont donné plus que nous n'en attendions. Nous avons dit que Pétrograd, Moscou, Ivanovo-Voznessensk nous ont fourni un très grand nombre d'hommes, mais ce n'est pas encore assez : ils doivent nous en donner autant qu'il nous en faut. Nous devons utiliser maintenant tous les spécialistes bourgeois ; ils ont acquis des connaissances dans le passé, qu'ils s'acquittent donc à présent envers nous en nous faisant profiter de leur savoir. C'est avec l'aide de ces spécialistes que nous devons effectuer notre travail, c'est avec leur aide que nous devons vaincre tout ce qu'il nous faut, vaincre et former nos rangs d'ouvriers militants, qui se mettront à l'école de ces spécialistes et les dirigeront, qui ne cesseront d'expliquer cette expérience à la large masse ouvrière. Voilà ce que le Soviet de Moscou, un des premiers par son importance, un des Soviets prolétariens les plus forts, doit réaliser coûte que coûte. Les 1 500 membres du Soviet de Moscou plus leurs suppléants, voilà les cadres à l'aide desquels vous pouvez puiser inlassablement dans les grandes masses encore inexpérimentées pour les faire participer à l'administration de l'Etat.

Les masses ouvrières et paysannes appelées à fonder notre Etat doivent créer maintenant le contrôle d'Etat. Vous constituerez cet appareil avec le concours des masses ouvrières et paysannes, de la jeunesse ouvrière et paysanne, chez laquelle se sont éveillés, au plus haut degré, l'aptitude, le désir spontané, la volonté de participer elle-même à l'administration de l'Etat. Grâce à l'expérience de la guerre, nous pourrons promouvoir des milliers d'hommes passés par l'école des Soviets et capables d'administrer l'Etat. Vous devez appeler les ouvriers les plus timorés, les plus timides, les moins développés à participer aux travaux de l'Inspection ouvrière et les pousser en avant. Qu'ils s'élèvent dans ce travail. Quand ils auront vu l'Inspection ouvrière prendre part aux affaires de l'Etat, quand ils auront rempli les fonctions les plus élémentaires selon leurs aptitudes, et d'abord en qualité de témoins simplement, qu'ils passent peu à peu à des postes plus importants. Ces vastes réservoirs vous donneront des auxiliaires qui assumeront les charges de l'Etat, vous aideront, se mettront au travail. Il faut des

dizaines de milliers de nouveaux ouvriers d'avant-garde. Reposez-vous sur les ouvriers et les paysans sans-parti, reposez-vous sur eux, car notre parti, cerné par l'ennemi, doit rester étroit. En cette période où des éléments hostiles s'évertuent par tous les moyens de lutte, le mensonge, la provocation à s'incruster parmi nous et à profiter des avantages que le parti au pouvoir assure à ses membres, il faut agir en contact avec les travailleurs sans-parti. Les lois sur l'Inspection ouvrière et paysanne autorisent à faire participer les représentants des ouvriers et des paysans sans-parti, et leurs conférences, à la gestion de l'Etat. Vous disposez avec cet appareil d'un des moyens permettant d'augmenter le nombre des ouvriers et des paysans de façon à remporter la victoire sur le front intérieur d'ici quelques années. Longtemps encore, cette victoire ne se manifestera pas aussi simplement, avec cette résolution et netteté que celle du front de guerre. Elle exige de la vigilance et des efforts; vous l'assurerez en vous acquittant des tâches imposées par l'édification de Moscou et des environs et en contribuant au travail d'ensemble pour le rétablissement des transports, de l'organisation économique générale qui nous permettra d'éliminer l'influence directe et indirecte des spéculateurs et de vaincre les vieilles traditions du capitalisme. Ces résultats valent bien qu'on y consacre quelques années. Même dans de telles conditions, de pareilles transformations sociales seront sans précédent ; ce serait une grande erreur que de nous assigner ici des tâches à court terme.

Permettez-moi de terminer en exprimant l'espoir, la certitude que le nouveau Soviet de Moscou, compte tenu de l'expérience acquise par son prédécesseur pendant la guerre civile, puisera des forces nouvelles au sein de la jeunesse et abordera l'édification économique avec la fermeté, l'énergie et la ténacité avec lesquelles nous avons attaqué les affaires militaires, pour obtenir des succès sinon brillants, du moins plus solides et plus substantiels.

Publié en 1921 dans l'ouvrage : « Comptes rendus sténographiques des séances plénières du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges ». Moscou

Conforme au texte de l'ouvrage

DISCOURS A LA SÉANCE SOLENNELLE DU SOVIET DE MOSCOU, EN L'HONNEUR DE L'ANNIVERSAIRE DE LA IIIe INTERNATIONALE 6 MARS 1920

Camarades,

Un an s'est écoulé depuis la fondation de l'Internationale communiste. L'Internationale communiste a remporté au cours de cette année des victoires inespérées ; on peut affirmer hardiment que personne n'en prévoyait d'aussi marquantes au moment de sa fondation.

Aux premiers temps de la révolution, nombreux étaient ceux qui espéraient que la révolution socialiste commencerait en Europe occidentale aussitôt après la fin de la guerre impérialiste ; car au moment où les masses étaient armées, la révolution avait aussi le maximum de chances de succès dans quelques pays occidentaux. Il aurait pu en être ainsi si la division du prolétariat n'avait pas été aussi profonde en Europe occidentale, si la trahison des ex-chefs socialistes n'avait pas été si grande.

Nous ne savons pas encore exactement comment s'est effectuée la démobilisation et comment se poursuit la liquidation de la guerre. Nous ne savons pas, par exemple, ce qui s'est passé en Hollande ; ce n'est que fortuitement, grâce à un article où il est question du discours d'un communiste hollandais, un article comme il y en a beaucoup, que j'ai appris que le mouvement révolutionnaire avait pris de telles proportions en Hollande, pays neutre, peu mêlé à la guerre impérialiste, qu'on avait déjà commencé à former des Soviets et que Troelstra, un des personnages les plus marquants de la social-démocratie opportuniste

hollandaise, avait reconnu que les ouvriers auraient pu prendre le pouvoir.

Si l'Internationale n'avait pas été aux mains de traîtres qui sauvèrent la bourgeoisie au moment critique, la révolution aurait eu bien des chances de s'accomplir promptement aussitôt après la fin de la guerre dans nombre de pays belligérants, ainsi que dans certains pays neutres où le peuple était armé ; l'issue eût été tout autre.

Il se trouve que la chose n'a pas réussi, que la révolution n'a pu se faire aussi rapidement, et qu'il faut refaire le chemin où nous avons dû nous engager à la veille de notre première révolution, avant 1905 ; c'est seulement parce que plus de dix années s'étaient écoulées avant 1917, que nous nous sommes montrés capables de diriger le prolétariat.

1905 fut en quelque sorte une répétition de la révolution, et c'est en partie grâce à cela que nous avons pu profiter en Russie de l'échec de la guerre impérialiste qui a donné le pouvoir au prolétariat. Les événements historiques, la complète décomposition de l'autocratie nous ont permis d'engager sans difficulté la révolution ; mais plus il nous a été facile de la commencer et plus il a été difficile à ce pays isolé de la poursuivre ; après l'année que nous venons de vivre nous pouvons constater que le développement de la révolution a suivi un cours moins rapide dans les autres pays où les ouvriers sont plus avancés et beaucoup plus nombreux, où il y a plus d'industrie. Il a suivi notre voie, mais beaucoup plus lentement.

Les ouvriers continuent à suivre lentement cette voie tout en frayant le chemin de la victoire du prolétariat qui approche avec une rapidité assurément plus grande que cela n'a été le cas dans notre pays. On ne peut en effet que s'étonner, quand on considère la IIIe Internationale, de la rapidité des progrès qu'elle réalise, marchant de victoire en victoire.

Voyez comme nos termes malsonnants — tel le mot « bolchévisme » — se propagent à travers le monde. Bien que nous nous appelions parti communiste, bien que l'appellation de « communiste » soit scientifique et européenne, elle reste moins courante en Europe et ailleurs que le mot « bolchévik ». Notre mot russe « Soviet » est un des

plus répandus ; il n'est même pas traduit dans les autres langues, il est prononcé partout à la russe.

Malgré les mensonges de la presse bourgeoise, malgré la résistance acharnée de toute la bourgeoisie, malgré cela, les sympathies des masses ouvrières sont allées aux Soviets, au pouvoir soviétique, au bolchévisme. Plus la bourgeoisie mentait, et plus elle contribuait à généraliser à travers le monde l'expérience que nous avons faite sous Kérenski.

Un certain nombre de bolchéviks arrivés d'Allemagne ont été l'objet d'attaques et de campagnes d'excitations, organisées dans la « république démocratique » absolument à l'américaine, auxquelles Kérenski, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks se prêtaient sans réserve. Ils ont de la sorte donné le branle aux couches prolétariennes et les ont amenées à penser que, si les bolchéviks étaient ainsi persécutés, c'était qu'ils avaient du bon. (Applaudissements.)

Et lorsque l'on reçoit de temps à autre des informations fragmentaires de l'étranger ; lorsque, privé de la possibilité de suivre l'ensemble de la presse, on lit, par exemple, un numéro du plus riche journal anglais, le *Times*, lorsqu'on y voit rapportées les paroles des bolchéviks dans le but de démontrer que ces derniers prêchaient déjà la guerre civile pendant les hostilités, on en vient à conclure que même les représentants les plus intelligents de la bourgeoisie ont complètement perdu la tête. Quand le journal anglais signale l'ouvrage *Contre le courant*, le recommande aux lecteurs anglais et en donne des extraits pour montrer que les bolchéviks sont les pires des scélérats parce qu'ils osent dire que la guerre impérialiste est un crime et prêchent la guerre civile, on se rend compte que la bourgeoisie qui nous hait nous aide : Nos salutations et remerciements ! (Applaudissement.)

Nous n'avons de presse quotidienne ni en Europe ni en Amérique ; les informations sur notre travail y sont plutôt maigres, nos camarades y sont persécutés avec acharnement. Mais quand on voit que la presse impérialiste des Alliés, la presse la plus riche, dans laquelle des centaines de milliers d'autres journaux puisent leurs informations, a perdu le sens de la mesure au point que, soucieuse d'accabler les bolchéviks, elle produit d'abondantes citations de leurs

œuvres, les déniche dans des publications du temps de guerre afin de montrer que nous avons toujours dénoncé la guerre comme un crime et cherché à la transformer en guerre civile, cela veut dire que ces messieurs si intelligents seront aussi stupides que notre Kérenski et ses compagnons. Nous pouvons donc être certains que ces gens, les dirigeants de l'impérialisme anglais, aideront proprement et durablement la révolution communiste. (Applaudissements.)

Camarades, il semblait avant la guerre que le mouvement ouvrier se divisât essentiellement en socialistes et anarchistes. Ce n'était pas seulement une apparence, il en était vraiment ainsi. Pendant une longue période avant la guerre impérialiste et la révolution, il n'y a pas eu de situation objectivement révolutionnaire dans l'immense majorité des pays d'Europe. La tâche était alors d'employer ce travail à long terme pour préparer la révolution. Les socialistes se sont attelés à cette tâche, les anarchistes ne la comprenaient pas. La guerre a créé une situation révolutionnaire et cette vieille division a commencé à s'effacer. D'une part, les leaders de l'anarchisme et du socialisme sont devenus des chauvins, ils ont montré ce que c'est que de défendre ses propres forbans bourgeois contre d'autres forbans bourgeois, les uns et les autres responsables de la mort de millions d'hommes, à la guerre. D'autre part, on a vu naître à la base des vieux partis de nouvelles tendances, hostiles à la guerre et à l'impérialisme, en faveur de la révolution sociale. La guerre a ainsi ouvert une crise extrêmement profonde, les anarchistes et les socialistes se sont divisés, parce que les dirigeants parlementaires du socialisme se révélaient auxiliaires des chauvins, tandis qu'à la base une minorité sans cesse croissante les quittait et passait du côté de la révolution.

Ainsi, le mouvement ouvrier a suivi dans tous les pays une nouvelle orientation ; ce n'est ni celle des anarchistes ni celle des socialistes, mais celle qui peut conduire à la dictature du prolétariat. Cette scission s'esquissait et a commencé dans le monde entier avant la naissance de la IIIe Internationale.

Si nous avons connu le succès, c'est que nous sommes arrivés à un moment où la situation était révolutionnaire et où un mouvement ouvrier existait déjà dans tous les pays ;

aussi voyons-nous maintenant qu'une scission s'est faite dans le socialisme et l'anarchisme. Le résultat en est dans le monde entier que les ouvriers communistes participent à la création de nouvelles organisations et se groupent dans la IIIe Internationale. Cette attitude est la plus juste.

De nouvelles divergences surgissent, par exemple, au sujet du parlementarisme ; mais depuis l'expérience de la révolution russe et de la guerre civile, depuis que la grande figure de Liebknecht s'est dressée devant le monde entier et qu'on a vu son rôle et son importance parmi les représentants du parlementarisme, il est absurde de nier l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme. Les représentants de la vieille méthode ont compris clairement qu'on ne saurait plus poser la question de l'Etat à l'ancienne mode, que l'ancienne manière livresque d'envisager le problème est remplacée, en raison du mouvement révolutionnaire, par une manière nouvelle, pratique.

A la force unie et centralisée de la bourgeoisie, il faut opposer la force unie et centralisée du prolétariat. De la sorte, la question de l'Etat se pose désormais sous un aspect nouveau, les vieilles divergences perdent leur sens. A l'ancienne division du mouvement ouvrier se substituent de nouvelles, en fonction de l'attitude envers le pouvoir soviétique et la dictature du prolétariat.

La Constitution soviétique a montré nettement tout ce que la révolution russe a élaboré. Notre expérience, l'étude de cette expérience font ressortir que toutes les anciennes tâches se résument à une seule : pour le pouvoir soviétique ou contre ; soit pour le pouvoir bourgeois, pour la démocratie, pour les formes de la démocratie qui, promettant l'égalité des affamés et des repus, l'égalité du capitaliste et de l'ouvrier quant au dépôt du bulletin de vote, des exploiteurs et des exploités, n'ont fait que dissimuler l'esclavage capitaliste ; soit pour le pouvoir du prolétariat, pour la répression implacable des exploiteurs, pour l'Etat soviétique.

Seuls les partisans de l'esclavage capitaliste peuvent être pour la démocratie bourgeoise. Nous le voyons bien dans la littérature des gardes blancs de Koltchak et Dénikine. Après avoir nettoyé de nombreuses villes russes de cette vermine, on a réuni et transporté à Moscou cette littérature.

On peut parcourir les écrits des intellectuels russes tels que Tchirikov, ou de penseurs bourgeois tels que E. Troubetskoï, il est curieux de voir comment, tout en soutenant Dénikine, ils dissertent sur l'Assemblée constituante, sur l'égalité, etc. Ces considérations sur la Constituante nous sont utiles ; employées dans la propagande parmi les masses de gardes blancs, elles nous ont aidés dans le courant même de la guerre civile, dans le cours des événements. Leur argumentation prouvait que le pouvoir soviétique était soutenu par les révolutionnaires sincères, disposés à combattre les capitalistes. Ce fait se précise avec la plus parfaite netteté au cours de la guerre civile.

Après l'expérience réalisée, après les événements de Russie, Finlande et Hongrie, après l'expérience acquise un an par les Républiques démocratiques et en Allemagne, il devient impossible d'élever des objections contre la nécessité du pouvoir central, de la dictature et de l'unité de volonté indispensables à l'avant-garde du prolétariat pour assurer la cohésion de ses forces, les développer et transformer le vieil Etat en un Etat nouveau, tout en gardant fermement le pouvoir ; il devient impossible de disserter sur ce thème. La démocratie s'est à jamais démasquée elle-même ; c'est pourquoi de nombreux indices affectant les formes les plus variées attestent, dans tous les pays le renforcement irrésistible du mouvement communiste pour le pouvoir soviétique, pour la dictature du prolétarat.

Les choses en sont au point que des partis tels que celui des Indépendants allemands et le Parti socialiste français, où prédominent les chefs de l'ancien type, qui n'ont compris ni la nouvelle propagande ni les nouvelles conditions, qui n'ont nullement modifié l'activité parlementaire et la réduisent à un moyen d'éluder les tâches importantes par des bavardages et d'occuper les ouvriers avec les débats parlementaires, même ces chefs se voient contraints de reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets. C'est parce que les masses ouvrières qui manifestent leur présence les y obligent.

Les discours d'autres camarades vous ont appris que cette défection du parti des Indépendants allemands, cette reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique a été le dernier coup décisif porté à la IIe In-

ternationale. On peut dire, après une analyse de la situation, que la IIe Internationale est morte et que les masses ouvrières d'Allemagne, d'Angleterre et de France rejoignent les communistes. Il y a en Angleterre aussi un parti des indépendants, qui s'en tient toujours au point de vue de la légalité et condamne la violence bolchévique. Tout dernièrement leur journal a ouvert une rubrique de discussion. Et voilà qu'on y discute la question des Soviets ; nous y trouverons, à côté d'un autre article publié dans les journaux ouvriers anglais, l'article d'un Anglais qui ne veut rien savoir de la théorie socialiste, mais témoigne de l'absurde mépris d'autrefois à son égard ; cependant, compte tenu des conditions de la vie en Angleterre, il arrive à cette conclusion : nous ne pouvons pas condamner les Soviets, nous devons prendre leur parti.

C'est le signe du début d'un bond en avant, même parmi les ouvriers arriérés, dans des pays tels que l'Angleterre, et l'on peut dire que les vieilles formes du socialisme sont tuées à jamais.

L'Europe ne va pas à la révolution comme nous y sommes venus, mais elle suit, au fond, la même voie. Chaque pays doit poursuivre à sa manière la lutte contre ses menchéviks, contre son opportunisme, contre ses socialistes-révolutionnaires, qui existent sous d'autres étiquettes et sous des formes plus ou moins évoluées dans tous les pays. Et cette lutte a déjà commencé.

Précisément parce que les divers pays acquièrent à leur façon cette expérience, l'on peut être assuré que la victoire de la révolution communiste est inévitable dans tous les pays ; plus il y a de flottements et d'incertitude dans les rangs de nos ennemis, qui déclarent que les bolchéviks sont des criminels et que jamais on ne fera la paix avec eux, tant mieux pour nous.

A présent ils disent : si nous faisons du commerce, ce sera sans reconnaître les bolchéviks. Nous n'y voyons pas d'inconvénient : essayez donc, Messieurs. Nous comprenons bien que vous ne vouliez pas nous reconnaître. Vous commettriez, à notre avis, une erreur en nous reconnaissant. Mais, si vous en arrivez à une confusion telle qu'après avoir proclamé que les bolchéviks enfreignent toutes les lois divines et humaines, que vous ne parlerez ni ne ferez jamais

la paix avec eux, vous déclarez consentir à commercer avec nous, sans toutefois reconnaître notre politique, c'est là pour nous une victoire qui ne peut qu'impulser le mouvement communiste et mieux l'implanter dans les masses populaires de chaque pays. Ce mouvement est si profond qu'en dehors des organisations adhérant officiellement à la IIIe Internationale, on voit s'esquisser dans les pays évolués de nombreux mouvements qui, sans adhérer ni au socialisme ni au communisme, et tout en continuant à condamner le bolchévisme, s'en rapprochent cependant par la force des choses.

Au XXe siècle, la guerre oblige les gouvernements des pays civilisés à se démasquer eux-mêmes. Un journal français a publié des documents émanant de l'ex-empereur Charles d'Autriche qui proposait en 1916 la paix à la France. Maintenant que sa lettre a été publiée, les ouvriers demandent au leader socialiste Albert Thomas : vous étiez alors au gouvernement ; on proposait la paix à votre gouvernement. Qu'avez-vous fait ? Lorsqu'on lui a posé cette question, Albert Thomas est resté bouche close.

Ces révélations ne font que commencer. Les masses populaires sont instruites, elles ne peuvent plus, ni en Europe, ni en Amérique, avoir à l'égard de la guerre l'attitude d'autrefois. Elles se demandent pourquoi dix millions d'hommes ont été tués et vingt millions mutilés. Poser cette question, c'est obliger les masses populaires à se tourner vers la dictature du prolétariat. Poser cette question, c'est y répondre : dix millions d'hommes ont été tués, vingt millions ont été mutilés afin de décider qui s'enrichira le plus, des capitalistes allemands ou anglais. Telle est la vérité, et, de quelque façon qu'on la dissimule, elle fait son chemin.

L'effondrement des gouvernements capitalistes est inévitable. Car chacun voit qu'une nouvelle guerre toute pareille est fatale si les impérialistes et la bourgeoisie restent au pouvoir. De nouveaux différends et conflits surgissent entre le Japon et l'Amérique. L'histoire diplomatique des deux pays les prépare depuis des dizaines d'années. Les guerres sont inévitables sous le régime de la propriété privée. La guerre entre l'Angleterre, qui a pillé des colonies, et la France, qui s'estime lésée, est inévitable. Nul ne sau-

rait dire où ni comment elle éclatera, mais tout le monde voit, sait et dit qu'elle est inévitable, qu'elle se prépare à nouveau.

Cette situation, au XXe siècle, dans des pays où tout le monde sait lire, nous garantit qu'il ne saurait plus être question du vieux réformisme et du vieil anarchisme. La guerre les a tués. On ne saurait plus parler de transformer à coups de réformes la société capitaliste, qui a déboursé des centaines de milliards de roubles pour la guerre ; on ne saurait plus parler de transformer cette société sans pouvoir révolutionnaire, sans violences, sans les plus grands bouleversements. Celui qui parle et pense ainsi perd toute influence.

L'Internationale communiste est forte des leçons du carnage impérialiste mondial. La justesse de sa position est de plus en plus confirmée dans chaque pays par l'expérience de millions d'hommes ; le mouvement qui les porte vers l'Internationale communiste est cent fois plus vaste et plus profond que jamais. Il a causé en l'espace d'un an la faillite complète de la IIe Internationale.

Il n'est pas un seul pays au monde, même le moins développé, où les ouvriers qui pensent n'aient rejoint l'Internationale communiste, n'y aient adhéré sur le terrain idéologique. C'est là le gage certain que la victoire universelle de l'Internationale communiste est assurée dans un délai qui n'est pas si éloigné.

« L'Internationale communiste » n° 10, 1920.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la revue

DISCOURS PRONONCÉ AU IIIe CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DES TRANSPORTS FLUVIAUX DE RUSSIE 15 MARS 1920

Le travail des transports fluviaux revêt en ce moment, pour la Russie soviétique, une importance tout à fait exceptionnelle ; aussi sommes-nous convaincus que ce congrès accordera le maximum d'attention et de soins aux tâches incombant aux travailleurs des transports fluviaux. Permettez-moi de m'arrêter sur la question qui intéresse en ce moment le plus le Parti communiste et les syndicats et qui fait certainement parmi vous l'objet de vifs débats, celle de la gestion de l'industrie. Cette question figure spécialement à l'ordre du jour du congrès du parti. Des thèses ont été publiées à ce sujet. Les camarades mariniers eux aussi doivent la débattre.

Vous savez que l'un des points litigieux, l'un de ceux qui suscitent dans la presse et les réunions de vives polémiques, concerne la direction personnelle et la direction collective des entreprises. Je pense que souvent la préférence accordée à la direction collective témoigne d'une compréhension insuffisante des tâches auxquelles la République doit faire face et, je dirai plus, atteste souvent un degré insuffisant de conscience de classe. J'ai toujours envie de dire quand je réfléchis à cette question : les ouvriers n'ont pas encore été assez à l'école de la bourgeoisie. Cela apparaît nettement dans les pays où dominent des démocrates socialistes ou les social-démocrates qui participent maintenant au gouvernement en Europe et en Amérique, à toutes les sauces et sous des formes diverses d'alliance avec la

bourgeoisie. Le bon dieu leur a donné de professer de vieux préjugés, mais nous devons, nous, après deux années de domination du prolétariat, non seulement vouloir que la conscience de classe du prolétariat ne retarde pas sur celle de la bourgeoisie, mais aussi y arriver. Voyez plutôt comment la bourgeoisie gouverne le pays. Comment s'est-elle organisée en tant que classe ? S'est-il jamais trouvé autrefois un seul homme qui, partageant le point de vue de la bourgeoisie et étant son fidèle défenseur, se soit demandé : qu'est-ce que cette administration de l'Etat fondée sur le pouvoir personnel ? S'il s'était trouvé dans la bourgeoisie un imbécile de cet acabit, les camarades de sa propre classe l'auraient tourné en ridicule, et il n'aurait pu ni parler ni formuler ses réflexions dans aucune assemblée importante de MM. les capitalistes et les bourgeois. On lui aurait demandé : est-ce que la question de savoir si c'est un individu ou un groupe d'individus qui doit gouverner se rattache à la question de classe ?

Les bourgeoisies anglaise et américaine sont les plus intelligentes et les plus riches ; la bourgeoisie anglaise est plus expérimentée à bien des égards et sait mieux administrer que l'américaine. Et ne nous donne-t-elle pas l'exemple du maximum de dictature personnelle, du maximum de célérité dans l'administration, tout en se réservant, en tant que classe, l'intégrité du pouvoir ? C'est une leçon, camarades. Et il me semble que si vous y réfléchissez, si vous vous rappelez le temps, pas bien éloigné, où MM. Riabouchinski, Morozov et autres capitalistes régnaient en Russie, si vous vous rappelez comment ils surent, après le renversement de l'autocratie, pendant les huit mois du gouvernement Kérenski, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, se camoufler à merveille, avec une promptitude remarquable, se donner n'importe quelle étiquette, faire toutes les concessions de pure forme et réserver totalement, intégralement, le pouvoir à leur classe, je pense que les réflexions sur la leçon anglaise et cet exemple concret feront plus pour la compréhension du problème de la direction personnelle que bien des motions abstraites, préconçues, imaginées par la théorie.

La direction collective serait celle des ouvriers et la direction personnelle ne serait pas ouvrière. Le seul fait

de poser ainsi la question, d'argumenter de la sorte, montre que notre conscience de classe n'est pas encore assez claire, et plus encore, que notre conscience de classe est moins claire que celle de MM. les bourgeois. Cela se conçoit. Ce n'est pas en deux ans, c'est en deux siècles qu'ils ont appris à gouverner, et si l'on considère la bourgeoisie européenne, en beaucoup plus de deux siècles. Nous n'avons pas à désespérer de n'avoir pas pu tout apprendre en deux ans, mais il importe, les événements l'exigent, que nous apprenions plus vite que nos ennemis. Ils ont eu des centaines d'années pour s'instruire, ils ont la possibilité de se rééduquer et de corriger leurs erreurs parce qu'ils sont, à l'échelle mondiale, infiniment plus forts que nous. Nous n'avons pas le temps d'apprendre, nous devons poser la question de la direction collective à l'aide d'arguments concrets positifs. Je suis convaincu que vous en viendrez à la ligne politique définie par le Comité central du parti, publiée [91], débattue dans toutes les assemblées du parti, et qui, pour des gens de sens pratique, pour les travailleurs des transports fluviaux est, après deux ans de travail, hors de discussion. J'espère que la grande majorité des assistants qui connaissent dans la pratique le problème de la gestion comprendront que nous ne devons pas nous borner à poser la question en termes généraux, mais que nous devons devenir des gens sérieux et pratiques, qui écartent les collèges et administrent sans eux.

Tout travail d'administration requiert des qualités spéciales. On peut être le plus qualifié des révolutionnaires et des propagandistes et n'être qu'un administrateur totalement incompétent. Quiconque observe de près la vie pratique et a l'expérience de la vie sait qu'il faut, pour administrer, être compétent, connaître à fond, avec le maximum de précision, toutes les conditions de la production, en connaître la technique dans sa phase moderne, avoir une certaine instruction scientifique. Telles sont les conditions que nous devons remplir à tout prix. Et quand nous présentons des motions d'ordre général, traitant de l'air grave d'un connaisseur de la gestion collective ou personnelle, nous nous persuadons peu à peu que nous ne savons presque rien en matière d'administration, mais que nous commençons à apprendre quelque chose, l'expérience aidant, à

peser chaque démarche et à promouvoir chaque administrateur plus ou moins doué.

Vous savez par les débats du Comité central que nous ne nous opposons pas à ce que des ouvriers soient mis à la tête ; mais nous disons que la décision doit être subordonnée aux intérêts de la production. Nous ne pouvons pas attendre. Le pays est tellement dévasté, les calamités y ont pris de telles proportions : faim, froid, misère générale, qu'on ne peut plus continuer de la sorte. Aucun dévouement, aucun sacrifice ne nous sauveront, si nous ne sauvons pas physiquement les ouvriers, si nous ne leur donnons pas du pain, si nous ne savons pas stocker en grande quantité le sel pour rétribuer les paysans non en papiers de couleur avec lesquels on ne peut tenir longtemps, mais en organisant dûment les échanges commerciaux. L'existence même du pouvoir des ouvriers et des paysans, l'existence même de la Russie soviétique est en jeu. Quand des personnes incompétentes sont à la direction, quand le combustible n'est pas amené en temps voulu, quand les locomotives, les vapeurs et les chalands ne sont pas réparés, l'existence même de la Russie soviétique est en jeu.

Nos transports ferroviaires sont dévastés bien plus que nos transports fluviaux. Dévastés par la guerre civile qui s'est surtout déroulée sur terre ferme ; de part et d'autre, on a surtout détruit les ponts, et les conséquences ont été terribles pour les chemins de fer, dont la destruction a atteint des proportions désespérantes. Nous les reconstruirons. Nous voyons presque chaque jour cette reconstruction s'opérer par petites portions. Mais ce n'est pas de sitôt qu'ils seront relevés. Si des pays avancés et cultivés souffrent de la ruine des transports, comment reconstruire ceux de Russie ? Or, il faut les réparer rapidement, parce que la population ne pourrait plus supporter un hiver tel que l'hiver dernier. En dépit de tout leur héroïsme, en dépit de toute leur abnégation, les ouvriers ne pourront plus supporter les souffrances de la faim, du froid et du typhus. Posez donc la question de la gestion en hommes de sens pratique. Exigez que l'on administre en dépensant le minimum de forces ; que les administrateurs, ouvriers ou spécialistes, soient à la hauteur de leur tâche, qu'ils aillent travailler et administrer; et que leur non-participation à la gestion

soit considérée comme un crime. Instruisez-vous grâce à votre propre expérience des choses. Apprenez aussi à l'école de la bourgeoisie. Elle savait maintenir sa domination de classe, elle avait une expérience dont nous ne pouvons nous passer ; en faire fi serait d'une suffisance extrême, infiniment dangereuse pour la révolution.

Les révolutions précédentes ont péri parce que les ouvriers n'ont pas su tenir par une dictature ferme et ne comprenaient pas que la dictature, la violence, la contrainte ne suffisaient pas pour tenir ; on ne peut tenir qu'en s'assimilant toute l'expérience culturelle et technique du capitalisme progressif et en prenant à son service tous ces gens. Quand les ouvriers qui se mettent pour la première fois à administrer se montrent hostiles au spécialiste, au bourgeois, au capitaliste qui, hier encore directeur, s'enrichissait à millions et les opprimait, nous disons — et la plupart d'entre vous le disent probablement aussi — que ces ouvriers ne font encore qu'approcher du communisme. Si l'on pouvait bâtir le communisme avec des spécialistes non imprégnés des opinions bourgeoises, ce serait très facile, mais ce communisme-là serait du domaine de la fantaisie. Nous savons que rien ne tombe du ciel ; nous savons que le communisme naît du capitalisme ; qu'on ne peut le bâtir qu'avec les vestiges du capitalisme, ces vestiges sont mauvais, il est vrai, mais il n'y en a pas d'autres. Quiconque rêve du communisme fantaisiste auquel je fais allusion doit être mis à la porte de toutes nos réunions sérieuses, où ne doivent rester que des hommes capables de faire œuvre utile avec les vestiges du capitalisme. Les difficultés de cette entreprise sont immenses, mais c'est un travail fécond ; tout spécialiste doit être considéré comme le seul privilège de la technique et de la culture, sans lequel il ne peut être question de communisme.

Si, dans un autre domaine, notre Armée Rouge a remporté des victoires, c'est parce que nous avons su résoudre ce problème à son endroit. Des milliers d'anciens officiers, généraux, colonels de l'armée du tsar nous ont trompés, trahis, faisant périr par milliers les meilleurs soldats rouges ; vous le savez, mais des dizaines de milliers d'autres anciens officiers nous servent, tout en restant attachés à la bourgeoisie, et sans eux nous n'aurions pas d'Armée Rou-

ge. Et vous savez que lorsque nous avons essayé, il y a deux ans, de former une Armée Rouge sans eux, nous avons eu des troupes indisciplinées, une débandade, dix ou douze millions de baïonnettes et pas une division, pas une division capable d'aller au feu ; et nous étions incapables, avec des millions de baïonnettes, de combattre l'infime armée régulière des blancs. Cette expérience nous l'avons payée au prix du sang ; il faut la transposer dans le domaine de l'industrie.

Ici, l'expérience atteste que tout représentant de la culture bourgeoise, de la science bourgeoise, de la technique bourgeoise, doit être apprécié à sa valeur. Sans ces représentants, nous ne pourrons bâtir le communisme. La classe ouvrière gouverne en tant que classe. Le pouvoir soviétique qu'elle a institué est entre ses mains en tant que classe ; elle peut saisir au collet tout tenant des intérêts bourgeois et le jeter dehors. C'est là le pouvoir du prolétariat. Mais pour édifier la société communiste, reconnaissons franchement notre immense incapacité à conduire les affaires, à être des organisateurs et des administrateurs ; nous devons aborder la tâche avec une extrême prudence en nous souvenant que seul est conscient le prolétaire qui sait préparer, en vue de la prochaine campagne, le spécialiste bourgeois et ne perd pas une minute à dépenser ses efforts comme cela se produit toujours pour les directions collectives.

Je répète que notre sort dépend peut-être plus de la prochaine campagne des transports fluviaux que de la prochaine guerre avec la Pologne, si on nous l'impose. Car même la guerre est handicapée par la désorganisation des transports. Nous avons beaucoup de troupes, mais nous ne pouvons ni les transporter ni les ravitailler ; nous ne pouvons acheminer le sel que nous avons en abondance, et sans cet échange de marchandises aucune relation normale avec les paysans n'est possible. C'est pourquoi toute la République, tout le pouvoir soviétique, l'existence même du pouvoir ouvrier et paysan imposent à la campagne des transports fluviaux des tâches d'une importance exceptionnelle, capitale. Il n'est pas permis de perdre une semaine, un jour, une minute ; il faut stopper la désorganisation, tripler et quadrupler les possibilités.

Tout dépend peut-être du combustible, mais, à cet égard,

la situation est meilleure qu'elle ne l'était l'an dernier. Nous pouvons flotter davantage de bois si nous évitons le désordre. Les choses vont beaucoup mieux quant au pétrole ; ajoutons que Grozny sera, selon toute probabilité, très prochainement entre nos mains ; et si ce n'est pas encore certain, en tout cas l'industrie d'Emba, où il y a 10 à 14 millions de pouds de pétrole, est déjà entre nos mains. Si les transports fluviaux nous aident à acheminer en temps voulu et rapidement à Saratov une énorme quantité de matériaux de construction, nous arriverons à mettre en route le chemin de fer d'Emba. Et vous savez ce que c'est que d'avoir du pétrole pour les transports fluviaux. Nous ne pourrons pas remettre rapidement les chemins de fer à la hauteur. Plaise à dieu, ou plutôt pas à dieu bien sûr, mais à l'aptitude des ouvriers à surmonter les vieux préjugés, que nous puissions améliorer un peu en 4 ou 5 mois l'état des réseaux ! Donc les transports fluviaux, dans leur campagne, doivent accomplir une œuvre héroïque.

L'entrain, l'allant, l'enthousiasme à eux seuls demeurent sans effet ; il n'est que l'organisation, la fermeté, la conscience qui puissent nous tirer d'affaire quand celui qui parlera le plus fort ne sera pas celui qui craint le spécialiste bourgeois et nous sert des lieux communs, mais celui qui sait affirmer, réaliser un pouvoir ferme, fût-il personnel, dans l'intérêt du prolétariat, celui qui comprend que tout dépend des transports fluviaux.

Pour progresser, il faut établir des gradins ; il faut, pour les faire gravir au non-croyant , mettre au point les choses, choisir et promouvoir des hommes qui sachent organiser les transports fluviaux. Il y a parmi nous des gens qui s'exclament à propos de la discipline militaire : « En voilà encore des nouveautés ! A quoi bon ? » Ces gens-là ne comprennent pas la situation de la Russie, ils ne comprennent pas que la lutte s'achève sur le front sanglant et commence sur un autre front où, bien que le sang ne coule pas, il ne faut pas moins de tension, de forces et de sacrifices, où l'enjeu n'est pas moindre, où la résistance rencontrée, loin d'être moindre, est beaucoup plus grande. Tout paysan cossu, tout koulak, tout représentant de la vieille administration qui ne veut pas soutenir l'ouvrier est un ennemi; ne vous faites pas d'illusions. Il faut, pour vaincre, une

lutte prodigieuse, une discipline de fer, une discipline militaire. Qui ne l'a pas compris n'a rien compris aux conditions du maintien du pouvoir ouvrier et nuit énormément par ses considérations à ce même pouvoir des ouvriers et des paysans.

C'est pourquoi, camarades, je termine en exprimant l'espoir et la certitude que vous porterez la plus grande attention à la prochaine campagne des transports fluviaux en vous y assignant pour tâche d'instituer, sans reculer devant aucun sacrifice, une véritable discipline militaire, une discipline de fer, et d'accomplir dans les transports fluviaux des miracles pareils à ceux que notre Armée Rouge a accomplis en deux ans. (Applaudissements.)

« Pravda » nos 59 et 60, 17 et 18 mars 1920

Conforme au texte du journal

DISCOURS A LA SÉANCE COMMÉMORATIVE CONSACRÉE A J. SVERDLOV[92] 16 MARS 1920

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Après avoir souligné les éminents dons d'organisateur de notre regretté camarade Sverdlov, le camarade Lénine fait observer que cela fait involontairement penser à l'importance de l'organisation et au rôle des organisateurs dans l'édification soviétique. Définissant la portée exceptionnelle de l'organisation, Lénine ajoute qu'elle constitue précisément l'arme principale de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire. Parlant du rapport des forces sociales aux divers moments depuis la Révolution d'Octobre, Lénine dit que la dictature du prolétariat eût été impossible sans la cohésion des travailleurs. Il conclut que l'organisation est le facteur principal de tous nos succès militaires sur les divers fronts et aussi des succès que nous obtenons peu à peu dans la lutte contre le délabrement économique. Appréciant de ce point de vue le travail du disparu comme organisateur, Lénine explique que nous devons cette avant-garde d'organisateurs au fait qu'ils ont été à la dure école de la vie, à l'époque de la clandestinité. L'Allemagne, qui connaît en ce moment une période Kornilov, a particulièrement besoin d'une telle avant-garde d'organisateurs. Lénine signale que les organisateurs doués sont nombreux parmi les travailleurs, même parmi les ouvriers et les paysans sans-parti ; mais nous n'avons pas encore appris à les découvrir et à les mettre à la place qu'ils méritent. Il exprime la conviction que ces milieux fourniront désormais un nombre toujours croissant d'organisateurs qui, gardant à l'esprit l'activité du camarade Sverdlov, marcheront d'un pas ferme sur ses traces.

« Pravda » n° 59, 17 mars 1920 — *Conforme au texte du journal*

DEUX DISCOURS ENREGISTRÉS SUR DISQUES[93]

1

LE TRAVAIL POUR LES TRANSPORTS

Camarades,

Les victoires éclatantes de l'Armée Rouge nous ont délivrés de l'invasion de Koltchak, de Ioudénitch et en ont presque fini avec Dénikine.

Les armées des propriétaires fonciers et des capitalistes qui voulaient avec l'aide des capitalistes du monde entier restaurer leur toute-puissance en Russie sont battues.

Mais la guerre impérialiste, puis la guerre faite à la contre-révolution ont terriblement ruiné et épuisé tout le pays.

Il faut tendre toutes nos forces pour triompher de la désorganisation économique, pour restaurer l'industrie et l'agriculture, pour donner aux paysans en échange de blé les produits qui leur sont indispensables.

Aujourd'hui, après avoir triomphé des propriétaires fonciers, après avoir libéré la Sibérie, l'Ukraine et le Caucase du Nord, nous sommes parfaitement à même de relever l'économie du pays.

Nous avons beaucoup de blé, nous avons maintenant du charbon, du pétrole. Tout dépend à présent des transports. Les chemins de fer sont désorganisés. Il faut restaurer les transports. Alors, nous amènerons dans les usines le blé, le charbon, le pétrole ; alors, nous amènerons le sel ; alors, commencera la restauration de l'industrie ; les ouvriers des usines et les cheminots cesseront d'avoir faim.

Que tous les ouvriers, que tous les paysans se mettent donc à rétablir les transports, avec le maximum de persévérance et d'abnégation.

Tous les travaux nécessaires au rétablissement des transports doivent être exécutés avec une ardeur totale, avec une énergie révolutionnaire, avec un dévouement à toute épreuve.

Nous avons vaincu sur le front de la guerre sanglante.

Nous vaincrons sur un front sans effusion de sang, sur le front du travail.

Tous au travail pour le rétablissement des transports !

Prononcé fin mars 1920.
Publié pour la première fois le 21 janvier 1928 dans le n° 18 de la « Pravda »

Conforme à l'enregistrement

2

DE LA DISCIPLINE DU TRAVAIL

Pourquoi avons-nous vaincu Ioudénitch, Koltchak et Dénikine, bien qu'ils aient bénéficié de l'aide des capitalistes du monde entier ?

Pourquoi avons-nous la certitude de triompher, à présent, de la désorganisation économique, de relever l'industrie et l'agriculture ?

Nous avons vaincu les propriétaires fonciers et les capitalistes parce que les soldats rouges, les ouvriers et les paysans savaient qu'ils luttaient pour leur propre cause.

Nous avons vaincu parce que l'élite de toute la classe ouvrière et de toute la paysannerie a fait preuve d'un héroïsme sans pareil dans cette guerre contre les exploiteurs ; elle a accompli des prodiges de vaillance, supporté des privations inouïes, elle s'est sacrifiée, elle a chassé impitoyablement les profiteurs et les lâches.

Aujourd'hui, nous avons la certitude de triompher de la désorganisation économique, parce que l'élite de toute la classe ouvrière et de toute la paysannerie engage la lutte avec la même conscience, la même fermeté, le même héroïsme.

Et lorsque des millions de travailleurs s'unissent et suivent comme un seul homme l'élite de leur classe, la victoire est assurée.

Les profiteurs ont été chassés de l'armée. Nous dirons tous maintenant :

« A bas les profiteurs, à bas ceux qui ne songent qu'à s'enrichir, à spéculer et à tirer au flanc, à bas ceux qui redoutent les sacrifices nécessaires pour vaincre ! »

Vivent la discipline du travail, l'ardeur au travail, le dévouement à la cause ouvrière et paysanne !

Gloire éternelle à ceux qui sont tombés aux premiers rangs de l'Armée Rouge.

Gloire éternelle à ceux qui conduisent aujourd'hui des millions de travailleurs et marchent avec le plus d'ardeur aux premiers rangs de l'armée du travail !

Prononcé fin mars 1920.
Publié pour la première fois le 21 janvier 1928 dans le n° 18 de la « Pravda »

Conforme à l'enregistrement

IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.[94]

29 MARS-5 AVRIL 1920

Publié dans l'ouvrage :
«Le neuvième Congrès
du Parti communiste de Russie.
Compte rendu sténographique».
Moscou 1920

Conforme au texte
de l'ouvrage collationné
sur le compte rendu
sténographique

Première page du questionnaire rempli par Lénine en tant que délégué au IXe Congrès du P.C.(b)R.
29 mars 1920.

Réduction

Российская Коммунистическая Партия (большевиков).

Пролетарии всех стран, соединяйтесь!

Личная анкета

для делегатов 9-го С'езда Р. К. П. (большевиков).

1. Имя, отчество и фамилия. Владимир Ильич Ульянов (Ленин)

2. № делегатского билета ~~решающий~~ ~~совещательный~~ 381

3. В какой организации числитесь (уезд, губерния). Моск.

4. Число членов вашей организации. 35 000.

5. Как избраны (на губконференции, уездконференции, общем собрании и т. д.) и когда. Моск. горкоферецией

6. Число представленных членов партии на губконференции, уездконференции, общем собрании, на которой вы были избраны на С'езд. 35.000

7. Возраст. 50

8. Образование. высшее

9. Бывшая профессия (указать вполне определение), или какие специальности знаете. бывш.: нач. ирм. повер. публицист

10. Национальность. великоросс

11. Семейное положение. женат

Партийная работа.

12. С какого времени состоите членом Р. К. П. (год, месяц). с 1893 года

13. На каких Всероссийских партийных С'ездах вы участвовали. каждый, кроме на всех

14. Какую партийную работу исполняли, когда и где. членом ЦК. и ред. ц.о.

1
DISCOURS D'OUVERTURE
29 MARS

Permettez-moi d'abord de saluer, au nom du Comité central du Parti communiste de Russie, les délégués présents à ce congrès.

Camarades,

Nous ouvrons notre congrès ordinaire à une heure éminemment grave. Le développement intérieur de notre révolution nous a donné dans la guerre civile les victoires les plus grandes et les plus rapides sur l'ennemi, et, étant donné la situation internationale, ces victoires ne sont pas autre chose que celles de la révolution soviétique du premier pays qui l'ait accomplie, pays le plus faible et le plus arriéré, victoires remportées sur le capitalisme et l'impérialisme coalisés du monde entier. Nous pouvons aborder, après ces victoires, avec une tranquille et ferme confiance, les tâches présentes de l'édification économique pacifique, nous pouvons les aborder avec la certitude que le présent congrès dressera le bilan de plus de deux années de travail soviétique et saura tirer profit de l'expérience acquise pour trancher la question plus difficile et plus complexe de l'édification économique. Sur le plan international, jamais encore notre situation n'a été aussi favorable qu'à présent ; et ce qui plus que tout nous remplit d'aise et d'entrain, ce sont les nouvelles qui nous parviennent chaque jour d'Allemagne ; elles montrent que, si pénible et douloureux que soit l'enfantement de la révolution socialiste, le pouvoir soviétique prolétarien dans ce pays monte irrésistiblement. Les Kornilov allemands ont joué le même rôle que le Kornilov russe. Après leur coup de force, un revirement en faveur du pouvoir prolétarien a commencé non seulement parmi les

masses ouvrières des villes, mais aussi dans le prolétariat rural d'Allemagne, et ce revirement marque une date dans l'histoire mondiale. Il ne confirme pas seulement une fois de plus, en termes absolus, que nous sommes dans le bon chemin, il nous donne aussi la conviction que le temps n'est pas loin où nous marcherons la main dans la main avec un gouvernement soviétique allemand. (Applaudissements.)

Je déclare le congrès ouvert et vous prie de passer à l'élection du présidium.

2

RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL
29 MARS

Camarades,

Avant d'aborder mon rapport, je dois vous dire qu'il est divisé en deux parties, comme au dernier congrès : questions politiques et questions d'organisation. Cette division fait avant tout penser à la façon dont s'est cristallisé le travail du Comité central, vu de l'extérieur, au point de vue de l'organisation. Notre parti a passé sa première année sans J. Sverdlov, et cette perte ne pouvait manquer d'être ressentie par toute l'organisation du Comité central. Personne n'a su coordonner, comme savait le faire le camarade Sverdlov, le travail politique et d'organisation, et nous avons dû essayer de remplacer son activité à lui par celle d'un groupe.

Le travail du Comité central au cours de l'année écoulée a été, sur le plan de l'action courante, quotidienne, assuré par deux collèges désignés à l'assemblée plénière du C. C. : le Bureau d'organisation du C. C. et le Bureau politique du C. C., le secrétaire étant membre des deux bureaux afin d'assurer la coordination et l'unité de leurs décisions. La situation était telle que la répartition des forces du parti a été la principale tâche immédiate du Bureau d'organisation, tandis que les questions politiques incombaient du Bureau politique. Il va de soi que cette division est jusqu'à un certain point artificielle et qu'on ne peut faire aucune politique sans la traduire par des nominations et des mutations. Toute question d'organisation revêt donc une portée politique, et la pratique veut, chez nous, que la déclaration d'un seul membre du Comité central suffise pour que toute question soit, pour telle ou

telle raison, considérée comme étant d'ordre politique. Tenter de délimiter autrement l'activité du C. C. ne serait sans doute pas rationnel et n'atteindrait guère pratiquement le but assigné.

Cette façon de diriger les affaires a donné d'excellents résultats : pas une fois, il n'y a eu de difficultés entre les deux bureaux. Les travaux de ces deux organismes se sont généralement poursuivis dans une atmosphère amicale, et l'application pratique des mesures a été facilitée par la présence du secrétaire, le secrétaire du parti se conformant d'ailleurs pleinement et exclusivement à la volonté du C. C. Il faut souligner dès le début, afin d'écarter tout malentendu, que le secrétaire du Comité central du parti n'a jamais fait qu'appliquer les décisions collectives du C. C., prises par le Bureau d'organisation ou le Bureau politique, ou par le C. C. siégeant en séance plénière. Autrement, le travail du C. C. ne saurait être mené comme il convient.

Après ces brèves remarques sur la division intérieure du travail du Comité central, j'aborde ma tâche, le rapport d'activité du C. C. Il est extrêmement difficile d'exposer le travail politique du C. C. si l'on comprend cette tâche au sens littéral du mot. Au cours de cette année, une partie considérable du travail du Bureau politique a consisté à régler les problèmes de toute sorte dans le domaine politique, ayant trait à l'activité de toutes les institutions soviétiques et du parti, de toutes les organisations de la classe ouvrière, problèmes embrassant et visant à orienter toute l'activité de la République soviétique. Le Bureau politique a tranché toutes les questions de politique intérieure et extérieure. On comprend qu'il est impossible de prétendre les énumérer même approximativement. Vous trouverez dans les publications du Comité central à l'occasion du congrès tous les matériaux nécessaires pour faire le point. Tenter de répéter ce bilan dans le rapport serait au-dessus de mes forces et, je crois, n'intéresserait pas les délégués. Chacun de nous qui travaille dans quelque organisation des Soviets et du parti, assiste chaque jour à la succession extraordinaire des problèmes de politique extérieure et intérieure. La solution même de ces questions, telle qu'elle s'est exprimée dans les décrets du pouvoir des Soviets, dans l'activité des organisations du parti, à chaque

tournant, s'identifiait à l'appréciation même du C. C. du parti. Il faut dire que les questions ont été si nombreuses qu'il a fallu presque toujours les régler avec une précipitation extrême, et c'est seulement parce que les membres du collège se connaissent bien entre eux, connaissent leurs nuances d'opinions, grâce à leur confiance mutuelle que le travail a pu être accompli. En d'autres circonstances, ce travail eût été au-dessus des forces d'un collège même trois fois plus nombreux. Il a souvent fallu régler des questions compliquées en suppléant aux réunions par des conversations téléphoniques. Nous l'avons fait avec la certitude que certaines questions manifestement compliquées et litigieuses ne seraient pas laissées dans l'ombre. Maintenant qu'il me faut présenter un rapport d'ensemble, je me permettrai, au lieu de faire une étude chronologique ou une classification par sujets, de m'arrêter sur les faits essentiels les plus importants, sur ceux précisément qui relient l'expérience d'hier, ou plus exactement de l'année écoulée, à nos tâches présentes.

Le moment n'est pas encore venu d'écrire l'histoire du pouvoir des Soviets. Et s'il était venu, je dirais, pour ma part, et au nom du Comité central, je pense, que nous n'avons pas l'intention de nous faire historiens ; nous nous intéressons au présent et à l'avenir. L'année écoulée, nous la considérons comme une expérience, comme une leçon, comme un marchepied qui nous permet d'aller plus avant. De ce point de vue, le travail du C. C. se divise en deux grandes branches : les questions militaires qui définissaient la situation internationale de la République, et l'œuvre pacifique de l'édification économique intérieure, qui n'a commencé à s'avancer au premier plan qu'à la fin de l'année écoulée peut-être ou au début de l'année courante, lorsqu'il est devenu tout à fait évident que nous avions remporté une victoire décisive sur les fronts décisifs de la guerre civile. Au printemps de l'an dernier, notre situation militaire était extrêmement difficile ; nous devions, comme vous vous en souvenez, subir bien des revers, des attaques nouvelles, énormes, imprévisibles des représentants de la contre-révolution et de l'Entente. Aussi, est-il tout à fait naturel que la majeure partie de cette période ait été absorbée par les travaux d'ordre militaire, par la guerre civile, tâche

qui paraissait insoluble à tous les hommes pusillanimes, sans parler du parti des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et autres représentants de la démocratie petite-bourgeoise, à la masse des éléments intermédiaires, et leur faisait dire très sincèrement qu'il n'y avait pas de solution, que la Russie arriérée et affaiblie ne pouvait vaincre le régime capitaliste du monde entier, puisque la révolution tardait en Occident. Et c'est pourquoi, demeurant sur nos positions, nous devions dire avec une entière fermeté et une pleine confiance que nous vaincrions ; nous devions appliquer le mot d'ordre : « tout pour la victoire » et « tout pour la guerre ».

Il fallait, au nom de ce mot d'ordre, se résoudre ouvertement et consciemment à ne pas satisfaire de nombreux besoins primordiaux, en privant de secours bien des gens, convaincus que nous étions de la nécessité de concentrer toutes les forces sur la guerre et de vaincre dans cette guerre que nous imposait l'Entente. C'est uniquement parce que le parti veillait au grain, était rigoureusement discipliné, et que son autorité unissait toutes les institutions et toutes les administrations, parce que des dizaines, des centaines, des milliers et, en fin de compte, des millions d'hommes obéissaient comme un seul au mot d'ordre du Comité central, c'est uniquement parce que d'immenses sacrifices ont été consentis que le miracle qui s'est produit a pu se produire. C'est seulement pour cette raison que nous avons pu vaincre, malgré les deuxième, troisième et quatrième campagnes des impérialistes de l'Entente et du monde entier. Nous ne nous bornons pas, bien sûr, à souligner cet aspect de la question ; nous devons ne pas perdre de vue que c'est une leçon, que sans discipline et sans centralisation, jamais nous n'aurions rempli notre tâche. Les sacrifices sans nom que nous avons consentis pour sauver notre pays de la contre-révolution, pour permettre à la révolution russe de battre Dénikine, Ioudénitch et Koltchak sont le gage de la révolution sociale mondiale. Il a fallu, pour y parvenir, la discipline du parti, la centralisation la plus rigoureuse, la conviction absolue que les plus lourds sacrifices de dizaines et de centaines de milliers d'hommes contribueraient à réaliser toutes ces tâches, que cela pouvait être et serait vraiment fait. Et il fallait pour cela que notre parti et la

classe qui exerce la dictature, la classe ouvrière, fussent les facteurs de l'union de millions et de millions de travailleurs en Russie et dans le monde entier.

Quand on pense à la cause profonde de ce miracle historique — la victoire d'un pays faible, épuisé et arriéré sur les pays les plus puissants du monde —, nous voyons qu'elle réside en définitive dans la centralisation, la discipline et une abnégation sans précédent. Sur quelle base ? Des millions de travailleurs ont pu parvenir, dans le pays le moins éduqué, à l'organisation, à cette discipline et cette centralisation grâce à ce que les ouvriers formés à l'école du capitalisme sont unis par le capitalisme ; que le prolétariat dans tous les pays avancés s'est uni dans des proportions d'autant plus larges qu'il s'agit d'un pays plus avancé ; d'un autre côté, parce que la propriété, la propriété capitaliste, la petite propriété dans la production marchande, divise. La propriété divise et nous, nous unissons un nombre sans cesse croissant de millions de travailleurs dans le monde entier. Les aveugles mêmes, pourrait-on dire, le voient maintenant, tout au moins ceux d'entre eux qui naguère ne voulaient pas voir. Plus le temps passait, et plus nos ennemis se divisaient. Ils étaient divisés par la propriété capitaliste, par la propriété privée en régime de production marchande, qu'ils soient de petits propriétaires spéculant sur les excédents de blé et s'enrichissant au détriment des ouvriers affamés, ou des capitalistes de divers pays, bien que détenteurs de la puissance militaire, fondateurs de la «Société des Nations», la «grande société unissant» toutes les nations avancées du monde. Leur unité n'est que fiction, duperie, mensonge, du commencement à la fin. Et nous avons vu — exemple prodigieux ! — cette fameuse «Société des Nations» qui a prétendu distribuer des mandats pour gouverner des Etats, partager le monde, se révéler un bluff qui a crevé sur le coup, parce que fondée sur la propriété capitaliste. Nous l'avons vu à l'échelle historique la plus vaste; ainsi se confirme cette vérité essentielle sur la reconnaissance de laquelle nous bâtissions notre juste conviction, notre certitude absolue de la victoire de la Révolution d'Octobre, notre conviction de servir une cause à laquelle se joindront, malgré toutes les difficultés, en dépit de tous les obstacles, des millions et des millions

de travailleurs de tous les pays. Nous savions que nous avions des alliés et qu'il fallait faire preuve d'abnégation, dans le pays que l'histoire chargeait d'une tâche d'honneur infiniment difficile, afin que les sacrifices sans nom fussent payés au centuple, car chaque mois supplémentaire que nous tiendrions dans notre pays nous procurerait des millions et des millions d'alliés dans tous les pays.

Si l'on cherche en définitive à comprendre pourquoi nous avons pu vaincre, pourquoi nous devions vaincre, il apparaît que c'est uniquement parce que tous nos ennemis, formellement attachés par toute espèce de liens aux gouvernements et aux représentants du capital les plus puissants du monde, se sont avérés divisés, en dépit de leur union formelle ; c'est au fond leur lien intérieur qui les a divisés et jetés les uns contre les autres ; la propriété capitaliste les a désagrégés, transformés d'alliés en bêtes fauves. Si bien qu'ils ne voyaient pas la Russie des Soviets accroître le nombre des sympathisants parmi les soldats anglais, débarqués à Arkhangelsk, parmi les marins français, débarqués à Sébastopol, parmi les ouvriers de tous les pays où les social-conciliateurs ont pris parti pour le capital, dans tous les pays avancés sans exception. Cette cause fondamentale, cette cause la plus profonde, nous a valu en fin de compte la victoire la plus sûre ; elle reste la source principale, indéfectible, intarissable de notre force et nous permet de dire que lorsque nous aurons pleinement réalisé dans notre pays la dictature du prolétariat, l'union maximum de ses forces par l'intermédiaire de son avant-garde, son parti avancé, nous pourrons attendre la révolution mondiale. Et c'est, en réalité, l'expression de la volonté, de la résolution du prolétariat de se battre, l'expression de la volonté prolétarienne d'unir les millions et les dizaines de millions d'ouvriers de tous les pays.

MM. les bourgeois et les pseudo-socialistes de la IIe. Internationale ont dit que ce sont là des propos de propagande. Non, c'est la réalité historique confirmée par l'expérience pénible et sanglante de la guerre civile en Russie, car cette guerre civile a été une guerre contre le capital mondial, et ce capital s'est effrité de lui-même dans la bataille, s'est dévoré, tandis que nous en sortions mieux trempés, plus forts, dans un pays où le prolétariat mourait de faim, déci-

mé par le typhus. Nous y avons sans cesse rallié de nouveaux travailleurs. Ce qui paraissait naguère aux conciliateurs une phrase de propagande, ce dont la bourgeoisie s'était accoutumée à rire, l'année écoulée de notre révolution, l'année dont nous rendons surtout compte, en a fait une réalité historique indéniable qui nous permet d'affirmer avec la conviction la plus positive : si nous y sommes parvenus, c'est que nous avons une base mondiale infiniment plus large que n'en eut aucune des révolutions antérieures. Nous avons une alliance internationale qui n'est consignée nulle part, qui n'a pas de caractère officiel, qui n'est rien du point de vue du « droit étatique », mais qui est tout dans la réalité du monde capitaliste en décomposition. Chaque mois pendant lequel nous avons combattu pour gagner de nouvelles positions ou tenu simplement contre un ennemi infiniment puissant, prouvait au monde entier que nous avions raison et nous ralliait de nouveaux millions d'hommes.

Cela paraissait difficile et s'accompagnait d'immenses défaites. L'effroyable terreur blanche en Finlande a justement été suivie, cette année, par la défaite de la révolution hongroise, étouffée par les représentants de l'Entente à l'insu de leurs parlements, en vertu d'un traité secret conclu avec la Roumanie.

Ç'a été la plus lâche trahison, le complot machiné par l'Entente internationale pour étouffer la révolution hongroise par la terreur blanche ; et je ne parle pas de ce qui a été fait pour s'entendre avec les conciliateurs allemands afin d'étouffer la révolution allemande ; comment ceux qui avaient qualifié Liebknecht d'honnête Allemand se sont jetés, avec les impérialistes allemands, comme des chiens enragés, sur cet honnête Allemand. Ils ont dépassé la mesure, mais tous leurs excès dans la répression n'ont fait que nous affermir, nous renforcer et saper le terrain sous leurs pieds.

Je pense que nous devons avant tout tenir compte de cette expérience capitale que nous avons acquise. Il faut particulièrement fonder notre agitation et notre propagande sur l'analyse, sur l'explication de ce qui a permis notre victoire, de ce qui a fait que les sacrifices de la guerre civile ont été payés au centuple, de la manière dont il faut utiliser

cette expérience pour vaincre dans l'autre guerre, une guerre sans effusion de sang dont la forme seule a changé parce que ce sont les mêmes vieux représentants, chefs et serviteurs de l'ancien monde capitaliste qui la font contre nous par des moyens plus acharnés, plus véhéments, plus forcenés. Notre révolution a, mieux que toute autre, vérifié cette loi que la force d'une révolution, sa puissance agressive, son énergie, sa résolution et sa victoire triomphante accroissent du même coup la résistance de la bourgeoisie. Plus nous remportons de victoires et mieux les exploiteurs capitalistes apprennent à s'unir et passent à des offensives plus déterminées. Car, vous vous en souvenez tous fort bien, c'est assez récent dans le temps, mais déjà loin du point de vue des événements actuels, le bolchévisme était, vous vous en souvenez, considéré au début de la Révolution d'Octobre, comme une curiosité ; si l'on a dû renoncer très vite en Russie à cette opinion on y a également renoncé en Europe car elle traduisait l'état embryonnaire et la débilité de la révolution prolétarienne. Le bolchévisme est devenu un phénomène mondial, la révolution ouvrière a levé la tête. Le système des Soviets institué par nous en octobre, selon l'héritage de 1905, en analysant notre propre expérience, ce système est devenu un phénomène de portée mondiale.

Deux adversaires pleinement conscients s'affrontent maintenant à l'échelle universelle, on peut le dire sans la moindre exagération. Il faut noter qu'ils ne se sont trouvés face à face, dans une lutte décisive et finale, qu'au cours de cette année et que nous traversons peut-être, à l'heure des travaux du congrès, l'un des moments les plus grands, les plus brusques, encore inachevés, du passage de la guerre à la paix.

Vous savez tous ce qu'il est advenu aux leaders des puissances impérialistes de l'Entente qui criaient à la face du monde : « Nous ne cesserons jamais la guerre contre les usurpateurs, les bandits, les ravisseurs du pouvoir, les ennemis de la démocratie, les bolchéviks. » Vous savez qu'ils ont commencé par lever le blocus, que leur tentative d'unir les petites puissances à échoué, parce que nous avons su nous rallier non seulement les ouvriers de tous les pays, mais aussi la bourgeoisie des petits pays, car les impérialistes ne sont pas seulement les oppresseurs des ouvriers

de leurs propres pays, mais aussi de la bourgeoisie des petits Etats. Vous savez que nous avons su nous rallier la bourgeoisie hésitante des pays avancés, et le moment est venu à présent où l'Entente viole ses anciennes promesses, ses engagements, ses traités conclus, soit dit en passant, des dizaines de fois avec différents gardes blancs russes ; et maintenant, elle en est pour ses frais avec ces traités-là ; ils lui ont coûté des centaines de millions sans qu'elle ait pu mener à bien son entreprise.

A présent, le blocus levé, l'Entente a engagé en fait des pourparlers de paix avec la République soviétique et maintenant elle ne les mène pas à bonne fin ; c'est pourquoi les petites puissances ont perdu confiance en elle, en ses forces. Nous voyons que la situation de l'Entente, sa situation extérieure, ne peut aucunement être définie du point de vue des notions habituelles de jurisprudence. Les Etats de l'Entente ne sont ni en paix ni en guerre avec les bolchéviks, ils nous reconnaissent et ils ne nous reconnaissent pas. Et cet effondrement total de nos adversaires, qui étaient persuadés de représenter quelque chose, montre qu'ils ne représentent rien de plus qu'une poignée de fauves capitalistes aux prises et totalement impuissants contre nous.

La situation est maintenant telle que la Lettonie nous propose officiellement la paix ; la Finlande nous a adressé une dépêche qui parle officiellement de ligne de démarcation, mais qui implique en réalité le passage à une politique de paix. Enfin, la Pologne, celle-là même dont les représentants ont si énergiquement brandi et continuent de brandir leurs armes, la Pologne qui a reçu et reçoit encore le plus de convois d'artillerie et de promesses de concours de toute sorte pourvue qu'elle continue à combattre la Russie, même la Pologne qui, en raison de l'instabilité de son gouvernement, est forcée de se jeter dans toutes les aventures belliqueuses, nous a proposé d'entamer des pourparlers de paix. Il nous faut être d'une extrême prudence. Notre politique réclame le plus d'attention. Plus qu'ailleurs, il est difficile d'y trouver la ligne à suivre, parce que personne ne sait encore sur quelle voie le train est aiguillé, l'ennemi lui-même ne sait pas ce qu'il fera demain. MM. les représentants de la politique française, qui montent la tête à la Pologne, de même que les dirigeants de la Pologne

bourgeoise et agrarienne, ne savent de quoi demain sera fait, ni ce qu'ils veulent. Ils disent aujourd'hui : « Messieurs, quelques convois d'artillerie et quelques centaines de millions, et nous sommes prêts à nous battre avec les bolchéviks. » Ils passent sous silence les grèves qui se multiplient en Pologne, ils font pression sur la censure pour cacher la vérité. Mais le mouvement révolutionnaire y monte. L'essor révolutionnaire de l'Allemagne dans sa nouvelle phase, dans sa nouvelle étape, où les ouvriers forment, après l'aventure Kornilov germanique, des armées rouges, dit tout net (d'après les derniers télégrammes de là-bas) que les ouvriers s'enflamment de plus en plus. Les représentants de la Pologne bourgeoise et agrarienne sont de plus en plus hantés par cette idée : « N'est-il pas trop tard, la Pologne ne sera-t-elle pas une République soviétique avant que nous ayons déclaré par acte gouvernemental la paix ou la guerre ? » Ils ne savent que faire. Ils ne savent pas de quoi demain sera fait.

Nous savons que chaque mois accroît prodigieusement nos forces et continuera à les accroître. Aussi sommes-nous maintenant plus solides que jamais dans le domaine international. Nous devons néanmoins consacrer à la crise internationale une extrême attention et nous montrer prêts à faire face à toutes les surprises. La Pologne nous a fait des propositions de paix officielles. Ces messieurs sont dans une situation désespérée, tellement désespérée que leurs amis, les monarchistes allemands, mieux éduqués, mieux pourvus d'une expérience politique et plus instruits, se sont jetés dans une aventure, à la manière de Kornilov. La bourgeoisie polonaise fait des offres de paix, sachant que l'aventure peut se muer en un coup de force Kornilov polonais. Sachant que notre adversaire, qui ne sait pas ce qu'il veut faire ni ce qu'il fera demain, est dans une situation désespérée, nous devons nous dire avec la plus grande résolution que la guerre reste possible en dépit de la proposition de paix. Il est impossible de prévoir ce que l'ennemi fera demain. Nous avons vu ces gens, nous les connaissons ces Kérenski, menchéviks et socialistes-révolutionnaires. Nous les avons vus en ces deux ans, poussés aujourd'hui vers Koltchak, se joignant presque aux bolchéviks le lendemain, puis à Dénikine, recouvrant tout cela de phrases

sur la liberté et la démocratie. Nous les connaissons, ces messieurs, et c'est pourquoi nous nous accrochons des deux mains à la proposition de paix et faisons les plus grandes concessions, convaincus que la paix avec les petites puissances fera progresser notre cause infiniment mieux que la guerre, parce que la guerre a servi aux impérialistes à tromper les masses laborieuses, à leur cacher la vérité sur la Russie soviétique ; c'est pourquoi toute paix ouvrira à notre influence une route cent fois plus grande, plus large. Déjà notre ascendant a été notable au cours des dernières années. La IIIe Internationale, l'Internationale communiste, a remporté des victoires sans précédent. Mais nous savons aussi qu'on peut chaque jour nous imposer la guerre. Nos adversaires ne savent pas eux-mêmes de quoi ils sont capables à cet égard.

On ne peut douter que des préparatifs militaires sont en cours. De nombreux Etats voisins de la Russie, et peut-être aussi de nombreux Etats qui ne sont pas nos voisins, sont maintenant en train de réarmer. C'est pourquoi nous devons avant tout manœuvrer dans notre politique internationale, poursuivre avec la plus grande fermeté la ligne de conduite que nous avons adoptée et nous tenir prêts à tout. Nous avons fait la guerre pour la paix avec une énergie extraordinaire. Cette guerre fournit des résultats splendides. Sur ce terrain, nous avons donné notre mesure mieux que partout ailleurs et en tout cas pas plus mal que dans le domaine des actions de l'Armée Rouge, sur les champs de bataille. Mais ce n'est pas de la volonté des petits Etats, même s'ils voulaient la paix avec nous, ce n'est pas de leur volonté que dépend la conclusion de la paix. Ils sont endettés jusqu'au cou envers les pays de l'Entente, que divisent d'âpres discordes et d'âpres rivalités. Aussi devons-nous nous rappeler que, du point de vue universel, après la guerre civile et la guerre contre l'Entente, la paix est naturellement chose possible.

Mais nos démarches en faveur de la paix doivent s'accompagner d'une tension de tous nos efforts sur le plan de la préparation militaire, sans désarmer le moins du monde nos troupes. Notre armée est réellement caution que les puissances impérialistes ne tenteront rien contre nous, ne nous porteront pas la moindre atteinte, car si même elles pou-

vaient escompter quelques succès éphémères au début, il n'en est pas une qui ne se verrait infliger la défaite par la Russie soviétique. C'est ce que nous devons savoir, c'est ce qui doit servir de base à notre agitation et à notre propagande ; c'est à quoi nous devons savoir nous préparer pour résoudre le problème qui nous oblige, étant donné la fatigue croissante, à réunir l'un et l'autre objectif.

J'en viens aux très importantes considérations de principe qui nous ont fait un devoir d'orienter résolument les masses laborieuses vers l'utilisation de l'armée en vue d'exécuter les tâches essentielles de l'heure. Le capital, cette vieille source de la discipline, a fléchi ; la vieille source de la cohésion a disparu. Il nous faut instituer une autre discipline, une autre base de discipline et de cohésion. La contrainte suscite l'indignation, les cris, les clameurs, les lamentations de la démocratie bourgeoise qui va répétant les mots de « liberté » et d'« égalité » sans comprendre que la liberté du capital est un crime contre les ouvriers, que l'égalité du rassasié et de l'affamé est un crime contre les travailleurs. Au nom de la lutte contre le mensonge, nous nous sommes résolus à appliquer le travail obligatoire, à réaliser la cohésion des travailleurs sans reculer nullement devant la contrainte, car jamais la révolution ne se fit sans contrainte, et le prolétariat a le droit d'y recourir pour garder coûte que coûte ce qui lui appartient. Quand MM. les bourgeois, MM. les conciliateurs, MM. les indépendants d'Allemagne, les indépendants d'Autriche et les longuettistes français discutaient du facteur historique, ils oubliaient toujours le facteur de la décision révolutionnaire, de la fermeté et de l'inflexibilité du prolétariat. Et c'est bien l'inflexibilité et l'aguerrissement du prolétariat de notre pays qui s'est dit à lui-même et a dit aux autres, et qui a prouvé dans les faits que nous péririons jusqu'au dernier plutôt que de céder notre territoire, que d'abandonner notre principe, le principe de la discipline et de la politique ferme, à laquelle nous devons tout sacrifier. Au moment de la décadence des pays capitalistes, de la classe capitaliste, au moment de son désespoir et de sa crise, ce facteur politique est le seul décisif. Les propos sur la minorité et la majorité, la démocratie et la liberté ne décident rien, quel que soit le rôle que leur attribuaient les héros d'une période de

l'histoire révolue. Ce qui décide ici, c'est la conscience et la fermeté de la classe ouvrière. Si elle est disposée à se sacrifier, si elle a prouvé sa capacité de tendre toutes ses forces, le problème est résolu. Tout pour la solution de ce problème ! L'esprit de décision de la classe ouvrière, son inflexibilité sous la devise : « Périr plutôt que de nous rendre ! » ne constituent pas seulement un facteur historique, mais un facteur déterminant, le facteur de la victoire.

De cette victoire, de cette conviction nous passons et nous voici parvenus aux problèmes de l'édification de notre économie pacifique dont la solution est l'objet principal de notre congrès. A ce propos, on ne peut parler, à mon avis, de rapport d'activité du Bureau politique du C.C. ou plus exactement de rapport politique du C. C. ; il faut dire tout net et tout franc : oui, camarades, c'est la question que vous êtes appelés à trancher, la question que vous devez peser avec l'autorité de l'organe suprême du parti. Nous l'avons nettement esquissée devant vous. Nous avons adopté une position définie. Votre devoir est de sanctionner définitivement, d'amender ou de modifier notre décision. Mais le Comité central doit dire dans son rapport qu'il a adopté une position tout à fait définie dans cette question capitale, névralgique. Oui, il s'agit maintenant d'appliquer à l'œuvre de paix de l'édification économique, au relèvement de la production désagrégée, tout ce que le prolétariat peut concentrer, son unité absolue. Il y faut une discipline de fer, un régime d'airain, sans lequel nous n'aurions tenu pas seulement deux ans et plus, mais même deux mois. Il faut savoir exploiter notre victoire. Et il faut, d'autre part, comprendre que cette transition impose bien des sacrifices à un pays qui pourtant en a déjà beaucoup consenti.

Le côté principe de la position était clair pour le Comité central. Toute notre activité a été subordonnée à cette politique, aiguillée dans ce sens. Une question, par exemple, qui paraît être un détail et qui, détachée de l'ensemble, ne peut certes pas prétendre à une importance capitale — la question de la direction collective ou personnelle, que vous aurez à trancher — doit être coûte que coûte examinée sous l'angle des principales acquisitions de notre savoir, de notre expérience, de notre pratique révolutionnaire. On nous dit,

par exemple : « La direction collective est une des formes de la participation des larges masses à l'administration. » Mais nous en avons parlé au Comité central, nous avons pris une décision, et nous devons vous en rendre compte : camarades, il n'est pas possible de nous accommoder d'une semblable confusion théorique. Si dans une question capitale de notre activité militaire, de notre guerre civile, nous avions commis un dixième d'une pareille confusion théorique, nous aurions été battus, et pour cause.

Permettez-moi, camarades, à l'occasion du rapport du C.C. et du problème relatif à la participation d'une classe nouvelle à l'administration, sur la base de la direction collective ou personnelle, de rappeler quelques positions théoriques et d'indiquer comment gouverne une classe, comment s'exprime la domination d'une classe. Nous ne sommes tout de même pas des ingénus en la matière, et notre révolution se distingue des précédentes en ce qu'elle est exempte d'utopisme. Si une nouvelle classe vient remplacer l'ancienne, elle ne pourra tenir que dans une lutte acharnée contre les autres classes et ne remportera la victoire définitive que si elle parvient à abolir les classes en général. Le processus immense et complexe de la lutte des classes pose la question en ces termes, sinon vous enfoncerez dans le bourbier de la confusion. Comment s'exprime la domination d'une classe ? Comment s'est exprimée la domination de la bourgeoisie sur les féodaux ? La Constitution parlait de liberté et d'égalité. Mensonges. Tant qu'il y a des travailleurs, les propriétaires sont capables et même tenus de spéculer en leur qualité de propriétaires. Nous disons qu'il n'y a pas d'égalité, que l'homme rassasié n'est pas l'égal de l'affamé, ni le spéculateur l'égal du travailleur.

Comment s'exprime actuellement la domination d'une classe ? La domination du prolétariat s'exprime par l'expropriation de la propriété foncière et capitaliste. La teneur principale, l'esprit de toutes les constitutions d'autrefois, jusqu'à la plus républicaine, la plus démocratique, se réduisait à la seule propriété. Si notre Constitution a le droit et a conquis le droit à l'existence historique, c'est qu'elle ne s'est pas bornée à coucher sur le papier que la propriété est abolie. Le prolétariat victorieux a aboli et anéanti la propriété de fond en comble ; voilà ce qu'est

la domination d'une classe. C'est avant tout la question de la propriété. La question de la propriété ayant été pratiquement réglée, la domination de la classe s'en est trouvée assurée. Quand la Constitution a couché ensuite sur le papier ce que la vie avait décidé — l'abolition de la propriété capitaliste et foncière — et ajouté : « la Constitution accorde plus de droits à la classe ouvrière qu'à la paysannerie, tandis que les exploiteurs n'ont aucun droit », il a été consigné par là que nous avions réalisé la domination de notre classe et rallié ainsi autour de nous les travailleurs de tous les milieux et de tous les menus groupes.

Les propriétaires petits-bourgeois sont disloqués ; ceux d'entre eux qui ont des biens plus importants sont les ennemis de ceux qui en ont moins, et les prolétaires leur déclarent ouvertement la guerre en abolissant la propriété. Il est encore bien des gens inconscients, ignorants, qui s'affirment sans réserve pour n'importe quelle liberté du commerce, mais qui, voyant la discipline, l'abnégation dans la lutte victorieuse contre les exploiteurs, ne peuvent plus se battre ; ils ne sont pas avec nous, mais sont incapables de marcher contre nous. Seule la domination d'une classe définit le rapport de la propriété et le rapport de la classe qui domine. Quiconque rattache la question de savoir comment s'exprime la domination de classe à la question du centralisme démocratique, comme le cas s'en présente souvent, crée une confusion telle que nul travail efficace n'est possible sur ce terrain. La clarté de la propagande et de l'agitation est une condition primordiale. Si nos adversaires ont dit et reconnu que nous avons accompli des prodiges dans l'agitation et la propagande, il ne faut pas le comprendre de façon superficielle : nous avons eu beaucoup d'agitateurs et avons dépensé beaucoup de papier ; il faut le comprendre au sens profond du mot : la vérité que contenait notre propagande a pénétré dans tous les esprits. Et on ne saurait s'écarter de cette vérité.

Lorsque les classes se succédaient, elles changeaient d'attitude à l'égard de la propriété. La bourgeoisie, en succédant à la féodalité, a modifié son attitude à l'égard de la propriété ; la constitution bourgeoise dit : « Le possédant est l'égal du misérable. » Telle était la liberté de la bourgeoisie. Cette « égalité » assurait la domination de la

classe capitaliste dans l'Etat. Eh quoi ! pensez-vous que la bourgeoisie ayant succédé à la féodalité a confondu l'Etat et l'administration ? Non, pas si bête ; elle s'est dit qu'il lui fallait, pour administrer, des hommes qui en sont capables. Prenons donc les féodaux pour cela et rééduquons-les. C'est ce qu'elle fit. Etait-ce une faute ? Non, camarades ; l'art d'administrer ne tombe pas des nues ; cela n'est pas donné par l'opération du Saint-Esprit ; une classe ne devient pas capable d'administrer du seul fait qu'elle est une classe avancée. C'est ce que montre cet exemple : tant que la bourgeoisie était victorieuse, elle recrutait ses administrateurs parmi les gens issus d'une autre classe, de la classe féodale. Où donc aurait-elle été les chercher ? Il faut considérer les choses avec lucidité : la bourgeoisie a pris des hommes dans la classe qui la précédait ; et maintenant nous avons aussi comme tâche de savoir prendre, subordonner, utiliser le savoir et la préparation de la classe antérieure, savoir en tirer parti pour la victoire de notre classe. Aussi disons-nous que la classe victorieuse doit avoir atteint la maturité et que celle-ci ne peut être certifiée par des attestations ou par des extraits de registres, mais par la pratique, par l'expérience.

Les bourgeois ont vaincu sans savoir administrer et ils se sont assuré la victoire en promulgant une constitution nouvelle, en recrutant, en embauchant des administrateurs au sein de leur propre classe ; ils ont commencé à s'instruire avec l'aide des administrateurs de la classe précédente, et leurs propres administrateurs se sont mis à l'étude, à se préparer à leur métier ; à cette fin, ils ont mis en branle tout l'appareil de l'Etat, en plaçant sous séquestre les institutions féodales, en ouvrant les écoles aux riches, formant ainsi, au bout de longues années, de dizaines d'années, des administrateurs issus de leur propre classe. Il faut aujourd'hui, dans un Etat conçu à l'image et à la ressemblance de la classe dominante, faire ce qui a été fait dans tous les Etats. Si nous ne voulons pas tomber dans l'utopie pure et la phraséologie creuse, nous devons dire qu'il faut tenir compte de l'expérience des années précédentes, assurer l'application de la Constitution conquise par la révolution et avoir pour l'administration, pour l'organisation de l'Etat, des hommes rompus à la technique de l'adminis-

tration, dotés d'une expérience économique et gouvernementale ; et, ces hommes, nous ne pouvons les prendre que dans la classe qui nous a précédés.

Les propos que l'on tient souvent sur la direction collective sont imprégnés de la plus crasse ignorance, de la haine du spécialiste. Il est impossible de vaincre avec cet esprit-là. Pour vaincre, il faut comprendre à fond l'histoire du vieux monde bourgeois et, pour bâtir le communisme, il faut mettre la technique et la science au service de plus larges groupes sociaux ; on ne peut les prendre qu'à la bourgeoisie. Cette question fondamentale doit être mise en relief et formulée parmi les tâches essentielles de l'édification économique. Nous devons administrer avec le concours d'hommes issus de la classe que nous avons renversée, d'hommes pénétrés des préjugés de leur classe et qu'il nous faut rééduquer. Nous devons en même temps recruter nos propres administrateurs dans notre classe. Nous devons mettre en œuvre tout l'appareil d'Etat pour que les établissements scolaires, l'enseignement extrascolaire, la formation pratique soient, sous la direction des communistes, mis à la disposition des prolétaires, des ouvriers, des paysans travailleurs.

Ainsi seulement nous pouvons organiser les choses. Après nos deux années d'expérience, nous ne pouvons raisonner comme si nous abordions pour la première fois l'édification socialiste. Nous avons fait suffisamment de bêtises pendant et après les temps de Smolny. Il n'y a là rien de déshonorant. Où eussions-nous pris l'intelligence nécessaire quand nous abordions pour la première fois une œuvre nouvelle ? Nous nous sommes essayés de-ci, de-là. Nous suivions le courant parce qu'il n'était pas possible de discerner les éléments du juste et du faux ; il fallait du temps pour cela. C'est maintenant un passé récent dont nous sommes sortis. Ce passé où régnaient le chaos et l'enthousiasme est révolu. Il nous en reste un document, la paix de Brest-Litovsk. C'est un document historique ; bien plus, il marque une époque de l'histoire. La paix de Brest-Litovsk nous a été imposée parce que nous étions impuissants dans tous les domaines. Qu'a été cette période ? Celle de l'impuissance, dont nous sommes sortis victorieux. C'était celle de la direction collective à 100%. On n'échappera pas à

ce fait historique en disant que les directions collectives sont l'école de l'administration. On ne peut tout de même pas s'éterniser au cours préparatoire ! (Applaudissements.) Cela ne prendra pas. Nous sommes maintenant des hommes faits, et on nous tapera dessus dans tous les domaines, si nous nous conduisons comme des écoliers. Il faut aller de l'avant. Il faut monter sans cesse avec énergie, avec unanimité. Les syndicats sont aux prises avec d'immenses difficultés. Il faut faire en sorte qu'ils s'acquittent de leur tâche en luttant contre les vestiges du fameux esprit démocratique. Toutes ces clameurs sur les désignations d'en haut, toutes ces vieilleries nuisibles qui figurent dans diverses résolutions et conversations doivent être balayées. Sinon, nous ne pourrons pas vaincre. Si nous n'avons pas assimilé cette leçon en deux années, cela veut dire que nous sommes en retard, et les retardataires seront battus.

Cette tâche est difficile au plus haut point. Nos syndicats ont grandement aidé à la construction de l'Etat prolétarien. Ils ont été le trait d'union entre le parti et les millions d'hommes ignorants. Ne jouons pas à cache-cache : les syndicats ont supporté toutes les charges de la lutte contre les calamités lorsqu'il a fallu aider l'Etat à ravitailler le pays. N'était-ce pas une très grande tâche ? Un *Bulletin de l'Office central de la statistique* est récemment paru. Le bilan est dressé par des statisticiens qu'on ne saurait suspecter de bolchévisme. Nous y trouvons deux chiffres intéressants : en 1918 et 1919, les ouvriers des provinces consommatrices recevaient 7 pouds de blé par an. Les paysans des provinces productrices consommaient 17 pouds contre 16 avant la guerre. Ces deux chiffres montrent le rapport des classes dans la lutte pour le ravitaillement. Le prolétariat a continué à faire des sacrifices. On crie à la violence ! Mais il a justifié et légitimé cette violence, il en a démontré la justesse en faisant les plus grands sacrifices. La majorité de la population, les paysans des provinces productrices de notre Russie dévastée et affamée se nourrissaient pour la première fois mieux qu'ils ne se sont nourris pendant des siècles dans la Russie capitaliste et tsariste. Et nous dirons que les masses auront faim tant que l'Armée Rouge n'aura pas vaincu. Il fallait que l'avant-garde de la classe ouvrière consentît ce sacrifice. Elle a

été à l'école de cette lutte ; sortis de cette école, nous devons aller de l'avant. Il faut maintenant faire à tout prix un pas en avant. De même que tous les syndicats, les vieux syndicats ont leur histoire et leur passé. Au cours de ce passé, ils ont été des organes de résistance au capitalisme qui opprimait le travail. Mais maintenant que la classe ouvrière a accédé au pouvoir et qu'elle doit consentir les plus grands sacrifices, périr et connaître la faim, la situation a changé.

Ce changement est loin d'être compris et approfondi par tous. En l'occurence, certains menchéviks et socialistes-révolutionnaires nous y aident, qui exigent la substitution des méthodes de direction collective aux méthodes de direction personnelle. Faites excuse, camarades, votre numéro ne réussira pas ! Nous avons désappris ces manières. Notre objectif actuel est très compliqué : après la victoire sur les champs de bataille, la victoire dans une guerre sans effusion de sang. Cette guerre est plus difficile. C'est le front le plus dur. Nous le disons bien haut à tous les ouvriers conscients. Après la guerre que nous avons soutenue au front, il doit y avoir une guerre sans effusion de sang. Plus nous remportions de victoires, le plus nous gagnions de régions telles que la Sibérie, l'Ukraine et le Kouban. Les paysans y sont riches, il n'y a point là de prolétaires ou, s'il y en a, ils sont corrompus par les coutumes petites-bourgeoises, et nous savons que quiconque y possède un lopin de terre déclare : « Je me contrefiche du gouvernement ! J'écorcherai l'affamé comme bon me semble, et je me moque du gouvernement ! » Le paysan spéculateur, qui, livré à Dénikine, a penché de notre côté, sera secouru désormais par l'Entente. La guerre a changé de front et de formes. Ses armes maintenant sont le commerce, la spéculation qui est devenue internationale. Les thèses du camarade Kaménev, publiées dans les *Izvestia du Comité central* [95], exposent intégralement les principes sur lesquels se fonde cette situation. On veut rendre internationale la spéculation. On veut transformer l'édification pacifique de l'économie en paisible désagrégation du pouvoir soviétique. Faites excuse, MM. les impérialistes, nous veillons au grain. Nous disons : nous avons fait la guerre et nous avons vaincu, et c'est pourquoi nous maintenons comme mot d'ordre principal celui qui nous a

aidés à vaincre. Nous le maintenons intégralement et le reportons dans le domaine du travail, à savoir le mot d'ordre de fermeté et unité de volonté du prolétariat. Finissons-en avec les vieux préjugés et les vieilles habitudes qui subsistent.

Pour terminer, je m'arrêterai sur la brochure du camarade Goussev, qui mérite, à mon avis, l'attention à deux égards : elle n'est pas seulement excellente par sa forme, pas seulement parce qu'elle a été écrite à l'intention de notre congrès. Jusqu'à présent, nous nous sommes tous accoutumés, je ne sais pourquoi, à écrire des résolutions. On dit que tous les genres littéraires sont bons, à l'exception des genres ennuyeux. Je pense que les résolutions appartiennent au genre ennuyeux. Nous ferions mieux d'écrire, à l'exemple du camarade Goussev, moins de résolutions et plus de brochures, dussent-elles contenir autant d'erreurs que la sienne où elles abondent. Cependant, malgré ces erreurs, c'est une chose excellente, parce que le plan économique essentiel de relèvement de l'industrie et de la production dans tout le pays est au cœur de l'attention, parce que tout est subordonné à ce plan. Le Comité central a inclus dans ses thèses, distribuées aujourd'hui, tout un paragraphe emprunté intégralement à celles du camarade Goussev. Nous pouvons, avec le concours des spécialistes, étudier plus en détail ce plan économique fondamental. Souvenons-nous qu'il porte sur de longues années. Nous ne promettons pas de délivrer d'un seul coup le pays de la famine. Nous disons que la lutte sera plus dure que sur les fronts de guerre, mais elle nous intéresse davantage, elle aborde de plus près nos tâches véritables, essentielles. Elle exige la plus grande tension des forces, l'unité de volonté dont nous avons fait preuve autrefois, dont nous devons faire preuve maintenant. Si nous réussissons à accomplir cette tâche, nous aurons remporté sur le front où le sang ne coule pas une victoire non moins marquante que sur celui de la guerre civile. (Applaudissements.)

3

CONCLUSIONS APRÈS LE RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL 30 MARS

Camarades,

L'essentiel des attaques a été dirigé contre la partie du rapport politique du Comité central que le camarade Sapronov a qualifiée d'injurieuse. Le camarade Sapronov a donné un caractère extrêmement déterminé et une saveur particulière à la position qu'il a défendue et je voudrais commencer, pour démontrer ce qu'il en est en réalité, pour vous rappeler quelques dates essentielles. J'ai sous les yeux les *Izvestia du Comité central du P.C.R.* du 2 mars ; nous y publions une lettre du C.C. aux organisations du P.C.R. sur la préparation du congrès. Nous disons dans la première lettre : « Le temps des discussions d'ordre purement théorique, des débats sur les questions générales, des résolutions de principe, est heureusement passé. C'est une étape franchie, un problème résolu hier et avant-hier. Il faut aller de l'avant, il faut savoir comprendre qu'une *tâche pratique* se pose pour nous, et qu'à cette tâche concrète — vaincre aussi promptement que possible le délabrement économique — il faut consacrer toutes nos forces, avec une énergie vraiment révolutionnaire, avec l'abnégation dont ont fait preuve nos meilleurs camarades, les ouvriers et paysans de l'Armée Rouge, en battant Koltchak, Ioudénitch et Déninkie. »

J'avoue que je me suis rendu, ici, coupable d'optimisme, moi qui pensais que le temps des débats théoriques était passé. A la vérité, nous avons fait de la théorie pendant quinze ans, avant la révolution ; puis nous avons gouverné pendant deux ans ; il est temps à présent de faire preuve d'esprit pratique, de sérieux, et nous nous adressons le 2 mars aux camarades qui ont une expérience des choses pratiques. *L'Ekonomitcheskaïa Jizn* [96] du 10 mars publie en réponse

les thèses de Tomski ; le 23 mars paraissent celles de Sapronov, d'Ossinski et de Maximovski ; le 27 mars, c'est-à-dire après notre appel au parti, celles du Comité de la province de Moscou. Dans toutes ces thèses, la question est mal posée sur le plan théorique. Si le point de vue exposé dans notre lettre était optimiste, erroné, s'il nous semblait que l'ère des débats théoriques était finie, les thèses montraient qu'il n'en était rien et les camarades des syndicats n'ont pas à se plaindre d'avoir été injustement traités ; nous voici maintenant devant la question suivante : ce point de vue est-il juste ou la position que toutes ces thèses défendaient après notre appel du 2 mars ? Chacune des thèses contient une documentation sérieuse, et il faut en tenir compte. Si le C.C. n'y portait pas sérieusement attention, cela voudrait dire qu'il n'est propre à rien.

Mais écoutez plutôt ce qu'écrit le camarade Tomski :

« § 7. Le principe fondamental de la structure des organismes de régulation et de direction de l'industrie, le seul principe capable d'y assurer la participation de larges masses ouvrières sans-parti par l'intermédiaire des syndicats, c'est le principe actuellement en vigueur de la direction collective de l'industrie depuis le Bureau du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale jusques et y compris la direction d'usine. La direction personnelle de certaines entreprises ne doit être tolérée que dans des cas particuliers, après accord entre les Bureaux du Conseil Supérieur de l'Economie et du Conseil Central des Syndicats de Russie ou du Comité central des Fédérations syndicales correspondantes, et à la condition expresse du contrôle par les syndicats et leurs organismes des administrateurs investis de pouvoirs personnels.

§ 8. Pour assurer la réalisation de l'unité du plan d'édification économique, l'harmonisation de l'activité des syndicats et des organismes économiques, la participation des syndicats à la direction et à la régulation de l'industrie doit être fondée sur les principes suivants : a) les questions générales de la politique économique sont débattues par le Conseil Supérieur de l'Economie et ses organismes, avec la participation des syndicats ; b) les collèges économiques de direction sont formés par le Conseil Supérieur de l'Economie et ses organismes, de concert avec les organismes correspondants des syndicats ; c) les collèges des organismes économiques qui étudient avec les syndicats les questions générales de la politique économique d'une branche quelconque d'industrie et qui leur fournissent des comptes rendus d'activité périodiques sont les organismes exclusifs du Conseil Supérieur de l'Economie dont ils sont tenus d'appliquer les décisions ; d) tous les collèges des organismes économiques sont tenus d'appliquer sans contestation les décisions des organismes suprêmes du Conseil Supérieur de l'Economie et ne répondent, personnellement et collective-

ment, de l'application de ces décisions que devant le Conseil Supérieur de l'Economie. »

C'est là une effroyable confusion de problèmes théoriques élémentaires !

Il est vrai que la gestion se fait par l'intermédiaire d'un administrateur personnellement responsable, mais cet administrateur sera-t-il ouvrier ou spécialiste, cela dépend du nombre d'administrateurs de l'ancien et du nouveau régime dont nous disposons. Ce sont là des vérités théoriques élémentaires. Parlons-en. Mais si vous voulez discuter la ligne politique du Comité central, ne nous faites pas dire ce que nous n'avons ni dit ni préconisé. Quelle réponse nous a-t-on faite quand nous demandions, le 2 mars, aux camarades un appui pratique ? Les camarades de la base nous servent en réponse des considérations théoriques manifestement erronées. Les thèses des camarades Ossinski, Maximovski et Sapronov, publiées le 23 mars, ne contiennent que des déformations théoriques. Ils écrivent que la direction collective constitue, sous une forme ou sous une autre, la base nécessaire de la démocratie. J'affirme que vous ne trouverez rien d'analogue dans les quinze années d'histoire de la social-démocratie avant la révolution. Le centralisme démocratique signifie seulement que les représentants des organisations locales se réunissent et désignent l'organisme responsable appelé à diriger. Comment diriger ? Cela dépend du nombre d'hommes capables dont on dispose, du nombre de bons administrateurs. Le centralisme démocratique, c'est que le congrès contrôle le Comité central, le destitue et en désigne un autre. Mais si l'idée nous venait de revoir toutes les erreurs théoriques formulées dans ces thèses, nous n'en finirions jamais. Pour ma part, je n'en toucherai plus un mot, je me bornerai à dire que le Comité central a adopté en la matière l'attitude qu'il ne pouvait manquer d'adopter. Je sais fort bien que le camarade Ossinski et d'autres ne partagent pas les opinions de Makhno et de Makhaïev, mais les partisans de Makhno ne peuvent manquer de se cramponner aux arguments d'Ossinski et de ses amis. Ils y sont attachés. Prenez les thèses du Comité de la province de Moscou qui nous ont été distribuées. Il y est dit que dans une société socialiste évoluée, où la division sociale du travail et la fixation des hommes à

des professions définies auront disparu, la mutation périodique des personnes assurant à tour de rôle les fonctions de direction n'est possible que sur la base d'une large direction collégiale, etc., etc. Tout cela n'est que confusion.

Nous avons demandé aux travailleurs pratiques de la base de nous aider en nous fournissant des indications concrètes. Et au lieu de cela, on nous répond que le C.C. ne tient pas compte de la base. De quoi ne tient-il pas compte ? Des réflexions sur la société socialiste? Il n'y a pas là-dedans la moindre trace de sens pratique, d'esprit d'entreprise. Certes, nous avons d'excellents ouvriers qui empruntent bien des choses aux intellectuels, mais parfois ce qu'il y a de pire et non de meilleur. C'est ce qu'il faut combattre. Mais puisque, en réponse à l'appel du Comité central qui demandait des indications concrètes, vous avez posé les questions de principe, force nous est d'en parler. Nous devons dire alors qu'il est indispensable de combattre les erreurs de principe. Les thèses proposées depuis le 2 mars en contiennent de monstrueuses.

C'est bien ce que j'affirme. Parlons-en, discutons. Inutile de les éluder ! Point n'est besoin d'invoquer le fait que nous ne sommes pas des théoriciens. Pardon, camarade Sapronov, vos thèses sont celles d'un théoricien. Vous verrez que, si on voulait les appliquer pratiquement, il faudrait rétrograder et trancher les questions dans un esprit contraire à la conjoncture du moment. Ceux qui voudraient chercher des indications pratiques dans les thèses des camarades Maximovski, Sapronov et Tomski se tromperaient lourdement, ces thèses sont profondément erronées. Je considère cette façon de formuler l'attitude de classe vis-à-vis de l'édification de l'Etat comme radicalement fausse et rétrograde. Tous les éléments qui sont restés en arrière et n'ont pas encore connu tout cela s'en tiennent naturellement à ce point de vue. Les auteurs de ces thèses ne doivent pas être accusés d'avoir sciemment consenti au règne de l'incurie, mais d'avoir, par leur erreur théorique dans une question que le Comité central les invitait à étudier, donné un certain drapeau, une certaine justification aux pires éléments. Et pourquoi tout cela s'est-il fait ? Par défaut de réflexion. Cela ressort des documents originaux avec une évidence entière.

J'en viens à l'accusation que le camarade Yourénev a formulée à l'encontre du camarade Chliapnikov. Si le Comité central avait éloigné Chliapnikov, à la veille du congrès, au titre de représentant de l'opposition, un tel C.C. aurait incontestablement commis une indignité. Quand nous avons su que le camarade Chliapnikov partait, nous avons dit, au Bureau politique, que nous nous abstenions de lui donner des directives avant son départ, et le camarade Chliapnikov est venu me déclarer, à la veille de son départ, qu'il ne partait pas sur mandat du C.C. Ainsi, le camarade Yourénev a tout bonnement accueilli des rumeurs qu'il va propageant. (Yourénev : « Chliapnikov me l'a dit lui-même... »)

Je ne sais pas comment il a pu vous le dire lui-même après avoir été chez moi à la veille de son départ me dire qu'il ne partait pas sur mandat du C.C. Certes, il serait inadmissible que le C.C. exilât l'opposition à la veille du congrès. Mais si, de façon générale, l'on parle d'exil, je réponds : prenez donc la peine d'élire un Comité central capable de répartir correctement les forces, mais qui ôte la possibilité de se plaindre. Comment répartir les forces de manière que chacun soit content ? Et s'il n'y a pas de répartition, pourquoi alors parler de centralisme ? S'il y a eu dérogation aux principes, parlons-en, avec des exemples à l'appui. Si nous avons exilé des représentants de l'opposition, qu'on nous cite des cas que nous puissions examiner ; peut-être y a-t-il eu des erreurs ? Peut-être a-t-on exilé le camarade Yourénev qui s'est plaint au Bureau politique d'avoir été injustement rappelé du front Ouest ? Mais le Bureau politique, après examen, a trouvé qu'on avait eu raison d'agir ainsi. Quelque Comité central que vous élisiez, il ne pourra pas renoncer à la répartition des effectifs.

J'en viens à la répartition des affaires entre le Bureau d'organisation et le Bureau politique. Le camarade Maximovski a plus d'expérience que moi en matière d'organisation, et il prétend que Lénine introduit la confusion dans les questions concernant le Bureau d'organisation et le Bureau politique. Eh bien, tirons les choses au clair. A notre avis, le Bureau d'organisation répartit les effectifs et le Bureau politique dirige la politique. Si cette division du travail n'est pas la bonne, comment délimiter l'activité de

ces deux organismes ? Faut-il donc rédiger une constitution ? Il est difficile de démarquer avec précision le Bureau politique du Bureau d'organisation, de délimiter leurs fonctions. Toute question peut devenir politique, même celle de la nomination d'un commissaire. Que l'on nous propose une autre solution, à la bonne heure ! Camarades Sapronov, Maximovski, Yourénev, formulez vos propositions, essayez de démarquer, de délimiter le Bureau d'organisation et le Bureau politique. Il suffit chez nous qu'un seul membre du Comité central proteste pour qu'une question soit reconnue politique. Nous n'avons eu durant tout ce temps aucune protestation. L'initiative est aussi peu limitée que possible : tout membre du Comité central peut déclarer qu'une question revêt un caractère politique. Tout militant quelque peu au courant des questions d'organisation, qui s'y connaît non comme le camarade Maximovski, mais comme quelqu'un ayant travaillé au moins six mois dans ce domaine, doit nous apporter des critiques d'une autre sorte que celles du camarade Maximovski. Que les critiques donnent des indications précises, nous les accepterons et nous conseillerons d'élire un nouveau Comité central qui tiendra compte des vœux formulés. Mais on ne nous a servi qu'une critique sans objet et des allégations mensongères.

Supposons que vous sépariez le Bureau d'organisation d'avec la direction politique. Je demande, en quoi consistera alors la direction politique ? Qui dirige si ce n'est des hommes, et comment diriger sans répartir ? Peut-on obliger quelqu'un à appliquer certaines directives s'il en est incapable ? On lui donne des indications déterminées, on contrôle son travail, on le désigne enfin à un autre poste. Et comment instruire encore les camarades Maximovski, Sapronov et Ossinski qui dans leurs thèses préconisent un amendement théorique depuis longtemps repoussé ? Ils font pis encore dans la pratique et montrent ainsi qu'il n'y a aucune matière pour une critique constructive.

Je n'ai entendu dans le discours du camarade Sapronov qu'une seule affirmation sérieuse qui a accroché mon esprit. Le camarade Sapronov dit : le VIIe Congrès des Soviets a arrêté et nous enfreignons sa décision, puisque le décret sur la collecte du lin viole l'arrêté du Comité exécutif central

de Russie. Je ne puis me souvenir de la dixième partie des décrets que nous promulguons. Mais je me suis renseigné auprès du secrétariat du Conseil des Commissaires du Peuple sur les modalités de collecte du lin. Le décret a été pris le 10 février. Qu'a-t-on découvert ? Il n'y a pas au Bureau politique ni au Comité exécutif central de camarades qui ne soient disposés à défendre l'initiative. Nous les avons vu ici, à cette tribune. Les camarades savent qu'ils ont la langue bien pendue. Pourquoi n'ont-ils pas fait appel contre cet arrêté ? Produisez vos réclamations ! Il n'y en a pas eu après le 10 février. Nous prenons ce décret, après une longue lutte, sur proposition de Rykov et d'accord avec le camarade Séréda et le Commissariat du Peuple au Ravitaillement. On nous dit : « Vous vous trompez ! » Peut-être. Corrigez-nous donc ! Renvoyez la question devant le Bureau politique. Ce sera une décision dans les formes. Produisez un procès-verbal. S'il établit que nous avons enfreint l'arrêté du congrès, qu'on nous traduise en justice. Où est cette accusation ? D'une part, on nous reproche le cas Chliapnikov et, de l'autre, on nous dit que la décision sur le lin a été enfreinte. Prenez la peine de produire des faits pour le prouver. Mais vous n'en apportez pas. Toutes vos affirmations ne sont que des mots : initiative spontanée, système de nominations, etc. Mais alors pourquoi le centralisme ? Aurions-nous pu tenir deux mois si nous n'avions pas procédé pendant deux années à des nominations, tandis que nous passions, en divers endroits, de l'épuisement complet et de la ruine à la victoire ? Parce que le rappel du camarade Chliapnikov ou du camarade Yourénev ne vous plaît pas, vous lancez de ces petits mots à la foule, à la masse inconsciente. Le camarade Loutovinov dit : « La question n'est pas tranchée. » Il faut la trancher. Si deux Commissaires du Peuple professent des opinions différentes sur Ivan Ivanovitch, et si l'un des deux affirme que le cas est politique, que faire ? Indiquez-nous le moyen ! Vous pensez que les questions ennuyeuses sont exclusivement réservées au présidium du Comité exécutif central ? Je prétends qu'il n'y a pas d'institution où ne se posent des questions ennuyeuses, et qu'il arrive à tout le monde d'avoir à étudier le cas de Maria Ivanovna et Sidor Ivanovitch. Mais on ne peut pas dire qu'il n'y a pas de politique, car la politique passe

par toutes les têtes. Le camarade Loutovinov a eu une expression... — je ne sais comment m'exprimer, j'ai peur de blesser l'ouïe si délicate du camarade Sapronov et j'ai peur d'employer une expression de polémiste — bref, il a dit que le camarade Krestinski agitait la menace d'une scission. Le Bureau a délibéré à ce sujet. Nous en avons un procès-verbal et je prie tous les membres du congrès d'en prendre connaissance. Nous sommes arrivés à la conclusion que le camarade Krestinski s'est emporté, mais que vous, camarade Loutovinov et camarade Tomski, vous aviez une chicane assez malodorante. Peut-être avons-nous tort : rectifiez en ce cas notre décision, mais il n'est pas permis de tenir ce langage sans avoir lu les documents, sans dire qu'une réunion spéciale s'est tenue et que l'affaire a été examiné en présence de Tomski et de Loutovinov.

Il me reste encore à traiter deux points ; d'abord des nominations des camarades Boukharine et Radek. On prétend que nous les avons désignés en qualité de commissaires politiques auprès du Conseil central des syndicats de Russie, et l'on imagine ici broder sur ce canevas une atteinte à l'initiative, une pratique du bureaucratisme. Peut-être connaissez-vous de meilleurs théoriciens que Radek et Boukharine ? Donnez-les-nous, en ce cas. Peut-être connaissez-vous des hommes mieux informés du mouvement syndical ? Donnez-les-nous. Comment ! Le Comité central n'aurait pas le droit d'adjoindre au Conseil des syndicats les théoriciens mieux informés sur le mouvement syndical, au courant de l'expérience allemande et capables de réagir contre une tendance erronée ? Un Comité central qui ne le ferait pas serait inapte à diriger ! Plus nous sommes entourés de paysans et de cosaques du Kouban, et plus notre situation est difficile quant à la dictature du prolétariat ! Aussi faut-il redresser notre ligne politique, lui conférer à tout prix la solidité de l'acier, et c'est cette ligne que nous recommandons au congrès du parti.

Le camarade Boubnov a dit ici qu'il est étroitement lié avec l'Ukraine, et ce propos nous révèle le caractère véritable de ses objections. Il a dit que le Comité central est coupable du renforcement des borotbistes. Cette question est des plus complexes et des plus graves, et je pense que nous sommes sortis victorieux de cette question de premier plan

où il fallait savoir manœuvrer. Quand, au Comité central, nous préconisions les concessions les plus grandes aux borotbistes, on riait de nous en disant que nous ne marchions pas droit ; mais on ne peut combattre en ligne droite que si l'ennemi se forme également en ligne droite. Si l'ennemi avance en zigzaguant et non en ligne droite, nous devons le suivre et l'intercepter à tous ses détours. Nous avons promis aux borotbistes le maximum de concessions, à la condition toutefois qu'ils fassent une politique communiste. Nous avons ainsi démontré que nous ne faisons pas preuve de la moindre intolérance. Le fait que tous les meilleurs éléments borotbistes ont maintenant adhéré à notre parti prouve que ces concessions étaient parfaitement justes. Nous avons procédé à la réinscription des membres du parti et, grâce à la juste politique du Comité central, admirablement appliquée par le camarade Rakovski, nous avons vu, au lieu d'un soulèvement des borotbistes devenu à peu près inévitable, les meilleurs éléments borotbistes adhérer à notre parti, sous notre contrôle, avec notre assentiment, tandis que les autres disparaissaient de la scène politique. Cette victoire vaut une paire de bonnes batailles. Dire par conséquent que le Comité central est coupable du renforcement des borotbistes, c'est ne pas comprendre notre ligne politique dans la question nationale.

Je dirai encore quelques mots du discours du dernier camarade qui a affirmé la nécessité d'éliminer du programme le texte relatif aux syndicats. Voilà bien un exemple de précipitation. Nous n'agissons pas avec une telle légèreté. Nous affirmons qu'il ne faut rien éliminer, mais qu'il faut discuter dans les brochures, articles, dans la presse, etc. Les syndicats s'acheminent vers la prise en main de la vie économique, plus précisément de l'industrie. Les propos sur la non-admission des spécialistes dans les syndicats relèvent du préjugé. Les syndicats sont des éducateurs, et l'on est exigeant envers eux. Le Comité central ne tolérera pas de mauvais éducateurs. L'éducation est une œuvre longue et difficile. Cette question ne peut être tranchée à l'aide d'un décret, il faut savoir l'aborder avec habileté et patience, et c'est à quoi nous nous efforçons et nous efforcerons. Dans ce domaine il faut être très prudent, mais ferme.

4

DISCOURS SUR L'ÉDIFICATION ÉCONOMIQUE
31 MARS

D'abord, camarades, deux brèves remarques. Le camarade Sapronov a continué à me reprocher ma mémoire courte, mais n'a pas élucidé la question qu'il avait soulevée. Il a continué à affirmer que le décret sur la collecte du lin violait l'arrêté du Comité exécutif central de Russie. Je déclare qu'on ne peut pas jeter ainsi au congrès du parti des accusations gratuites, d'ailleurs très graves. Certes, si le Conseil des Commissaires du Peuple avait enfreint un arrêté du Comité exécutif central, il faudrait le traduire en jugement. Mais pourquoi, du 10 février à ce jour, aucune plainte n'a-t-elle été portée comme quoi ce décret n'est qu'une violation ? Nous sommes en présence d'une accusation absolument gratuite, qu'il est très facile de formuler ; toutefois, ces méthodes de lutte ne sont pas du tout sérieuses.

Le camarade Milioutine dit qu'il n'y a presque pas de divergences de vues entre nous, et qu'il en résulte quelque chose comme si Lénine opposé aux bagarres en suscitait lui-même. Mais le camarade Milioutine a le tort de déformer dans une certaine mesure les faits. Nous avons eu un premier projet de résolution esquissé par le camarade Trotski, puis revu collectivement au Comité central. Ce projet, nous l'avons envoyé aux camarades Milioutine et Rykov. Ils nous l'ont retourné, en disant qu'ils le combattraient. Voilà ce qui s'est produit en réalité. Après que nous avons fait de l'agitation et que nous nous sommes assuré des alliés, ils ont adopté au congrès, sur tous les points, une attitude d'opposition ; puis, voyant que le résultat était nul, ils se sont mis à dire qu'ils étaient presque d'accord. Il en est natu-

rellement ainsi, mais il faut mener l'affaire jusqu'au bout et établir que votre assentiment, après que l'opposition a pris la parole ici et tenté de faire bloc sur le principe de la direction collective, signifie votre échec complet. Au bout de 15 minutes, son temps de parole expiré, le camarade Milioutine s'est souvenu qu'il serait bon de poser la question de façon pratique. Très juste. Mais je crains qu'il ne soit un peu tard, l'opposition ne peut plus être sauvée, bien qu'il reste au camarade Rykov à présenter ses conclusions. Si les défenseurs de la direction collective avaient fait dans les deux derniers mois ce à quoi ils nous convient, s'ils nous avaient donné ne serait-ce qu'un seul exemple, si, au lieu de dire qu'il y a un directeur et qu'il y a un auxiliaire, ils avaient présenté une enquête approfondie comparant les directions collective et personnelle des entreprises, conformément aux décisions du congrès des Conseils de l'Economie et à celle du Comité central, nous aurions été beaucoup plus intelligents. Le congrès n'aurait pas assisté à des discussions de principe assez inopportunes et les partisans de la direction collective auraient pu faire avancer les choses. Leur position aurait été solide s'ils avaient pu nous citer ne fût-ce qu'une dizaine de fabriques placées dans des conditions identiques et administrées par des collèges, et les comparer de façon concrète à des fabriques obéissant à une direction personnelle. On aurait pu accorder une heure à n'importe quel orateur pour un rapport de ce genre ; cet orateur nous aurait fait faire un grand pas en avant ; nous aurions peut-être fixé sur cette base les gradations pratiques de la direction collective. Mais le malheur est justement que ceux qui, membres des Conseils de l'Economie ou professionnalistes, devraient être en possession d'une documentation concrète ne nous ont rien fourni parce qu'ils ne possédaient rien. Ils n'ont rien de rien !

Le camarade Rykov a objecté ici que j'entreprenais de refaire la Révolution française et que je niais que la bourgeoisie s'intégrait à la société féodale. Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que, lorsque la bourgeoisie s'est substituée à l'ordre féodal, elle a pris les féodaux pour apprendre d'eux à administrer, ce qui n'est nullement en contradiction avec l'intégration de la bourgeoisie à la société féodale. Quant à mes thèses où j'affirme que la classe ouvrière commence,

après la conquête du pouvoir, à appliquer ses principes, absolument personne ne les a réfutées. Après la prise du pouvoir, la classe ouvrière tient, garde et affermit le pouvoir comme toute autre classe en modifiant l'attitude à l'égard de la propriété, en instituant une nouvelle constitution. Telle est ma première thèse fondamentale, et elle est incontestable. La deuxième est que toute classe nouvelle se met à l'école de celle qui l'a précédée et lui emprunte des administrateurs ; c'est aussi une vérité absolue. La troisième, enfin, c'est que la classe ouvrière doit augmenter le nombre des administrateurs issus de son propre milieu, fonder des écoles, former des travailleurs à l'échelle de l'Etat. Ces trois thèses sont incontestables et vont radicalement à l'encontre des thèses des syndicats.

Je disais au camarade Tomski, pendant l'étude de ces thèses à la fraction, lorsque le camarade Boukharine et moi nous étions battus, je lui disais que le point 7 de vos thèses resterait le témoignage d'une complète confusion théorique. Il y est dit :

« Le principe fondamental de la structure des organismes de régulation et de direction de l'industrie, le seul principe capable d'y assurer la participation de larges masses ouvrières sans-parti par l'intermédiaire des syndicats, c'est le principe actuellement en vigueur de la direction collective de l'industrie depuis le Bureau du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale jusques et y compris la direction d'usine. La direction personnelle de certaines entreprises ne doit être tolérée que dans des cas particuliers, après accord entre les Bureaux du Conseil Supérieur de l'Economie et du Conseil Central des Syndicats de Russie ou du Comité central des Fédérations syndicales correspondantes, et à la condition expresse du contrôle par les syndicats et leurs organismes des administrateurs investis de pouvoirs personnels.»

Ce ne sont là que billevesées où le rôle de la classe ouvrière dans la conquête du pouvoir et les rapports des moyens sont grossièrement confondus. On ne peut s'accommoder de telles choses ! Elles nous font rétrograder en matière de théorie. On peut en dire autant du centralisme démocratique des camarades Sapronov, Maximovski et Ossinski. Le camarade Ossinski l'oublie, quand il dit que je qualifie le centralisme démocratique de bêtise. Il n'est pas permis de déformer ainsi ! Que vient faire ici la question des nominations, qui devraient être approuvées par les organisations

locales ? On peut les faire approuver par les collèges et l'on peut aussi nommer les collèges. La question est présentée hors de propos ! On dit que le centralisme démocratique, c'est non seulement le fait que le Comité exécutif central de Russie gouverne, mais aussi qu'il gouverne par l'intermédiaire des organisations locales. Que viennent faire ici la direction collective ou personnelle ?

Le camarade Trotski a rappelé son rapport de 1918 et indiqué, en donnant lecture du discours qu'il prononça alors, qu'à cette époque nous ne faisions pas que débattre les questions capitales, mais que le Comité exécutif central a pris une résolution déterminée. J'ai déterré ma vieille brochure sur les *Tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, que j'avais complètement oubliée, et je vois que la question de la direction personnelle n'a pas seulement été posée, mais qu'elle a aussi été approuvée dans les thèses du Comité exécutif central. Nous travaillons de telle sorte que nous oublions non seulement ce que nous écrivons, mais aussi ce qu'a décidé le Comité exécutif central, après quoi nous nous référons à ses décisions. Voici des passages de cette brochure :

« Les représentants conscients (ou, pour la plupart, sans doute inconscients) du laisser-aller petit-bourgeois ont voulu voir dans l'attribution de pouvoirs « illimités » (c'est-à-dire dictatoriaux) à des individus un abandon du principe de la collégialité, de la démocratie et des principes du pouvoir des Soviets. Çà et là, on a vu les socialistes-révolutionnaires de gauche développer contre le décret sur les pouvoirs dictatoriaux [97] une propagande qui était tout bonnement infâme, car elle en appelait aux mauvais instincts et à l'esprit petit-propriétaire, qui porte toujours ses tenants à « empocher »... « toute grande industrie mécanique, qui constitue justement la source et la base matérielle de production du socialisme, exige une *unité de volonté* rigoureuse, absolue, réglant le travail commun de centaines, de milliers et de dizaines de milliers d'hommes. Sur le plan technique, économique et historique, cette nécessité est évidente, et tous ceux qui ont médité sur le socialisme l'ont toujours reconnue comme une de ses conditions. » Ainsi seulement « peut être assurée une rigoureuse unité de volonté »...

« Mais, de toute façon, la *soumission sans réserve* à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique. Elle est deux fois et même trois fois plus indispensable dans les chemins de fer »...

« Et toute notre tâche, la tâche du Parti communiste (bolchévik), interprète conscient des aspirations des exploités à leur libération, est de nous rendre compte de ce revirement, d'en comprendre la nécessité, de nous mettre à la tête de la masse exténuée et qui s'épuise en efforts pour trouver une issue, de l'orienter dans la bonne voie, la voie de la discipline du travail, la voie propre à concilier les tâches des meetings *sur* les conditions de travail avec celles de la soumission sans réserve à la volonté du dirigeant soviétique, du dictateur, *pendant* le travail »...

« Il a fallu justement que les travailleurs remportent la victoire d'Octobre sur les exploiteurs, il a fallu toute cette période historique où les travailleurs commencèrent à discuter eux-mêmes des nouvelles conditions de vie et des nouvelles tâches pour qu'il fût possible de passer définitivement à des formes supérieures de discipline du travail, à une prise de conscience de la nécessité de la dictature du prolétariat, à une obéissance absolue aux ordres donnés pendant le travail par telle ou telle personne représentant le pouvoir des Soviets »...

« Il nous faut apprendre à conjuguer l'esprit démocratique des masses laborieuses, tel qu'il se manifeste dans les meetings, impétueux, débordant, pareil à une crue printanière, avec une discipline de *fer* pendant le travail, avec la *soumission absolue* pendant le travail à la volonté d'un seul, du dirigeant soviétique. »

Le 29 avril 1918, le Comité exécutif central adoptait une résolution exprimant l'approbation absolue des idées maîtresses exposées dans ce rapport et chargeait son Présidium de les rédiger sous forme de thèses, comme tâches fondamentales du pouvoir soviétique. Nous ne faisons ainsi que répéter ce qui a été approuvé, il y a deux ans, dans une résolution officielle du Comité exécutif central. On s'efforce maintenant de nous faire rétrograder sur une question depuis longtemps résolue, une question tranchée et éclairée par le Comité exécutif central, qui a spécifié que la démo-

cratie socialiste soviétique n'est nullement en contradiction avec le pouvoir personnel et la dictature, que la volonté d'une classe est parfois réalisée par un dictateur, qui parfois fait à lui seul davantage et est souvent plus nécessaire. En tout cas, notre attitude de principe envers la direction collective et personnelle n'a pas seulement été précisée depuis longtemps, mais a aussi été sanctionnée par le Comité exécutif central. A cet égard, notre congrès démontre cette triste vérité qu'au lieu d'aller de l'avant, depuis l'éclaircissement des questions de principe jusqu'aux questions pratiques, nous avançons comme les écrevisses. Si nous ne rejetons pas cette erreur, nous n'atteindrons pas nos objectifs économiques.

Je voudrais ajouter deux mots à propos de certaines observations du camarade Rykov. Il affirme que le Conseil des Commissaires du Peuple s'oppose à la fusion des commissariats économiques et, quand on dit que le camarade Rykov voudrait phagocyter le camarade Tsiouroupa, il répond : « Je ne m'oppose pas à me voir phagocyter par Tsiouroupa, pourvu que les commissariats économiques fusionnent. » Je sais où cela mène et je dois dire que la tentative du Conseil Supérieur de l'Economie, qui a voulu s'organiser en je ne sais quel bloc particulier de commissariats économiques, en dehors du Conseil de la Défense et du Conseil des Commissaires du Peuple, n'a pas échappé au Comité central qui l'a désapprouvée. Le Conseil de la Défense a maintenant pris le nom de Conseil du Travail et de la Défense. Vous voulez vous séparer du Commissariat à la Guerre qui donne les meilleures forces à la guerre et sans lequel vous ne pouvez même pas appliquer le travail obligatoire ; mais nous ne pouvons pas l'appliquer d'autre part sans le Commissariat à l'Intérieur. Si nous considérons les postes, nous ne pouvons pas envoyer une lettre sans le Commissariat des Postes et Télégraphes. Voyez le Commissariat de la Santé Publique. Quelle politique économique poursuivrez-vous si les 70% de la population ont le typhus ? Il en résulte que toute affaire doit être concertée et circonscrite dans un Commissariat économique. C'est là un plan qui ne rime à rien ! Le camarade Rykov n'avait pas de raison sérieuse à donner. C'est pourquoi cette idée a été combattue, et le Comité central ne l'a pas soutenue.

Le camarade Rykov a fait du bloc qui s'esquisse entre le camarade Trotski et le camarade Goltsman l'objet de ses plaisanteries. Je voudrais dire quelques mots à ce sujet : un bloc entre les groupes du parti qui ont raison est toujours nécessaire. Ceci doit être toujours la condition obligatoire d'une bonne politique. Si le camarade Goltsman, que j'ai le regret de connaître trop peu, mais dont j'ai entendu parler comme du représentant parmi les métallurgistes de la tendance insistant surtout sur l'application des méthodes raisonnables — ce que soulignent aussi mes thèses —, si le camarade Goltsman insiste de ce point de vue sur la direction personnelle, cela ne peut être qu'extrêmement utile. Un bloc avec cette tendance serait éminemment utile. Si la représentation des syndicats est renforcée au Comité central, il sera utile qu'il y ait là des représentants de cette tendance, qui, si elle est erronée sur certains points, est en revanche originale, a sa nuance propre, à côté des représentants extrêmes de la direction collective qui luttent au nom de la démocratie et sont dans l'erreur. Que les uns et les autres soient représentés au Comité central, et le bloc s'y formera. Que le Comité central soit formé de telle façon qu'on puisse y trouver, à l'aide d'un bloc, une base d'action pour opérer l'année entière, et non la seule semaine du congrès. Nous avons constamment repoussé le principe de la représentation régionale, car elle implique trop de favoritisme régional. Au moment où il faut nous lier plus étroitement aux syndicats, veiller à chaque nuance des syndicats, avoir une bonne liaison, il est inévitable que le Comité central soit constitué de manière qu'il y ait une courroie de transmission avec les larges masses des syndicats (nous avons 600 000 membres du parti et 3 000 000 de syndiqués), une courroie qui relie le Comité central à la fois avec la volonté commune des 600 000 membres du parti et des 3 000 000 de syndiqués. Sans cette courroie de transmission nous ne pouvons pas gouverner. Plus nous avions conquis de régions : la Sibérie, le Kouban et l'Ukraine avec leurs populations paysannes, plus la tâche devenait difficile et plus la machine avance lourdement parce que le prolétariat est peu nombreux en Sibérie et assez faible en Ukraine. Mais nous savons que les ouvriers du Donetz et de Nikolaïev ont directement

riposté à la défense de la direction collective semi-démagogique, dans laquelle le camarade Sapronov est tombé. Il est hors de doute que l'élément prolétarien est différent en Ukraine de ce qu'il est à Pétrograd, Moscou et Ivanovo-Voznessensk, non qu'il y soit mauvais, mais en vertu de causes purement historiques. Il n'a pas eu à se tremper dans la famine, le froid et la lutte comme les prolétaires de Moscou et de Pétrograd. Aussi, faut-il un lien avec les syndicats, une organisation du Comité central lui permettant de connaître les nuances non seulement des 600 000 membres du parti, mais aussi des 3 000 000 de syndiqués, et de les diriger à tout moment comme un seul homme ! Cette organisation nous est nécessaire ! Tel est notre intérêt capital, notre intérêt politique, condition sans laquelle la dictature du prolétariat ne serait pas une dictature. Un bloc, bon, va pour un bloc ! Qu'il ne nous fasse pas peur, félicitons nous-en plutôt et réalisons-le plus large et plus ferme dans les institutions centrales du parti !

5

DISCOURS SUR LES COOPÉRATIVES [98]
3 AVRIL

Ce n'est qu'hier soir et aujourd'hui que j'ai pu prendre connaissance partiellement des deux résolutions. J'estime que celle de la minorité de la commission est la plus juste. Le camarade Milioutine s'y est attaqué avec un vaste répertoire de termes impressionnants, y a découvert de l'hybridité ou plutôt de la semi-hybridité, l'a accusée d'opportunisme. Mais le diable n'est pas, me semble-t-il, aussi noir qu'on le fait. Examinés de près, les arguments de Milioutine, qui a tenté de poser la question de principe, révèlent justement le caractère erroné et impropre de la résolution que le camarade Milioutine défend justement du point de vue pratique, concret et marxiste. Voici pourquoi elle est erronée : Milioutine a indiqué qu'il s'agit dans sa résolution, qui est celle de la majorité de la commission, de fusionner avec le Comité exécutif de canton, de subordonner à ce Comité, et c'est ce qui fait, selon lui, la justesse et la force de sa résolution par opposition avec le manque d'esprit révolutionnaire de celle de la minorité. Nous avons déjà vu, au cours de notre longue activité révolutionnaire, le succès couronner celles de nos actions révolutionnaires qui avaient été préparées ; par contre, celles qui n'étaient qu'imprégnées d'enthousiasme révolutionnaire se soldaient par un échec.

Que dit le texte de la minorité de la commission ? Il dit : emploie-toi à intensifier le travail communiste dans les associations de consommation et à y acquérir la majorité, prépare les organismes auxquels tu veux les confier et ensuite tu les leur confieras. Comparez à cette tendance

celle de Milioutine. Il dit : les coopératives sont mauvaises, confiez-les donc aux Comités exécutifs de canton. Mais avez-vous une base communiste dans ces coopératives ? L'essentiel, la préparation, est éludé, on ne donne que le mot d'ordre final. Si ce travail communiste est préparé, si les organismes susceptibles de s'en charger et de le diriger sont créés, la transmission va de soi et point n'est besoin de la proclamer au congrès du parti. Mais quels gestes d'intimidation n'avez-vous pas multipliés à l'égard des paysans ! Quels gestes d'intimidation que ceux brandis par le Conseil Supérieur de l'Economie à l'égard des paysans et des coopératives dans la collecte du lin ! Si vous vous rappeliez l'expérience acquise dans notre travail local et celui du Conseil des Commissaires du Peuple, vous diriez que cette façon de traiter la question est erronée et que la résolution a raison qui dit qu'un travail d'éducation communiste et de préparation des collaborateurs s'impose, sans quoi la transmission est impossible.

La deuxième question essentielle est celle du lien avec les coopératives de consommation. Le camarade Milioutine fait ici preuve d'une inconséquence extraordinaire. Si les coopératives de consommation ne remplissent pas toutes leurs tâches, toutes celles, en un mot, dont il a été question durant deux années dans divers décrets visant les koulaks, souvenons-nous que les moyens du pouvoir dont nous disposons contre les koulaks nous sont aussi donnés contre les coopératives de consommation. Et nous en usons sans restriction. Le principal en ce moment, c'est d'augmenter la production, la quantité des produits. Si les coopératives de consommation n'y parviennent pas, elles auront à en répondre. Mais, si rattachées aux coopératives de production, elles obtiennent une augmentation, même minime, de leurs produits, il faudra leur savoir gré et développer leur initiative. Si les coopératives de consommation n'y parviennent pas, malgré une liaison locale, vivante et plus étroite avec la production, c'est qu'elles ne remplissent pas la tâche immédiate que leur assigne le pouvoir soviétique. Il suffit que nous ayons dans chaque district deux ou trois camarades énergiques disposés à combattre les koulaks et la bourgeoisie, pour que la partie soit gagnée. Où l'initiative du camarade Tchoutchine

a-t-elle été refoulée ? Il ne nous a pas cité un seul cas. Mais l'idée qu'il faut rattacher les coopératives de production aux coopératives de consommation et accorder toutes les concessions à seule fin d'augmenter prochainement la quantité des produits, nous est suggérée par nos deux années d'expérience. Elle ne gêne nullement les militants communistes et ceux des Soviets dans leur lutte contre le type koulak, bourgeois, de coopération. Loin de les gêner, elle leur offre une nouvelle arme. Si tu sais organiser quelque chose, nous te donnerons une prime, mais si tu ne remplis pas ta tâche, nous te frapperons non seulement parce que tu es un contre-révolutionnaire — la Tchéka est là pour cela, comme on l'a justement rappelé ici — mais aussi parce que tu ne remplis pas la tâche que t'assignent le pouvoir, le pouvoir soviétique et le prolétariat.

Le camarade Milioutine n'a pas fourni un seul argument pratique contre la fusion des coopératives de consommation ; il s'est contenté de dire que cela lui semblait de l'opportunisme ou de l'hybridité. Il est curieux de l'entendre dire au camarade Milioutine qui se préparait, avec le camarade Rykov, à faire de grands pas, et il s'est aperçu qu'il ne pouvait pas faire un dixième de pas. De ce côté, la liaison avec les coopératives de consommation est un avantage, elle offre la possibilité de se mettre tout de suite à la production. Tous les moyens sont donnés contre l'intervention dans le travail politique, mais la subordination en matière de production et d'économie dépend entièrement du Commissariat à l'Agriculture et du Conseil Supérieur de l'Economie. Tous ces moyens, vous les avez dans la mesure où vous pouvez contrôler les coopératives.

Nous arrivons maintenant à la troisième question : celle de l'étatisation, défendue par Milioutine au point qu'il était singulier de l'entendre. Une commission a été créée, le camarade Krestinski s'y est trouvé en minorité et le camarade Milioutine en est sorti vainqueur, mais le voici qui déclare maintenant : « Je veux bien ne pas discuter l'étatisation. » Pourquoi alors la commission a-t-elle délibéré ? Si vous êtes de l'avis du camarade Tchoutchine, vous avez tort de renoncer à l'étatisation. On a dit ici : les biens des capitalistes ont été nationalisés, pourquoi

ne pourrait-on pas nationaliser ceux des koulaks ? Mais ce n'est pas sans raison que cet argument a fait rire. En effet, de quelque façon que l'on dénombre les paysans aisés qui ne peuvent se passer d'exploiter le travail d'autrui, ils ne sont tout de même pas moins d'un demi-million et, peut-être, même près d'un million ; comment pourrions-nous donc nationaliser leurs biens ? C'est de la fantaisie. Nous n'en avons pas la force en ce moment.

Le camarade Tchoutchine a parfaitement raison de dire que de nombreux contre-révolutionnaires sont embusqués dans les coopératives, mais c'est là une autre chanson. On a parlé fort à propos de la Tchéka. Si votre myopie vous empêche de démasquer certains leaders des coopératives, mettez-y un communiste pour qu'il désigne la contre-révolution, et si c'est un bon communiste — car le bon communiste est aussi un bon tchékiste — placé dans une association de consommation, il devra nous amener au moins deux coopérateurs contre-révolutionnaires.

C'est pourquoi le camarade Tchoutchine a tort de préconiser l'étatisation immédiate. Ce serait une chose excellente, mais elle est impossible, parce que nous avons affaire à une classe à laquelle nous avons peu accès et qui ne se prête aucunement à la nationalisation. Nous n'avons d'ailleurs pas nationalisé toutes les entreprises industrielles. Avant qu'un ordre des directions générales et directions centrales ne parvienne sur place, il devient complètement impuissant ; il disparaît soit dans un océan de paperasses, soit en l'absence de routes, de télégraphe, etc. Aussi, n'est-il pas possible de parler en ce moment de nationaliser les coopératives. Le camarade Milioutine a aussi tort sur le plan des principes ; il se sent faible et pense qu'on peut bel et bien retirer ce point. Mais alors, camarade Milioutine, vous démolissez votre résolution, vous certifiez que celle de la minorité est la bonne, car l'esprit de la vôtre — soumettre les coopératives aux Comités exécutifs de canton (l'article premier dit tout bonnement : « prendre des mesures ») — est l'esprit tchékiste introduit mal à propos dans une question économique. L'autre résolution dit qu'il faut augmenter en premier lieu le nombre des communistes, renforcer la propagande et l'agitation communistes, créer une base. Il n'y a là rien de grandiloquent,

on ne nous promet pas tout de suite de pays où les montagnes sont en caramel et les rivières en limonade. Mais s'il y a sur place des communistes, ils savent ce qu'ils ont à faire et le camarade Tchoutchine n'aura pas à leur dire où il faut traîner les contre-révolutionnaires. Deuxièmement, il faut préparer un organisme. Prépare l'organisme voulu, mets-le à l'épreuve pratique et vérifie si la production augmente, voilà ce que dit la résolution de la minorité ! D'abord créer une base, et puis nous verrons. Ce qui est nécessaire se fera tout seul. Les décrets prescrivant de conduire les contre-révolutionnaires à la Tchéka et, à défaut de Tchéka, au Comité révolutionnaire sont promulgués en nombre suffisant. Un peu moins de ces gestes excessifs ! Il faut adopter la résolution de la minorité, elle nous indique la bonne direction.

6

DISCOURS DE CLÔTURE
5 AVRIL

Camarades,

Nous devons, me semble-t-il, en dressant un bilan succinct des travaux de notre congrès, nous arrêter d'abord sur les tâches de notre parti. Le congrès a adopté une résolution détaillée sur la question d'organisation ; l'éducation, l'enseignement, l'utilisation des membres de notre parti par l'organisation y tiennent, comme il fallait s'y attendre, la place la plus importante. La commission des mandants nous a informé que plus de 600 000 membres sont représentés à ce congrès. Nous savons tous quelles immenses difficultés le parti a dû surmonter en ces temps de lutte comme ceux où nous avons dû nous défendre contre la pénétration et l'infiltration des pires éléments, des rebuts de l'ancien capitalisme dans le parti au pouvoir, naturellement ouvert, puisqu'il est un parti au pouvoir, et ouvrant la voie du pouvoir. Les semaines du parti ont été une de nos armes dans cette lutte. Ce n'est que dans ces conditions — au moment où le parti et le mouvement étaient en proie à des difficultés sans nom, où Dénikine était au nord d'Orel et Ioudénitch à 50 verstes de Pétrograd — que seuls des hommes sincèrement attachés à l'affranchissement des travailleurs pouvaient adhérer au parti.

Ces conditions ne se renouvelleront plus, tout au moins dans un avenir rapproché, et il faut dire que les effectifs accrus de notre parti, comparés à ceux des derniers congrès, suscitent certaines inquiétudes ; il existe un danger parfaitement réel, c'est que l'éducation de ces masses en vue de leurs tâches présentes n'a pas toujours marché de pair

avec la croissance rapide des effectifs. Nous ne devons jamais perdre de vue que cette armée de 600 000 hommes doit être à l'avant-garde de la classe ouvrière et que nous n'aurions sans doute pas pu accomplir nos tâches en deux années autrement qu'au moyen d'une discipline de fer. Le dévouement est la condition fondamentale de l'application et du maintien de la discipline la plus rigoureuse : tous les vieux moyens et sources d'application de la discipline sont anéantis, et nous n'avons basé notre activité que sur un haut degré de réflexion et de conscience. Nous avons eu ainsi la possibilité d'instituer une discipline supérieure à celle de tout autre Etat et différente de celle qui subsiste vaille que vaille, si tant est qu'elle puisse subsister dans la société capitaliste. Rappelons-nous donc que notre tâche consiste, pour l'année qui vient, après nos éclatants succès pendant la guerre, moins à élargir le parti qu'à y accomplir un travail intérieur, à hausser le niveau de ses effectifs. Nos résolutions sur les questions d'organisation y consacrent à juste titre la plus grande place.

Nous devons mettre, quoi qu'il nous en coûte, cette avant-garde du prolétariat, cette armée de 600 000 membres, à la hauteur des tâches qui lui incombent. Et ses tâches internationales et intérieures sont d'une importance considérable ! Pour ce qui est des tâches internationales, notre situation n'a jamais été aussi bonne qu'en ce moment. Quoique rarement, nous recevons pourtant des nouvelles de l'étranger sur la vie des ouvriers ; chaque fois que nous parviennent quelques lettres ou numéros de journaux ouvriers socialistes d'Europe et d'Amérique, nous éprouvons la plus haute satisfaction à voir des masses qui n'étaient absolument pas touchées jadis par la propagande ou qui végétaient dans un lamentable opportunisme, dans un socialisme essentiellement parlementaire, témoigner toujours et partout, beaucoup plus que nous ne le savons, dans n'importe quel coin de terre, un intérêt extrêmement accru pour le pouvoir soviétique, pour les tâches nouvelles ; partout s'observe un profond mouvement révolutionnaire, une fermentation, partout se posent les questions de la révolution.

J'ai eu hier l'occasion de lire un numéro de l'organe du Parti ouvrier socialiste anglais. Les ouvriers anglais

qui ont été dirigés par des intellectuels, qui, depuis des dizaines d'années, se distinguaient par leur mépris de la théorie, disent très nettement, et ce journal l'atteste, que maintenant le problème de la révolution suscite de l'intérêt parmi les ouvriers anglais, qu'ils portent un intérêt croissant à la lutte contre le révisionnisme, l'opportunisme, le socialisme parlementaire, cette social-trahison que nous avons si bien étudiée. Lutte qui s'inscrit à l'ordre du jour ! Nous pouvons dire avec certitude que le camarade américain R., qui a publié un volumineux ouvrage contenant divers articles de Trotski et de moi et donnant ainsi un tableau récapitulatif de la révolution russe, a eu entièrement raison. Ce camarade dit que la révolution française a remporté une victoire d'une portée universelle et que si elle a pu être vraiment étouffée, c'est parce qu'elle était entourée sur le continent européen de pays plus arriérés où ne pouvaient pas naître sur l'heure des mouvements d'imitation, de sympathie et de soutien. La révolution russe qui, en raison du joug du tsarisme et de diverses autres conditions (relation avec 1905, etc.), a éclaté avant les autres, est entourée de pays situés à un niveau supérieur du développement capitaliste, qui, s'ils vont plus lentement à la révolution, y vont aussi d'un pas plus ferme, plus assuré, plus résolu. Nous voyons grandir 10 fois, 100 fois, 1 000 fois, d'année en année et même de mois en mois, le nombre des partisans et des amis de la Russie soviétique dans tout pays capitaliste, et il faut le dire, nous avons beaucoup plus d'amis et d'alliés que nous ne nous en connaissons !

L'impérialisme mondial a subi, dans sa tentative de nous anéantir par la voie militaire, un échec complet ! La situation internationale nous offre maintenant une trêve beaucoup plus durable et plus sûre que celle que nous avons eue au début de la révolution. N'oublions pourtant pas que ce n'est qu'une trêve. Souvenons-nous que le monde capitaliste est armé de pied en cap et attend son moment, attend que se réalisent les meilleures conditions stratégiques, étudie les moyens de nous attaquer. Toute la force économique et toute la force militaire sont encore de son côté, il ne faut l'oublier en aucun cas ! Encore faibles à l'échelle mondiale, nous grandissons

rapidement, nous prenons des forces, nous arrachons des mains de l'ennemi ses armes l'une après l'autre; mais l'ennemi guette la République soviétique à tous les détours du chemin ! Le Capital international cherche maintenant, avec des desseins définis, avec un plan calculé, à unir, à fusionner, à grouper, à l'occasion de la levée du blocus, la spéculation internationale, la liberté internationale du commerce à notre petite spéculation de l'intérieur et nous préparer, sur les bases de cette petite spéculation, une nouvelle guerre, de nouveaux pièges, de nouveaux guets-apens.

Nous en venons à la tâche essentielle, à la question principale, à l'objet principal qui a retenu l'attention de notre congrès. C'est celle de l'édification. Le congrès a beaucoup fait à cet égard ; la résolution concernant l'aspect le plus important, l'édification économique et les transports, a été adoptée à l'unanimité. Et à présent, grâce à l'action éducatrice du parti, nous saurons la faire appliquer par nos trois millions d'ouvriers syndiqués comme par un seul homme. Nous saurons nous en servir pour que toutes nos forces, toute notre discipline, toutes nos énergies, tendent à relever l'économie du pays, les transports en premier lieu et le ravitaillement en second lieu.

Quant à la propagande, diverses questions se posent en ce moment, et toute information venant de l'étranger, toute adhésion au parti d'une dizaine de nouveaux membres nous fournissent des matériaux nouveaux en ce domaine. La propagande doit suivre son chemin sans disperser ni morceler les forces. Rappelons-nous bien que la cause de nos succès, celle des prodiges que nous avons accomplis sur le plan militaire, c'est que nous avons toujours su concentrer notre attention sur le plus important, sur l'essentiel, et résoudre les problèmes d'une manière dont la société capitaliste n'aurait pû le faire. C'est que, dans la société capitaliste, tout ce qui intéresse particulièrement les citoyens — leurs conditions économiques d'existence, la guerre et la paix —, tout est décidé par la société capitaliste à l'insu de la société même ; les questions les plus importantes : guerre, paix, affaires diplomatiques sont tranchées par une poignée infime de capitalistes qui ne se bornent pas à tromper les masses, mais souvent trompent aussi

le parlement. Il n'y a pas de parlement au monde qui ait jamais dit quelque chose de sérieux sur la guerre et la paix ! Dans la société capitaliste, les principales questions concernant la vie économique des travailleurs, leur condition d'affamés ou leur bien-être sont tranchées par le capitaliste comme par un seigneur, comme par Dieu ! Dans tous les pays capitalistes, dans les républiques démocratiques, l'attention du peuple est alors détournée par la presse vénale bourgeoise, fruit de ce qu'on appelle la liberté de parole, qui imagine et répand toutes les fourberies afin de berner les masses ! Chez nous, au contraire, tout l'appareil du pouvoir d'Etat, toute l'attention de l'ouvrier conscient sont axés sans réserve, intégralement, sur le problème majeur, capital, sur le facteur décisif ! A cet égard, nous avons obtenu d'immenses succès dans le domaine militaire et il nous reste à transposer cette expérience dans le domaine économique.

Nous effectuons la transition au socialisme et la question capitale, celle du blé, celle du travail, n'est pas du ressort de l'intérêt privé, n'est pas l'affaire privée du patron, mais celle de la société entière. Tout paysan tant soit peu capable de penser doit avoir nettement conscience, comprendre que, si l'Etat pose dans toute sa presse, dans chaque article, dans chaque numéro de journal la question des transports, c'est que c'est l'affaire de tous ! Notre édification fait passer le paysan des ténèbres et de l'aveuglement auxquels le condamnait l'esclavage à la liberté véritable où les travailleurs, connaissant toutes les difficultés qui les attendent et, faisant fi de ce qui n'est que du clinquant, des colifichets, de la comédie des motions de toute espèce et des plus ingénieuses promesses que prodiguent les folliculaires en tout pays bourgeois, ils dirigent toutes les forces de l'organisation sociale, de l'appareil de l'Etat, tous les moyens d'agitation, vers les tâches les plus simples et les plus substantielles. Il faut axer toutes les forces, toute l'attention sur ces tâches économiques les plus élémentaires, intelligibles à tout paysan, contre lesquelles nul paysan moyen, voire cossu, mais tant soit peu honnête, ne peut présenter d'objections et dont la mise à l'ordre du jour dans toute réunion nous donne absolument raison. La masse ouvrière et paysanne la moins

consciente confirmera que l'important, c'est de relever dès maintenant l'économie de façon qu'elle ne puisse tomber une nouvelle fois aux mains des exploiteurs, de façon que celui-là ne bénéficie d'aucun passe-droit qui, possédant dans un pays affamé des excédents de blé, les emploie à s'enrichir et à réduire les pauvres à la famine. Vous ne trouverez pas un homme, fût-il le plus arriéré, le plus inconscient, qui n'ait le sentiment que c'est injuste, qui n'ait l'idée peut-être confuse, peut-être brumeuse, mais présente tout de même, que les arguments des partisans du pouvoir soviétique sont pleinement conformes aux intérêts des travailleurs.

Nous devons axer sur ces simples tâches qui, dans les grands pays capitalistes, sont reléguées à l'arrière-plan et considérées comme l'affaire privée des patrons, toute l'attention de l'armée que forment les 600 000 membres du parti ; nous ne devons pas tolérer qu'il y en ait un seul parmi eux qui ne remplisse pas sa tâche ; nous devons amener à cette fin les ouvriers à se joindre en masse à nous avec l'abnégation et le dévouement les plus grands ! C'est une chose difficile à organiser, mais cela confère une immense autorité morale, une immense force de persuasion, car c'est juste du point de vue des travailleurs ! Et dans la conviction que, grâce aux travaux du congrès, nous nous acquitterons maintenant de cette tâche aussi brillamment que nous avons su nous acquitter de celles que nous imposa la guerre, et fût-ce là aussi au prix d'erreurs et de défaites, c'est dans cette conviction que nous pouvons dire que les ouvriers de tous les pays d'Europe et d'Amérique ont les yeux fixés sur nous ; ils se demandent si nous arriverons à résoudre le problème qui se pose à nous, un problème plus ardu que celui de la victoire militaire ! L'enthousiasme seul, l'abnégation seule, le simple élan d'héroïsme ne peuvent le résoudre ! Dans cette œuvre d'organisation où nous, les Russes, avons été plus faibles que les autres, dans cette œuvre d'autodiscipline, dans cet art de savoir écarter les à-côtés au profit des choses essentielles on n'arrive vite à rien ; pour la collecte du blé, la réparation des transports, le relèvement de l'économie qui n'avance que pas à pas, où l'on prépare le terrain et où l'on bâtit peu, mais ferme, dans ce domaine les ouvriers de tous les pays

nous observent, attendant nos nouvelles victoires ! Nous inspirant des résolutions de notre congrès, en obtenant des 600 000 membres de notre parti qu'ils travaillent comme un seul homme, en étroite liaison avec les organismes économiques et les syndicats, nous remplirons, j'en suis convaincu, cette tâche comme nous avons rempli la tâche relative à la guerre, et nous nous acheminerons d'un pas ferme et rapide vers la victoire de la République soviétique socialiste mondiale. (Applaudissements.)

LES COMPROMIS [99]

Au cours d'un entretien, le camarade Landsbury soulignait tout particulièrement cet argument des leaders opportunistes anglais du mouvement ouvrier :

> les bolchéviks concluent des compromis avec les capitalistes, ne fût-ce, par exemple, qu'en accordant, dans le traité de paix avec l'Estonie, des concessions forestières ; dès lors, les compromis conclus avec les capitalistes par les dirigeants modérés du mouvement ouvrier anglais sont tout aussi légitimes.

Le camarade Landsbury estime que cet argument est très répandu en Angleterre, qu'il a de l'importance pour les ouvriers et qu'il exige instamment une analyse.

J'essaierai de satisfaire ce désir.

I

Un partisan de la révolution prolétarienne peut-il conclure des compromis avec des capitalistes ou avec la classe des capitalistes ?

Cette question réside apparemment à la base du raisonnement que j'ai produit ci-dessus. Mais, dans une formulation aussi générale, une telle question témoigne soit d'une extrême inexpérience politique et d'une certaine inconscience politique de celui qui la pose, soit de son intention déloyale de couvrir par un sophisme la justification du brigandage, du pillage, des violences capitalistes de toutes sortes.

En effet, il serait manifestement absurde de fournir une réponse négative à cette question générale. Naturellement, le partisan de la révolution prolétarienne peut passer

des compromis ou des accords avec les capitalistes. Tout dépend de la *nature* de l'accord et des *circonstances dans lesquelles* il est conclu. C'est là et là seulement qu'on peut et qu'on doit chercher la différence entre un accord légitime du point de vue de la révolution prolétarienne et un accord perfide, un accord de trahison (du même point de vue).

En guise d'explication, je rappellerai d'abord l'opinion des fondateurs du marxisme, puis je citerai les exemples les plus simples et les plus concrets.

Ce n'est pas sans raison que Marx et Engels sont considérés comme les fondateurs du socialisme scientifique. Ils ont été les ennemis impitoyables de la phraséologie. Ils ont enseigné à poser les questions du socialisme (entre autres, les questions de la tactique socialiste) de façon scientifique. Et, au cours des années 70, lorsque Engels dut analyser le manifeste révolutionnaire des blanquistes français, des rescapés de la Commune, Engels leur disait sans ambages que leur déclaration fanfaronne « Pas de compromis » n'était qu'une phrase creuse [100]. On ne saurait s'interdire les compromis. Ce qu'il faut, c'est savoir, à travers tous les compromis qui s'imposent de toute nécessité, parfois en vertu des circonstances où se trouve le parti même le plus révolutionnaire de la classe même la plus révolutionnaire, c'est savoir, à travers tous les compromis, préserver, renforcer, tremper, développer la tactique et l'organisation révolutionnaires, la conscience révolutionnaire, l'esprit de décision, l'état de préparation de la classe ouvrière et de son avant-garde organisée, le parti communiste.

Pour ceux qui connaissent les fondements de la doctrine de Marx, cette opinion découle inévitablement de toute cette doctrine. Et, comme en Angleterre, en vertu de toute une série de causes historiques, le marxisme, depuis le chartisme (qui à beaucoup d'égards a été la préparation du marxisme, « l'avant-dernier mot » sur la voie du marxisme), a été relégué à l'arrière-plan par les dirigeants opportunistes semi-bourgeois des trade-unions et des coopératives, je tâcherai de prouver que l'opinion exposée est juste, au moyen d'exemples typiques empruntés à un domaine que chacun connaît, celui des faits de la vie politique et économique courante.

Je commencerai par un exemple que j'ai déjà cité un jour dans un de mes discours. Admettons qu'une automobile dans laquelle vous circulez soit attaquée par des bandits armés. Admettons que, lorsqu'ils vous ont appliqué un revolver sur la tempe, vous ayez livré aux bandits l'automobile, l'argent, votre revolver et que les bandits se servent de cette automobile, etc., pour perpétrer de nouveaux vols.

Votre compromis avec les bandits, votre accord avec les bandits existent, sans aucun doute. L'accord verbal et conclu tacitement reste cependant à coup sûr un accord parfaitement déterminé et précis. « Je te donne l'automobile, mon arme, mon argent, et toi, tu me débarrasses de ton agréable compagnie. »

Reste à savoir si celui qui a conclu un *tel* accord avec les bandits, vous l'appelerez *complice* du banditisme, *complice* de l'attaque des bandits contre un tiers qu'ils dépouilleront à l'aide de l'automobile, de l'argent et de l'arme reçus de l'auteur de cet accord.

Non, bien sûr.

Dans ce cas, l'affaire est tout à fait claire et d'une banale simplicité.

Et il est tout aussi clair que, dans d'autres circonstances, la remise tacite aux bandits de l'automobile, de l'argent et de l'arme serait reconnue par tout homme sensé comme une complicité.

La conclusion est claire : il est tout aussi stupide de s'interdire toute entente, tout compromis quels qu'ils soient avec les bandits, que de déduire la justification de la participation au banditisme de la thèse abstraite que, généralement parlant, les accords avec les bandits sont parfois admissibles et nécessaires.

Prenons maintenant un exemple politique...

Rédigé en mars-avril 1920. Publié pour la première fois en 1936

Conforme au manuscrit

TÉLÉGRAMME A G. ORDJONIKIDZÉ

2.IV.1920.

Ordjonikidzé, Conseil militaire révolutionnaire du front du Caucase

Je vous prie, une fois encore, d'agir avec prudence et de manifester à tout prix le maximum de bienveillance à l'égard des musulmans, en particulier lors de l'entrée au Daghestan. Montrez par tous les moyens et de la façon la plus solennelle la sympathie pour les musulmans, pour leur autonomie, leur indépendance, etc. Informez-moi du cours des événements avec plus de précision et plus souvent.

Lénine

Publié pour la première fois en 1942

Conforme à une copie dactylographiée

DISCOURS AU Ier CONGRÈS CONSTITUTIF DU SYNDICAT DES MINEURS DE RUSSIE[101]

Permettez-moi tout d'abord, camarades, de transmettre les salutations du Conseil des Commissaires du Peuple au Ier Congrès des ouvriers de l'industrie minière et houillère.

Camarades, ce congrès revêt, comme toute cette branche d'industrie, une importance exceptionnelle pour la République soviétique. Vous savez certainement tous qu'aucune industrie moderne, aucune usine, aucune fabrique ne se conçoit sans l'industrie houillère. Le charbon est vraiment le pain de l'industrie ; sans ce pain, l'industrie est paralysée, les transports ferroviaires sont voués à l'état le plus lamentable et ne peuvent en aucune façon être rétablis ; sans ce pain, la grosse industrie de tous les pays s'écroule, se décompose ou retourne à la barbarie préhistorique ; on voit aujourd'hui, même dans des pays beaucoup plus avancés que la Russie, qui ont beaucoup moins souffert de la guerre, même dans les pays victorieux, la pénurie et la crise du charbon se manifester de la façon la plus douloureuse. Il nous est d'autant plus indispensable que les camarades réunis ici pour fonder un syndicat de mineurs solide, vigoureux, puissant et conscient, se fassent une idée bien claire des tâches énormes que la République soviétique, le pouvoir ouvrier et paysan imposent à ce congrès, aux mineurs. Car aujourd'hui, après avoir soutenu, pendant deux années, une lutte acharnée contre les gardes blancs et les capitalistes secondés par les capitalistes du monde entier, après avoir remporté bien des victoires, nous voici à la veille d'une nouvelle lutte, bien dure, non moins difficile que la précédente, quoique moins ingrate : la lutte sur un front sans effusion de sang, sur le front du travail.

Quand les propriétaires fonciers et les capitalistes tentaient sur le front sanglant de briser le pouvoir des Soviets en Russie, la cause de la République soviétique paraissait désespérée ; la Russie des Soviets, le pays le plus faible, le plus arriéré, le plus ruiné, semblait ne pas pouvoir résister aux capitalistes du monde entier. Les plus riches puissances du monde prêtaient appuis aux gardes blancs russes ; elles leur prodiguaient des centaines de millions de roubles, fournissaient des munitions, organisaient à l'étranger des camps spéciaux pour former les officiers, et il existe encore à l'étranger de ces bureaux de recrutement où l'on enrôle, avec le concours des plus riches capitalistes du monde, des prisonniers russes et des volontaires pour la guerre contre la Russie soviétique. Notre entreprise semblait désespérée, c'était naturel : la Russie paraissait incapable de résister aux puissances militaires du monde entier, bien plus fortes que nous. Ce miracle s'est cependant avéré possible, et la Russie soviétique l'a accompli au cours de ces deux années.

La Russie soviétique est sortie victorieuse de la guerre contre les puissances les plus riches du monde. Pourquoi ? Ce n'est certes pas parce que nous étions les plus forts au point de vue militaire. Non, bien sûr. C'est parce qu'il y avait, dans les Etats civilisés, des soldats qu'on ne pouvait plus tromper bien que l'on s'évertuât à leur prouver, dans des tas de feuilles, que les bolchéviks étaient des agents allemands, des usurpateurs, des traîtres, des terroristes. A la suite de ce travail, nous avons vu ces soldats rentrer d'Odessa soit bolchéviks convaincus, soit en déclarant qu'ils « ne feraient plus la guerre au gouvernement ouvrier et paysan ». La cause principale de notre victoire a été que les ouvriers des pays les plus avancés d'Europe occidentale se sont montrés si compréhensifs et sympathiques à la classe ouvrière à l'échelle mondiale, qu'en dépit des mensonges de la presse bourgeoise qui, dans ses publications à des millions d'exemplaires, abreuvait les bolchéviks de ses écœurantes calomnies, les ouvriers ont été de notre côté, ce qui devait décider de l'issue de la guerre. Il a été clair pour tout le monde que, si des centaines de milliers de soldats nous avaient combattus comme ils avaient combattu l'Allemagne, nous n'aurions pas pu

tenir. C'était évident pour tous ceux qui savent ce qu'est la guerre. Un miracle s'est néanmoins produit, nous avons remporté la victoire ; nos ennemis se sont écroulés en s'entre-déchirant ; au lieu de la fameuse Société des Nations ils se sont trouvés à la tête d'une société de chiens enragés qui se disputent des os et ne peuvent s'entendre sur rien ; tandis que les partisans des bolchéviks, directs ou indirects, conscients ou peu conscients, se multiplient dans tous les pays non de jour en jour, mais d'heure en heure.

Tous ceux qui sympathisent avec le socialisme connaissent la IIe Internationale qui, pendant 25 ans, de 1889 à 1914, dirigea le mouvement socialiste dans tous les pays ; quand éclata la guerre impérialiste, les socialistes de la IIe Internationale se rangèrent aux côtés de leurs gouvernements, chacun défendant le sien ; tous ceux qui se considéraient comme républicains, socialistes-révolutionnaires, menchéviks se rangèrent dans chaque pays aux côtés de leur gouvernement, défendirent leur patrie, dissimulèrent les traités secrets au lieu de les publier ; les socialistes, que l'on considérait comme les chefs de la classe ouvrière, passèrent aux capitalistes, marchèrent contre la classe ouvrière russe. On voit aujourd'hui à la tête du gouvernement allemand les scheidemanniens, qui se disent toujours socialdémocrates et qui sont cependant les bourreaux les plus odieux, qui, alliés aux propriétaires fonciers et aux capitalistes, ont assassiné Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, chefs de la classe ouvrière allemande, et massacré 15 000 prolétaires allemands. Depuis que la IIIe Internationale, l'Internationale communiste, a été fondée, depuis une année, son triomphe a été complet. La IIe Internationale s'est définitivement effondrée.

Telle est la forte influence que le pouvoir soviétique de Russie a exercée sur les ouvriers du monde entier, malgré tous les mensonges, malgré toutes les calomnies déversées contre lui. Les soldats et les ouvriers estiment que le pouvoir doit revenir à ceux qui travaillent ; qui ne travaille pas ne mange pas ; qui travaille a voix au chapitre dans l'Etat, exerce une action sur le règlement des affaires publiques. C'est une vérité bien simple que des millions d'ouvriers ont comprise.

Une tâche difficile se pose à présent pour vous, c'est de remporter, après nos victoires militaires, une victoire plus dure encore, d'autant plus dure que l'on ne saurait se contenter, ici, du seul héroïsme ; on ne peut obtenir des résultats que par un labeur tenace, par des années de travail soutenu.

Les capitalistes recrutent leur main-d'œuvre dans le monde entier et augmentent la production ; mais les ouvriers leur répondent : donnez d'abord à manger aux ouvriers, cessez d'abord vos querelles qui nous coûtent la vie, cessez les massacres. Des millions d'hommes ont péri hier pour permettre de régner aux forbans anglais ou à d'autres. Tant que les capitalistes garderont le pouvoir, nous ne nous soucierons pas d'augmenter la production, nous ne songerons qu'à jeter bas le capitaliste.

Et maintenant que les capitalistes sont renversés, montrez que vous pouvez augmenter la productivité sans eux, réfutez le mensonge que les capitalistes répandent contre les ouvriers conscients, en disant que ce n'est pas une révolution, ni un ordre nouveau, que c'est bel et bien un carnage, histoire de tirer simplement vengeance des capitalistes. Jamais, disent-ils, les ouvriers ne pourront eux-mêmes faire œuvre d'organisation, sortir le pays de l'état de ruine ; ils ne créeront que l'anarchie. Tel est le mensonge que les capitalistes de tous les pays répandent par des procédés sans nombre, le mensonge qui s'insinue de mille manières par l'intermédiaire des sans-parti, des adversaires des bolchéviks, jusque dans les milieux ouvriers russes, plus particulièrement dans les milieux les moins éduqués, les plus corrompus par le capitalisme, ou les plus ignorants. Nous avons pourtant vu que, si nous avons pu vaincre le monde entier en deux années de pouvoir soviétique, ce n'est surtout que grâce à l'héroïsme des ouvriers.

On nous reproche la dictature du prolétariat, le pouvoir de fer, le pouvoir implacable et sans merci des ouvriers, qui ne recule devant rien et proclame : ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous, la moindre résistance contre ce pouvoir sera brisée. Nous en sommes fiers et nous disons que, sans ce pouvoir de fer des ouvriers, de cette avant-garde ouvrière, loin de tenir deux ans, nous n'aurions pas tenu deux mois. Grâce à cette dictature le parti a pu,

à tous les moments difficiles de la guerre, mobiliser les communistes qui par milliers se sont fait tuer les premiers, aux tout premiers rangs, en combattant Ioudénitch et Koltchak ; les meilleurs hommes de la classe ouvrière ont péri, se sont sacrifiés, sachant qu'en mourant ils sauveront des générations, des milliers et des milliers d'ouvriers et de paysans. Ils ont stigmatisé, traqué sans merci les lâches égoïstes, tous ceux qui, à la guerre, ne pensaient qu'à eux-mêmes et les ont impitoyablement fusillés. Nous sommes fiers de cette dictature, de ce pouvoir de fer des ouvriers proclamant : nous avons renversé les capitalistes et nous nous ferons tuer jusqu'au dernier à la moindre tentative de restauration du capitalisme. Personne n'a autant souffert de la faim, au cours de ces deux années, que les ouvriers de Pétrograd, Moscou et Ivanovo-Voznessensk. Selon les estimations, ils n'ont pas reçu plus de 7 pouds de blé par tête par an, au cours de ces deux années, tandis que les paysans des provinces productrices ne consommaient pas moins de 17 pouds par tête. Les ouvriers ont consenti de grands sacrifices ; ils ont été frappés par les maladies ; leur mortalité s'est accrue ; ils prouveront maintenant qu'ils se sont soulevés contre les capitalistes non par un sentiment de vengeance, mais parce que fermement résolus à créer un ordre social où il n'y aurait plus ni propriétaires fonciers ni capitalistes. Voilà pourquoi tous ces sacrifices ont été consentis ; et ces sacrifices sans bornes, d'ailleurs conscients, volontaires, appuyés par la discipline de l'Armée Rouge qui ne recourt pas aux procédés de la vieille discipline, ces sacrifices immenses ont seuls permis aux ouvriers avancés de maintenir leur dictature et de s'imposer, de haute lutte, à l'estime des ouvriers du monde entier. Ceux qui calomnient le plus les bolchéviks ne doivent pas oublier que la dictature imposait le plus de sacrifices, la pire famine aux ouvriers qui l'exerçaient. Les ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk, Pétrograd et Moscou ont enduré, pendant ces deux années, plus de souffrances que nul autre n'en a connu dans la lutte sur les fronts rouges.

Voilà ce qu'il ne faut pas surtout et avant tout perdre de vue, ce que les camarades de l'industrie houillère doivent bien retenir. Vous formez un détachement d'avant-garde. Nous continuons la guerre, non plus la guerre sanglante,

nous l'avons heureusement terminée ; nos ennemis n'oseront plus s'attaquer à la Russie soviétique, parce qu'ils savent qu'ils seraient battus ; on ne peut plus faire marcher contre nous les ouvriers conscients ; ils feraient sauter les ports, comme ils l'ont fait à Arkhangelsk occupé par les Anglais, comme ils l'ont fait à Odessa. La preuve en est faite, nous l'avons acquise en combattant ; mais nous continuons la guerre, nous la continuons quand même ; cette fois, c'est la guerre économique. Les trafiquants du marché noir et le petit nombre d'ouvriers corrompus par le vieux capitalisme, qui se disent « mon salaire doit être augmenté ; pour les autres, je m'en fiche », voilà contre qui nous luttons aujourd'hui. « Payez-moi le double, donnez-moi deux à trois livres de pain par jour », mais ils ne pensent pas qu'ils travaillent pour défendre les ouvriers et les paysans, ni qu'ils vont s'attaquer aux capitalistes. Il faut les combattre par l'éducation fraternelle, par l'action fraternelle ; et nul autre que les syndicats ne peuvent le faire. Il faut expliquer à ces ouvriers que, s'ils se rangent du côté des trafiquants et des spéculateurs, du côté des paysans riches qui vous disent : « Plus j'aurai de blé, et plus je m'enrichirai », « Chacun pour soi et Dieu pour tous », que c'est là le langage de messieurs les capitalistes et de tous ceux qui gardent les vieilles habitudes capitalistes ; or ceux qui gardent les anciennes façons de penser, nous les considérons comme des traîtres, des félons, que la classe ouvrière doit flétrir et stigmatiser. Nous sommes entourés d'une majorité de pays capitalistes qui se coalisent contre nous, dans le monde entier ; ils s'allient à nos trafiquants, ils veulent nous renverser par la force et se croient plus forts que nous. Nous restons une forteresse assiégée sur laquelle les ouvriers de tous les pays ont les yeux fixés, sachant que la liberté vient d'ici ; nous devons agir, dans cette forteresse assiégée, avec une rigueur, une discipline, une abnégation toutes militaires. Nous ne saurions tolérer dans les milieux ouvriers les lâches égoïstes qui se refusent à concilier les intérêts de leur groupe avec ceux de l'ensemble des ouvriers et paysans.

Il faut établir, à l'aide des syndicats, une discipline fraternelle pareille à celle qui régnait dans notre Armée Rouge ; qui s'institue chez nous dans les meilleurs syndi-

cats et que, je suis persuadé, vous saurez établir à votre tour, maintenant que vous êtes sur le point de constituer votre syndicat des mineurs.

Ce sera un des syndicats les plus avancés, il bénéficiera de l'appui maximum que le pouvoir d'Etat est à même de fournir. Et je suis persuadé que vous ferez, vous aussi, de ces sacrifices pour instituer une ferme discipline du travail, augmenter la productivité et l'abnégation des ouvriers de l'industrie houillère, dont le labeur est peut-être le plus dur, le plus malpropre, le plus meurtrier, et que la technique créée par l'homme s'efforce de supprimer de façon générale.

Mais l'indispensable, pour sauver tout de suite le pouvoir soviétique, c'est de donner du pain, c'est-à-dire du charbon à l'industrie. Sans cela, on ne saurait relever l'économie, mettre en marche les chemins de fer, les usines, ni donner des marchandises, en échange de blé, aux paysans qui ne peuvent, évidemment, se contenter uniquement de papiers de couleur. Ils nous accordent une sorte de crédit, ils sont tenus de prêter aux ouvriers affamés. Mais nous devons les rembourser, et c'est pourquoi il faut décupler la production, mettre toutes les fabriques en marche.

Telle est, camarades, la tâche immense dévolue à tous les ouvriers conscients, à ceux des ouvriers qui comprennent qu'il s'agit de garder et de renforcer le pouvoir soviétique et le socialisme, afin de préserver à jamais les générations futures de l'oppression des propriétaires fonciers et des capitalistes. Celui qui ne veut pas le comprendre doit être chassé des milieux ouvriers et pour celui qui ne le comprend pas assez bien les syndicats agiront par l'enseignement, par leur influence et par la propagande, par leur souci extrême de la production et de la discipline. Le pouvoir des ouvriers et des paysans s'affermira ainsi, et c'est par ce travail lent, mais d'une portée décisive, que vous remporterez, que vous devez remporter des victoires plus importantes que celles de notre Armée Rouge au front.

Publié en 1920 dans la brochure « Résolutions et décisions du 1er Congrès constitutif du syndicat des mineurs de Russie», Moscou

Conforme au texte de la brochure

DISCOURS AU IIIe CONGRÈS DES SYNDICATS DE RUSSIE[102] 7 AVRIL 1920

(Longs et vifs applaudissements qui tournent en ovation.)

Camarades,

Permettez-moi d'abord de saluer au nom du Conseil des Commissaires du Peuple le IIIe Congrès des syndicats de Russie. (Applaudissements.) Camarades, l'heure présente, particulièrement grave pour le pouvoir soviétique, nous impose à bien des égards les tâches très complexes et très intéressantes d'une période de brusque transition. Et le caractère particulier de cette heure impose aux syndicats des tâches et une responsabilité toutes spéciales en ce qui concerne l'édification du socialisme.

C'est pourquoi je voudrais m'arrêter en ce moment moins sur les différentes décisions du congrès du parti qui vient de se clore (et fera l'objet d'un rapport circonstancié) que sur les changements intervenus dans les conditions de la politique soviétique qui rattachent tous les objectifs de l'édification socialiste à l'activité des syndicats. Le trait principal de la phase actuelle, c'est que nous passons des tâches militaires qui absorbèrent jusqu'à présent toute l'attention, tous les efforts du pouvoir des Soviets, aux tâches de l'édification pacifique de l'économie. Et il faut noter avant tout que ce n'est pas la première fois que le pouvoir des Soviets et la République soviétique connaissent une pareille situation. Nous abordons pour la deuxième fois la solution de ce problème ; c'est la deuxième fois, sous la dictature du prolétariat, que l'histoire met au premier plan les tâches de l'édification pacifique.

La première fois, c'était au début de 1918, lorsque, après une offensive de courte durée, mais très puissante de l'impérialisme allemand, à un moment où l'ancienne armée capitaliste s'était complètement effondrée, où nous étions dépourvus d'armée et ne pouvions en créer une à bref délai, les forbans de l'impérialisme allemand nous ont imposé la paix de Brest-Litovsk. En raison de la faiblesse des forces réelles du pouvoir soviétique, les tâches militaires parurent passer au second plan. La possibilité d'aborder les tâches de l'édification pacifique semblait s'offrir à nous. A cette époque aussi j'ai dû prendre la parole au Comité exécutif central de Russie, le 29 avril 1918, il y a presque deux ans, et le C. C. adopta en connexion avec mon rapport des thèses qui ont été publiées. Je vous le rappelle parce que, déjà à ce moment, les thèses énuméraient diverses questions se rapportant à la discipline du travail, etc., mises à l'ordre du jour de ce congrès. Ce moment n'était pas sans analogie avec l'époque actuelle. J'affirme que notre attention est encore concentrée sur les discussions et divergences qui affectaient alors le mouvement syndical. Il est complètement erroné de dire que les décisions du IXe Congrès du P. C. R. sont le fruit des discussions actuelles. Une telle affirmation serait de nature à fausser le cours réel des événements. Aussi est-il utile, pour bien comprendre le fond de la question et en aborder correctement la solution, de comparer et de réfléchir à ce qu'était la situation au début de 1918 et à ce qu'elle est aujourd'hui.

A ce moment, les objectifs de l'édification pacifique étaient venus se placer au premier plan après la courte interruption de la guerre contre l'impérialisme allemand. Il semblait que nous pourrions avoir une longue période d'édification pacifique. La guerre civile n'avait pas encore commencé. Krasnov, bénéficiant du concours des Allemands, venait seulement d'apparaître dans la région du Don. On ne se battait ni dans l'Oural ni dans le Nord. La République soviétique tenait un vaste territoire, bien qu'amputé des régions que le traité de Brest-Litovsk nous avait ravies. La situation était telle que l'on pouvait compter sur une longue période de travail pacifique. Et, dans ces circonstances, la première chose que le Parti communiste a mis à l'ordre du jour et souligné dans diverses résolutions, celle

du 29 avril 1918 en particulier, a été la nécessité d'une large propagande, un rappel incessant à la discipline du travail.

Le pouvoir dictatorial et la direction personnelle ne sont pas en contradiction avec la démocratie socialiste. Il faut le rappeler maintenant pour comprendre aussi bien les résolutions adoptées par le dernier congrès du parti que les problèmes généraux qui se posent à nous. Elles ne répondent nullement à des questions posées pour la première fois à présent, elles sont liées aux conditions mêmes de notre époque. Que celui qui en doute considère notre situation d'il y a deux ans et il comprendra la raison pour laquelle toute l'attention se reporte à l'heure présente sur la discipline du travail et les armées du travail, quoique deux ans plus tôt il ne fût pas question des armées du travail. Ce n'est qu'en comparant la façon dont se posait la question alors et aujourd'hui que nous pouvons arriver à de justes conclusions, écarter les menus détails et faire ressortir les points essentiels et d'ordre général. Toute l'attention du Parti communiste et du pouvoir soviétique est centrée sur l'édification économique pacifique, la dictature, la direction personnelle. A elle seule, l'expérience de deux années d'âpre guerre civile serait insuffisante pour nous conduire à la solution de ces problèmes.

Il n'y avait pas de guerre civile, il ne pouvait être question d'aucune expérience lorsque nous les formulions pour la première fois en 1918.

Ce n'est donc pas uniquement l'expérience de l'Armée Rouge et d'une guerre civile victorieuse, c'est quelque chose de plus profond, qui touche de près aux tâches de la dictature de la classe ouvrière en général, qui nous a obligés, maintenant comme il y a deux ans, à porter toute l'attention sur la discipline du travail, clef de voûte de toute l'édification économique du socialisme, base de notre compréhension de la dictature du prolétariat. Après le renversement du capitalisme, chaque jour de notre révolution nous détache radicalement de la conception défendue à cor et à cri par les internationalistes essentiellement petits-bourgeois d'autrefois, conception selon laquelle une décision prise à la majorité dans les institutions démocratiques du parlementarisme bourgeois pourrait, sans que la propriété

privée du sol, des moyens de production et du capital soit abolie, constituer une solution, alors qu'en réalité la seule solution ne peut être qu'une lutte de classes acharnée. La portée de la dictature du prolétariat et ses conditions pratiques effectives nous sont apparues au fur et à mesure que nous nous sommes mis à exercer la dictature, après la prise du pouvoir ; nous avons vu la lutte de classe continuer, la victoire remportée sur les capitalistes et les propriétaires fonciers n'ayant que défait ces classes sans les anéantir définitivement. Il suffit de mentionner les attaches internationales du capital, beaucoup plus durablement et solidement établies que celles de la classe ouvrière à l'heure actuelle.

Le capital, pris à l'échelle internationale, est encore plus puissant aujourd'hui que le pouvoir et le régime soviétiques, tant dans le domaine de la guerre que dans le domaine économique. Il faut adopter cette constatation primordiale pour point de départ et ne jamais s'en départir. Les formes de la lutte contre le capital changent, tantôt elles prennent un caractère manifestement international, tantôt elles se concentrent dans un pays. Elles changent. Qu'il s'agisse de la guerre, de la situation économique ou de quelque autre facteur de la vie sociale, la lutte continue et la loi fondamentale de la lutte de classes est confirmée par notre révolution. Plus la cohésion du prolétariat augmente quand il renverse les classes bourgeoises, et plus il apprend. La révolution se développe dans le cours même de la lutte. Et la lutte ne cesse pas après le renversement des capitalistes. Ce n'est qu'après s'être affermi dans un pays que ce renversement acquiert une importance pratique pour le monde entier. Au début de la Révolution d'Octobre, les capitalistes ont considéré notre révolution comme une curiosité : il se passe parfois des choses bizarres au bout du monde !

Il fallait, pour que la dictature du prolétariait eût une portée mondiale, qu'elle s'affermît pratiquement dans un pays quelconque. Alors seulement les capitalistes, et pas seulement les capitalistes russes qui avaient tout de suite appelé les autres au secours, mais les capitalistes de tous les pays se sont convaincus que la façon de traiter ce problème prenait une importance internationale. Alors seulement la résistance des capitalistes a atteint à l'échelle inter-

nationale la force que nous lui avons connue. Alors seulement la guerre civile a pris de l'extension en Russie ; toutes les puissances victorieuses ont tenu à assister sans réserve les capitalistes et les propriétaires fonciers de Russie.

La lutte de classes revêtit en Russie une forme parfaitement nette vers 1900, tandis que la victoire de la révolution socialiste n'est intervenue qu'en 1917. La classe déchue n'a pas seulement continué à résister après sa défaite ; sa résistance a trouvé une nouvelle source de forces dans les rapports s'exerçant entre le prolétariat et les paysans. Tous ceux qui ont tant soit peu étudié le marxisme, tous ceux qui ont placé le socialisme sur la base du mouvement ouvrier international, sa seule base scientifique, le savent. Chacun sait que le marxisme est la justification théorique de l'abolition des classes. Qu'est-ce à dire ? Il ne suffit pas pour la victoire du socialisme que les capitalistes soient renversés, il faut encore abolir la différence existant entre le prolétariat et les paysans. Les paysans se sont trouvés dans une situation telle que, d'une part, ils forment une classe de travailleurs que les propriétaires fonciers et les capitalistes ont opprimés pendant des dizaines d'années et des siècles, et qui de ce fait n'oublieront pas de longtemps que seuls les ouvriers les ont affranchis de ce joug. On pourra en discuter pendant des dizaines d'années, on a noirci à ce propos des monceaux de papier, de nombreux groupements fractionnels se sont formés sur cette question, mais nous voyons à présent combien ces divergences ont pâli devant les faits de la vie. En leur qualité de travailleurs, les paysans n'oublieront pas de longtemps, il en a réellement été ainsi, que seuls les ouvriers les ont affranchis du joug des propriétaires fonciers. Il n'y a pas lieu d'en discuter ; mais ils demeurent des propriétaires sous le régime de production marchande. Chaque vente de blé au marché libre, chaque opération au marché noir et spéculation tend au rétablissement du régime de production marchande et, partant, du capitalisme. En renversant les capitalistes, nous affranchissions la classe paysanne, qui formait à coup sûr dans l'ancienne Russie la majorité de la population. Les paysans sont restés propriétaires de leur production, ce qui a engendré et continue d'engendrer, depuis le renversement de la bourgeoisie, de nouveaux rapports

capitalistes. Tels sont les traits essentiels de notre situation économique. De là l'absurdité des propos que tiennent ceux qui ne comprennent pas la situation. Dans les conditions actuelles, les propos sur l'égalité, la liberté et la démocratie ne sont que balivernes. Nous soutenons une lutte de classes, et l'abolition des classes est notre but. Tant qu'il y aura des ouvriers et des paysans, le socialisme ne sera pas réalisé. Dans la pratique une lutte inconciliable se livre à chaque pas. Il faut se demander comment et dans quelles conditions le prolétariat, disposant d'un appareil de contrainte aussi puissant que l'Etat, peut rallier le paysan en qualité de travailleur et le briser ou neutraliser, le mettre hors d'état de nuire, en qualité de propriétaire.

La lutte des classes continue ici, et le rôle de la dictature du prolétariat nous apparaît sous un nouveau jour. En ce cas, elle ne nous apparaît pas seulement, et même pas tant, comme l'utilisation des moyens coercitifs du pouvoir d'Etat en vue de briser la résistance des exploiteurs. Certes, ceux-là ont raison qui disent que nous avons beaucoup fait aussi par ce moyen, mais il nous reste de plus une autre méthode qui attribue le rôle d'organisateur au prolétariat, formé à l'école du travail, de l'entraînement, de la discipline des fabriques capitalistes. Il nous appartient d'organiser la vie économique sur de nouvelles bases plus perfectionnées, en tenant compte de toutes les conquêtes du capitalisme et en les utilisant, sans quoi nous ne serons à même de bâtir ni socialisme ni communisme. Cette tâche est bien plus difficile que la tâche militaire. A bien des égards, il nous est plus facile d'accomplir cette dernière. On peut l'accomplir dans un sursaut d'énergie et d'abnégation. Les paysans se sentaient plus à l'aise et comprenaient mieux quand ils marchaient contre l'ennemi séculaire, le propriétaire foncier. Ils n'avaient pas besoin de comprendre la corrélation entre le pouvoir des ouvriers et la nécessité de vaincre le commerce libre. La victoire sur les gardes blancs russes, les propriétaires fonciers, les capitalistes et tous leurs auxiliaires menchéviks était donc plus facile à remporter que celle que nous devons remporter maintenant et qui nous demandera davantage de temps et de forces.

On ne peut pas vaincre dans le domaine économique comme à la guerre. Il n'est pas possible de vaincre le com-

merce libre avec l'enthousiasme et l'abnégation. Il y faut un travail persévérant, il faut conquérir chaque pouce de terrain, il faut les forces organisatrices du prolétariat ; on ne peut vaincre en l'occurrence que si le prolétariat exerce sa dictature comme l'application de la force organisée, organisatrice et morale la plus grande à tous les travailleurs, y compris les travailleurs des masses non prolétariennes. Dans la mesure où nous avons résolu avec succès et où nous continuerons à résoudre de même le premier et le plus simple des problèmes, la répression des exploiteurs qui tentent ouvertement de renverser le pouvoir des Soviets, nous voyons se préciser le second problème, qui est plus complexe : organiser les forces du prolétariat, apprendre l'art de bien organiser. Il faut donner au travail une nouvelle organisation, créer de nouvelles formes d'appel au travail et de soumission à la discipline du travail. Ce problème, le capitalisme lui-même a mis des dizaines d'années à le résoudre. Les fautes les plus grossières sont commises à chaque instant en la matière. Nombreux sont, parmi nos adversaires, ceux qui témoignent d'une totale incompréhension sur ce point. Ils nous ont traités d'utopistes quand nous disions que l'on pouvait prendre le pouvoir. D'autre part, ils exigent que nous organisions le travail en quelques mois et que le résultat soit celui de plusieurs années. C'est absurde. Il est possible, sous certaines conditions politiques, de garder le pouvoir grâce à l'enthousiasme des ouvriers peut-être même contre le monde entier. Nous l'avons d'ailleurs prouvé. Mais la création de nouvelles formes de discipline sociale est l'œuvre de dizaines d'années. Le capitalisme même a eu besoin de plusieurs dizaines d'années pour rénover l'ancienne organisation. Quand on attend de nous et qu'on inculque aux ouvriers et aux paysans l'idée que nous pouvons transformer à bref terme l'organisation du travail, on tombe dans l'absurdité théorique pure.

Et ce n'est pas seulement une absurdité, c'est aussi une chose des plus nuisibles, parce qu'elle empêche les ouvriers de bien comprendre la différence entre les tâches nouvelles et les anciennes. L'organisation de l'industrie, et celle de nos forces en premier lieu, est la tâche nouvelle ; or, nous sommes faibles en matière d'organisation, plus faibles que tous les peuples avancés. C'est la grosse industrie

mécanique qui développe l'aptitude à l'organisation. Il n'y a pas d'autre base matérielle historique. La production réalisée par des millions d'hommes, d'après un plan arrêté à l'avance, avec les moyens de la grosse industrie mécanique, voilà la base, il n'y en a pas d'autre. Et les intérêts du prolétariat et des paysans ne coïncident pas sur ce point. Ici s'ouvre une période de lutte difficile, de lutte avec les paysans. D'autre part enfin, nous devons démontrer aux paysans qu'il n'y a pas d'autre issue pour eux que de marcher avec les ouvriers, soutenir le prolétariat, ou de retomber à nouveau sous le joug des propriétaires fonciers. Il n'y a pas de milieu, il n'y en a que chez les menchéviks et ce n'est que pourriture qui s'effondre de partout, qui s'effondre en Allemagne aussi. Les masses paysannes ne peuvent pas le concevoir au moyen de la théorie ou en observant les IIe et IIIe Internationales. Les masses paysannes, formées de dizaines de millions d'hommes, ne peuvent s'en rendre compte qu'au moyen de leur pratique, de leur vie quotidienne. La paysannerie a pu comprendre la défaite de Koltchak et Dénikine. Elle a pu établir une comparaison concrète entre Koltchak-Dénikine et la dictature de la classe ouvrière, dont les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires brandissaient et tentent aujourd'hui encore de brandir l'épouvantail. Mais les paysans ne pouvaient ni ne peuvent en réalité s'adonner à la théorie. Ils voient que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires mentent sans cesse, ils voient la lutte que nous soutenons contre les spéculateurs. Il faut convenir que les menchéviks qui ont profité des leçons de nos sections politiques de l'armée ont fait, eux aussi, quelque progrès dans le domaine de l'agitation. Les paysans ont vu le drapeau sur lequel était écrit constituante, pouvoir du peuple, et non dictature du prolétariat ; ils n'avaient pas encore vu le mot de « dictature », ils ne le comprenaient pas. Mais ils ont compris effectivement que le pouvoir soviétique était le meilleur.

Et nous voici devant la seconde tâche : exercer une action morale sur la paysannerie. Nos moyens de coercition à l'égard de la paysannerie ne serviront pas à grand-chose. Il s'agit de trancher la question des divergences économiques au sein de la paysannerie. Après le renversement des capitalistes, les deux années de guerre civile ont soudé les ou-

vriers dans la lutte. Ils sont unis. Les paysans, eux, plus le temps passe, plus ils sont divisés. Ils ne peuvent oublier les propriétaires fonciers et les capitalistes, ils s'en souviennent. D'autre part, la paysannerie d'aujourd'hui n'est pas homogène, les intérêts d'une de ses parties diffèrent de ceux de l'autre. La paysannerie n'est pas unie. Tous les paysans n'ont pas des excédents de vivres. Il n'y a ici aucune égalité. L'égalité, c'est du bavardage. Il nous faudra beaucoup de temps pour scinder la paysannerie et nous rallier les éléments non koulaks. Ce sera une lutte de longue haleine et là nous emploierons toutes nos forces, tous nos moyens. Mais ce n'est pas seulement par la force qu'on peut vaincre, il faut également user des moyens moraux. Et c'est ici que se posent toutes les questions relatives au pouvoir dictatorial et à la direction personnelle qui paraissent à beaucoup, en tout cas à certains, on peut le dire sans crainte de se tromper, surgies seulement de nos discussions de la veille. Mais c'est une erreur. Comparez à l'année 1918. Il n'y a eu aucune discussion.

Dès que, après la conclusion de la paix avec l'Allemagne, cette question s'est posée à nous : sur quoi fonder le pouvoir ? nous avons répondu, nous, les communistes : il faut expliquer que la démocratie n'est pas en contradiction avec la dictature sous le pouvoir soviétique. Cela a déplu à bien des chefs de la vieille Internationale. Kautsky de même m'a pris à partie.

Les paysans sont à moitié travailleurs, à moitié propriétaires ; il faut l'unité de volonté pour les rallier à nous, il faut que tous agissent comme un seul homme dans chaque question pratique. L'unité de volonté ne peut pas être une phrase, un symbole. Nous l'exigeons dans la pratique. Elle s'exprimait ainsi en temps de guerre : quiconque faisait passer ses propres intérêts (ceux de son village, de son groupe) avant les intérêts communs était traité de profiteur, et fusillé ; ces exécutions étaient justifiées dans la classe ouvrière par sa volonté consciente de vaincre. Nous parlions tout haut de ces exécutions, nous déclarions ne pas dissimuler la violence, parce que nous savions que nous ne pourrions sortir de la vieille société sans exercer de contrainte sur les éléments arriérés du prolétariat. Voilà comment s'exprimait l'unité de volonté. Elle se réalisait

dans la pratique par le châtiment infligé à tout déserteur, dans chaque bataille, dans chaque campagne où les communistes marchaient les premiers, payant d'exemple. La tâche est maintenant d'essayer d'appliquer cette unité de volonté à l'industrie, à l'agriculture. Nous avons des milliers de kilomètres de territoire et d'innombrables fabriques. Vous comprendrez que là nous ne pourrons pas arriver par la violence seule. Vous comprendrez quelle immense tâche est la nôtre et ce que veut dire l'unité de volonté. Ce n'est pas uniquement un mot d'ordre. Il faut y penser, y réfléchir un moment. Ce mot d'ordre exige de notre part un effort persévérant et quotidien. Considérez l'année 1918 qui n'a pas connu ces discussions et où déjà à ce moment j'indiquai la nécessité de la direction personnelle, la nécessité de reconnaître, du point de vue de l'application de l'idée soviétique, le pouvoir dictatorial personnel. Toutes les phrases sur l'égalité des droits ne sont qu'absurdité. Ce n'est pas sur le terrain de l'égalité des droits que nous soutenons la lutte de classes. C'est ainsi seulement que le prolétariat peut vaincre. Il peut vaincre parce que nous disposons de centaines de milliers d'hommes disciplinés, animés d'une volonté unique ; il peut venir à bout du morcellement économique des paysans qui n'ont pas la base commune assurant la cohésion du prolétariat à la fabrique, à l'usine, dans les villes. Les paysans sont disséminés au point de vue économique ; ils sont en partie propriétaires, en partie travailleurs. La propriété les attire vers le capitalisme. « Plus je vendrai cher, mieux ce sera pour moi. » « Je vendrai plus cher en temps de famine. » Mais le paysan travailleur sait que le propriétaire foncier ne lui valait qu'oppression dont l'ouvrier l'a délivré. Deux âmes sont ici en lutte, et cette lutte est déterminée par la situation économique des paysans. Il faut dissocier. Nous ne vaincrons que si nous suivons une ligne ferme. Tous les travailleurs seront toujours pour nous des travailleurs. Mais nous sommes tenus de combattre les paysans propriétaires qui, outre qu'ils s'entre-déchirent, sont ignorants. Ces messieurs de la « Société des Nations », eux, ne sont pas, Dieu merci, dépourvus d'instruction. Ils en ont peut-être plus que nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires, mais que se passe-t-il chez eux ? Le Japon exalte la « Société des Na-

tions » et joue des tours pendables à l'Amérique. Et ainsi de suite.

Ils s'entre-déchirent tous, tandis que nous sommes unis, et c'est bien pourquoi les ouvriers de tous les pays viennent à nous. Si nous avons battu des personnages aussi éclairés que les dirigeants de la politique internationale, des hommes pourvus d'une si riche expérience, si opulents, disposant de cent fois plus de canons et de dreadnoughts que nous, il serait ridicule de penser que nous ne saurons pas résoudre la question paysanne. La discipline, le dévouement, l'unité de volonté vaincront ici. La volonté de centaines et de dizaines de milliers d'hommes peut s'incarner en un seul homme. Cette volonté multiple s'élabore par les méthodes soviétiques. Dans aucun Etat du monde, il ne s'est tenu autant de congrès de paysans et d'ouvriers que chez nous. Nous développons ainsi la conscience. Aucun Etat n'a pu donner en 200 ans autant que la Constitution soviétique. (Applaudissements.) A ne considérer que le nombre de nos congrès : aucun Etat n'en a tant réuni en cent années de démocratie ; c'est ainsi précisément que nous élaborons les décisions communes et forgeons la volonté commune.

C'est sur cette base extrêmement large que se conçoivent notre Constitution soviétique, notre pouvoir des Soviets. Elle fait que les décisions du pouvoir soviétique ont une force et une autorité inconnues dans le monde, la force même que leur confèrent les ouvriers et les paysans. Mais ce n'est pas assez à nos yeux. Nous sommes des matérialistes et la force de l'autorité ne peut nous contenter. Non, donnez-vous la peine d'appliquer les décisions. Et nous voyons ici l'ancien élément bourgeois l'emporter, il est plus fort que nous, il faut en convenir franchement. Les anciennes habitudes petites-bourgeoises de gérer pour son compte personnel et d'affermir la liberté du commerce sont plus fortes que nous.

Les syndicats sont nés du capitalisme et ont été un moyen de développer la classe nouvelle. La notion de classe se forme dans la lutte et le développement. Aucun mur ne sépare une classe d'une autre. Il n'y a pas de muraille de Chine entre les ouvriers et les paysans. Comment l'homme a-t-il appris à s'associer ? D'abord par corporations, puis

par professions. Lorsque le prolétariat est devenu une classe, il a été assez fort pour prendre en main l'appareil d'Etat, déclarer la guerre au monde entier et vaincre. Dès lors, corporations et professions sont dépassées. En régime capitaliste également, il fut un temps où le groupement des prolétaires se faisait par corporations et par professions. C'était un phénomène progressiste à l'époque. Le prolétariat ne pouvait s'organiser autrement. Dire qu'il eût pu s'unir d'un seul coup en classe est absurde. L'union d'une classe peut demander des dizaines d'années. Nul ne combattit autant que Marx les conceptions sectaires et bornées. La classe ouvrière grandit au sein du capitalisme et, quand le moment de la révolution est venu, elle s'empare du pouvoir d'Etat. Corporations et professions sont alors dépassées, leur rôle devient rétrograde, non que de mauvaises gens y soient installés, mais parce que les mauvaises gens et les adversaires du communisme y trouvent un terrain de propagande. Nous sommes entourés de petits bourgeois qui ressuscitent le commerce libre et le capitalisme. Karl Marx a surtout combattu le vieux socialisme utopique ; il exigeait des conceptions scientifiques qui nous apprennent qu'une classe grandit par la lutte de classes et qu'il faut l'aider à mûrir. Marx a combattu aussi ceux des chefs du mouvement ouvrier qui commettaient des erreurs. Le Conseil fédéral vota en 1872 un blâme contre lui pour avoir dit que les chefs du mouvement ouvrier anglais étaient vendus à la bourgeoisie. Certes, Marx n'entendait point par là que ces gens étaient des traîtres, ce sont là des absurdités. Il disait qu'une partie des ouvriers avait fait bloc avec la bourgeoisie. La bourgeoisie soutient directement et indirectement cette partie des ouvriers. Voilà où se manifeste la corruption.

La bourgeoisie anglaise précédait toutes les autres, accomplissant des miracles lorsqu'il s'agissait de faire élire ses représentants au Parlement. Pendant quarante ans, de 1852 à 1892, Marx et Engels l'ont démasquée ; mais la bourgeoisie agit de même dans tous les pays. Partout dans le monde, le passage des syndicats du rôle d'esclaves à celui de constructeurs marque un revirement. Nous tenons depuis deux ans, mais à quel prix ? A l'heure actuelle, cela veut dire que la famine de la classe ouvrière s'est accrue. En 1918 et 1919, les ouvriers de l'industrie d'Etat

n'ont touché que 7 pouds de blé par tête, alors que les paysans des provinces productrices en avaient 17. Sous le tsar, le paysan disposait de 16 pouds dans le meilleur des cas ; sous notre régime il en a 17. Les statistiques le prouvent. Le prolétariat a connu deux années de famine, mais cette famine a démontré que l'ouvrier sait non seulement sacrifier ses intérêts corporatifs, mais aussi donner sa vie. Le prolétariat a su supporter deux années de famine, parce qu'il avait l'appui moral de tous les travailleurs ; il a consenti ces sacrifices pour faire triompher le pouvoir des ouvriers et des paysans. Il est vrai que la division des ouvriers par professions subsiste toujours, et qu'il y en a de nombreuses dont les capitalistes avaient besoin et dont nous n'avons pas besoin. Et nous savons que les ouvriers de ces métiers souffrent de la famine plus que les autres. Il ne peut en être autrement. Le capitalisme est démoli, mais le socialisme n'est pas encore bâti, et il faudra du temps pour le bâtir. Nous nous heurtons ici à tous les malentendus qui ne sont pas fortuits mais résultent du rôle historique des syndicats, groupements corporatifs en régime capitaliste et organisations de classe des ouvriers qui ont pris le pouvoir d'Etat. Ces ouvriers consentent tous les sacrifices et instituent une discipline qui fait dire et sentir confusément que les intérêts de classe sont supérieurs aux intérêts corporatifs. Les ouvriers qui ne savent pas consentir ces sacrifices, nous les considérons comme des profiteurs et nous les chassons de la famille prolétarienne.

Telle est la question essentielle de la discipline du travail et de la direction personnelle dans son ensemble, question qui a fait l'objet d'un examen au congrès du parti. Tel est le fond des décisions du congrès que vous connaissez tous et qui vous seront exposées, plus longuement, par divers rapporteurs. Elles constatent, en fin de compte, que la classe ouvrière a grandi et mûri, qu'elle a pris le pouvoir, qu'elle résiste à l'univers bourgeois et que la lutte s'aggrave de plus en plus. Elle était plus facile à la guerre. Il faut maintenant de l'organisation, de l'éducation morale. Le prolétariat de Russie n'est pas très nombreux en ce moment. La guerre a éclairci ses rangs. Il nous est plus difficile d'administrer le pays en raison même de nos victoires. Les militants des syndicats et la masse des ouvriers doivent

le comprendre. Quand nous parlons de dictature, ce n'est pas par un caprice des centralisateurs. Les régions que nous avons reprises ont sensiblement élargi le territoire de la Russie soviétique. Nous avons vaincu la Sibérie, le Don, le Kouban. Le prolétariat n'y représente qu'un pourcentage infime de la population, plus faible que chez nous. Notre devoir est d'aller droit à l'ouvrier et de lui dire franchement que la situation s'est compliquée. Il faut davantage de discipline, de direction personnelle et de dictature. Sans cela, il n'est pas même permis de rêver d'une plus grande victoire. Nous avons une armée organisée de trois millions de syndiqués. Les 600 000 communistes, membres du parti, doivent en être l'avant-garde.

Mais il faut comprendre que, pour vaincre, nous n'avons que cette armée de 3 000 000 de syndiqués et de 600 000 communistes. Le rattachement de territoires peuplés de paysans et de koulaks impose une nouvelle tension des forces du prolétariat. Les masses prolétariennes et non prolétariennes, leurs intérêts sociaux, leurs intérêts de classe se présentent à nous en de nouveaux rapports. La violence seule est impuissante. Il faut exclusivement de l'organisation et de l'autorité morale. De là notre conviction absolue, exprimée au congrès du parti, et que je crois de mon devoir de défendre. Notre mot d'ordre principal est : plus près de la direction personnelle et plus de discipline dans le travail ; stimuler nos énergies, travailler avec une décision toute militaire, avec fermeté et abnégation, rejeter les intérêts de groupe et les intérêts corporatifs, sacrifier tous les intérêts personnels. Nous ne pourrons pas vaincre sans cela. Mais si nous appliquons cette décision du parti, si nous la faisons appliquer par trois millions d'ouvriers comme un seul homme, puis par des dizaines de millions de paysans entraînés par l'autorité morale et la force de ceux qui se sacrifient à la victoire du socialisme, nous serons absolument et définitivement invincibles. (Vifs applaudissements.)

« Bulletin du IIIe Congrès des syndicats de Russie » n° 2, 8 avril 1920

Conforme au texte de l'ouvrage « Le IIIe Congrès des syndicats de Russie. Compte rendu sténographique », 1921, collationné sur le texte du « Bulletin »

DE LA DESTRUCTION D'UN ORDRE SÉCULAIRE A LA CRÉATION DE L'ORDRE NOUVEAU

Notre journal [103] est consacré au travail communiste. C'est une question majeure de l'édification du socialisme. Il importe avant tout de bien se rendre compte qu'elle *n'a pu* être posée en termes pratiques que depuis la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, depuis l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, depuis les victoires décisives remportées par le prolétariat, maître du pouvoir d'Etat, sur les exploiteurs qui lui opposaient une résistance désespérée, organisant des soulèvements contre-révolutionnaires et la guerre civile.

Le moment de poser cette question semblait être venu au début de 1918 ; il est en effet venu après la campagne de l'impérialisme allemand contre la Russie (février 1918). Mais il a été si court, la vague nouvelle et plus puissante de soulèvements et d'agressions contre-révolutionnaires est survenue si vite, que le pouvoir des Soviets n'a pas eu la possibilité de se consacrer avec tant soit peu d'attention et de ténacité aux problèmes de l'édification pacifique.

Nous avons connu maintenant deux années de difficultés invraisemblables, sans précédent, de famine, de privations, de maux, mais aussi d'éclatantes victoires, remportées par l'Armée Rouge sur les hordes de la réaction capitaliste internationale.

Nous avons maintenant de sérieuses chances d'obtenir une paix plus solide, plus durable (si toutefois les capitalistes français n'embarquent pas la Pologne dans une guerre).

Nous avons acquis quelque expérience en ces deux années d'édification sur les bases du socialisme. C'est pourquoi nous pouvons et devons serrer de près la question du travail communiste, ou plus exactement du travail socialiste, car il ne s'agit pas du degré supérieur, mais inférieur, du premier degré de développement du nouvel ordre social qui naît du capitalisme.

Le travail communiste au sens plus étroit, plus strict du mot, est un travail non rémunéré au profit de la société ; il n'est effectué ni comme une prestation déterminée, ni pour avoir droit à certains produits, ni selon des normes légales fixées d'avance ; c'est un travail librement consenti, en dehors de toute norme et fourni sans attente de rémunération, sans rétribution convenue, le travail conditionné par l'habitude de travailler pour la communauté et par le sentiment conscient (devenu habitude) de la nécessité de travailler au profit de la communauté ; c'est le travail considéré comme le besoin d'un organisme sain.

Chacun sait que nous — c'est-à-dire notre société, notre ordre social — sommes encore loin, bien loin d'une large application d'un *tel* travail, embrassant vraiment les masses.

Mais ce qui constitue déjà un pas en avant dans cette voie, c'est le fait que la question est posée, qu'elle l'est à la fois par l'ensemble du prolétariat avancé (Parti communiste et syndicats) et par le pouvoir d'Etat.

Qui veut le plus veut le moins.

D'autre part, après « le plus », après une révolution qui a jeté bas la propriété capitaliste et remis le pouvoir au prolétariat, *on ne peut* commencer l'édification de la vie économique sur une base *nouvelle* que par « *le moins* ».

Les samedis communistes, les armées du travail, le travail obligatoire, telles sont, sous des formes diverses, les réalisations pratiques du travail socialiste et communiste.

Ces réalisations ont encore bien des défauts. Seuls les gens complètement incapables de réfléchir, pour ne point parler des défenseurs du capitalisme, peuvent se contenter d'en rire (ou de s'en irriter).

Les défauts, les erreurs, les lacunes sont inévitables dans une œuvre aussi neuve, aussi ardue, aussi grande. N'est pas socialiste qui craint les difficultés de l'édification

du socialisme, qui se laisse effrayer par ces difficultés, désespère ou tombe dans un désarroi pusillanime.

Créer une nouvelle discipline du travail, créer de nouvelles formes de rapports sociaux entre les hommes, créer des formes et procédés nouveaux destinés à faire participer les gens au travail, c'est là une œuvre qui exige de longues années, des dizaines d'années.

C'est l'œuvre la plus noble et la plus féconde.

Notre chance, c'est qu'après avoir renversé la bourgeoisie et brisé sa résistance, nous ayons pu conquérir le terrain sur lequel ce labeur *a été rendu possible.*

Et nous nous y appliquerons de toute notre énergie. La fermeté, la persévérance, l'empressement, la décision et la capacité d'essayer cent fois, de corriger cent fois pour atteindre coûte que coûte le but, ces qualités le prolétariat les a acquises pendant les dix, quinze, vingt années qui ont précédé la Révolution d'Octobre, pendant les deux premières années de révolution, au prix de privations sans nom, dans la famine, la ruine, les calamités. Ces qualités du prolétariat sont caution de sa victoire.

8 avril 1920.

« Kommounistitcheski Soubotnik »,
11 avril 1920.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

DISCOURS AU IIIe CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DU TEXTILE DE RUSSIE[104] 19 AVRIL 1920

(Vifs applaudissements qui tournent en ovation.)

Permettez-moi, camarades, de vous saluer au nom du Conseil des Commissaires du Peuple et de vous remercier pour votre bon accueil.

Nous sommes tous encore sous l'impression récente du congrès du parti qui vient de se clore et des résolutions qu'il a adoptées. Chacun sait également quelles tâches importantes le congrès du parti assigne aux ouvriers, aux paysans, à toutes les masses laborieuses de la République des Soviets. Ces tâches se réduisent à former un front unique du travail.

Maintenant que nous avons terminé victorieusement la guerre civile pour le plus grand bien et le bonheur du prolétariat de Russie, maintenant qu'il ne subsiste qu'une menace du côté de la Pologne poussée contre nous par le zèle des impérialistes de l'Europe occidentale, nous avons à faire face à une transition extrêmement difficile : l'aménagement de notre vie intérieure.

Je me permettrai, pour expliquer l'immense revirement et les difficultés dévolues à cette heure à la classe ouvrière, d'esquisser les phases essentielles qu'a franchies le prolétariat de Russie en direction de la société communiste.

Les paysans ignorants et inconscients qui entraient pour la première fois dans une fabrique bien outillée, pourvue des merveilles de la technique la plus récente, étaient stupéfaits, se sentaient accablés devant l'extraordinaire luxe

de la fabrique. L'âme fruste du paysan voyait dans le fabricant un bienfaiteur, le père nourricier qui donnait le travail et sans lequel l'ouvrier ne saurait vivre. L'ouvrier désemparé, qui, venu des campagnes reculées et perdues, tombait dans le creuset en ébullition de la fabrique, où il avait des conditions d'existence plus tolérables, la possibilité de se nourrir tant bien que mal, tombait sous le joug accablant de l'exploitation capitaliste. Chacun sait fort bien comment les ouvriers de Russie et des autres pays ont résisté à l'épreuve de ces temps difficiles. Mais nous voyons l'ouvrier se libérer peu à peu de son esprit rétrograde et de son affaissement moral qu'il tient de ses origines paysannes et commencer à s'élever à un degré supérieur, nous voyons se produire les premières tentatives de résistance aux oppresseurs, les grèves, nous voyons les masses prolétariennes disséminées tenter de s'organiser en syndicats, une nouvelle force se manifester chez l'ouvrier, chaque grève acquérir, malgré ses résultats insignifiants, un prix inestimable, une signification nouvelle, importante, substantielle. La grève inculquait à l'ouvrier l'idée que la force réside uniquement dans l'union avec les autres ouvriers, que cette force est capable d'arrêter les machines et de faire de l'esclave un homme libre à même de profiter des biens qui appartiennent en droit à celui qui les produit. Le développement du mouvement gréviste au cours des dernières dizaines d'années, son passage progressif de petits mouvements dispersés aux grandes grèves organisées, forme un tableau familier à chacun. Le mouvement gréviste déferla en vagues puissantes sur toute la Russie en 1905. Avec la montée de la lutte organisée contre les capitalistes au moyen des grèves, l'ouvrier acquiert une force inconnue jusque-là. Une des premières places revient ici aux organisations syndicales. L'ouvrier prend conscience que toutes les inventions de la technique, toutes les machines, tous les instruments de production dont les capitalistes se servent dans leur propre intérêt, au détriment du prolétariat, tout cela peut et doit devenir le bien du prolétariat. Cette nouvelle phase, celle de la résistance cohérente des ouvriers aux capitalistes par le moyen des syndicats, est un nouveau pas en avant dans l'histoire de l'évolution de la prise de conscience prolétarienne. L'ouvrier n'est plus un instrument passif et sans

force entre les mains des oppresseurs. La vie environnante le persuade de la nécessité d'une lutte incessante, vigilante et irréductible. L'ouvrier arrache une amélioration de sa condition économique, des augmentations de salaire, la réduction de la journée de travail. A ce degré du mouvement syndical, les rêves et les espérances tendent vers la conquête de conditions de vie tant soit peu supportables.

Mais des temps sont venus où même ce degré de conscience de classe du prolétariat, qui fut autrefois un immense progrès, s'est révélé insuffisant. La vie le poussait en avant.

Les capitalistes de tous les pays, oppresseurs des masses ouvrières, parvenus au comble de l'impudence, les jugulèrent définitivement par la guerre mondiale, organisée pour continuer l'exploitation du prolétariat qui s'émancipait et s'arracher des territoires les uns aux autres. Les forbans impérialistes, armés jusqu'aux dents, se jetèrent dans la mêlée. On assurait aux ouvriers que la guerre se faisait au nom de grandes idées d'émancipation de l'humanité. Mais l'ouvrier n'est pas resté longtemps aveugle. Des événements tels que la paix de Brest-Litovsk, la paix de Versailles, la conquête de toutes les colonies par la France et l'Angleterre ouvrirent suffisamment les yeux aux ouvriers sur la réalité des choses. Il apparut que 10 millions d'hommes avaient péri au cours de la guerre mondiale, 20 millions d'hommes avaient été mutilés, et cela à seule fin de permettre aux forbans de s'enrichir encore.

Et l'ouvrier, qui a commencé à y voir clair, se dresse contre le joug du capital. La révolution sociale éclate, dont le départ est marqué par les événements d'Octobre. Aujourd'hui, notre tâche ne se réduit plus à adhérer à nos syndicats ; c'est insuffisant. L'ouvrier doit s'élever plus haut encore pour devenir, de classe opprimée, la classe dirigeante. Nous n'avons pas à compter, pour l'instant, sur la paysannerie. Disséminée, impuissante, elle n'est pas près de sortir des ténèbres. La paysannerie ne pourra être tirée de la nuit de l'ignorance que par la classe issue elle-même de la paysannerie et qui a appris ce qu'est la force de l'organisation, a su obtenir de meilleures conditions d'existence pas seulement en régime capitaliste, car ce résultat-là les ouvriers d'Occident l'ont aussi obtenu, sans pour autant échapper à la guerre. L'ouvrier doit comprendre qu'une tâche

nouvelle lui incombe, infiniment plus ardue : prendre en main toute la direction des affaires publiques. L'ouvrier doit se dire : tant que subsiste la propriété privée, tant que le capitalisme n'est pas brisé, aucun de ceux qui vivent aux dépens d'autrui ne doit détenir le pouvoir.

C'est à quoi tend le pouvoir soviétique, envers lequel les sympathies du prolétariat mondial croissent sur un rythme extrêmement rapide. La classe ouvrière qui a créé le nouvel Etat prolétarien a assumé une charge peu commune. L'ouvrier ne pourra anéantir les classes exploiteuses et créer le socialisme qu'en marchant la main dans la main avec la paysannerie. Or, les paysans, eux, travaillent comme autrefois, individuellement ; ils écoulent leurs excédents de production au marché libre, contribuant ainsi à enrichir encore davantage une poignée de forbans. Les paysans ne le font pas consciemment, car ils vivent dans de tout autres conditions que l'ouvrier. Mais la liberté du commerce est le retour à l'esclavage capitaliste. Il faut, pour éviter cette régression, organiser le travail d'une manière nouvelle, et nul ne le peut si ce n'est le prolétariat.

A cette heure, l'ouvrier n'est pas uniquement un syndiqué. Ce point de vue équivaut à un retour au passé. La lutte contre le capital n'est pas encore finie. Jusqu'à présent, le capitalisme entrave les initiatives du pouvoir soviétique par la petite spéculation, par la Soukharevka, etc. La force des organisations ouvrières, conçues sur de nouveaux principes, non plus dans le cadre étroit de leurs intérêts corporatifs, mais dans le cadre des intérêts de l'Etat tout entier, peut seule s'opposer à cette force. La classe ouvrière ne s'imposera au respect de l'univers que si, indépendamment des métiers qu'elle exerce, elle arrive à se constituer en classe dirigeante et à former une armée du travail unique.

Dès maintenant, la paysannerie qui s'est convaincue de la défaite infligée à Koltchak et Dénikine par la force du prolétariat a senti la main ferme du bon maître. Mais elle n'aura définitivement confiance en lui que lorsque toute tentative de restauration du capitalisme sera impossible. Alors seulement le paysan comprendra qu'il n'y a pas de place dans un pays prolétarien pour les koulaks et les parasites. Pour l'instant, le paysan n'est pas encore tout à

fait sûr que le prolétariat soit à même de s'acquitter de sa grande tâche.

Les privations sans nom que le prolétariat de Russie étant dans les premiers rangs de l'Armée Rouge accepta consciemment au cours des deux dernières années, ne sont pas encore finies. De nouvelles privations, des tâches nouvelles nous attendent, d'autant plus dures que nous avons remporté plus de victoires sur le front rouge. Nous avons conquis de vastes régions de la Sibérie et de l'Ukraine, où il n'y a pas de prolétariat comparable à celui de Moscou, Pétrograd et Ivanovo-Voznessensk, qui a prouvé par ses actes qu'il n'abandonnera à aucun prix les conquêtes de la révolution. Il faut que les ouvriers conscients sachent pénétrer dans tous les pores du pouvoir d'Etat, qu'ils sachent approcher la paysannerie, l'organiser conformément aux intérêts de la classe qui a secoué le joug des propriétaires fonciers et est en train de bâtir un Etat sans capitalistes. L'abnégation et la discipline de fer nous sont indispensables. Il importe que le prolétariat tout entier, comme un seul homme, accomplisse sur le front du travail les mêmes prodiges d'héroïsme qu'au front des armées. Nombreux étaient ceux qui considéraient au début la cause de la révolution comme perdue. La désagrégation complète de l'armée, la désertion massive du front, le manque de munitions, voilà l'héritage que nous a laissé Kérenski. Le prolétariat de Russie a su rassembler et lier entre elles les forces dispersées, en créant une armée unique et résistante, l'Armée Rouge. Celle-ci a fait des prodiges en refoulant la poussée des capitalistes, soutenus par les capitalistes du monde entier. Les tâches du front du travail sont infiniment plus ardues. Mais, alors que l'Armée Rouge n'avait besoin que d'hommes, il faut maintenant jeter au front du travail toutes les forces valides du pays : hommes, femmes et même adolescents. Il nous faut une discipline de fer ; c'est là notre point faible, à nous, les Russes. Il faut faire preuve de ténacité, de fermeté, d'endurance, d'unanimité. Ne reculer devant rien. Tout et tous pour le salut du pouvoir ouvrier et paysan et du communisme !

La guerre n'est pas terminée, elle continue sur un front où le sang ne coule point. Ici nos ennemis sont plus forts que nous, convenons-en. Le capital mondial, prêt, d'un

côté, à renouer les relations commerciales avec nous et, de l'autre, à étrangler le prolétariat et la Russie soviétique, vient à la rescousse des petits propriétaires qui écoulent leurs produits au marché libre.

Toute la masse de quatre millions de prolétaires doit se préparer à de nouveaux sacrifices, à de nouvelles privations et calamités, non moindres que celles de la guerre. A ce prix seulement nous pouvons espérer infliger à l'ennemi une défaite irrémédiable. Le paysan, encore dans l'expectative, encore hésitant, se convaincra à jamais de la force du prolétariat. Le paysan se souvient encore très bien des propriétaires fonciers, de Dénikine et de Koltchak, mais il voit aussi la fainéantise, le ne-rien-faire, et il dit : « Ce serait beau, bien sûr, mais ce n'est pas notre fait ! »

Il faut que le paysan voie autre chose. Que la classe ouvrière organise la production comme elle a organisé l'Armée Rouge. Que chaque ouvrier se pénètre de la conscience qu'il gouverne le pays. Moins nous sommes nombreux, et plus grandes sont nos obligations. Il faut que la Russie se transforme en une immense armée du travail héroïquement consciente de la nécessité de tout sacrifier à la cause commune, à l'émancipation des travailleurs.

Chacun sait que l'industrie textile est dans un profond délabrement, parce que le coton que nous recevions de l'étranger nous fait défaut et que l'Europe occidentale souffre elle aussi de la pénurie de matières premières. Notre seule source, c'est le Turkestan, récemment arraché aux gardes blancs ; mais les transports ne sont pas encore organisés.

Une de nos chances de salut à cette heure, c'est l'extraction rapide et l'exploitation de la tourbe qui nous permettra de faire fonctionner à plein régime toutes les centrales électriques et de nous libérer totalement de la dépendance à l'égard des bassins houillers éloignés de la Russie centrale.

Avec la désorganisation actuelle il n'y a pas lieu de compter sur le bois de chauffage. Les tourbières sont pour la plupart situées dans les zones d'industrie textile ; organiser l'extraction de la tourbe est l'une des tâches principales du prolétariat du textile. Je sais bien que c'est un travail extrêmement difficile, qu'il faut travailler

dans les tourbières avec de l'eau jusqu'aux genoux, tandis que les bottes et les logements font défaut. Les difficultés sont immenses. Mais l'Armée Rouge avait-elle tout le nécessaire ? ! Que de sacrifices ont prodigués nos soldats rouges, que de maux ont-ils endurés, quand ils se battirent, deux mois entiers, dans l'eau jusqu'à mi-corps, progressant cependant et conquérant les tanks des Anglais ! L'espoir des capitalistes, c'est que les ouvriers épuisés, affamés ne tiennent pas. Les capitalistes guettent le pouvoir des ouvriers, et tout leur espoir c'est, en définitive, que le prolétariat ne réussisse pas à former le front unique du travail et leur restitue le pouvoir.

Je suis loin de penser que l'effort qui nous attend soit aisé, mais toutes les difficultés peuvent et doivent être surmontées. Chaque ouvrier doit contribuer à organiser le travail ; le paysan doit voir en lui un organisateur ; le travail doit être considéré comme le seul moyen de maintenir au pouvoir les ouvriers et les paysans. Quand, sous Kérenski, les fabricants se furent convaincus qu'ils ne pourraient pas garder les fabriques, ils sabotèrent la production, ils conclurent avec les capitalistes des autres pays des traités visant à anéantir l'industrie russe plutôt que de l'abandonner aux ouvriers ; ils épuisèrent le prolétariat par la guerre civile.

La plus grande épreuve attend la classe ouvrière : tout travailleur, toute ouvrière doit accomplir plus de prodiges que les soldats rouges n'en ont fait au front. La victoire est infiniment plus dure au front du travail ; le sacrifice dans la banalité, la crasse de tous les jours est infiniment plus précieux que le sacrifice de la vie.

A bas l'ancien repliement sur soi-même ! L'ouvrier qui s'est révélé comme un combattant de l'Armée Rouge du travail est seul digne d'appartenir au syndicat. Que nos erreurs se comptent par centaines, nos défaites par milliers, nous ne les craignons pas. Disons-nous bien que nous ne vaincrons que par la fermeté de l'action prolétarienne.

Le prolétariat défend depuis deux ans le pouvoir ouvrier et paysan. La révolution sociale mûrit dans le monde entier. Pour montrer que nous sommes tous à la hauteur de la tâche qui nous incombe, nous devons, avec toute notre énergie, avec toute notre assurance, si difficile que soit la

situation, garder tout l'enthousiasme prolétarien et accomplir sur le front pacifique du travail les prodiges que l'Armée Rouge a su accomplir sur les fronts sanglants, dans la guerre contre les impérialistes et leurs suppôts. (Vifs applaudissements.)

La « Pravda » n° 83, 20 avril 1920

Conforme au texte de la brochure « Comptes rendus du IIIe Congrès du syndicat du textile de Russie ». Moscou 1920 ; collationné sur le compte rendu sténographique

DISCOURS A L'ASSEMBLÉE ORGANISÉE PAR LE COMITÉ DE MOSCOU DU P.C.(b).R. EN L'HONNEUR DU 50e ANNIVERSAIRE DE LÉNINE [105] 23 AVRIL 1920

(Vifs applaudissements.)

Camarades,

Je dois naturellement vous remercier avant tout pour deux choses : d'abord pour les messages de salutations qui m'ont été adressés aujourd'hui et ensuite, plus encore, pour m'avoir épargné l'audition de discours de congratulations. (Applaudissements.) Je crois que nous créerons peut-être ainsi, peu à peu, pas d'un seul coup, bien sûr, une façon de fêter les anniversaires plus adéquate que celle qui a été en usage jusqu'à présent et qui a parfois été le thème de caricatures étonnamment réussies. En voilà une, dessinée par un artiste de grand talent et consacrée à une fête de ce genre. Je l'ai reçue aujourd'hui avec une lettre très amicale et, comme les camarades ont été assez aimables pour m'épargner l'audition de discours d'anniversaire, je vous soumets à tous cette caricature afin que nous soyons désormais exemptés de semblables festivités.

Je voudrais ensuite dire quelques mots de la situation actuelle du Parti bolchévik. Quelques lignes écrites par un écrivain il y a 18 ans, en 1902, m'y font penser. Cet écrivain, c'est Karl Kautsky, avec lequel nous avons dû rompre très brutalement et que nous combattons, mais qui fut autrefois, dans la lutte contre l'opportunisme allemand, un des chefs du parti prolétarien, et avec lequel nous collaborâmes en des temps lointains. Il n'y avait pas de bolchéviks à cette époque, mais tous les futurs bolchéviks qui collaboraient avec Kautsky le tenaient en haut estime. Et voici ce qu'il écrivait en 1902 : « A l'heure présente (contrairement à 1848), on peut non seulement penser que les Slaves

ont pris rang parmi les peuples révolutionnaires, mais aussi que le centre de gravité de la pensée et de l'action révolutionnaires se déplace de plus en plus vers les Slaves. Le centre de la révolution se déplace de l'Ouest à l'Est. Il fut en France, dans la première moitié du XIXe siècle, par moments, en Angleterre. L'Allemagne rejoignit en 1848 les nations révolutionnaires... Le siècle nouveau s'ouvre sur des événements qui font penser que nous nous acheminons vers un nouveau déplacement du centre de la révolution, plus précisément à son transfert en *Russie*... La Russie, qui a hérité de l'Occident tant d'initiative révolutionnaire, est peut-être maintenant sur le point de devenir à son tour, pour cet Occident, une source d'énergie révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire russe qui prend feu sera peut-être le moyen le plus puissant pour éliminer l'esprit de philistinisme débile et de politicomanie, qui commence à se répandre parmi nous, et pour rallumer, telle une flamme ardente, la soif de combattre avec une abnégation passionnée pour nos grands idéaux. La Russie a depuis longtemps cessé d'être pour l'Europe occidentale un simple rempart de la réaction et de l'absolutisme. C'est peut-être exactement le contraire qui est vrai. L'Europe occidentale devient le rempart de la réaction et de l'absolutisme en Russie... Les révolutionnaires russes seraient peut-être depuis longtemps venus à bout du tsarisme s'ils n'avaient pas eu en même temps affaire à son allié, le capital européen. Espérons qu'ils réussiront cette fois à terrasser ces deux ennemis et que la nouvelle « Sainte Alliance » s'écroulera plus vite que ses devancières. Mais, quelle que soit l'issue de la lutte actuellement engagée en Russie, le sang et les souffrances des martyrs qu'elle engendrera, malheureusement en nombre plus que suffisant, ne seront pas perdus. Ils féconderont les pousses de la révolution sociale dans l'univers civilisé, ils les feront croître plus luxuriantes et plus vite. Les Slaves furent en 1848 le gel mordant qui tua les fleurs du printemps populaire. Peut-être leur sera-t-il donné d'être maintenant l'orage qui rompra la glace de la réaction et apportera irrésistiblement un nouveau printemps de félicité pour les peuples.» (Kautsky, « Les Slaves et la révolution », *Iskra* 1902, n° 18, 10 mars.)

Voici ce qu'écrivait, il y a 18 ans, sur le mouvement révolutionnaire russe, un socialiste éminent avec lequel nous

avons dû maintenant rompre résolument. Ces lignes me font penser que notre parti risque peut-être en ce moment de tomber dans une situation extrêmement dangereuse, celle de l'homme qui s'exagère son importance. C'est une situation assez sotte, honteuse et ridicule. On sait que les échecs et le déclin des partis politiques ont très souvent été précédés de ces situations-là, où la possibilité s'offrait à ces partis de présumer trop de leurs forces. Le fait est que les espérances fondées sur la révolution russe, telles que je viens de les exposer en usant des propres termes de notre pire ennemi actuel, sont vraiment démesurées. Jusqu'ici nos beaux succès et nos brillantes victoires se sont déroulés dans des conditions qui ne nous ont pas permis de surmonter les principales difficultés. Ces conditions étaient que nous devions affronter les tâches de la guerre, de la lutte la plus profonde et la plus ardente contre la réaction des propriétaires fonciers, des généraux et du tsar ; les tâches constituant le fond même de la révolution socialiste ont été de la sorte reléguées au second plan par l'organisation de la lutte contre les manifestations quotidiennes de l'élément petit-bourgeois, l'éparpillement, la dispersion, tout ce qui nous fait rétrograder vers le capitalisme. Sur le double plan économique et politique, ces tâches-là ont été différées ; il nous a été impossible de les aborder comme il l'eût fallu. Aussi, le danger qu'évoquent les paroles que je viens de citer doit-il être sérieusement pesé par tous les bolchéviks individuellement et par l'ensemble des bolchéviks en tant que parti politique. Nous devons comprendre que les décisions du dernier congrès de notre parti doivent à tout prix être appliquées, et cela veut dire qu'un immense travail nous incombe, qui nécessitera beaucoup plus d'efforts que nous n'avons eu à en fournir jusqu'à présent.

Permettez-moi de terminer en exprimant le vœu que nous ne mettrons en aucun cas notre parti dans la situation d'un parti qui présume trop de ses forces. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Bref compte rendu publié le 24 avril 1920 dans le n° 87 de la « Pravda ». Publié in extenso en octobre 1920 dans la brochure « Cinquantième anniversaire de Vladimir Ilitch Oulianov-Lénine (23 avril 1870 et 1920) »

Conforme au texte de la brochure

NOTES

1. *Smolny*, ancien Institut de jeunes filles nobles de Pétrograd qui abritait (en octobre 1917) le Comité central du Parti bolchévik et le Comité militaire révolutionnaire auprès du Soviet de cette ville ; siège du Gouvernement soviétique avant son transfert à Moscou en mars 1918. — P. 13

2. *Le gouvernement de Sibérie*, gouvernement blanc contre-révolutionnaire formé en été 1918, à Omsk. — P. 15

3. La proposition du représentant de la mission militaire anglaise en Estonie, visant à renverser le gouvernement bourgeois estonien, revêtait un caractère de provocation. — P. 17

4. *L'Internationale de Berne*, nom de groupement des partis social-chauvins et centristes, fondée à la conférence de Berne en février 1919 dans le but de rétablir la IIe Internationale. Lénine fait une critique de l'Internationale de Berne dans l'article « Les tâches de la IIIe Internationale » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 29, pp. 499-517) et dans d'autres écrits. — P. 20

5. *Le Parti communiste américain*, fondé en septembre 1919. Son noyau central était formé par l'aile gauche du Parti socialiste américain, constituée sous l'influence de la Grande Révolution d'Octobre. — P. 28

6. *Le Comité pour le rétablissement des relations internationales*, fondé par les internationalistes français en janvier 1916. En mai 1919 se transforma en Comité de la IIIe Internationale qui mena la propagande en faveur de l'adhésion à l'Internationale communiste. A la fin de 1920, il s'intégra au Parti communiste français qui venait d'être formé.

   Le Comité de défense syndicaliste fut créé à l'automne 1916 par un groupe de syndicalistes qui s'étaient retirés du Comité pour le rétablissement des relations internationales parce qu'ils désapprouvaient l'activité parlementaire. En mai 1919, le Comité de défense syndicaliste décida d'adhérer à l'Internationale communiste. Ses éléments les plus révolutionnaires rejoignirent le Comité de la IIIe Internationale. — P. 28

7. « *L'Internationale* », hebdomadaire des syndicalistes français, organe du Comité de défense syndicaliste ; paraissait à Paris en 1919. — P. 28

8. *Le Parti socialiste de Grande-Bretagne* (British Socialist Party), fondé en 1911, à Manchester, à la suite de la fusion du Parti social-démocrate avec les autres partis socialistes. Le B.S.P. menait l'agitation dans l'esprit des idées marxistes et était un parti « non opportuniste, *véritablement* indépendant vis-à-vis des libéraux » (Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 19, p. 243). Les effectifs peu nombreux du parti et sa faible liaison avec les masses lui conféraient quelque peu un caractère sectaire.

Pendant la guerre mondiale impérialiste (1914-1918), une lutte aiguë se déroula au sein du parti entre la tendance internationaliste (A. Inkpin, F. Rothstein, D. Maclian, W. Gallacher et d'autres) et la tendance social-chauvine, avec Hyndman à sa tête. La tendance internationaliste comprenait des éléments inconséquents qui, dans diverses questions, s'alignaient sur les positions centristes.

En février 1916, un groupe de militants du B.S.P. fondent le journal *The call*, qui allait jouer un rôle important dans la cohésion des internationalistes. La conférence annuelle du B.S.P., qui se tint en avril 1916 à Salford, condamna la position social-chauvine de Hyndman et de ses partisans, qui se retirèrent du parti.

Le Parti socialiste de Grande-Bretagne salua la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Les membres du B.S.P. jouèrent un rôle marquant dans le mouvement des travailleurs anglais pour la défense de la Russie soviétique contre l'intervention étrangère. En 1919, la plupart des organisations locales du parti (98 contre 4) se prononcèrent pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Le British Socialist Party en commun avec le groupe socialiste d'unité tint un rôle éminent dans la constitution du Parti communiste de Grande-Bretagne. Au cours du premier congrès d'unification de 1920, l'immense majorité des organisations locales de B.S.P. adhéra au Parti communiste. — P. 28

9 *Comités de délégués de fabriques* (Shop Stewards Committees), organisations ouvrières élues, qui existaient en Angleterre dans de nombreuses usines depuis la première guerre mondiale. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, au cours de l'intervention militaire étrangère contre le pouvoir des Soviets, les comités de délégués d'usines soutinrent activement la Russie soviétique. Nombre de militants des Comités de délégués des usines (W. Gallacher et d'autres) entrèrent au Parti communiste anglais. — P. 28

10. *Le Parti socialiste de Suisse*, formé en 1888. L'influence des opportunistes, qui furent des social-chauvins pendant la première guerre mondiale, y était forte. En automne 1916, la droite se sépara du parti pour former une organisation autonome. La majorité du parti, dirigée par Grimm, occupa une position centriste, social-pacifiste. L'aile gauche était internationaliste. Pendant son séjour en Suisse de 1914 à 1917, Lénine fut en liai-

son avec les représentants de la gauche du Parti socialiste de Suisse ; tout en critiquant leurs erreurs, Lénine les aida à prendre une position juste. Sous l'influence de la Révolution d'Octobre, l'aide gauche du Parti socialiste se renforça. En décembre 1920, les gauches se retirèrent du Parti socialiste et, en 1921, ils adhérèrent au Parti communiste de Suisse, constitué en 1919. — P. 28

11. *Spartakistes*, membres de la ligue « Spartacus », formée pendant la première guerre mondiale, en janvier 1916. Au début de la guerre, les social-démocrates allemands de gauche avaient constitué le groupe l'« Internationale », dirigé par K. Liebknecht, R. Luxembourg, F. Mehring, C. Zetkin, etc. Par la suite, ce groupe prit le nom de ligue « Spartacus ». Les Spartakistes menaient la propagande révolutionnaire parmi les masses contre la guerre impérialiste, dénonçaient la politique d'annexion de l'impérialisme allemand et la trahison des chefs de la social-démocratie. Mais les Spartakistes n'abandonnèrent pas les erreurs semi-menchéviques dans les plus importants problèmes théoriques et politiques. La critique des erreurs des gauches allemands apparaît dans les œuvres suivantes de Lénine : « A propos de la brochure de Junius », « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 22, pp. 328-343 et t. 23, pp. 27-83), et autres. En avril 1917, les Spartakistes entrèrent au Parti social-démocrate indépendant centriste d'Allemagne, en y conservant leur autonomie sur le plan de l'organisation. Après la révolution de novembre 1918 en Allemagne, les Spartakistes rompirent avec les « indépendants » et, en décembre de la même année, ils fondèrent le Parti communiste allemand. — P. 28

12. « *La Feuille* », journal paru à Genève en français depuis août 1917. Sans être officiellement l'organe d'un parti, ce journal adoptait dans la pratique les positions opportunistes de la IIe Internationale. — P. 29

13. Lénine fait allusion aux pourparlers préliminaires menés en mars 1919 avec Bullitt, envoyé en Russie soviétique par les gouvernements d'Angleterre et des Etats-Unis, afin de savoir à quelles conditions le gouvernement soviétique entamerait des pourparlers de paix. Peu après le départ de Bullitt de la Russie soviétique, Koltchak remporta quelques succès sur le front Est, et les gouvernements impérialistes d'Angleterre et des Etats-Unis, escomptant la défaite de la Russie soviétique, refusèrent d'entamer des pourparlers. Après la deuxième guerre mondiale, Bullitt fut un ennemi haineux de l'U.R.S.S., un incitateur à la guerre contre ce pays. — P. 44

14. Allusion aux décisions du XVIe Congrès du Parti socialiste italien, qui se tint à Bologne du 5 au 8 octobre 1919. — P. 46

15. « *Le Drapeau Rouge* » (Die Rote Fahne), quotidien, organe central du Parti communiste d'Allemagne ; fondé par Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, à titre d'organe central de la Ligue « Spartacus ». Commença à paraître le 9 novembre 1918 à Berlin ; fut maintes fois poursuivi et suspendu par le gouvernement Scheidemann-Noske ; interdit par les fascistes arrivés au pouvoir en 1933, il continua à paraître illégalement. En 1935, l'édition du journal fut transférée à Prague (Tchécoslovaquie) ; d'octobre 1936 à l'automne 1939, *Die Rote Fahne* fut publié à Bruxelles. — P. 47

16. « *Freiheit* » (Liberté), quotidien, organe du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne d'orientation centriste ; parut à Berlin de novembre 1918 à octobre 1922. — P. 48

17. *La semaine du parti* fit suite à la décision du VIIIe Congrès du P.C.(b)R. sur l'accroissement des effectifs du parti par adhésion des ouvriers, jeunesse ouvrière et paysanne. La semaine du parti se tint d'abord dans l'organisation de Pétrograd du 10 au 17 août 1919 ; dans la province de Moscou, du 20 au 28 septembre ; dans l'organisation de Moscou-ville, du 8 au 15 octobre. L'assemblée plénière du Comité central décida, le 26 septembre 1919, de tenir également une semaine du parti dans d'autres villes, dans les villages et à l'armée. Plus de 200 000 nouveaux membres furent admis dans le parti. — P. 58

18. *La réinscription des membres du parti* fut effectuée sur la base de la résolution du VIIIe Congrès du P.C.(b)R. de mai à fin septembre 1919. Ce fut en fait la première épuration du parti. — P. 58

19. *Le P.P.S.* (Parti socialiste polonais — Polska partia socjalistyczna), parti petit-bourgeois, fondé en 1892, se livra à une propagande nationaliste séparatiste parmi les ouvriers polonais, s'attachant à les détourner de la lutte qu'ils menaient en accord avec les ouvriers russes contre l'autocratie et le capitalisme. En 1906, le P.P.S. se scinda en deux groupes : la gauche du P.P.S. et la droite, chauvine, dite la « fraction révolutionnaire du P.P.S. ». Sous l'influence du P.O.S.D.R.(b) et aussi sous l'action du Parti social-démocrate polonais (Social-démocratie de Pologne et de Lituanie) et de simples ouvriers, membres de la « gauche » du P.P.S., celle-ci renonça peu à peu au nationalisme. Pendant la première guerre mondiale la plus grande partie de la gauche du P.P.S. adopta les positions internationalistes et, en décembre 1918, fusionna avec la social-démocratie de Pologne et de Lituanie formant ensemble le Parti ouvrier communiste de Pologne ; c'est ainsi que jusqu'en 1925 le parti subsista sous ce nom.

La droite de P.P.S. poursuivit au cours de la première guerre mondiale une politique de national-chauvinisme ; elle for-

ma les légions polonaises qui combattirent aux côtés de l'impérialisme austro-allemand.

Avec la formation du gouvernement bourgeois polonais la droite reprit le nom de P.P.S. Une fois à la tête du gouvernement, elle remit le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie polonaise et se livra systématiquement à une propagande antisoviétique et anticommuniste ; elle donna son soutien à la politique d'agression contre le pays des Soviets, à la politique d'annexion et d'oppression colonialiste de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie occidentale. Après le coup de force fasciste de Pilsudski (mai 1926), le P.P.S., bien qu'étant officiellement dans l'opposition, collaborait cependant avec les fascistes et poursuivait sa propagande antisoviétique.

Pendant la deuxième guerre mondiale, le P.P.S. se scinda une nouvelle fois en deux groupes. La partie réactionnaire et chauvine, qui prit le nom *Wolność, równość i niepodległość* (Liberté, égalité, indépendance) — L.E.I., collabora avec les fascistes et prit part au « gouvernement » réactionnaire de l'émigration polonaise de Londres. L'autre fraction, la gauche du P.P.S., qui prit le nom de Parti ouvrier des socialistes polonais (P.O.S.P.) sous l'influence du Parti ouvrier polonais (P.O.P.), rejoignit le front unique de lutte contre les occupants hitlériens et combattit pour libérer la Pologne de l'asservissement fasciste et rétablir les relations amicales avec l'U.R.S.S.

En 1944, après la libération de l'Est de la Pologne du joug de l'occupation allemande et la constitution du Comité polonais de la libération nationale, le P.O.S.P. reprit le nom de P.P.S. et prit part en commun avec le P.O.P. à l'édification d'une Pologne démocratique populaire. En décembre 1948, le P.O.P. et le P.P.S. fusionnèrent pour former le Parti ouvrier unifié polonais. — P. 74

20. Allusion à la trahison des social-conciliateurs français, dirigés par Jean Longuet, Merrheim, Jouhaux et d'autres, à l'occasion de la grève politique internationale fixée pour le 21 juillet 1919, avec pour mots d'ordre le soutien aux révolutions russe et hongroise et réclamant la non-ingérence des impérialistes dans les affaires russes et hongroises. Jouhaux, Merrheim et les autres dirigeants de la Confédération Générale du Travail se prononcèrent d'abord pour la grève afin de tromper les ouvriers, puis, la veille du jour fixé, proposèrent d'en différer la date. Par suite de cette trahison, la grève internationale échoua, ce qui eut pour effet de soutenir les gouvernements impérialistes dans leur intervention contre la Russie soviétique et la Hongrie. — P. 81

21. La scission du Parti communiste d'Allemagne eut lieu à son IIe congrès, tenu illégalement du 20 au 23 octobre 1919. Au congrès, le groupe des « gauches » défendit des conceptions anarcho-syndicalistes : boycott du parlement, abandon de la lutte politique, refus d'entrer dans les syndicats réactionnaires, etc.

Les « gauches » se trouvèrent en minorité et furent exclus du parti. Ils fondèrent une nouvelle organisation qui prit le nom de Parti communiste ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.) et dégénéra par la suite en un groupuscule anarcho-syndicaliste contre-révolutionnaire. — P. 82

22. Allusion à la lettre de K. Marx à J. Weidemeyer du 5 mars 1852. — P. 91

23. Allusion à la lettre de K. Marx à L. Kugelmann du 13 décembre 1870. — P. 93

24. Voir K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Editions Sociales, Paris 1948, pp. 38-39. — P. 93

25. Allusion à la lettre de F. Engels à A. Bebel du 18-28 mars 1875. — P. 94

26. Lénine fait allusion à la lettre de F. Engels à A. Bebel du 18-28 mars 1875. — P. 95

27. Voir F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1956, pp. 139-140. — P. 95

28. Voir F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions Sociales, Paris 1954, p. 358. — P. 96

29. Allusion aux déclarations de Marx et d'Engels dans la période 1852-1892, à propos du processus d'embourgeoisement de l'aristocratie ouvrière. Une des premières déclarations d'Engels sur ce point figure dans sa lettre à Marx du 24 septembre 1852 ; parmi les déclarations ultérieures d'Engels sur ce point voir la préface à la seconde éd. allemande de son livre *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, écrit en 1892.

Lénine cite une partie importante de ces déclarations dans son article « L'impérialisme et la scission du socialisme ». (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 116-132.) — P. 98

30. Allusion à l'intervention de Marx au congrès de la Ire Internationale à La Haye, en septembre 1872, dénonçant la vénalité des leaders ouvriers anglais. Engels fit part de cette intervention à Sorge dans ses lettres du 21 septembre et du 5 octobre 1872. — P. 98

31. *Le paragraphe 23 de la Constitution de la R.S.F.S.R.*, rédigée par la commission du Comité exécutif central de Russie et adoptée le 10 juillet 1918 par le Ve Congrès des Soviets de Russie, stipule : « Guidée par les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, la République soviétique fédérative socialiste de Russie prive certains individus et groupes des droits dont ils jouissent au détriment des intérêts de la révolution socialiste. » — P. 100

32. Voir F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1956, pp. 139-140. — P. 113

33. L'article est resté inachevé. — P. 113

34. « *Bednota* », quotidien pour les paysans ; commença à paraître le 27 mars 1918, par décision du Comité central du P.C.(b)R. à la place des journaux : *Dêrêvenskaïa Bednota*, *Dêrêvenskaïa Pravda* et *Soldatskaïa Pravda*. *Bednota* parut jusqu'au 31 janvier 1931, après cette date elle fusionna avec le journal *Sotsialistitcheskoïé Zemlêdêlié*. — P. 120

35. Allusion au Comité exécutif du syndicat des chemins de fer de Russie (Vikjel), composé à une écrasante majorité de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks. Dans les premiers jours qui suivirent le triomphe de la Révolution d'Octobre, le Vikjel, sous le drapeau de la neutralité, fut en fait un des centres de la contre-révolution. Il détenait l'appareil de direction des chemins de fer. Par décision du Congrès extraordinaire des employés, maîtres-ouvriers et ouvriers des chemins de fer de Russie, le Vikjel fut supprimé en janvier 1918. — P. 126

36. La lettre *Aux camarades communistes du Turkestan* fut rédigée par Lénine à la suite de l'envoi au Turkestan en octobre 1919 d'une commission du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple pour les affaires du Turkestan. Elle avait pour but de redresser les erreurs commises par les militants locaux dans l'application de la politique nationale au Turkestan.

Dès avant l'envoi de la commission, le Comité central du P.C.(b)R. avait donné aux dirigeants du Turkestan des instructions sur la nécessité de corriger leurs erreurs. Le radiotélégramme du Comité central du P.C.(b)R. en date du 12 juillet 1919 au gouvernement du Turkestan insistait particulièrement sur la nécessité de faire participer la population locale aux affaires publiques.

La lettre de Lénine fut discutée à la Ve Conférence régionale du parti communiste du Turkestan en janvier 1920. La conférence adressa à Lénine une lettre dans laquelle elle promettait de corriger les erreurs en travaillant d'un commun accord avec la commission du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple. — P. 134

37. *Le Conseil de la Défense* (Conseil de la Défense ouvrière et paysanne) fut constitué par arrêté du Comité exécutif central de Russie en date du 30 novembre 1918, pour diriger la défense de la République soviétique. Cet arrêté imposait au Conseil de la Défense la tâche de mettre à exécution l'arrêté du Comité exécutif central de Russie du 2 septembre 1918, par lequel la République soviétique était proclamée camp retranché, et d'instituer le régime militaire dans le domaine du ravitaillement

et des transports, ainsi que dans celui de l'industrie de guerre. Le Conseil de la Défense était doté des pleins pouvoirs pour la mobilisation des forces et des ressources du pays dans l'intérêt de la défense. Le Conseil de la Défense était chargé de pourvoir le front en renforts, d'armement, de vivres et d'effets d'équipement.

Lénine dirigeait le Conseil de la Défense.

Après l'arrêt des opérations sur les fronts principaux, le Conseil de la Défense fut transformé, début d'avril 1920, en Conseil du Travail et de la Défense (C.T.D.) Après la fin de la guerre civile, par arrêté du VIIIe Congrès des Soviets de Russie (29 décembre 1920), le Conseil du Travail et de la Défense fonctionna au titre de commission du Conseil des Commissaires du Peuple jusqu'à la fin de 1936. — P. 134

38. *La Ire Conférence de Russie sur le travail du parti à la campagne* se tint du 16 au 19 novembre 1919 à Moscou, en présence de 99 délégués des comités de provinces, de districts et de cantons du parti. Lénine prit la parole le troisième jour de la conférence ; au début de son discours, il salua les délégués en annonçant la libération de Koursk par les troupes rouges. — P. 141

39 *Le IIe Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient* se tint à Moscou du 22 novembre au 3 décembre 1919. A la veille du congrès, le 21 novembre, sous la présidence de Lénine, se tint la conférence préliminaire des membres du Comité central du parti avec un groupe de délégués. 80 délégués environ représentant les organisations communistes musulmanes du Turkestan, d'Azerbaïdjan, de Khiva, de Boukhara, de Kirghizie, de Tatarie, de Tchouvachie, de Bachkirie, du Caucase, etc., assistaient au congrès. Lénine présenta un rapport sur la situation politique, le premier jour du congrès.

Le congrès entendit et discuta le compte rendu d'activité du Bureau central des organisations communistes des peuples de l'Orient, élut un nouveau bureau, traça les tâches du parti et des Soviets en Orient. — P. 149

40. *Le projet de résolution du Comité central du P.C.(b)R. sur le pouvoir des Soviets en Ukraine*, rédigé par Lénine, fut pris pour base à la séance du Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R., le 21 novembre 1919, et renvoyé en commission pour mise au point définitive. Ce projet corrigé par la commission et après adjonction du point 2, proposé par Lénine, fut adopté à l'assemblée plénière du Comité central du P.C.(b)R. le 29 novembre 1919 et publié. La résolution du Comité central fut confirmée le 3 décembre 1919 par la VIIIe Conférence du P.C.(b)R. — P. 162

41. *La résolution en date du 18 mai 1919 sur l'unification des forces armées* fut adoptée à la séance du Comité exécutif central de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Elle prévoyait

l'unification de toutes les forces des Républiques soviétiques pour combattre les ennemis du pouvoir des Soviets et concentrer toutes les ressources matérielles nécessaires dans un centre unique ; des propositions analogues furent présentées par les gouvernements soviétiques de Lettonie, Lituanie et Biélorussie.

Conformément à ces propositions, un décret du Comité exécutif central de Russie fut promulgué le 1er juin 1919 : *L'unification des Républiques Soviétiques de Russie, d'Ukraine, de Lettonie, de Lituanie, de Biélorussie pour lutter contre l'impérialisme mondial.* Le décret affirmait la nécessité d'une union militaire de toutes les républiques mentionnées en vue de riposter aux ennemis du pouvoir soviétique. Le Comité exécutif central de Russie reconnaissait la nécessité d'unifier l'organisation militaire et le commandement militaire des Républiques soviétiques, ainsi que de concentrer la direction des branches essentielles de l'économie nationale aux mains d'organismes dirigeants uniques. — P. 162

42. *La VIIIe Conférence du P.C.(b)R.* se tint à Moscou du 2 au 4 décembre 1919, en présence de 45 délégués avec voix délibérative et 73 avec voix consultative. L'ordre du jour de la conférence : 1) Rapport du Comité central (politique et d'organisation) ; 2) Rapport sur la situation internationale ; 3) Questions à l'ordre du jour au VIIe Congrès des Soviets de Russie ; 4) Le pouvoir soviétique en Ukraine ; 5) Les statuts du parti ; 6) Les nouveaux membres du parti.

Lénine prononça le discours d'ouverture. A la deuxième séance, Lénine présenta le rapport politique du Comité central et les conclusions faisant suite à ce rapport. Lénine prépara le projet de résolution sur la politique internationale (voir le présent tome, pp. 193-194). Aux troisième et quatrième séances, Lénine prononça le discours sur le pouvoir soviétique en Ukraine et les conclusions sur ce point. Conformément à la décision du VIIIe Congrès du P.C.(b)R., la conférence adopta les nouveaux statuts du parti. — P. 167

43. « *L'Humanité* », quotidien fondé par J. Jaurès en 1904, organe du Parti socialiste français. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), ce journal était aux mains de l'extrême-droite du Parti socialiste français et s'alignait sur des positions social-chauvines. Peu de temps après la scission du Parti socialiste, au congrès de Tours (décembre 1920), et la formation du Parti communiste français, le journal devint l'organe de ce parti ; il paraît actuellement à Paris comme organe central du Parti communiste français. — P. 172

44. *Le projet d'instructions aux comités de province, de district et de canton du P.C.R. pour le travail à la campagne* fut rédigé par la section du Comité central du P.C.(b)R. pour le travail à la campagne. Le projet fut adopté avec de légers amendements par la 1re Conférence de Russie sur le travail du parti à la campagne. — P. 191

45. Ce *projet de résolution sur la politique extérieure* fut établi par Lénine à la séance de la VIIIe Conférence du P.C.(b)R., le 2 décembre 1919, et adopté par la conférence avec quelques amendements ; Lénine en donna lecture le 5 décembre, dans son rapport au VIIe Congrès des Soviets de Russie (voir le présent tome, p. 235). Le congrès l'adopta à l'unanimité au titre de proposition de paix aux pays de l'Entente. La résolution du congrès fut publiée dans la presse le 6 décembre 1919.

Cette proposition de paix fut envoyée aux représentants des puissances de l'Entente le 10 décembre 1919. Les gouvernements d'Angleterre, de France, des Etats-Unis et d'Italie refusèrent de l'examiner. — P. 193

46. *Borotbistes*, socialistes-révolutionnaires de gauche ukrainiens qui avaient formé en mai 1918 un parti indépendant. Leur nom de borotbistes provenait du titre de l'organe central de leur parti *Borotba* (Combat). En mars 1920, comme l'influence des bolchéviks augmentait parmi les masses paysannes d'Ukraine, les borotbistes furent obligés de dissoudre leur parti et d'adhérer au parti communiste (bolchévik) d'Ukraine. La IVe Conférence du P.C.(b) d'Ukraine décida d'admettre les borotbistes dans leur parti et, à cette occasion, tous les nouveaux adhérants durent être réinscrits. — P. 195

47. *Le Ier Congrès des communes agraires et des artels agricoles* fut convoqué par le Commissariat du Peuple à l'Agriculture et se tint du 3 au 10 décembre 1919, à Moscou, en présence de 140 délégués, dont 93 communistes. Lénine prit la parole le deuxième jour du congrès. Le congrès adopta les statuts de l'Union des collectivités agricoles de travail et de production de Russie (communes et artels), statuts qui furent ensuite ratifiés par le Commissariat du Peuple à l'Agriculture. — P. 197

48. *Le fonds d'un milliard de roubles* fut créé conformément au décret du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 2 novembre 1918 « afin d'améliorer et développer l'agriculture et de la reconvertir dans les plus brefs délais sur des principes socialistes ». Des subventions et des prêts prélevés sur ce fonds étaient accordés aux communes agricoles, aux associations de travail et aux sociétés rurales ou groupes, à condition que ces derniers passent au travail de la terre en commun. — P. 197

49. *Le Règlement sur le régime socialiste des terres et les mesures pour passer à l'agriculture socialiste* fut adopté par le Comité exécutif central de Russie en février 1919. Lénine participa personnellement à la mise au point et à la rédaction de l'arrêté. Celui-ci formulait une série de mesures pratiques en vue de reconvertir l'agriculture sur des principes socialistes, d'élever sa productivité et d'accroître les superficies ensemencées. — P. 197

50. *Le VIIe Congrès des Soviets de Russie* se tint du 5 au 9 décembre 1919 à Moscou, en présence de 1 366 délégués dont 1 278 communistes. Les questions suivantes figuraient à l'ordre du jour : 1) Rapport du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple ; 2) Situation militaire ; 3) Internationale communiste ; 4) Etat du ravitaillement ; 5) Question du combustible ; 6) Edification soviétique au centre et dans les localités ; 7) Elections au Comité exécutif central de Russie.

Lénine présenta, le jour de l'ouverture du congrès, le rapport du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple ; le lendemain, il prononça les conclusions après le rapport ; le 8 décembre, il fit un discours à la section d'organisation du congrès et le dernier jour, il prononça le discours de clôture du congrès. — P. 207

51. Le gouvernement allemand rompit les relations diplomatiques avec la R.S.F.S.R. le 5 novembre 1918 et renvoya de Berlin l'ambassade des Soviets sous le prétexte mensonger que les représentants officiels soviétiques menaient une propagande hostile aux institutions de l'Etat allemand. Les relations diplomatiques entre l'Allemagne et la R.S.F.S.R. ne furent rétablies qu'en 1922. — P. 213

52. Allusion au grand complot contre-révolutionnaire découvert en novembre 1919, à Pétrograd. Il était dirigé par une organisation de gardes blancs en liaison avec Ioudénitch et recevait des subsides de l'Entente. Ses membres étaient des dignitaires tsaristes, des généraux et amiraux de l'armée tsariste, des contre-révolutionnaires qui s'étaient faufilés dans l'Armée Rouge, sous couleur de spécialistes militaires, des membres du parti cadet et de l'organisation d'espionnage blanche « le Centre national », ainsi que des personnes proches des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Le but de cette organisation contre-révolutionnaire était de préparer un soulèvement à Pétrograd au moment où Ioudénitch en approcherait. Le complot fut découvert et déjoué. — P. 240

53. *La section d'organisation*, ou section d'édification soviétique, fut créée au VIIe Congrès des Soviets de Russie. Elle avait pour mission d'étudier les changements intervenus dans le cours de l'édification soviétique depuis l'adoption de la Constitution de la R.S.F.S.R. par le Ve Congrès des Soviets en juin 1918. Après l'intervention de Lénine à une assemblée de la section, la résolution sur l'édification soviétique, préalablement arrêtée par la VIIIe Conférence du P.C.(b)R., fut adoptée comme base. — P. 249

54. Allusion à un passage de la lettre de K. Marx à L. Kugelmann du 13 décembre 1870. — P. 266

55. Voir K. Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Editions Sociales, Paris 1948, pp. 256-257 et *La guerre civile en France*, Editions Sociales, Paris 1953, pp. 300-302. — P. 271

56. Allusion à la révolution prolétarienne finlandaise qui avait commencé en janvier 1918 dans le Sud industriel du pays et qui fut écrasée par la bourgeoisie. Le gouvernement bourgeois qui avait réussi à transformer le Nord de la Finlande, peuplé d'une paysannerie aisée et de koulaks, en une base d'opérations contre-révolutionnaires et à créer une armée blanche, provoqua lui-même la guerre civile, en attaquant dans différents points du pays les détachements de la Garde Rouge. Les ouvriers finlandais et leur Garde Rouge luttèrent héroïquement, mais la tactique de trahison de l'aile droite de la social-démocratie finlandaise affaiblit leur résistance, de plus il n'existait pas encore en Finlande de parti prolétarien révolutionnaire. Les forces conjuguées des gardes blancs finlandais et des troupes allemandes écrasèrent férocement la révolution prolétarienne en avril-mai 1918. La terreur blanche régna en Finlande ; des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires furent fusillés. — P. 280

57. Ce salut fut envoyé à la jeunesse de la province de Pétrograd à l'occasion de la « semaine de la jeunesse » que tint l'organisation du Komsomol de Pétrograd. — P. 284

58. *La Conférence de Moscou-ville du P.C.(b)R.* se tint les 20-21 décembre 1919. Elle examina les questions suivantes : 1) La conférence de Russie du parti ; 2) Le combustible ; 3) Les samedis communistes ; 4) L'épidémie de typhus exanthématique et les mesures de lutte contre ce fléau ; 5) L'état du ravitaillement à Moscou ; 6) L'instruction militaire générale et les détachements à destination spéciale. A la suite du rapport de Lénine consacré aux samedis communistes, une résolution fut adoptée soulignant l'énorme importance de cette initiative au titre des premières mesures tendant à la mise en pratique du communisme.— P. 291

59. La note « *De l'épuration de la langue russe* » fut rédigée par Lénine en 1919 ou 1920. — P. 308

60. Il s'agit de la directive adoptée sur proposition de Lénine par le Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R., le 23 janvier 1920, au sujet de la création de l'Inspection ouvrière et paysanne. Sur la base de la directive du C.C. et des indications de Lénine exposées dans la présente lettre à Staline, le « Règlement sur l'Inspection ouvrière et paysanne » fut rédigé, puis adopté à la première session du Comité exécutif central de Russie, VIIe législature, en date du 7 février 1920. — P. 310

61. Les *Projets d'arrêtés et directives sur les coopératives* furent rédigés par Lénine pendant la conférence consacrée aux coopé-

ratives qui se tint sous la présidence de Lénine, le 26 janvier 1920 avec la participation de F. Dzerjinski et J. Staline. Sur la base des directives de Lénine, la conférence adopta la résolution qui fut reprise par le décret du Conseil des Commissaires du Peuple, en date du 27 janvier 1920, sur la réunion des organisations coopératives de tout ordre et le décret du Conseil des Commissaires du Peuple de la même date, supprimant le Conseil des congrès coopératifs. — P. 317

62. *Le IIIe Congrès des Conseils de l'Economie Nationale de Russie* se tint à Moscou du 23 au 29 janvier 1920. A l'ordre du jour figuraient les questions suivantes : la situation économique de la Russie soviétique ; l'industrie de guerre et l'équipement de l'Armée Rouge ; l'organisation de la gestion de la vie économique ; l'organisation du travail ; le service du travail pour tous ; l'état actuel des transports ; le combustible, etc. Lénine prononça son discours à la séance plénière du congrès, le 27 janvier. — P. 319

63. *La Première session du Comité exécutif central de Russie, VIIe législature*, se tint du 2 au 7 février 1920. La session adopta les arrêtés suivants : les modalités du service du travail pour tous, l'électrification de la Russie, le recensement général, l'inspection ouvrière et paysanne, etc. Un arrêté fut pris portant formation d'une commission spéciale du Présidium du C.E.C.R., chargée de mettre au point les problèmes de l'organisation fédérative de la R.S.F.S.R. La session du C.E.C.R. ratifia l'adresse au peuple polonais et adopta l'arrêté sur la ratification du traité de paix avec l'Estonie. — P. 325

64. Lénine donna lecture de la nouvelle publiée dans la grande presse du 18 janvier 1920, annonçant la décision des gouvernements des pays de l'Entente de lever le blocus de la Russie soviétique et d'autoriser le commerce avec la Russie. La nouvelle soulignait que cet arrêté « n'équivalait en aucun cas à un changement de la politique des Alliés à l'égard du gouvernement soviétique ». — P. 326

65. Les documents dont parlait Lénine avaient été fournis par Oléinikov, officier blanc qui était passé du côté du pouvoir soviétique. Il venait de Paris par la Suède pour apporter ces documents adressés par S. Sazonov à Ioudénitch.

Les documents faisaient mention de : Sazonov, ministre des Affaires étrangères des gouvernements tsariste et de Koltchak et représentant de Koltchak et de Dénikine à Paris ; Goulkévitch, envoyé de Koltchak en Suède ; Bakhmétev, ambassadeur de Koltchak à Washington ; Soukine, ministre des Affaires étrangères de Koltchak à Omsk ; Sabline, fondé de pouvoirs de Koltchak à Londres ; Knox, général, représentant du gouvernement anglais auprès de Koltchak. — P. 331

66. Il s'agit des pourparlers menés par la Croix-Rouge au sujet d'un échange de prisonniers, du rapatriement des réfugiés, etc.— P. 334

67. Allusion à la déclaration du Conseil des Commissaires du Peuple de la R.S.F.S.R., adressée au gouvernement de Pologne et au peuple polonais et publiée le 30 janvier 1920 dans la grande presse. En supplément à cette déclaration, le 2 février, à la séance de la première session du C.E.C.R. (VIIe législature), fut adoptée une adresse du C.E.C.R. au peuple polonais. Elle démasquait les calomnies des Etats impérialistes faisant état de prétendus desseins de conquête de la Russie soviétique à l'égard de la Pologne et soulignait l'aspiration constante du gouvernement soviétique à la paix et à l'établissement de relations amicales et de bon voisinage avec la Pologne indépendante. — P. 334

68. *La République soviétique autonome de Bachkirie* fut formée à la suite d'un accord intervenu entre le pouvoir soviétique central et le gouvernement de Bachkirie sur l'instauration de la Bachkirie soviétique autonome. Il était signé par Lénine et fut publié le 23 mars 1919. D'après cet accord, la République de Bachkirie entrait dans le sein de la R.S.F.S.R., sur des principes fédératifs. — P. 336

69. *La République soviétique autonome de Tatarie* fut formée le 27 mai 1920. Le décret du C.E.C.R. et du Conseil des Commissaires du Peuple portant formation de la république était signé par Lénine et Kalinine. — P. 336

70. Allusion à une série d'arrêtés du gouvernement sur la lutte contre la désorganisation économique et pour le relèvement de l'économie nationale. L'arrêté stipulant que soit utilisée au travail dans l'Oural la IIIe armée, qui prenait le nom de Première Armée révolutionnaire du travail, fut adopté par le Conseil des Commissaires du Peuple, le 13 janvier 1920. Le Règlement concernant le Conseil de l'Armée du travail d'Ukraine fut adopté par le Conseil des Commissaires du Peuple de la R.S.F.S.R., en accord avec le Comité révolutionnaire d'Ukraine, le 20 janvier 1920. L'arrêté portant l'utilisation des forces et moyens de l'Armée de réserve de la République pour améliorer les transports ferroviaires dans la région de la ligne Moscou-Kazan fut adopté par le Conseil de la Défense, le 23 janvier 1920. L'arrêté sur les modalités du service du travail pour tous et le règlement des comités du service général obligatoire du travail fut adopté par le Conseil des Commissaires du Peuple, le 29 janvier 1920. — P. 344

71. Le *Projet (ou thèses) de réponse du Parti communiste de Russie à la lettre du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne*, rédigé par Lénine, répondait à la proposition du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne d'entamer des pourparlers

sur les conditions d'admission dans l'Internationale communiste. — P. 348

72. Allusion au Règlement sur l'Inspection ouvrière et paysanne, adopté par la première session du Comité exécutif central de Russie (VIIe législature). — P. 362

73. « *Le Populaire* », journal fondé en 1916 par les socialistes-centristes français ; parut d'abord à Limoges ; à partir de juillet 1917, à Paris. Après la scission du Parti socialiste français au congrès de Tours, en décembre 1920, et la formation du Parti communiste français, *Le Populaire* devint, à partir de 1921, l'organe officiel du Parti socialiste français. Aujourd'hui, le journal est aux mains des socialistes de droite. — P. 364

74. Le *Comité pour la reconstruction de l'Internationale* fut formé à la fin de 1919 par les éléments centristes du Parti socialiste français, dirigés par Jean Longuet et Paul Faure. — P. 364

75. « *La Vie Ouvrière* », bebdomadaire des syndicalistes révolutionnaires français ; parut à Paris d'avril 1919 à 1939, après quoi il fut interdit. La publication reprit en 1944. Aujourd'hui, *la Vie Ouvrière* est l'organe de la Confédération Générale du Travail, organisation syndicale de la classe ouvrière française. — P. 364

76. L'« *Internationale communiste* », revue, organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste ; parut du 1er mai 1919 à juin 1943. — P. 364

77. « *Avanti !* » (En Avant), quotidien, organe central du Parti socialiste italien ; fondé en décembre 1896. Paraissait simultanément à Rome, Milan et Turin. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), le journal *Avanti!*, occupa une position internationaliste inconséquente, sans rompre avec les réformistes. Il est à l'heure actuelle l'organe central du Parti socialiste italien. — P. 364

78. *La République soviétique de Hongrie* exista du 21 mars à août 1919. — P. 366

79. « *Die Rote Fahne* » (Le Drapeau Rouge), organe central du Parti communiste d'Autriche ; paraissait à Vienne depuis novembre 1918. D'abord sous le titre *Der Weckruf* (l'Appel) ; à partir de janvier 1919, sous le titre *Die Soziale Revolution* (La Révolution Sociale) ; à partir de juillet 1919, sous le titre *Die Rote Fahne*. En 1933, *Die Rote Fahne* dut passer dans l'illégalité. A partir d'août 1945, l'organe central du Parti communiste d'Autriche paraît sous le titre d'*Osterreichische Volksstimme* (La Voix du peuple d'Autriche). — P. 366

80. « *La Bataille* », organe des anarcho-syndicalistes français ; commença à paraître à Paris en novembre 1915. Pendant la première guerre mondiale et après la guerre, le journal occupa une position chauvine. — P. 367

81. Allusion aux paroles de Wagner dans la tragédie de Gœthe *Faust* :

« Ah ! autre chose est de dévorer
Livre après livre, page après page ! »

— P. 373

82. Ces questions avaient été posées à Lénine par radio, par Karl Wigand, correspondant berlinois de l'agence d'information américaine « *Universal Service* ». Le texte de la réponse de Lénine fut communiqué par radiotélégramme à Berlin d'où il fut transmis à New York, le 21 février 1920. Le soir même, la réponse de Lénine fut publiée dans le *New York Evening Journal* ; elle fut également reproduite dans la presse communiste et socialiste allemande. — P. 377

83. Le correspondant spécial du journal londonien conservateur *Daily Express* qui se trouvait à Copenhague pria Lénine de répondre à quatre questions. La réponse de Lénine parvint à Copenhague le 22 février et fut publiée le lendemain dans le *Daily Express*. — P. 380

84. Allusion aux conceptions antimarxistes de A. Bogdanov et autres qui, sous couleur de « culture prolétarienne », propageaient des opinions réactionnaires bourgeoises en philosophie (selon la doctrine de Mach) et des goûts pervertis dans le domaine de l'art (futurisme). Bogdanov et ses partisans niaient le rôle dirigeant du Parti communiste et de l'Etat soviétique dans l'édification culturelle, ils séparaient le développement de la culture soviétique d'avec les problèmes d'ensemble de l'édification socialiste ; ils niaient la nécessité pour le prolétariat d'utiliser les plus grandes réalisations de l'héritage culturel du passé. Lénine combattit résolument les tentatives faites pour implanter les vides théories bourgeoises, antimarxistes de Bogdanov dans les organisations du « Proletkult » ; dans une lettre « Sur les Proletkults », publiée dans la *Pravda* du 1er décembre 1920, le Comité central du P.C.(b)R. condamna ces théories nocives. Dès 1922, les organisations du « Proletkult » commencèrent à se désagréger. — P. 390

85. Allusion au décret sur la paix, adopté par le IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, le 26 octobre (8 novembre) 1917. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 26, pp. 255-258.) — P. 396

86. Allusion aux journaux publiés en 1918-1919 par les groupes étrangers du P.C.(b)R. en anglais, allemand et français, pour

être diffusés parmi les troupes d'intervention et les prisonniers de guerre. En anglais, paraissait le journal *The call* (l'Appel) diffusé sur le front Nord. En allemand paraissaient deux publications : *Der Völkerfriede* (la Paix des peuples) et *Weltrevolution* (la Révolution mondiale). Ces deux publications étaient diffusées parmi les prisonniers de guerre allemands et en Ukraine. En français paraissait l'hebdomadaire *la Lanterne*, diffusé dans le sud de la Russie. — P. 397

87. Allusion au décret du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 18(31) décembre 1917, reconnaissant l'indépendance de la Finlande. Ce décret fut remis personnellement par Lénine à Svinhutvud, chef du gouvernement bourgeois finlandais. Le 22 décembre 1917 (4 janvier 1918), le décret sur l'indépendance de la Finlande fut ratifié à la séance du Comité exécutif central de Russie. — P. 400

88. Allusion à la préparation du coup d'Etat militaire monarchiste en Allemagne. Ce coup d'Etat, appelé « putsch de Kapp », fut effectué par la clique militaire réactionnaire allemande dirigée par Kapp. Les conspirateurs préparèrent leur coup d'Etat au vu et au su du gouvernement social-démocrate. Le 13 mars 1920, ils lancèrent des troupes sur Berlin et, ne rencontrant pas de résistance de la part du gouvernement, ils en déclarèrent la déchéance et formèrent un nouveau gouvernement. En réponse au coup d'Etat, les ouvriers berlinois décrétèrent la grève générale. Sous la pression des ouvriers, le gouvernement Kapp tomba le 17 mars ; les social-démocrates reprirent le pouvoir et menèrent une politique de répression antiouvrière. — P. 405

89. L'ordre du jour du IXe Congrès du P.C.(b)R. fut publié le 11 février 1920 dans le n° 30 de la *Pravda*. — P. 415

90. Lénine fut élu en février 1920 député au Soviet de Moscou par deux organisations : la Confiserie d'Etat n° 3 (aujourd'hui, fabrique « Bolchévik ») et les ouvriers et employés de la gare Khovrino, chemin de fer Nikolaï. — P. 422

91. Allusion aux thèses du Comité central du P.C.(b)R. pour le IXe Congrès du parti : « Les tâches immédiates de l'édification économique ». — P. 440

92. L'anniversaire de la mort de J. Sverdlov fut commémoré au cours d'une séance solennelle au Théâtre Bolchoï en présence des membres du Comité central du P.C.(b)R., du Comité exécutif central de Russie, du Conseil central des syndicats de Russie, ainsi que de représentants d'autres organisations. Au nom du Comité central du P.C.(b)R., Lénine prononça un discours à la mémoire de Sverdlov. — P. 446

93. Lénine prononça les discours *Le travail pour les transports* et *De la discipline du travail*, fin mars 1920. Ces enregistrements sur disques furent réalisés par l'Agence centrale du Comité exécutif central de Russie pour la diffusion des publications de presse. En trois ans (1919-1921), 13 discours de Lénine furent enregistrés. — P. 447

94. *Le IXe Congrès du P.C.(b)R.* se tint à Moscou du 29 mars au 5 avril 1920. Y assistaient 554 délégués à voix délibérative et 162 délégués à voix consultative, représentant les 611 978 membres du parti. Le congrès fut consacré surtout aux questions de l'édification économique. L'ordre du jour suivant fut adopté : 1) Compte rendu d'activité du Comité central ; 2) Tâches immédiates de l'édification économique ; 3) Mouvement syndical ; 4) Questions d'organisation ; 5) Tâches de l'Internationale communiste ; 6) Attitude à l'égard des coopératives ; 7) Adoption du système de milice ; 8) Elections au Comité central.

Le congrès s'ouvrit au Théâtre Bolchoï par un discours inaugural de Lénine. Lénine présenta le compte rendu d'activité politique du Comité central et prononça les conclusions faisant suite au rapport ; il fit des discours consacrés à l'édification économique, aux coopératives, le discours de clôture et présenta les propositions pour la liste des suppléants au Comité central. Le IXe Congrès définit les tâches économiques à l'ordre du jour dans le domaine des transports, du ravitaillement, du combustible et de l'industrie ; le congrès reconnut la nécessité pour les syndicats de participer à l'édification économique. La question du plan économique unique fut l'objet d'une attention particulière, la place principale y fut réservée à la question de l'électrification de toute l'économie nationale. Le congrès s'opposa résolument au groupe antiparti du « centralisme démocratique » (Sapronov, Ossinski, etc.) qui intervint avec Rykov et Tomski contre la direction unique et la responsabilité personnelle des dirigeants des entreprises et s'efforçait de saper les fondements de la gestion industrielle. En 1927, le groupe du « centralisme démocratique » fut exclu du parti par le XVe Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. en même temps que les meneurs trotskistes.

Au IXe Congrès furent élus membres du Comité central du P.C.(b)R. : Lénine, Andréev, Artiom (Serguéiev), Dzerjinski, Kalinine, Roudzoutak, Staline, etc.

Après la fin du congrès, on fêta le prochain cinquantième anniversaire de Lénine. M. Kalinine, E. Iaroslavski, D. Kohn, et d'autres prononcèrent des allocutions. Il fut décidé de publier les Œuvres complètes de Lénine. — P. 451

95. « *Les Izvestia du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie* », bulletin d'information du Comité central ; fondé par décision du VIIIe Congrès du P.C.(b)R. ; commença à paraître en mai 1919 à Moscou. En octobre 1929, les *Izvestia*

du C.C. furent transformées en une revue *Partïnoïé Stroïtelstvo* qui parut jusqu'en juin 1946. — P. 473

96. « *L'Ekonomitcheskaïa Jizn* », quotidien paraissant depuis novembre 1918, au titre d'organe du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale et des Commissariats du Peuple économiques. Ce journal parut jusqu'à novembre 1937 ; les derniers temps, il était l'organe du Commissariat du Peuple aux Finances, de la Banque d'Etat et d'autres institutions financières de l'U.R.S.S. et du Comité central du syndicat des travailleurs des banques. — P. 475

97. *Décret sur les pouvoirs dictatoriaux* était le nom que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires donnaient démagogiquement au décret publié par le Conseil des Commissaires du Peuple (en mars 1918) sur « La centralisation de la direction, la protection des chemins de fer et l'élévation de leurs capacités de trafic ». — P. 487

98. Le IXe Congrès du P.C.(b)R. désigna une section coopérative qui, à la séance du 2 avril 1920, examina plusieurs versions des thèses sur les coopératives, soumises à l'examen du congrès. La section adopta d'abord pour base les thèses de Milioutine qui préconisait l'étatisation des coopératives. Après une intervention de Lénine contre les thèses de Milioutine, le congrès adopta, à une écrasante majorité, la résolution en faveur de laquelle était intervenu Lénine. — P. 492

99. Le document *Les compromis* est le début d'un article inachevé. Les idées exposées dans ce document furent approfondies par Lénine dans l'ouvrage : *La maladie infantile du communisme* (« *le gauchisme* »). — P. 504

100. Voir F. Engels. « Flüchtlings-Literatur. II. Programm der blanquistischen kommuneflüchtlinge ». — P. 505

101. *Le Ier Congrès constitutif du syndicat des mineurs de Russie* se tint à Moscou du 1er au 6 avril 1920, en présence de 173 délégués représentant environ 200 000 ouvriers de l'industrie minière. Le discours de Lénine se situe entre le 4 et le 6 avril. — P. 508

102. *Le IIIe Congrès des syndicats de Russie* se tint à Moscou du 6 au 13 avril 1920, à la Maison des Syndicats, en présence de près de 1 600 délégués, représentant plus de 4 millions d'adhérents. Les communistes et sympathisants étaient au nombre de 1 180. A l'ordre du jour du congrès figuraient les points suivants : compte rendu d'activité du Conseil central des syndicats de Russie ; compte rendu d'activité du Commissariat du Peuple au Travail ; tâches des syndicats ; question d'organisation ; politique des tarifs ; équipement matériel des ou-

vriers ; les syndicats et l'économie nationale ; le mouvement syndical international ; l'activité éducative.

Lénine prononça son discours à la deuxième séance plénière. Après l'avoir entendu, le congrès adopta une résolution : s'adresser aux ouvriers et à tous les travailleurs de la Russie soviétique, les appelant à engager une lutte contre la désorganisation économique, à instituer parmi les syndiqués une ferme discipline du travail et à accentuer la participation des masses ouvrières à l'édification communiste par le canal des syndicats, sous la direction du Parti communiste. — P. 515

103. Il s'agit du journal *Kommounistitcheski Soubotnik* dont un seul numéro parut, préparé au cours du samedi communiste du 10 avril 1920 par les rédactions et collaborateurs des journaux de Moscou et de l'agence télégraphique « ROSTA ». — P. 529

104. *Le IIIe Congrès des travailleurs du textile de Russie* se tint à Moscou du 16 au 20 avril 1920, en présence de 358 délégués, dont 199 communistes et sympathisants, 156 sans-parti et 3 menchéviks. Lénine prit la parole à la sixième séance plénière. Le présidium félicita Lénine au nom de tout le congrès à l'occasion de son cinquantième anniversaire, les délégués saluèrent Lénine par une vive ovation. — P. 532

105. En l'honneur du cinquantième anniversaire de Lénine, le Comité de Moscou du P.C.(b)R. organisa une soirée à laquelle assistèrent les militants de Moscou. A cette soirée prirent la parole Gorki, Lounatcharski, Olminski, Staline et d'autres. Lénine, chaleureusement accueilli par de vifs applaudissements, prononça un discours de réponse. — P. 540

LA VIE ET L'ŒUVRE DE V. LÉNINE

(CHRONOLOGIE)

(Septembre 1919-avril 1920)

1919

3 septembre — Lénine prononce un discours sur la situation présente à la conférence des ouvriers et soldats rouges sans-parti des arrondissements Bassmanny, Lefortovski, Alexéievski et Sokolnitcheski, à Moscou.

5 septembre — Lénine envoie un télégramme au Comité révolutionnaire de Bachkirie, soulignant la nécessité de transférer d'urgence les troupes bachkires pour défendre Pétrograd ; il salue les Bachkirs, soldats de l'Armée Rouge.

12 septembre — Lénine dirige la séance du Conseil de la Défense qui discute les questions suivantes : bilan des travaux du bassin houiller de la région de Moscou ; distribution de vivres aux ouvriers de Pétrograd et de Cronstadt, occupés à des travaux défensifs particulièrement importants, etc.

16 septembre — Lénine écrit une lettre à S. Goussev ; il critique vivement la façon dont le Comité militaire révolutionnaire de la République a dirigé les opérations militaires, il critique Trotski qui avait désorganisé le travail sur le front Sud.

18-20 septembre — Lénine rédige l'article « Comment la bourgeoisie utilise les renégats ».

23 septembre — Lénine écrit la lettre « Aux ouvriers américains ». Lénine prononce un discours à la IVe Conférence des ouvrières sans-parti de la ville de Moscou.

24 septembre — Lénine préside la séance du Conseil de la Défense qui examine les questions suivantes : établissement d'une zone à régime d'exception par suite de l'offensive de Dénikine et préparation de cette zone pour la défense ; organisation de l'instruction militaire générale ; équipement de l'armée du ravitaillement en armes, en vêtements, etc.

26 septembre — Lénine dirige l'assemblée plénière du Comité central du P.C.(b)R. qui examine les questions suivantes : organisation de la semaine du parti, mesures tendants à renforcer le front Sud, attitude vis-à-vis des Cosaques, etc.

Septembre-octobre — Lénine travaille aux plans et aux exposés sommaires de la brochure : *La dictature du prolétariat.*

2 octobre — Lénine envoie un télégramme aux ouvriers de Pétrograd où il les félicite pour leur travail énergique dans l'organisation de la mobilisation pour le front Sud.

3 octobre — Lénine rédige l'article « L'exemple des ouvriers de Pétrograd ».

5 octobre — Lénine rédige la réponse aux questions du correspondant du *Chicago Daily News.*

6 octobre — Lénine adresse un message de salutations au IIe Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie.

8 octobre — Lénine donne au comité de la province d'Orenbourg du parti et au Comité exécutif des directives pour envoyer des renforts au front Sud.

10 octobre — Lénine écrit l'article « Salut aux communistes italiens, français et allemands ».
Dans un télégramme adressé aux ouvriers d'Oufa, qui ont reconstruit le pont de la Bélaïa, Lénine les remercie d'avoir exécuté le travail avant terme.

11 octobre — Lénine écrit l'article « L'Etat ouvrier et la semaine du parti ».

13 octobre — Dans un télégramme adressé au Conseil militaire révolutionnaire de la Ve armée et à M. Frounzé, commandant du front du Turkestan, Lénine transmet les directives du Comité central concernant l'aide au front Sud.

14 octobre — Dans un télégramme au Comité exécutif du Soviet de Pétrograd, Lénine donne la directive de procéder à la mobilisation des travailleurs des institutions soviétiques pour le front, de repousser l'offensive de Ioudénitch et de continuer l'aide au front Sud.

15 octobre — Lénine adresse au Conseil militaire révolutionnaire de la République l'ordre d'expédier d'urgence des postes de radio pour le front Sud.
Lénine demande à N. Sémachko de rédiger un projet de décret portant création d'un Comité de secours aux blessés sous l'égide du Comité exécutif central de Russie.

16 octobre — Lénine prononce du haut du balcon du Soviet de Moscou une allocution adressée aux détachements ouvriers communistes des provinces de Iaroslavl et Vladimir, qui partent se battre contre Dénikine.

17 octobre — Lénine écrit l'appel « Aux ouvriers et soldats rouges de Pétrograd ».

17-18 octobre — Lénine s'informe auprès du Commissariat du Peuple au Ravitaillement au sujet des vivres expédiés à Pétrograd et communique les renseignements obtenus au Soviet de Pétrograd.

18 octobre — Lénine donne au Comité de Pétrograd du P.C.(b)R. la directive de hâter la défaite de Ioudénitch ; il l'informe de l'envoi de troupes sur le front de Pétrograd.

19 octobre — Lénine rédige l'appel « Aux camarades soldats rouges ».

20 octobre — Lénine donne au président du Comité exécutif de la province de Toula et à son commissaire militaire la directive de centrer tous les efforts sur le travail et l'approvisionnement militaires, en réorganisant à cet effet tout le travail sur le pied de guerre.

21 octobre — Lénine rédige l'article « Le bilan de la semaine du parti à Moscou et nos tâches ».

22 octobre — Lénine donne au Conseil militaire révolutionnaire de la République l'ordre d'effectuer une mobilisation supplémentaire de 20 000 ouvriers de Pétrograd pour achever de battre Ioudénitch.

24 octobre — Dans la salle bleue de la Maison des Syndicats, Lénine salue les ouvriers communistes d'Ivanovo-Voznessensk mobilisés pour le front.
Lénine prononce un discours devant les auditeurs de l'Université Sverdlov en partance pour le front.

28 octobre — Lénine prend la parole devant les auditeurs des cours d'enseignement extra-scolaire en partance pour le front.
Lénine adresse des lettres aux communistes étrangers : français et italiens, aux membres du Comité central du Parti communiste d'Allemagne et au groupe de communistes qui ont quitté le Parti communiste d'Allemagne.

30 octobre — Lénine rédige l'article « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat ».

1er novembre — Lénine donne par fil direct l'ordre à Pétrograd de concentrer devant cette ville des forces nombreuses pour battre Ioudénitch.

5 novembre — Lénine rédige l'article « Salut aux ouvriers de Pétrograd », à l'occasion du deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets.

6 novembre — Publication de l'article de Lénine « Le pouvoir soviétique et la condition de la femme », écrit à l'occasion du deuxième anniversaire du pouvoir soviétique.
Lénine dirige la réunion du Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. qui décide la convocation de la Conférence générale du parti et du Congrès des Soviets de Russie. Une résolution est également adoptée sur l'envoi de renforts au front Sud.

7 novembre — Publication de l'article de Lénine « Deux années de pouvoir soviétique ».
Lénine prononce un discours consacré au deuxième anniversaire de la Révolution d'Octobre, en séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, du Conseil central des Syndicats de Russie et des comités d'entreprise.

10 novembre — Publication de la lettre de Lénine « Aux camarades communistes du Turkestan ».

11 novembre — Dans un télégramme au président de la commission spéciale pour le ravitaillement du front Est, Lénine souligne la nécessité d'organiser le ravitaillement des ouvriers de l'Oural.
Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du Peuple qui examine les points suivants : création d'un organisme forestier unique (il rédige un projet de décret) ; mobilisation des employés soviétiques pour le stockage du bois de

chauffage ; fourniture de combustible à la Galerie Trétiakov, aux bibliothèques et aux autres institutions éducatives ; tribunaux disciplinaires d'entreprise, etc.

13 novembre — Publication de la circulaire du Comité central du P.C.(b)R., rédigée par Lénine et adressée aux organisations du parti, « En avant pour combattre la crise du combustible ».

18 novembre — Lénine prononce un discours à la Première conférence de Russie sur le travail du parti à la campagne.

21 novembre — Lénine dirige la conférence préparatoire du groupe de délégués venus assister au IIe Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient.
Lénine préside la séance du Bureau politique qui examine et adopte son projet de résolution sur le pouvoir des Soviets en Ukraine.

22 novembre — Lénine présente le rapport au IIe Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient.

27 novembre — Lénine donne au présidium du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale de Russie la directive : envisager la publication dans le journal *Ekonomitcheskaïa Jizn* de comptes rendus périodiques sur le bilan des travaux pour le développement des branches essentielles de l'économie nationale.

29 novembre — Lénine dirige la séance plénière du Comité central du P.C. (b) R., qui examine les points suivants : préparation de la conférence du parti et du Congrès des Soviets de Russie ; le pouvoir des Soviets en Ukraine, etc.

2-4 décembre — Lénine dirige les travaux de la VIIIe Conférence du Parti communiste (bolchévik) de Russie.

2 décembre — Lénine ouvre la Conférence en prononçant le discours inaugural ; il est élu membre du bureau et préside la première séance (matin) de la conférence.
Lénine présente à la deuxième séance (après-midi) le rapport d'activité politique du Comité central et prononce les conclusions après le rapport.
Lénine rédige le projet de résolution sur la poli-

tique internationale ; le projet est adopté par la conférence.

8 décembre — A la troisième séance (matin), Lénine prononce le discours sur le pouvoir des Soviets en Ukraine. A la quatrième séance (après-midi), Lénine prononce les conclusions sur la question du pouvoir des Soviets en Ukraine.

4 décembre — Lénine prononce un discours au Ier Congrès des communes agraires et des artels agricoles.

5-9 décembre — VIIe Congrès des Soviets de députés ouvriers, paysans, soldats rouges et cosaques de Russie. Lénine dirige les travaux du congrès.

5 décembre — A la première séance du congrès, Lénine est élu membre du présidium ; il fait le rapport du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple ; il présente le projet de résolution sur la politique internationale que le congrès adopte à l'unanimité.

6 décembre — A la deuxième séance du congrès, Lénine prononce les conclusions sur le rapport du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple.

8 décembre — A la deuxième séance de la section d'organisation du congrès, Lénine intervient dans les débats qui suivent le rapport sur l'édification soviétique.

9 décembre — A la cinquième séance du VIIe Congrès des Soviets, Lénine est élu membre du Comité exécutif central de Russie.
Lénine prononce le discours de clôture du congrès.

11 décembre — Dans un télégramme au Commissaire au Ravitaillement de la province d'Orel, Lénine propose d'étudier la requête des paysans du canton de Lavrovo, se plaignant de l'ordre de réquisition excessive de leur blé, et de l'abaisser en cas de confirmation.

16 décembre — Lénine rédige l'article « Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat ».

17 décembre au plus tôt — Dans deux notes adressées à D. Kourski, Commissaire du Peuple à la Justice, Lénine donne des

instructions sur les mesures à prendre contre les lenteurs bureaucratiques.

18 décembre — Le journal *Sména* publie le message de salutations de Lénine à l'occasion de la « semaine de la jeunesse » du Komsomol de Pétrograd.

19 décembre — Lénine prononce un discours dans le quartier de la Presnia, à la manufacture Prokhorovskaïa (aujourd'hui Triokhgornaïa), au cours d'un meeting consacré à l'anniversaire de l'insurrection armée de décembre 1905 à Moscou.

20 décembre — Lénine présente à la Conférence de Moscou du P.C.(b)R. un rapport sur les samedis communistes. Lénine adresse aux Conseils militaires révolutionnaires du front Est et à la Ve armée, ainsi qu'à tous les services du Commissariat du Peuple aux Voies de communication, l'ordre de prendre des mesures d'urgence pour envoyer au centre au moins deux cents locomotives, nécessaires pour acheminer des convois de troupes et de ravitaillement.

21 décembre — Lénine adresse au comité de la province de Toula du P.C.(b)R. et au comité exécutif de la province des directives tendant à organiser des secours d'urgence pour ravitailler Moscou.

23 décembre — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du Peuple qui examine les questions suivantes : amélioration de la situation des savants ; exécution rigoureuse des lois adoptées par le VIe Congrès des Soviets, etc.

26 décembre — Lénine envoie un télégramme au Comité exécutif de la province de Kharkov, lui enjoignant de faire le maximum pour livrer du charbon au centre et intensifier la réparation des locomotives.

28 décembre — Lénine rédige la « Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine ».

Décembre — Lénine rédige le projet de résolution du Bureau politique du Comité central sur le parti des borotbistes ; il pose la question de la dissolution de ce parti dont l'action est contraire aux intérêts du prolétariat.

Seconde quinzaine de décembre — Lénine établit un projet de tableau comparatif sur la quantité de denrées alimentaires consommées par la population de la R.S.F.S.R. avant la guerre impérialiste et depuis la Révolution d'Octobre ; ce projet est envoyé pour avis à l'Office central de la statistique.

31 décembre — A la soirée du Nouvel An du quartier Bassmanny (dans les locaux de la Bourse du blé), Lénine prononce un discours sur les victoires remportées par l'Armée Rouge et la lutte à livrer contre la désorganisation économique.

1920

5 janvier — Lénine charge A. Sviderski, membre du collège du Commissariat au Ravitaillement, de recevoir les représentants des ouvriers de la fabrique Balachinskaïa venus parler du ravitaillement des ouvriers ; il lui demande de l'informer de la résolution qui sera adoptée.

9 janvier — Lénine préside la séance du Conseil de la Défense qui examine les mesures propres à améliorer l'industrie houillère dans l'Oural, etc.

10 janvier — Lénine rédige un message de salutations au congrès des ouvrières et des paysannes de la province de Pétrograd.

12 janvier — Dans des télégrammes aux Conseils militaires révolutionnaires des IIIe et Ve armées, Lénine salue la IIIe armée à l'occasion de sa transformation en armée du travail ; dans une note adressée au Commissaire du Peuple au Ravitaillement, A. Tsiouroupa, il esquisse un projet de résolution du Conseil des Commissaires du Peuple à ce sujet. A la séance du groupe communiste au Conseil central des syndicats de Russie, Lénine prononce un discours consacré au rôle de la discipline, à la direction personnelle et collective dans la gestion des entreprises économiques.

13 janvier — A la séance du groupe communiste du Comité exécutif central de Russie, Lénine traite la question du service de travail obligatoire.

16 janvier — Dans une lettre au Conseil central des syndicats de Russie, adressée à Tomski, Lénine critique vivement les lenteurs administratives, la bureau-

cratie et l'impéritie des dirigeants du Conseil central des syndicats de Russie dans l'utilisation des ouvriers qualifiés pour le relèvement des transports ; il exige que des mesures pratiques soient prises pour lutter contre la bureaucratie.

17 janvier Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple qui examine les questions suivantes : augmentation des surfaces ensemencées ; état du fonctionnement des postes et télégraphes : il apporte des corrections au projet d'arrêté ; abolition de la peine de mort ; commémoration d'Herzen ; mesures à prendre pour améliorer la situation des employés soviétiques, etc.
Lénine donne à M. Frounzé, commandant du front du Turkestan, la directive d'accélérer la construction de la voie ferrée Alexandrov-Gaï-Emba, ainsi que l'envoi de pétrole au centre.

23 janvier Lénine dirige la séance du Bureau politique du Comité central ; il présente un projet de directive pour la mise au point du règlement de l'Inspection ouvrière et paysanne.
Dans une lettre à G. Krjijanovski, Lénine donne des instructions pour l'établissement du plan d'électrification de la R.S.F.S.R.

24 janvier Lénine rédige des remarques à propos du Règlement de l'Inspection ouvrière et paysanne.
Lénine prononce un discours à la conférence des ouvriers et des soldats rouges sans-parti du quartier de la Presnia.

26 janvier Lénine dirige la conférence consacrée aux coopératives. Les questions suivantes y sont examinées : unification des coopératives de tous types et suppression du Conseil des congrès des coopératives ; rôle des coopératives de consommation dans les stockages ; il rédige des projets d'arrêtés et des directives sur les coopératives.

27 janvier Lénine prononce un discours au IIIe Congrès des Conseils de l'économie nationale de Russie.
Lénine dirige la réunion du Conseil des Commissaires du Peuple ; il soumet à l'examen le projet d'adresse au gouvernement polonais en prévision de l'attaque que les hobereaux et la bourgeoisie de Pologne projettent contre la Russie soviétique.
A cette réunion sont pris les décrets sur les coopératives et examinés les points relatifs à la gestion

des exploitations soviétiques, au commerce extérieur, etc.

31 janvier — Lénine dirige les travaux de la séance plénière du Comité central du parti, qui ratifie la résolution sur l'Inspection ouvrière et paysanne.

1er février — Lénine rédige une lettre aux membres du Conseil de la Défense dans laquelle il indique une série de mesures d'urgence étant donné la situation catastrophique des transports ferroviaires.
Lénine rédige des remarques au sujet du projet d'arrêté sur l'attribution de primes aux ouvriers et aux employés.
Lénine prend la parole à la conférence des présidents des comités exécutifs de province et de district pour définir les tâches des comités exécutifs.

2 février — Lénine présente à la première session du Comité exécutif central de Russie, VIIe législature, le rapport sur le travail du Comité exécutif central et du Conseil des Commissaires du Peuple.

3 février — Lénine prescrit au président du comité exécutif de la province de Nijni-Novgorod de prêter concours au travail du laboratoire radio de Nijni-Novgorod.

Avant le 5 février — Lénine rédige le « Projet (ou thèses) de la réponse du Parti communiste de Russie à la lettre du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne ».

5 février — Lénine prononce un discours à la conférence des cheminots du réseau ferroviaire de Moscou.

7 février — Lénine écrit l'article « A la guerre comme à la guerre ».

9 février — Lénine prononce un discours à la conférence des travailleurs et soldats rouges sans-parti du quartier Blagoucha-Lefortovo.

14 février — Lénine écrit l'article « Notes d'un publiciste ».

17 février — Lénine s'informe télégraphiquement auprès de G. Ordjonikidzé de la situation des troupes soviétiques sur le front du Caucase ; il exige la mise en pratique de mesures d'urgence pour accroître leur capacité de combat.

18 février — Lénine rédige les réponses aux questions du correspondant à Berlin de l'agence d'information américaine « Universal service » et du correspondant du journal anglais *Daily Express*.

21 février — Lénine rédige le message « Aux ouvrières » à l'occasion des élections au Soviet de Moscou. Lénine prescrit aux responsables de la construction de la ligne Alexandrov-Gaï-Emba de prendre des mesures énergiques pour accélérer les travaux ; il invite le Commissariat du Peuple à l'Instruction ouvrière et paysanne et le Conseil militaire révolutionnaire de la République à fournir au chantier les moyens financiers, transports, combustibles et autres matériaux nécessaires.

25 février — Lénine prononce un discours à la IIIe Conférence des dirigeants des sous-sections extra-scolaires des sections de province de l'instruction publique. Dans une lettre aux membres du collège du Commissariat du Peuple au Ravitaillement, Lénine propose de discuter de toute urgence la question de l'assistance alimentaire aux ouvriers de l'usine Oukhtomskaïa (à Lioubertsy, province de Moscou).

27 février — Lénine donne au Conseil militaire révolutionnaire de la République l'ordre de veiller tout particulièrement à renforcer le front Ouest, vu la nécessité de se préparer à la guerre contre la Pologne des hobereaux, au cas où elle attaquerait la Russie soviétique.
Dans une lettre aux membres du collège du Commissariat du Peuple au Ravitaillement, Lénine leur demande de l'informer s'il y aurait possibilité d'augmenter les rations alimentaires des enseignants du district de Vessiégonsk, province de Tver.

28 février — Au congrès de Strasbourg du Parti socialiste français, lecture est donnée de la réponse de Lénine à J. Longuet, dans laquelle Lénine annonce que l'admission du Parti socialiste français à la IIIe Internationale ne peut se faire qu'à la condition que les opportunistes seraient exclus des rangs de ce parti.

Février — Lénine est élu député au Soviet de Moscou par la Confiserie d'Etat n° 3 (aujourd'hui fabrique « Bolchévik ») et par les ouvriers et employés de la gare de Khovrino.

1er mars Lénine reçoit une délégation des ouvriers de la manufacture de Gloukhov ; il s'informe auprès du Commissariat du Peuple au Ravitaillement, de la Direction générale de l'industrie textile et du Commissariat du Peuple à l'Agriculture sur la situation alimentaire des ouvriers de cette entreprise.
Lénine présente un rapport au Ier Congrès des travailleurs cosaques de Russie.
Lénine prononce un discours au IIe Congrès du personnel des services médicaux et sanitaires de Russie.

2 mars Publication de la lettre du Comité central aux organisations du P.C.(b)R. sur la préparation du congrès du parti, lettre rédigée par Lénine.

4 mars Lénine écrit l'article « Pour la journée internationale des ouvrières ».

6 mars Lénine prononce un discours à l'assemblée du Soviet de Moscou des députés ouvriers et soldats rouges.
Lénine prononce un discours à la séance solennelle du Soviet de Moscou, consacrée au premier anniversaire de la IIIe Internationale.

9 mars Lénine donne au comité révolutionnaire de Sibérie l'ordre de ne pas accorder la moindre concession aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires au cours des pourparlers sur leur participation au gouvernement en formation en Extrême-Orient.

10 mars Lénine donne aux Commissariats du Peuple des instructions relatives à la convocation d'une conférence pour la fixation des mesures d'urgence en vue d'améliorer la situation alimentaire des ouvriers de la province d'Ivanovo-Voznessensk.
Lénine dirige la réunion du Conseil de la Défense qui examine les points suivants : les transports ferroviaires ; l'organisation des réunions administratives du Conseil de la Défense : il apporte un additif au projet de décret ; la fourniture de main-d'œuvre pour la construction de la centrale électrique de Kachira ; la fourniture de ravitaillement aux ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk, etc.

11 mars Dans un télégramme à G. Ordjonikidzé au front du Caucase, Lénine donne des instructions pour le transfert de troupes sur le front Ouest, compte

tenu de l'éventualité d'une attaque des hobereaux et de la bourgeoisie de Pologne contre la Russie soviétique.

14 mars — Lénine rédige une note à G. Krjijanovski au sujet de la première ébauche de la déclaration sur l'activité du GOELRO (Commission d'Etat pour l'électrification de la Russie).
Lénine demande dans un télégramme à S. Kirov à Astrakhan son opinion sur les moyens d'acheminer le pétrole.

15 mars — Lénine prononce un discours au IIIe Congrès des ouvriers des transports fluviaux de Russie.
Lénine prend la parole à la réunion du groupe communiste du Conseil central des syndicats de Russie pour défendre le principe de la direction personnelle dans la gestion des entreprises économiques.

16 mars — Lénine prononce un discours à la mémoire de J. Sverdlov au cours d'une séance commémorative au Théâtre Bolchoï

17 mars — Lénine envoie un télégramme à G. Ordjonikidzé, au Conseil militaire révolutionnaire du front du Caucase, pour ordonner de concentrer tous les efforts sur la prise de Bakou.

19 mars — Lénine dirige la séance du Conseil de la Défense qui examine les questions suivantes : mesure d'urgence pour renforcer la protection des frontières de la République ; les transports fluviaux ; constitution d'une commission chargée d'évaluer les pertes occasionnées à la République soviétique par l'agression des Etats impérialistes et le blocus.
Dans un télégramme à A. Gorki à Pétrograd, Lénine l'informe que sa requête sur l'amélioration du ravitaillement des savants a été entendue.

22 mars — Lénine reçoit les représentants du Bureau central des organisations communistes des peuples d'Orient et s'entretient avec eux de l'organisation de la République tatare.

23 mars — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du Peuple qui examine les points suivants : la ratification d'un projet de règlement de la Commission d'Etat pour l'électrification de la Russie ; à propos des entreprises relevant directement

de la compétence des organismes centraux du Conseil Supérieur de l'Économie Nationale : il rédige un projet de décret ; à propos de la concession forestière à l'Estonie, etc.

25 mars — Lénine est élu délégué au IXe Congrès du P.C.(b)R. par la conférence de Moscou du P.C.(b)R.
Lénine dirige les séances du Conseil de la Défense et du Conseil des Commissaires du Peuple, qui examinent les questions suivantes : les transports fluviaux ; l'augmentation des envois de blé et de poisson en direction du centre ; la formation d'un Comité pour l'amélioration des conditions de vie des savants, etc.

Fin mars — Lénine prononce deux discours à enregistrer sur disques : « Le travail pour les transports » et « De la discipline du travail ».

29 mars-5 avril — Le IXe Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie. Lénine dirige les travaux.

29 mars — Lénine prononce le discours d'ouverture.
Lénine est élu membre du bureau du congrès.
Lénine présente le rapport d'activité politique du Comité central du parti.

30 mars — A la deuxième séance (matin) du congrès, Lénine prononce les conclusions après le rapport du C.C.

31 mars — A la quatrième séance (matin) du congrès, Lénine prononce un discours sur l'édification économique.

Mars-avril — Lénine rédige l'article « Les compromis ».

2 avril — Lénine adresse au Conseil militaire révolutionnaire du front du Caucase, à G. Ordjonikidzé, un télégramme avec les directives sur l'attitude à tenir vis-à-vis des musulmans, en particulier au moment de l'entrée au Daghestan.

3 avril — Lénine prononce un discours sur les coopératives à la huitième séance (soir) du IXe Congrès du P.C.(b)R.

4-6 avril — Lénine prononce un discours au Ier Congrès constitutif du syndicat des mineurs de Russie.

5 avril — A la dixième séance (matin) du congrès, on annonce l'élection de Lénine comme membre du Comité central du P.C.(b)R.

Lénine prononce le discours de clôture du congrès. Lénine fait une brève intervention au sujet de la liste des suppléants au Comité central.
Les délégués du congrès acclament Lénine à l'occasion de son prochain cinquantième anniversaire : M. Kalinine, E. Iaroslavski, F. Kohn, etc., prononcent des discours. La décision est prise de publier les Œuvres complètes de Lénine.

6 avril Lénine écrit une lettre à V. Adoratski à Kazan pour s'informer s'il est possible de réunir les matériaux pour une histoire de la guerre civile et l'histoire de la République soviétique.
Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du Peuple qui examine les points suivants : nationalisation des stocks de livres et utilisation plus poussée des livres de Moscou et de Pétrograd pour les besoins de la province et de la campagne.

7 avril Lénine prononce un discours au IIIe Congrès des syndicats de Russie.

8 avril Lénine écrit l'article « De la destruction d'un ordre séculaire à la création de l'ordre nouveau ».

16 avril Lénine dirige la séance du Conseil du Travail et de la Défense qui examine les points suivants : mesures à prendre pour intensifier le transport du pétrole ; institution d'un contrôle pour la consommation de combustible par les chemins de fer ; situation de l'industrie houillère dans le bassin du Donetz, etc.

19 avril Lénine prononce un discours au IIIe Congrès des ouvriers de l'industrie textile de Russie.

20 avril Dans un télégramme à la flotte de la Baltique à Pétrograd, Lénine donne l'ordre de procéder sans délai à l'aménagement du port de Pétrograd, afin d'organiser l'exportation du bois.

23 avril A la réunion organisée par le Comité du P.C.(b).R. de Moscou en l'honneur de son cinquantième anniversaire, Lénine prononce un discours sur les tâches du Parti bolchévik.

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1919.

DISCOURS PRONONCÉ À LA CONFÉRENCE DES OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES SANS-PARTI DES ARRONDISSEMENTS BASMANNY, LEFORTOVSKI, ALEXÉEVSKI ET SOKOLNITCHESKI, 3 SEPTEMBRE 1919 11

COMMENT LA BOURGEOISIE UTILISE LES RENÉGATS 19

AUX OUVRIERS AMÉRICAINS 32

LES TÂCHES DU MOUVEMENT OUVRIER FÉMININ DANS LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS. *Discours prononcé à la IVe Conférence des ouvrières sans-parti de Moscou, 23 septembre 1919* . . 34

L'EXEMPLE DES OUVRIERS DE PÉTROGRAD 41

RÉPONSE AUX QUESTIONS DU CORRESPONDANT DU JOURNAL AMÉRICAIN *THE CHICAGO DAILY NEWS* 44

SALUT AUX COMMUNISTES ITALIENS, FRANÇAIS ET ALLEMANDS. 46

L'ETAT OUVRIER ET LA SEMAINE DU PARTI 58

DISCOURS PRONONCÉ DEVANT LES OUVRIERS COMMUNISTES MOBILISÉS, AU BALCON DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES DE MOSCOU, 16 OCTOBRE 1919. *Notes de presse* 61

AUX OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES DE PÉTROGRAD 63

AUX CAMARADES SOLDATS ROUGES 65

LE BILAN DE LA SEMAINE DU PARTI À MOSCOU ET NOS TÂCHES 66

DISCOURS AUX ÉLÈVES DE L'UNIVERSITÉ SVERDLOV EN PARTANCE POUR LE FRONT, 24 OCTOBRE 1919 71

AU CAMARADE LORIOT ET À TOUS LES AMIS FRANÇAIS QUI ONT ADHÉRÉ À LA IIIe INTERNATIONALE 80

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE AU SUJET DE LA SCISSION. *Aux camarades Paul Lévi, Clara Zetkin, Eberlein et à tous les membres du Comité central du Parti communiste d'Allemagne* 82

AUX CAMARADES COMMUNISTES QUI, AYANT ADHÉRÉ AU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND COMMUN, SE SONT CONSTITUÉS À PRÉSENT EN UN NOUVEAU PARTI 84

AU CAMARADE SERRATI ET AUX COMMUNISTES ITALIENS EN GÉNÉRAL 86
DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT 89
I. (A) La dictature du prolétariat en tant que formes nouvelles de la lutte de classe du prolétariat 91
II. (B) La dictature du prolétariat en tant que destruction de la démocratie bourgeoise et création de la démocratie prolétarienne 95
III. (C) La dictature du prolétariat et les traits particuliers de l'impérialisme 98
IV. (D) La dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets 99
L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE À L'ÉPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT 103
1. 103
2. 104
3. 106
4. 108
5. 111
SALUT AUX OUVRIERS DE PÉTROGRAD 114
LE POUVOIR DES SOVIETS ET LA CONDITION DE LA FEMME . . 116
DEUX ANNÉES DE POUVOIR SOVIÉTIQUE 120
DEUX ANNÉES DE POUVOIR SOVIÉTIQUE. *Discours à l'assemblée commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet des députés ouvriers et soldats rouges de Moscou, du Conseil central des Syndicats de Russie et des comités d'usine, consacrée au deuxième anniversaire de la Révolution d'Octobre, 7 novembre 1919* 123
AUX CAMARADES COMMUNISTES DU TURKESTAN 134
EN AVANT POUR COMBATTRE LA CRISE DU COMBUSTIBLE! *Circulaire aux organisations du parti* 136
DISCOURS À LA Ire CONFÉRENCE DE RUSSIE SUR LE TRAVAIL DU PARTI À LA CAMPAGNE, 18 NOVEMBRE 1919 141
RAPPORT PRÉSENTÉ AU IIe CONGRÈS DE RUSSIE DES ORGANISATIONS COMMUNISTES DES PEUPLES D'ORIENT, 22 NOVEMBRE 1919 149
PROJET DE RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.(b)R. SUR LE POUVOIR DES SOVIETS EN UKRAINE 162
VIIIe CONFÉRENCE DU P.C.(b)R., 2-4 décembre 1919 . . . 167
1. DISCOURS D'OUVERTURE, 2 DÉCEMBRE 169
2. RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL, 2 DÉCEMBRE 170
3. CONCLUSIONS APRÈS LE RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL, 2 DÉCEMBRE 191
4. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE 193
5. CONCLUSIONS SUR LA QUESTION DU POUVOIR DES SOVIETS EN UKRAINE, 3 DÉCEMBRE 195

DISCOURS AU 1er CONGRÈS DES COMMUNES AGRAIRES ET DES ARTELS AGRICOLES, 4 DÉCEMBRE 1919 197

VIIe CONGRÈS DES SOVIETS DE RUSSIE, 5-7 décembre 1919 207

1. Rapport du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple, 5 décembre 209
2. Conclusions à la suite du rapport du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple, 6 décembre 237
3. Discours à la section d'organisation, 8 décembre 249
4. Discours de clôture, 9 décembre 255

LES ÉLECTIONS À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT 259

I. 259
II. 262
III. 266
IV. 268
V. 273
VI. 279

À NOTRE RELÈVE 284

DISCOURS PRONONCÉ À UN MEETING COMMÉMORATIF DE L'INSURRECTION DE DÉCEMBRE 1905 DANS LE QUARTIER DE LA PRESNIA, 19 DÉCEMBRE 1919 285

RAPPORT SUR LES SAMEDIS COMMUNISTES PRÉSENTÉ À LA CONFÉRENCE DE MOSCOU DU P.C.(b)R., 20 DÉCEMBRE 1919 291

LETTRE AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS D'UKRAINE À L'OCCASION DES VICTOIRES REMPORTÉES SUR DÉNIKINE 301

DE L'ÉPURATION DE LA LANGUE RUSSE. (*Méditations faites à des moments de loisirs, c'est-à-dire en écoutant les discours aux réunions.*) 308

1920

AU BUREAU DU CONGRÈS DES FEMMES DE LA PROVINCE DE PÉTROGRAD 309

REMARQUE ET ADDITION CONCERNANT LES PROJETS DE « RÈGLEMENT SUR L'INSPECTION OUVRIÈRE ET PAYSANNE » 310

DISCOURS PRONONCÉ À LA CONFÉRENCE DES OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES SANS-PARTI DU QUARTIER DE LA PRESNIA, 24 JANVIER 1920. *Compte rendu de presse* 312

PROJETS D'ARRÊTÉS ET DIRECTIVES SUR LES COOPÉRATIVES 317

DISCOURS PRONONCÉ AU IIIe CONGRÈS DES CONSEILS DE L'ÉCONOMIE NATIONALE DE RUSSIE, 27 JANVIER 1920. *Compte rendu de presse* 319

AUX MEMBRES DU CONSEIL DE LA DÉFENSE 324

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE ET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE À LA PRE-

MIÈRE SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL, VIIe LÉGISLATURE, 2 FÉVRIER 1920 325

PROJET (OU THÈSES) DE LA RÉPONSE DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE À LA LETTRE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE INDÉPENDANT D'ALLEMAGNE 348

DISCOURS À LA CONFÉRENCE DES CHEMINOTS DU RÉSEAU FERROVIAIRE DE MOSCOU, 5 FÉVRIER 1920. *Bref compte rendu de presse* 356

À LA GUERRE COMME À LA GUERRE. 358

DISCOURS PRONONCÉ À LA CONFÉRENCE DES TRAVAILLEURS SANS-PARTI DU QUARTIER DE BLAGOUCHA-LEFORTOVO, 9 FÉVRIER 1920. *Compte rendu de presse* 360

NOTES D'UN PUBLICISTE 364

I. 364

II. 365

III. 369

IV. 371

TÉLÉGRAMME À J. STALINE, 16 FÉVRIER 375

TÉLÉGRAMME À J. STALINE, 18 FÉVRIER. 376

RÉPONSE AUX QUESTIONS DE KARL WIGAND, CORRESPONDANT À BERLIN DE L'AGENCE D'INFORMATION AMÉRICAINE « UNIVERSAL SERVICE » 377

RÉPONSE AUX QUESTIONS DU CORRESPONDANT DU JOURNAL ANGLAIS *DAILY EXPRESS* 380

AU CAMARADE STALINE, MEMBRE DU COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE DU FRONT SUD-OUEST, 20 FÉVRIER 382

AUX OUVRIÈRES 383

TÉLÉGRAMME À J. STALINE, 22 FÉVRIER 385

DISCOURS À LA IIIe CONFÉRENCE DE RUSSIE DES DIRIGEANTS DES SOUS-SECTIONS EXTRA-SCOLAIRES DES SECTIONS PROVINCIALES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 25 FÉVRIER 1920 386

RAPPORT AU Ier CONGRÈS DES TRAVAILLEURS COSAQUES DE RUSSIE, 1er MARS 1920 392

DISCOURS AU IIe CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DES SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES DE RUSSIE, 1er MARS 1920. *Procès-verbal de séance* 413

LETTRE AUX ORGANISATIONS DU P.C.R. SUR LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PARTI 415

POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES OUVRIÈRES . . . 420

DISCOURS PRONONCÉ AU SOVIET DE MOSCOU DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES, 6 MARS 1920 422

DISCOURS À LA SÉANCE SOLENNELLE DU SOVIET DE MOSCOU, EN L'HONNEUR DE L'ANNIVERSAIRE DE LA IIIe INTERNATIONALE, 6 MARS 1920 429

DISCOURS PRONONCÉ AU IIIe CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DES TRANSPORTS FLUVIAUX DE RUSSIE, 15 MARS 1920 438

DISCOURS À LA SÉANCE COMMÉMORATIVE CONSACRÉE À J. SVERDLOV, 16 MARS 1920. *Bref compte rendu de presse* 446

DEUX DISCOURS ENREGISTRÉS SUR DISQUES 447

1. LE TRAVAIL POUR LES TRANSPORTS 447
2. DE LA DISCIPLINE DU TRAVAIL 449

IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R., 29 mars-5 avril 1920 451

1. DISCOURS D'OUVERTURE, 29 MARS 453
2. RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL, 29 MARS 455
3. CONCLUSIONS APRÈS LE RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL, 30 MARS 475
4. DISCOURS SUR L'ÉDIFICATION ÉCONOMIQUE, 31 MARS 484
5. DISCOURS SUR LES COOPÉRATIVES, 3 AVRIL 492
6. DISCOURS DE CLÔTURE, 5 AVRIL 497

LES COMPROMIS 504

I. 504

TÉLÉGRAMME À G. ORDJONIKIDZÉ 507

DISCOURS AU Ier CONGRÈS CONSTITUTIF DU SYNDICAT DES MINEURS DE RUSSIE 508

DISCOURS AU IIIe CONGRÈS DES SYNDICATS DE RUSSIE, 7 AVRIL 1920 515

DE LA DESTRUCTION D'UN ORDRE SÉCULAIRE À LA CRÉATION DE L'ORDRE NOUVEAU 529

DISCOURS AU IIIe CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DU TEXTILE DE RUSSIE, AVRIL 1920 532

DISCOURS À L'ASSEMBLÉE ORGANISÉE PAR LE COMITÉ DE MOSCOU DU P.C.(b)R. EN L'HONNEUR DU 50e ANNIVERSAIRE DE LÉNINE, 23 AVRIL 1920. 540

Notes 543

La vie et l'œuvre de V. Lénine 565

ILLUSTRATIONS

Portrait de V. Lénine (1920) 10-11

Première page du manuscrit de Lénine « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat ». 30 octobre 1919 101

Première page du manuscrit de Lénine « Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine ». 28 décembre 1919 299

Première page du questionnaire rempli par Lénine en tant que délégué au IXe Congrès du P.C.(b)R. 29 mars 1920 . . . 452-453

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR THÉRÈSE GODIER, ANDRÉE ROBEL, ALEXANDRE ROUDNIKOV.

Achevé d'imprimer en juillet 1964 par les Editions du Progrès, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT